

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DE TED KENNEDY À BERNIE SANDERS : L'ÉVOLUTION DU LIBÉRALISME  
AU SÉNAT DES ÉTATS-UNIS ET LE DÉVELOPPEMENT POLITIQUE  
AMÉRICAIN, 1969-2018

THÈSE  
PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DU DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
CHRISTOPHE CLOUTIER-ROY

NOVEMBRE 2020

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»



## REMERCIEMENTS

J'ai passé une bonne partie des sept dernières années à composer mentalement ces lignes pour rendre hommage à celles et ceux qui m'ont aidé à franchir les étapes de mon doctorat en science politique, de mes séminaires de première année jusqu'au dépôt de ma thèse.

Mes premiers remerciements vont bien entendu à mon directeur Frédérick Gagnon, qui a accepté de me prendre sous son aile et m'a permis de joindre les rangs de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand à titre de chercheur en résidence dès mon arrivée à l'Université du Québec à Montréal en 2012. Le professeur Gagnon s'est avéré un mentor exigeant, rigoureux, compréhensif et disponible, qui m'a permis de cultiver mon intérêt pour la politique américaine et de développer mon éthique de travail en tant que chercheur en science politique. Sa confiance et son amitié ont été de précieux adjuvants tout au long de mon parcours et je ne peux que souhaiter à tout.e étudiant.e qui entreprendrait des études aux cycles supérieurs de tomber sur un aussi formidable directeur de recherche.

Je remercie les membres de mon jury, les professeur.e.s Robert Dion (University of Evansville), Graham G. Dodds (Université Concordia) et Allison Harell (UQAM), qui ont accepté de lire attentivement et rigoureusement une première version de cette thèse et de me faire part de leurs commentaires.

Je remercie également le Fonds de Recherche du Québec – Société et culture (FRQSC), le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM), la Fondation Marc Bourgie et la Faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal qui ont généreusement financé mon parcours doctoral. Je remercie également le Canadian Institute du Woodrow Wilson International Center for Scholars et sa directrice Laura Dawson, de même que le Bureau du Québec à Washington et son

directeur Frédéric Tremblay pour m'avoir généreusement accueilli lors d'un séjour de recherche dans la capitale américaine au cours de l'hiver de 2017.

Merci à ma mère Jacqueline Roy qui m'a soutenu de manière indéfectible tout au long de mes études, qui m'a appris à bien écrire et qui a accepté de réviser ma thèse. En ce qui concerne cette dernière tâche, sa rigueur stoïcienne et sa patience infinie sont les meilleurs gages de la qualité formelle de cette thèse.

Merci à mon père Jean-Claude Cloutier et sa conjointe Louise Tanguay qui m'ont soutenu tout au long de mon parcours et qui m'ont fait part de leurs commentaires après avoir lu la première version de cette thèse. Merci au reste de ma famille, à mes sœurs Annie et Suzie et mes beaux-parents Serge Hamel et Monique Racine pour les encouragements constants.

Merci au personnel et aux chercheur.es de la Chaire Raoul-Dandurand pour m'avoir permis d'éviter la solitude qui frappe trop d'étudiants au doctorat et qui m'ont permis de passer ces années dans un milieu accueillant et stimulant. Un merci particulier à mes amis de l'Observatoire sur les États-Unis Vincent Boucher, Louis Colletterie et Julie-Pier Nadeau.

Merci à mes ami.es qui m'ont constamment rappelé que la vie est tellement plus qu'un doctorat : Jacques et Marie-Pier, Tommy et Laurence, Camille et Alex, Andreane et Daniel, Christian, Julien, Marie-Laurence, Mathieu, Rafa et le seul et unique Pierre-Émile (et son ministère des Singes).

Merci à toi, la Sarah, pour l'amour, la complicité, l'écoute et l'entraide. Merci d'avoir cru en moi tout au long d'un parcours semé d'embûches. Merci de m'avoir donné de l'air quand j'étais en apnée. Je n'aurais jamais terminé ce doctorat sans ta présence à mes côtés.

Merci à toi, Noémie, pour la joie que tu m'apportes depuis que tu es parmi nous. Je te dédie humblement cette thèse et j'espère que tu voudras, comme les sénateurs et sénatrices dont je parle dans ma thèse, œuvrer sans cynisme au progrès de l'humanité.



## DÉDICACE

*À Noémie*





## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	iii
DÉDICACE.....	vii
LISTE DES FIGURES.....	xxi
LISTE DES TABLEAUX.....	xxiii
RÉSUMÉ.....	xxv
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I :	
MODÉLISATION DE L'ÉVOLUTION DU LIBÉRALISME AU SÉNAT DES ÉTATS-UNIS.....	17
1.1. Recension des écrits.....	17
1.1.1. Une absence injustifiée : le Sénat américain et l'histoire du libéralisme aux États-Unis .....	18
1.1.2. Un déclin inexorable du libéralisme après 1968?.....	22
1.1.3. La place du Congrès et du libéralisme dans le projet <i>American Political                 Development</i> .....	26
1.2. Définir les fondements de l'idéologie libérale .....	28
1.2.1. Philosophie libérale, régime libéral et idéologie libérale.....	28
1.2.2. Le libéralisme comme idéologie de gauche aux États-Unis .....	31
1.2.3. Libéralisme et progressisme.....	35
1.2.4. Une idéologie et ses multiples courants.....	36
Le libéralisme classique : keynésianisme et étatismisme pour aider les travailleurs .....	38
Le courant révisionniste : remettre les dogmes en question .....	40

Le progressisme néolibéral : adapter le libéralisme à une ère politique plus conservatrice .....	41
La synthèse obamienne : la « Pax Obama » .....	43
Les populistes : le retour aux sources de la gauche américaine.....	44
1.3. <i>L'American Political Development</i> : étudier la construction historique du politique aux États-Unis.....	46
1.3.1. L'analyse historique ou l'histoire comme fondement épistémologique de <i>l'American Political Development</i> .....	48
1.3.2. Contextualisation et contingences .....	51
1.3.3. Les conjonctures critiques.....	53
1.3.4. L'institutionnalisme historique.....	54
1.3.5. La dépendance au sentier .....	58
1.3.6. La non-linéarité du développement politique et les ressacs.....	61
1.4. Un modèle pour analyser l'évolution du libéralisme au Sénat, 1969-2018. 63	
1.4.1. Situation initiale d'équilibre.....	65
1.4.2. Les contextes et l'environnement institutionnel (variable indépendante a) .....	65
L'influence indépendante et croisée des contextes multiples .....	65
Un environnement institutionnel en constante évolution .....	66
1.4.3. Reculs électoraux libéraux (variable indépendante b).....	70
1.4.4. La composition de la coalition libérale (variable intermédiaire) .....	72
Qui sont les libéraux au Sénat? .....	72
Les limites du DW-NOMINATE.....	79
Activisme, entrepreneuriat et influence.....	81

Les prédispositions personnelles des activistes libéraux.....	84
La coalition libérale et l'évolution du libéralisme au Sénat .....	85
1.4.5. Les conjonctures critiques.....	86
Activisme libéral : l'accès aux soins de santé.....	87
Activisme libéral : droits civiques et questions morales .....	88
Activisme libéral : la protection de l'environnement.....	89
Activisme libéral : la politique internationale.....	90
1.4.6. Fin de la conjoncture critique : nouvel équilibre, ressac et nouvelle itération du modèle .....	91
1.5. Méthodologie.....	91
1.5.1 Recherche documentaire .....	92
La source principale : le Congressional Quarterly Almanac .....	92
Sources primaires complémentaires.....	94
Sources secondaires complémentaires .....	95
1.5.2. Analyse .....	96
Périodisation .....	96
Analyse schématique.....	97
Analyse générale et conclusions .....	99
CHAPITRE II :	
L'HEURE DES RÉVISIONNISTES, DE L'ÉCLATEMENT DE LA COALITION DU <i>NEW DEAL</i> À L'AUBE DE LA RÉVOLUTION CONSERVATRICE, 1969- 1978.....	
2.1. Du triomphe de 1964 à l' <i>annus horribilis</i> de 1968 .....	101
2.2. Contextes et environnement institutionnel.....	104

2.2.1.	Contexte politique : le début de l'ère des gouvernements divisés et un Parti démocrate en crise existentielle .....	104
	L'entrée dans l'ère des gouvernements divisés .....	104
	Le Parti démocrate à la croisée des chemins .....	105
2.2.2.	Contexte social : la crise de confiance et les prémisses de la « Révolution conservatrice ».....	107
2.2.3.	Contexte économique : la stagflation et la fin du keynésianisme .....	111
2.2.4.	Contexte international : l'heure des remises en question.....	112
2.2.5.	L'environnement institutionnel .....	114
	Le leadership démocrate : la bienveillance de Mike Mansfield et le pragmatisme de Robert Byrd .....	115
	Un Sénat de sous-commissions.....	116
	Les normes sénatoriales : du Sénat des folkways à l'individualisme débridé .....	117
	Le crépuscule du bipartisme et les débuts de la polarisation partisane au Sénat .....	120
2.3.	La coalition libérale au Sénat .....	121
2.4.	La conjoncture critique 1969-1978 : une occasion à saisir pour les révisionnistes .....	124
2.4.1.	Convergence des trois variables et émergence d'une nouvelle conjoncture critique .....	124
2.4.2.	Une porte s'ouvre pour les révisionnistes.....	127
2.5.	L'activisme libéral au Sénat, 1969-1978 .....	128
2.5.1.	Accès aux soins de santé : la fin des grandes ambitions.....	128

L'adoption d'un régime national d'assurance maladie : un rendez-vous manqué .....	128
La fin du « libéralisme à l'ancienne »? .....	131
2.5.2. Droits civiques et questions morales : le Sénat à l'heure de la « décennie des droits » et à l'aube des guerres culturelles .....	133
2.5.3. Protection de l'environnement : essor et déclin de l'activisme environnemental lors de l' <i>Environmental Decade</i> .....	138
2.5.4. Enjeux internationaux : une politique étrangère en pleine redéfinition.... ..	142
Du consensus à la dissension .....	142
George McGovern, Frank Church et la limitation du pouvoir exécutif en politique étrangère.....	144
Une politique étrangère plus « morale »? .....	148
La promotion des droits humains : nouvel enjeu central de la politique étrangère .....	149
2.6. Analyse : la conjoncture critique de 1969-1978 et l'évolution du libéralisme au Sénat .....	155
2.6.1. Le rôle des variables dans l'émergence de la conjoncture critique ....	155
Les reculs électoraux de 1966 et 1968, préludes à un nécessaire examen de conscience .....	155
La convergence des contextes politique, social, économique et international et de l'environnement institutionnel .....	156
Une coalition libérale au Sénat en plein renouvellement .....	159
2.6.2. L'heure des révisionnistes et le développement politique américain .	161

La dépendance au sentier : l'héritage complexe de trois décennies et demi de domination de la coalition du New Deal .....	161
Contingences : comment des événements inattendus ont fait dévier le libéralisme de sa trajectoire .....	168
L'heure des révisionnistes comme point de rupture dans le parcours historique du libéralisme .....	170
2.7 La fin de la conjoncture critique : nouvel équilibre et ressac, 1978-1984. 174	
2.7.1. L'élection de 1978, la déroute du libéralisme et les prémisses de la révolution conservatrice .....	175
2.7.2. Les libéraux à l'heure du reaganisme .....	179
CHAPITRE III :	
LA PRISE DE CONTRÔLE DES <i>NEW DEMOCRATS</i> , 1985-1994.....	183
3.1. Le Parti démocrate en crise, une occasion à saisir pour les réformateurs..	183
3.2. Contextes et environnement institutionnel.....	184
3.2.1. Contexte politique.....	184
Le retour en force de la présidence dans un contexte de gouvernement divisé .....	184
Les démocrates : un parti et trois factions .....	185
3.2.2. Contexte social : quel libéralisme pour une société de plus en plus conservatrice?.....	186
3.2.3. Contexte économique : heurs et malheurs de la Reaganomie.....	188
3.2.4. Contexte international : le retour (et la fin) de la Guerre froide .....	190
3.2.5. L'environnement institutionnel .....	192
Le leadership démocrate : Robert Byrd, George Mitchell et le retour d'une certaine discipline partisane .....	192

Structure institutionnelle : le déclin du système des commissions permanentes ouvre la porte à l'obstruction parlementaire .....	194
Les normes à l'heure du « Sénat atomiste » .....	198
L'environnement partisan : la polarisation s'installe au Sénat .....	200
3.3. La coalition libérale au Sénat .....	202
3.4. La conjoncture critique, 1985-1994 : la prise de contrôle du Parti démocrate par les <i>New Democrats</i> .....	208
3.4.1. Convergence des trois variables et émergence d'une nouvelle conjoncture critique .....	208
3.4.2. La conjoncture critique de 1985 et 1994 et l'essor des <i>New Democrats</i> .. .....	210
Prologue : la contestation centriste, des Atari Democrats à la création du Committee on Party Effectiveness .....	210
Les primaires démocrates de 1984 : le choc des libéralismes .....	212
La création du Democratic Leadership Council et l'essor fulgurant des New Democrats .....	215
3.5. L'ordre du jour libéral, 1985-1994 .....	218
3.5.1. Enjeux socio-économiques : optimiser l'accès aux soins de santé dans un contexte de rigueur budgétaire .....	218
L'obsession bipartisane pour le contrôle des dépenses .....	218
Les dépenses en santé : quand nécessité fait loi.....	219
La réforme de la santé de Bill Clinton : quand division et fragmentation mènent à l'échec .....	224
3.5.2. Droits civiques et questions morales : nouveaux débats et la « révolution féministe » du Sénat.....	229



Droits civiques : moins présents, moins controversés.....	229
Justice pénale : la peine de mort en débat .....	230
La question des armes à feu s’invite au Sénat .....	232
L’accès à l’avortement : la nécessaire mobilisation des pro-choix.....	236
3.5.3. Les enjeux environnementaux : fin du consensus bipartisan et nouvelles menaces.....	240
La pollution des airs et des eaux : pousser plus loin les réformes des années 1970.....	241
Trou dans la couche d’ozone, changements climatiques : comment lutter contre les nouvelles menaces globales.....	245
3.5.4. Les enjeux internationaux : le retour et la fin de la Guerre froide et le mouvement contre l’ <i>apartheid</i> .....	247
Pour un gel durable de la course aux armements.....	247
Les sanctions contre l’Afrique du Sud .....	253
3.6. Analyse : la conjoncture critique de 1985-1994 et l’évolution du libéralisme au Sénat .....	255
3.6.1. Le rôle des variables dans l’émergence de la conjoncture critique ....	255
Les reculs électoraux : l’élection de 1984 comme catalyseur de la mobilisation des New Democrats.....	255
La convergence des contextes politique, social, économique et international et de l’environnement institutionnel .....	256
Une coalition libérale plus modérée.....	259
3.6.2. L’insurrection des <i>New Democrats</i> et le développement politique américain.....	261
La dépendance au sentier : un libéralisme difficilement réformable .....	261

De l'importance des événements contingents sur l'évolution de l'ordre du jour libéral.....	265
L'insurrection des New Democrats en tant que point de rupture .....	267
3.7. Le ressac : vers la « nation de droite », 1994-2006 .....	269
3.7.1 La croissance économique sur fond de guerres partisans, 1995-2000....	270
3.7.2 Les « deux Amériques » et l'après 11 septembre, 2000-2006 .....	272
CHAPITRE IV : LA <i>PAX OBAMA</i> : SYNTHÈSE ET PARENTHÈSE, 2007-2014	
4.1. De la nation de droite à <i>Yes, we can!</i> : le retour en force du libéralisme...	275
4.2. Contextes.....	278
4.2.1. Contexte politique : volatilité partisane et polarisation exacerbée .....	278
Des majorités fluctuantes au cœur d'une ère de volatilité partisane .....	278
Des démocrates résurgents, mais une unité précaire.....	280
4.2.2. Contexte social : tensions au cœur d'une société en plein changement ...	281
Une société plus diversifiée et plus jeune, une occasion à saisir pour les libéraux .....	281
La résilience conservatrice .....	285
4.2.3. Contexte économique : la Grande Récession et ses effets.....	286
La Grande Récession et le plan de relance de l'administration Obama .....	286
Inégalités et mécontentement.....	288
4.2.4. Contexte international : les États-Unis confrontés au « retour de l'histoire » .....	290
4.2.5. L'environnement institutionnel : encore pire qu'il n'y paraît .....	292
Harry Reid, leader démocrate et chef de guerre partisan .....	292

Structure institutionnelle : pas de changements notables .....	294
Les normes et l'environnement partisan : le Sénat à l'heure de l'hyperpolarisation .....	295
4.3. La coalition libérale au Sénat .....	299
4.4. La conjoncture critique 2007-2014 : le retour en force du libéralisme grâce à la synthèse Obama.....	306
4.4.1. Convergence des trois variables et émergence d'une nouvelle conjoncture critique .....	306
4.4.2. De la contestation des <i>New Democrats</i> à la <i>Pax Obama</i> .....	310
4.5. L'ordre du jour libéral, 2007-2014 .....	312
4.5.1. L'accès aux soins de santé, un enjeu plus incontournable que jamais	312
Malgré la polarisation exacerbée, une certaine coopération bipartisane .....	312
Points de désaccord .....	314
Obamacare, une réforme libérale de la santé (au détriment des libéraux) ...	316
4.5.2. Droits civiques et questions morales : un champ de bataille éclaté ...	322
Apogée et déclin des guerres culturelles .....	322
La « révolution » des droits des personnes LGBT .....	324
L'impossible réforme de l'immigration .....	326
Le retour de la question des droits civiques pour les Afro-Américains .....	329
4.5.3. Enjeux environnementaux : les libéraux face à l'urgence climatique	333
4.5.4. Les enjeux internationaux : des libéraux divisés en quête d'une direction commune .....	342
Les difficultés d'adopter une position libérale dans le contexte de l'après 11 septembre .....	342

L'impasse libérale sur les questions internationales : le cas de l'ouverture à l'Iran .....	347
4.6. Analyse : la conjoncture critique de 2007-2014 et l'évolution du libéralisme au Sénat .....	349
4.6.1. Le rôle des variables dans l'émergence de la conjoncture critique ....	349
Reculs électoraux : rebondir après une décennie républicaine .....	349
La convergence des contextes politique, social, économique et international et de l'environnement institutionnel .....	351
Une coalition libérale idéologiquement métissée, mais tendancielle plus à gauche.....	355
4.6.2. La <i>Pax Obama</i> et le développement politique américain .....	357
La dépendance au sentier : l'héritage du néolibéralisme et de la polarisation et les limites de l'activisme libéral au Sénat .....	357
Événements contingents : guerres, crise économique et l'arrivée d'un « Homme providentiel » .....	359
La Pax Obama comme point de rupture dans l'évolution du libéralisme ....	363
4.7. Le ressac : le retour des populismes .....	364
De retour dans la minorité : les élections de 2014, la perte du Sénat et la fin de la conjoncture critique .....	364
Hillary Clinton contre Bernie Sanders : la fin de la Pax Obama .....	367
It can't happen here (?) : l'improbable élection de 2016.....	371
4.8. Le libéralisme au Sénat après 2016 : ressac ou début d'une nouvelle conjoncture critique? .....	372
CONCLUSION .....	383
BIBLIOGRAPHIE.....	403



## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 :Philosophie, régime et idéologie libérales.....	31
2.1 :Taux de réélection au Sénat de États-Unis, 1964-2018 .....	119
2.2 : Écart entre le DW-NOMINATE moyen des démocrates et des républicains au Sénat et à la Chambre des représentants, 1879-2014.....	121
2.3 :Nombre de sénateurs libéraux au Sénat, 85 <sup>e</sup> -96 <sup>e</sup> Congrès .....	160
3.1 :Nombre de filibusters par Congrès, 1789-1989.....	197
3.2 : Pourcentage des votes partisans au Sénat et à la Chambre des représentants, 1947-2014 .....	201
3.3 :Nombre de sénateurs libéraux au Sénat, 91 <sup>e</sup> -104 <sup>e</sup> Congrès .....	259
3.4 :Part des emplois dans les secteurs primaire, secondaire, tertiaire et dans la fonction publique aux États-Unis, 1850-2010.....	264
4.1 :Évolution de l'appui aux candidats démocrates lors des élections présidentielles chez les 18-29 ans et les 30 ans et +, 1972-2012.....	284
4.2 :Pourcentage des revenus totaux gagnés par le 1% des Américains les plus fortunés, aux États-Unis et par région, 1917-2015.....	289
4.3 : Nombre de sénateurs libéraux, 99 <sup>e</sup> - 114 <sup>e</sup> Congrès.....	355
5.1 :Nombre de sénateurs libéraux, conservateurs et modérés par Congrès, 91 <sup>e</sup> -115 <sup>e</sup> Congrès.....	388



## LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 : Les courants libéraux au Sénat des États-Unis, 1969-2018 .....	37
1.2 : Le leadership démocrate au Sénat, 1969-2018 .....	68
1.3 : Reculs électoraux précédant l'émergence de conjonctures critiques .....	71
1.4 : Classification idéologique d'Alan Abramowitz .....	74
1.5 : Les libéraux au Sénat des États-Unis, 1969-2018 .....	75
1.6 : Alternance des périodes de ressac et des conjonctures critiques .....	86
1.7 : Liste des Policy Trackers du Congressional Quarterly Almanac consultés .....	93
1.8 : Questions retenues pour le cadre d'analyse .....	98
1.9 : Questions retenues pour l'analyse en APD .....	99
2.1 : Contrôle de la Maison-Blanche et du Congrès, 1969-2018 .....	105
2.2 : Les libéraux au Sénat des États-Unis, 1969-1978 .....	121
3.1 : Les libéraux au Sénat des États-Unis, 1985-1994 .....	202
3.2 : Une coalition libérale de plus en plus modérée .....	260
4.1 : Les élections de mi-mandat et les changements dans le contrôle des chambres du Congrès, 1986-2018 .....	279
4.2 : Les libéraux au Sénat des États-Unis, 2007-2014 .....	299
4.3 : Des coalitions libérales de plus en plus vieilles .....	303
4.4 : Vote des sénateurs libéraux sur l'autorisation de recours à la force contre l'Irak (octobre 2002) .....	343
4.5 : Une coalition de plus en plus libérale .....	356
5.1 : Exemples d'activisme libéral au Sénat lors des conjonctures critiques .....	389
5.2 : Manifestations des variables ayant entraîné l'émergence des conjonctures critiques pour le libéralisme au Sénat .....	394
5.3 : Conjonctures critiques, changements dans les rapports de force et éléments de rupture .....	397



5.4 :Exemples de dépendance au sentier et conséquences sur le développement du libéralisme .....	398
5.5 :Principaux événements contingents ayant eu des conséquences sur le développement du libéralisme au Sénat .....	399

## RÉSUMÉ

Cette thèse porte sur l'évolution du libéralisme au Sénat des États-Unis au cours d'une période de 50 ans (1969-2018). Nous montrons comment la convergence des contextes (politique, social, économique et international) et de l'environnement institutionnel, combinée à des reculs électoraux pour les libéraux et à des changements de garde au sein de la coalition libérale au Sénat, a entraîné l'émergence de « conjonctures critiques », soit des phases au cours desquelles des courants marginaux au sein de la coalition libérale se sont imposés face à un courant dominant. Lors de la première conjoncture critique, entre 1969 et 1978, la fin du consensus de la Guerre froide et l'éclatement de la coalition du *New Deal* permettent au courant révisionniste, fondé sur la remise en question de certains principes de la politique intérieure et extérieure des États-Unis, d'acquérir une plus grande influence. Lors de la deuxième conjoncture critique, entre 1985 et 1994, on assiste à l'essor d'un libéralisme plus modéré, davantage en phase avec une ère plus conservatrice. Une troisième conjoncture critique, entre 2007 et 2014, voit des libéraux de toutes les allégeances unir leur force autour de la figure de Barack Obama. Nous analysons l'activisme libéral au Sénat entre 1969 et 2018 à l'aide d'un corpus composé à la fois de sources primaires (documents officiels du Sénat, articles de journaux, mémoires de sénateurs, etc.) et de sources secondaires. Nous nous concentrons sur les enjeux liés à l'accès aux soins de santé, aux droits civils et aux questions morales, à la protection de l'environnement et à la politique internationale.

Notre thèse propose une histoire contemporaine des États-Unis s'écartant du récit dominant, en plus de proposer des réflexions novatrices autour de la nature de l'idéologie libérale et de développer le concept de conjoncture critique que nous plaçons au cœur du processus d'évolution du libéralisme. Elle se veut également une contribution originale en *American Political Development* (APD), un courant de la science politique s'intéressant à la construction historique du politique aux États-Unis. En mobilisant les approches propres à ce sous-champ, nous montrons comment, d'une part, l'activisme des sénateurs libéraux est influencé à la fois par des décisions et des orientations prises par le passé et par des événements contingents qui viennent chambouler l'ordre du jour politique. D'autre part, faisant le pont entre les écoles institutionnaliste et culturaliste de l'APD, nous montrons comment les sénateurs libéraux sont des acteurs qui peuvent contribuer à transformer les contours de l'idéologie libérale.

Mots-clés : États-Unis; Politique américaine; Histoire; Libéralisme; Gauche; Parti démocrate; Conservatisme; Sénat; 1969-2018; Soins de santé; Droits civique; Environnement; Politique internationale; American Political Development (APD); Polarisation; DW-NOMINATE; Conjoncture critique; Dépendance au sentier; Contingences



## INTRODUCTION

*The struggle is for the conscience of America, for a government that is genuinely responsive to the people's need, for a policy that recognizes the true interests of the nation at home and oversea.*

- Ted Kennedy (D-Massachusetts, 1962-2009)<sup>1</sup>

*I always thought of myself as a moderate liberal, a fighter for peace and justice. I never thought of myself as being all that far out.*

- George McGovern (D-Dakota du Sud, 1963-1981)<sup>2</sup>

*An independent progressive politics, combining intellectual integrity, grassroots organizing, and electoral politics, is a force whose time has come. I intend to work with progressives around the country to make this happen. Always, with a twinkle in my eye, I will represent the Democratic wing of the Democratic Party.*

- Paul Wellstone (D-Minnesota, 1991-2002)<sup>3</sup>

*One of the truisms about American politics is that liberalism is dead. Labor is weak; the welfare state has collapsed; conservatives dominat[e] Congress [...]. But liberalism is not dead. Indeed, it's thriving.*

- Jeffrey M. Berry<sup>4</sup>

Selon une lecture répandue de l'histoire politique américaine contemporaine, l'élection présidentielle du 5 novembre 1968 serait à marquer d'une pierre blanche. La défaite du candidat démocrate Hubert Humphrey, vice-président de Lyndon B. Johnson (LBJ) et figure de proue du libéralisme américain de l'après-guerre, annoncerait la fin d'un long cycle politique libéral qui se serait amorcé 35 ans plus tôt avec le *New Deal* du président

---

<sup>1</sup> Edward M. Kennedy et Henry Steele Commager, *Our Day and Generation. The Words of Edward M. Kennedy*, New York, Simon and Schuster, 1979, p. 27.

<sup>2</sup> Cité dans Alex Simon, « George McGovern 1922-2012 », *The Huffington Post* (23 octobre 2012), en ligne.

<sup>3</sup> Paul Wellstone, *The Conscience of a Liberal. Reclaiming the Compassionate Agenda*, New York, Random House, 2001, p. 216.

<sup>4</sup> *The New Liberalism. The Rising Power of Citizen Groups*, Washington, Brookings Institution Press, 1999, p. 1.

Franklin Delano Roosevelt (FDR). Au même moment, la victoire du républicain Richard Nixon, un politicien à l'avant-garde d'un mouvement conservateur résurgent, aurait signalé l'entrée des États-Unis dans une ère politique conservatrice qui se poursuivrait jusqu'à nos jours<sup>5</sup>. De l'élection de Nixon en 1968 à celle de Donald Trump en 2016; des triomphes de Ronald Reagan aux victoires serrées de George W. Bush; de la présidence indécise de Jimmy Carter à celle, ambivalente, de Barack Obama; de la « troisième voie » de Bill Clinton au retour en force des républicains au Congrès à partir de 1994; des guerres culturelles à l'installation d'une majorité conservatrice permanente à la Cour suprême, il semble que les cinq dernières décennies ont été marquées par l'incapacité, pour un libéralisme en déroute, de freiner un conservatisme en plein essor. Déjà en 1999, le politologue Jeffrey Berry déplorait que l'évocation de la « mort » du libéralisme américain soit devenue un truisme. Il est indéniable que les 50 dernières années ont été difficiles pour les libéraux américains. La grande coalition libérale qui a été réunie par FDR au cours des heures les plus sombres de la Grande Dépression et qui a tenu tant bien que mal pendant trois décennies et demie<sup>6</sup> a éclaté à la fin des années 1960, ce qui aurait pavé la voie à un retour en force du conservatisme.

Voilà pour la grande tendance. Toutefois, si on porte une attention plus précise au développement politique américain au cours des cinq dernières décennies, il est clair que les nouvelles concernant la mort du libéralisme ont été grandement exagérées<sup>7</sup>. Comment expliquer autrement qu'on ait assisté, depuis 1968, à la mise en place de

---

<sup>5</sup> Louis Menand, « Been There. The Presidential Election of 1968 », *The New Yorker* (8 janvier 2018), p. 73. Voir également: Lewis Chester, Godfrey Hodgson et Bruce Page, *American Melodrama. The Presidential Campaign of 1968*, New York, Viking Press, 1969; Michael A. Cohen, *American Maelstrom. The 1968 Election and the Politics of Division*, New York, Oxford University Press, 2016; George Packer, « Make America Again », *The Atlantic* 326, 3 (Octobre 2020).

<sup>6</sup> Mark D. Brewer, « Strategic Maneuvers: Political Parties and the Pursuit of Winning Coalitions in a Constantly Changing Electoral Environment », in Jeffrey M. Stonecash (dir.), *New Directions in American Political Parties*, New York, Routledge, 2010, p. 29-31; Herbert S. Parmet, *The Democrats. The Years After FDR*, New York, Oxford University Press, 1976.

<sup>7</sup> Nos hommages à Mark Twain à qui nous empruntons son célèbre mot d'esprit!

réglementations environnementales majeures, à des remises en question en haut lieu de l'impérialisme et du militarisme américains, à des avancées remarquables pour les droits des personnes LGBT ou à la mise en place d'Obamacare, la plus importante réforme du système de santé depuis la création des programmes Medicare et Medicaid en 1965? Ces transformations politiques sont toutes survenues au cœur d'une ère politique supposément conservatrice. Il est donc important d'éviter d'avoir une perspective trop linéaire ou téléologique lorsqu'on observe le passé récent des États-Unis. Le libéralisme fait plus que survivre à la défaite de Humphrey contre Nixon; il continue de laisser sa marque dans tous les aspects de la politique américaine, en dépit des constants défis que lui pose la réémergence du conservatisme. Le libéralisme ne doit d'ailleurs pas être perçu comme une idéologie unifiante, mais plutôt comme une famille de courants politiques plus ou moins marqués à gauche qui émergent, évoluent, déclinent, puis réémergent à l'occasion. Réunis sous la grande tente libérale dont le Parti démocrate est l'hôte naturel, ces courants libéraux se nourrissent, s'associent et rivalisent tour-à-tour (re)définir les priorités politiques du libéralisme. Ainsi, de même qu'on doit parler « des » conservatismes<sup>8</sup>, il est primordial de parler « des » libéralismes pour mieux saisir la complexité de cette idéologie.

Cette thèse est née de la volonté de transcender un récit dominant qui met l'accent sur le déclin irrémédiable du libéralisme américain à partir de la fin des années 1960 et sur la montée parallèle du conservatisme qui serait devenu l'idéologie dominante aux États-Unis<sup>9</sup>. Dans ce récit, l'élection présidentielle de 1968 joue le rôle du canari dans

---

<sup>8</sup> Voir à ce propos: Frédéric Gagnon et Christophe Cloutier-Roy, « L'inextricable polarisation de la société américaine », in Frédéric Charillon et Célia Belin (dir.), *Les États-Unis dans le monde*, Paris, CNRS éditions, 2016, p. 50-53.

<sup>9</sup> William C. Berman, *America's Right Turn. From Nixon to Clinton*, 2<sup>e</sup> édition, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1998; Charles-Philippe David et Julien Tourreille (dir.), *Le conservatisme américain : un mouvement qui a transformé les États-Unis*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007; Otis L. Graham, Jr., « Liberalism after the Sixties: A Reconnaissance », in William H. Chafe (dir.), *The Achievement of American Liberalism. The New Deal and Its Legacy*, New York, Columbia University Press, 2003; John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *The Right Nation. Conservative Power in America*, New York, Penguin Press, 2004; Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus. A Political History of the United States since 1965*, New York, St. Martin's Press, 1994; Dominic

la mine qui annonce la mort du libéralisme<sup>10</sup>. Or, à nos yeux, 1968 symbolise plutôt la fin du grand « consensus libéral » qui avait permis pendant plus d'une trentaine d'années à l'ensemble des progressistes américains de minimiser leurs différences pour mieux faire front commun. Dans notre thèse, nous explorons l'évolution des libéralismes aux États-Unis au cours des cinq décennies suivant l'élection de 1968, en dirigeant notre attention sur le Sénat des États-Unis, la Chambre haute du Congrès bicaméral américain. Nous y étudions l'activisme libéral sur quatre enjeux : l'accès aux soins de santé, les droits civils et les questions morales, la protection de l'environnement et la politique étrangère.

S'inscrivant au sein du courant *American Political Development* (APD), un sous-champ de la science politique américaine qui s'intéresse à la construction historique du politique aux États-Unis, notre thèse, à travers une description riche et détaillée des contextes (politique, social, économique et international) et de l'environnement institutionnel<sup>11</sup>, permet de mieux comprendre les facteurs qui sous-tendent l'évolution du libéralisme au Sénat des États-Unis au cours des cinq dernières décennies. Nous montrons comment, au cours de ce demi-siècle, des « conjonctures critiques » (*critical junctures*) surviennent ponctuellement et viennent redessiner les rapports de force qui lient entre eux les différents courants qui composent la coalition libérale. Le Sénat des États-Unis est un lieu privilégié pour étudier l'effet de ces conjonctures critiques sur l'évolution contemporaine du libéralisme.

---

Sandbrook, *Mad as Hell. The Crisis of the 1970s and the Rise of the Populist Right*, New York, Alfred A. Knopf, 2011.

<sup>10</sup> Jeffrey Bloodworth, *Losing the Center. The Decline of American Liberalism, 1968-1992*, Lexington, University Press of Kentucky, 2012; Kevin P. Philipps, *The Emerging Republican Majority*, New Rochelle, Arlington House, 1969.

<sup>11</sup> Comme nous l'expliquons plus en détail dans le chapitre 1, par « environnement institutionnel », nous faisons référence à l'environnement dans lequel évoluent les sénateurs, soit le Sénat des États-Unis. Nous nous intéressons à la mécanique interne de cette institution, à ses transformations et aux façons par lesquelles elle influence l'activisme libéral au Sénat.

*Le Sénat des États-Unis comme terrain d'étude pour observer l'évolution du libéralisme*

*The neglect of congressional history is something of a scandal in American Scholarship.*

- Daniel Patrick Moynihan (D-New York, 1977-2001)<sup>12</sup>

L'histoire du libéralisme aux États-Unis a fait l'objet d'une importante production historiographique et politologique que nous présentons au chapitre 1. Rares pourtant sont les auteurs qui se sont intéressés spécifiquement au rôle de cette idéologie au Congrès ou à l'influence de ce dernier dans la transformation et la diffusion des idées libérales dans la société américaine. On ne peut pourtant pas faire l'histoire politique des États-Unis en faisant abstraction du Congrès, le plus important organe du gouvernement américain aux yeux des fondateurs de la république<sup>13</sup>. Véritable « centre nerveux du système politique<sup>14</sup> » américain, « plus importante législature nationale au monde<sup>15</sup> », le Congrès dispose d'une capacité d'influence qui le situe dans une classe à part parmi les parlements évoluant au sein d'un régime présidentiel, ainsi que le rappellent Eric Schickler et Frances Lee :

*No legislature in the world has a greater influence over its nation's public affairs than the U.S. Congress. This remains true, despite a weakening of legislatures relative to executives both in the U.S. and around the world. [...] Congress is a site of independent legislative entrepreneurship, confrontation with presidents, investigation of public concerns,*

---

<sup>12</sup> Cité dans Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, New York, Cambridge University Press, 2006, p. xxii.

<sup>13</sup> En fait foi notamment la longueur de l'Article un de la Constitution des États-Unis (1787), qui définit en détail les pouvoirs et les responsabilités de la branche législative du gouvernement fédéral américain. – Claude Corbo et Frédérick Gagnon, *Les États-Unis d'Amérique : les institutions politiques*, 4<sup>e</sup> édition, Québec, Septentrion, 2016, p. 327.

<sup>14</sup> François Vergniolle de Chantal, *L'impossible présidence impériale : le contrôle législatif aux États-Unis*, Paris, CNRS Éditions, 2016, p. 17.

<sup>15</sup> Paul J. Quirk et Sarah A. Binder, « Introduction: Congress and American Democracy: Institutions and Performance », in Paul J. Quirk et Sarah A. Binder (dir.). *The Legislative Branch*, New York, Oxford University Press, 2005, p. xix.



*deliberations on policy and administration, and from time to time, decisive action*<sup>16</sup>.

*The President proposes, the Congress disposes*, dit l'adage politique. Dans un pays fondé sur la crainte de la concentration des pouvoirs, la Constitution a prévu une séparation stricte des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire<sup>17</sup>. Ainsi, un président américain, peu importe son prestige ou sa popularité personnelle, n'est pas en mesure de dicter seul l'ordre du jour politique. Capitol Hill<sup>18</sup> détient seul le pouvoir législatif. Le président peut prendre position en faveur de l'adoption de certaines lois, mais il doit impérativement compter sur des alliés au Congrès qui pourront les proposer et les faire adopter<sup>19</sup>. Par ailleurs, le Congrès tient les « cordons de la bourse<sup>20</sup> » : aucune dépense du gouvernement fédéral ne peut être engagée sans son autorisation<sup>21</sup>.

Au-delà de ces pouvoirs formels, les élus qui siègent à Capitol Hill disposent, individuellement et collectivement, d'une tribune exceptionnelle pour attirer l'attention de leurs collègues, des médias et de la population américaine sur des enjeux particuliers et pour faire la promotion de leurs priorités politiques<sup>22</sup>. Le politologue David Mayhew parle du « travail de persuasion » qui incombe aux représentants et aux sénateurs : « *With the member[ of Congress]'s job goes a license to persuade, connive, hatch ideas, propagandize, assail enemies, vote, build coalitions, shepherd legislation,*

<sup>16</sup> Eric Schickler et Frances E. Lee, « Introduction », in Eric Schickler et Frances E. Lee (dir.), *The Oxford Handbook of American Congress*, New York, Oxford University Press, 2011, p. 3.

<sup>17</sup> Joseph S. Nye, Jr., « Introduction: The Decline of Confidence in Government », in Joseph S. Nye, Jr., Philip D. Zelikow et David C. King (dir.), *Why People Don't Trust Government*, Cambridge, Harvard University Press, 1997, p. 5.

<sup>18</sup> Emplacement géographique du Capitole (édifice où siège le Congrès) à Washington, Capitol Hill désigne également, par métonymie, le Congrès lui-même.

<sup>19</sup> Le président peut adopter des mesures par décret exécutif, mais celles-ci peuvent être annulées par une loi votée par le Congrès. Le président peut également mettre son veto sur une loi du Congrès, mais ce veto peut être renversé par une majorité des deux tiers dans les deux chambres.

<sup>20</sup> En anglais, on parle du *power of the purse*.

<sup>21</sup> Lee H. Hamilton, *How Congress Works and Why You Should Care*, Bloomington, Indiana University Press, 2004, p. 13-18.

<sup>22</sup> Voir à ce propos : Barbara Sinclair, *Congressional Realignment, 1925-1978*, Austin, University of Texas Press, 1982.

*and in general cut a figure in public affairs*<sup>23</sup>. » Représentant la population d'une circonscription ou d'un État, les élus du Congrès sont en quelque sorte des lobbyistes qui portent les intérêts de leurs électeurs<sup>24</sup>.

Ce qui est vrai pour l'ensemble du Congrès l'est particulièrement pour le Sénat. Un rappel historique s'impose: lors de la Convention constitutionnelle de Philadelphie en 1787, les délégués durent concevoir une institution législative qui pourrait représenter de manière équitable les intérêts des petits comme des grands États. La création d'un Congrès bicaméral résulte d'un compromis permettant d'atteindre ce but : les sièges de la Chambre des représentants sont répartis entre les États au prorata de leur population, tandis que ceux du Sénat sont octroyés à raison de deux par État, sans égard à leur population<sup>25</sup>. En matière législative, la Chambre des représentants et le Sénat sont égaux, chaque projet de loi devant être approuvé en des termes rigoureusement identiques dans les deux chambres avant son adoption officielle. Or, au-delà de cette égalité théorique, les Pères fondateurs avaient également une conception particulière du rôle que devrait jouer le Sénat. À leurs yeux, la Chambre haute devait être le lieu où seraient débattues en profondeur les questions politiques d'intérêt national, à l'abri des passions populaires<sup>26</sup>. Pour éviter que les travaux du

---

<sup>23</sup> David R. Mayhew, *America's Congress. Action in the Public Sphere, James Madison Through Newt Gingrich*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 9. À noter que le « pouvoir de persuader » est parfois attribué au président des États-Unis. Voir à ce propos : Richard E. Neustadt, *Presidential Power and the Modern Presidency. The Politics of Leadership from Roosevelt to Reagan*, New York, The Free Press, 1990, chap. 3.

<sup>24</sup> Melinda N. Ritchie et Hye Young You, « Legislators as Lobbyists », *Legislative Studies Quarterly* 44, 1 (Février 2019).

<sup>25</sup> Claude Corbo et Frédérick Gagnon, *Les États-Unis d'Amérique, op. cit.*, p. 116-119. Voir également Catherine Drinker Bowen, *Miracle at Philadelphia. The Story of the Constitutional Convention, May to September, 1787*, Londres, Hamish Hamilton, 1966.

<sup>26</sup> Une anecdote célèbre (et possiblement apocryphe) nous en dit long sur la vision des Pères fondateurs par rapport au Sénat : en France au moment de la Conférence constitutionnelle de Philadelphie de 1787, Thomas Jefferson aurait été plutôt mécontent, à son retour, d'apprendre que les délégués crurent bon de doter la nouvelle république d'un Sénat qui agirait comme égal de la Chambre des représentants au sein d'un Congrès bicaméral. Jefferson aurait fait part de son mécontentement à George Washington à l'heure du thé, lui demandant quelle était la nécessité de cette seconde chambre. Le général lui aurait alors demandé pourquoi il versait son thé dans une soucoupe (pratique commune à l'époque). « *To cool it* »,

Sénat ne soient perturbés par les mouvements spontanés et irrationnels de l'opinion publique<sup>27</sup>, on confia aux sénateurs des mandats plus longs qu'aux représentants (six ans au lieu de deux). Il fut également statué que, contrairement à ces derniers, les sénateurs ne seraient pas élus directement par la population, mais seraient désignés par les législatures des États qu'ils représentent. C'est par ailleurs au Sénat que fut conférée la capacité exclusive de ratifier les traités et les ententes internationales et de confirmer dans leurs fonctions quelques-uns des plus importants serviteurs de l'État, dont les juges fédéraux, les hauts fonctionnaires, les membres du cabinet du président et les ambassadeurs. Finalement, il fut décidé que le tiers seulement de l'assemblée serait en élection aux deux ans, afin d'assurer en tout temps une certaine continuité dans les travaux de la Chambre haute<sup>28</sup>.

Au cours du premier siècle et demi d'existence des États-Unis, le Sénat a principalement joué le rôle d'un conseil de révision, chargé de corriger les lois votées par la Chambre des représentants et de donner son avis et son consentement sur les traités internationaux et les nominations présidentielles<sup>29</sup>. Le Sénat était alors perçu comme étant moins dynamique que la Chambre des représentants et les politiciens les plus ambitieux évitaient d'y éterniser<sup>30</sup>. Toutefois, depuis l'adoption du 17<sup>e</sup> amendement de la Constitution en 1913, les sénateurs sont élus directement par la population au suffrage universel, ce qui les pousse à devenir de plus en plus actifs dans la défense des intérêts de leurs électeurs et à proposer des politiques novatrices. C'est

---

aurait répondu le Virginien. « *Even so, lui aurait répondu Washington, we pour legislation into the senatorial saucer to cool it* ». – s.a., « Senate Legislative Process », *United States Senate* (s.d.), en ligne.

<sup>27</sup> Le politologue Francis Dupuis-Déri a beaucoup écrit sur la méfiance de la plupart des Pères fondateurs à l'endroit du peuple et sur leur conception élitiste et antidémocratique de la politique. Voir à ce propos : Francis Dupuis-Déri, *Démocratie : histoire politique d'un mot : aux États-Unis et en France*, Montréal, Lux, 2013; Dupuis-Déri, *La peur du peuple : agoraphobie et agoraphilie politiques*, Montréal, Lux, 2016.

<sup>28</sup> George E. Connor et Bruce I. Oppenheimer, « From Concept to Context: Representation in the Twentieth Century », in Sunil Ahuja et Robert Dewhirst (dir.), *Congress Responds to the Twentieth Century*, Columbus, The Ohio State University Press, 2003, p. 25.

<sup>29</sup> Fred R. Harris, *Deadlock or Decision. The U.S. Senate and the Rise of National Politics*, New York, Oxford University Press, 1993, p. 158.

<sup>30</sup> Ross K. Baker, *House and Senate*, New York, W.W. Norton & Company, 1989, p. 35-36.

donc au cours du XX<sup>e</sup> siècle que le Sénat devient un « incubateur d'idées<sup>31</sup> », au même titre que la Chambre des représentants et que la Maison-Blanche. Aujourd'hui, le Sénat est un forum où sont discutés l'ensemble des enjeux auxquels font face les États-Unis<sup>32</sup>, ce qui est par ailleurs conforme au rôle que lui ont attribué les Pères fondateurs il y a plus de 230 ans. Cela étant dit, ceux-ci seraient sans doute consternés (et horrifiés) de voir l'influence que peuvent désormais avoir les mouvements de l'opinion publique et la polarisation partisane sur la teneur des débats au Sénat qui n'est plus (à supposé qu'il l'ait déjà été) la soupape qu'il devait être à l'origine.

Même si l'élection directe de ses membres et l'évolution vers une culture politique plus démocratique ont fait perdre au Sénat une partie de sa spécificité par rapport à la Chambre des représentants, les sénateurs jouissent toujours d'un certain nombre d'avantages qui leur ont été conférés par la Constitution ou qui ont fait leur apparition avec le temps. D'emblée, le mode d'attribution des sièges fait en sorte que les sénateurs sont nécessairement beaucoup moins nombreux que leurs collègues de la Chambre basse : depuis l'admission de l'Alaska et d'Hawaï comme 49<sup>e</sup> et 50<sup>e</sup> États en 1959, on compte 100 sénateurs pour 435 représentants<sup>33</sup>. Les sénateurs sont ainsi en mesure de gravir rapidement les échelons pour accroître leur influence. Élus pour de plus longs mandats, ils peuvent se permettre de consacrer moins de temps à leur réélection et davantage aux enjeux qui les intéressent. Par ailleurs, contrairement à leurs collègues de la Chambre des représentants, les sénateurs du parti minoritaire profitent de la dynamique supermajoritaire du Sénat, qui fait en sorte qu'ils peuvent influencer le cours des débats grâce à des manœuvres d'obstruction parlementaire comme le

---

<sup>31</sup> Nelson W. Polsby, *Congress and the Presidency*, 4<sup>e</sup> édition, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1986, p. 86.

<sup>32</sup> Barbara Sinclair, *The Transformation of the U.S. Senate*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1989, p. 139.

<sup>33</sup> À la Chambre des représentants, une loi fédérale de 1910 fixe le nombre d'élus à 435, répartis à travers les États au prorata de la population. Cette distribution est recalculée tous les 10 ans avec le recensement décennal. – Claire-Emmanuelle Longuet, *Le Congrès des États-Unis*, Paris, Presses universitaires de France, 1989, p. 6.

*filibuster*<sup>34</sup>. Finalement, les sénateurs bénéficient du prestige propre au Sénat, qui favorise l'accès aux grands médias nationaux<sup>35</sup> et qui permet aux plus volubiles ou aux plus charismatiques d'entre eux de devenir des figures connues nationalement<sup>36</sup>. Au vu de tous ces avantages, on comprend que certains observateurs affirment que les sénateurs occupent « *the best job in politics*<sup>37</sup> ».

Le Sénat lui-même s'est beaucoup transformé au cours des dernières décennies. Jusqu'aux années 1960, l'institution était régie par une série de normes à la fois informelles et contraignantes, les *folkways*, qui avaient pour effet de limiter l'influence de certains sénateurs, surtout les moins expérimentés qui étaient soumis à la norme d'apprentissage, selon laquelle des nouveaux sénateurs devaient être « vus, mais point entendus<sup>38</sup> » (*seen, not heard*)<sup>39</sup>. L'arrivée d'une imposante cohorte de jeunes sénateurs libéraux entre 1958 et 1962 a contribué à l'avènement d'un « nouveau Sénat<sup>40</sup> », libéré du carcan étouffant des *folkways* et caractérisé par une dynamique plus individualiste<sup>41</sup>.

---

<sup>34</sup> Sarah A. Binder et Steven M. Smith, *Politics or Principle? Filibustering in the United States Senate*, Washington, Brookings Institution, 1997; Barbara Sinclair, *Unorthodox Lawmaking. New Legislative Processes in the U.S. Congress*, 4<sup>e</sup> édition, Los Angeles, SAGE, 2012, p. 86-87.

<sup>35</sup> L'accès individuel des sénateurs à la couverture médiatique nationale demeure toutefois très inégal. Si certains sénateurs parviennent à devenir de véritables vedettes médiatiques connues nationalement, la majorité d'entre eux évoluent dans un anonymat relatif. – Stephen Hess, *The Ultimate Insiders. U.S. Senators in the National Media*, Washington, Brookings Institution, 1986, p. 90.

<sup>36</sup> François Vergnolle de Chantal, *L'impossible présidence impériale*, *op. cit.*, p. 164.

<sup>37</sup> Richard C. Leone, « Foreword », in Fred R. Harris, *Deadlock or Decision*, *op. cit.*, p. xi. À noter que cette expression est souvent employée pour désigner l'emploi occupé par les gouverneurs d'État.

<sup>38</sup> Citation attribuée à un sénateur non nommé dans : Gayle B. Montgomery et James W. Johnson, *One Step from the White House. The Rise and Fall of Senator William F. Knowland*, Berkeley, University of California Press, 1998, p. 56.

<sup>39</sup> Donald R. Matthews, « The Folkways of the United States Senate: Conformity to Group Norms and Legislative Effectiveness », *The American Political Science Review* 53, 4 (Décembre 1959). Voir également William S. White, *Citadel. The Inside Story of the U.S. Senate*, New York, Harper & Row, 1957.

<sup>40</sup> Michael Foley, *The New Senate. Liberal Influence on a Conservative Institution, 1959-1972*, New Haven, Yale University Press, 1980. Voir également Barbara Sinclair, *The Transformation of the U.S. Senate*, *op. cit.*, chap. 3.

<sup>41</sup> Voir notamment les travaux de Barbara Sinclair : *The Transformation of the U.S. Senate*, *op. cit.*; « Spoiling the Sausages? How a Polarized Congress Deliberates and Legislates », in Pietro S. Nivola et David W. Brady (dir.), *Red and Blue Nation?*, vol. 2, Washington, Brookings Institution Press, 2008; « The New World of U.S. Senators », in Lawrence C. Dodd et Bruce I. Oppenheimer, *Congress Reconsidered*, 9<sup>e</sup> édition, Washington, CQ Press, 2009; *Unorthodox Lawmaking*, *op. cit.*

Malgré la partisanerie qui s'est installée à la Chambre haute au cours des dernières décennies, les sénateurs jouissent encore aujourd'hui d'une grande liberté d'action. Chacun d'entre eux a l'occasion de développer un ou plusieurs champs d'intérêt et de devenir un expert et une figure de référence sur un enjeu politique<sup>42</sup>. Plusieurs leviers sont à leur disposition pour influencer le cours des débats et favoriser l'adoption de politiques particulières. Ils peuvent recourir à des procédures législatives classiques comme proposer des lois et des amendements et voter sur ceux-ci, mais ils peuvent également utiliser toute une panoplie de voies non législatives : travail au sein des commissions et des sous-commissions du Sénat, relations avec leurs collègues, interventions publiques ou médiatiques, écriture de livres ou de lettres dans les journaux, rencontres avec le président ou des membres de son administration, discours au Sénat ou à l'extérieur de l'institution, lancement d'une campagne présidentielle, etc.<sup>43</sup>.

En somme, le Sénat des États-Unis constitue un terrain invitant pour une étude portant sur l'évolution des libéralismes aux États-Unis au cours des dernières décennies. D'abord, parce qu'en tant qu'institution, il est au cœur de l'activité législative : malgré la grande visibilité de la présidence<sup>44</sup>, le Congrès demeure l'épicentre de la vie politique américaine. Ensuite, parce que, à travers ses règles de fonctionnement et sa culture institutionnelle, le Sénat est propice à l'émergence de figures politiques de premier plan, qui parviennent à influencer le cours des débats politiques et qui peuvent ainsi contribuer à la redéfinition constante du libéralisme.

---

<sup>42</sup> R. Douglas Arnold, *The Logic of Congressional Action*, New Haven, Yale University Press, 1990; Jack L. Walker, « Setting the Agenda in the U.S. Senate: A Theory of Problem Selection », *British Journal of Political Science* 7, 4 (Octobre 1977).

<sup>43</sup> Frédéric Gagnon, *Les sénateurs qui changent le monde : le président de la Commission du Sénat américain sur les relations extérieures et la politique étrangère des États-Unis après 1945*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, p. 20.

<sup>44</sup> Stephen J. Farnsworth et S. Robert Lichter, *The Mediated Presidency. Television News and Presidential Governance*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2006, p. 12.

### *Le cadre chronologique : 1969-2018*

Le cadre chronologique que nous avons retenu couvre une période de cinq décennies allant de 1969 à 2018. L'année 1969 coïncide avec le début des travaux du 91<sup>e</sup> Congrès qui suit immédiatement l'élection de 1968 dont nous avons souligné le caractère central dans l'histoire du libéralisme aux États-Unis. L'année 2018 correspond à la fin du 115<sup>e</sup> Congrès, le dernier à avoir complété ses travaux au moment de notre recherche. Cette période de 50 ans s'est révélée assez étendue pour percevoir les transformations du libéralisme au Sénat des États-Unis sans par ailleurs être trop longue pour empêcher de mener une recherche qui soit à la fois complète et rigoureuse. Nous nous sommes principalement concentré sur les périodes de conjoncture critique, définies par le politologue Hillel David Soifer comme des périodes plus ou moins longues qui naissent de l'interaction entre plusieurs variables et qui entraînent des changements substantiels dans l'environnement politique<sup>45</sup>. Les périodes de conjonctures critiques (1969-1978, 1985-1994 et 2007-2014) représentent collectivement la moitié environ des 50 années couvertes par notre cadre chronologique.

### *Thèse défendue*

Nous défendons la thèse suivante : plutôt qu'à un déclin linéaire et irréversible du libéralisme depuis la fin des années 1960, nous assistons plutôt à une redéfinition constante des contours de l'idéologie libérale qui fait suite à l'éclatement de la coalition du *New Deal*. À l'intérieur de la grande coalition libérale, plusieurs courants ayant des caractéristiques, des priorités politiques et des clientèles électorales distinctes rivalisent dans l'espoir d'acquérir une influence prépondérante sur l'ordre du jour politique des libéraux. Des courants libéraux marginaux parviennent à remettre en question cet ordre du jour et à accroître leur influence à l'intérieur de la coalition libérale dans le cadre de

---

<sup>45</sup> Voir à ce propos Hillel David Soifer, « The Causal Logic of Critical Junctures », *Comparative Political Studies* 45, 12 (2012). Nous définissons plus en détail le concept de conjoncture critique et son utilisation dans le chapitre 1.

conjonctures critiques qui surviennent ponctuellement entre 1969 et 2018. De durées variables, les conjonctures critiques émergent lorsque la convergence de différents contextes (électoral, politique, social, économique, international, institutionnel) et une série de reculs électoraux pour les libéraux favorisent une remise en question des priorités du libéralisme et lorsque des changements importants au sein de la coalition électorale au Sénat permettent d'adapter l'ordre du jour libéral pour faire face à de nouveaux défis.

*Contributions de la thèse à l'avancement des connaissances*

Notre thèse apporte plusieurs contributions originales à l'étude de la politique américaine. D'un point de vue empirique, elle permet de combler un vide dans l'étude du Congrès américain : malgré une imposante production scientifique portant sur les différentes facettes de Capitol Hill<sup>46</sup>, l'activisme libéral au Congrès a reçu peu d'attention de la part des politologues et des historiens. L'ouvrage de Michael Foley intitulé *The New Senate*<sup>47</sup> est, à notre connaissance, la seule étude portant spécifiquement sur ce sujet. Or, malgré ses qualités indéniables, cette monographie est parue il y a 40 ans et son cadre chronologique s'arrête en 1972. Notre thèse propose une lecture de l'histoire contemporaine des États-Unis qui s'écarte du récit dominant et qui offre une vision plus complète de l'histoire du libéralisme au cours des cinq dernières décennies. Nous nuancions (sans la rejeter en bloc) l'idée selon laquelle les États-Unis traversent depuis les années 1960 une ère politique dominée par les idées conservatrices<sup>48</sup>. Par ailleurs, nous mettons de l'avant une périodisation inédite qui montre l'émergence ponctuelle de conjonctures critiques pour l'évolution du

---

<sup>46</sup> Voir la recension des écrits au chapitre 1.

<sup>47</sup> Michael Foley, *The New Senate*, *op. cit.*

<sup>48</sup> Charles-Philippe David et Julien Tourreille (dir.), *Le conservatisme américain*, *op. cit.*; John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *The Right Nation*, *op. cit.* Voir également : Patrick Andelic, *Donkey Work. Congressional Democrats in Conservative America, 1974-1994*, Lawrence, University Press of Kansas, 2019.



libéralisme, ce qui nous permet d'offrir une perspective originale sur le grand récit du libéralisme américain au cours des 50 dernières années.

Sur le plan conceptuel, notre thèse propose une réflexion novatrice sur la nature de l'idéologie libérale aux États-Unis. Contrairement au conservatisme qui est souvent présenté comme une idéologie animée par de multiples courants (conservatisme classique, néoconservatisme, paléoconservatisme, etc.), le libéralisme est la plupart du temps décrit comme une idéologie unifiée. Dans notre thèse, nous montrons comment le libéralisme est également composé d'une multitude de courants. Ceux-ci partagent un attachement commun aux valeurs d'égalité, de liberté et de progrès, mais diffèrent lorsqu'il s'agit de prioriser des enjeux ou de proposer des solutions politiques. Les rapports qui lient entre eux ces différents courants peuvent être cordiaux lorsqu'ils ont des intérêts communs, mais peuvent également être marqués aux sceaux de la rivalité, voire de l'opposition. Aussi y a-t-il tentative constante, de la part des tenants de ces différents courants, de redéfinir les contours du libéralisme pour mieux faire cadrer cette idéologie dans leurs priorités politiques. À cet égard, d'un point de vue théorique, le principal apport de notre thèse est de développer le concept de conjoncture critique, que nous plaçons au cœur du processus d'évolution du libéralisme. Les conjonctures critiques sont des périodes au cours desquelles l'interaction d'un certain nombre de variables entraîne une remise en question des priorités du libéralisme et aboutit à une restructuration des rapports de force entre les courants qui composent la coalition libérale.

Finalement, notre thèse offre une contribution originale en *American Political Development*, qui est autant un sous-champ de l'*American Politics*<sup>49</sup> qu'un projet centré autour de la volonté de mieux comprendre la construction historique du politique

---

<sup>49</sup> Le champ *American Politics* (ou *American Government*) s'intéresse, comme son nom l'indique, aux pratiques politiques aux États-Unis. Il est un des cinq principaux champs enseignés dans les départements de science politique américains, aux côtés de la méthodologie, de la politique comparée, des relations internationales et de la théorie politique. – s.a., « What Is Political Science? », *University of Washington – Department of Political Science* (s.d.), en ligne.

aux États-Unis. Elle s'inscrit dans la foulée d'une série de recherches récentes en APD portant sur le Congrès qui ont collectivement permis de mieux comprendre, d'une part, comment évoluent les pratiques au sein de cette institution et, d'autre part, le rôle incontournable que joue Capitol Hill dans le développement politique des États-Unis<sup>50</sup>. Nous étudions l'évolution du libéralisme au Sénat des États-Unis en mobilisant certaines approches propres à ce sous-champ. Cela nous permet de comprendre l'effet conjugué des décisions et des orientations prises par le passé qui encadrent l'activisme des sénateurs libéraux et de percevoir comment des événements contingents viennent ponctuellement chambouler l'ordre du jour politique en tout ou en partie.

Au sein même de l'APD, notre thèse contribue à faire le pont entre les deux principales écoles de ce sous-champ qui sont l'école culturaliste et l'institutionnalisme historique<sup>51</sup>. La première s'intéresse au rôle des idées et des idéologies dans le développement politique aux États-Unis, tandis que la seconde s'attarde davantage à l'influence des institutions. En nous intéressant à l'évolution de l'idéologie libérale et des courants qui la composent, de même qu'au rôle joué par une institution politique de premier plan comme le Sénat sur le développement politique américain, nous contribuons à faire dialoguer deux perspectives qui ont jusqu'à maintenant surtout évolué en parallèle<sup>52</sup>. Nous montrons ainsi comment les sénateurs libéraux sont des acteurs qui peuvent contribuer à transformer les contours de l'idéologie libérale.

### *Plan de la thèse*

Notre thèse se divise en quatre chapitres. Le chapitre 1, intitulé « Modélisation de l'évolution du libéralisme au Sénat des États-Unis », permet de cadrer notre recherche à travers une recension des écrits et une description de notre cadre d'analyse et de notre méthodologie. Les chapitres 2 à 4 sont des chapitres empiriques qui correspondent

---

<sup>50</sup> Voir la recension des écrits au chapitre 1.

<sup>51</sup> Brian J. Glenn, « The Two Schools of American Political Development », *Political Studies Review* 2, 2 (2004).

<sup>52</sup> *Ibid.*

chacun à une conjoncture critique. Le chapitre 2, intitulé « L'heure des révisionnistes, de l'éclatement de la coalition du *New Deal* à l'aube de la révolution conservatrice, 1969-1978 », aborde la décennie ayant suivi l'élection de 1968. Nous montrons que le cul-de-sac dans lequel se trouve le programme politique de la coalition du *New Deal* permet au libéralisme révisionniste d'occuper une place plus importante au Sénat en mettant de l'avant des enjeux tels que les droits civiques et la formulation d'une politique étrangère fondée sur la défense des droits humains. Le chapitre 3, intitulé « La prise de contrôle de *New Democrats*, 1985-1994 », montre comment une série de défaites électorales et des changements d'humeur de l'opinion publique donnent l'occasion à un groupe de démocrates de redéfinir les contours du libéralisme pour lui conférer une orientation plus centriste. Dans le chapitre 4, intitulé « La *Pax Obama* : synthèse et parenthèse, 2007-2014 », nous exposons comment l'impopularité des républicains au cours du second mandat de l'administration de George W. Bush précipite un retour en force des démocrates qui se fédèrent autour d'une grande synthèse des différents courants libéraux qui est incarnée par la figure du président Barack Obama. À la fin de ce 4<sup>e</sup> chapitre, nous nous demandons par ailleurs si on ne serait pas en train de voir poindre une nouvelle conjoncture critique pour le libéralisme au Sénat alors que l'essor d'un mouvement populiste de gauche réuni autour du sénateur Bernie Sanders, dont la campagne à la présidence en 2016 a contribué à chambouler les termes de la conversation politique aux États-Unis. Les chapitres 2, 3 et 4 comportent une douzaine d'études de cas nous permettant d'observer plus en détail les questions qui peuvent être mises de l'avant et les stratégies employées par les sénateurs progressistes pour atteindre leurs objectifs politiques.

## CHAPITRE I : MODÉLISATION DE L'ÉVOLUTION DU LIBÉRALISME AU SÉNAT DES ÉTATS-UNIS

Dans ce chapitre, nous expliquons en détail les fondements de notre démarche et nous montrons comment nous comptons mettre au jour les dynamiques ayant sous-tendu l'évolution du libéralisme au Sénat des États-Unis au cours des dernières décennies. Nous débutons par une revue de la littérature qui met en relief les principales thèses historiographiques et politologiques que nous voulons nuancer, de même que certaines des lacunes que nous souhaitons combler. Par la suite, nous présentons notre cadre d'analyse en présentant d'abord notre définition du libéralisme, puis en décrivant les fondements de l'approche *American Political Development* (APD). Nous montrons comment les méthodes et les concepts qui en sont issus sont mobilisés dans notre recherche. Nous présentons ensuite le modèle que nous avons élaboré pour décrire l'évolution du libéralisme au Sénat. Dans la dernière portion de ce chapitre, nous décrivons la méthodologie employée pour mener à bien notre recherche.

### 1.1. Recension des écrits

Notre thèse s'inscrit au carrefour des littératures scientifiques portant respectivement sur le libéralisme aux États-Unis et sur le Congrès, deux sujets qui ont mobilisé à travers le temps les efforts de nombreux américanistes. Les ouvrages que nous recensons ici permettent de constater que le Sénat des États-Unis a jusqu'à maintenant été écarté du récit libéral aux États-Unis et que les chercheurs tendent à montrer que la période d'après 1968 est une ère de déclin inexorable pour le libéralisme aux États-Unis. Nous montrons également que, malgré des progrès notables au cours des dernières années, la littérature en APD portant sur le Congrès et sur le libéralisme demeure un chantier qui n'a pas réalisé l'ensemble de ses promesses.

### 1.1.1. Une absence injustifiée : le Sénat américain et l'histoire du libéralisme aux États-Unis

L'histoire du libéralisme aux États-Unis a donné lieu à une profusion de travaux, dont un certain nombre de monographies et de synthèses qui ont mis de l'avant les différentes façons par lesquelles cette idéologie est parvenue à imprimer sa marque sur la politique américaine tout au long de l'histoire des États-Unis<sup>53</sup>. Un survol des différents ouvrages liés au libéralisme permet d'identifier deux principaux points de vue privilégiés par les auteurs. Dans un premier temps, plusieurs d'entre eux ont abordé l'histoire du libéralisme à partir de la base, en observant comment des mouvements qui prennent naissance à l'intérieur de la société sont parvenus à influencer les grands partis politiques (surtout le Parti démocrate à partir de 1933) afin que leurs idées soient cooptées par les élites politiques. Plusieurs historiens se sont ainsi attardés à montrer que plusieurs idées centrales du libéralisme américain ont pris naissance au sein de groupes considérés comme « radicaux » (anarchistes, communistes, féministes, socialistes, syndicalistes)<sup>54</sup>, de cercles intellectuels<sup>55</sup> ou de groupes d'intérêts divers<sup>56</sup>.

---

<sup>53</sup> Notamment Eric Alterman et Kevin Mattson, *The Cause. The Fight for American Liberalism from Franklin Roosevelt to Barack Obama*, New York, Penguin Press, 2012; Jonathan Bell et Timothy Stanley (dir.), *Making Sense of American Liberalism*, Urbana, University of Chicago Press, 2012; Eric Foner, *The Story of American Freedom*, New York, Norton, 1998; Alonzo L. Hamby, *Liberalism and Its Challengers. From FDR to Bush*, New York, Oxford University Press, 1992; John McGowan, *American Liberalism. An Interpretation for Our Time*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2007; Marcus G. Raskin, *Liberalism. The Genius of American Ideals*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2004; James P. Young, *Rediscovering American Liberalism. The Troubled Odyssey of the Liberal Idea*, Boulder, Westview Press, 1996.

<sup>54</sup> Robert A. Goldberg, *Grassroots Resistance. Social Movements in Twentieth Century America*, Belmont, Wadsworth, 1991; Michael Kazin, *American Dreamers. How the Left Changed a Nation*, New York, Alfred A. Knopf, 2011; Harvey Klehr, *The Heyday of American Communism. The Depression Decade*, New York, BasicBooks, 1984; Christopher Lasch, *The Agony of the American Left*, New York, Alfred A. Knopf, 1969; Elizabeth Sanders, *Roots of Reform. Farmers, Workers, and the American State, 1877-1917*, Chicago, The University of Chicago Press, 1999; Eli Zaretski, *Left : essai sur l'autre gauche aux États-Unis*, Paris, Seuil, 2012.

<sup>55</sup> Richard H. Pells, *The Liberal Mind in a Conservative Age. American Intellectuals in the 1940s and 1950s*, New York, Harper & Row, 1985.

<sup>56</sup> Jeffrey M. Berry, *The New Liberalism, op. cit.*; Theodore J. Lowi, *La deuxième république des États-Unis : la fin du libéralisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1986.

Dans un second temps, plusieurs auteurs ont privilégié une approche centrée sur la présidence américaine et ont montré que le passage à la Maison-Blanche d'administrations favorables aux idées libérales a amené des périodes fastes pour le libéralisme<sup>57</sup>. Des historiens et des politologues ont ainsi tourné leur regard vers les présidences de Theodore Roosevelt (1901-1909)<sup>58</sup>, Woodrow Wilson (1913-1921)<sup>59</sup>, Franklin D. Roosevelt (1933-1945)<sup>60</sup>, John F. Kennedy/Lyndon Johnson (1961-1969)<sup>61</sup> et sur leur héritage libéral respectif<sup>62</sup>.

---

<sup>57</sup> John Morton Blum, *The Progressive Presidents. Theodore Roosevelt, Woodrow Wilson, Franklin D. Roosevelt, Lyndon B. Johnson*, New York, W.W. Norton and Company, 1982.

<sup>58</sup> Claire Delahaye et Serge Ricard (dir.), *L'héritage de Theodore Roosevelt: impérialisme et progressisme (1912-2012)*, Paris, L'Harmattan, 2012; Doris Kearns Goodwin, *The Bully Pulpit. Theodore Roosevelt, William Howard Taft, and the Golden Age of Journalism*, New York, Simon and Schuster, 2013; George Edwin Mowry, *The Era of Theodore Roosevelt and the Birth of Modern America, 1900-1912*, New York, Harper & Row, 1958.

<sup>59</sup> Jacob Kramer, *The New Freedom and the Radicals. Woodrow Wilson, Progressive Views of Radicalism, and the Origins of Repressive Tolerance*, Philadelphie, Temple University Press, 2017; Arthur S. Link, *Woodrow Wilson and the Progressive Era, 1910-1917*, New York, Harper & Row, 1954.

<sup>60</sup> Anthony Badger, *The New Deal. The Depression Years, 1933-1940*, 2<sup>e</sup> édition, Chicago, Ivan R. Dee, 2002; Alan Brinkley, *The End of Reform. New Deal Liberalism in Recession and War*, New York, Vintage Books, 1996; William H. Chafe (dir.), *The Achievement of American Liberalism. The New Deal and Its Legacy*, New York, Columbia University Press, 2003; Alonzo L. Hamby, *Beyond the New Deal. Harry S. Truman and American Liberalism*, New York, Columbia University Press, 1973; William E. Leuchtenburg, *The FDR Years. On Roosevelt and His Legacy*, New York, Columbia University Press, 1995; Leuchtenburg, *Franklin D. Roosevelt and the New Deal, 1932-1940*, New York, Harper Perennial, 2009; Arthur M. Schlesinger, Jr., *The Age of Roosevelt. The Politics of Upheaval*, Boston, Houghton Mifflin, 1960.

<sup>61</sup> Irving Bernstein, *Guns or Butters. The Presidency of Lyndon B. Johnson*, New York, Oxford University Press, 1996; Doris Kearns Goodwin, *Lyndon Johnson and the American Dream*, 2<sup>e</sup> édition, New York, St. Martin's Griffin, 1991; G. Calvin Mackenzie et Robert Weisbrot, *The Liberal Hour. Washington and the Politics of Change in the 1960s*, New York, Penguin Press, 2008; Sidney M. Milkis et Jerome M. Mileur (dir.), *The Great Society and the High Tide of American Liberalism*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2005; James L. Sundquist, *Politics and Policy. The Eisenhower, Kennedy, and Johnson Years*, Washington, Brookings Institution, 1968.

<sup>62</sup> On peut s'attendre à ce que de nombreux travaux soient publiés au cours des prochaines années pour rendre compte de l'héritage libéral laissé par l'administration de Barack Obama (2009-2017). Voir notamment à ce propos Michael Grunwald, « The Nation He Built », *Politico Magazine* (6 janvier 2016), en ligne; Bert A. Rockman et Andrew Rudalevige (dir.), *The Obama Legacy*, Lawrence, University Press of Kansas, 2019; Theda Skocpol et Lawrence R. Jacobs, *Reaching for a New Deal. Ambitious Governance, Economic Meltdown, and Polarized Politics in Obama's First Two Years*, New York, Russell Sage Foundation, 2011. Pour une perspective critique sur le libéralisme d'Obama, voir l'essai du journaliste John R. McArthur, *L'illusion Obama : le pouvoir de l'argent aux États-Unis*, Montréal, Lux, 2012.

Ces deux perspectives ont jusqu'ici laissé peu de place au Congrès dans l'histoire du libéralisme aux États-Unis. Capitol Hill apparaît plus souvent qu'autrement comme un acteur passif dans l'adoption des réformes libérales souhaitées par le président ou comme un empêcheur de tourner en rond, engoncé dans un « conservatisme idéologique et institutionnel<sup>63</sup> ». Le Sénat en particulier s'est attiré une réputation d'institution réfractaire au changement. Cette notoriété est notamment due aux travaux du politologue Donald Matthews et du journaliste William White, qui ont contribué à façonner, à la fin des années 1950, l'image du Sénat comme une « forteresse » ou comme un « club exclusif », régi par une série de normes informelles (les *folkways*), qui avaient pour effet de reproduire un certain nombre de comportements et d'attitudes conservatrices au sein de l'institution sans tenir compte des transformations de la société américaine<sup>64</sup>.

Un certain nombre de biographies et de monographies ont été consacrées à la vie et à la carrière de ténors du libéralisme au Sénat<sup>65</sup>. On dénombre également plusieurs études portant sur les dynamiques idéologiques au Congrès<sup>66</sup>. Toutefois, rares sont les études

---

<sup>63</sup> John C. Donovan, *The Policy Makers*, New York, Pegasus Books, 1970, p. 170. Voir également Samuel P. Huntington, « Congressional Responses to the Twentieth Century », in David B. Truman (dir.), *The Congress and America's Future*, 2<sup>e</sup> édition, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1973.

<sup>64</sup> Donald R. Matthews, « The Folkways of the United States Senate », *loc. cit.*; Matthews, *U.S. Senators and Their World*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1960; William S. White, *Citadel*, *op. cit.*; Voir également Robert A. Caro, *The Years of Lyndon Johnson. Master of the Senate*, New York, Vintage Books, 2003; Lewis L. Gould, *The Most Exclusive Club. A History of the Modern United States Senate*, New York, Basic Books, 2005, chap. 8-12; Eric Schickler, « The U.S. Senate in the Mid-Twentieth Century », in Burdett A. Loomis (dir.), *The U.S. Senate. From Deliberation to Dysfunction*, Los Angeles, Sage, 2012; J. McIver Weatherford, *Tribes on the Hill*, New York, Rawson, Wade Publishers, 1981.

<sup>65</sup> Voir notamment Adam Clymer, *Edward M. Kennedy. A Biography*, New York, Morrow and Company, 1999; Theo Lippman, Jr., *Senator Ted Kennedy*, New York, W.W. Norton & Company, 1976; Nick Littlefield et David Nexon, *Lion of the Senate. When Ted Kennedy Rallied the Democrats in a GOP Congress*, New York, Simon & Schuster, 2015; Bill Lofy, *Paul Wellstone. The Life of a Passionate Progressive*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2005; Robert P. Watson (dir.), *George McGovern. A Political Life, A Political Legacy*, Pierre, South Dakota State Historical Society Press, 2004.

<sup>66</sup> Stephen Ansolabehere, James M. Snyder, Jr. et Charles Stewart, III, « Candidate Positioning in House Elections », *American Journal of Political Science* 45, 1 (Janvier 2001); Robert A. Bernstein et William W. Anthony, « The ABM Issue in the Senate, 1968-1970: The Importance of Ideology », *The American Political Science Review* 68, 3 (Septembre 1974); Bernstein et Stephen R. Horn, « Explaining House

qui s'intéressent spécifiquement au libéralisme au Sénat. Le travail le plus abouti en ce sens demeure l'ouvrage du politologue Michael Foley intitulé *The New Senate. Liberal*

---

Voting on Energy Policy: Ideology and the Conditional Effects of Party and District Economic Interests », *The Western Political Quarterly* 34, 2 (Juin 1981); Adam Bonica, « Mapping the Ideological Marketplace », *American Journal of Political Science* 58, 2 (Avril 2014); David W. Brady et Charles S. Bullock, III, « Is There a Conservative Coalition in the House? », *The Journal of Politics* 42, 2 (Mai 1980); Barry C. Burden, Gregory A. Caldeira et Tim Groseclose, « Measuring the Ideologies of U.S. Senators: The Song Remains the Same », *Legislative Studies Quarterly* 25, 2 (Mai 2000); Richard T. Carson et Joe A. Openheimer, « A Method of Estimating the Personal Ideology of Political Representatives », *The American Political Science Review* 78, 1 (Mars 1984); Joshua D. Clinton, Simon Jackman et Doug Rivers, « “The Most Liberal Senator?” Analyzing and Interpreting Congressional Roll Calls », *PS: Political Science and Politics* 37, 4 (Octobre 2004); Melissa P. Collie, « The Rise of Coalition Politics: Voting in the U.S. House, 1933-1980 », *Legislative Studies Quarterly* 13, 3 (Août 1988); Jane Green et Will Jennings, « Party Reputation and Policy Priorities: How Issue Ownership Shapes Executive and Legislative Agendas », *British Journal of Political Science* 49, 2 (Avril 2019); John E. Jackson et John W. Kingdon, « Ideology, Interest Group Scores, and Legislative Votes », *American Journal of Political Science* 36, 3 (Août 1992); Jeffery A. Jenkins, Eric Schickler et Jamie L. Carson, « Constituency Cleavages and Congressional Parties: Measuring Homogeneity and Polarization, 1857-1913 », *Social Science History* 28, 4 (Hiver 2004); Soren Jordan, Kim Quaile Hill et Patricia A. Hurley, « Constituency Representation in Congress: In General and in Periods of Higher and Lower Partisan Polarization », in Lawrence C. Dodd et Bruce I. Oppenheimer, *Congress Reconsidered*, 11<sup>e</sup> édition, Washington, CQ Press, 2017; Sam Kernell, « Is the Senate More Liberal Than the House? », *The Journal of Politics* 35, 2 (Mai 1973); John W. Kingdon, *Congressmen's Voting Decision*, 3<sup>e</sup> édition, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1989; Herbert M. Kritzer, « Ideology and American Political Elites », *The Public Opinion Quarterly* 42, 4 (Hiver 1978); Frances E. Lee, *Beyond Ideology. Politics, Principles, and Partisanship in the U.S. Senate*, Chicago, The University of Chicago Press, 2009; Jean-Frédéric Légaré-Tremblay et Sébastien Barthe, « L'influence des partis politiques, des leaders et des idéologies au Congrès », in Frédéric Gagnon (dir.), *Le Congrès des États-Unis*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006; Steven D. Levitt, « How Do Senators Vote? Disentangling the Role of Voter Preferences, Party Affiliation, and Senator Ideology », *The American Economic Review* 86, 3 (Juin 1996); John Londregan, « Estimating Legislators' Preferred Points », *Political Analysis* 8,1 (1999); Nolan McCarthy, « Measuring Legislative Preferences », in Eric Schickler et Frances E. Lee, *The Oxford Handbook of the American Congress*, New York, Oxford University Press, 2011; Sam Peltzman, « Constituent Interest and Congressional Voting », *Journal of Law and Economics* 27, 1 (Avril 1984); James T. Patterson, *Congressional Conservatism and the New Deal. The Growth of the Conservative Coalition in Congress, 1933-1939*, Lexington, University of Kentucky Press, 1967; Zachary Peskowitz, « Ideological Signaling and Incumbency Advantage », *British Journal of Political Science* 49, 2 (Avril 2019); Keith T. Poole, « The Decline and Rise of Party Polarization in Congress during the 20<sup>th</sup> Century », *Social Science Research Network* (Octobre 2005), en ligne; Poole et R. Stephen Daniels, « Ideology, Party, and Voting in the U.S. Congress, 1959-1980 », *The American Political Science Review* 79, 2 (Juin 1985); Poole et Howard Rosenthal, *Ideology and Congress*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2007; Jerrold E. Schneider, *Ideological Coalitions in Congress*, Westport, Greenwood Press, 1979; William R. Shaffer, *Party and Ideology in the United States Congress*, Washington, University Press of America, 1980; Arthur G. Stevens, Jr., Arthur H. Miller et Thomas E. Mann, « Mobilization of Liberal Strength in the House, 1955-1970: The Democratic Study Group », *The American Political Science Review* 68, 2 (Juin 1974); Herbert F. Weisberg, « Scaling Models for Legislative Roll-Call Analysis », *The American Political Science Review* 66, 4 (Décembre 1972).



*Influence on a Conservative Institution, 1959-1972*<sup>67</sup>. Paru en 1980, *The New Senate* s'intéresse à l'effet qu'a eu sur le Sénat, entre 1958 et 1964, l'arrivée d'un grand nombre de sénateurs libéraux. Ceux-ci, pressés de faire avancer leurs priorités politiques, ont rapidement remis en question le système des *folkways* et ont contribué à transformer le Sénat, qui est rapidement passé d'un club ultra-normé à un bastion d'individualisme<sup>68</sup>. Foley ne s'intéresse toutefois qu'à une période limitée et ne montre pas l'évolution du libéralisme au Sénat après 1972. Plus récemment, Ira Shapiro a fait état, dans *The Last Great Senate. Courage and Stagemanship in Times of Crisis*, du déclin du libéralisme à partir du tournant des années 1980<sup>69</sup>. Aux yeux de Shapiro, dont le livre paraît en 2012, l'élection de 1980, qui s'est conclue par la défaite de nombreux libéraux et par l'arrivée d'un grand nombre de républicains ultrapartisans, a marqué un tournant dans l'histoire du Sénat, qui n'a jamais pu par la suite redevenir un foyer d'innovation libérale comme il le fut au cours des années 1960 et 1970<sup>70</sup>.

### 1.1.2. Un déclin inexorable du libéralisme après 1968?

L'élection présidentielle de 1968, marquée à la fois par la victoire du républicain Richard Nixon, par la bonne tenue du candidat indépendant ségrégationniste George Wallace et par la débâcle de la coalition du *New Deal*, est généralement considérée comme ayant marqué un tournant dans l'histoire du libéralisme. Parfois présentée comme une élection de réalignement<sup>71</sup>, elle aurait marqué la fin d'une période faste

---

<sup>67</sup> Michael Foley, *The New Senate*, *op. cit.*

<sup>68</sup> À propos de l'influence de la « génération libérale » élue entre 1958 et 1964 sur les transformations du Sénat à partir des années 1960, voir également Fred R. Harris, *Deadlock or Decision*, *op. cit.*; Barbara Sinclair, *The Transformation of the U.S. Senate*, *op. cit.*; Sinclair, « The New World of U.S. Senators », *op. cit.*

<sup>69</sup> Ira Shapiro, *The Last Great Senate. Courage and Stagemanship in Times of Crisis*, New York, PublicAffairs, 2012.

<sup>70</sup> Voir également à ce propos Fred R. Harris, *Deadlock or Decision*, *op. cit.*, p. 97.

<sup>71</sup> Rick Perlstein, *Nixonland. The Rise of a President and the Fracturing of America*, New York, Scribner, 2008. Aux États-Unis, la théorie des réalignements postule l'existence d'élections critiques qui surviennent de manière cyclique et au terme desquelles une coalition partisane en vient à dominer la politique américaine pendant plusieurs décennies. Voir à ce propos : Walter Dean Burnham, *Critical Elections and the Mainsprings of American Politics*, New York, Norton, 1970; V.O. Key, « A Theory of Critical Elections », *The Journal of Politics* 17, 1 (Février 1955). Pour une critique de cette théorie,

pour le libéralisme<sup>72</sup> et l'entrée des États-Unis dans une ère politique plus conservatrice<sup>73</sup>. Cette thèse est exprimée dès 1969 de manière prémonitoire par Kevin Philipps, un stratège républicain qui avance dans *The Emerging Republican Majority* que l'humeur politique du pays a changé depuis les beaux jours de la coalition *New Deal* et favorise désormais le *Grand Old Party*<sup>74</sup>. Une pléthore de facteurs ont été avancés pour expliquer le déclin du libéralisme à partir de la fin des années 1960 : la réticence historique du gouvernement fédéral américain à mettre en place des programmes sociaux de grande envergure<sup>75</sup>; la reconstitution des coalitions électorales et de leurs rapports de force<sup>76</sup>; les changements sociaux trop rapides au cours des années 1960 et l'arrogance des élites libérales<sup>77</sup>; les éléments structurels qui rendent impossible la réalisation pleine et entière des promesses contenues dans le *New Deal* et la *Great Society*<sup>78</sup>; la place trop grande occupée par les groupes d'intérêt au sein de la coalition libérale qui empêche la mise en place de politiques rassembleuses<sup>79</sup>; les divisions autour de la question de l'intervention américaine au Vietnam<sup>80</sup>; la

---

voir : David R. Mayhew, *Electoral Realignments. A Critique of an American Genre*, New Haven, Yale University Press, 2002.

<sup>72</sup> Thomas Byrne Edsall, « The Old and New Democratic Parties », in Peter Berkowitz (dir.), *Varieties of Progressivism in America*, Stanford, Hoover Institution Press, 2004; Jerome M. Mileur, « The Great Society and the Demise of New Deal Liberalism », in Sidney M. Milkis et Jerome M. Mileur (dir.), *The Great Society*, *op. cit.*

<sup>73</sup> George Packer, « Make America Again », *loc. cit.*, p. 50.

<sup>74</sup> Kevin P. Philipps, *The Emerging Republican Majority*, *op. cit.*

<sup>75</sup> Russel Hanson, « Liberalism and the Course of American Social Welfare Policy », in Lawrence Dodd et Calvin Jillson (dir.), *The Dynamics of American Politics. Approaches and Interpretations*, Boulder, Westview Press, 1994; Bruce S. Jansson, *The Reluctant Welfare State. A History of American Social Welfare Policies*, Belmont, Wadsworth Publishing Company, 1987.

<sup>76</sup> Alan Abramowitz, « Ideological Realignment among Voters », in Jeffrey M. Stonecash (dir.), *New Directions in American Political Parties*, New York, Routledge, 2010; Ralph Brauer, *The Strange Death of Liberal America*, Westport, Praeger, 2006; John B. Judis et Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, New York, Scribner, 2002, chap. 1; Jonathan Rieder, « The Rise of the "Silent Majority" », in Steve Fraser et Gary Gerstle (dir.), *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton, Princeton University Press, 1989.

<sup>77</sup> Otis L. Graham, Jr., « Liberalism after the Sixties », *op. cit.*; Samuel P. Huntington, « The Visions of the Democratic Party », *The Public Interest* 79 (Printemps 1985).

<sup>78</sup> Steve Fraser et Gary Gerstle, « Introduction », in Steve Fraser et Gary Gerstle (dir.), *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton, Princeton University Press, 1989.

<sup>79</sup> Theodore J. Lowi, *La deuxième république des États-Unis*, *op. cit.*

<sup>80</sup> Bruce Miroff, « From Friends to Foes. George McGovern, Hubert Humphrey, and the Fracture in American Liberalism », in Jonathan Bell et Timothy Stanley (dir.), *Making Sense of American*

marginalisation de l'aile gauche et le virage vers le centre-droit du Parti démocrate<sup>81</sup>; le désengagement des activistes des années 1960<sup>82</sup>; les politiques mises en place dans les États qui limitent les effets du *New Deal* et de la *Great Society*<sup>83</sup>; les différentes crises des années 1970 qui minent la confiance des Américains envers le gouvernement fédéral, favorisant l'élection de Ronald Reagan et l'avènement d'une « révolution conservatrice<sup>84</sup> »; la domination d'un réseau tissé serré d'élites économiques qui font valoir leurs intérêts au détriment des Américains les plus démunis<sup>85</sup>; la « haine » de nombreux Américains blancs envers des politiques sociales perçues comme favorisant de manière disproportionnée les Afro-Américains<sup>86</sup>; la montée d'un populisme de droite en réaction aux transformations ayant marqué la société américaine au cours des

---

*Liberalism, op. cit.*; Dominic Sandbrook, *Eugene McCarthy. The Rise and Fall of Postwar American Liberalism*, New York, Alfred A. Knopf, 2004; Randall B. Woods (dir.), *Vietnam and the American Political Tradition. The Politics of Dissent*, New York, Cambridge University Press, 2003.

<sup>81</sup> Thomas Ferguson et Joel Rogers, *Right Turn. The Decline of the Democrats and the Future of American Politics*, New York, Hill and Wang, 1986; Bruce Miroff, *The Liberals' Moment. The McGovern Insurgency and the Identity Crisis of the Democratic Party*, 2<sup>e</sup> édition, Lawrence, University Press of Kansas, 2009; Tom Waldman, *Not Much Left. The Fate of Liberalism in America*, Berkeley, University of California Press, 2008.

<sup>82</sup> Todd Gitlin, *The Twilight of Common Dreams. Why America is Wrecked by Culture Wars*, New York, Henry Holt & Co, 1995, p. 126.

<sup>83</sup> Margaret Weir, « States, Race, and the Decline of New Deal Liberalism », *Studies in American Political Development* 19 (Automne 2005).

<sup>84</sup> William C. Berman, *America's Right Turn, op. cit.*; Lee Edwards, *The Conservative Revolution. The Movement that Remade America*, New York, Free Press, 2002; Marc J. Hetherington, *Why Trust Matters. Declining Political Trust and the Demise of American Liberalism*, Princeton, Princeton University Press, 2005; André Kaspi, *Les Américains : les États-Unis de 1945 à nos jours*, nouvelle édition augmentée, Paris, Seuil, 2002, chap. 15-16; Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus, op. cit.*; Charles Noble, *The Collapse of Liberalism. Why America Needs a New Left*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2004; Paul Pierson et Theda Skocpol (dir.), *The Transformation of American Politics. Activist Government and the Rise of Conservatism*, Princeton, Princeton University Press, 2007; Dominic Sandbrook, *Mad as Hell, op. cit.*; Bruce J. Schulman, *The Seventies. The Great Shift in American Culture, Society, and Politics*, New York, Da Capo Press, 2001, part. III; Guy Sorman, *La révolution conservatrice américaine*, Paris, Fayard, 1983; Michael Tomasky, « The Real Legacy of the 1970s », *The New York Times* (2 février 2019), p. SR9.

<sup>85</sup> Thomas Byrne Edsall, « The Changing Shape of Power: A Realignment in Public Policy », in Steve Fraser et Gary Gerstle (dir.), *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton, Princeton University Press, 1989.

<sup>86</sup> Martin Gilens, *Why American Hate Welfare. Race, Media, and the Politics of Antipoverty Policy*, Chicago, The University of Chicago Press, 1999; Randolph Hohle, *Race and the Origins of American Neoliberalism*, New York, Routledge, 2015; Theda Skocpol et Vanessa Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, New York, Oxford University Press, 2012..

années 1960<sup>87</sup>; l'ineptie des intellectuels progressistes et leur incapacité à occuper le devant de la scène dans les débats politiques<sup>88</sup>; et finalement l'ambivalence du Parti démocrate, incapable de proposer un programme politique progressiste qui constituerait une véritable alternative au conservatisme promu par le Parti républicain<sup>89</sup>.

Toutes ces explications aident à mieux comprendre l'absence de grands « moments » libéraux aux États-Unis depuis la fin des années 1960. Toutefois, les auteurs qui les mettent de l'avant contribuent à cimenter l'idée selon laquelle le libéralisme serait entré dans une phase de déclin inexorable à partir de 1968. Il s'agit d'une vision simpliste qui ne tient pas compte des façons dont le libéralisme se transforme pour s'adapter à des contextes changeants. En outre, la plupart des auteurs passent sous silence la présence continue tout au long de cette période d'un important contingent libéral au Sénat des États-Unis, dont les effectifs sont constamment renouvelés au fil des élections. Sans nécessairement toujours posséder les mêmes leviers d'influence que ceux dont disposaient leurs prédécesseurs au cours des années 1960, les nouveaux élus libéraux contribuent à transformer le libéralisme, en adaptant leurs priorités en fonction des exigences des différents contextes et des attentes changeantes de leurs électeurs.

---

<sup>87</sup> Christopher Lasch, *Le seul et vrai paradis : une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques*, Paris, Flammarion, 2006, chap. 11; Michael Miles, *The Radical Probe. The Logic of Student Rebellion*, New York, Atheneum, 1971.

<sup>88</sup> François Cusset, « Les États désunis de la gauche américaine », *Mouvements* 5, 30 (2003); Chris Hedges, *La mort de l'élite progressiste*, Montréal, Lux, 2012; Sylvie Laurent, « Comment être un intellectuel de gauche aux États-Unis? », *Le débat* 173 (2013); Jackson Lears, « Intellectual and Their America », *Dissent* (Hiver 2010); Andrew Rich, « Think Tanks and the War of Ideas in American Politics », in Michael Kazin *et al.* (dir.), *In Search of Progressive America*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2008; Ahmed Shawki, *Black and Red : les mouvements noirs et la gauche aux États-Unis*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2012.

<sup>89</sup> Jeffrey Bloodworth, *Losing the Center*, *op. cit.*; Douglas S. Massey, *Return of the « L » Word. A Liberal Vision for the New Century*, Princeton, Princeton University Press, 2005; Julien Tourreille, « L'avenir des démocrates : surmonter l'obstacle du libéralisme », in Charles-Philippe David et Julien Tourreille (dir.), *Le conservatisme américain : un mouvement qui a transformé les États-Unis*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007.

### 1.1.3. La place du Congrès et du libéralisme dans le projet *American Political Development*

Dans un article paru en 2006, les chercheurs Ira Katznelson et John Lapinski s'étonnaient du peu d'empressement des chercheurs en *American Political Development* pour étudier le Congrès, malgré le caractère incontournable de cette institution dans le parcours historique américain<sup>90</sup>. Il est vrai qu'hormis le livre d'Elaine Swift paru en 1996 portant sur la transformation du Sénat en institution populaire au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>91</sup> et celui de 2001 d'Eric Schickler qui traite des dynamiques ayant entraîné des transformations institutionnelles au sein de la Chambre des représentants au cours du XX<sup>e</sup> siècle<sup>92</sup>, on dénombrait alors peu de travaux appliquant une grille d'analyse en APD pour étudier Capitol Hill. Depuis, de nombreux chercheurs ont répondu à l'appel de Katznelson et Lapinski et se sont notamment intéressés à l'évolution des procédures législatives<sup>93</sup>, à l'activisme de certains membres du Congrès sur les questions de politique extérieure<sup>94</sup> et sur l'enjeu des droits

---

<sup>90</sup> Ira Katznelson et John S. Lapinski, « At the Crossroads: Congress and American Political Development », *Perspective on Politics* 4, 2 (Juin 2006).

<sup>91</sup> Elaine K. Swift, *The Making of an American Senate. Reconstitutive Change in Congress, 1787-1841*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996.

<sup>92</sup> Eric Schickler, *Disjointed Pluralism. Institutional Pluralism and the Development of the U.S. Congress*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

<sup>93</sup> Sarah A. Binder, « Where Do Institutions Come From? Exploring the Origins of the Senate Blue Slip », *Studies in American Political Development* 21, 1 (Printemps 2007); Jeffery A. Jenkins et Timothy P. Nokken, « Legislative Shirking in the Pre-Twentieth Amendment Era: Presidential Influence, Party Power, and Lame-Duck Sessions of Congress, 1877-1933 », *Studies in American Political Development* 22, 1 (Printemps 2008).

<sup>94</sup> Frédéric Gagnon, *Les sénateurs qui changent le monde*, op. cit.; Alvin B. Tillery, Jr., « Foreign Policy Activism and Power in the House of Representatives: Black Members of Congress and South Africa, 1968-1986 », *Studies in American Political Development* 20, 1 (Avril 2006).

civiques<sup>95</sup>, au développement et à la fidélisation d'une clientèle électorale par les sénateurs<sup>96</sup> et à l'évolution de la notion de représentation<sup>97</sup>.

Malgré ces progrès, Katznelson affirmait, cinq ans après la parution de ce premier article, que le partenariat naturel et mutuellement bénéfique entre les études en APD et la recherche sur le Congrès n'avait toujours pas atteint son plein potentiel<sup>98</sup>. De nombreux chantiers restent à réaliser et notre thèse constitue sans l'ombre d'un doute une contribution originale et utile aux études en APD. Elle permet de faire le pont, au sein de cette littérature, entre les études sur le Congrès et celles qui portent sur le rôle des idéologies dans le développement politique américain, un autre sujet qui a grandement intéressé les chercheurs en APD<sup>99</sup>. Mentionnons par ailleurs que notre thèse est une des rares contributions en *American Political Development* qui s'ancre dans l'époque contemporaine, comblant ainsi une lacune identifiée par Rogan Kersh en 2005<sup>100</sup>. En étudiant l'évolution du Sénat à travers les transformations du libéralisme

---

<sup>95</sup> Jeffery A. Jenkins, Justin Peck et Vesla M. Weaver, « Between Reconstructions: Congressional Action on Civil Rights, 1891-1940 », *Studies in American Political Development* 24, 1 (Avril 2010); Eric Schickler, Kathryn Pearson et Brian D. Feinstein, « Congressional Parties and Civil Rights Politics from 1933 to 1972 », *The Journal of Politics* 72, 3 (Juillet 2010).

<sup>96</sup> Wendy J. Schiller, « Building Careers and Courting Constituents: U.S. Senate Representation, 1889-1924 », *Studies in American Political Development* 20, 2 (Automne 2006).

<sup>97</sup> Stephen E. Frantzich, « Re-Presentation – The Intricate Dance of Congressional Representation », in Brendan J. Doherty, *et al.*, *Clash of Ideals. Cases in American Political Development*, Baltimore, Lanahan, 2010.

<sup>98</sup> Ira Katznelson, « Historical Approaches to the Study of Congress: Toward a Congressional Vantage on American Political Development », in Eric Schickler et Frances E. Lee (dir.), *The Oxford Handbook of American Congress*, New York, Oxford University Press, 2011, p. 116.

<sup>99</sup> Voir notamment Eldon J. Eisenach, *The Lost Promise of Progressivism*, Lawrence, University Press of Kansas, 1994; David F. Ericson, « Liberalism and American Political Development », in Richard M. Valelly, Suzanne Mettler et Robert C. Lieberman (dir.), *The Oxford Handbook of American Political Development*, New York, Oxford University Press, 2016; Brian J. Glenn et Steven M. Teles (dir.), *Conservatism and American Political Development*, New York, Oxford University Press, 2009; J. David Greenstone, *The Lincoln Persuasion. Remaking American Liberalism*, Princeton, Princeton University Press, 1993; James A. Morone, *The Democratic Wish. Popular Participation and the Limits of American Government*, New York, BasicBooks, 1990; Paul Pierson et Theda Skocpol (dir.), *The Transformation of American Politics, op.cit.*; Rogers M. Smith, « Beyond Tocqueville, Myrdal, and Hartz: The Multiple Traditions in America », *The American Political Science Review* 87, 3 (Septembre 1993); Smith, *Civic Ideals. Conflicting Visions of Citizenship in U.S. History*, New Haven, Yale University Press, 1997.

<sup>100</sup> Rogan Kersh, « The Growth of American Political Development: The View from the Classroom », *Perspective on Politics* 3, 2 (Juin 2005). p. 338.

à la Chambre haute de 1969 jusqu'à nos jours, nous contribuons à tracer le « chemin vers le présent » et à unifier les perspectives historique et présentiste qui sont au cœur du projet APD<sup>101</sup>.

## 1.2. Définir les fondements de l'idéologie libérale

Rares sont les termes dans le langage de la philosophie politique qui renvoient à autant de définitions que le mot « libéralisme<sup>102</sup> ». Dans le cadre de notre thèse, nous retenons l'acception américaine du terme, que nous présentons comme une idéologie<sup>103</sup> occupant une large portion du spectre politique allant du centre à la gauche et qui se construit notamment en opposition au conservatisme. Nous distinguons par ailleurs l'idéologie libérale de la philosophie libérale et du régime libéral.

### 1.2.1. Philosophie libérale, régime libéral et idéologie libérale

Par philosophie libérale, nous faisons référence à un courant de pensée qui apparaît en Europe occidentale au cours du XVII<sup>e</sup> siècle (mais qui a des racines remontant à

---

<sup>101</sup> John Gerring, « APD from a Methodological Point of View », *Studies in American Political Development* 17 (Printemps 2003), p. 101; Paul Pierson, « The Study of Policy Development », *The Journal of Policy History* 17, 1 (2005), p. 48; Stephen Skowronek et Karen Orren, « Pathways to the Present: Political Development in America », in Richard M. Valelly, Suzanne Mettler et Robert C. Lieberman (dir.), *The Oxford Handbook of American Political Development*, New York, Oxford University Press, 2016.

<sup>102</sup> Voir à ce propos : Catherine Audard, *Qu'est-ce que le libéralisme? Éthique, politique, société*, Paris, Gallimard, 2009; Duncan Bell, « What Is Liberalism? », *Political Theory* 42, 6 (2014), p. 683; Georges Burdeau, *Le libéralisme*, Paris, Seuil, 1979, p. 7; Philippe Fournier, « Le conservatisme et le populisme d'extrême droite en Europe et aux États-Unis : divergences et convergences », in Rafael Jacob et Julien Tourreille (dir.), *Le conservatisme à l'ère Trump*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2018, p. 110; Alain Laurent, *Le libéralisme américain : histoire d'un détournement*, Paris, Les belles-lettres, 2006; John McGowan, *American Liberalism*, op. cit., p. 8-9; Reinhold Niebuhr, « Liberalism: Illusions and Realities », *The New Republic* (1955); John Rawls, *Libéralisme politique*, Paris, Presses universitaires de France, 2016; James L. Richardson, *Contending Liberalisms in World Politics*, Boulder, Lynn Rienner Publishers, 2001, chap. 3.

<sup>103</sup> Pour définir ce qu'est une idéologie, nous nous référons à la définition classique du politologue Philip Converse, soit un ensemble de préférences politiques qui viennent structurer la manière dont les acteurs politiques prennent position. - Philip E. Converse, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », in David E. Apter (dir.), *Ideology and Discontent*, New York, The Free Press of Glencoe, 1964, p. 207.

l'Antiquité<sup>104</sup>) et qui prend son essor à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle en se fondant notamment sur les écrits de l'Anglais John Locke (1632-1704) et des philosophes des Lumières. La philosophie libérale se caractérise par son optimisme et par sa croyance au progrès. Elle place l'individualisme, l'égalitarisme et l'universalisme au cœur de ses valeurs<sup>105</sup>. La philosophie libérale peut être revendiquée à la fois par la droite et par la gauche<sup>106</sup>. Selon une thèse classique, la société américaine a été fortement imprégnée dès sa fondation par le libéralisme philosophique. Dans son ouvrage de 1955 *The Liberal Tradition in America*, le politologue Louis Hartz affirme ainsi que les États-Unis se sont construits autour d'un *ethos* individualiste et égalitaire, en rupture avec les structures rigides de l'Europe féodale<sup>107</sup>. Cela expliquerait l'attachement profond que démontreraient la plupart des Américains envers les valeurs cardinales de la philosophie libérale tout au long de leur histoire. Avec les historiens Richard Hofstadter et Arthur Schlesinger, Jr.<sup>108</sup>, Hartz est le grand penseur derrière la thèse de l'hégémonie de la philosophie libérale aux États-Unis. Selon cette thèse, fort répandue entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début des années 1960, l'expérience historique américaine ne se caractériserait pas par une série de conflits de nature idéologique<sup>109</sup>,

---

<sup>104</sup> Philippe Nemo et Jean Petitot-Cocordat, *Histoire du libéralisme en Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 2006; Helena Rosenblatt, *The Lost History of Liberalism. From Ancient Rome to the Twenty-First Century*, Princeton, Princeton University Press, 2018.

<sup>105</sup> David A. Bell, « The Many Lives of Liberalism », *The New York Review of Books* (17 janvier 2019), p. 24; John Gray, *Liberalism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1986, p. ix-xi.

<sup>106</sup> Il existe toutefois une différence des deux côtés de l'Atlantique : en Europe, le libéralisme est généralement associé à la droite économique, tandis qu'aux États-Unis (et dans une moindre mesure au Canada), il est associé à un certain progressisme. Voir à ce propos Catherine Audard, *Qu'est-ce que le libéralisme?*, *op. cit.*; Alain Laurent, *Le libéralisme américain*, *op. cit.*

<sup>107</sup> Louis Hartz, *The Liberal Tradition in America*, New York, Harcourt, Brace & World, 1955.

<sup>108</sup> Richard Hofstadter, *The American Political Tradition*, New York, Vintage Books, 1948; Arthur M. Schlesinger, Jr., *The Vital Center*, Boston, Houghton Mifflin, 1949; Schlesinger, *The Politics of Hope*, Boston, Riverside Press, 1962.

<sup>109</sup> Voir également à ce propos : Daniel Bell, *The End of Ideology. On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, New York, The Free Press, 1965; Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper & Row, 1957, p. 96-113.



mais plutôt par l'adhésion de la grande majorité des Américains à un ensemble de valeurs inspirées de la philosophie libérale<sup>110</sup>.

Par régime libéral, nous entendons l'organisation de la société qui se met en place dans la plupart des sociétés occidentales à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui se caractérise par une économie capitaliste, un système de démocratie représentative et la valorisation des principes libéraux de liberté (d'expression, d'entreprendre, etc.), d'individualisme et d'égalité (des chances, sinon des résultats). L'essor du régime libéral est une conséquence de la diffusion des idées libérales au cours de cette période. Quant à l'idéologie libérale telle que nous l'entendons, elle est spécifique au cas américain. Ainsi que le rappelle Ronald Rotunda, c'est à partir des années 1930, à la suite de la victoire de FDR, que le terme *liberal* devient associé quasi exclusivement à la gauche américaine<sup>111</sup>. On le constate, malgré la nécessité de bien les distinguer, la philosophie, le régime et l'idéologie libérales n'en sont pas moins issus d'une même lignée (**Figure 1.1**). Plusieurs auteurs ont ainsi fait remarquer que les libéraux américains (au sens idéologique du terme), loin de rejeter les principes de la philosophie libérale classique, souhaitent au contraire leur pleine réalisation,

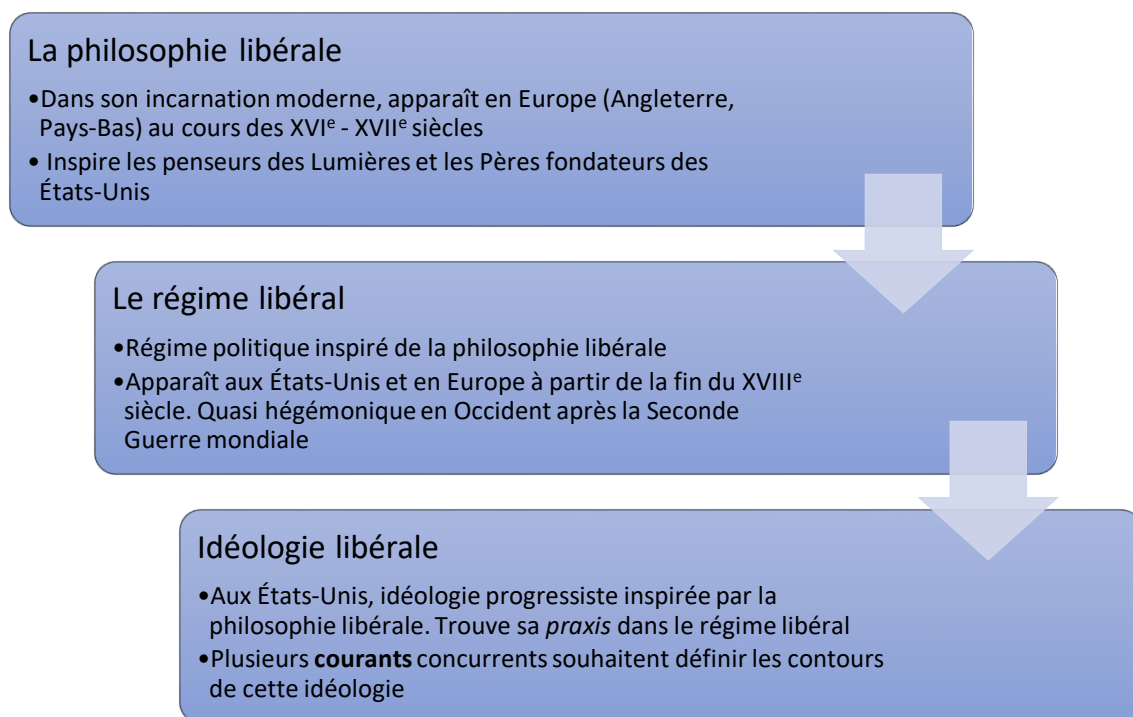
---

<sup>110</sup> La thèse de Hartz a été contestée. Plusieurs auteurs, notamment Irving Louis Howoritz et Rogers Smith, ont reproché à Hartz d'avoir passé sous silence l'existence d'importants courants de pensée antilibéraux (racistes ou conservateurs notamment) tout au long de l'histoire américaine. De son côté, Russel Hanson rappelle que la société américaine est constituée par un ensemble de cultures politiques régionales mettant en avant des valeurs distinctes. – Irving Louis Horowitz, « Louis Hartz and the Liberal Tradition : From Consensus to Crack-Up », *Modern Age* (Été 2005); Rogers M. Smith, « Beyond Tocqueville, Myrdal, and Hartz », *loc. cit.*; Russel Hanson, « Liberalism and the Course of American Social Welfare Policy », *op. cit.*

<sup>111</sup> Rotunda rappelle que, lors de la campagne présidentielle de 1932, le démocrate Franklin Roosevelt et le républicain Herbert Hoover se sont tous deux réclamés du libéralisme, malgré des programmes fort différents. Hoover était un partisan du laisser-faire économique et d'une intervention minimale de l'État dans la sphère économique – Ronald D. Rotunda, *The Politics of Language. Liberalism as a Word and Symbol*, Iowa City, University of Iowa Press, 1986, p. 4. Voir également Samuel H. Beer, « Liberalism and the National Idea », in Robert A. Goldwyn (dir.), *Left, Right, and Center. Essays on Liberalism and Conservatism in the United States*, Chicago, Rand McNally & Co, 1967, p. 144-145.

notamment à travers les interventions de l'État fédéral dans la sphère sociale et, en ce sens, ils acceptent les fondements du régime et de la philosophie libérales<sup>112</sup>.

**Figure 1.1 : Philosophie, régime et idéologie libérales**



### 1.2.2. Le libéralisme comme idéologie de gauche aux États-Unis

Issu de la Révolution française (1789-1799), le clivage gauche-droite est un instrument incontournable pour comparer les acteurs, les idées, les idéologies et les philosophies politiques. Sa relative simplicité en fait un outil attrayant et facile à utiliser, autant par les chercheurs que par le grand public et les politiciens eux-mêmes. L'axe gauche-droite peut structurer l'ensemble des débats politiques, ce qui en fait une clé

<sup>112</sup> Peter Berkowitz, « Introduction », in Peter Berkowitz (dir.), *Varieties of Progressivism in America*, Stanford, Hoover Institution Press, 2004; Neil Jumonville et Kevin Mattson, « Liberalism, Past and Future Tense », in Neil Jumonville et Kevin Mattson (dir.), *Liberalism for a New Century*, Berkeley, University of California Press, 2007.

d'interprétation de premier ordre pour comprendre la politique à tous les niveaux, du local à l'international<sup>113</sup>. Pourtant, malgré sa convivialité, l'axe gauche-droite, en tant qu'instrument d'analyse, souffre de ce que ses deux pôles échappent à une définition précise et universellement reconnue<sup>114</sup>. La gauche et la droite sont deux concepts relatifs, qui ne peuvent pas exister l'un sans l'autre et qui se définissent l'un par rapport à l'autre<sup>115</sup>. La difficulté consiste dès lors à déterminer quelle est la ligne de partage, difficulté d'autant plus grande que, en fonction des sociétés, des enjeux et des époques, on peut aboutir à des conceptions bien différentes de ce qui constitue la gauche et la droite<sup>116</sup>.

Si certains auteurs ont mis en doute la pertinence de recourir à l'axe gauche-droite<sup>117</sup>, la plupart des politologues se sont entendus pour affirmer que ce qui distingue fondamentalement la gauche et la droite est la question des inégalités : alors que la gauche souhaite leur disparition, la droite les tient pour inévitables, voire souhaitables au sein d'une société<sup>118</sup>. Dans le cadre de notre thèse, nous définissons la gauche comme un **regroupement d'idées, d'idéologies et d'attitudes politiques ayant en commun de faire la promotion de priorités politiques axées sur la réduction des inégalités**. Ces inégalités peuvent être de plusieurs ordres : économique, sociale,

---

<sup>113</sup> Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite : un débat sans frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010, p. 7.

<sup>114</sup> Christopher Cochrane, *Left and Right. The Small World of Political Ideas*, Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015, p. 3.

<sup>115</sup> Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques : le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, chap. 2.

<sup>116</sup> Hans Noel, *Political Ideologies and Political Parties in America*, New York, Cambridge University Press, 2013, p. 9; Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques, op. cit.*, p. 19.

<sup>117</sup> Richard J. Ellis, *American Political Cultures*, New York, Oxford University Press, 1993; Aaron Wildavsky, « Choosing Preferences by Constructing Institutions: A Cultural Theory of Preference Formation », *The American Political Science Review* 81, 1 (Mars 1987).

<sup>118</sup> Voir notamment Norberto Bobbio, *Droite et gauche : essai sur une distinction politique*, Paris, Seuil, 1996; Anthony Giddens et Christopher Pierson, *Conversations with Anthony Giddens. Making Sense of Modernity*, Stanford, Stanford University Press, 1998, p. 151-152; Ronald Inglehart, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 293; J.A. Laponce, *Left and Right. The Topography of Political Perceptions*, Toronto, University of Toronto Press, 1981; Herbert McClosky et John Zaller, *Capitalisme et démocratie: l'Amérique, juge de ses valeurs*, Paris, Économica, 1990, p. 202; Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite, op. cit.*, p. 9.

culturelle, religieuse, ethnique, raciale, d'orientation sexuelle, de genre, environnementale<sup>119</sup>, etc. La priorité accordée à l'une ou l'autre de ces formes d'inégalité dépend des courants politiques et des époques. La gauche, comme la droite, est donc plurielle. Les différentes idéologies qu'on peut qualifier comme étant « de gauche » partagent une préoccupation pour la réduction des inégalités, mais divergent en ce qui a trait aux enjeux à prioriser, aux moyens à mettre en œuvre et à la vision du monde qu'elles proposent. Des idéologies de gauche aux finalités révolutionnaires (communisme, anarchisme) ou semi-révolutionnaires (socialisme) sont animées par un désir de renverser en tout ou en partie un régime libéral considéré comme inégalitaire par essence. Ces « radicalismes » cohabitent avec des mouvances plus « réformistes », qui adhèrent au régime libéral et qui sont animées par la confiance en la perfectibilité des institutions politiques et par la croyance que l'État a un rôle à jouer pour aplanir les différentes formes d'inégalités. Aux États-Unis, où l'utilisation de l'axe gauche-droite est à la fois plus récente et plus rare qu'ailleurs en Occident<sup>120</sup>, tout en demeurant bien souvent connotée négativement<sup>121</sup>, on privilégie généralement les termes « conservateur » (*conservative*) et « libéral » (*liberal*) pour référer aux positions généralement associées respectivement à la droite et à la gauche en Europe<sup>122</sup>.

Tenants d'une gauche réformiste, les libéraux américains ont ainsi investi activement le champ politique traditionnel en se faisant élire et en tentant de faire avancer leurs priorités politiques grâce aux structures et aux institutions en place<sup>123</sup>. Pour les libéraux, l'État constitue un outil plutôt qu'un obstacle en vue d'atteindre une société

---

<sup>119</sup> C'est-à-dire que la dégradation de l'environnement par l'activité humaine affecte dans la plupart des cas de manière inégale les sociétés humaines et de manière démesurée la qualité de vie des plus démunis.

<sup>120</sup> Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques*, op. cit., p. 20.

<sup>121</sup> Les termes *Right-wingers* et *Left-wingers* y sont généralement employés de façon péjorative pour discréditer un adversaire en sous-entendant son extrémisme. - J.A. Laponce, *Left and Right*, op. cit., p. 123.

<sup>122</sup> Dieter Fuchs et Hans-Dieter Klingemann, « The Left-Right Schema », in M. Kent Jennings *et al.*, *Continuities in Political Action. A Longitudinal Study of Political Orientations in Three Western Democracies*, Berlin, Walter de Gruyter, 1990.

<sup>123</sup> Peter Berkowitz, « The Liberal Spirit in America and Its Paradoxes », in Neil Jumonville et Kevin Mattson (dir.), *Liberalism for a New Century*, Berkeley, University of California Press, 2007.

plus égalitaire. Pour autant, et c'est là un des points de départ de cette recherche, on ne doit pas perdre de vue que l'idéologie libérale peut revêtir plusieurs formes selon les époques. Selon l'historien Jeffrey Bloodworth, cette grande adaptabilité du libéralisme constitue à la fois son point faible et une de ses plus grandes forces : « *[L]iberalism's mutable character enabled intellectuals to refashion it for new challenges and times. In this way, liberal policies and political coalitions shifted and changed according to the era*<sup>124</sup>. »

Nous avons retenu une définition de l'idéologie libérale en cinq points. Dans un premier temps, de même que la gauche se définit à travers son opposition à la droite, **le libéralisme se définit par son opposition au conservatisme**. Dans un deuxième temps, **le libéralisme se caractérise par son acceptation des institutions et des principes du régime libéral. Ses finalités sont réformistes et non révolutionnaires**<sup>125</sup>. Dans un troisième temps, le libéralisme **valorise le rôle de l'État pour régler les problèmes sociaux**. Dans un quatrième temps, le libéralisme a un **préjugé favorable envers le progrès et l'innovation**, qui sont perçus comme bénéfiques pour la société. Ce progrès peut être de plusieurs ordres et peut concerner autant les innovations techniques et technologiques, les réformes politiques ou l'évolution des mœurs et la transformation des rapports sociaux. Finalement, le libéralisme **se caractérise par une vision égalitariste de la société prônant une justice redistributive**<sup>126</sup>. Pour l'ensemble des valeurs auxquelles souscrivent les libéraux, nous nous référons notamment à la définition proposée par Kathleen Thompson Hill et Gerald Hill dans *The Facts of File Dictionary of American Politics* :

---

<sup>124</sup> Jeffrey Bloodworth, *Losing the Center*, *op. cit.*, p. 3.

<sup>125</sup> Par « révolution », nous entendons le renversement d'un régime politique par la force. Cet objectif a été partagé par certains groupes extrémistes dans l'histoire des États-Unis, notamment le Parti communistes des États-Unis au moment de sa fondation (Irving Howe et Lewis Coser, *The American Communist Party. A Critical History*, 2<sup>e</sup> édition, New York, Da Capo Press, 1974, p. 17-29). Donc, nous ne l'entendons pas dans le même sens que, par exemple, Bernie Sanders et son mouvement *Our Revolution*, qui appelle davantage à des changements drastiques dans les politiques adoptées par le gouvernement américain, sans pour autant supprimer le cadre politique actuel.

<sup>126</sup> John McGowan, *American Liberalism*, *op. cit.*, p. 8-9.

*[Liberalism] include espousal of freedom of all kinds, including basic civil liberties, advocacy of independence of the individual against a powerful body, advocacy against war and in favor of peaceful negotiation, and a commitment on equality for all. Liberals usually favor openness to new ideas and honor human rights and needs. They generally hope to peacefully change the way things are in order to benefit the largest number of people<sup>127</sup>.*

### 1.2.3. Libéralisme et progressisme

Nous utilisons parfois le terme « progressiste » en tant que synonyme de libéral, un choix qui se justifie par le fait que les *liberals* qui font leur apparition aux États-Unis dans les années suivant la Première Guerre mondiale sont les héritiers directs des progressistes (*progressives*) des décennies précédentes, dont ils partagent l'essentiel de la philosophie politique<sup>128</sup>. C'est d'ailleurs un militant progressiste, Herbert Croly, qui fut un des premiers à défendre l'idée selon laquelle les ressources dont dispose le gouvernement devaient être mobilisées pour combattre les inégalités sociales<sup>129</sup>. Héritière de la pensée de Thomas Jefferson, la gauche américaine avait jusqu'alors eu tendance à se méfier de l'État, qu'elle percevait comme une menace pour les libertés individuelles. Selon le politologue Hans Noel, Croly a réalisé une « synthèse créative » en affirmant que des fins « jeffersoniennes » (le respect des libertés individuelles et une réduction des inégalités) pouvaient être atteintes grâce à des moyens « hamiltoniens »

<sup>127</sup> Kathleen Thompson Hill et Gerald N. Hill, « Liberalism », in *The Facts of File Dictionary of American Politics*, New York, Checkmark Books, 2001, p. 172-173.

<sup>128</sup> Gary Gerstle, « The Protean Character of American Liberalism », *The American Historical Review* 99, 4 (Octobre 1994). L'ère progressiste (*Progressive Era*) s'étend des années 1890 jusqu'au début des années 1920 et se caractérise par un important mouvement de réformes politiques et sociales. Parmi les auteurs ayant travaillé sur cette période, mentionnons : Claire Delahaye et Serge Ricard (dir.), *L'héritage de Theodore Roosevelt*, op. cit.; Eldon J. Eisenach, *The Lost Promise of Progressivism*, op. cit.; Maureen A. Flanagan, *America Reformed. Progressives and Progressivism, 1890s-1920s*, New York, Oxford University Press, 2007; Robert Harrison, *Congress, Progressive Reform, and the New American State*, New York, Cambridge University Press, 2004; Arthur Mann (dir.), *The Progressive Era. Liberal Renaissance or Liberal Failure?*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1963; Elizabeth Sanders, *Roots of Reform*, op. cit.

<sup>129</sup> Herbert Croly (1869-1930), journaliste et intellectuel, est le fondateur du magazine *The New Republic*, une revue phare de la gauche américaine. Ses principales thèses sur le rôle du gouvernement dans la lutte contre les inégalités ont été exposées dans son livre *The Promise of American Life*, paru initialement en 1909. Réédition, New York, Capricorn Book Edition, 1964.

(un État central fort)<sup>130</sup>. Cette idée a graduellement été intégrée par les progressistes puis par les libéraux, qui ont placé l'action gouvernementale au cœur de leur programme politique<sup>131</sup>. En termes de philosophie politique et dans un contexte américain, progressisme et libéralisme peuvent donc être vus comme des synonymes<sup>132</sup>.

#### 1.2.4. Une idéologie et ses multiples courants

Tout comme le conservatisme, le libéralisme est traversé par une multitude de courants qui divergent sur les priorités politiques à mettre de l'avant et sur les moyens à atteindre pour y parvenir. Cette multiplicité des courants au sein du libéralisme est d'ailleurs un des principaux éléments que nous souhaitons mettre de l'avant dans notre thèse. En focalisant notre attention exclusivement sur le Sénat, nous avons été en mesure de dresser une typologie des libéralismes qu'on trouve à la Chambre haute depuis 1969 (**Tableau 1.1**). Malgré leurs divergences, ces courants répondent tous aux éléments de la définition que nous avons proposée pour l'idéologie libérale. Sans prétendre que cette typologie permet d'obtenir un portrait exhaustif de l'ensemble des courants libéraux aux États-Unis, nous sommes néanmoins confiant que notre nomenclature permet de comprendre quels sont les courants qui cohabitent au Sénat et qui, au gré des conjonctures critiques, s'échangent la prédominance au sein de la coalition libérale.

---

<sup>130</sup> Hans Noel, *Political Ideologies, op. cit.*, p. 2-3. Alexander Hamilton (1755/7-1804), premier secrétaire au Trésor et un des Pères fondateurs des États-Unis, fut un des principaux adversaires politiques de Thomas Jefferson. Représentant les intérêts des marchands de l'État de New York, Hamilton, contrairement à Jefferson, était d'avis qu'un État fédéral fort était nécessaire afin d'assurer la prospérité et la sécurité du nouveau pays. Le débat Jefferson-Hamilton est souvent décrit comme étant à l'origine du clivage libéral-conservateur aux États-Unis (voir également à ce propos Jeffrey Bloodworth, *Losing the Center, op. cit.*, p. 2-3; Irving Louis Horowitz, « Louis Hartz and the Liberal Tradition », *loc. cit.*).

<sup>131</sup> Eric Foner, *The Story of American Freedom, op. cit.*, p. 201-204.

<sup>132</sup> Miguel Lemieux, *De la norme à l'insulte : la transformation du concept de libéralisme aux États-Unis depuis 1964*, mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2010, p. 33.

Tableau 1.1 : Les courants libéraux au Sénat des États-Unis, 1969-2018

Courant	Libéral classique	Révisionniste	Progressiste néolibéral	Synthèse obamienne (la Pax Obama)	Populiste
Termes associés	<i>New Dealers</i> , keynésiens, néo-keynésiens, <i>Cold War Liberals</i>	<i>McGovernistes</i> , <i>Rainbow Coalition</i> , <i>New Democrats</i>	Réformistes, <i>Atari Democrats</i> , <i>New Democrats</i> , <i>Third Way Democrats</i>		<i>Sandernistas</i>
Contexte d'apparition (pré conjoncture critique)	Années 1890-1910 : <i>Progressive Era</i> Krach de 1929 et Grande Dépression	À partir de la fin des années 1940 : mouvement pour les droits civiques Fin des années 1960 : opposition à la Guerre du Vietnam	Années 1970 : décennie de crise et discrédit de l'État fédéral Montée en popularité du conservatisme Fin 1970 : <i>Atari Democrats</i>	Impopularité du Parti républicain et du président Bush Mouvement d'opposition à la guerre en Irak <i>Vacuum</i> au sein du Parti démocrate	Fin XIX <sup>e</sup> siècle : mouvement populiste aux États-Unis 1991 : création du CPC 2007-2009 : Grande Récession 2011 : <i>Occupy</i> 2016 : campagne présidentielle de Bernie Sanders
Caractéristiques	Scientisme Keynésianisme Étatisme Syndicalisme Universalisme Libéralisme (RI) Anticommunisme (Guerre froide)	Révisionnisme Cosmopolitisme Féminisme Politique identitaire Modernisme social Approche critique en relation internationale	Étatisme modéré Technophilie Triangulation Pragmatisme Libre-échangeisme, multilatéralisme et néolibéralisme (RI)	Libéralisme synthétique Flexibilité idéologique Pragmatisme Keynésianisme modéré Libre-échangeisme, multilatéralisme et néolibéralisme (RI)	Populisme Radicalisme Progressisme fiscal Syndicalisme Anticapitalisme Post-hégémonisme (RI)
Priorités politiques	Éviter les crises économiques Protéger les travailleurs Défendre l'ordre libéral international	Combattre les inégalités Défendre les droits des minorités Remettre en question la politique étrangère	Favoriser les développement économique (entreprise privée) et technologique Protéger l'environnement	Défendre les droits des minorités Favoriser la croissance Maintenir la prépondérance américaine Protéger l'environnement	Combattre les inégalités économiques Protéger l'environnement Remettre en question la prépondérance américaine
Groupes associés	AFL-CIO Americans for Democratic Action (ADA)	National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) American Civil Liberties Union (ACLU) Justice Democrats	Democratic Leadership Council Progressive Policy Institute	Center for American Progress	Congressional Progressive Caucus (CPC) Democratic Socialist of America (DSA) Our Revolution Sanders Institute
Clientèles électorales	Coalition du <i>New Deal</i> Importance des syndicats	Femmes Jeunes Afro-Américains et minorités culturelles Universitaires Artistes	<i>Young Urban Professionals</i> ( <i>Yuppies</i> ) Entrepreneurs Minorités Électeurs indépendants	Coalition Obama	Jeunes ( <i>millennials</i> ) Classe ouvrière (syndiquée ou non syndiquée) Habitants des zones désindustrialisées



*Le libéralisme classique : keynésianisme et étatismisme pour aider les travailleurs*

Le **libéralisme classique** ou le **libéralisme du New Deal** s'érige initialement sur les restes du mouvement progressiste, qui connaît un déclin marqué à partir de la fin de la Première Guerre mondiale<sup>133</sup>. L'incapacité de l'administration de Herbert Hoover et du Congrès à majorité républicaine de résorber les effets de la crise économique qui débute en 1929 précipite l'entrée en scène du président démocrate Franklin Delano Roosevelt, élu en 1932. Dès son entrée en fonction, l'administration Roosevelt met en place le *New Deal*, un imposant programme de mesures socio-économiques qui institue une nouvelle conception du rôle de l'État fédéral et va inspirer par la suite plusieurs générations de politiciens libéraux<sup>134</sup>. Comme les *progressives* avant eux, les *New Dealers* sont des positivistes convaincus que les sciences, les sciences sociales en particulier, peuvent être mobilisées afin de pallier les principaux maux qui affligent la société américaine<sup>135</sup>. Le libéralisme du *New Deal*, qui s'inspire de la pensée économique de l'Anglais John Maynard Keynes (1883-1946), privilégie une approche conférant un rôle central à l'État.

De manière générale, les libéraux classiques se méfient des politiques identitaires et privilégient une conception universaliste de la société américaine afin de minimiser les différences entre les différents groupes qui la composent. Les *New Dealers* cultivent par ailleurs une certaine proximité avec la classe ouvrière, notamment avec les syndicats. Malgré cette affinité avec le monde syndical, ils demeurent de fervents

---

<sup>133</sup> Sur le déclin de la gauche aux États-Unis entre la fin de la Première Guerre mondiale et la Grande Dépression, voir : Peter H. Buckingham, *America Sees Red. Anti-Communism in America, 1870s to 1980. A Guide to Issues and References*, Claremont, Regina Books, 1988, p. 19-38.

<sup>134</sup> Pensons notamment à la proposition récente de *Green New Deal*, mise de l'avant par plusieurs libéraux du Congrès afin de conjuguer prospérité économique et lutte contre les changements climatiques. – David Roberts, « There's Now an Official Green New Deal. Here's What's in It », *Vox* (7 février 2019), en ligne.

<sup>135</sup> Andrew Rich, *Think Tanks, Public Policy, and the Politics of Expertise*, New York, Cambridge University Press, 2004, p. 34. Pour la mise en place des principales mesures du *New Deal*, Roosevelt lui-même s'était entouré d'une équipe de jeunes universitaires à laquelle la presse de l'époque avait donné le surnom de *Brain Trust*.

anticommunistes tout au long de la Guerre froide<sup>136</sup>. Cette position, du reste, se marie bien avec une approche libérale et interventionniste en matière de politique étrangère<sup>137</sup>. Parfois qualifiés après la Seconde Guerre mondiale de *Cold War Liberals*, les *New Dealers* croient en la supériorité morale du modèle américain et en la nécessité pour les États-Unis de maintenir la démocratie là où elle s'établit, au nom du maintien de la paix mondiale<sup>138</sup>.

Électoralement, les libéraux classiques ont assuré leur prépondérance pendant plusieurs décennies en réunissant et en maintenant ce qu'on a appelé la « coalition du *New Deal* », un bloc électoral hétérogène aux intérêts variés et parfois contradictoires, rassemblé une première fois par FDR en 1932. Cette coalition réunissait notamment les cols bleus, les syndicats, les banques, l'industrie pétrolière, les Afro-Américains, les communautés culturelles, les catholiques, les Juifs, les agriculteurs, les Blancs du Sud et les intellectuels<sup>139</sup>. Les travailleurs syndiqués formaient la « colonne vertébrale » de cette coalition<sup>140</sup>. Une série de conflits internes portant sur la

---

<sup>136</sup> Mary S. McAuliffe, « Liberals and the Communist Control Act of 1954 », *Journal of American History* 63, 2 (Septembre 1976).

<sup>137</sup> Voir à ce propos : Michael W. Doyle, *Ways of War and Peace. Realism, Liberalism, and Socialism*, New York, Norton, 1997, p. 205-311; Andrew Moravcsik, « Taking Preference Seriously: A Liberal Theory of International Politics », *International Organization* 51, 4 (Automne 1997); James L. Richardson, *Contending Liberalisms, op. cit.*; Stéphane Roussel et Dan O'Meara, « Le libéralisme classique », in Alex Macleod et Dan O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales : contestations et résistances*, 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée, Outremont, Athéna éditions, 2010.

<sup>138</sup> On peut voir ici la filiation des libéraux rooseveltiens avec les *Progressives*, notamment avec le président Woodrow Wilson (1913-1921) convaincu que le maintien de la paix mondiale passait par une implantation du modèle démocratique dans le plus grand nombre de pays possible. On remarque par ailleurs que leur conception de la nation américaine comme une nation moralement supérieure et « indispensable » inscrit les libéraux rooseveltiens dans la lignée de l'exceptionnalisme américain en matière de politique étrangère. Voir à ce propos : Louis Balthazar, « Le cadre culturel : le style national », in Charles-Philippe David (dir.), *La politique étrangère des États-Unis : fondements, acteurs, formulation*, 3<sup>e</sup> édition, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2015; Gilles Vandal, « L'exceptionnalisme comme fondement moral de la politique étrangère », in Charles-Philippe David (dir.), *Théories de la politique étrangère américaine : auteurs, concepts et approches*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2012.

<sup>139</sup> James Ciment (dir.), *Encyclopedia of the Great Depression and the New Deal*, vol. 1, Armonk, M.E. Sharpe, 2001, p. 6.

<sup>140</sup> Jefferson Cowie, *The Great Exception. The New Deal and the Limits of American Politics*, Princeton, Princeton University Press, 2016, p. 25.

déségrégation raciale, puis sur la Guerre du Vietnam, sont venus graduellement affaiblir cette coalition, dont les idées sur le keynésianisme et sur l'étatisme ont été mises à mal par la stagflation des années 1970 et par la révolution conservatrice des années 1980. Le libéralisme classique n'a jamais retrouvé sa position dominante à l'intérieur de la coalition libérale, mais il subsiste toujours au sein du Parti démocrate, particulièrement dans la région des Grands-Lacs, où les syndicats maintiennent une présence importante.

*Le courant révisionniste : remettre les dogmes en question*

L'éclatement de la coalition libérale du *New Deal* est en partie causé par la place de plus en plus grande occupée par les militants de la **gauche révisionniste**. Engagés dans la lutte pour les droits civiques, puis dans l'opposition à la Guerre du Vietnam, les révisionnistes prennent également position en faveur des droits des femmes, des migrants, des Autochtones et des personnes homosexuelles et queers. Le terme « révisionniste » fait ici référence à une volonté de remettre en question quelques-uns des principaux dogmes de la société et de la politique américaines, qu'il s'agisse des hiérarchies raciales ou sexuelles, des préceptes moraux immuables ou du rôle que doivent jouer les États-Unis dans le monde<sup>141</sup>. Contrairement aux *New Dealers*, les révisionnistes ne craignent pas d'aborder les politiques identitaires. Leur activisme privilégie l'aide à des groupes structurellement désavantagés au sein de la société américaine, qu'il s'agisse des Afro-Américains, des femmes ou des immigrants. Dans la société américaine des années 1960 et 1970, le courant révisionniste est porté par les

---

<sup>141</sup> L'emploi du terme « révisionniste » peut porter à confusion, vu son association fréquente (en Europe surtout) avec le courant négationniste, qui nie l'existence ou remet en doute l'importance de la Shoah au cours de la Seconde Guerre mondiale. Nous nous appuyons toutefois sur le sens premier, daté de 1907, que donne le dictionnaire Robert au terme « révisionnisme », soit une « [p]osition idéologique préconisant la révision d'une doctrine politique dogmatiquement fixée ». À noter par ailleurs que le même dictionnaire nous apprend que l'utilisation du terme « révisionnisme » associé au négationnisme ne remonterait qu'à 1985.

activistes de la *New Left*, un mouvement qui se concentre dans les campus universitaires<sup>142</sup>.

La défaite de Hubert Humphrey en 1968 et la fracture de la coalition du *New Deal* ouvrent une porte aux révisionnistes qui peuvent espérer remettre en cause la prédominance des *New Dealers* au sein de la coalition libérale. Les réformes entreprises par le Parti démocrate au début des années 1970 garantissent une meilleure représentation des militants au sein des instances du parti. En 1972, les révisionnistes parviennent même à faire nommer un candidat proche de leurs idées lors des élections présidentielles, le sénateur George McGovern (Dakota du Sud). La défaite cinglante de ce dernier n'empêche pas les révisionnistes de voir leur influence s'accroître au sein du Parti démocrate au cours des années 1970. Nombre de sénateurs reprennent leurs idées, notamment la défense des droits des minorités ou la promotion d'une politique étrangère fondée sur l'aide humanitaire et le respect des droits humains. Les révisionnistes ne parviennent toutefois pas à créer une grande coalition comme les *New Dealers* l'avaient fait avant eux. Sans disparaître totalement, le courant révisionniste perd en visibilité au cours des années 1980, mais surgit de nouveau au cours des années 2010, dans un contexte marqué par d'importantes transformations démographiques et par le retour à l'avant-scène de certaines tensions raciales.

*Le progressisme néolibéral : adapter le libéralisme à une ère politique plus conservatrice*

Les années 1970 sont des années de crise pour le libéralisme américain. Le keynésianisme et l'étatisme sont alors fortement discrédités par la dynamique stagflationniste et par les abus répétés du gouvernement fédéral, qui culminent avec le scandale du Watergate. Alors que les idées conservatrices ont le vent en poupe, un

---

<sup>142</sup> Maurice Isserman et Michael Kazin, *America Divided. The civil War of the 1960s*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 165-186; Irwin Unger, *The Movement. A History of the American New Left, 1959-1972*, New York, Dodd, Mead & Company, 1974.

groupe de jeunes politiciens démocrates veulent réformer et moderniser le libéralisme. Les nombreuses défaites encaissées par les libéraux entre 1978 et 1988 donnent à ces réformateurs l'occasion de mettre en avant leur ordre du jour, dont les piliers sont le recours modéré à l'État, la stimulation de la croissance économique grâce aux investissements dans le secteur des technologies de pointe, l'adhésion assumée au libre-marché, une gestion prudente du budget de l'État, la protection de l'environnement, une approche stricte en matière de criminalité et des positions libérales en matière de droits civiques et sur les questions morales. Ceux qu'on qualifie également d'*Atari Democrats*, de *New Democrats* et de *Third Way Democrats* prétendent vouloir transcender le différend historique entre libéraux et conservateurs et se positionnent comme des centristes pouvant rallier un nombre critique de modérés libéraux et démocrates. C'est là le fondement de la stratégie de la triangulation, dont le président Bill Clinton (1993-2001) fera une des pierres d'assise de sa stratégie politique.

Électoralement, les néolibéraux se détournent des assises traditionnelles des libéraux auprès de la classe ouvrière, laquelle s'est déjà quelque peu détournée du Parti démocrate. En 1972, l'AFL-CIO, principale centrale syndicale américaine, avait refusé d'appuyer le candidat démocrate George McGovern, dont le programme était perçu comme trop radical. En 1980 et 1984, on a vu un grand nombre de *Reagan Democrats*<sup>143</sup>, des électeurs blancs de la classe ouvrière, traditionnellement démocrates, mais frustrés par les politiques sociales mises de l'avant par ce parti, faire défection pour appuyer le républicain Ronald Reagan<sup>144</sup>. Aux yeux des progressistes néolibéraux, cette défection n'a rien de catastrophique dans la mesure où le poids relatif de la classe ouvrière est appelé à diminuer irrémédiablement, dans un contexte de transition vers une économie post-industrielle, où prédominent les emplois dans le

---

<sup>143</sup> Le terme a été popularisé par le sondeur Stanley B. Greenberg dans son livre *Middle Class Dreams. The Politics and Power of the New American Majority*, New York, Times Books, 1995.

<sup>144</sup> James T. Patterson, *Restless Giant. The United States from Watergate to Bush v. Gore*, New York, Oxford University Press, 2005, p. 131.

secteur des services et dans l'économie du savoir<sup>145</sup>. Les jeunes professionnels urbains (*yuppies*) constituent en quelque sorte la base électorale des progressistes néolibéraux. Ce groupe relativement aisé financièrement est plus modéré sur le plan socio-économique, mais il adopte des positions généralement progressistes sur l'environnement et les questions morales, ce qui se reflète dans les priorités politiques des néolibéraux. La clientèle électorale naturelle des progressistes néolibéraux comprend également les femmes et les communautés ethnoculturelles<sup>146</sup>.

*La synthèse obamienne : la « Pax Obama »*

La fin des années 1990 et le début des années 2000 constituent une période difficile pour les libéraux américains, qui peinent à s'unir devant un Parti républicain qui a levé dans les voiles. En 2006, une première porte s'ouvre avec la victoire des démocrates lors des élections de mi-mandat. Deux ans plus tard, les démocrates reprennent le contrôle de la Maison-Blanche grâce à la victoire de Barack Obama. Ce dernier s'impose comme une figure de ralliement et parvient à fédérer autour de lui les libéraux classiques, les révisionnistes et les néolibéraux. Cette synthèse permet l'instauration de la *Pax Obama*, une trêve momentanée au cours de laquelle la majorité des libéraux acceptent de se rallier derrière l'ordre du jour politique du 44<sup>e</sup> président des États-Unis. La Pax Obama se distingue donc par le fait qu'elle correspond davantage à un moment historiquement situé dans l'histoire du libéralisme et qu'elle se construit autour d'un personnage en particulier. Il est encore tôt pour dire s'il demeurera quelque chose sur le long terme de la synthèse obamienne, mais l'héritage de Barack Obama et sa conception d'un libéralisme hybride a été reprise plus ou moins explicitement par plusieurs politiciens depuis son départ de la Maison-Blanche, qu'on pense à Hillary Clinton (secrétaire d'État dans l'administration Obama de 2009 à 2013) lors de l'élection présidentielle de 2016 ou à Joe Biden (vice-président d'Obama

---

<sup>145</sup> John B. Judis et Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, *op. cit.*

<sup>146</sup> *Ibid.*

pendant ses deux mandats), candidat démocrate lors de l'élection présidentielle de 2020.

Électoralement, la synthèse obamienne s'inscrit dans le prolongement de la coalition des néolibéraux, alors qu'elle cible les professionnels urbains, les femmes, les Afro-Américains et les communautés ethnoculturelles. À ces groupes s'ajoute la génération des *Millennials*, qui regroupe les Américains nés à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, réputés plus progressistes en moyenne que leurs aînés. La coalition Obama est complétée par la classe ouvrière blanche du Nord des États-Unis, dont l'appui est important, sans toutefois revenir à celui qui prévalait à l'époque du *New Deal*<sup>147</sup>. La présence au sein de cette coalition de groupes en pleine ascension (Afro-Américaines, Hispaniques, Américains d'origine asiatique, *Millennials*) et des femmes, dont la participation est plus élevée que celle des hommes dans les élections présidentielles depuis 1980<sup>148</sup>, a offert un avantage certain au candidat Obama lors des élections présidentielles de 2008 et de 2012.

### *Les populistes : le retour aux sources de la gauche américaine*

Le terme « populiste », aujourd'hui principalement attribué à des mouvements politiques d'extrême droite xénophobes et antipluralistes, désignait à l'origine aux États-Unis un mouvement de réforme agraire, anti-élitiste et résolument à gauche ayant prospéré dans les Prairies américaines au cours des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>149</sup>. Ce mouvement et quelques-unes de ses idées furent par la suite cooptés par

---

<sup>147</sup> Lisa Garcia Bedolla et Kerry L. Haynie, « The Obama Coalition and the Future of American Politics », *Politics, Groups, and Identities* 1, 1 (2013).

<sup>148</sup> s.a., « Gender Differences in Voter Turnout », *Center for American Women and Politics* (20 juillet 2017).

<sup>149</sup> Le spécialiste de l'histoire des idées Jan-Werner Müller rappelle d'ailleurs que les membres du *People's Party* de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle furent les premiers à se faire désigner par le substantif « populist ». - Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit.*, p. 46-51. Lors d'une conférence prononcée à l'Université de Montréal en mai 2018, le professeur Müller attribua la responsabilité du changement de perception envers les populistes aux travaux de l'historien américain Richard Hofstadter (1916-1970) qui, ayant écrit sur le populisme américain, avait fait du racisme une des caractéristiques fondamentales de ce mouvement (voir *The Age of Reform. From Bryan to F.D.R.*, New York, Vintage

le Parti démocrate au tournant du XX<sup>e</sup> siècle<sup>150</sup>. Si le mouvement populiste décline par la suite, le style populiste, lui, demeure présent dans la sphère politique américaine. Plusieurs politiciens et plusieurs mouvements ont été historiquement associés au populisme, mais tous ont en commun de présenter un contraste rhétorique entre le « vrai peuple », vertueux et sage par essence, et les élites (politiques, intellectuelles ou financières) corrompues et déconnectées. Cette dichotomie entre le peuple et l'élite est d'ailleurs une caractéristique qui lierait entre eux les mouvements populistes du monde entier, nonobstant leur orientation idéologique<sup>151</sup>.

Ces précisions nous permettent de mieux comprendre le contexte historique derrière la réémergence récente du populisme de gauche. Le courant dont il est question ici partage avec les autres populismes un rejet des élites (économiques) et se pose en défenseur du peuple, mais il n'est ni xénophobe, ni raciste, ni antilibéral, ni antipluraliste. L'action politique de ces populistes, dont certaines revendiquent l'étiquette de « démocrates-socialistes », est animée par une logique de classe qui priorise le nivellement des inégalités économiques. En 2015-2016, le sénateur Bernie Sanders (Vermont) se lance dans la course pour l'investiture présidentielle démocrate et met de l'avant une plateforme proposant notamment l'augmentation du salaire minimum, une assurance maladie universelle, la gratuité dans les universités publiques et le retrait des États-Unis du Partenariat transpacifique, des propositions qui lui permettent d'enregistrer des gains importants auprès des syndicats et des *Millennials*, deux groupes qui désertent ainsi en partie la coalition Obama. Le succès inespéré de Sanders lors des primaires, de même que la défaite d'Hillary Clinton en novembre 2016, confirment qu'une porte est

---

Books, 1955, chap. 1 et 2). Le terme a dès lors été utilisé pour désigner les mouvements d'extrême droite qui émergeait en Europe à partir de la fin des années 1960. Sur l'origine et les fondements du populisme à l'européenne, on lira avec profit : Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008; Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016.

<sup>150</sup> L'un des leaders historiques du mouvement populiste, William Jennings Bryan, fut d'ailleurs le candidat démocrate lors des élections présidentielles de 1896, 1900 et 1908.

<sup>151</sup> Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme?*, *op. cit.*, p. 31. Cette opposition est elle-même très ancienne : sous la République romaine, au I<sup>er</sup> siècle avant Jésus-Christ, la faction du peuple (*Populares*) était opposée à la faction des élites (*Optimates*).



désormais ouverte pour contester le consensus de la *Pax Obama*, plongeant possiblement le libéralisme dans une quatrième conjoncture critique dont l'issue est incertaine pour l'instant.

### 1.3.L'*American Political Development* : étudier la construction historique du politique aux États-Unis

*It is all too easy when discussing politics to focus on Presidents and to provide an account that is structured by administrations and punctuated by elections. This provides, however, a narrative that implies that the analysis should be in terms of the interaction of politicians and electors. While important, that is not the sole narrative. Like environment, demographics, society and culture, politics is a product of multiple contexts and wide-ranging interactions<sup>152</sup>.*

Apparu au tournant des années 1980<sup>153</sup>, l'*American Political Development* est un des sous-champs de la science politique américaine qui a connu l'essor le plus considérable au cours des dernières décennies<sup>154</sup>. L'APD est un courant qui se focalise sur la construction historique du politique aux États-Unis. Dans leurs travaux, ses chercheurs mettent en lumière l'interrelation, au cours d'une période donnée, entre différents arrangements politiques aux origines historiquement distinctes<sup>155</sup>. L'APD est une approche holistique et longitudinale qui permet de mettre en relief les liens qui unissent les institutions, les acteurs et les différentes facettes de la société américaine au cours d'une ou de plusieurs époques<sup>156</sup>.

---

<sup>152</sup> Jeremy Black, *Altered States. America Since the Sixties*, Londres, Reaktion Books, 2006, p. 147.

<sup>153</sup> L'ouvrage de Stephen Skowronek de 1982 intitulé *Building a New American State. The Expansion of National Administrative Capacities, 1877-1920* (New York, Cambridge University Press) est généralement présenté comme le premier ouvrage majeur en *American Political Development*. L'APD compte toutefois un certain nombre de précurseurs, notamment Louis Hartz (*The Liberal Tradition, op. cit.*) et Samuel P. Huntington (*Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press, 1968; *American Politics and the Promise of Disharmony*, Cambridge, Belknap Press, 1981).

<sup>154</sup> Rogan Kersh, « The Growth of American Political Development », *loc. cit.*, p. 335.

<sup>155</sup> Karen Orren et Stephen Skowronek, *The Search for American Political Development*, New York, Cambridge University Press, 2004, p. x.

<sup>156</sup> Suzanne Mettler et Richard M. Valelly, « Introduction: The Distinctiveness and Necessity of American Political Development », in Richard M. Valelly, Suzanne Mettler et Robert C. Lieberman

Se situant au croisement de l'histoire et de la science politique, les chercheurs en APD souhaitent construire une littérature qui respecte les standards de ces deux disciplines<sup>157</sup>. Leur objectif est de montrer les processus de changement et d'identifier les moments de rupture qui surviennent au cœur d'un contexte américain marqué par la permanence des principales institutions politiques<sup>158</sup>. Leur démarche s'inscrit ainsi en contraste avec celle qui prévaut dans la plupart des autres champs de la science politique où l'accent est généralement mis sur l'ordre et la stabilité. Comme son nom l'indique, l'*American Political Development* s'intéresse aux « développements », c'est-à-dire aux processus qui se mettent en place plus ou moins rapidement, mais dont les conséquences s'inscrivent dans la longue durée<sup>159</sup>. Quant au *American*, il rappelle que ce courant est avant tout tourné vers les États-Unis. La plupart des chercheurs en APD affirment l'existence d'un certain exceptionnalisme américain<sup>160</sup>, c'est-à-dire l'idée que la société américaine, à travers son histoire, ses institutions et ses valeurs, constitue un cas unique qui doit être étudié comme tel<sup>161</sup>. Ils peuvent à l'occasion

---

(dir.), *The Oxford Handbook of American Political Development*, New York, Oxford University Press, 2016, p. 2-3.

<sup>157</sup> Karen Orren et Stephen Skowronek, *The Search for American Political Development*, *op. cit.*, p. 3.

<sup>158</sup> Paul Pierson et Theda Skocpol, « Political Development and Contemporary American Politics », in Theda Skocpol et Paul Pierson (dir.), *The Transformation of American Politics. Activist Government and the Rise of Conservatism*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 283.

<sup>159</sup> Paul Pierson, « The Study of Policy Development », *loc. cit.*, p. 48.

<sup>160</sup> John Gerring, « APD from a Methodological Point of View », *loc. cit.*, p. 84.

<sup>161</sup> L'historien Ian Tyrell définit succinctement l'exceptionnalisme américain comme « *the special character of the United States as a uniquely free nation based on democratic ideals and personal liberty* » - Ian Tyrell, « What Is American Exceptionalism », (s.d.), en ligne. Pour une réflexion plus aboutie sur l'idée d'exceptionnalisme américain, on peut consulter les travaux du politologue et sociologue Seymour Martin Lipset, qui y consacra une bonne partie de sa carrière. Voir notamment : Lipset, *The First New Nation. The United States in Historical and Comparative Perspective*, New York, BasicBooks, 1963; Lipset, *American Exceptionalism. A Double-Edged Sword*, New York, W.W. Norton, 1996. Il ne faut d'ailleurs pas confondre l'exceptionnalisme auquel font référence Tyrell et Lipset avec l'exceptionnalisme américain en matière de politique étrangère, qui fait référence spécifiquement à la façon particulière dont les Américains tendent à percevoir leur rôle sur la scène internationale, qui s'appuie sur une supposée supériorité morale et sur un « style national » dont les fondements remontent à la création même de la nation américaine.

recourir à des études comparatives transnationales, mais uniquement dans la mesure où celles-ci permettent de souligner l'unicité du cas américain<sup>162</sup>.

L'une des caractéristiques qui distinguent l'APD des autres sous-champs du champ *American Politics* est qu'il s'agit d'une approche très descriptive, mais généralement peu portée sur la théorisation<sup>163</sup>. Il serait toutefois faux de prétendre que l'APD est une approche dépourvue de tout appareillage épistémologique et conceptuel. Les chercheurs qui ont investi le sous-champ de l'APD au cours des dernières décennies ont eu l'occasion de développer collectivement une réflexion étoffée portant sur l'importance de l'histoire, des contextes, des contingences, des conjonctures et des institutions pour comprendre le développement politique aux États-Unis, de même que les notions de « dépendance au sentier » et de non-linéarité des transformations politiques au sein de la société américaine.

### 1.3.1. L'analyse historique ou l'histoire comme fondement épistémologique de *l'American Political Development*

*The past is never dead. It's not even past.*

- William Faulkner

L'essor rapide de *l'American Political Development* au cours des dernières décennies a coïncidé avec le retour en grâce de l'histoire politique, tant aux États-Unis qu'ailleurs dans le monde. Ayant bénéficié d'un profond renouvellement disciplinaire, l'histoire politique n'est plus simplement une « histoire-bataille » telle qu'elle fut péjorativement décrite naguère, notamment par les tenants de l'histoire sociale<sup>164</sup>. Délaissant une approche centrée exclusivement sur les grands personnages (la fameuse « synthèse présidentielle » aux États-Unis) et sur une narration chronologique et événementielle,

<sup>162</sup> À titre exemple, mentionnons l'article de Jacob S. Hacker, « The Historical Logic of National Health Insurance: Structure and Sequence in the Development of British, Canadian, and U.S. Medical Policy », *Studies in American Political Development* 12 (Printemps 1998).

<sup>163</sup> Suzanne Mettler et Richard M. Valelly, « Introduction », *op. cit.*, p. 15.

<sup>164</sup> René Rémond, *Pour une histoire politique*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Seuil, 1996, p. 11-32.

l'histoire politique s'est depuis plusieurs années ouverte aux méthodes des sciences sociales<sup>165</sup> et a élargi ses champs d'intérêt, notamment en s'intéressant à l'histoire des idées et des idéologies, de même qu'à celle des sensibilités et des sociabilités politiques<sup>166</sup>. Aux États-Unis, des historiens tels que William Leuchtenburg et Julian Zelizer ont été à l'avant-plan d'une réflexion ayant conduit au développement d'une histoire politique qui délaisse l'étude des grandes figures historiques pour s'intéresser davantage à l'histoire de l'État et de ses institutions<sup>167</sup>, un intérêt que la nouvelle histoire politique américaine partage avec la recherche en *American Political Development*. Ainsi que le souligne l'historien Richard John, les points de convergence de l'APD et de l'histoire politique sont nombreux :

*Each field takes as a problematic the relationship between governmental institutions and civic ideals; each is sensitive to temporality, contingency, and sequencing; each defines governmental institutions to include law, federalism, and the configuration of organizations that shape the framing, enactment, and enforcement of public policy; and each is skeptical of grand narratives structured around presidential administrations (the so-called, and oft-derided, "presidential synthesis")*<sup>168</sup>.

Pour autant, on doit se garder de croire que l'APD n'est qu'un autre nom pour l'histoire politique revampée. Malgré des intérêts de recherche communs et des accointances sur les plans épistémologique (la manière d'accéder à une connaissance valide) et ontologique (la façon d'appréhender le monde) qui rendent possible le dialogue entre

---

<sup>165</sup> Si l'histoire emprunte aux sciences sociales, l'inverse est également vrai. D'aucuns ont parlé d'un « tournant historique » au sein des sciences sociales à partir des années 1980 qui a amené de nombreux anthropologues, politologues et sociologues à se tourner vers le passé dans le cadre de leurs recherches. Voir à ce propos : Robert H. Bates, *et al.*, *Analytic Narratives*, Princeton, Princeton University Press, 1988; Terrence J. McDonald (dir.), *The Historic Turn in the Human Sciences*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1996; Paul Pierson, « The Study of Policy Development », *loc. cit.*, p. 34-35.

<sup>166</sup> François Cadiou *et al.*, *Comment se fait l'histoire : pratiques et enjeux*, Paris, La Découverte, 2005, p. 250-251.

<sup>167</sup> William E. Leuchtenburg, « The Pertinence of Political History: Reflection on the Significance of the State in America », *The Journal of American History* 73, 3 (Décembre 1986); Julian E. Zelizer, *Governing America. The Revival of Political History*, Princeton, Princeton University Press, 2012.

<sup>168</sup> Richard R. John, « American Political Development and Political History », in Richard M. Valelly, Suzanne Mettler et Robert C. Lieberman (dir.), *The Oxford Handbook of American Political Development*, New York, Oxford University Press, 2016, p. 186.

les deux approches, celles-ci sont bel et bien distinctes. L'APD, davantage que l'histoire politique, se méfie des explications monocausales et tente de mettre en relief les trajectoires multiples qui sont à l'origine d'une transformation politique particulière. Les chercheurs en APD veulent montrer comment une séquence d'événements peut contraindre l'évolution politique américaine en la rendant dépendante du chemin parcouru<sup>169</sup>. C'est là le fondement du concept de dépendance au sentier, sur lequel nous reviendrons en détail plus loin. Par ailleurs, alors que les historiens politiques (comme l'ensemble des historiens) fondent leurs recherches sur la consultation de sources primaires, les chercheurs en APD ont recours à un inventaire de sources variées où prédominent généralement les sources secondaires et qui peut comprendre ou non des sources primaires<sup>170</sup>.

Selon Karen Orren et Stephen Skowronek, la distinction entre histoire politique et APD se trouve également dans la façon dont les chercheurs en APD utilisent le passé dans leurs travaux, en s'intéressant moins à la chronologie qu'à l'identification de grandes tendances historiques. Ils conçoivent ainsi la politique comme un processus dynamique liant le présent et le passé<sup>171</sup>. Selon Rogan Kersh, une autre différence se trouve dans le fait que les historiens cherchent généralement à expliquer un événement historique, tandis que les chercheurs en APD utilisent une approche comparative pour isoler des séquences temporelles et trouver les principaux points de rupture qui jalonnent le parcours historique américain<sup>172</sup>. Finalement, John Gerring souligne que, contrairement aux historiens qui tentent de mettre en relief les différences entre le passé et le présent, les chercheurs en APD tentent de montrer les similitudes entre un certain nombre d'événements passés et le présent<sup>173</sup>.

---

<sup>169</sup> *Ibid.*, p. 186.

<sup>170</sup> *Ibid.*, p. 191.

<sup>171</sup> Karen Orren et Stephen Skowronek, *The Search for American Political Development*, *op. cit.*, p. 8-9.

<sup>172</sup> Rogan Kersh, « The Growth of American Political Development », *loc. cit.*, p. 339.

<sup>173</sup> John Gerring, « APD from a Methodological Point of View », *loc. cit.*, p. 100.

### 1.3.2. Contextualisation et contingences

Une des principales critiques adressées à l'*American Political Development* est qu'il s'agit d'une approche qui s'attarde davantage à la description qu'à la théorisation et à la généralisation<sup>174</sup>. Or, comme le soulignent Suzanne Mettler et Richard Valelly, il s'agit là précisément d'une force de l'APD et de sa principale contribution : « *Far more than other types of political science [...] APD [...] wants to know the answer to "what happened?"* »<sup>175</sup>. Les chercheurs en APD veulent faire du passé une description qui soit aussi riche et détaillée que possible (*thick description*)<sup>176</sup>. Cela passe par une contextualisation minutieuse qui permet de bien situer l'environnement dans lequel évoluent les acteurs étudiés. Cette description couvre souvent de longues périodes temporelles, pour bien montrer la façon dont certains changements qui surviennent dans l'environnement politique américain ne s'installent que graduellement<sup>177</sup>. Leur démarche comprend ainsi une description des différents contextes qui caractérisent les périodes étudiées.

Cette attention particulière portée à la contextualisation amène naturellement les chercheurs en APD à s'intéresser aux effets de certains événements ponctuels et imprévisibles (mais pas nécessairement spectaculaires) sur le développement politique américain. Ils cherchent à montrer que ces événements peuvent être considérés comme des points de rupture ou constituer des tournants dans le parcours historique de la nation américaine<sup>178</sup>. L'APD s'intéresse ainsi à la notion de contingence<sup>179</sup>, c'est-à-dire à l'idée selon laquelle la plupart des événements et des phénomènes qu'on observe au sein d'une société ne sont pas prédéterminés et que leurs conséquences sont

---

<sup>174</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>175</sup> Suzanne Mettler et Richard M. Valelly, « Introduction », *op. cit.*, p. 14.

<sup>176</sup> *Ibid.*, p. 15; John Gerring, « APD from a Methodological Point of View », *loc. cit.*, p. 96-97.

<sup>177</sup> Paul Pierson et Theda Skocpol, « American Politics in the Long Run », in Theda Skocpol et Paul Pierson (dir.), *The Transformation of American Politics. Activist Government and the Rise of Conservatism*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 6.

<sup>178</sup> Randall Collins, « Turning Points, Bottlenecks, and the Fallacies of Counterfactual History », *Sociological Forum* 22, 3 (Septembre 2007).

<sup>179</sup> Suzanne Mettler et Richard M. Valelly, « Introduction », *op. cit.*, p. 11.

imprévisibles<sup>180</sup>. La contingence, ainsi que le soulignent avec à-propos Ian Shapiro et Sonu Bedi, contredit une certaine idée de la science (politique ou autre) dont l'épistémologie est fondée sur la prévisibilité et la possibilité de généraliser<sup>181</sup>. Elle constitue par conséquent un défi majeur pour les politologues, qui doivent en outre convenir d'une définition de ce concept qui soit à la fois précise et opérationnalisable. La difficulté inhérente à un tel exercice réside en grande partie dans le fait que, en elle-même, l'idée de contingence n'attire pas notre attention sur une catégorie d'événements ou de phénomènes en particulier et que, par conséquent, tout événement ou tout phénomène peut sembler contingent à première vue :

*Contingency is an abstract property (or bundle of properties) we can attach to almost any kind of empirical phenomenon. Rather than referring to a circumscribed class of cases, its empirical referents are radically open. [...] Rather than drawing our attention to particular spheres of experience, it disperses our attention by opening up a wide and shifting horizon*<sup>182</sup>.

Pour pallier cette difficulté, le politologue Andreas Schedler propose une définition du concept de contingence qui s'articule autour de trois critères : l'indétermination (l'idée que d'autres mondes que le nôtre sont possibles), la conditionnalité (la relation causale entre un événement/phénomène  $x$  et un résultat  $y$ ) et l'incertitude (l'impossibilité de prédire les conséquences d'un événement au moment où il survient)<sup>183</sup>.

Les événements sont l'unité d'analyse fondamentale d'une recherche centrée autour du concept de contingence. Ainsi que le rappelle David Mayhew, un des angles morts de la recherche en science politique est de s'être essentiellement concentrée sur la

---

<sup>180</sup> On notera que Joseph Cooper, chercheur en APD spécialiste du Congrès, utilise justement ces deux notions de « contexte » et de « contingence » pour étudier l'évolution historique de cette institution : Joseph Cooper, « The Modern Congress », in Lawrence C. Dodd et Bruce I. Oppenheimer (dir.), *Congress Reconsidered*, 10<sup>e</sup> édition, Washington, CQ Press, 2013.

<sup>181</sup> Ian Shapiro et Sonu Bedi, « Introduction: Contingency's Challenge to Political Science », in Ian Shapiro et Sonu Bedi (dir.), *Political Contingency. Studying the Unexpected, the Accidental, and the Unforeseen*, New York, New York University Press, 2007, p. 1.

<sup>182</sup> Andreas Schedler, « Mapping Contingency », in Ian Shapiro et Sonu Bedi (dir.), *Political Contingency. Studying the Unexpected, the Accidental, and the Unforeseen*, New York, New York University Press, 2007, p. 57.

<sup>183</sup> *Ibid.*, p. 54 et 70-73.

recherche de causes primordiales et généralisables en négligeant l'importance des événements contingents et de leurs conséquences immédiates<sup>184</sup>. Mayhew donne l'exemple des mesures sociales mises en place dans le cadre du *New Deal*, qui peuvent difficilement être expliquées sans faire référence à la Grande Dépression qui fait suite au *krach* boursier d'octobre 1929, un événement dont l'ampleur n'avait pas été prévue<sup>185</sup>. Si la recherche de causes primordiales doit continuer d'animer les politologues, ceux-ci ne peuvent pas, selon Mayhew, se permettre d'ignorer l'importance des événements contingents, dont les conséquences tendent à s'inscrire dans la longue durée : « *Many events are contingent, and in the real world unexpected happenings are powerful engines of political change. [...] The consequences of contingent events earn a good deal of their interest because, for a multitude of reasons, they tend to stick*<sup>186</sup> ». Le politologue Gregory Huber abonde dans le même sens et affirme que les politologues doivent tenir compte des événements contingents, même les plus insignifiants, pour comprendre les phénomènes qu'ils étudient<sup>187</sup>. Quant à eux, Skowronek et Orren invitent les chercheurs en APD à concevoir l'ordre politique lui-même comme étant contingent (indéterminé, conditionnel et incertain) et à distinguer les différents processus qui ont construit cet ordre et qui le transforment au fil du temps<sup>188</sup>.

### 1.3.3. Les conjonctures critiques

Ainsi que nous l'avons mentionné précédemment, les chercheurs en APD délaissent les explications monocausales et cherchent plutôt à mettre de l'avant l'ensemble des facteurs et des acteurs qui interagissent pour amener une transformation de l'ordre

---

<sup>184</sup> David R. Mayhew, « Events as Causes. The Case of American Politics », in Ian Shapiro et Sonu Bedi (dir.), *Political Contingency. Studying the Unexpected, the Accidental, and the Unforeseen*, New York, New York University Press, 2007, p. 99.

<sup>185</sup> *Ibid.*, p. 111.

<sup>186</sup> *Ibid.*, p. 120.

<sup>187</sup> Gregory A. Huber, « Contingency, Politics, and the Nature of Inquiry. Why Non-Event Matter », in Ian Shapiro et Sonu Bedi (dir.), *Political Contingency. Studying the Unexpected, the Accidental, and the Unforeseen*, New York, New York University Press, 2007, p. 205.

<sup>188</sup> Stephen Skowronek et Karen Orren, « Pathways to the Present », *op. cit.*, p. 28.



politique. L'analyse du passé à l'aide d'une description riche et détaillée permet aux chercheurs de montrer les interactions complexes (*multiple orders in actions*) qui opèrent simultanément à l'intérieur de la société américaine au cours d'une période donnée<sup>189</sup>. Ainsi que le souligne Paul Pierson, si deux ou plusieurs événements ou processus surviennent à un même moment dans l'histoire, le résultat peut être très différent par rapport à ce qui serait arrivé si ces variables avaient été séparées dans le temps<sup>190</sup>. L'attention portée à ces différents processus concomitants amène naturellement les chercheurs à s'intéresser à l'émergence de « **conjonctures critiques** », qui sont **des périodes où l'interaction de plusieurs éléments de contexte permet l'atteinte d'un seuil critique au-delà duquel on assiste à d'importants changements de l'ordre politique**<sup>191</sup>.

#### 1.3.4. L'institutionnalisme historique

Tout comme l'histoire politique, les études institutionnalistes ont connu un regain d'intérêt au cours des dernières décennies. Ce retour en force à partir de la fin des années 1970 visait initialement à combattre ce qui était perçu comme l'hégémonie, au sein des sciences sociales en général et de la science politique en particulier, de la théorie du choix rationnel et des autres individualismes méthodologiques<sup>192</sup>. « Ramener l'État » dans l'analyse politique, pour reprendre une expression qui a fait

---

<sup>189</sup> Rogan Kersh, « The Growth of American Political Development », *loc. cit.*, p. 336; Suzanne Mettler et Richard M. Valelly, « Introduction », *op. cit.*, p. 13; Karen Orren et Stephen Skowronek, *The Search for American Political Development*, *op. cit.*, p. 108-118.

<sup>190</sup> Paul Pierson, « Not Just What, but *When*: Timing and Sequence in Political Processes », *Studies in American Political Development* 14, 1 (Printemps 2000), p. 87.

<sup>191</sup> Hillel David Soifer, « The Causal Logic of Critical Junctures », *loc. cit.* Nous soulignons, étant donné la centralité de ce concept dans notre thèse.

<sup>192</sup> Elisabeth S. Clemens et James M. Cook, « Politics and Institutionalism: Explaining Durability and Change », *Annual Review of Sociology* 25 (1999), p. 444; Karen Orren et Stephen Skowronek, « Beyond the Iconography of Order: Notes for a "New Institutionalism" », in Lawrence C. Dodd et Calvin Jillson (dir.), *The Dynamics of American Politics. Approaches and Interpretations*, Boulder, Westview Press, 1994, p. 311-312.

école<sup>193</sup>, est apparu comme une nécessité pour les *New Institutionalists* (en français, néo-institutionnalistes). Ceux-ci s'intéressent aux manières par lesquelles les institutions tracent les limites du cadre de l'action politique et souhaitent mettre en lumière les principales ruptures et continuités qu'on observe dans une société<sup>194</sup>. Peter Hall et Rosemary Taylor distinguent trois principaux courants dans le néo-institutionnalisme : l'institutionnalisme historique, l'institutionnalisme de choix rationnel et l'institutionnalisme sociologique<sup>195</sup>. Tous trois partagent deux préoccupations fondamentales soit, d'une part, identifier les relations entre les institutions et les comportements politiques des acteurs et, d'autre part, expliquer la naissance et l'évolution des institutions politiques. Des trois, l'institutionnalisme historique (IH) est celui qui se rapproche le plus de la démarche et des préoccupations des chercheurs en APD<sup>196</sup>. Selon Hall et Taylor, l'IH se caractérise par quatre éléments : une « tendance à conceptualiser la relation entre les institutions politiques et les comportements individuels en termes assez généraux »; un accent sur les « asymétries du pouvoir associées au fonctionnement et au développement des institutions »; une « conception du développement institutionnel privilégiant les trajectoires, les situations critiques et les conséquences imprévues »; et un « souci de combiner les explications de la contribution des institutions à la détermination de situations politiques et une estimation de la contribution d'autres types de facteurs<sup>197</sup> ».

---

<sup>193</sup> Peter B. Evans, Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol (dir.), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985. Voir en particulier, dans cet ouvrage, le chapitre de Theda Skocpol, « Bringing the State Back In: Strategies of Analysis in Current Research ».

<sup>194</sup> Mark H. Leff, « Revisioning U.S. Political History », *American Historical Review* 100, 3 (Juin 1995); James G. March et Johan P. Olsen, *Rediscovering Institutions. The Organizational Basis of Politics*, New York, Free Press, 1989; Alec Stone, « Le « néo-institutionnalisme »: défis conceptuels et méthodologiques », *Politix* 5, 20 (1992).

<sup>195</sup> Peter A. Hall et Rosemary C.R. Taylor, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique* 47, 3-4 (1997).

<sup>196</sup> Paul Pierson, *Politics in Time. History, Institutions, and Social Analysis*, Princeton, Princeton University Press, 2004, p. 8; Rogers M. Smith, « Substance and Methods in APD Research », *Studies in American Political Development* 17 (Printemps 2003), p. 111.

<sup>197</sup> Peter A. Hall et Rosemary C.R. Taylor, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *loc. cit.*, p. 472.

L'IH est donc une approche vers laquelle se tournent naturellement de nombreux chercheurs en APD qui étudient la reproduction et les transformations des institutions politiques<sup>198</sup>. Du reste, les chercheurs en APD, comme les néo-institutionnalistes de manière générale, ne s'entendent pas nécessairement sur ce qu'est une institution et quelles institutions sont importantes et méritent d'être étudiées<sup>199</sup>. Les institutions formelles comme le Congrès ont attiré l'attention d'un nombre croissant de chercheurs qui, au cours des dernières années, l'ont utilisé comme laboratoire pour observer l'évolution des institutions au fil du temps<sup>200</sup>. Toutefois, ainsi que le rappellent Mettler et Valelly, la plupart des chercheurs en APD adoptent une définition large des institutions :

*Broadly speaking, by institutions we mean the rules and procedures that structure behavior and provide incentives, norms, and resources that shape it. Most APD Scholars would include formal governmental institutions [...] They also mean the internal structure of legislatures, their leadership positions, and norms. Public law, and public policy [...] also count. Informal institutions and organizations, such as political parties, groups, and movements, clearly fall within the institutional purview<sup>201</sup>.*

Selon le politologue Brian Glenn, l'IH est, avec l'école culturaliste, une des deux grandes « écoles » du courant APD<sup>202</sup>. Alors que la première se concentre sur l'étude des institutions au sein desquelles évoluent les acteurs politiques, la seconde met de l'avant le poids qu'ont les idées sur le développement politique. Glenn souligne que les deux écoles ont beaucoup à apprendre l'une de l'autre, tout en déplorant que le dialogue ait été minimal. En ce sens, l'un des apports secondaires de notre thèse est justement

---

<sup>198</sup> Rogan Kersh, « The Growth of American Political Development », *loc. cit.*, p. 336; Suzanne Mettler et Richard M. Valelly, « Introduction », *op. cit.*, p. 5.

<sup>199</sup> Rogers M. Smith, « Substance and Methods in APD Research », *loc. cit.*, p. 111.

<sup>200</sup> Eric Schickler, *Disjointed Pluralism*, *op. cit.*; Eric Schickler et Ruth Bloch Rubin, « Congress and American Political Development », in Richard M. Valelly, Suzanne Mettler et Robert C. Lieberman (dir.), *The Oxford Handbook of American Political Development*, New York, Oxford University Press, 2016, p. 259-271.

<sup>201</sup> Suzanne Mettler et Richard M. Valelly, « Introduction », *op. cit.*, p. 4. Voir également Karen Orren et Stephen Skowronek, « Beyond the Iconography of Order », *op. cit.*, p. 323-329.

<sup>202</sup> Brian J. Glenn, « The Two Schools of American Political Development », *loc. cit.*

de contribuer à bâtir un pont entre les deux écoles puisque, si elle s'inscrit essentiellement dans la lignée de l'IH, elle s'intéresse néanmoins à la place qu'occupent les idées libérales dans le développement politique américain.

Sur le plan de la méthode, on doit à la sociologue et politologue Theda Skocpol, une des pionnières des études en APD, d'avoir longuement réfléchi à l'utilité et à la façon d'appliquer l'IH dans le cadre d'études en APD. Selon elle, l'analyse des conflits politiques et des innovations politiques du passé doit mettre de l'avant les éléments suivants :

- les structures organisationnelles, les rapports de force et les règles formelles et informelles qui régissent le gouvernement et les partis politiques au cours d'une période donnée;
- l'influence qu'ont les institutions et les règles du jeu institutionnel sur les buts poursuivis et les actions entreprises par les acteurs politiques;
- la façon dont les politiques adoptées avant la période étudiée façonnent les intérêts, les objectifs et les possibilités d'action des acteurs politiques<sup>203</sup>.

En somme, l'IH est une approche incontournable pour les chercheurs en APD qui, en étudiant le passé, veulent mettre en avant la manière dont les contraintes institutionnelles et les événements contingents interagissent pour assurer les succès ou les échecs des acteurs engagés dans une démarche en vue de transformer l'ordre politique établi<sup>204</sup>.

---

<sup>203</sup> Theda Skocpol, « Analyzing American Political Development as It Happens », in Richard M. Valelly, Suzanne Mettler et Robert C. Lieberman (dir.), *The Oxford Handbook of American Political Development*, New York, Oxford University Press, 2016, p. 50; voir également Skocpol, *Protecting Soldiers and Mothers. The Political Origins of Social Policy in the United States*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 1992, p. 41.

<sup>204</sup> *Ibid.*, p. 53.

### 1.3.5. La dépendance au sentier

Issu de l'institutionnalisme historique, la dépendance au sentier consiste en l'analyse rétrospective des différents « sentiers » (*paths*) dans lesquels la société américaine s'est engagée au cours de son histoire, en montrant comment ces sentiers sont venus circonscrire les limites de l'action politique par la suite<sup>205</sup>. Malgré quelques dissensions au sein de la communauté APD concernant son utilisation<sup>206</sup>, la dépendance au sentier est un concept largement répandu, et ce, depuis la création de ce sous-champ<sup>207</sup>. Elle se trouve au carrefour de plusieurs postulats centraux du projet APD, notamment l'idée qu'il est difficile de rompre avec le passé et que les innovations politiques adoptées à travers le temps ont un caractère cumulatif<sup>208</sup>. Le sociologue Jeffrey Haydu lie le concept de dépendance au sentier à celui de contingence lorsqu'il affirme que ce sont des événements contingents qui engendrent des processus conduisant à la consolidation d'un nouvel ordre politique qui passe par un mécanisme de rétroaction positive (*positive feedback*)<sup>209</sup>. Par rétroaction positive, on entend les mécanismes grâce auxquels un changement qui survient dans l'ordre politique est par la suite alimenté et renforcé jusqu'à devenir normalisé après un certain temps<sup>210</sup>.

De tous les auteurs ayant œuvré en APD, le politologue Paul Pierson est celui qui a le plus réfléchi à l'utilisation de l'histoire dans les sciences sociales. Il a à plusieurs reprises critiqué le soi-disant tournant historique des sciences sociales. À ses yeux, il

---

<sup>205</sup> Paul Pierson, « Not Just What, but *When* », *loc. cit.*, p. 74-75.

<sup>206</sup> À titre d'exemple, la politologue Amy Bridges affirme que la dépendance au sentier est une idée intéressante, mais qui ne peut cependant pas constituer une théorie de la société, de l'histoire ou de la politique. – Amy Bridges, « Path Dependence, Sequence, History, Theory », *Studies in American Political Development* 14, 1 (Printemps 2000).

<sup>207</sup> Déjà en 1982, Stephen Skowronek affirmait dans l'un des premiers ouvrages en APD que ce sont les choix faits par les Pères fondateurs au moment de la fondation des États-Unis qui ont retardé l'avènement d'un État fédéral moderne au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. – Stephen Skowronek, *Building a New American State*, *op. cit.*, p. 4.

<sup>208</sup> Stephen Skowronek et Karen Orren, « Pathways to the Present », *op. cit.*, p. 27 et 32-33.

<sup>209</sup> Jeffrey Haydu, « Making Use of the Past: Time Periods as Cases to Compare and as Sequences of Problem Solving », *American Journal of Sociology* 104, 2 (Septembre 1998), p. 340.

<sup>210</sup> Paul Pierson « Not Just What, but *When* », *loc. cit.*, p. 74-75.

est louable que les anthropologues, les politologues et les sociologues se soient tournés davantage vers le passé dans le cadre de leurs recherches. Toutefois, nous dit-il, cette démarche ne s'est pas accompagnée d'une réflexion théorique sur la manière dont l'étude du passé peut réellement servir les sciences sociales, au-delà des observations empiriques trop souvent *ad hoc* qu'elle permet<sup>211</sup>. Pierson est un partisan de la dépendance au sentier, qu'il considère comme une théorie qui permet de voir l'histoire comme un ensemble de processus dynamiques et non comme une image figée dans le temps<sup>212</sup>. Il observe toutefois que les chercheurs ne sont pas parvenus à s'entendre sur une définition unique de la dépendance au sentier, dont le sens risque de devenir galvaudé<sup>213</sup>. S'inspirant des travaux de Brian Arthur, de Paul David et de Margaret Levi<sup>214</sup>, Pierson offre sa propre définition restrictive de la dépendance au sentier, que nous reprenons : « *I choose to employ the term path dependence in this relatively restricted sense, referring to social processes that exhibit positive feedback and thus generate branching patterns of historical development*<sup>215</sup> ».

Selon Pierson, les chercheurs qui emploient le concept de dépendance au sentier doivent être attentifs à trois éléments en particulier :

- la manière dont une série de rétroactions positives vient consolider une transformation au sein de l'ordre politique;
- la séquence des événements étudiés;

---

<sup>211</sup> *Ibid.*, p. 72; Pierson, *Politics in Time*, *op. cit.*, p. 4-5; Pierson, « The Study of Policy Development », *loc. cit.*, p. 34-35.

<sup>212</sup> Pierson invite les chercheurs à appréhender le passé non comme une photographie (*snapshot*), mais comme un film (*moving image*). – *Ibid.*, p. 43.

<sup>213</sup> Paul Pierson, *Politics in Time*, *op. cit.*, p. 20-21.

<sup>214</sup> W. Brian Arthur, *Increasing Returns and Path Dependence in the Economy*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1994; Paul David, « Path Dependence, Its Critics, and the Quest for 'Historical Economics' », in Pierre Garrouste et Stavros Ioannides (dir.), *Evolution and Path Dependence in Economic Ideas: Past and Present*, Cheltenham, Edward Elgar, 2000; Margaret Levi, « A Model, a Method, and a Map: Rational Choice in Comparative and Historical Analysis », in Mark I. Lichbach et Alan S. Zuckerman (dir.), *Comparative Politics. Rationality, Culture, and Structure*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 28.

<sup>215</sup> Paul Pierson, *Politics in Time*, *op. cit.*, p. 21.

- l'effet des processus lents qui s'inscrivent dans la longue durée.

En invitant les chercheurs à porter leur attention sur la séquence des événements, c'est-à-dire leur position temporelle relative l'un par rapport à l'autre, de même que sur les conséquences de cette séquence particulière<sup>216</sup>, Pierson reprend à son compte cette idée avancée par l'historien et sociologue Charles Tilly : « *When things happen within a sequence affects how they happen*<sup>217</sup>. » Le séquençage amène à reconstituer la chaîne des événements qui précèdent le phénomène observé en exposant les relations causales qui unissent ces événements entre eux<sup>218</sup>. Ce procédé permet aux chercheurs en APD de mettre en lumière la dimension temporelle des processus menant aux changements sociaux, souvent absente des analyses issues des autres champs de la science politique<sup>219</sup>. L'observation des séquences permet de pondérer l'importance relative de certains événements, alors que ceux qui surviennent au début d'une séquence, s'ils sont parfois moins visibles, peuvent en fin de compte avoir une plus grande influence sur le phénomène observé<sup>220</sup>. Finalement, Pierson souligne la nécessité d'étudier une société en utilisant un cadre chronologique étendu pour faire ressortir les manières par lesquelles des processus lents (*slow moving processes*) ont un impact majeur sur la transformation de l'ordre politique<sup>221</sup>. Il se réfère notamment au concept de longue durée mis de l'avant par l'historien français Fernand Braudel, qui la définit comme « une histoire lente à couler et à se transformer, faite bien souvent de retours insistants, de cycles sans fin recommencés<sup>222</sup> ».

---

<sup>216</sup> *Ibid.*, chap. 2.

<sup>217</sup> Charles Tilly, *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons*, New York, Russell Sage Foundation, 1984, p. 14.

<sup>218</sup> Jeffrey Haydu, « Making Use of the Past », *loc. cit.*, p. 349.

<sup>219</sup> Paul Pierson, *Politics in Time*, *op. cit.*, p. 56.

<sup>220</sup> *Ibid.*, p. 18-19.

<sup>221</sup> *Ibid.*, chap. 3; Pierson, « The Study of Policy Development », *loc. cit.*, p. 41-42. Voir également Byron E. Shafer, *The American Political Pattern. Stability and Change, 1932-2016*, Lawrence, University Press of Kansas, 2016.

<sup>222</sup> Fernand Braudel, « La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II (extrait de la préface) », in Fernand Braudel, *Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1969, p. 11. Voir dans le même recueil le texte intitulé « Histoire et sciences sociales : la longue durée ».

Pierson distingue trois types de processus lents<sup>223</sup> : les processus cumulatifs, lorsqu'une variable change de manière continue mais graduelle (par exemple, les transitions démographiques et les changements technologiques au sein d'une société); les effets de seuil critique (*threshold effect*), soit des processus ayant un impact marginal sur le développement politique jusqu'à l'atteinte d'un seuil critique (par exemple certaines révolutions); et les chaînes causales, dans lesquelles on observe comment *x* ne conduit pas directement à *y*, mais plutôt que *x* conduit à *a*, qui conduit à *b*, *c*, etc. jusqu'à *y*. Ces trois types de processus sont mis en avant dans notre thèse : dans un premier temps, nous nous intéressons à la manière dont des courants libéraux qui émergent à un certain moment s'appuient sur l'expérience historique cumulative du libéralisme aux États-Unis et viennent à leur tour altérer durablement la composition de la coalition libérale. Dans un deuxième temps, nous montrons que la convergence de plusieurs contextes ou éléments de contextes mènent à l'atteinte du seuil d'une conjoncture critique à la fin de laquelle les rapports de force de la coalition libérale sont transformés. Finalement, dans un troisième temps, nous portons une attention particulière aux chaînes causales en observant autant que possible l'ensemble des réactions qu'entraîne un événement contingent sur les court, moyen et long termes.

### 1.3.6. La non-linéarité du développement politique et les ressacs

Tous les événements et toutes les innovations qui surviennent dans l'ordre politique ne conduisent pas nécessairement la société américaine sur la voie de la dépendance au sentier. Au contraire, le retour au *statu quo ante*, en tout ou en partie, est davantage la norme que l'exception<sup>224</sup>. En gardant cela en tête, les chercheurs en *American Political Development* doivent se méfier autant que possible de toute perspective téléologique et éviter de présenter le développement politique comme un processus linéaire. Une telle perspective est nécessairement trompeuse : l'histoire américaine n'est pas

<sup>223</sup> Paul Pierson, *Politics in Time*, *op. cit.*, p. 82-90.

<sup>224</sup> Suzanne Mettler et Richard M. Valelly, « Introduction », *op. cit.*, p. 12-13.



marquée par un mouvement inéluctable vers le libéralisme ou vers le conservatisme. Elle est plutôt jalonnée d'un grand nombre d'événements contingents, aux conséquences imprévisibles, qui peuvent marquer des tournants dans une direction ou dans l'autre. Il existe à cet égard une importante tradition philosophique, historique et politologique qui conçoit l'histoire américaine comme une alternance de cycles politiques libéraux et conservateurs<sup>225</sup>. Des chercheurs se sont plutôt intéressés aux mouvements de l'opinion publique et aux reconstitutions des coalitions électorales qui se manifestent dans le cadre d'élections cruciales<sup>226</sup>. De leur côté, les chercheurs en APD partagent l'idée selon laquelle le développement politique aux États-Unis ne doit pas être appréhendé comme une évolution linéaire, mais plutôt comme un processus dynamique dans lequel les déplacements dans une direction peuvent être suivis par des déplacements dans une autre direction (parfois contraire) et où l'adoption d'une loi ou d'une réforme ne cristallise pas nécessairement un nouvel ordre politique<sup>227</sup>.

Dans *Reforms at Risk*, le politologue Eric Patashnik s'est intéressé à ce qui arrive après l'adoption de grandes réformes politiques aux États-Unis. L'une des idées centrales qu'il met de l'avant est que l'adoption d'une réforme d'envergure ne signifie pas la fin des débats autour de cette réforme, qui se poursuivent au-delà de son adoption et qui peuvent en modifier la forme et la portée :

---

<sup>225</sup> La théorie des cycles a particulièrement fait sa marque auprès des historiens qui ont tenté de démontrer l'existence de tels cycles politiques. Cette théorie est toutefois demeurée fortement contestée, vu ses lacunes sur les plans empirique et méthodologique. Voir à ce propos J. Zvi Namenwirth, « Wheels of Time and the Interdependence of Value Change in America », *The Journal of Interdisciplinary History* 3, 4 (Printemps 1973); David Resnick et Norman C. Thomas, « Cycling Through American Politics », *Polity* 23, 1 (Automne 1990); Arthur M. Schlesinger, Jr., *The Cycles of American Politics*, Boston, Houghton Mifflin, 1986.

<sup>226</sup> Walter Dean Burnham, *Critical Elections*, *op. cit.*; Edward G. Carmines et James A. Stimson, *Issue Evolution. Race and the Transformation of American Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1989; John B. Judis et Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, *op. cit.*; James A. Stimson, *Tides of Consent. How Public Opinion Shapes American Politics*, 2<sup>e</sup> édition, New York, Cambridge University Press, 2015; James A. Stimson, Michael MacKuen et Robert Erikson, « Dynamic Representation », *American Political Science Review* 89 (Septembre 1995).

<sup>227</sup> Paul Pierson, « The Study of Policy Development », *loc. cit.*, p. 36-42

*General-interest reforms are frequently adopted with great fanfare, but their success simply cannot be taken for granted. The losers from reform cannot be counted on to vanish without another fight, and new actors may arrive on the scene who will seek to undo a reform to further their own agendas. Rather than a one-shot static affair, policy reforms must be seen as a dynamic process [...]*<sup>228</sup>.

L'adoption récente de la réforme Obamacare offre un exemple probant de cette dynamique. Fer de lance de l'administration Obama et donc du courant dit de la synthèse obamienne, l'adoption d'Obamacare a fait face à une importante mobilisation populaire alimentée par le Parti républicain, qui a fait de son abrogation le cœur de son programme lors des élections de 2010, 2012, 2014 et 2016. À l'exception du scrutin de 2012, toutes ces élections se sont conclues par des gains importants pour le Parti républicain et donc par un affaiblissement des libéraux. La défaite de 2016 a été l'apothéose de cette série noire, puisqu'elle a exclu les démocrates de la Maison-Blanche, en plus de les maintenir dans la minorité dans les deux chambres du Congrès. Or, la prise de contrôle de l'ensemble du gouvernement américain n'a non seulement pas conduit à l'abrogation d'Obamacare, elle a permis l'émergence, à l'intérieur du Parti démocrate, d'un mouvement de plus en plus fort pour approfondir cette réforme.

#### 1.4. Un modèle pour analyser l'évolution du libéralisme au Sénat, 1969-2018

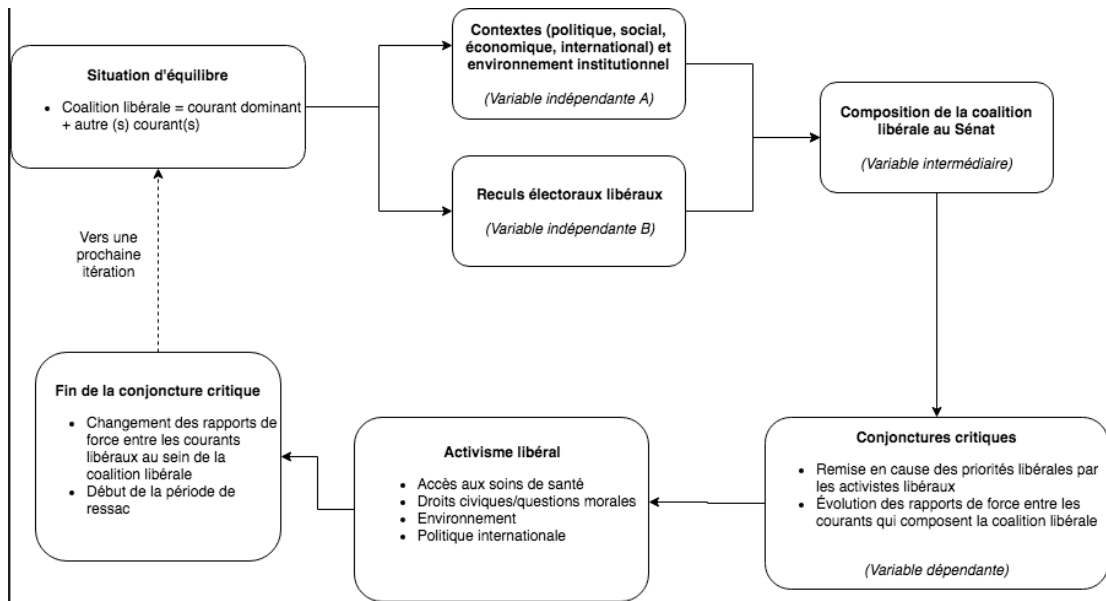
Afin de mieux comprendre comment le libéralisme évolue au Sénat à travers le temps, nous avons élaboré un modèle cyclique et cumulatif (**Figure 1.2**). Ce modèle a été construit de manière inductive à la suite de nos observations empiriques. Il est important toutefois de garder en tête qu'il s'agit d'un idéal-type qui donne une assez bonne représentation du processus d'évolution du libéralisme au Sénat, sans que cette représentation soit parfaite pour autant. Dans les prochains chapitres, nous verrons que les différents éléments qui composent le cycle n'évoluent pas nécessairement selon une

---

<sup>228</sup> Eric M. Patashnik, *Reforms at Risk. What Happens After Major Policy Changes Are Enacted*, Princeton, Princeton University Press, 2008, p. 3. Voir également Stuart Chinn, *Recalibrating Reform. The Limits of Political Change*, New York, Cambridge University Press, 2014.

séquence précise et immuable et la durée des différents moments du cycle varient d'une itération à l'autre.

**Figure 1.2 : Cycle de l'évolution du libéralisme au Sénat**



Notre modèle met en relation trois variables, soit les **contextes et l'environnement institutionnel** (variable indépendante A), les **reculs électoraux libéraux** (variable indépendante B) et la **composition de la coalition libérale au Sénat** (variable intermédiaire). L'interaction de ces trois variables conduit ponctuellement à l'émergence de **conjonctures critiques** (variable dépendante), des périodes marquées par des remises en question des priorités du libéralisme par les activistes libéraux et par une modification des rapports de force liant les courants qui composent la coalition libérale. La conjoncture critique se termine au bout d'un temps plus ou moins long lorsque les contextes ayant permis son émergence cessent de faire effet et que le rapport de force s'est modifié entre les courants qui composent la coalition libérale. La fin de la conjoncture critique ouvre par ailleurs une période de ressac, qui pave la voie à une nouvelle itération du modèle.

#### 1.4.1. Situation initiale d'équilibre

Chaque itération débute par une situation initiale d'équilibre, c'est-à-dire une période plus ou moins longue qui précède le moment où nos trois variables interagissent pour créer une conjoncture critique. Par équilibre, on entend celui de la coalition libérale elle-même, au sein de laquelle un courant domine et où un certain nombre de courants minoritaires coexistent, sans que soit remise en question de manière décisive les priorités des libéraux ou les rapports de force liant ces différents courants.

#### 1.4.2. Les contextes et l'environnement institutionnel (variable indépendante a)

Nous parlons « des » contextes plutôt que « du » contexte, c'est-à-dire que nous nous intéressons à la fois aux contextes politique, social, économique et international, en plus de l'environnement institutionnel dans lequel évoluent les sénateurs. L'utilisation d'une telle approche à plusieurs niveaux d'analyse est commune, particulièrement chez les spécialistes du Congrès qui étudient la formulation de la politique internationale<sup>229</sup>.

#### *L'influence indépendante et croisée des contextes multiples*

Pour chaque contexte, nous posons des questions qui permettent d'en cadrer l'analyse :

- Le contexte politique : quel parti contrôle la présidence et les deux chambres du Congrès? Sommes-nous en présence de gouvernement unifié ou de gouvernement divisé? Quel est le rapport de force entre la Maison-Blanche et le Congrès? Le Parti démocrate est-il uni ou divisé en factions? Quel est le degré de polarisation partisane?

---

<sup>229</sup> Notamment Ralph G. Carter, « Congress and the Post-Cold War U.S. Foreign Policy », in James M. Scott (dir.), *After the End. Making U.S Foreign Policy in the Post-Cold War World*, Durham, Duke University Press, 1998; Frédérick Gagnon, *Les sénateurs qui changent le monde*, op. cit., p. 39-42; Eugene Wittkopf et James McCormick, « When Congress Supports the President: A Multilevel Inquiry, 1948-1996 », *Série Cahiers de l'Espace Europe* 13 (Mai 1999). Voir également Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill. The Struggle to Reform Congress and Its Consequences, 1948-2000*, New York, Cambridge University Press, 2004.

- Le contexte social : quelles sont les principales lignes de fracture de la société américaine? Quels sont les enjeux qui préoccupent les Américains? Quels sont les groupes les mieux organisés et les plus influents de la société?
- Le contexte économique : comment se porte l'économie américaine? Sommes-nous en période de croissance, de récession ou de stagflation? Quels sont les secteurs économiques en croissance et en déclin? Assiste-t-on à une augmentation ou à un recul des inégalités économiques?
- Le contexte international : quels sont les principaux enjeux de politique internationale qui préoccupent les Américains? Quels sont les principaux enjeux de politique internationale qui préoccupent le gouvernement américain? Comment ces enjeux sont-ils perçus par les Américains<sup>230</sup>? Sommes-nous en présence d'une ou de plusieurs crises internationales? Si oui, comment ces crises se répercutent-elles aux États-Unis?

Conformément à l'approche *American Political Development*, nous cherchons pour chaque période à faire de ces contextes une description qui soit aussi riche et détaillée que possible afin de distinguer quels sont les éléments de contexte les plus pertinents pour comprendre l'émergence et le développement d'une conjoncture particulière.

#### *Un environnement institutionnel en constante évolution*

Par environnement institutionnel, nous faisons référence à la mécanique interne du Sénat et nous cherchons à comprendre comment l'écosystème de la Chambre haute vient, au cours d'une période donnée, faciliter ou contraindre l'action des sénateurs qui souhaitent faire avancer leur ordre du jour politique<sup>231</sup>. Bien qu'elle consacre son plus long article au Congrès des États-Unis, la Constitution américaine demeure prolix en

---

<sup>230</sup> Une distinction peut être faite entre l'événement lui-même et son « image » (ou son « idée ») telle qu'elle est perçue par les Américains. Voir à ce propos Harold Sprout et Margaret Sprout : *The Ecological Perspective on Human Affairs. With Special Reference to International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 28-29.

<sup>231</sup> Nous utilisons la locution « ordre du jour [politique] » pour suppléer l'anglicisme « agenda ».

ce qui a trait au fonctionnement de cette institution<sup>232</sup>. Le Sénat est présent depuis les débuts de la République avec la même composition (deux sénateurs par État élus pour des mandats de six ans) et les mêmes prérogatives que celles qui lui ont été conférées lors de la Conférence constitutionnelle de Philadelphie de 1787. Sur le plan de sa dynamique interne toutefois, la Chambre haute a connu de profondes et constantes transformations<sup>233</sup>. Dans le cadre de notre thèse, nous avons observé l'évolution de l'environnement institutionnel depuis 1969 en portant notre attention sur quatre éléments en particulier : le leadership démocrate, l'importance relative des commissions, des sous-commissions et de l'assemblée plénière, les normes sénatoriales et l'environnement partisan.

*Le leadership démocrate* : les deux partis politiques ont un leadership partisan, à la tête duquel se trouve un leader. Cette fonction, qui n'est pas prévue par la Constitution, s'est institutionnalisée au début du XX<sup>e</sup> siècle. Les rôles du leader sont multiples : il assure une cohérence dans les orientations de son caucus, il agit comme porte-parole de son parti et, lorsqu'il est le leader de la majorité, il fixe l'horaire des travaux du Sénat<sup>234</sup>. Chaque leader peut faire preuve de plus ou moins d'autorité à l'égard de ses collègues dépendamment de sa volonté et surtout de sa capacité d'exercer du contrôle sur les membres de son parti<sup>235</sup>. Le leader est assisté dans ses fonctions par un whip dont le rôle est de compter les votes et de maintenir la discipline à l'intérieur du parti. Parfois désigné par le titre de leader adjoint (*deputy leader*), le whip est le numéro deux de son parti au Sénat. Depuis 1969, six sénateurs ont occupé respectivement les fonctions de leader et de whip démocrates au Sénat (**Tableau 1.2**). Si on ne tient pas

---

<sup>232</sup> Eric Schickler, « Institutional Development of Congress », in Paul J. Quirk et Sarah A. Binder (dir.), *The Legislative Branch*, New York, Oxford University Press, 2005, p. 35.

<sup>233</sup> Steven S. Smith, *Call to Order. Floor Politics in the House and Senate*, Washington, The Brookings Institution, 1989, p. 87.

<sup>234</sup> Roger H. Davidson, Walter J. Oleszek et Frances E. Lee, *Congress and Its Members*, 13<sup>e</sup> édition, Los Angeles, SAGE, 2012, p. 163-164; François Vergniolle de Chantal, *L'impossible présidence impériale*, *op. cit.*, p. 209; Steven S. Smith, « Parties and Leadership in the Senate », in Paul J. Quirk et Sarah A. Binder (dir.), *The Legislative Branch*, New York, Oxford University Press, 2005, p. 263-265.

<sup>235</sup> Congressional Quarterly, *How Congress Works*, 4<sup>e</sup> édition, Washington, CQ Press, 2008, p. 45.

compte de Chuck Schumer, en poste depuis 2017, les cinq autres leaders ont occupé cette fonction pendant près de 11 ans en moyenne. Cette longévité leur a permis d'imprimer durablement leur marque sur le Parti démocrate au Sénat et sur les succès et les échecs de l'activisme libéral.

**Tableau 1.2 : Le leadership démocrate au Sénat, 1969-2018<sup>236</sup>**

Leader <sup>237</sup>	Whip
Mike Mansfield (Montana), 1961-1977	Ted Kennedy (Massachusetts), 1969-1971
Robert Byrd (Virginie-Occidentale), 1977-1989	Robert Byrd (Virginie-Occidentale), 1971-1977
George Mitchell (Maine), 1989-1995	Alan Cranston (Californie), 1977-1991
Tom Daschle (Dakota du Sud), 1995-2005	Wendell Ford (Kentucky), 1991-1999
Harry Reid (Nevada), 2005-2017	Harry Reid (Nevada), 1999-2005
Chuck Schumer (New York), 2017-	Dick Durbin (Illinois), 2005-

*L'importance relative des commissions, des sous-commissions et de l'assemblée plénière* : Tout au long de l'histoire du Congrès, on assiste à des tentatives par les élus des deux chambres de mettre en place une structure efficace pour permettre à cette institution de s'acquitter des tâches qui lui sont imparties. La plus importante de ces créations est sans doute le système des commissions permanentes, dont le but est d'assurer une division et une spécialisation des tâches dans les deux chambres du Congrès<sup>238</sup>. De ces commissions sont issues une pléthore de sous-commissions

<sup>236</sup> Si le leader et le whip sont les deux personnages les plus importants du caucus démocrate, le leadership démocrate est assumé également par les présidents des différentes commissions politiques, le secrétaire du caucus démocrate et l'assistant whip en chef.

<sup>237</sup> Mike Mansfield et George Mitchell ont été leaders uniquement dans des contextes de majorité démocrate. Robert Byrd, Tom Daschle et Harry Reid l'ont été en contexte majoritaire et minoritaire. Quant à Chuck Schumer il ne l'a été au moment d'écrire ces lignes qu'en contexte minoritaire.

<sup>238</sup> Claude Corbo et Frédérick Gagnon, *Les États-Unis d'Amérique, op. cit.*, p. 136.

hyperspécialisées, dont le nombre<sup>239</sup> et l'influence varient dans le temps<sup>240</sup>. Moins nombreux que leurs collègues de la Chambre, les sénateurs ont accès à un plus grand nombre de commissions et de sous-commissions : en 2001, un sénateur siégeait en moyenne sur 3,3 commissions et 8,9 sous-commissions, contre 1,9 et 3,6 respectivement pour un représentant<sup>241</sup>. Le fait d'avoir accès à un grand nombre de commissions et de sous-commissions constitue un avantage indéniable, puisque c'est au sein de celles-ci que se fait une grande partie du travail législatif<sup>242</sup>. Cela étant dit, comme on le verra plus loin, l'influence relative des commissions, des sous-commissions et de l'assemblée plénière varie considérablement d'une période à l'autre.

Les *normes sénatoriales* : nous avons déjà évoqué les recherches du politologue Donald Matthews sur les *folkways*<sup>243</sup>, cet ensemble de règles informelles et contraignantes qui codifiaient le fonctionnement du Sénat au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Les travaux de Matthews sont pourtant parus au moment où l'édifice des *folkways* commençait à s'effondrer<sup>244</sup>. À partir du début des années 1960, l'abandon progressif de ces normes s'accompagne d'une montée de l'individualisme au Sénat, entraînant de profonds bouleversements dans le fonctionnement de l'institution<sup>245</sup>.

---

<sup>239</sup> Au Congrès, le nombre de sous-commissions passe de 180 à 299 entre 1945 et 1975. Au Sénat au cours de la même période, il passe de 68 à 139. – Samuel C. Patterson, « The Semi-Sovereign Congress », in Anthony King (dir.), *The New American Political System*, Washington American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980, p. 160.

<sup>240</sup> Pour une description plus approfondie du système des commissions au Congrès et son évolution dans le temps, voir Claude Corbo et Frédéric Gagnon, *Les États-Unis d'Amérique, op. cit.*, p. 366-377; Joël Plouffe et Élisabeth Vallet, « Les commissions du Congrès », in Frédéric Gagnon (dir.), *Le Congrès des États-Unis*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006.

<sup>241</sup> David W. Rohde, « Committees and Policy Formulation », in Paul J. Quirk et Sarah A. Binder (dir.), *The Legislative Branch*, New York, Oxford University Press, 2005, p. 219.

<sup>242</sup> Chris Den Hartog et Nathan W. Monroe, *Agenda Setting in the U.S. Senate. Costly Considerations and Majority Party Advantage*, New York, Cambridge University Press, 2011, p. 17.

<sup>243</sup> Donald R. Matthews, « The Folkways of the United States Senate », *loc. cit.*; Matthews, *U.S. Senators and Their World, op. cit.*

<sup>244</sup> Michael Foley, *The New Senate, op. cit.*; Barbara Sinclair, *The Transformation of the U.S. Senate, op. cit.*, chap. 3.

<sup>245</sup> La regrettée politologue Barbara Sinclair a décrit mieux que quiconque dans ses nombreux travaux la transformation du Sénat d'un club ultra-normé à un bastion d'individualisme. Voir notamment : *The Transformation of the U.S. Senate, op. cit.*; « Spoiling the Sausages? How a Polarized Congress



L'*environnement partisan* : en même temps qu'à la disparition des normes et à la montée de l'individualisme, on assiste à l'émergence d'un Sénat de plus en plus partisan et polarisé. Là encore, le contraste entre le Sénat des années 1940-1950 et le Sénat contemporain est saisissant : si, dans les années des *folkways* et du consensus libéral<sup>246</sup>, le bipartisme était à l'honneur<sup>247</sup>, on assiste par la suite à une montée progressive et inexorable de la polarisation partisane, qui rend de plus en plus difficile la collaboration entre démocrates et républicains, pour ne rien dire du fonctionnement du Sénat, de plus en plus paralysé par l'utilisation systématique de méthodes d'obstruction<sup>248</sup>.

#### 1.4.3. Reculs électoraux libéraux (variable indépendante b)

Par reculs électoraux libéraux, nous entendons une séquence de deux ou plusieurs cycles électoraux qui surviennent dans un intervalle de temps rapproché (mais pas nécessairement consécutifs) et qui sont marqués par des pertes importantes pour le Parti démocrate au niveau fédéral (**Tableau 1.3**).

---

Deliberates and Legislates », *op. cit.*; « The New World of U.S. Senators », *op. cit.*; *Unorthodox Lawmaking*, *op. cit.* Sur la montée de l'individualisme au Sénat, voir également Fred R. Harris, *Deadlock or Decision*, *op. cit.*; Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein, *The Broken Branch. How Congress Is Failing America and How to Get It Back on Track*, 2<sup>e</sup> édition, New York, Oxford University Press, 2008, p. 9-11.

<sup>246</sup> Le consensus libéral est une expression souvent employée pour qualifier la politique américaine du début de la Guerre froide, caractérisée par le keynésianisme et l'État-providence en politique intérieure et un anticommunisme virulent en politique extérieure. Voir notamment Alonzo L. Hamby, *Liberalism and Its Challengers*, *op. cit.*, p. 3.

<sup>247</sup> Voir à ce propos Frédérick Gagnon, *Les sénateurs qui changent le monde*, *op. cit.*, chap. 2; Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, chap. 1.

<sup>248</sup> La politologue Sarah Binder a très bien documenté la multiplication des blocages au Sénat. Voir notamment Sarah A. Binder et Steven M. Smith, *Politics or Principle?*, *op. cit.*; Binder, *Stalemate. Causes and Consequences of Legislative Gridlock*, Washington, Brookings Institution Press, 2003.

**Tableau 1.3 : Reculs électoraux précédant l'émergence de conjonctures critiques**

Cycle électoral	Résultats pour les démocrates	Conjoncture critique
1966	Perte de 47 sièges à la Chambre des représentants Perte de 3 sièges au Sénat	1969-1978
1968	Perte de 5 sièges à la Chambre des représentants Perte de 5 sièges au Sénat Perte de la Maison-Blanche	
1978	Perte de 15 sièges à la Chambre des représentants Perte de 2 sièges au Sénat	
1980	Perte de 34 sièges à la Chambre des représentants Perte de 12 sièges au Sénat Perte de la majorité au Sénat Perte de la Maison-Blanche	1985-1994
<i>1982</i>	Gain de 26 sièges à la Chambre des représentants Gain de 1 siège au Sénat	
1984	Perte de 16 sièges à la Chambre des représentants Gain de 2 sièges au Sénat Réélection du président républicain Ronald Reagan	
1994	Perte de 54 sièges à la Chambre des représentants Perte de la majorité à la Chambre des représentants Perte de 8 sièges au Sénat Perte de la majorité au Sénat	
1996-2000	Maintien des démocrates dans la minorité dans les deux chambres Perte de la Maison-Blanche (2000)	2007-2014
2002	Perte de 7 sièges à la Chambre des représentants Perte de 1 siège au Sénat Perte de la majorité démocrate obtenue en 2001 à la suite de la défection de Jim Jeffords	
2004	Perte de 3 sièges à la Chambre des représentants Perte de 4 sièges au Sénat Réélection du président républicain George W. Bush	
2010	Perte de 63 sièges à la Chambre des représentants Perte de la majorité démocrate à la Chambre des représentants Perte de 6 sièges au Sénat	
<i>2012</i>	Gain de 8 sièges à la Chambre des représentants Gain de 2 sièges au Sénat Réélection de président démocrate Barack Obama	2016-
2014	Perte de 13 sièges à la Chambre des représentants Perte de 9 sièges au Sénat Perte de la majorité démocrate au Sénat	
2016	Gain de 6 sièges à la Chambre des représentants Gain de 2 sièges au Sénat Perte de la Maison-Blanche	

Les années en italique sont des années marquées par des gains libéraux bien que se déroulant au cœur d'une séquence générale de recul.

L'identification des périodes de recul nécessite une part de subjectivité, dans la mesure où nous n'avons pas établi de seuil précis à partir duquel nous pouvons affirmer que les pertes sont suffisamment importantes pour être considérées comme telle. Ces reculs peuvent être causés en tout ou en partie par les éléments de contexte identifiés

précédemment, mais peuvent également survenir de manière indépendante. Quoi qu'il en soit, leur effet sur le développement du libéralisme est indéniable : une série de défaites entraîne, d'une part, des remises en question au sein de la coalition libérale, où on se met en quête d'un moyen pour renouer avec des succès électoraux et, d'autre part, un renouvellement des effectifs libéraux au Sénat, ce qui nous mène à notre variable intermédiaire.

#### 1.4.4. La composition de la coalition libérale (variable intermédiaire)

##### *Qui sont les libéraux au Sénat?*

Analyser l'évolution de la coalition libérale au Sénat nécessite de savoir qui sont les sénateurs qui la composent. Cet exercice préliminaire est compliqué, d'une part, par l'absence de lignes de parti strictes aux États-Unis. S'il est indéniable que, au cours du XX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à nos jours, le Parti démocrate a été le véhicule quasi exclusif de l'idéologie libérale, il serait trompeur d'avancer que tous les démocrates sont des libéraux sur le plan idéologique. Une telle affirmation serait carrément fautive d'un point de vue historique, considérant que, jusqu'au milieu des années 1960, le Sud des États-Unis envoyait bon an, mal an à Washington un imposant contingent de législateurs démocrates conservateurs<sup>249</sup>, dont un grand nombre ont continué de siéger au Capitole jusqu'aux années 1980. Au Sénat, on peut penser à Russell Long, élu en Louisiane en 1948 et qui siègera jusqu'à sa retraite en 1980, ou encore à John Stennis,

---

<sup>249</sup> Avant les années 1960 et la déségrégation, le Parti démocrate bénéficiait dans le Sud d'un statut de quasi Parti unique, et ce, depuis la fin de l'ère de la Reconstruction (1865-1877). – Earl Black et Merle Black, *Politics and Society in the South*, Cambridge, Harvard University Press, 1987, chap. 1; Devin Caughey, *The Unsolid South. Mass Politics and National Representation in a One-Party Enclave*, Princeton, Princeton University Press, 2018; Ginette Chenard, *Le sud des États-Unis : rouge, blanc, noir*, Québec, Septentrion, 2016, chap. 2. Par ailleurs, si la plupart des législateurs du Sud étaient conservateurs sur le plan des relations raciales, ils étaient plus divisés sur les questions économiques. Plusieurs d'entre eux, comme Albert Gore, qui a représenté le Tennessee à la Chambre des représentants, puis au Sénat entre 1939 et 1971, ont été de fervents partisans du *New Deal* et d'autres programmes de financement fédéraux des programmes sociaux. – Voir à ce propos Tony Badger, « Albert Gore Sr., Liberalism and the South in the 1960s », in Jonathan Bell et Timothy Stanley (dir.), *Making Sense of American Liberalism*, *op. cit.*

un ardent ségrégationniste du Mississippi élu en 1946 et qui ne prendra sa retraite qu'en 1989. Si les véritables conservateurs au sein du Parti démocrate représentent aujourd'hui à toutes fins pratiques une espèce disparue au Sénat, on y trouve toujours un certain nombre de modérés, élus dans des États qui ne sont pas nécessairement des terreaux naturels pour le Parti démocrate, et dont les positions sont en conséquence généralement plus modérées. Au cours des dernières années, on peut penser à Ben Nelson (Nebraska, 2001-2013), Mark Pryor (Arkansas, 2003-2015), Doug Jones (Alabama, depuis 2017) ou Joe Manchin (Virginie-Occidentale, depuis 2010).

D'autre part, il est compliqué d'identifier les membres de cette coalition libérale par le fait que rares sont les élus qui se réclament ouvertement de cette idéologie. Si, du côté des républicains, les candidats ne manquent pas une occasion de se dire conservateurs; chez les démocrates, on sent encore aujourd'hui une certaine réticence à se dire libéral. La révolution conservatrice des années 1970-1980 a contribué à cimenter l'image des libéraux comme des politiciens ayant une propension à dépenser des sommes faramineuses pour des programmes politiques inefficaces, en s'appuyant sur les taxes et les impôts des contribuables, d'où leur surnom des *tax-and-spend-liberals*. Également associé chez plusieurs au désordre, au relativisme moral et à l'élitisme, le libéralisme cultive encore aujourd'hui une mauvaise réputation, même chez un grand nombre d'électeurs indépendants, quoiqu'on assiste à un lent retour en grâce de ce terme auprès de l'opinion publique<sup>250</sup>. On comprend dès lors l'hésitation que peuvent avoir certains élus à se dire ouvertement « *liberals* ». En somme, nous cherchons des élus qui souscrivent à une idéologie qu'ils se refusent bien souvent à nommer.

Heureusement, un certain nombre d'outils ont déjà été mis en place afin de positionner les élus en fonction de leur idéologie. Le plus connu est le DW-NOMINATE

---

<sup>250</sup> En janvier 2019, pour la première fois, une majorité (51%) d'électeurs démocrates se disaient « *liberals* » contre seulement 25% en 1992. Pour l'ensemble de la population, toujours en janvier 2019, on comptait 26% d'Américains se disant « *liberals* » (17% en 1992) contre 35% se décrivant comme « *moderates* » ou « *conservatives* ». – Lydia Saad, « U.S. Still Leans Conservative, but Liberals Keep Recent Gains », *Gallup* (8 janvier 2019), en ligne.

(acronyme de *Dynamic Weight – Nominal Three-Step Estimation*), mis au point au début des années 1980 par les politologues Keith Poole et Howard Rosenthal. Il s'agit d'un outil aussi simple qu'efficace, construit à partir d'une banque de données qui comptabilise de manière exhaustive l'ensemble des votes (*roll calls*) tenus au Congrès depuis les débuts de la République. À partir de ces données, Poole et Rosenthal sont en mesure de situer l'ensemble des élus le long d'un axe allant de -1 (parfaitement libéral) à +1 (parfaitement conservateur)<sup>251</sup>. Outil convivial<sup>252</sup> et rigoureux, le DW-NOMINATE a été abondamment utilisé par les chercheurs qui se sont intéressés aux dynamiques idéologiques à l'œuvre au Congrès. C'est le cas du politologue Alan Abramowitz, une référence en matière de polarisation politique aux États-Unis, qui a divisé l'axe du DW-NOMINATE en cinq pour répartir les sénateurs en autant de groupes idéologiques (**Tableau 1.4**).

**Tableau 1.4 : Classification idéologique d'Alan Abramowitz**<sup>253</sup>

Groupe	DW-NOMINATE
Ultralibéraux	$x < -0,500$
Libéraux	$-0,500 \leq x < -0,200$
Modérés	$0,200 \leq x < 0,200$
Conservateurs	$0,200 \leq x < 0,500$
Ultraconservateurs	$0,500 \leq x$

Nous avons repris la classification d'Abramowitz afin d'identifier les sénateurs ayant siégé entre 1969 et 2018 qui peuvent être considérés comme « libéraux » ou « ultralibéraux ». Cette recherche nous a permis d'identifier 159 sénateurs ayant collectivement représenté 48 des 50 États américains<sup>254</sup> (**Tableau 1.5**). Du nombre, on

<sup>251</sup> Sur l'utilisation des modèles spatiaux en science politique, voir : Herbert F. Weisberg, « Dimensionland: An Excursion into Spaces », *American Journal of Political Science* 18, 4 (Novembre 1974).

<sup>252</sup> L'ensemble des données recueillies par Poole, Rosenthal et leur équipe au fil du temps sont aisément accessibles sur le site <https://voteview.com/>.

<sup>253</sup> Alan I. Abramowitz, « U.S Senate Elections in a Polarized Era », in Burdett A. Loomis (dir.), *The U.S. Senate for Deliberation to Dysfunction*, Los Angeles, SAGE, 2012, p. 29.

<sup>254</sup> Seuls le Kansas et le Mississippi n'ont pas élu de sénateurs libéraux au Sénat depuis 1969. Le Kansas est d'ailleurs le seul État qui n'a pas élu de démocrates au Sénat au cours de cette période. George McGill (1930-1939) est le dernier démocrate à avoir représenté le *Sunflower State* à la Chambre haute.

ne compte que 13 ultralibéraux (8,1%), dont six ont fait leur entrée au Sénat après 2006. Tous sont membres du Parti démocrate, à l'exception des indépendants Jim Jeffords, Joe Liberman (à partir de 2007) et Bernie Sanders, qui font néanmoins caucus avec les démocrates.

**Tableau 1.5 : Les libéraux au Sénat des États-Unis, 1969-2018<sup>255</sup>**

Sénateur (État)	Années au Sénat	DW-NOMINATE	Libéral	Ultra Libéral
Warren Magnuson (Washington)	1944-1981	-0,325	X	
J. William Fulbright (Arkansas)	1945-1974	-0,380	X	
John Sparkman (Alabama)	1946-1979	-0,204	X	
Clinton Anderson (Nouveau-Mexique)	1949-1973	-0,201	X	
Hubert Humphrey (Minnesota)	1949-1964, 1971-1978	-0,397	X	
John Pastore (Rhode Island)	1950-1976	-0,256	X	
Albert Gore. (Tennessee)	1953-1971	-0,328	X	
Henry (Scoop) Jackson (Washington)	1953-1983	-0,296	X	
Mike Mansfield (Montana)	1953-1977	-0,439	X	
Stuart Symington (Missouri)	1953-1976	-0,319	X	
Frank Church (Idaho)	1957-1981	-0,384	X	
William Proxmire (Wisconsin)	1957-1989	-0,598		X
Ralph Yarborough (Texas)	1957-1971	-0,416	X	
Jennings Randolph (Virginie-Occidentale)	1958-1985	-0,247	X	
Robert Byrd (Virginie-Occidentale)	1959-2010	-0,309	X	
Howard Cannon (Nevada)	1959-1983	-0,211	X	
Thomas Dodd (Connecticut)	1959-1971	-0,216	X	
Philip Hart (Michigan)	1959-1976	-0,475	X	
Vance Hartke (Indiana)	1959-1977	-0,420	X	
Eugene McCarthy (Minnesota)	1959-1971	-0,433	X	
Gale McGee (Wyoming)	1959-1977	-0,240	X	
Ted Moss (Utah)	1959-1977	-0,396	X	
Edmund Muskie (Maine)	1959-1980	-0,379	X	

<sup>255</sup> Données compilées à partir de <https://voteview.com/congress/senate/text>. À noter que le tableau n'inclut que les sénateurs ayant été élus de plein droit au Sénat et exclut les sénateurs ayant été nommés sur une base intérimaire et n'ayant pas obtenu de mandat en leur nom propre par la suite.

Harrison Williams (New Jersey)	1959-1982	-0,344	X	
Stephen Young (Ohio)	1959-1971	-0,351	X	
Quentin Burdick (Dakota du Nord)	1960-1992	-0,371	X	
Lee Metcalf (Montana)	1961-1978	-0,483	X	
Claiborne Pell (Rhode Island)	1961-1997	-0,332	X	
Ted Kennedy (Massachusetts)	1962-2009	-0,443	X	
Thomas McIntyre (New Hampshire)	1962-1979	-0,279	X	
Birch Bayh (Indiana)	1963-1981	-0,408	X	
Daniel Inouye (Hawaï)	1963-2012	-0,319	X	
George McGovern (Dakota du Sud)	1963-1981	-0,573		X
Gaylord Nelson (Wisconsin)	1963-1981	-0,567		X
Abraham Ribicoff (Connecticut)	1963-1981	-0,313	X	
Gaylord Nelson (Wisconsin)	1963-1981	-0,567		X
Fred Harris (Oklahoma)	1964-1973	-0,400	X	
Walter Mondale (Minnesota)	1964-1976	-0,439	X	
Joseph Montoya (Nouveau-Mexique)	1964-1977	-0,269	X	
Joseph Tydings (Maryland)	1965-1971	-0,360	X	
Fritz Hollings (Caroline du Sud)	1966-2005	-0,293	X	
Thomas Eagleton (Missouri)	1968-1987	-0,380	X	
Alan Cranston (Californie)	1969-1993	-0,387	X	
Mike Gravel (Alaska)	1969-1981	-0,284	X	
Harold Hughes (Iowa)	1969-1975	-0,592		X
Adlai Stevenson, III (Illinois)	1970-1981	-0,333	X	
Lawton Chiles (Floride)	1971-1989	-0,224	X	
John Tunney (Californie)	1971-1977	-0,311	X	
James Abourezk (Dakota du Sud)	1973-1979	-0,743		X
Joe Biden (Delaware)	1973-2009	-0,314	X	
Dick Clark (Iowa)	1973-1979	-0,550		X
Floyd Haskell (Colorado)	1973-1979	-0,465	X	
William Hathaway (Maine)	1973-1979	-0,465	X	
Walter Huddleston (Kentucky)	1973-1985	-0,314	X	
Wendell Ford (Kentucky)	1974-1999	-0,277	X	
John Glenn (Ohio)	1974-1999	-0,262	X	
Howard Metzenbaum (Ohio)	1974, 1976-1995	-0,492	X	
Dale Bumpers (Arkansas)	1975-1999	-0,362	X	
John Culver (Iowa)	1975-1981	-0,410	X	
John Durkin (New Hampshire)	1975-1980	-0,430	X	

Gary Hart (Colorado)	1975-1987	-0,422	X	
Patrick Leahy (Vermont)	1975-	-0,374	X	
Robert Morgan (Caroline du Nord)	1975-1981	-0,237	X	
Donald Riegle (Michigan)	1976-1995	-0,426	X	
Dennis DeConcini (Arizona)	1977-1995	-0,216	X	
Spark Matsunaga (Hawaï)	1977-1990	-0,379	X	
John Melcher (Montana)	1977-1989	-0,329	X	
Daniel Patrick Moynihan (New York)	1977-2001	-0,301	X	
Paul Sarbanes (Maryland)	1977-2007	-0,435	X	
James Sasser (Tennessee)	1977-1995	-0,355	X	
Max Baucus (Montana)	1978-2014	-0,212	X	
Bill Bradley (New Jersey)	1979-1997	-0,313	X	
James Exon (Nebraska)	1979-1997	-0,214	X	
Carl Levin (Michigan)	1979-2015	-0,395	X	
David Pryor (Arkansas)	1979-1997	-0,322	X	
Paul Tsongas (Massachusetts)	1979-1985	-0,383	X	
George Mitchell (Maine)	1980-1995	-0,347	X	
Chris Dodd (Connecticut)	1981-2011	-0,328	X	
Frank Lautenberg (New Jersey)	1982-2001, 2003-2013	-0,382	X	
Jeff Bingaman (Nouveau-Mexique)	1983-2013	-0,266	X	
Al Gore. (Tennessee)	1985-1993	-0,316	X	
Tom Harkin (Iowa)	1985-2015	-0,351	X	
John Kerry (Massachusetts)	1985-2013	-0,352	X	
Jay Rockefeller (Virginie-Occidentale)	1985-2015	-0,326	X	
Terry Sanford (Caroline du Nord)	1986-1993	-0,297	X	
Brock Adams (Washington)	1987-1993	-0,396	X	
Kent Conrad (Dakota du Nord)	1987-2013	-0,296	X	
Tom Daschle (Dakota du Sud)	1987-2005	-0,303	X	
Wyche Fowler (Géorgie)	1987-1993	-0,237	X	
Bob Graham (Floride)	1987-2005	-0,231	X	
Barbara Mikulski (Maryland)	1987-2017	-0,370	X	
Harry Reid (Nevada)	1987-2017	-0,276	X	
Tim Wirth (Colorado)	1987-1993	-0,293	X	
Richard Bryan (Nevada)	1989-2001	-0,241	X	
Bob Kerrey (Nebraska)	1989-2001	-0,223	X	
Herbert Kohl (Wisconsin)	1989-2013	-0,256	X	



Joe Lieberman (Connecticut)	1989-2013	-0,205	X	
Daniel Akaka (Hawaï)	1990-2013	-0,419	X	
Paul Wellstone (Minnesota)	1991-2002	-0,583		X
Harris Wofford (Pennsylvanie)	1991-1995	-0,334	X	
Byron Dorgan (Dakota du Nord)	1992-2011	-0,267	X	
Dianne Feinstein (Californie)	1992-	-0,270	X	
Barbara Boxer (Californie)	1993-2017	-0,450	X	
Russ Feingold (Wisconsin)	1993-2011	-0,308	X	
Carol Moseley Braun (Illinois)	1993-1999	-0,335	X	
Patty Murray (Washington)	1993-	-0,341	X	
Ron Wyden (Oregon)	1996-	-0,320	X	
Max Cleland (Géorgie)	1997-2003	-0,220	X	
Dick Durbin (Illinois)	1997-	-0,363	X	
Tim Johnson (Dakota du Sud)	1997-2015	-0,250	X	
Mary Landrieu (Louisiane)	1997-2015	-0,203	X	
Jack Reed (Rhode Island)	1997-	-0,385	X	
Robert Torricelli (New Jersey)	1997-2003	-0,262	X	
John Edwards (Caroline du Nord)	1999-2005	-0,291	X	
Chuck Schumer (New York)	1999-	-0,351	X	
Maria Cantwell (Washington)	2001-	-0,292	X	
Hillary Clinton (New York)	2001-2009	-0,367	X	
Jon Corzine (New Jersey)	2001-2006	-0,446	X	
Mark Dayton (Minnesota)	2001-2007	-0,421	X	
<i>Jim Jeffords (Vermont)</i>	<i>2001-2007*</i>	<i>-0,277</i>	X	
Debbie Stabenow (Michigan)	2001-	-0,330	X	
Barack Obama (Illinois)	2005-2008	-0,343	X	
Ken Salazar (Colorado)	2005-2009	-0,223	X	
Bob Menendez (New Jersey)	2006-	-0,360	X	
Sherrod Brown (Ohio)	2007-	-0,438	X	
Ben Cardin (Maryland)	2007-	-0,326	X	
Bob Casey (Pennsylvanie)	2007-	-0,304	X	
Amy Klobuchar (Minnesota)	2007-	-0,249	X	
Bernie Sanders (Vermont)	2007-	-0,515		X
Jon Tester (Montana)	2007-	-0,210	X	
Sheldon Whitehouse (Rhode Island)	2007-	-0,413	X	
Mark Begich (Alaska)	2009-2015	-0,235	X	
Michael Bennet (Colorado)	2009-	-0,207	X	

Al Franken (Minnesota)	2009-2018	-0,400	X	
Kirsten Gillibrand (New York)	2009-	-0,377	X	
Kay Hagan (Caroline du Nord)	2009-2015	-0,202	X	
Jeff Merkley (Oregon)	2009-	-0,464	X	
Jeanne Shaheen (New Hampshire)	2009-	-0,252	X	
<i>Arlen Specter (Pennsylvanie)</i>	<i>2009-2011**</i>	<i>-0,321</i>	<i>X</i>	
Mark Udall (Colorado)	2009-2015	-0,353	X	
Tom Udall (Nouveau-Mexique)	2009-	-0,453	X	
Chris Coons (Delaware)	2010-	-0,239	X	
Richard Blumenthal (Connecticut)	2011-	-0,409	X	
Brian Schatz (Hawaï)	2012-	-0,406	X	
Tammy Baldwin (Wisconsin)	2013-	-0,535		X
Cory Booker (New Jersey)	2013-	-0,622		X
Martin Heinrich (Nouveau-Mexique)	2013-	-0,304	X	
Mazie Hirono (Hawaï)	2013-	-0,490	X	
Tim Kaine (Virginie)	2013-	-0,237	X	
Ed Markey (Massachusetts)	2013-	-0,501		X
Chris Murphy (Connecticut)	2013-	-0,307	X	
Elizabeth Warren (Massachusetts)	2013-	-0,762		X
Gary Peters (Michigan)	2015-	-0,237	X	
Catherine Cortez Masto (Nevada)	2017-	-0,349	X	
Tammy Duckworth (Illinois)	2017-	-0,321	X	
Kamala Harris (Californie)	2017-	-0,672		X
Maggie Hassan (New Hampshire)	2017-	-0,257	X	
Chris Van Hollen (Maryland)	2017-	-0,399	X	
Tina Smith (Minnesota)	2018-	-0,339	X	

\*Jim Jeffords siège en tant que républicain de 1989 à 2001. En 2001, il quitte le Parti républicain pour devenir un indépendant faisant caucus avec les démocrates. Le DW-NOMINATE inscrit dans ce tableau correspond à son positionnement en tant qu'indépendant

\*\* Arlen Specter siège comme républicain de 1981 à 2009. En 2009, il change son affiliation pour devenir démocrate. Le DW-NOMINATE inscrit dans ce tableau correspond à son positionnement en tant que démocrate.

### *Les limites du DW-NOMINATE*

L'utilisation du DW-NOMINATE nous a été d'une grande aide afin d'avoir une idée de qui sont les sénateurs formant la coalition libérale au Sénat. Cela étant dit, un certain nombre d'écueils subsistent. Le premier écueil concerne l'abondance des données. Étudier l'activité législative de 159 sénateurs serait un travail fastidieux, qui

outrepasserait de beaucoup les limites d'une thèse de doctorat. De plus, et c'est là le deuxième écueil, les républicains sont totalement absents de cette liste. D'un point de vue contemporain, une telle absence semble aller de soi, tant le conservatisme semble être inscrit dans l'ADN même du *Grand Old Party* : à titre d'exemple, au moment où s'ouvrait le 116<sup>e</sup> Congrès (2019-2021), sur 53 sénateurs républicains, seule Susan Collins (Maine), avec un DW-NOMINATE de 0,111, pouvait être considérée comme une modérée selon la classification d'Abramowitz. Au même moment, pas moins de 24 républicains, soit 45% du caucus, entraient dans la catégorie des ultraconservateurs. Cette situation est relativement nouvelle dans l'histoire du GOP. Jusqu'à la fin des années 1980, on comptait au sein du Parti républicain une aile libérale (modérée selon la classification d'Abramowitz). Des sénateurs tels que George Aiken (Vermont, 1941-1975), Jacob Javits (New York, 1957-1981), Ed Brooke<sup>256</sup> (Massachusetts, 1967-1979), Mark Hatfield (Oregon, 1967-1997), Charles Mathias (Maryland, 1969-1987), Bob Packwood (Oregon, 1969-1995), David Durenberger (Minnesota, 1978-1995) et John Chafee (Rhode Island, 1976-1999) ont, à de multiples occasions, fait front commun avec les démocrates libéraux autour d'enjeux comme la sauvegarde de l'environnement, la protection des droits civiques, l'accessibilité aux soins de santé et la redéfinition de la politique étrangère américaine.

Enfin, le troisième écueil concerne la méthodologie même du DW-NOMINATE, qui s'appuie exclusivement sur les votes enregistrés en chambre par les sénateurs pour établir leur positionnement idéologique. Ce faisant, le DW-NOMINATE ne tient pas compte d'un certain nombre d'éléments de contexte entourant ces votes, qu'il s'agisse de pressions des électeurs (particulièrement chez les élus dont le siège est à risque), des groupes d'intérêts ou du leadership partisan, d'ententes entre des élus qui s'échangent des votes sur des projets de loi ou encore de l'accroissement de la polarisation et des votes partisans, qui favorisent les positions plus extrêmes sur l'axe libéral-

---

<sup>256</sup> Premier Afro-Américain élu au Sénat des États-Unis après l'adoption du 17<sup>e</sup> amendement.

conservateur. Plus problématique encore, le DW-NOMINATE ne permet pas de faire la différence entre les activistes et les élus plus passifs. Dans les faits, plusieurs des sénateurs identifiés dans le **tableau 1.5** n'ont pas laissé de marque significative dans l'histoire du libéralisme au Sénat. À titre d'exemple, Howard Cannon (Nevada) a beau avoir siégé au Sénat de 1959 à 1983, son nom n'est jamais apparu dans les documents que nous avons consultés.

### *Activisme, entrepreneuriat et influence*

Reprenant la définition proposée par Ralph Carter et James Scott, nous définissons l'activisme comme **toute action entreprise par des sénateurs pour influencer le dénouement d'un débat ou l'adoption d'une politique**<sup>257</sup>. Ces actions peuvent prendre une multitude de formes, que ce soit à l'intérieur de l'institution (dépôts de projets de loi ou d'amendements, participation aux travaux d'une commission, discours à la Chambre ou au Congrès, etc.) ou dans la sphère publique (interventions médiatiques, écriture de livre, lancement d'une campagne présidentielle, etc.)<sup>258</sup>. L'étude de l'activisme au Congrès s'inscrit au cœur d'une littérature qui s'est intéressée, depuis quelques décennies, à la question de l'agentivité des élus de Capitol Hill<sup>259</sup>. Au cours des dernières années, plusieurs travaux ont ainsi montré les motivations qui sous-tendent les des élus du Congrès, en insistant sur l'influence des

<sup>257</sup> Ralph G. Carter et James M. Scott, *Choosing to Lead. Understanding Foreign Policy Entrepreneurs*, Durham, Duke University Press, 2009, p. 18.

<sup>258</sup> David R. Mayhew, *America's Congress*, *op. cit.* – Nous reprenons la définition habermassienne de la sphère publique, soit la **société engagée dans des débats publics critiques. Les conditions nécessaires à la formation de la sphère publique sont : la formation d'une opinion publique, la possibilité que tous puissent participer au débat, la liberté de parole et d'expression et la possibilité de débattre des relations de pouvoir au sein de la société.** – Jürgen Habermas, *The Structural Transformation of the Public Sphere. An Inquiry into a Category of Bourgeois Society*, Cambridge, The MIT Press, 1989, p. 27 et 52; Habermas, « The Public Sphere », in Stephen E. Bronner et Douglas Kellner (dir.), *Critical Theory and Society. A Reader*, New York, Routledge, p. 136.

<sup>259</sup> Dans cette sous-branche des études sur le Congrès, les travaux de Richard Fenno, Richard Hall et David Mayhew font office de précurseurs. Voir notamment Richard F. Fenno, Jr., *Congressmen in Committees*, Boston, Little, Brown, & Co, 1973; Fenno, *Home Style. House Members in Their Districts*, Boston, Little, Brown, & Co, 1978; Richard L. Hall, *Participation in Congress*, New Haven, Yale University Press, 1996; David R. Mayhew, *Congress. The Electoral Connection*, New Haven, Yale University Press, 1974; Mayhew, *America's Congress*, *op. cit.*

facteurs électoral<sup>260</sup>, idéologique<sup>261</sup>, institutionnel<sup>262</sup> ou personnel<sup>263</sup>. Par ailleurs, d'autres chercheurs se sont intéressés à l'influence individuelle que peuvent avoir les élus du Congrès sur l'ordre du jour politique<sup>264</sup>. Certains l'ont fait en mobilisant le concept d'« entrepreneur politique », décrit par le politologue Robert Dahl comme « [a] leader who knows how to use his resources to the maximum [...] He is not so much the agent of others as others are his agents<sup>265</sup>. » Dans son étude classique portant sur l'entrepreneuriat politique, John Kingdon met de l'avant une définition de ce concept qui lie l'intérêt personnel des entrepreneurs pour un enjeu, leur volonté

---

<sup>260</sup> Jamie L. Carson et Joel Sievert, *Electoral Incentives in Congress*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2018.

<sup>261</sup> Robert A. Bernstein, *Elections, Representations, and Congressional Voting Behavior. The Myth of Constituency Control*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1989; Mark C. Hines et Michele L. Swers, « Ideological Warriors and Constituent Servants: Understanding the Determinants of Participation on Health Care Legislation in the Polarized Senate », *Congress & the Presidency* 42, 2 (2015); Joseph P. Kalt et Mark A. Zupan, « Capture and Ideology in the Economic Theory of Politics », *The American Economic Review* 74, 3 (Juin 1984).

<sup>262</sup> C. Lawrence Evans, *Leadership in Committee. A Comparative Analysis of Leadership Behavior in the U.S. Senate*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1991; Gregory Koger, « Position Taking and Cosponsorship in the U.S. House », *Legislative Studies Quarterly* 28, 2 (Mai 2003); Jonathan Woon, « Issue Attention and Legislative Proposals in the U.S. Senate », *Legislative Studies Quarterly* 34, 1 (Février 2009).

<sup>263</sup> Paul R. Abramson, John H. Aldrich et David W. Rohde, « Progressive Ambitions Among United States Senators: 1972-1988 », *The Journal of Politics* 49, 1 (Février 1987); Barry C. Burden, « United States Senators as Presidential Candidates », *Political Science Quarterly* 117, 1 (Printemps 2002); Burden, *Personal Roots of Representation*, Princeton, Princeton University Press, 2007; Michael D. Minta, *Oversight. Representing the Interests of Blacks and Latinos in Congress*, Princeton, Princeton University Press, 2011; Robert L. Peabody, Norman J. Ornstein et David W. Rohde, « The United States Senate as a Presidential Incubator: Many Are Called, But Few Are Chosen », *Political Science Quarterly* 91, 2 (Été 1976); Joseph Schlesinger, *Ambition and Politics*, Chicago, Rand McNally, 1966; Michele L. Swers, *Women in the Club. Gender and Policy Making in the Senate*, Chicago, The University of Chicago Press, 2013; Melissa S. Williams, *Voice, Trust, and Memory. Marginalized Groups and the Failings of Liberal Representation*, Princeton, Princeton University Press, 1998.

<sup>264</sup> Voir à ce propos R. Douglas Arnold, *The Logic of Congressional Action*, *op. cit.*; Frances E. Lee, « Individual and Partisan Activism on the Senate Floor », in Burdett A. Loomis (dir.), *The U.S. Senate. From Deliberation to Dysfunction*, Washington, CQ Press, 2012; Burdett A. Loomis et Wendy J. Schiller, *The Contemporary Congress*, 4<sup>e</sup> édition, Belmont, Thomson Wadsworth, 2004; David R. Mayhew, *America's Congress*, *op. cit.*; Michael S. Rocca, « Nonlegislative Debate in the U.S. House of Representatives », *American Politics Research* 35, 4 (Juillet 2007); Jack L. Walker, « Setting the Agenda in the U.S. Senate », *loc. cit.*

<sup>265</sup> Robert A. Dahl, *Who Governs? Democracy and Power in an American City*, New Haven, Yale University Press, 1967, p. 6.

d'attirer l'attention sur cet enjeu et la promotion de politiques innovatrices<sup>266</sup>. Selon Kingdon, le Congrès est particulièrement propice au développement de l'entrepreneuriat politique puisque ses membres peuvent à la fois mettre une idée de l'avant et faire adopter des politiques<sup>267</sup>. Rien de surprenant, dès lors, à ce que de nombreuses études consacrées à l'entrepreneuriat politique sur Capitol Hill aient proliféré au cours des dernières décennies<sup>268</sup>. Pour notre part, nous considérons l'entrepreneuriat comme étant le stade ultime de l'activisme, puisqu'il implique la notion d'innovation politique. Cela étant dit, le concept d'entrepreneur politique n'est pas au cœur de notre thèse, mais nous y faisons référence à l'occasion pour qualifier l'activisme de certains sénateurs dont l'implication a directement contribué à transformer les tenants et aboutissants d'un débat politique en particulier.

Un mot en passant sur l'épineuse notion « d'influence », qui est au cœur de la quête de tout activiste, mais qui demeure difficile à observer ou à mesurer empiriquement<sup>269</sup>. En parlant d'influence on peut, selon le contexte, faire référence à la capacité de

---

<sup>266</sup> John W. Kingdon, *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, 3<sup>e</sup> édition, New York, Longman, 2003, p. 20. Sur l'entrepreneuriat politique, voir également Norman Frohlich et Joe A. Oppeneimer, *Modern Political Economy*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1978; Mark Schneider et Paul Teske, « Toward a Theory of the Political Entrepreneur: Evidence from Local Government », *The American Political Science Review* 86, 3 (Septembre 1992); Adam D. Sheingate, « Political Entrepreneurship, Institutional Change, and American Political Development », *Studies in American Political Development* 17 (Automne 2003); Carol S. Weissert, « Policy Entrepreneurs, Policy Opportunists, and Legislative Effectiveness », *American Politics Research* 19, 2 (Avril 1991).

<sup>267</sup> John W. Kingdon, *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, *op. cit.*, p. 34-39.

<sup>268</sup> L'ouvrage de référence en la matière est sans contredit le livre de Ralph G. Carter et James M. Scott, *Choosing to Lead*, *op. cit.*, qui porte sur l'entrepreneuriat en politique étrangère. Voir également Richard S. Conlay, « Congress, the Presidency, Information Technology, and the Internet. Policy Entrepreneurship at Both Ends of Pennsylvania Avenue », in James A. Thurber et Colton C. Campbell (dir.), *Congress and the Internet*, Upper Saddle River, Prentice Hall, 2003; Burdett A. Loomis, *The New American Politician. Ambition, Entrepreneurship, and the Changing Face of Political Life*, New York, BasicBooks, 1988; Wendy J. Schiller, « Senators as Political Entrepreneurs: Using Bill Sponsorship to Shape Legislative Agendas », *American Journal of Political Science* 39, 1 (Février 1995); Patrick J. Sellers, « Manipulating the Message in the U.S. Congress », *The Harvard International Journal of Press/Politics* 5, 1 (2000); Gregory Wawro, *Legislative Entrepreneurship in the U.S. House of Representatives*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2001.

<sup>269</sup> Voir à ce propos Kimberly H. Conger, « A Matter of Context: Christian Right Influence in U.S. State Republican Politics », *State Politics & Policy Quarterly* 10, 3 (Automne 2010), p. 254; Richard L. Hall, « Measuring Legislative Influence », *Legislative Studies Quarterly* 17, 2 (Mai 1992), p. 205.

persuasion, au pouvoir ou à l'autorité dont dispose un individu sur un autre ou sur un groupe<sup>270</sup>; au pouvoir qu'a un acteur A d'amener un acteur B à prendre une décision qu'il n'aurait pas prise en l'absence de A<sup>271</sup>; ou encore à la corrélation entre les préférences politiques d'un acteur et les politiques adoptées par un gouvernement<sup>272</sup>. Le problème de la plupart de ces définitions est qu'elles gravitent généralement autour de la notion diffuse de « succès » qui, dans le cadre du Congrès, est généralement associé au succès législatif, soit à la capacité pour un élu de faire adopter un projet de loi qu'il a déposé ou qu'il appuie fortement. Or, une telle définition est fortement limitative, lorsqu'on considère qu'une infime fraction des projets de loi déposés au Congrès deviennent des lois fédérales<sup>273</sup>. Ajoutons à cela qu'il est pour le moins difficile, vu la fragmentation du travail au Congrès et la multiplicité des acteurs impliqués dans le processus législatif, d'établir avec certitude qui peut être considéré comme ayant eu une influence prépondérante sur l'adoption d'une mesure particulière. C'est pourquoi, dans le cadre de notre thèse, nous délaissions la notion d'influence individuelle que peuvent avoir des sénateurs, sauf lorsque cette influence paraît évidente<sup>274</sup>.

### *Les prédispositions personnelles des activistes libéraux*

Étudier l'activisme libéral au Sénat nécessite bien souvent de prendre en considération les « prédispositions personnelles » des sénateurs. Dans son ouvrage de 2007 intitulé *Personal Roots of Representation*, le politologue Barry Burden invite les chercheurs

---

<sup>270</sup> Frédérick Gagnon, *Les sénateurs qui changent le monde*, op. cit., p. 15-16.

<sup>271</sup> Richard L. Hall, loc. cit.; Randall B. Ripley, *Power in the Senate*, New York, St. Martin's Press, 1969.

<sup>272</sup> Dennis W. Gleiber et Steven A. Shull, « Presidential Influence in the Policymaking Process », *The Western Political Quarterly* 45, 2 (Juin 1992), p. 441; Jack H. Nagel, *The Descriptive Analysis of Power*, New Haven, Yale University Press, 1975, p. 29.

<sup>273</sup> À titre d'exemple, pour la période allant de 1999 à 2010, entre 3% et 6% des projets de loi déposés annuellement au Congrès sont devenus des lois fédérales. – s.a., « Kill Bill: How Many Bills Are There? How Many Are Enacted? », *GovTrack* (4 août 2011), en ligne.

<sup>274</sup> Par exemple, l'implication d'Edmund Muskie sur les enjeux environnementaux ou celle de Ted Kennedy sur les questions liées à l'assurance maladie et à l'accès aux soins de santé.

sur le Congrès à s'intéresser au parcours personnel des élus pour mieux comprendre pourquoi certains enjeux sont plus susceptibles d'attirer leur attention<sup>275</sup>. Dans la même veine, Frédérick Gagnon parle de l'importance de tenir compte des facteurs individuels pour savoir quels sont les sénateurs qui, pour un enjeu donné, démontrent les « intérêts, aptitudes et convictions nécessaires pour exercer un fort leadership au Congrès et dans leur relation avec la Maison-Blanche<sup>276</sup> ». La prise en compte des prédispositions personnelles des élus est un outil pratique pour comprendre l'origine de l'intérêt des sénateurs pour un enjeu particulier et leurs propositions politiques pour cet enjeu, mais également pour comprendre pourquoi ils privilégient tel ou tel moyen d'action pour faire avancer leurs priorités législatives. En lien plus direct avec notre thèse, l'étude des prédispositions personnelles des élus peut nous aider dans certains cas à mieux comprendre ce qui les amène à embrasser un ou plusieurs courants libéraux en particulier. Comme pour le concept d'entrepreneur toutefois, nous n'étudions pas de manière systématique les prédispositions personnelles des élus, mais nous les évoquons lorsqu'elles fournissent des éléments de compréhension que nous jugeons pertinents.

#### *La coalition libérale et l'évolution du libéralisme au Sénat*

Avant de pousser plus avant, précisons deux choses concernant les liens entre la coalition libérale et le libéralisme au Sénat tels que nous les présentons dans notre thèse :

- la coalition libérale telle qu'elle est présentée dans le **tableau 1.5** est un bon point de départ pour notre recherche, mais elle n'en constitue pas la fin. En étudiant l'évolution du libéralisme au Sénat à partir des débats politiques qui ont lieu à la Chambre haute, il nous arrive de mettre en lumière le rôle joué par certains sénateurs n'appartenant pas à la coalition libérale (dont plusieurs républicains modérés). À l'inverse, plusieurs des sénateurs dont le nom apparaît

---

<sup>275</sup> Barry C. Burden, *Personal Roots of Representation*, op. cit.

<sup>276</sup> Frédérick Gagnon, *Les sénateurs qui changent le monde*, op. cit., p. 41.



dans le tableau n'ont pas laissé de traces majeures, du moins en ce qui a trait aux enjeux que nous avons étudiés dans le cadre de notre recherche;

- bien que notre recherche porte sur l'évolution des rapports de force entre courants libéraux, notre but n'est pas d'associer chaque sénateur à un courant particulier. Au contraire, la plupart des sénateurs libéraux s'inscrivent dans plus d'un courant et certains changent leurs affinités dans le temps. Notre objectif est de montrer l'évolution des débats et des rapports de force au sein de la coalition libérale et, par extension comment cette dynamique interne au libéralisme se répercute sur l'activisme des sénateurs libéraux.

#### 1.4.5. Les conjonctures critiques

L'interaction de nos trois variables entraîne l'émergence de conjonctures critiques qui sont, rappelons-le, des périodes au cours desquelles l'interaction entre plusieurs éléments de contexte permet l'atteinte d'un seuil critique au-delà duquel on assiste à d'importants changements au sein de l'ordre politique<sup>277</sup>. Les conjonctures critiques alternent avec les périodes de ressac et leur durée peut varier considérablement (**Tableau 1.6**).

**Tableau 1.6 : Alternance des périodes de ressac et des conjonctures critiques**

Période de ressac	Conjoncture critique
1966-1968 <sup>278</sup>	1969-1978
1978-1985	1985-1994
1994-2007	2007-2014
2014-2016	2016 <sup>279</sup> -

<sup>277</sup> Hillel David Soifer, « The Causal Logic of Critical Junctures », *loc. cit.*

<sup>278</sup> Faisant suite à la victoire de Lyndon Johnson et des démocrates en 1964 et à l'effervescence initiale ayant accompagné le lancement de la *Great Society* en 1965, l'élection de mi-mandat est teintée par un mécontentement grandissant à l'égard des politiques libérales de Johnson et se conclut par la perte de 47 sièges démocrates à la Chambre des représentants et de trois sièges au Sénat. C'est lors de cette élection qu'on observe les premières ruptures au sein de la coalition du *New Deal* qui se manifesteront pleinement en 1968.

<sup>279</sup> Il est encore trop tôt pour affirmer avec certitude qu'une nouvelle conjoncture critique débute en 2016. Toutefois, comme nous le verrons à la fin du chapitre 4, plusieurs éléments nous mènent à penser que c'est effectivement le cas.

Afin d'observer l'effet des conjonctures critiques sur le libéralisme au Sénat, nous avons procédé à une analyse détaillée de l'activisme libéral au cours des trois premières conjonctures critiques en nous concentrant sur quatre grands enjeux : l'accès aux soins de santé, les droits civiques et les questions morales, la protection de l'environnement et la politique internationale. Ces enjeux ont été retenus, d'une part, parce qu'ils sont débattus au Sénat tout au long du cadre chronologique couvert par notre thèse et, d'autre part, parce qu'on arrive généralement à distinguer clairement les positions libérales et les positions conservatrices.

*Activisme libéral : l'accès aux soins de santé*

Le premier enjeu concerne l'accès aux soins de santé. Encore aujourd'hui, les États-Unis sont, aux côtés de l'Afrique du Sud la seule démocratie industrielle qui n'offre pas à ses citoyens un régime national public d'assurance maladie<sup>280</sup>. Pourtant, la mise en place d'un tel programme est un vieux rêve des progressistes américains qui remonte au moins à la campagne présidentielle de Theodore Roosevelt à la tête du *Progressive Party* en 1912<sup>281</sup>. En 1965, l'adoption des programmes Medicare et

---

<sup>280</sup> Max Fisher, « Here's a Map of the Countries That Provide Universal Health Care (America's Still Not on It) », *The Atlantic* (28 juin 2012), en ligne; Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein, « Introduction », in Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein (dir.), *Intensive Care. How Congress Shapes Health Policy*, Washington, American Enterprise Institute et The Brookings Institution, 1995, p. 1. Sur les causes de cette exception américaine, de même que sur l'histoire de l'assurance maladie aux États-Unis, voir : Anne-Emanuelle Birn, *et al.*, « Struggles for National Health Reform in the United States », *American Journal of Public Health* 93, 1 (Janvier 2003); Robert I. Field, *Health Care Regulation in America. Complexity, Confrontation, and Compromise*, New York, Oxford University Press, 2007; Jacob S. Hacker, « The Historical Logic of National Health Insurance », *loc. cit.*; Lawrence R. Jacobs, *The Health of Nations. Public Opinion and the Making of American and British Health Policy*, Ithaca, Cornell University Press, 1993; Jennie Jacobs Kronenfeld et Michael R. Kronenfeld, *Healthcare Reform in America. A Reference Handbook*, Santa Barbara, ABC-Clio, 2004; Howard Markel, « Give 'Em Health, Harry », *The Milbank Quarterly* 93, 1 (2015); Paul Starr, *The Social Transformation of American Medicine*, New York, Basic Books, 1982; Sven Steinmo et Jon Watts, « It's the Institutions, Stupid! Why Comprehensive National Health Insurance Always Fails in America », *Journal of Health Politics, Policy and Law* 20, 2 (Été 1995).

<sup>281</sup> Anne-Emanuelle Birn, *et al.*, « Struggles for National Health Reform in the United States », *loc. cit.*, p. 86.

Medicaid<sup>282</sup> sous l'égide de l'administration Johnson avait donné l'espoir que l'adoption d'un régime universel d'assurance maladie était imminente. Des circonstances moins favorables à compter du milieu des années 1970 ont cependant fermé cette porte. Cela n'a pas empêché du reste les libéraux de continuer de prendre position pour que l'État s'implique davantage pour garantir à tous les Américains l'accès à des soins de santé de qualité.

*Activisme libéral : droits civiques et questions morales*

Le deuxième grand enjeu regroupe les droits civiques et les questions morales. Ces deux enjeux ont été regroupés, car ils concernent tous deux la définition de l'identité et des valeurs américaines<sup>283</sup>. Par « droits civiques », nous faisons référence à la lutte menée par des activistes et des politiciens pour que tous les Américains et Américaines aient accès au plein exercice de leurs droits tels qu'ils sont garantis par la Constitution. Le mouvement le plus connu en ce sens est sans contredit celui de la lutte pour l'égalité des droits des Afro-Américains, particulièrement au cours des années 1950 et 1960. Plusieurs autres causes peuvent toutefois être associées au combat pour les droits civiques, qu'on songe aux luttes pour les droits des femmes, des Premières Nations, des communautés LGBTQ ou des immigrants en situation régulière ou irrégulière, autant de luttes qui visent en définitive à élargir autant que possible les contours de l'identité américaine. En ce qui a trait aux questions morales, elles occupent une place de plus en plus importante à partir des années 1970 avec la mobilisation politique des groupes issus de la droite religieuse contre le déclin perçu de la moralité et la

---

<sup>282</sup> En 1965, deux amendements apportés à la Loi sur la sécurité sociale mettent en place les programmes *Medicare* (Title XVIII) et *Medicaid* (Title XIX). Le premier, géré par l'État fédéral, assure une couverture médicale pour l'ensemble des Américains âgés de 65 ans et plus, tandis que le second prévoit que l'État fédéral enverra des fonds aux États afin que ceux-ci couvrent les soins pour les Américains les plus démunis. - Howard N. Newman, « Medicare and Medicaid », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 399 (Janvier 1972).

<sup>283</sup> James Davison Hunter, *Culture Wars. The Struggle to Define America. Making Sense of the Battles over the Family, Art, Education, Law, and Politics*, New York, Basic Books, 1991.

légalisation de l'avortement<sup>284</sup>. Depuis cette période, les « guerres culturelles » ont opposé les conservateurs moraux/religieux et les progressistes humanistes/séculiers autour d'enjeux tels que l'accès à l'avortement, la religion dans les écoles, les droits des personnes LGBTQ, la recherche sur les cellules souches, la légalisation des drogues et l'accès aux armes à feu<sup>285</sup>.

### *Activisme libéral : la protection de l'environnement*

La protection de l'environnement fait timidement son apparition au Congrès en tant qu'enjeu au milieu du XX<sup>e</sup> siècle<sup>286</sup>. À partir de la fin des années 1960, une prise de conscience majeure de la population des dangers liés à la dégradation des milieux de vie transforme la protection de l'environnement en enjeu majeur qui bénéficie alors d'un appui bipartisan<sup>287</sup>. Ce consensus environnemental ne dure toutefois qu'un temps, alors que le Parti républicain devient graduellement hostile à la réglementation des industries polluantes. Parallèlement, la défense de l'environnement devient un point de ralliement pour les libéraux américains qui gagne en importance à mesure que se dessinent les contours de la problématique des changements climatiques. Devant l'ampleur de la crise écologique, les libéraux prônent l'adoption de réglementations contraignantes et font la promotion de modèles de développement durable qui peuvent

---

<sup>284</sup> Denis Lacorne, *De la religion en Amérique : essai d'histoire politique*, nouvelle édition mise à jour et augmentée, Paris, Gallimard, 2012, chap. 7; Dominic Sandbrook, *Mad as Hell*, *op. cit.*, chap. 4.

<sup>285</sup> Hans-Georg Betz, *États-Unis : une nation divisée : guerre culturelle et idéologique*, Paris, Autrement, 2008; Todd Gitlin, *The Twilight of Common Dreams*, *op. cit.*; Frédérick Gagnon, « Quelle guerre culturelle? Les médias américains et québécois et le mythe de la polarisation de la société américaine », *Études internationales* 40, 3 (Septembre 2009); Stanley B. Greenberg, *The Two Americas. Our Current Political Deadlock and How to Break It*, New York, Thomas Dunne Books, 2004; James Davison Hunter, *Culture Wars*, *op. cit.*; Laura R. Olson, « Religion, Moralism, and the Culture Wars: Competing Moral Visions », in Jeffrey M. Stonecash (dir.), *New Directions in American Political Parties*, New York, Routledge, 2010.

<sup>286</sup> Paul Charles Milazzo, *Unlikely Environmentalists. Congress and Clean Water, 1945-1972*, Lawrence, University Press of Kansas, 2006. Mentionnons toutefois que dès l'Ère progressiste, et particulièrement sous la présidence de Theodore Roosevelt (1901-1909), on assiste à un effort important de la part du gouvernement fédéral pour conserver de vastes territoires naturels aux États-Unis.

<sup>287</sup> Anthony Downs, « Up and Down with Ecology – The “Issue-Attention Cycle” », *Public Interest* 28 (Été 1972).

garantir la préservation du bien commun et faire en sorte que l'ensemble de la population américaine ait accès à une qualité de vie satisfaisante<sup>288</sup>.

*Activisme libéral : la politique internationale*

Finalement, nous nous intéressons aux positions libérales en matière de politique internationale. Il nous apparaissait important d'inclure cette dimension considérant la place centrale (et souvent sous-estimée) qu'occupe le Congrès en général, et le Sénat en particulier, dans la formulation de la politique étrangère américaine. Le débat libéral-conservateur peut d'ailleurs aisément se transposer sur les questions internationales<sup>289</sup>. À partir de la fin des années 1960, on assiste à une mobilisation des libéraux du Sénat qui se montrent critiques par rapport aux interventions militaires américaines au Vietnam et dans les pays voisins (le Cambodge notamment) par les administrations Johnson et Nixon<sup>290</sup>. Cette mobilisation libérale sur les questions internationales se poursuit au-delà des interventions en Asie du Sud-Est, alors que nombre de sénateurs s'engagent, à partir des années 1970, autour de questions comme le désarmement, le maintien de la paix, le respect des droits humains et le développement international. Les libéraux tentent par la suite de faire contrepoids à la montée du néoconservatisme, un courant idéologique influent au cours des années 1980 à 2000. Les néoconservateurs privilégient une approche militariste et unilatéraliste pour défendre et imposer les valeurs américaines contre les « forces du mal » (le bloc communiste d'abord, puis le terrorisme djihadiste)<sup>291</sup>. Nous définissons le libéralisme

---

<sup>288</sup> Selon Danic Parenteau et Ian Parenteau, l'écologisme peut être considéré comme une idéologie à part entière, qui n'est ni de gauche ni de droite. Cela étant dit, eux-mêmes reconnaissent que la protection de l'environnement est généralement une posture politique associée à la gauche. – Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques*, op. cit., chap. 10.

<sup>289</sup> Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite : un débat sans frontières*, op. cit.

<sup>290</sup> Randall B. Woods (dir.), *Vietnam and the American Political Tradition*, op. cit.

<sup>291</sup> Frédérick Gagnon et Guillaume Mascotto, « Le néoconservatisme », in Alex Macleod et Dan O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales : contestations et résistances*, 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée, Outremont, Athéna Éditions, 2010; Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, « Essor et déclin du néoconservatisme au sein de l'administration Bush », in Charles-Philippe David et Julien Tourreille (dir.), *Le conservatisme américain*, op. cit.

en politique internationale comme une attitude prônant une politique étrangère inclusive valorisant la collaboration entre les États, le multilatéralisme, la diplomatie, le respect des souverainetés nationales, le développement international et les droits humains et qui se méfie des interventions militaires, lesquelles doivent être entreprises en dernier recours et en respectant la Constitution américaine et les règles du droit international<sup>292</sup>.

#### 1.4.6. Fin de la conjoncture critique : nouvel équilibre, ressac et nouvelle itération du modèle

La conjoncture critique se termine lorsque cessent les effets de l'interaction initiale entre les variables qui en a permis l'émergence. À ce moment, la coalition libérale est parvenue à un nouvel équilibre, qui se traduit par une recomposition des rapports de force liant les différents courants. La fin de la conjoncture critique marque le début de la phase du ressac : la population américaine réagit alors à l'activisme et aux réformes mises en place par les libéraux, le plus souvent en les sanctionnant<sup>293</sup>. Cette phase d'équilibre/ressac dure jusqu'au moment où une nouvelle convergence des variables entraîne l'émergence d'une autre conjoncture critique.

### 1.5. Méthodologie

Notre démonstration s'appuie sur la constitution et la consultation d'un corpus documentaire à partir duquel nous avons pu procéder à notre analyse qui se décline en trois temps : la périodisation, l'analyse schématique et la comparaison entre les différentes périodes que nous étudions.

---

<sup>292</sup> Cette définition s'inspire grandement de Claude Corbo et Frédérick Gagnon (*Les États-Unis d'Amérique, op. cit.*, p. 264-265) et de Ganesh Sitaraman, « The Emergence of Progressive Foreign Policy », *War on the Rocks* (15 avril 2019), en ligne.

<sup>293</sup> Voir à ce propos l'éclairant ouvrage de James A. Stimson *Tides of Consent, op. cit.*

### 1.5.1 Recherche documentaire

*La source principale : le Congressional Quarterly Almanac*

Le *Congressional Quarterly Almanac* (CQA) a été notre principale source documentaire. Depuis 1948, le CQA est publié annuellement par Congressional Quarterly, une maison d'édition qui se spécialise dans la publication de matériel de référence en lien avec le Congrès des États-Unis. Chaque édition du CQA comprend une série d'articles portant sur les débats législatifs ayant eu lieu au Congrès au cours de l'année précédente. La consultation virtuelle du CQA offre plusieurs options de recherche. La plus utile pour nous s'est avérée la consultation des *Policy Trackers*, qui permet d'accéder rapidement à l'ensemble des articles portant sur des débats particuliers au fil des années. Un index nous a permis d'identifier ceux qui étaient potentiellement les plus intéressants pour notre recherche (**Tableau 1.7**). Leur pertinence était variable. Certains nous ont permis de trouver un grand nombre d'articles éclairants, tandis que d'autres se sont avérés inutiles. Un certain nombre de *Policy Trackers* étaient exclusivement associés à une période particulière (par exemple : « Iran-Contra Affair and Involvement in Nicaragua » ou « Vietnam War » dans politique internationale). Malgré l'ampleur du matériel documentaire fourni par le CQA, il importe de souligner que cette source est le résultat d'un processus de sélection et ne couvre donc pas de manière exhaustive l'ensemble des débats et des enjeux discutés au Congrès au cours d'une année. Nous avons donc dû composer avec les limites imposées par un processus éditorial qui a pu laisser de côté des débats qui auraient été pertinents pour nous. Nous sommes cependant confiant que cette limitation ne vient pas compromettre de manière importante la représentativité de notre recherche documentaire.

**Tableau 1.7 : Liste des Policy Trackers du Congressional Quarterly Almanac consultés**

Accès aux soins de santé	Droits civiques/questions morales	Environnement	Politique internationale
Anti-Poverty Programs Disabled Veterans Benefits Health Care for Special Groups Health Service for Children HIV/AIDS Managed Care and Health Insurance Medicare and Medicaid Mental health Social Services for the Disabled Universal Healthcare Coverage Welfare Policy	Abortion and Family Planning Affirmative Action Civil Rights Death Penalty Disabled Persons Rights Equal Employment Opportunity and Workplace Diversity First Amendment Issues Gay, Lesbian, Bisexual, and Transgendered Individual Rights Genetics, Cloning, and Stem-Cell Research Gun Control and the Second Amendment Illegal Drugs Immigration: Illegal Immigration and Deportation Juveniles in the Criminal Justice System Native American Issues Prisoners and Corrections Religion and Schools Right to Die and Euthanasia Segregation and Desegregation Sentencing Television: Programming Title IX and Women in Education Voting Rights Women's Rights	Clean Air Act and Air Pollution Clean Fuels, Wind and Solar Power Coal and Synthetic Fuels Coastal Management and Ocean Conservation Conservation of Wild and Scenic Rivers Endangered Species and Wildlife Management Energy Policy Environment Annual Overviews Environmental Impact Statements and NEPA Fertilizer and Pest Control Global Warming and Climate Change Nature Preserves and Conservation of Wilderness Areas Nuclear Waste Management Oil Spills Superfund Program and Hazardous Waste Cleanup Waste Management and Recycling Water Quality	Arms Control and Nuclear Proliferation Cold War Trade Communist Containment in the Americas Diplomacy, Embassies, and Recognition of Sovereignty Embargos, Boycotts, Bans and Sanctions Foreign Aid Appropriations Foreign policy Annual Overview Free Trade Agreements Human Rights and Foreign Aid Human Rights and Trade Sanctions Iran-Contra Affair and Involvement in Nicaragua Israel and the Palestinians Military Aid and Arm Sales Most favored Nation Status NATO North American Free Trade Agreement Panama Canal Refugees and Asylum Strategic Defense Initiative Terrorism U.S. Military Operations U.S. Relation and Policy United Nations Vietnam War

Le CQA a pu être consulté en ligne pour la période allant jusqu'à 2013 inclusivement grâce à l'abonnement institutionnel de l'UQAM. Les éditions 2014, 2015 et 2016 ont pu être consultées lors d'un séjour de recherche au Woodrow Wilson International Center for Scholars de Washington au cours de l'hiver de 2017. Nous n'avons pas pu



consulter les éditions 2017 et 2018, mais pour ces deux années, nous avons pu compter sur l'utilisation de sources primaires et secondaires complémentaires.

### *Sources primaires complémentaires*

Pour notre recherche, nous avons consulté trois catégories de sources primaires. Une première catégorie regroupe les sources officielles émanant du Congrès, particulièrement utiles pour connaître les actions des élus, qu'il s'agisse de déposer des projets de loi ou d'amendement ou de prendre la parole lors des séances plénières du Sénat. Nous avons ainsi consulté le *Congressional Record*, le journal officiel des débats du Congrès des États-Unis. On y trouve non seulement un « verbatim substantiel<sup>294</sup> » de l'ensemble des interventions des parlementaires en chambre, mais également une panoplie de documents que ceux-ci peuvent y insérer pour enrichir leur propos : articles et éditoriaux parus dans différents journaux, sondages d'opinion, correspondance des élus, transcription de discours prononcés à l'extérieur du Congrès, etc.<sup>295</sup>. Nous avons également consulté les procès-verbaux de plusieurs audiences organisées par des commissions et des sous-commissions du Sénat, qui sont riches en information concernant les positions des sénateurs que nous étudions. Pour la période allant de 1994 à nos jours, ces deux types de sources sont aisément accessibles en ligne sur le site du *Government Printing Office (GPO)*<sup>296</sup>, l'agence non partisane chargée de l'impression des documents officiels émanant du gouvernement américain. Le *Congressional Record* et les transcriptions des audiences du Sénat pour les années antérieures sont également accessibles en ligne, mais nécessitent des abonnements payants pour accéder à des bases de données spécialisées (notamment *Heinonline* et *ProQuest Legislative*

---

<sup>294</sup> Jerrold Zwirn, *Congressional Publications and Proceedings. Research on Legislation, Budgets, and Treaties*, 2<sup>e</sup> édition, Englewood, Libraries Unlimited, Inc., 1988, p. 55. Voir également Robert D. Stevens, « But Is the Record Complete? A Case of Censorship of the *Congressional Record* », *Government Publications Review* 9 (1982).

<sup>295</sup> Howard N. Mantel, « The Congressional Record: Fact or Fiction of the Legislative Process », *The Western Political Quarterly* 12, 4 (Décembre 1959); Richard J. McKinney, « An Overview of the Congressional Record and Predecessor Publications », *Law Library Lights* 46, 2 (Hiver 2002).

<sup>296</sup> <https://www.gpo.gov/>.

*Insights*). Nous avons heureusement pu avoir accès à ces ressources lors de notre séjour de recherche à Washington.

Les sources journalistiques constituent notre deuxième catégorie de sources primaires. Celles-ci nous renseignent sur les actions des élus à l'intérieur et en dehors du Congrès et nous permettent d'avoir un point de vue externe à l'institution. Nous avons consulté les archives du *New York Times* et du *Washington Post* en utilisant le moteur de recherche *ProQuest* auquel nous avons pu avoir accès grâce à l'abonnement institutionnel de l'Université du Québec à Montréal. Ces deux journaux ont été retenus parce qu'ils sont des quotidiens ayant un tirage national dont le contenu accorde une grande place à l'actualité et à l'analyse politiques. Nous avons également inclus un certain nombre d'articles provenant d'autres journaux ou de magazines que nous avons trouvés au fil de nos recherches. Les sources journalistiques ont surtout été utilisées comme complément d'informations, c'est-à-dire qu'elles nous ont aidé à mieux comprendre le contexte autour d'un événement dont nous avons pris connaissance lors de la consultation des autres sources.

Finalement, nous avons consulté les sources produites par les sénateurs libéraux eux-mêmes ou par d'autres acteurs pertinents. Il peut s'agir d'interventions dans le cadre d'émissions de télévision, de lettres écrites dans les journaux, de recueils de discours, de livres ou de mémoires. La quantité de matériel, de même que sa disponibilité, varie d'un élu à l'autre. La consultation de ces sources nous a aidé à connaître les motivations des activistes que nous étudions et surtout à comprendre les raisons qui ont motivé leur choix d'adopter une stratégie particulière pour atteindre leurs objectifs politiques.

#### *Sources secondaires complémentaires*

Nous avons complété notre recherche documentaire en consultant des sources secondaires. Il s'agit d'ouvrages de références divers, d'encyclopédies thématiques et d'une panoplie de monographies qui nous ont permis de bonifier notre

contextualisation. Lorsque de telles publications existent, nous avons consulté des sources biographiques portant sur les sénateurs que nous étudions. Nous avons également mobilisé un grand nombre de publications spécialisées dans l'analyse du Congrès, dont plusieurs produites par la maison Congressional Quarterly. En plus du CQA, celle-ci publie le *Congressional Quarterly Weekly Report* (CQWR), qui paraît sur une base hebdomadaire lorsque le Congrès siège et qui résume les débats et les actions de la semaine précédente. Au moment de faire notre recherche, le CQWR était disponible en version papier, jusqu'aux numéros d'avril 2015 inclusivement, à la bibliothèque de l'Université McGill à Montréal. Congressional Quarterly fait également paraître les *Congressional Quarterly Researcher* (CQR), des notes de recherche paraissant ponctuellement afin de résumer des enjeux débattus au Congrès. Nous avons pu consulter les CQR lors de notre séjour de recherche à Washington grâce à l'accès fourni par la Bibliothèque du Congrès. Finalement, nous avons consulté des rapports produits par le *Congressional Research Service* (CRS), le bureau de recherche non partisan de la Bibliothèque du Congrès. Les rapports du CRS offrent une excellente mise en contexte des enjeux dont ils traitent et sont reconnus pour leur rigueur. La plupart d'entre eux sont aisément accessibles sur Internet sur le site [www.everycrsreport.com/](http://www.everycrsreport.com/).

### 1.5.2. Analyse

À la suite de la consultation de notre corpus, nous avons pu procéder à l'analyse proprement dite. Cette analyse comprenait trois étapes, soit la périodisation, l'analyse schématique et l'analyse générale.

#### *Périodisation*

Dans leur approche du passé, les chercheurs en APD doivent composer avec deux contraintes : dans un premier temps, ils doivent couvrir un cadre chronologique suffisamment étendu pour pouvoir comprendre les phénomènes qu'ils cherchent à

expliquer et mettre en lumière les processus de changements<sup>297</sup>. Dans un second temps, ils doivent s'assurer que leur étude du passé permet de faire le lien avec le présent, en mettant de l'avant non seulement les ruptures, mais également les continuités qu'on observe entre le passé et le présent<sup>298</sup>. Notre cadre chronologique, qui couvre presque cinq décennies entre 1969 et 2018, nous permet de remplir ces deux objectifs. Il reste par la suite à diviser ce cadre chronologique en périodes cohérentes, autre exercice potentiellement périlleux, ainsi que le rappelle le sociologue Jeffrey Haydu :

*Dividing history into meaningful sections involves both historiographical conventions and theoretical judgments about what constitutes a more or less unified “age”. [...] [F]ew students of history would accept [to treat] the past as a series of data points in a seamless and uniform continuum of time. Instead, they organize time into chunks with defining themes, key events, and prevailing constellations of social forces<sup>299</sup>.*

Notre thèse se décline suivant un plan chronologique. Chaque chapitre de développement correspond à une conjoncture critique dans l'évolution du libéralisme.

#### *Analyse schématique*

Pour chacune de ces périodes, nous avons par la suite procédé à une analyse reposant sur deux séries de questions (**Tableaux 1.8 et 1.9**). Nous nous sommes partiellement inspiré de la méthode de la comparaison structurée et orientée, qui consiste à élaborer une série de questions précises permettant de guider l'analyse<sup>300</sup>. Les questions posées dans le **tableau 1.8** servent à remplir les différentes sections du cadre d'analyse que nous avons présenté en 1.4. Les questions du **tableau 1.9** guident quant à elles notre analyse en APD, alors que nous nous questionnons sur les effets de la dépendance au

---

<sup>297</sup> Voir également, à ce propos : Julien Turreille, *La résurgence des difficultés américaines dans l'apprentissage de la contre-insurrection*, Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2015, p. 89-90.

<sup>298</sup> John Gerring, « APD from a Methodological Point of View », *loc. cit.*, p. 100-101.

<sup>299</sup> Jeffrey Haydu, « Making Use of the Past », *loc. cit.*, p. 344.

<sup>300</sup> Frédérick Gagnon, *Les sénateurs qui changent le monde : l'évolution de l'influence du président de la Commission du Sénat américain sur les relations extérieures après 1945*, thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2008, p. 47-52; David Mitchell, *Making Foreign Policy. Presidential Management of the Decision-Making Process*, Burlington, Ashgate, 2005, p. 32-46.

sentier et des événements contingents sur le développement du libéralisme et sur la manière dont chaque conjoncture critique entraîne une série de ruptures dans le parcours historique de cette idéologie au Sénat.

**Tableau 1.8 : Questions retenues pour le cadre d'analyse**

Contexte politique	Quel parti contrôle la présidence et les deux chambres du Congrès? Sommes-nous en contexte de gouvernement unifié ou de gouvernement divisé? Quel est le rapport de force entre la Maison-Blanche et le Congrès? Le Parti démocrate est-il uni ou divisé en factions? Quel est le degré de polarisation partisane?
Contexte social	Quelles sont les principales lignes de fracture de la société américaine? Quels sont les enjeux qui préoccupent les Américains? Quels sont les groupes les mieux organisés et les plus influents de la société?
Contexte économique	Comment se porte l'économie américaine? Sommes-nous en période de croissance, de récession ou de stagflation? Quels sont les secteurs économiques en croissance et en déclin? Assiste-t-on à une augmentation ou à un recul des inégalités économiques?
Contexte international	Quels sont les principaux enjeux de politique internationale qui préoccupent les Américains? Quels sont les principaux enjeux de politique internationale qui préoccupent le gouvernement fédéral américain? Comment ces enjeux sont-ils perçus par les Américains? Sommes-nous en présence d'une ou de plusieurs crises internationales? Si oui, comment ces crises se répercutent-elles aux États-Unis?
Environnement institutionnel	Qui est le leader des démocrates au Sénat? Que sait-on de sa personnalité? Quelle est l'importance relative des commissions, des sous-commissions et de l'assemblée plénière? Quelles normes prévalent au Sénat et comment influencent-elles le comportement des élus? Quel est le degré de polarisation au Sénat?
Reculs électoraux libéraux	Quelle est l'ampleur des défaites pour les libéraux lors d'une série d'élections? Qu'est-ce qui peut expliquer ces reculs?
Coalition libérale au Sénat	Qui sont les libéraux au Sénat? Parmi eux, qui sont les plus activistes? Quels sont les dossiers qui les intéressent particulièrement? Avec quel(s) courant(s) libéral(aux) ont-ils le plus d'affinités? Que sait-on de leurs prédispositions personnelles? Quels moyens utilisent-ils pour influencer l'ordre du jour politique?

L'ordre du jour libéral	Quels enjeux socio-économiques intéressent les activistes libéraux? Quels enjeux en lien avec les droits civiques et les questions morales intéressent les activistes libéraux? Quelles questions environnementales intéressent les activistes libéraux? Quels enjeux internationaux intéressent les activistes libéraux?
Fin de la conjoncture critique	Comment se dessine le nouvel équilibre au sein de la coalition libérale? Qu'est-ce qui nous permet d'observer que nous sommes entrés dans une période de ressac?

**Tableau 1.9 : Questions retenues pour l'analyse en APD**

Effets de la dépendance au sentier	Comment ce qui s'est passé précédemment nous instruit-il sur les transformations du libéralisme? comment les événements passés fixent-ils les limites de l'activisme libéral? Peut-on observer un mécanisme de rétroaction positive qui normalise un changement survenu dans l'ordre politique? Quels sont les processus lents à l'œuvre qui ont un effet sur l'évolution du libéralisme? Quelle est la chaîne causale qui explique la nature des transformations du libéralisme?
Effets des événements contingents	Quels événements contingents survenus avant ou pendant cette conjoncture critique sont particulièrement pertinents pour comprendre l'évolution du libéralisme? Comment ces événements altèrent-ils le développement historique du libéralisme au Sénat?
Éléments de rupture	En quoi cette conjoncture critique amène-t-elle une (des) rupture(s) dans l'évolution du libéralisme? Quels sont les effets de la conjoncture sur le développement politique aux États-Unis?

*Analyse générale et conclusions*

La troisième et dernière portion de l'analyse nous permet, à l'aide d'une seconde série de questions, d'établir des comparaisons entre les différentes périodes étudiées et de proposer des conclusions à portée plus générale pour l'ensemble de la thèse :

- Concernant le libéralisme au Sénat, comment une période se compare-t-elle à la période qui la précède? Quels sont les principaux éléments de rupture et de continuité? Comment le concept de dépendance au sentier nous aide-t-il à comprendre la nature, de même que la transformation du libéralisme au Sénat au cours d'une période donnée?
- Que peut-on conclure de l'évolution générale du libéralisme au Sénat depuis la fin des années 1960? Comment l'évolution et les transformations du libéralisme au Sénat depuis 1969 nous renseignent-elles sur les perspectives pour l'idéologie libérale au Sénat des États-Unis?

Les réponses à ces questions sont avancées dans les conclusions des chapitres de même que dans la conclusion générale de la thèse.

## CHAPITRE II : L'HEURE DES RÉVISIONNISTES, DE L'ÉCLATEMENT DE LA COALITION DU *NEW DEAL* À L'AUBE DE LA RÉVOLUTION CONSERVATRICE, 1969-1978

### 2.1. Du triomphe de 1964 à l'*annus horribilis* de 1968

L'élection du 3 novembre 1964 constitue un des moments les plus glorieux dans la longue histoire du Parti démocrate. Le président Lyndon Baines Johnson, qui a succédé à John F. Kennedy moins d'un an plus tôt, obtient alors le meilleur résultat de l'histoire pour un candidat démocrate, récoltant 61,1% des voix et s'imposant dans 44 États sur 50<sup>301</sup>. Portés par ce raz-de-marée, les démocrates augmentent leur majorité de 37 sièges à la Chambre des représentants et de 3 sièges au Sénat. À l'ouverture du 89<sup>e</sup> Congrès (1965-1966), le parti détient une majorité qualifiée (soit les deux tiers des sièges<sup>302</sup>) dans les deux chambres. Une tempête parfaite s'abat alors sur Washington et permet à l'administration Johnson de faire adopter le train de réformes progressistes de la *Great Society*, qui représente l'apogée de l'ère libérale qui s'est ouverte trois décennies et demi plus tôt avec l'élection de Roosevelt et la mise en place du *New Deal*<sup>303</sup>. Le triomphe de 1964 est rapidement suivi d'un ressac. Malgré des succès indéniables<sup>304</sup>, la *Great Society* fait un grand nombre de mécontents, ce qui pave la voie à des reculs électoraux marqués pour les forces libérales. En 1966, la mobilisation des électeurs frustrés par les politiques de déségrégation raciale ou inquiets de l'augmentation des

---

<sup>301</sup> Johnson bat ainsi de peu le record de Roosevelt, qui avait obtenu 60,8% des voix en 1936. FDR conserve toutefois le record de la plus grande victoire démocrate au Collège électoral, ayant alors remporté 46 États sur 48 et 523 grands électeurs sur 531.

<sup>302</sup> Le Sénat est la seule des deux chambres du Congrès qui fonctionne selon un mode « supermajoritaire », c'est-à-dire qu'une majorité de 60% des membres présents est requise pour mettre fin aux débats. Dans les deux chambres toutefois, une majorité qualifiée des 2/3 est requise pour des procédures exceptionnelles comme le renversement d'un veto présidentiel, le remplacement du président par le vice-président en vertu du 25<sup>e</sup> amendement ou l'adoption d'un amendement constitutionnel en vue de sa ratification par les États.

<sup>303</sup> G. Calvin Mackenzie et Robert Weisbrot, *The Liberal Hour*, *op. cit.*; Sidney M. Milkis et Jerome M. Mileur (dir.), *The Great Society and the High Tide of American Liberalism*, *op. cit.*

<sup>304</sup> Notamment la mise en place des programmes Medicare et Medicaid, la création de l'Office of Economic Opportunity pour lutter contre la pauvreté, l'adoption des lois sur les droits civiques de 1964 et 1965 et d'une série de lois en lien avec la protection de l'environnement.



dépenses de l'État dans la sphère sociale entraîne une première « correction » électorale, alors que les démocrates perdent 47 sièges à la Chambre des représentants et 3 sièges au Sénat<sup>305</sup>.

Pour le Parti démocrate, l'année 1968 s'avère une véritable *annus horribilis*. Dès le 30 janvier, l'offensive du Têt lancée par le Viêt Cồng et l'armée nord-vietnamienne alimente la grogne populaire contre la Guerre du Vietnam et plombe la popularité déjà vacillante du président Johnson, qui renonce à briguer un nouveau mandat<sup>306</sup>. Par la suite, les émeutes qui suivent l'assassinat du leader afro-américain Martin Luther King le 4 avril 1968 accentuent les tensions raciales aux États-Unis. Deux mois plus tard, le candidat à l'investiture démocrate Robert Kennedy tombe à son tour sous les balles, quelques instants à peine après avoir remporté l'importante primaire démocrate de Californie. Par la suite, le parti se déchire entre les camps des deux candidats restants, le sénateur Eugene McCarthy (Minnesota) et le vice-président Hubert Humphrey. Cette animosité conduit à la désastreuse Convention de Chicago, marquée par des manifestations violemment réprimées par la police. Ayant obtenu la nomination présidentielle sans être passé par la moindre primaire, Humphrey est à la tête d'un parti désuni. Il mène une campagne mal préparée et baisse pavillon contre Nixon, qui ne

---

<sup>305</sup> Andrew W. Busch, *Horses in Midstream. U.S. Midterm Elections and their Consequences, 1894-1998*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1999, p. 94-100; Julian E. Zelizer, *The Fierce Urgency of Now. Lyndon Johnson, Congress, and the Battle for the Great Society*, New York, Penguin Press, 2015, p. 249-265.

<sup>306</sup> Bien que repoussée avec succès par les armées américaine et sud-vietnamienne, l'offensive du Têt fait prendre conscience à une importante partie de la population américaine que la fin de la guerre est encore lointaine et que l'ennemi n'est pas aussi affaibli que le prétend l'administration Johnson. Le mécontentement populaire propulse la candidature du sénateur libéral anti-guerre Eugene McCarthy (Minnesota), qui choisit de se présenter contre Johnson lors des primaires démocrates. Les bons résultats obtenus par McCarthy lors de la primaire du New Hampshire (42% contre 49% pour Johnson) convainquent un autre sénateur libéral, le populaire Robert Kennedy (New York) de se lancer à son tour. Quelques jours avant la primaire suivante au Wisconsin, des sondages internes de la Maison-Blanche montrent que Johnson tire de l'arrière dans les intentions de vote, ce qui persuade le président de renoncer à se présenter de nouveau, une décision inattendue qu'il annonce au peuple américain lors d'une allocution télévisée le 31 mars 1968. Le retrait de Johnson pave la voie à son vice-président Hubert Humphrey pour se lancer à son tour dans la course. – Doris Kearns Goodwin, *Lyndon Johnson and the American Dream*, *op. cit.*, p. 356; Nelson Lichtenstein et Frank H. Milburn, « Johnson, Lyndon Baines », in Nelson Lichtenstein (dir.), *The Johnson Years*, New York, Fact on File, 1976, p. 311-312.

l'emporte que par 0,7% d'avance au suffrage populaire, mais qui remporte tout de même 301 voix au Collège électoral contre 191 pour Humphrey<sup>307</sup>. N'eut été des circonstances exceptionnellement néfastes de l'année 1968, les démocrates auraient peut-être été en mesure de conserver la Maison-Blanche<sup>308</sup>. Les controverses autour de la déségrégation raciale et de l'intervention américaine au Vietnam ont causé des fractures irréparables au sein de la puissante coalition du *New Deal* qui avait assuré la prépondérance des démocrates au niveau fédéral depuis 1932. L'élection de 1968 marque également, d'une certaine façon, la fin des bouillonnantes années 1960. La société américaine s'apprête alors à plonger dans les années 1970, qualifiées par plusieurs de « décennie perdue<sup>309</sup> » pour les États-Unis, alors que le pays est plongé dans une « triple crise » : crise de confiance envers le gouvernement et les élites traditionnelles, crise économique et crise dans la conduite de la politique étrangère américaine<sup>310</sup>.

---

<sup>307</sup> Nixon obtient 43,4% des voix, tandis que Humphrey en obtient 42,7%. De son côté, le candidat indépendant George Wallace, un ancien gouverneur démocrate de l'Alabama qui fait campagne sur une plate-forme ségrégationniste, remporte 13,5% des voix et cinq États du Sud. À noter que tous les résultats d'élections présidentielles en pourcentage mentionnés dans notre thèse sont tirés du *Dave Leip's Atlas of U.S. Presidential Elections*, qu'on peut consulter sur Internet à l'adresse : <http://uselectionatlas.org/>.

<sup>308</sup> Jules Witcover, *Party of the People. A History of the Democrats*, New York, Random House, 2003, p. 569. Voir le chapitre 26 du livre de Witcover pour un résumé complet de l'éprouvante élection de 1968 pour les démocrates.

<sup>309</sup> Elsebeth Hurup, *The Lost Decade. America in the Seventies*, Aarhus, Aarhus University Press, 1996. L'écrivain américain Tom Wolfe a fameusement employé l'expression « Me Decade » pour faire référence à l'individualisme et à la vacuité qui auraient selon lui caractérisé les années 1970. – Tom Wolfe, « The “Me” Decade and the Third Great Awakening », *New York* (23 août 1976).

<sup>310</sup> André Kaspi, *Les Américains : les États-Unis de 1945 à nos jours*, op. cit., chap. 16. Voir également Thomas Borstelmann, *The 1970s. A New Global History from Civil Rights to Economic Inequality*, Princeton, Princeton University Press, 2012, p. 1-2; Andreas Killen, *1973 Nervous Breakdown. Watergate, Warhol, and the Birth of Post-Sixties America*, New York, Bloomsbury, 2006, p. 2.

## 2.2. Contextes et environnement institutionnel

### 2.2.1. Contexte politique : le début de l'ère des gouvernements divisés et un Parti démocrate en crise existentielle

#### *L'entrée dans l'ère des gouvernements divisés*

La victoire de Richard Nixon en 1968 annonce un renversement des fortunes des deux partis à l'échelon présidentiel : alors que les démocrates avaient remporté sept des neuf élections présidentielles entre 1932 et 1964, les républicains remporteront huit des treize scrutins qui auront lieu de 1968 à 2016, dont cinq des six entre 1968 et 1988. La victoire de Nixon ouvre également l'ère des gouvernements divisés : le 37<sup>e</sup> président des États-Unis fait son entrée à la Maison-Blanche en ayant devant lui un Congrès dont les deux chambres sont contrôlées par le parti adverse, une situation rare dans l'histoire américaine<sup>311</sup>. Avant Nixon, le même parti tendait à contrôler simultanément la présidence, le Sénat et la Chambre des représentants, du moins en début de mandat présidentiel. Or, à partir de 1969, les gouvernements divisés deviennent la règle plutôt que l'exception (**Tableau 2.1**)<sup>312</sup>.

---

<sup>311</sup> Avant Nixon, seul Zachary Taylor (1849-1850), président issu du Parti whig, avait été élu une première fois à la Maison-Blanche en ayant face à lui un Congrès dont les deux chambres étaient contrôlées par le parti adverse (le Parti démocrate). Le républicain George H. Bush (1989-1993) sera le seul autre à vivre une situation semblable.

<sup>312</sup> Voir à ce propos James A. Thurber, « An Introduction to Presidential-Congressional Rivalry », in James A. Thurber (dir.), *Rivals for Power. President-Congressional Relations*, 5<sup>e</sup> édition, Lanham, Rowman & Littlefield, 2013, p. 9 et 12.

**Tableau 2.1 : Contrôle de la Maison-Blanche, de la Chambre des représentants et du Sénat, 1969-2018**

Années	Président	Contrôle de la Chambre	Contrôle du Sénat	Gouvernement uni/divisé
1969-1976	Richard Nixon (1969-1974) et Gerald Ford (1974-1977) (R)	Démocrate	Démocrate	Divisé
1977-1980	Jimmy Carter (D)	Démocrate	Démocrate	Uni
1981-1986	Ronald Reagan (R)	Démocrate	Républicain	Divisé
1987-1992	Reagan et George H. Bush (R)	Démocrate	Démocrate	Divisé
1993-1994	Bill Clinton (D)	Démocrate	Démocrate	Uni
1995-2000	Clinton (D)	Républicain	Républicain	Divisé
20 janvier-6 juin 2001*	George W. Bush (R)	Républicain	Républicain	Uni
6 juin 2001-2002	Bush (R)	Républicain	Démocrate	Divisé
2003-2006	Bush (R)	Républicain	Républicain	Uni
2007-2008	Bush (R)	Démocrate	Démocrate	Divisé
2009-2010	Barack Obama (D)	Démocrate	Démocrate	Uni
2011-2014	Obama (D)	Républicain	Démocrate	Divisé
2015-2016	Obama (D)	Républicain	Républicain	Divisé
2017-2018	Donald Trump (R)	Républicain	Républicain	Uni
2019-**	Trump (R)	Démocrate	Républicain	Divisé
Années de gouvernement uni (N) : 14,5 (huit pour les démocrates, six et demi pour les républicains) Années de gouvernement divisé (N) : 35,5 <sup>313</sup>				

\*La défection du sénateur Jim Jeffords du Vermont le 6 juin 2001 donne aux démocrates une majorité d'une voix au Sénat.

\*\* Pas inclus dans le cadre chronologique.

### *Le Parti démocrate à la croisée des chemins*

Alors que se profile un exode massif vers le Parti républicain des démocrates conservateurs frustrés par la déségrégation, le Parti démocrate doit rebâtir les ponts entre ses deux ailes libérales qui se déchirent notamment sur la question du Vietnam<sup>314</sup>.

<sup>313</sup> À la suite de la reprise de la majorité à la Chambre des représentants au terme des élections de mi-mandat de novembre 2018, le 116<sup>e</sup> Congrès (2019-2020) ajoutera deux autres années au total des années de gouvernement divisé depuis 1969.

<sup>314</sup> Bruce Miroff, « From Friends to Foes », *op. cit.*; Jules Witcover, *Party of the People, op. cit.*, chap. 27.

Appuyés par les syndicats, une bonne partie de la vieille garde des *New Dealers* qui domine le parti appuie l'intervention américaine au nom de la nécessité de freiner l'expansion mondiale du communisme. Devant ces libéraux classiques se dresse un courant révisionniste est en pleine ascension. Il puise ses forces vives parmi la jeunesse militante opposée à la poursuite du conflit. Dans un discours prononcé quelques mois après sa défaite, le candidat malheureux Hubert Humphrey reconnaît l'existence d'un fossé entre l'establishment et les jeunes militants démocrates :

*There are two Democratic parties in this country. One is the Democratic Party of the people; the people who work and vote and sacrifice for it, the people who look to it for leadership and assistance [...]. The other Democratic Party is a collection of offices and machinery, with fancy titles. [...] It was, in 1968, completely and thoroughly separated from the people of the real Democratic Party*<sup>315</sup>.

Ces remarques de Humphrey font sourciller, considérant que c'est précisément grâce à la puissante machine politique de l'establishment démocrate qu'il a obtenu sa nomination, alors que Eugene McCarthy bénéficiait de l'appui des jeunes militants révisionnistes. Elles témoignent néanmoins d'une prise de conscience chez les élites du parti de la nécessité de faire une place à la jeunesse et à ses revendications. Après la désastreuse Convention de Chicago, qui a laissé à de nombreux jeunes militants l'impression que le Parti démocrate était contrôlé par une clique d'*apparatchiks*<sup>316</sup>, un effort de réforme est entrepris dès 1969. Devenu président de la Commission nationale du Parti démocrate cette année-là, le sénateur libéral Fred Harris (Oklahoma) confie à son collègue George McGovern (Dakota du Sud) le mandat de présider une commission chargée de moderniser les structures du parti. Les travaux de la Commission McGovern-Fraser<sup>317</sup> ont un impact immédiat sur la démocratisation du

---

<sup>315</sup> Cité dans Jules Witcover, *Party of the People*, op. cit., p. 573.

<sup>316</sup> *Ibid.*, p. 571.

<sup>317</sup> Donald M. Fraser, un représentant du Minnesota, prend la place de McGovern après que celui-ci ait démissionné en 1971 pour se porter candidat à l'élection présidentielle de 1972.

Parti démocrate<sup>318</sup>. Ils permettent de revoir de fond en comble le processus de sélection des candidats présidentiels. Dès 1972, le système des primaires se généralise et chaque État est tenu de s'assurer que la délégation qu'il envoie à la Convention nationale quadriennale remplit des quotas de représentation de certains groupes, notamment les Afro-Américains, les femmes et les jeunes. Ces réformes confèrent un avantage décisif aux révisionnistes dans leur quête d'influence à l'intérieur du Parti démocrate et pavent la voie à la nomination de leur champion, le sénateur McGovern, au terme des primaires de 1972.

2.2.2. Contexte social : la crise de confiance et les prémisses de la « Révolution conservatrice »

*I must say to you that the state of our Union is not good*

- Gerald Ford<sup>319</sup>

L'enlissement américain au Vietnam, la contestation de la guerre, l'accentuation des fractures sociales et la montée de la violence domestique contribuent à créer un climat maussade où prédomine une impression générale de stagnation et de déclin, que le sociologue français Michel Crozier a fameusement décrit comme le « mal américain<sup>320</sup> ». L'un des symptômes les plus criants de ce malaise est la crise de confiance des Américains à l'égard de leur gouvernement et envers les élites en général. Plusieurs éléments expliquent cette méfiance, qu'il s'agisse du manque de transparence des administrations Johnson et Nixon dans la conduite de la guerre du Vietnam, des nombreux scandales mis au jour impliquant des politiciens de premier plan ou encore des révélations de certains agissements douteux des services de renseignement dans le

---

<sup>318</sup> Caroline Arden, *Getting the Donkey out of the Ditch. The Democratic Party in Search of Itself*, Westport, Greenwood Press, 1988, p. 1-5.

<sup>319</sup> Gerald Ford, « Address Before a Joint Session of the Congress Reporting on the State of the Union » (15 janvier 1975), *The American Presidency Project*, en ligne.

<sup>320</sup> Michel Crozier, *Le mal américain*, édition revue et augmentée, Paris, Fayard, 1984.

cadre de la Commission Church<sup>321</sup>. Le scandale du Watergate, qui conduit en août 1974 à la démission du président Nixon, est vécu comme un traumatisme national et révèle aux Américains une culture de corruption qui s'est durablement installée au cœur du gouvernement<sup>322</sup>. Or, si le Watergate a catalysé la crise de confiance des Américains envers le gouvernement fédéral, celle-ci débute bien avant ce scandale : de 1966 à 1971, le taux de confiance des Américains envers la Maison-Blanche passe de 41% à 23%, avant d'atteindre un creux de 11% en 1976. Au même moment, le taux de confiance des Américains envers Capitol Hill passe de 42% (1966) à 19% (1971), jusqu'à atteindre un creux de 9% en 1976<sup>323</sup>. Il n'est pas anodin qu'après quatre présidents qui furent en quelque sorte l'incarnation même de l'establishment politique (Kennedy, Johnson, Nixon et Ford<sup>324</sup>), les Américains se soient tournés successivement vers Jimmy Carter en 1976 et Ronald Reagan en 1980, deux anciens gouverneurs n'ayant jamais travaillé à Washington et ayant fait campagne en prenant leurs distances par rapport aux élites au pouvoir.

La méfiance accrue des Américains contribue à alimenter la « Révolution conservatrice », qui trouvera son aboutissement en 1980 avec l'élection de Ronald Reagan<sup>325</sup>. N'anticipons pas trop cependant. Pour l'heure, l'élection de 1968 envoie un

---

<sup>321</sup> Nous parlons plus loin dans ce chapitre des travaux de cette commission et de leur effet sur la perception qu'ont les Américains de la présidence et de certaines agences exécutives du gouvernement fédéral.

<sup>322</sup> Jeremy Black, *Altered States*, *op. cit.*, p. 155-156; Dominic Sandbrook, *Mad as Hell*, *op. cit.*, p. 9-10.

<sup>323</sup> La crise de confiance des Américains est dirigée vers plusieurs autres institutions sociales : de 1966 à 1976, le taux de confiance des Américains envers les grandes entreprises passe de 55% à 16%, envers l'armée de 62% à 23% et envers les syndicats de 22% à 10%. Seule la presse (29% en 1966, 35% en 1974 et 28% en 1979) et les journaux télévisés (25% en 1966, 37% en 1979) échappent à ce phénomène. - André Kaspi, *Les Américains : les États-Unis de 1945 à nos jours*, *op. cit.*, p. 549.

<sup>324</sup> Fils d'un ancien ambassadeur américain en Grande-Bretagne, Kennedy a été représentant et sénateur du Massachusetts avant d'accéder à la Maison-Blanche. De leur côté, bien qu'issus de milieux modestes, Johnson et Nixon sont les deux seuls hommes politiques de l'histoire des États-Unis à avoir été élus successivement aux fonctions de représentant, sénateur, vice-président et président. Quant à Ford, il a servi pendant 24 ans à la Chambre des représentants avant d'être propulsé à la vice-présidence, puis à la présidence dans un délai de huit mois en 1974.

<sup>325</sup> Thomas Byrne Edsall et Mary D. Edsall, *Chain Reaction. The Impact of Race, Rights, and Taxes on American Politics*, New York, W.W Norton & Company, 1991; Lee Edwards, *The Conservative Revolution*, *op. cit.* - Reagan déclarera d'ailleurs, lors de son allocution inaugurale du 20 janvier 1981 :

signal fort de cette résurgence du conservatisme alors que 57% des électeurs appuient Richard Nixon ou George Wallace, deux candidats promettant de ramener la « loi et l'ordre<sup>326</sup> » (*law and order*) et de mettre fin aux excès de la *Great Society*<sup>327</sup>. Certes, en tant que président, Richard Nixon se révèle davantage un modéré qu'un véritable conservateur<sup>328</sup>. Il n'empêche que les années 1970 sont marquées par une montée lente et inexorable du conservatisme. Tombée en disgrâce au cours de la Grande Dépression des années 1930, cette idéologie redevient une force politique de premier plan aux États-Unis<sup>329</sup>.

Un conservatisme revampé avait initialement fait son apparition au cours de l'après-guerre sous la forme d'un mouvement intellectuel ayant relativement peu de résonance auprès du grand public. La parution en 1953 du livre *The Conservative Mind, from Burke to Santayana*<sup>330</sup> de l'historien et théoricien politique conservateur Russell Kirk est considérée par plusieurs comme l'acte de naissance de la nouvelle pensée conservatrice aux États-Unis<sup>331</sup>. Deux ans plus tard, le commentateur William F. Buckley, Jr. fonde le magazine *The National Review*, qui devient la revue phare du mouvement. En 1957, la philosophe Ayn Rand fait paraître le roman *Atlas Shrugged*<sup>332</sup>, considéré comme un des textes fondateurs de la pensée libertarienne contemporaine

---

« *In this present crisis, government is not the solution to our problem; government is the problem* ». On doit également au 40<sup>e</sup> président des États-Unis l'idée selon laquelle « *The nine most terrifying words in the English language are 'I'm from the government, and I'm here to help'* ».

<sup>326</sup> Richard Nixon, « Address Accepting the Presidential Nomination at the Republican National Convention » (8 août 1968), *The American Presidency Project*, en ligne.

<sup>327</sup> Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis*, Paris, Presses universitaires de France, 2007, p. 456-457.

<sup>328</sup> C'est une des principales thèses soutenues par Antoine Coppolani dans la biographie qu'il consacre au 37<sup>e</sup> président des États-Unis : Antoine Coppolani, *Richard Nixon*, Paris, Fayard, 2013.

<sup>329</sup> Sur la réémergence progressive du conservatisme aux États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, voir Amélie Escobar, « Le développement du mouvement conservateur contemporain », in Rafael Jacob et Julien Tourreille (dir.), *Le conservatisme à l'ère Trump*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2018, p. 16.

<sup>330</sup> Russell Kirk, *The Conservative Mind, from Burke to Santayana*, Chicago, H. Regnery Co., 1953.

<sup>331</sup> Lee Edwards, « Les origines du mouvement conservateur américain contemporain », in Charles-Philippe David et Julien Tourreille (dir.), *Le conservatisme américain*, op. cit., p. 14.

<sup>332</sup> Ayn Rand, *Atlas Shrugged*, New York, Random House, 1957.



aux États-Unis<sup>333</sup>. Une des principales figures du conservatisme au Sénat, le sénateur Barry Goldwater (Arizona) signe en 1960 son manifeste politique intitulé *The Conscience of a Conservative*, qui annonce quelques-uns des thèmes qui seront au cœur de sa campagne présidentielle de 1964<sup>334</sup>. En remportant l'investiture républicaine en dépit des efforts de l'establishment du *Grand Old Party*, Goldwater, malgré sa défaite écrasante lors de l'élection, pose les bases d'un mouvement qui conduit le Parti républicain à se délester progressivement de son aile libérale et à embrasser un conservatisme décomplexé<sup>335</sup>. Les réformes libérales des années 1960 ont d'ailleurs permis au mouvement conservateur d'acquérir une dimension « populaire » en se nourrissant du contrecoup (*backlash*) qu'elles engendrent<sup>336</sup>. Chez les Blancs des classes moyenne et ouvrière<sup>337</sup>, on se sent de plus en plus délaissé par le Parti démocrate qui n'en aurait plus que pour les droits de certains groupes (les pauvres et les Afro-Américains en particulier)<sup>338</sup>. Mal à l'aise devant les transformations rapides de la société américaine, plusieurs de ces électeurs rejoignent la cause conservatrice<sup>339</sup>.

---

<sup>333</sup> Voir à ce propos : Nicole Morgan, *Haine froide : à quoi pense la droite américaine?*, Paris, Seuil, 2012, p. 17-20.

<sup>334</sup> Barry M. Goldwater, *The Conscience of a Conservative*, New York, Hillman Books, 1960. – De manière intéressante, le titre de l'ouvrage de Goldwater a été repris en 2017 par un autre sénateur de l'Arizona, Jeff Flake, pour dénoncer l'abandon par le Parti républicain sous Donald Trump de certains grands principes du conservatisme : Jeff Flake, *Conscience of a Conservative. A Rejection of Destructive Politics and a Return to Principle*, New York, Random House, 2017.

<sup>335</sup> William C. Berman, *America's Right Turn*, *op. cit.*, p. 2-3. Sur la genèse intellectuelle et politique du mouvement conservateur américain contemporain, voir George H. Nash, *The Conservative Intellectual Movement in America Since 1945*, New York, Basic Books, 1976.

<sup>336</sup> William C. Berman, *America's Right Turn*, *op. cit.*, p. 1; Amélie Escobar, « Le développement du mouvement conservateur contemporain », *op. cit.*, p. 8-10; Dominic Sandbrook, *Mad as Hell*, *op. cit.*

<sup>337</sup> Ces deux catégories ne sont pas mutuellement exclusives, dans la mesure où bon nombre d'Américains occupant des emplois associés à la classe ouvrière jouissent d'un revenu qui leur permet d'accéder à la classe moyenne.

<sup>338</sup> Molly C. Michelmore, *Tax and Spend. The Welfare State, Tax Politics, and the Limits of American Liberalism*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2012, p. 72-73.

<sup>339</sup> Thomas Frank, *What's the Matter with Kansas? How Conservatives Won the Heart of America*, New York, Metropolitan Books, 2004, p. 5; Otis L. Graham, Jr., « Liberalism after the Sixties », *op. cit.*

### 2.2.3. Contexte économique : la stagflation et la fin du keynésianisme

Lorsque Gerald Ford succède à Richard Nixon à la présidence en août 1974, le pays est aux prises avec ce qui est alors la plus importante inflation de son histoire en temps de paix, des taux d'intérêts plus élevés que jamais au cours du dernier siècle, une économie stagnante, des marchés au ralenti, un chômage élevé et une balance commerciale de plus en plus déficitaire<sup>340</sup>. Le pays se remet péniblement du premier choc pétrolier, déclenché un an plus tôt à la suite de la décision des pays arabes membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, au lendemain de la Guerre du Kippour, de réduire l'approvisionnement pétrolier des pays ayant appuyé Israël, plongeant ainsi les États-Unis dans une profonde crise énergétique.

Le terme « stagflation » est un mot-valise formé à partir des mots « stagnation » et « inflation » qui désigne un contexte marqué par une faible croissance économique et des taux de chômage et d'inflation élevés. Dans la conscience populaire, ce terme demeure généralement associé au marasme économique des années 1970. Dès le milieu des années 1960, la hausse des salaires et de la demande des consommateurs, de même que les dépenses gouvernementales liées aux programmes de la *Great Society* et de la Guerre du Vietnam, ont poussé l'économie américaine dans une spirale inflationniste. De 1973 à 1981, le taux d'inflation annuel moyen est de 9%<sup>341</sup>. Pour la première fois en plusieurs décennies, les travailleurs américains observent une baisse de leur pouvoir d'achat. Parallèlement, le taux de chômage, sans être catastrophique, demeure relativement élevé, oscillant entre 4,9% (1973) et 8,5% (1975) au cours des années 1970<sup>342</sup>. La dynamique stagflationniste contredit les modèles économiques classiques et la « courbe de Philips », selon laquelle une hausse du chômage devrait entraîner une baisse de l'inflation et vice-versa<sup>343</sup>. La décennie est marquée par un déclin industriel

<sup>340</sup> Dominic Sandbrook, *Mad as Hell, op. cit.*, p. 30.

<sup>341</sup> « Historical Inflation Rates: 1914-2017 », *US Inflation Calculator*, en ligne.

<sup>342</sup> André Kaspi, *Les Américains : les États-Unis de 1945 à nos jours, op. cit.*, p. 556.

<sup>343</sup> Kevin D. Hoover, « Phillips Curve », in David R. Henderson (dir.), *The Concise Encyclopedia of Economics*, 2<sup>e</sup> édition, Indianapolis, Library of Economics and Liberty, 2008, p. 392.

dans les États du Nord-Est et des Grands-Lacs, une région qui acquiert alors son surnom de *Rust Belt*, en référence à la rouille qui s'installe autour de ses grandes usines désormais abandonnées<sup>344</sup>. Le déclin industriel de la *Rust Belt* est une conséquence de la plus grande concurrence internationale (notamment en provenance du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest), mais également à l'intérieur des États-Unis, alors que de nombreuses usines plient bagage pour s'installer dans le Sud et dans l'Ouest, des régions offrant un environnement plus ouvert aux compagnies privées et où le syndicalisme est moins bien implanté<sup>345</sup>.

La stagnation prolongée conduit à une remise en cause du modèle keynésien. Des économistes néolibéraux, Milton Friedman en tête, plaident pour une réduction des dépenses de l'État et l'atteinte de l'équilibre budgétaire pour mieux juguler l'inflation<sup>346</sup>. Cet appel à l'austérité est entendu par le président Ford et par de nombreux élus du Congrès, libéraux comme conservateurs, créant un contexte politique beaucoup moins propice que celui des années 1960 à la mise en place de grands programmes sociaux financés par le gouvernement fédéral. Ainsi, après avoir fait campagne en 1976 en promettant la mise sur pied d'un programme national d'assurance maladie, Jimmy Carter fait plutôt de la réduction des dépenses en santé la priorité de son administration, ce qui lui vaut l'inimitié des derniers *New Dealers*, dont le sénateur Ted Kennedy, qui lance un défi contre la renomination de Carter en 1980.

#### 2.2.4. Contexte international : l'heure des remises en question

Sur le plan international, la première moitié des années 1970 est marquée par une série de succès sous l'égide de l'administration Nixon, dont la Détente avec l'Union soviétique (1969), l'ouverture à la Chine (1972) et la signature des Accords de paix de

---

<sup>344</sup> Steven High, *Industrial Sunset. The Making of North America's Rust Belt, 1969-1984*, Toronto, University of Toronto Press, 2003, chap. 1.

<sup>345</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 88-90; Dominic Sandbrook, *Mad as Hell*, *op. cit.*, p. 34.

<sup>346</sup> Notons toutefois que l'austérité sera également préconisée à gauche par l'économiste John Kenneth Galbraith, chef de file de l'école postkeynésienne – Dominic Sandbrook, *Mad as Hell*, *op. cit.*, p. 41.

Paris (1973) qui marquent la fin de l'engagement militaire direct des Américains au Vietnam. À eux trois, ces événements montrent que la politique étrangère américaine s'émancipe partiellement du consensus rigide de la Guerre froide fondé sur un anticommunisme viscéral et une croyance absolue en la supériorité morale des États-Unis. Cette série de succès ne dure toutefois qu'un temps. La perte définitive du Vietnam, symbolisée par l'évacuation catastrophique en hélicoptère des derniers *marines* de l'ambassade américaine à Saigon, le 30 avril 1975, ouvre une période de remises en question pour de nombreux Américains qui perdent confiance dans la stature internationale de leur pays et qui redoutent un déclin relatif en termes d'influence et de puissance militaire par rapport au bloc soviétique. Deux courants de pensée en politique étrangère émergent au cours de cette période troublée. Fondé par d'anciens militants de gauche désabusés, le néoconservatisme s'inscrit en quelque sorte dans la continuité du consensus de la Guerre froide. Les néoconservateurs ont en horreur le réalisme pragmatique de la Détente et voient dans l'Union soviétique et le communisme international une incarnation du mal et une menace vitale contre les valeurs américaines. Ils prônent le recours à une politique étrangère musclée et fondée sur des principes non négociables<sup>347</sup>. Les néoconservateurs affirment que les États-Unis, en plus de laisser le champ libre à l'URSS dans les pays en voie de développement (notamment en Afrique), ont pris du retard dans la course aux armements et ne sont pas prêts à affronter l'expansionnisme de Moscou<sup>348</sup>.

Le second courant qui prend de l'importance au cours de la seconde moitié des années 1970 est le néo-internationalisme (*new internationalism*), fondé sur un rejet de l'anticommunisme dogmatique et du militarisme de la Guerre froide et privilégiant une politique étrangère qui s'articulerait autour de la promotion de la démocratie et des droits humains à l'étranger, un enjeu qui occupe une place de plus en plus importante

---

<sup>347</sup> Sur le néoconservatisme et ses fondements intellectuels, voir Frédérick Gagnon et Guillaume Mascotto, « Le néoconservatisme », *op. cit.*

<sup>348</sup> Dominic Sandbrook, *Mad as Hell*, *op. cit.*, p. 98-99.

dans les débats de politique étrangère<sup>349</sup>. Cet intérêt pour une plus grande justice internationale et une volonté de remettre en question les principes de la politique étrangère américaine inscrit naturellement le néo-internationalisme dans la lignée du libéralisme révisionniste. Le néo-internationalisme partage avec le néoconservatisme un rejet du réalisme et du pragmatisme en matière de relations internationales<sup>350</sup>. Il séduit un grand nombre de politiciens libéraux avides de trouver une approche en politique étrangère fondée sur des principes de justice qui permettrait de tourner la page sur le désastre du Vietnam. Le président Carter lui-même souhaite mettre de l'avant une politique étrangère aux « objectifs relativement larges, plutôt économiques, orientés vers la paix, symbolisés par la politique des droits [humains]<sup>351</sup> ». Malgré un élan initial, le néo-internationalisme perd rapidement de sa superbe à la suite des multiples débâcles qui marqueront la seconde moitié du mandat de Carter.

#### 2.2.5. L'environnement institutionnel

Pour les sénateurs libéraux, l'environnement institutionnel des années 1969 à 1978 est riche en occasions à saisir. Jusqu'en 1976, ils peuvent compter sur le leadership bienveillant de Mike Mansfield. Le remplacement générationnel et la multiplication des sous-commissions permettent à de jeunes élus d'accéder rapidement à des postes influents, au moment même où les normes du « Nouveau Sénat », pour reprendre l'expression de Michael Foley<sup>352</sup>, offrent aux sénateurs un espace d'autonomie considérable par rapport au Sénat des *folkways*.

---

<sup>349</sup> Barbara J. Keys, *Reclaiming American Virtue. The Human Rights Revolution of the 1970s*, Cambridge, Harvard University Press, 2014.

<sup>350</sup> Robert D. Kaplan, *The Revenge of Geography*, New York, Random House, 2013, p. 4.

<sup>351</sup> André Kaspi, *Les Américains : les États-Unis de 1945 à nos jours*, op. cit., p. 569.

<sup>352</sup> Michael Foley, *The New Senate*, op. cit.

*Le leadership démocrate : la bienveillance de Mike Mansfield et le pragmatisme de Robert Byrd*

Représentant le Montana à la Chambre haute depuis 1953, Mike Mansfield a succédé en 1961 à Lyndon Johnson en tant que leader de la majorité démocrate au Sénat. Le contraste entre les deux hommes pourrait difficilement être plus prononcé. LBJ était reconnu pour son style brusque, pour sa propension à contrôler les faits et gestes de l'ensemble de ses collègues démocrates et pour sa capacité à obtenir ce qu'il souhaitait par tous les moyens nécessaires (le fameux « *Johnson Treatment* »). S'il a su par moments faire de la place aux libéraux (notamment par l'adoption de la « *Johnson rule*<sup>353</sup> »), Johnson était généralement critique envers eux, les accusant de manquer de pragmatisme et d'esprit d'équipe. De son côté, dès son arrivée comme leader, Mansfield adopte un style plus convivial que son prédécesseur en laissant une grande liberté d'action à ses collègues, conformément à un idéal d'égalité *inter pares*<sup>354</sup>. Le sénateur du Montana se révèle par ailleurs un allié fiable pour les libéraux, dont il appuie plusieurs des causes. Il fut en outre un des premiers sénateurs à critiquer ouvertement l'intervention américaine au Vietnam<sup>355</sup>. Mansfield demeure le leader démocrate jusqu'à son départ de la vie politique au terme du 94<sup>e</sup> Congrès (1975-1976). Ses 16 années passées dans cette fonction constituent un record<sup>356</sup>.

---

<sup>353</sup> Adoptée en 1953, la *Johnson Rule* est une règle informelle qui garantit à tous les sénateurs démocrates, sans tenir compte de leur expérience au Sénat, une place au sein d'au moins une commission « prestigieuse » de la Chambre haute (notamment la commission sur les Relations extérieures et la commission des Finances). - Judy Schneider, « Committee Assignment Process in the Senate: Democratic and Republican Party Procedures », *Congressional Research Service* (3 novembre 2006), p. 11.

<sup>354</sup> Steven S. Smith, *Call to Order*, *op. cit.*, p. 101; Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill*, *op. cit.*, p. 96.

<sup>355</sup> Donald A. Ritchie, « Advice and Dissent: Mike Mansfield and the Vietnam War », in Randall B. Woods (dir.), *Vietnam and the American Political Tradition*, *op. cit.*, p. 171-203.

<sup>356</sup> L'ancien secrétaire du Sénat Francis Valeo a consacré une excellente biographie politique à Mike Mansfield qui fait ressortir la façon dont l'ancien sénateur du Montana a contribué à transformer à la fois le rôle de leader de la majorité et la dynamique du Sénat. – Francis Valeo, *Mike Mansfield, Majority Leader. A Different Kind of Senate, 1961-1976*, New York, Routledge, 2000. Voir également Barbara Sinclair, « Senate Parties and Party Leadership, 1960-2010 », in Burdett A. Loomis (dir.), *The U.S. Senate. From Deliberation to Dysfunction*, Washington, CQ Press, 2012, p. 91-94.

Pour succéder à Mansfield, les démocrates du Sénat élèvent au rang de leader Robert Byrd, qui représente la Virginie-Occidentale depuis 1959 et qui était le *whip* démocrate depuis 1971. Moins libéral que Mansfield<sup>357</sup>, Byrd est avant tout un pragmatique. Dès son arrivée en poste, il annonce à ses collègues qu'il sera moins permissif que Mansfield, évoquant un retour à la discipline qui prévalait à l'époque de LBJ<sup>358</sup>. La réalité a toutefois vite fait de rattraper Byrd, qui hérite d'un Sénat régi par ses innombrables sous-commissions et où les normes qui prévalaient à l'époque de Johnson sont bel et bien choses du passé<sup>359</sup>. Byrd doit donc se contenter d'être un rassembleur avant d'être un meneur, tâche dont il s'acquitte par ailleurs assez bien jusqu'à ce qu'il choisisse de céder sa place comme leader à l'ouverture du 101<sup>e</sup> Congrès (1989-1990)<sup>360</sup>.

#### *Un Sénat de sous-commissions*

Le politologue Roger Davidson désigne la période allant de 1965 à 1978 comme « l'ère des réformes » (*Reform Era*) au Congrès<sup>361</sup>. Adopté en 1970 après cinq ans de travail, le *Legislative Reorganization Act* (LRA) constitue une première initiative majeure afin d'assurer une plus grande égalité entre les élus des deux chambres<sup>362</sup>. Le LRA restreint le pouvoir des présidents des commissions qui étaient jusqu'alors majoritairement, en vertu du principe de séniorité, des démocrates conservateurs du Sud<sup>363</sup> : non seulement le LRA change le mode d'attribution des présidences de commission, mais il limite

---

<sup>357</sup> Byrd était du côté des conservateurs sur l'enjeu des droits civiques au cours des années 1960. En outre, il a joint le *Ku Klux Klan* plusieurs années avant de lancer sa carrière politique, ce qu'il décria par la suite comme la plus grande erreur de sa carrière.

<sup>358</sup> Lewis L. Gould, *The Most Exclusive Club*, *op. cit.*, p. 271.

<sup>359</sup> Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill*, *op. cit.*, p. 233.

<sup>360</sup> *Ibid.* – Robert Byrd demeure au Sénat jusqu'à son décès en 2010. Ses 51 ans passés à la Chambre haute constituent un record. Sur la longue carrière de Robert Byrd au Sénat, voir : David A. Corbin, *The Last Great Senator. Robert C. Byrd's Encounters with Eleven U.S. Presidents*, Washington, Potomac Books, 2012.

<sup>361</sup> Roger H. Davidson, « The Emergence of the Postreform Congress », in Roger H. Davidson (dir.), *The Postreform Congress*, New York, St. Martin's Press, 1992, p. 11.

<sup>362</sup> Colton Campbell, « Reorganization of the Senate: Modern Reform Efforts », *Congressional Research Service* (15 octobre 2003), p. 7.

<sup>363</sup> Joël Plouffe et Élisabeth Vallet, « Les commissions du Congrès », *op. cit.*, p. 138.

l'influence souvent démesurée que les présidents exercent sur les travaux de leurs commissions. L'ère des réformes est d'ailleurs marquée par la multiplication et l'influence croissante des sous-commissions, qui deviennent des foyers d'influence au cœur d'un Congrès fragmenté<sup>364</sup>. Les auteurs qui ont étudié l'impact des réformes au Congrès du début des années 1970 se sont concentrés sur la Chambre des représentants, où les effets ont été davantage perceptibles<sup>365</sup>. Pourtant, selon l'ancien sénateur Fred Harris, ces réformes ont transformé en profondeur le fonctionnement du Sénat, qui devient plus décentralisé, plus transparent et plus démocratique, mais également moins efficace<sup>366</sup>.

*Les normes sénatoriales : du Sénat des folkways à l'individualisme débridé*

À partir du début des années 1960, on assiste à un assouplissement du système rigide des *folkways*, ce qui entraîne une dynamique plus conviviale, plus informelle et plus démocratique à la Chambre haute<sup>367</sup>. Or, du Sénat égalitaire de la seconde moitié des années 1960, on glisse rapidement vers le Sénat individualiste des années 1970, où les sénateurs évoluent dans un système qui récompense la poursuite des intérêts individuels<sup>368</sup>. Au moins cinq facteurs peuvent être évoqués pour expliquer cette montée rapide de l'individualisme :

- Avec la disparition des règles entourant la séniorité, les nouveaux sénateurs élus ont intérêt à jouer du coude pour accéder rapidement à des postes influents;

---

<sup>364</sup> Voir à ce propos Allen D. Hertzke et Ronald Peters, Jr. (dir.), *The Atomistic Congress. An Interpretation of Congressional Change*, Armonk, M. E. Sharpe, 1992.

<sup>365</sup> Voir notamment Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein (dir.), *The New Congress*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1981; Leroy N. Rieselbach, *Congressional Reform in the Seventies*, Morristown, General Learning Press, 1977.

<sup>366</sup> Fred R. Harris, *Deadlock or Decision*, *op. cit.*, p. 28-30. Voir également Nelson W. Polsby, « Contemporary Transformations of American Politics: Thought on the Research Agendas of Political Scientists », *Political Science Quarterly* 96, 4 (Hiver 1981-1982), p. 565-566.

<sup>367</sup> Michael Foley, *The New Senate*, *op. cit.*, p. 253.

<sup>368</sup> Roger H. Davidson, « The Emergence of the Postreform Congress », *op. cit.*, p. 12-13. Le politologue Samuel Kernell souligne que ce changement n'est pas propre au Sénat et touche l'ensemble de la communauté politique washingtonienne au cours des années 1970 et 1980 - Samuel Kernell, *Going Public. New Strategies of Presidential Leadership*, 4<sup>e</sup> édition, Washington, CQ Press, 2007, p. 33.



- La multiplication des enjeux qui retiennent l'attention du Sénat pousse les sénateurs à se trouver une ou plusieurs niches qui correspondent à leurs intérêts ou aux besoins de leurs électeurs;
- Les sénateurs doivent désormais composer avec le développement effréné des médias, de la télévision en particulier, qui leur offre une visibilité inédite<sup>369</sup>. Les règles du jeu s'en trouvent chamboulées : si le Sénat relativement fermé et fortement normé des *folkways* tendait à récompenser les sénateurs qui faisaient leur travail de manière consciencieuse sans chercher à attirer l'attention (les « *work horses* »), l'environnement médiatique qui accompagne le Nouveau Sénat tend à récompenser les « *show horses* », les sénateurs qui cherchent constamment à attirer l'attention sur eux<sup>370</sup>;
- L'élargissement de la communauté politique se traduit notamment par une multiplication des groupes d'intérêts et de leurs lobbyistes qui rivalisent pour attirer l'attention des législateurs. Disposant souvent de moyens importants, ces groupes sont en mesure d'offrir de l'argent et des appuis électoraux en échange d'un engagement des élus à soutenir leurs priorités politiques<sup>371</sup>;
- Finalement, les sénateurs doivent assurer leur réélection. Cet objectif prend tout son sens dans le Sénat de la fin des années 1960 et des années 1970, où les taux de réélection sont relativement faibles par rapport aux moyennes historiques. Comme on peut le voir à la **figure 2.1**, le pourcentage de sénateurs qui

---

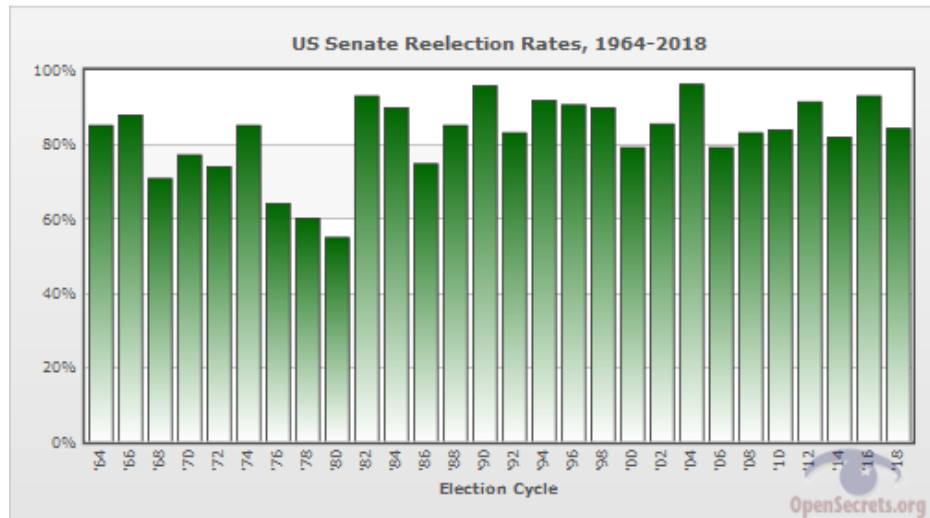
<sup>369</sup> Stephen Hess, *The Ultimate Insiders*, *op. cit.*; Barbara Sinclair, *The Transformation of the U.S. Senate*, *op. cit.*, p. 59.

<sup>370</sup> Barbara Sinclair, *The Transformation of the U.S. Senate*, *op. cit.*, p. 66. Sur la distinction entre *Work Horses* et *Show Horses*, voir Donald R. Matthews, « The Folkways of the United States Senate », *loc. cit.*, p. 1067. Saluons par ailleurs la proposition de François Vergniolle de Chantal de traduire en français ces deux termes par « bosseurs » et « m'as-tu-vu » (*L'impossible présidence impériale*, *op. cit.*, p. 234).

<sup>371</sup> Theodore J. Lowi, *La deuxième république des États-Unis*, *op. cit.*, chap. 3; Barbara Sinclair, *The Transformation of the U.S. Senate*, *op. cit.*, chap. 4. – L'historien Jonathan Bell remarque que cette explosion du nombre des groupes d'intérêts faisant part de revendications précises est une tendance qu'on observe depuis un certain temps déjà au niveau local, notamment en Californie au début des années 1950 : Jonathan Bell, « From Popular Front to Liberalism. Redefining the Political in California in the Post-World War II Era », in Jonathan Bell et Timothy Stanley (dir.), *Making Sense of American Liberalism*, *op. cit.*, p. 39-40.

parviennent à obtenir un nouveau mandat se situe généralement, pour la période allant de 1964 à 2018, au-dessus de 80%. Or, entre 1968 et 1980, ce pourcentage plonge en-dessous de 80% à chaque cycle électoral, sauf en 1974.

**Figure 2.1 : Taux de réélection au Sénat de États-Unis, 1964-2018<sup>372</sup>**



Les sénateurs évoluent ainsi dans un environnement volatile et compétitif sur le plan électoral<sup>373</sup>, où les défaites électorales sont aussi fréquentes que les départs à la retraite volontaires<sup>374</sup>. S'ils pouvaient autrefois passer des années sans rentrer dans leur État, le développement du transport aérien de même que la nécessité de recueillir des fonds pour leurs campagnes et d'être vus par leurs électeurs amènent les sénateurs à passer de plus en plus de temps en dehors de Washington<sup>375</sup>. Le sénateur qui ne rentre pas régulièrement à la maison ou qui privilégie les intérêts du parti avant celui de ses électeurs risque d'être décrit

<sup>372</sup> Récupéré de : s.a., « Reelection Rates Over the Years », *OpenSecrets* (s.d.), en ligne.

<sup>373</sup> Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill*, *op. cit.*, p. 161. Signe de cette volatilité et du peu de sièges « sûrs » au cours de cette période, seuls six États (l'Arkansas [D], le Kansas [R], la Louisiane [D], l'Oregon [R], la Pennsylvanie [R] et la Virginie-Occidentale [D]) ne seront représentés, au cours de la période allant de 1969 à 1984, que par des sénateurs issus d'un seul parti.

<sup>374</sup> Thomas E. Mann, « Elections and Change in Congress », in Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein (dir.), *The New Congress*, *op. cit.*, p. 36-37.

<sup>375</sup> Lewis L. Gould, *The Most Exclusive Club*, *op. cit.*, p. 258.

par ses adversaires comme un « *insider* » déconnecté des préoccupations de ses commettants et risque de perdre sa réélection.

*Le crépuscule du bipartisme et les débuts de la polarisation partisane au Sénat*

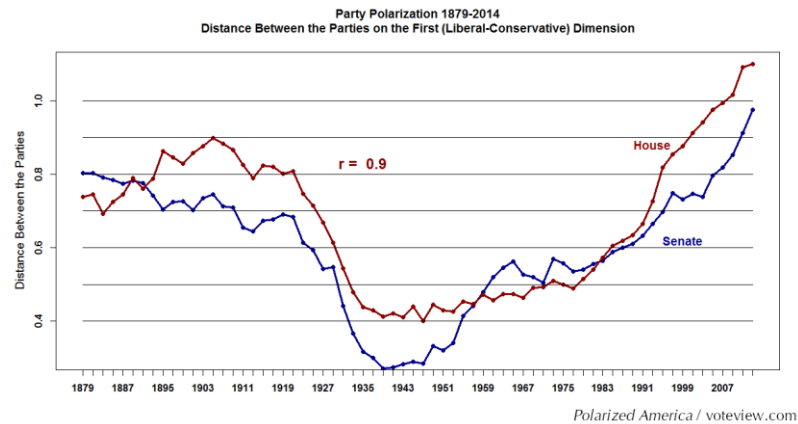
Avec la déségrégation raciale des années 1960 s'entame un processus d'homogénéisation idéologique des partis politiques qui conduit à une polarisation politique croissante<sup>376</sup>. Au Sénat, la présence d'un grand nombre de modérés dans les deux partis (surtout des républicains du Nord-Est et de l'Ouest et des démocrates du Sud et de l'Ouest) sert initialement de pare-feu pour contrer les pires effets de la polarisation, alors que ces modérés constituent un bloc suffisamment important pour négocier et trouver des terrains d'entente<sup>377</sup>. Il est encore possible, dans le Sénat des années 1970, d'adopter une approche bipartisane. Plusieurs signes laissent toutefois croire que le Sénat ne pourra pas échapper éternellement à la dynamique de polarisation. Tout au long de la décennie, on assiste à une augmentation graduelle du pourcentage de votes partisans, c'est-à-dire des votes où une majorité de démocrates votent contre une majorité de républicains. Par ailleurs, les données recueillies sur [voteview.com](http://voteview.com) montrent un éloignement croissant entre les deux partis par rapport au DW-NOMINATE de leurs membres (**Figure 2.2**). Au même moment, la proportion de modérés au Sénat s'amenuise, passant de 30,4% des sénateurs ayant siégé au cours du 91<sup>e</sup> Congrès (1969-1970) à 26,9% de ceux ayant siégé lors du 95<sup>e</sup> Congrès (1977-1978).

---

<sup>376</sup> Voir à ce propos : Matthew Levendusky, *The Partisan Sort. How Liberals Became Democrats and Conservative Became Republicans*, Chicago, The University of Chicago Press, 2009; Jeffrey M. Stonecash, « Changing American Political Parties », in Jeffrey M. Stonecash (dir.), *New Directions in American Political Parties*, New York, Routledge, 2010.

<sup>377</sup> Jean-Frédéric Légaré-Tremblay et Sébastien Barthe, « L'influence des partis politiques, des leaders et des idéologies au Congrès », in Frédérick Gagnon (dir.), *Le Congrès des États-Unis*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006, p. 93.

**Figure 1.2 : Écart entre le DW-NOMINATE moyen des démocrates et des républicains au Sénat et à la Chambre des représentants, 1879-2014<sup>378</sup>**



### 2.3. La coalition libérale au Sénat

On dénombre 69 sénateurs libéraux ayant siégé à la Chambre haute entre 1969 et 1978. Parmi eux, 39 ont fait leur entrée au Sénat avant la conjoncture critique, tandis que 30 ont fait leurs débuts au cours de celle-ci (**Tableau 2.2**).

**Tableau 1 : Les libéraux au Sénat des États-Unis, 1969-1978**

Sénateur (État)	DW-NOMINATE	Années au Sénat	Raison du départ (si au cours de la conjoncture critique)
<b>Font leur entrée au Sénat avant la conjoncture critique</b>			
Warren Magnuson (Washington)	-0,325	1944-1981	
J. William Fulbright (Arkansas)	-0,380	1945-1974	Défaite (primaire démocrate)
John Sparkman (Alabama)	-0,204	1946-1979	
Clinton Anderson (Nouveau-Mexique)	-0,201	1949-1973	Départ volontaire
John Pastore (Rhode Island)	-0,256	1950-1976	Départ volontaire
Albert Gore (Tennessee)	-0,328	1953-1971	Défaite (élection générale)
Mike Mansfield (Montana)	-0,439	1953-1977	Départ volontaire
Henry Jackson (Washington)	-0,296	1953-1983	
Stuart Symington (Missouri)	-0,319	1953-1976	Départ volontaire
Frank Church (Idaho)	-0,384	1957-1981	
William Proxmire (Wisconsin)	-0,598	1957-1989	
Ralph Yarborough (Texas)	-0,416	1957-1971	Défaite (primaire démocrate)

<sup>378</sup> Récupéré de: s.a., « House and Senate Polarization, 1879-2014 », *Voteviewblog* (22 décembre 2014), en ligne.

Jennings Randolph (Virginie-Occidentale)	-0,247	1958-1985	
Robert Byrd (Virginie-Occidentale)	-0,309	1959-2010	
Philip Hart (Michigan)	-0,475	1959-1976	Décès
Howard Cannon (Nevada)	-0,211	1959-1983	
Thomas Dodd (Connecticut)	-0,216	1959-1971	Défaite (primaire démocrate) <sup>379</sup>
Eugene McCarthy (Minnesota)	-0,433	1959-1971	Départ volontaire
Gale McGee (Wyoming)	-0,240	1959-1977	Défaite (élection générale)
Edmund Muskie (Maine)	-0,379	1959-1980	
Vance Hartke (Indiana)	-0,420	1959-1977	Défaite (élection générale)
Harrison Williams (New Jersey)	-0,344	1959-1982	
Stephen Young (Ohio)	-0,351	1959-1971	Départ volontaire
Ted Moss (Utah)	-0,396	1959-1977	Défaite (élection générale)
Quentin Burdick (Dakota du Nord)	-0,371	1960-1992	
Lee Metcalf (Montana)	-0,483	1961-1978	Décès
Claiborne Pell (Rhode Island)	-0,332	1961-1997	
Ted Kennedy (Massachusetts)	-0,443	1962-2009	
Thomas McIntyre (New Hampshire)	-0,279	1962-1979	
Daniel Inouye (Hawaï)	-0,319	1963-2012	
George McGovern (Dakota du Sud)	-0,573	1963-1981	
Abraham Ribicoff (Connecticut)	-0,313	1963-1981	
Birch Bayh (Indiana)	-0,408	1963-1981	
Gaylord Nelson (Wisconsin)	-0,567	1963-1981	
Walter Mondale (Minnesota)	-0,439	1964-1976	Élection comme vice-président des États-Unis
Joseph Montoya (Nouveau-Mexique)	-0,269	1964-1977	Défaite (élection générale)
Fred Harris (Oklahoma)	-0,400	1964-1973	Départ volontaire
Joseph Tydings (Maryland)	-0,360	1965-1971	Défaite (élection générale)
Fritz Hollings (Caroline du Sud)	-0,293	1966-2005	
<b>Font leur entrée au Sénat pendant la conjoncture critique</b>			
Thomas Eagleton (Missouri)	-0,380	1968-1987	
Mike Gravel (Alaska)	-0,284	1969-1981	
Harold Hughes (Iowa)	-0,592	1969-1975	Départ volontaire
Alan Cranston (Californie)	-0,387	1969-1993	
Adlai Stevenson, III (Illinois)	-0,333	1970-1981	
Lawton Chiles (Floride)	-0,224	1971-1989	
Hubert Humphrey (Minnesota) <sup>380</sup>	-0,397	1971-1978	Décès
John Tunney (Californie)	-0,311	1971-1977	Défaite (élection générale)
James Abourezk (Dakota du Sud)	-0,743	1973-1979	Départ volontaire
Joe Biden (Delaware)	-0,314	1973-2009	
Dick Clark (Iowa)	-0,550	1973-1979	
William Hathaway (Maine)	-0,465	1973-1979	
Floyd Haskell (Colorado)	-0,465	1973-1979	
Walter Huddleston (Kentucky)	-0,314	1973-1985	
Wendell Ford (Kentucky)	-0,277	1974-1999	
John Glenn (Ohio)	-0,262	1974-1999	

<sup>379</sup> Battu lors de la primaire démocrate, Dodd se présente ensuite comme indépendant lors de l'élection générale, mais termine troisième.

<sup>380</sup> Second séjour au Sénat, après y avoir siégé de 1949 à 1964.

Howard Metzenbaum (Ohio)	-0,492	1974, 1976-1995 <sup>381</sup>	
John Durkin (New Hampshire)	-0,430	1975-1980	
Gary Hart (Colorado)	-0,422	1975-1987	
John Culver (Iowa)	-0,410	1975-1981	
Patrick Leahy (Vermont)	-0,374	1975-	
Robert Morgan (Caroline du Nord)	-0,237	1975-1981	
Dale Bumpers (Arkansas)	-0,362	1975-1999	
Donald Riegle (Michigan)	-0,426	1976-1995	
Dennis DeConcini (Arizona)	-0,216	1977-1995	
John Melcher (Montana)	-0,329	1977-1989	
Daniel Patrick Moynihan (New York)	-0,301	1977-2001	
Paul Sarbanes (Maryland)	-0,435	1977-2007	
Spark Masunaga (Hawaï)	-0,379	1977-1990	
James Sasser (Tennessee)	-0,355	1977-1995	

Cette première conjoncture critique est marquée par un changement de garde à l'intérieur de la coalition libérale au Sénat. Arrivés au Sénat au cours des années 1940 et 1950, les vétérans Clinton Anderson (Nouveau-Mexique), Thomas Dodd (Connecticut), J. William Fulbright (Arkansas), Albert Gore (Tennessee), Philip Hart (Michigan), Vance Hartke (Indiana), Mike Mansfield (Montana), Eugene McCarthy (Minnesota), Gale McGee (Wyoming), Ted Moss (Utah), John Pastore (Rhode Island), Stuart Symington (Missouri), Ralph Yarborough (Texas) et Stephen Young (Ohio) quittent le Sénat au cours de ces 10 années, ce qui permet aux nouveaux arrivants de faire leur place rapidement. Dans l'ensemble, le groupe des sénateurs libéraux qui font leur entrée au Sénat au cours de cette période se distingue par sa jeunesse et sa relative inexpérience politique<sup>382</sup>. Des 30 nouveaux libéraux qui font leur entrée au Sénat, 23 ont moins de 50 ans lors de leur arrivée à la Chambre haute et 9 d'entre eux (Biden, DeConcini, Durkin, Eagleton, Gravel, Gary Hart, Leahy, Riegle et Tunney), sont dans

<sup>381</sup> Nommé de manière intérimaire en 1974 pour terminer le mandat du sénateur républicain William Saxbe (nommé procureur général), Metzenbaum perd par la suite la primaire démocrate contre John Glenn. Il parvient à se faire élire deux ans plus tard et est assermenté à la fin de l'année 1976.

<sup>382</sup> Les informations sur la carrière des sénateurs avant leur entrée au Sénat ont été obtenues sur le site du *Biographical Directory of the United States Congress* à l'adresse [bioguide.congress.gov](http://bioguide.congress.gov).

la trentaine. Ce vent de jeunesse est en quelque sorte en contradiction avec l'étymologie même du mot « Sénat » (du latin *Senatus*, « conseil des anciens »).

Plusieurs des nouveaux sénateurs n'ont pas occupé de fonctions électives auparavant et certains n'ont même jamais occupé de poste politique. À titre d'exemple, Gary Hart du Colorado a dirigé la campagne présidentielle de George McGovern en 1972, puis a pratiqué le droit dans le secteur privé avant de se faire élire en 1974. De son côté, John Glenn (Ohio), premier Américain à avoir orbité autour de la Terre, est certes un héros national, mais il n'a jamais fait de politique active. On remarque d'ailleurs que peu de sénateurs ont fait le saut à partir de la Chambre des représentants, qui est pourtant la rampe de lancement traditionnelle pour accéder à la Chambre haute. Seuls huit sénateurs font leur entrée au Sénat à partir de la Chambre basse, la plupart après y avoir séjourné moins de six ans.

2.4. La conjoncture critique 1969-1978 : une occasion à saisir pour les révisionnistes

2.4.1. Convergence des trois variables et émergence d'une nouvelle conjoncture critique

À partir de 1969, les différentes variables que nous avons identifiées dans notre modèle se conjuguent pour amener le début d'une conjoncture critique pour le libéralisme :

- Reculs électoraux libéraux : deux ans après le triomphe de 1964, les élections de 1966 et de 1968 sont marquées par des pertes nettes cumulées pour les démocrates de 52 sièges à la Chambre des représentants et de 8 sièges au Sénat. Les démocrates perdent le contrôle de la Maison-Blanche au terme de l'élection présidentielle de 1968.
- Contexte politique 1 : avec l'élection de Richard Nixon débute l'ère des gouvernements divisés à Washington. Bien qu'ils aient été chassés de la Maison-Blanche, les démocrates conservent le contrôle des deux chambres du

Congrès, ce qui permet aux libéraux de maintenir une position de force à Washington.

- Contexte politique 2 : les primaires et la Convention nationale de 1968 ont exposé l'existence d'un fossé profond entre les militants et l'establishment du Parti démocrate. Un nécessaire examen de conscience mène à la création de la commission McGovern-Fraser, dont les travaux contribuent à une plus grande ouverture du Parti démocrate à l'influence des militants, dont les idées sont en grande partie issues du libéralisme révisionniste.
- Contexte social 1 : la fin des années 1960 et les années 1970 sont marquées par une crise de confiance majeure des Américains envers leurs élites et envers le gouvernement fédéral en particulier. Cette méfiance constitue un obstacle majeur dans la mise en place de nouveaux programmes politiques libéraux, dans la mesure où les Américains sont moins convaincus qu'auparavant que le gouvernement est un acteur efficace pour régler les principaux problèmes sociaux.
- Contexte social 2 : les élections de 1966 et de 1968 exposent le mécontentement d'une grande partie de la société américaine envers le libéralisme de la *Great Society* et, de manière plus générale, envers les changements sociaux des années 1960. On observe en outre un recul des appuis démocrates chez les Blancs du Sud (frustrés par la déségrégation raciale<sup>383</sup>) et les communautés culturelles des grandes villes, deux clientèles électorales démocrates traditionnelles qui se sont massivement rangées, en 1968, derrière les candidatures du républicain Richard Nixon et de l'indépendant George Wallace. Pour compenser ces défections, les démocrates doivent se tourner davantage vers des groupes d'électeurs en

---

<sup>383</sup> Cette tendance sera confirmée en 1972 avec le développement lors de la campagne de réélection de Richard Nixon de la « *Southern Strategy* ». Cette tactique électorale, qui consiste à exploiter le ressentiment des Blancs du Sud sur les questions raciales, permet à Nixon de balayer le Sud des États-Unis pour faire des percées électorales. – William C. Berman, *America's Right Turn, op. cit.*, p. 9; Dewey W. Grantham, *The Life and Death of the Solid South. A Political History*, Lexington, University Press of Kentucky, 1988.



émergence. Ils se tournent d'abord vers les Afro-Américains, dont l'accès au droit de vote a été consolidé par les lois sur les droits civiques de 1964 et 1965 et par l'adoption du 24<sup>e</sup> amendement<sup>384</sup>. Ils courtisent également les *baby-boomers* qui arrivent à l'âge adulte et qui forment alors, numériquement parlant, la plus imposante génération de l'histoire des États-Unis. Ayant eu massivement accès aux études universitaires, ceux-ci ont été nombreux à militer dans la *New Left* sur les campus et à rejoindre des groupes d'activistes formés pour protester contre la guerre du Vietnam et l'oppression des groupes minoritaires à l'intérieur de la société américaine<sup>385</sup>.

- Contexte économique : la stagflation prolongée met à rude épreuve le modèle keynésien de gestion de l'économie. Une nouvelle approche de l'économie axée sur une réduction des dépenses de l'État et sur l'atteinte de budgets équilibrés s'impose. Le libéralisme classique devient associé à une gestion irresponsable et inefficace des fonds publics. Les libéraux doivent donc porter leur attention sur des objectifs moins dispendieux.
- Contexte international : la Détente avec l'Union soviétique et la prise en compte des errements au Vietnam émancipent partiellement la politique étrangère de l'anticommunisme dogmatique du début de la Guerre froide. La porte est ouverte pour redéfinir la politique étrangère américaine sur la base de nouveaux principes, dont la promotion de la démocratie, de l'aide humanitaire et des droits humains.
- Environnement institutionnel : le leadership bienveillant de Mike Mansfield, la multiplication des sous-commissions qui deviennent d'importants foyers d'influence, le recul des *folkways* et la montée de l'individualisme sont des

---

<sup>384</sup> Adopté en 1964, le 24<sup>e</sup> amendement interdit aux États de rendre le droit de vote conditionnel au paiement d'une taxe (*Poll Tax*).

<sup>385</sup> Todd Gitlin, *The Sixties. Years of Hope, Days of Rage*, édition révisée, New York, Bantam Books, 1993.

facteurs institutionnels qui font du Sénat une institution plus propice à l'entrepreneuriat politique et à la proposition d'idées politiques novatrices.

- Composition de la coalition libérale au Sénat : on assiste à un remplacement générationnel parmi les membres de la coalition libérale, alors que la moitié des libéraux présents avant le début de la conjoncture critique quittent la Chambre haute. Ils sont remplacés par une cohorte de jeunes sénateurs qui, ayant pris acte du recul du libéralisme classique dans l'opinion publique, sont prêts à expérimenter de nouvelles avenues pour remettre le progressisme sur les rails.

#### 2.4.2. Une porte s'ouvre pour les révisionnistes

L'épuisement du modèle libéral du *New Deal* ouvre la voie pour de nouveaux courants à l'intérieur de la coalition libérale. Ayant pris son essor lors des luttes des années 1960 pour les droits civiques et contre la guerre du Vietnam, le courant révisionniste, fondé sur la remise en question des principaux « dogmes » politiques américains, gagne en importance. Plusieurs des idées mises de l'avant par ce courant trouvent un écho chez les libéraux au Sénat qui veulent tourner la page sur les résultats électoraux décevants de 1966 et 1968. On assiste au même moment à l'apparition timide d'un libéralisme aux tendances plus modérées sur le plan économique, qui prendra véritablement son envol au cours de la deuxième conjoncture critique. Cela étant dit, la montée de ces courants qui souhaitent redéfinir les contours du libéralisme ne signifient pas la disparition du courant classique, qui demeure bien présent au Sénat. Plusieurs sénateurs naviguent d'ailleurs allégrement entre plusieurs courants. Pensons à Ted Kennedy (Massachusetts), dont les positions rejoignent à la fois celles des *New Dealers* (assurance maladie, protection des syndicats) et des révisionnistes (opposition à la guerre du Vietnam, défense des droits des homosexuels).

## 2.5. L'activisme libéral au Sénat, 1969-1978

### 2.5.1. Accès aux soins de santé : la fin des grandes ambitions

#### *L'adoption d'un régime national d'assurance maladie : un rendez-vous manqué*

Malgré les reculs électoraux libéraux de 1966 et de 1968, le projet d'implanter un système d'assurance maladie à payeur unique bénéficiaire au début des années 1970 d'un élan favorable. L'augmentation fulgurante du montant que doivent déboursier les Américains pour avoir accès à des soins de santé<sup>386</sup>, combiné au succès des programmes Medicare et Medicaid, stimulent la demande pour que soit mis en place un régime national d'assurance maladie<sup>387</sup>. Le président Nixon lui-même se dit ouvert à travailler avec les démocrates afin de faciliter l'accès aux soins de santé. Au Sénat, le projet de faire adopter un régime universel d'assurance maladie est porté par Ted Kennedy (Massachusetts), un sénateur qui a fait de l'accès à des soins de qualité pour l'ensemble des Américains la « cause de sa vie<sup>388</sup> » (**Encadré 1**). Au début de l'année 1974, le Congrès semble plus près que jamais d'adopter un régime public et universel d'assurance maladie<sup>389</sup>. Malheureusement pour les libéraux, le 93<sup>e</sup> Congrès (1973-1974) ajourne ses travaux sans que les élus des deux chambres parviennent à un consensus, alors que l'affaire du Watergate accapare l'attention et bouscule le calendrier de Capitol Hill<sup>390</sup>. Lorsque le 94<sup>e</sup> Congrès débute ses travaux, l'élan s'est

<sup>386</sup> On estime qu'entre juin 1969 et juillet 1970 le montant des factures médicales a augmenté de 12% et qu'il a doublé par rapport à 1960. Devant cette augmentation des dépenses, les Américains se trouvent sous-assurés : 20% d'entre eux n'ont pas d'assurance hospitalisation, 53% n'ont pas d'assurance médicament et 96% n'ont pas d'assurance dentaire. - s.a., « Medical Costs: Congress to Consider Insurance Plans », *Congressional Quarterly Weekly Report XXIX*, 4 (22 janvier 1971), p. 186.

<sup>387</sup> Karen Davis, *National Health Insurance. Benefits, Costs, and Consequences*, Washington, The Brookings Institution, 1975.

<sup>388</sup> Edward M. Kennedy, *True Compass. A Memoir*, New York, Twelve, 2009, p. 12.

<sup>389</sup> s.a., « Health Insurance: No Action in 1974 », *Congressional Quarterly Almanac 1974*, XXX, Washington, Congressional Quarterly, 1975; Flint J. Wainess, « The Ways and Means of National Health Care Reform, 1974 and Beyond », *Journal of Health Politics, Policy and Law* 24, 2 (Avril 1999), p. 307-308.

<sup>390</sup> On a donc là un exemple parfait d'événement contingent ayant une incidence directe sur les chemins empruntés dans le développement politique américain. - s.a., « Health Insurance: Prospects for Passage Dim », *Congressional Quarterly Weekly Report XXXII*, 29 (29 juillet 1974), p. 1861.

tarii. L'inflation galopante, la perte de confiance des Américains envers le gouvernement fédéral, l'absence de leadership présidentiel sur cet enjeu et la nouvelle *doxa* de l'équilibre budgétaire<sup>391</sup> font en sorte que, pour la première fois depuis les débuts du *New Deal*, les libéraux sont confrontés à une « ère des limites<sup>392</sup> ».

**Encadré 1 : Ted Kennedy et la mise en place d'un régime national d'assurance maladie, 1969-1974**

Dans ses mémoires *True Compass*, Ted Kennedy évoque les problèmes de santé des membres de sa famille, son expérience de travail dans une organisation vouée à la lutte contre le cancer, sa convalescence et sa réadaptation à la suite d'un accident d'avion en 1964 et le cancer de son fils Edward, Jr. comme autant d'expériences lui ayant fait prendre conscience de la nécessité morale d'assurer à l'ensemble des Américains l'accès à des soins de qualité<sup>393</sup>. Au moment où s'ouvre une fenêtre de lancement exceptionnelle pour l'adoption d'un programme national d'assurance maladie à payeur unique, Kennedy devient rapidement l'acteur incontournable au Sénat sur cet enjeu et multiplie les actions législatives et non législatives en ce sens. À la tête d'un groupe bipartisan de 15 sénateurs, le sénateur du Massachusetts dépose le 27 août 1970 une première version de son *Health Security Act*<sup>394</sup> qui prévoit, entre autres mesures libérales, la mise en place d'un programme national d'assurance maladie, la clé selon Kennedy pour résoudre les crises que traverse le système de santé américain : « *Through a system of national health insurance, the program will guarantee orderly, budgeted, and stable financing of health services*<sup>395</sup> ». Malgré de nombreux appuis au Sénat, cette première tentative législative

<sup>391</sup> s.a., « National Health Insurance », *Congressional Quarterly Almanac 1976*, XXXII, Washington, Congressional Quarterly, 1977; s.a., « Hospital Cost Control », *Congressional Quarterly Almanac 1977*, XXXIII, Washington, Congressional Quarterly, 1978.

<sup>392</sup> Dominic Sandbrook, *Mad as Hell*, *op. cit.*, p. 236.

<sup>393</sup> Edward M. Kennedy, *True Compass*, *op. cit.*, p. 225.

<sup>394</sup> Outre Kennedy, les coparrains du projet de loi sont les démocrates libéraux Birch Bayh, Alan Cranston, Philip Hart, Harold Hughes, Eugene McCarthy, George McGovern, Lee Metcalf, Walter Mondale, Edmund Muskie, Claiborne Pell, Ralph Yarborough et Stephen Young, de même que les républicains modérés John Sherman Cooper et William Saxbe. Les républicains Jacob Javits et Clifford Case appuieront des versions subséquentes du projet de loi. Kennedy s'associe à la représentante démocrate Martha Griffiths du Michigan, qui dépose sa propre version du projet de loi à la Chambre basse.

<sup>395</sup> *Congressional Record*, 91<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (27 août 1970), p. 30142.

n'aboutit pas. Le 91<sup>e</sup> Congrès (1969-1970) ajourne ses travaux sans qu'aucune mesure importante ne soit prise en lien avec la réforme de l'assurance maladie.

Kennedy revient à la charge et dépose une nouvelle version de son projet de loi lors du 92<sup>e</sup> Congrès (1971-1972). Le sénateur du Massachusetts bénéficie cette fois d'un avantage supplémentaire, alors qu'il a hérité de la présidence de la sous-commission sur la Santé, un poste qu'il occupera pendant 10 ans<sup>396</sup>. Souhaitant attirer l'attention de ses collègues sur le sort des millions d'Américains non assurés, Kennedy organise dès février 1971 une série d'audiences sur le thème « Health Care Crisis in America ». Évoquant le style de son défunt frère John, Kennedy rappelle à ses collègues que derrière chaque crise se dissimule une occasion à saisir : « *The opportunity which the health care crisis presents is that, if we have the courage and the wisdom to diagnosis the substantive, economic, and political dimensions of the crisis, we will be well on the way of the reform we need*<sup>397</sup>. » Kennedy prend d'ailleurs l'habitude d'organiser des audiences itinérantes dans des zones rurales et dans des quartiers défavorisés des grandes villes afin de mieux constater sur le terrain des lacunes du système de santé américain et de sensibiliser ses collègues à la nécessité de mettre en place des mesures pour garantir l'accès à des soins de santé de qualité<sup>398</sup>.

Toujours incapable de faire avancer son *Health Security Act*, Kennedy s'associe lors du 93<sup>e</sup> Congrès (1973-1974) avec le représentant démocrate de l'Arkansas Wilbur Mills, qui préside depuis 1958 la commission *Ways and Means* de la Chambre des représentants<sup>399</sup> et qui est alors décrit comme l'« homme le plus puissant de Washington ». Le 2 avril 1974, les deux hommes déposent dans leur chambre respective un projet de loi prévoyant la mise sur pied d'un régime élargissant la couverture médicale des Américains, sans toutefois être universel<sup>400</sup>. Par

<sup>396</sup> Adam Clymer, *Edward M. Kennedy. A Biography*, op. cit., p. 171-173.

<sup>397</sup> United States Senate Subcommittee on Health, « Health Care Crisis in America, 1971 - Part 1 », 92<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (22-23 février 1971), p. 1.

<sup>398</sup> United States Senate Subcommittee on Health, « Health Care Crisis in America, 1971 – Part 10 », 92<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (5-14 mai 1971).

<sup>399</sup> Commission de la Chambre de représentants qui décide des façons dont le gouvernement fédéral peut percevoir des revenus (par le biais de taxes, d'impôts et de tarifs).

<sup>400</sup> Pour les détails : le plan Kennedy-Mills couvre l'ensemble des Américains, à l'exception des aînés (65 ans et +), déjà couverts par Medicare. Le programme doit être financé grâce à de nouveaux impôts : les travailleurs contribuent à hauteur de 1% de leur salaire et les employeurs, de 3% de leur masse salariale. Les Américains devront également payer de leur poche une partie des soins qu'ils reçoivent, jusqu'à concurrence d'un certain montant. Cette formule de partage n'enthousiasme pas Kennedy, qui

pragmatisme, Kennedy a consenti à un certain nombre de compromis, jugeant qu'une réforme imparfaite valait mieux que pas de réforme du tout. Or, la stratégie se retourne rapidement contre le sénateur du *Bay State*, qui perd l'appui des centrales syndicales (notamment l'AFL-CIO et le *United Auto Workers*) qui voient le plan Kennedy-Mills comme une trahison de la part de Kennedy<sup>401</sup>. Du reste, le projet de loi ne parvient pas à s'imposer alors que se referme rapidement, en 1974, la fenêtre de lancement exceptionnelle qui s'était ouverte pour l'adoption d'un régime national d'assurance maladie.

*La fin du « libéralisme à l'ancienne »?*

Le 27 octobre 1978, le président Jimmy Carter signe le *Humphrey-Hawkins Full Employment Act*, coparrainé par le candidat déchu de 1968 Hubert Humphrey (Minnesota), de retour au Sénat depuis 1971. Cette loi a pour objectif de combattre le chômage en créant des emplois gouvernementaux temporaires, une stratégie semblable à celle qui avait été adoptée dans le cadre du *New Deal* pour combattre les effets de la Grande Dépression. Malgré ces échos keynésiens, la loi Humphrey-Hawkins s'ancre dans la réalité politique et économique des années 1970 et contraint le gouvernement, dans son application, à favoriser le recours au privé et à ne pas faire de déficits<sup>402</sup>. L'historien William Berman présente l'adoption de la loi Humphrey-Hawkins comme le dernier soubresaut du « libéralisme à l'ancienne<sup>403</sup> ». Humphrey lui-même, qui fut une des principales figures libérales de l'après-guerre au Sénat et un des pionniers de la lutte pour les droits civiques des Afro-Américains<sup>404</sup>, décède en janvier 1978, neuf mois avant la signature de la loi. Les sénateurs libéraux qui font leur entrée au Sénat

---

est également méfiant devant le rôle que seront appelées à jouer les compagnies privées d'assurance. – s.a., « Kennedy-Mills Health Insurance Plan Introduced », *Congressional Quarterly Weekly Report* XXXII, 14 (6 avril 1974), p. 892.

<sup>401</sup> « Health Insurance: Prospects for Passage Dim », *loc. cit.*, p. 1861-1862.

<sup>402</sup> United States Congress, « Public Law 95-523. Full Employment and Balanced Growth Act of 1978 », 95<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (27 octobre 1978).

<sup>403</sup> « [T]he last hurrah for the old liberalism ». – William C. Berman, *America's Right Turn*, *op. cit.*, p. 26.

<sup>404</sup> Timothy N. Thurber, *The Politics of Equality. Hubert H. Humphrey and the African American Freedom Struggle*, New York, Columbia University Press, 1999.

au cours de la conjoncture critique sont assez lucides en ce qui a trait au contexte qui est peu favorable à la mise en place de grandes réformes libérales. Électoralement parlant, plusieurs d'entre eux doivent leur accession au Sénat non à la classe ouvrière, mais à une coalition d'électeurs assez aisés, modérés sur le plan économique, mais libéraux sur les questions morales et environnementales<sup>405</sup>. Ces élus ont donc peu d'incitatifs à se mobiliser pour que soit mis en place un régime national d'assurance maladie<sup>406</sup>. Plusieurs d'entre eux vont néanmoins entreprendre des actions afin d'étendre la couverture de programmes déjà existants ou de créer de nouveaux programmes ciblant des clientèles particulières.

Le meilleur exemple à cet égard est peut-être celui d'Harold Hughes (Iowa), qui consacre une grande partie de son seul mandat au Sénat (1969-1975) à trouver des façons de lutter contre l'alcoolisme et la dépendance aux narcotiques. Ayant lui-même longtemps combattu une dépendance à l'alcool<sup>407</sup>, le sénateur du *Hawkeye State* obtient que soit créée une sous-commission sur l'Alcoolisme et les Narcotiques dont il obtient la présidence. Lors des premières audiences de cette nouvelle sous-commission, en juillet 1969, Hughes dénonce le fait que l'administration Nixon n'a pas prévu dans son budget des fonds pour lutter contre l'alcoolisme et demande que cette dépendance reçoive l'attention qu'elle mérite : « *The time is ripe to launch an unprecedented, all-out campaign against alcoholism on the massive, realistic scale that is needed*<sup>408</sup> ». En 1970, Hughes pilote l'adoption du projet de loi S.3835, qui prévoit la mise en place d'un programme fédéral pour prévenir la dépendance à l'alcool, notamment à travers la fondation d'un Institut national pour la prévention et le contrôle de l'abus d'alcool et l'alcoolisme, et l'autorisation de centaines de millions de dollars envoyés aux États

---

<sup>405</sup> Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill*, op. cit., p. 157.

<sup>406</sup> Cela n'empêche toutefois pas Alan Cranston et Harold Hughes, tous deux élus en 1968, de faire partie des coparrains du *Health Security Act* de 1970. - *Congressional Record*, 91<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (27 août 1970), p. 30142.

<sup>407</sup> Harold E. Hughes et Dick Schneider, *The Man from Ida Grove. A Senator's Personal Story*, Waco, Word Books, 1979.

<sup>408</sup> s.a., « Alcoholism », *Congressional Quarterly Almanac 1969*, XXV, Washington, Congressional Quarterly, 1970.

et aux autorités locales pour développer leur propre programme contre l'alcoolisme<sup>409</sup>. En 1974, le projet de loi S.2848, également déposé par Hughes, prévoit l'octroi de fonds fédéraux pour financer des programmes d'éducation et de prévention contre l'abus d'alcool et de drogues<sup>410</sup>.

### 2.5.2. Droits civiques et questions morales : le Sénat à l'heure de la « décennie des droits » et à l'aube des guerres culturelles

Le retour en force du conservatisme à partir de la fin des années 1960 s'alimente en grande partie du ressentiment racial d'une grande partie des Blancs. Richard Nixon l'a bien compris, lui dont la rhétorique de la loi et l'ordre et la « guerre » contre les drogues ciblent implicitement la criminalité afro-américaine<sup>411</sup>. La forte opposition populaire au transport forcé d'élèves dans des écoles situées hors de leur quartier pour favoriser l'intégration des écoles publiques (le « *busing* ») alimente les tensions, qui se manifestent non seulement dans le Sud, mais également dans l'Ouest et dans le Nord-Est (à Boston notamment)<sup>412</sup>. Les libéraux qui font leur entrée au Sénat à partir de 1969 sont conscients de ce ressac. Bien que favorables à l'égalité raciale, la plupart d'entre eux jouent de prudence et on ne trouve pas dans ces cohortes de champion de la cause afro-américaine comme ont pu l'être Paul Douglas (Illinois) et Hubert Humphrey (Minnesota) au cours des années 1950 et 1960<sup>413</sup>. Forcés de ménager les susceptibilités de leur électeurat, plusieurs jeunes libéraux sont amenés à prendre des positions modérées ou conservatrices sur ces enjeux. Ainsi, en 1974, Joe Biden (Delaware) dépose un projet d'amendement au budget afin de limiter les fonds fédéraux alloués à

---

<sup>409</sup> s.a., « Treatment for Alcoholism », *Congressional Quarterly Almanac 1970*, XXVI, Washington, Congressional Quarterly, 1971.

<sup>410</sup> s.a., « Drug, Alcohol Abuse », *Congressional Quarterly Almanac 1974*, *op. cit.*

<sup>411</sup> Emily Dufton, « The War on Drugs: How President Nixon Tied Addictions to Crime », *The Atlantic* (26 mars 2012), en ligne.

<sup>412</sup> Dominic Sandbrook, *Mad as Hell*, *op. cit.*, chap. 6.

<sup>413</sup> Roger Biles, *Crusading Liberal. Paul H. Douglas of Illinois*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2002; Timothy N. Thurber, *The Politics of Equality*, *op. cit.*



une commission scolaire qui pratique le *busing*<sup>414</sup>. Cet amendement est reçu avec enthousiasme par les conservateurs du Sénat, mais également par certains libéraux dont Thomas Eagleton (Missouri), lui aussi aux prises avec un électorat opposé à cette politique.

De manière paradoxale, les importantes avancées de la cause afro-américaine au cours des années 1960 expliquent à la fois le ressac contre celle-ci et la multiplication des luttes pour les droits des minorités aux États-Unis au cours des années 1970, une décennie marquée par ce que certains ont qualifié de « révolution des droits<sup>415</sup> ». Selon l'historien Thomas Borstelmann, ces années sont caractérisées, d'une part, par la montée de l'égalitarisme et, d'autre part, par le triomphe du libre marché, qui se substitue à l'État, tombé dans une certaine disgrâce. Ces deux tendances favorisent l'*ethos* hyper individualiste associé aux années 1970, mais également les revendications politiques de groupes incluant les autochtones, les immigrants, les homosexuels et les femmes<sup>416</sup>. Ces groupes souffrent d'une sous-représentation chronique au Congrès des États-Unis, particulièrement au Sénat qui demeure quasi exclusivement occupé par des hommes blancs<sup>417</sup>. Cela n'empêche pas certains sénateurs de devenir des compagnons de route de ces mouvements de revendication.

---

<sup>414</sup> Brett Gadsen, *Between North and South. Delaware, Desegregation, and the Myth of American Sectionalism*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2013, p. 227; Jason Sokol, « How a Young Joe Biden Turned Liberals Against Integration », *Politico* (4 août 2015), en ligne.

<sup>415</sup> Steven Pinker, *The Better Angels of our Nature. Why Violence Has Declined*, New York, Penguin Books, 2011, p. 476-477.

<sup>416</sup> Thomas Borstelmann, *The 1970s*, *op. cit.*, chap. 2.

<sup>417</sup> Alors que les femmes rejoignent massivement le marché du travail, le nombre de femmes siégeant à la Chambre des représentants passe de 10 à 16 au cours des années 1970. De son côté, la Chambre haute demeure un club presque exclusivement masculin : après le départ de la républicaine Margaret Chase Smith (Maine) en 1973, il faudra attendre six ans avant d'assister à l'assermentation d'une autre femme, Nancy Landon Kassebaum (Kansas), également une républicaine. Du côté des démocrates, 20 ans séparent le départ de Maurine Brown Neuberger (Oregon) en 1967 de l'assermentation de Barbara Mikulski (Maryland) en janvier 1987. Trois femmes démocrates siégeront cependant de manière intérimaire au cours des années 1970 pour remplacer des sénateurs décédés en fonction : en 1972, Elaine Edwards est nommée par son mari, le gouverneur de la Louisiane Edwin Edwards, pour compléter le mandat d'Allen Ellender. En 1978, Muriel Humphrey (Minnesota) et Maryon Allen (Alabama) sont désignées pour compléter les mandats de leur mari respectif Hubert Humphrey et James Allen. - s.a., « Women in the Senate », *United States Senate* (s.d.), en ligne.

C'est notamment le cas de James Abourezk (Dakota du Sud), qui devient un fer de lance de la lutte pour les droits des autochtones au Sénat (**encadré 2**),

### **Encadré 2 : James Abourezk et les droits des autochtones**

Marginalisées et invisibilisées tout au long de la conquête du territoire américain, les communautés autochtones s'organisent au cours des années 1970 pour revendiquer leurs droits. Peu représentés à Washington<sup>418</sup>, les autochtones peuvent néanmoins compter sur un allié au Sénat en la personne du sénateur James Abourezk du Dakota du Sud. En tant que fils d'immigrants libanais ayant grandi dans le Midwest, Abourezk est particulièrement sensible aux difficultés liées au fait d'être membre d'un groupe minoritaire. C'est entre autres choses ce qui l'amène à s'intéresser au sort des communautés autochtones lors de son unique mandat au Sénat (1973-1979)<sup>419</sup>. Cet engagement est d'ailleurs logique d'un point de vue de la représentation de ses électeurs : le Dakota du Sud est un des États ayant le plus haut pourcentage d'autochtones dans sa population. Une loi fédérale leur a octroyé le droit de vote en 1925<sup>420</sup>.

Dès son arrivée au Sénat, Abourezk entreprend des démarches pour que soit instituée une commission fédérale permanente dont le mandat serait de réviser les politiques en lien avec les communautés autochtones<sup>421</sup>. Les travaux de cette commission mènent à la recréation en 1977 d'une commission permanente du Sénat sur les Affaires autochtones<sup>422</sup>, de laquelle le sénateur du Dakota du Sud devient le premier président. Au cours de son mandat sénatorial, Abourezk contribue à faire adopter plusieurs lois en lien avec les droits des autochtones, la plus

<sup>418</sup> Trois autochtones siègent à la Chambre des représentants au cours des années 1970. Au Sénat, il faudra attendre l'élection de Ben Campbell (Colorado), de la nation Cheyenne, pour voir un élu autochtone (Jerry D. Stubben, *Native American and Political Participation. A Reference Handbook*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2006, p. 170).

<sup>419</sup> Voir à ce propos les mémoires du sénateur : James G. Abourezk, *Advise and Dissent. Memoirs of South Dakota and the U.S. Senate*, Chicago, Lawrence Hill Books, 1989.

<sup>420</sup> Élisabeth Vallet, *Comprendre les élections américaines : la conquête de la Maison-Blanche*, 3<sup>e</sup> édition, Québec, Septentrion, 2016, p. 45.

<sup>421</sup> United States Congress, « S.J.Res.133 – Joint Resolution to Provide for the Establishment of the American Indian Policy Review Commission », 93<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (2 janvier 1975).

<sup>422</sup> *United States Committee on Indian Affairs*. Il s'agit de la deuxième commission permanente du Sénat chargée des affaires autochtones, la première ayant été dissoute en 1947.

importante étant le *Indian Child Welfare Act* de 1978, qui confère une plus grande autonomie aux tribus autochtones pour déterminer où placer leurs enfants en familles d'accueil<sup>423</sup>.

De son côté, Birch Bayh (Indiana) s'engage activement en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. De son propre aveu, le sénateur du *Hoosier State* a été sensibilisé à cet enjeu dès son jeune âge lorsqu'il a appris que sa grand-mère, devenue veuve, ne pouvait pas avoir la pleine possession de sa ferme<sup>424</sup>. En 1972, Bayh préside la sous-commission sur les Amendements constitutionnels de la commission judiciaire du Sénat. À ce titre, il est un des principaux responsables du passage à la Chambre haute du *Equal Rights Amendment*, une proposition d'amendement constitutionnel dont le but est d'inscrire l'égalité des sexes dans la Constitution<sup>425</sup>. Alors que la Chambre des représentants a déjà voté en faveur de cette proposition d'amendement (H J Res 208), Bayh s'assure qu'elle recueille au Sénat les deux tiers des votes requis afin d'être renvoyée aux États en vue de sa ratification. Il y parvient assez aisément, comme en fait foi le vote de 84-8 en faveur de la proposition, malgré le *filibuster* du démocrate modéré Sam Ervin (Caroline du Nord). Cette victoire s'avère toutefois éphémère, puisque les États ne seront pas assez nombreux à ratifier l'amendement dans les délais requis<sup>426</sup>. Bayh a plus de succès avec l'adoption en juin 1972 de *Title IX*, qui est un amendement au *Higher Education Act*. Bayh parraine cette loi, qui prive de financement fédéral toute école publique ou toute université qui ferait preuve de discrimination basée sur le sexe. Cette loi a un impact immédiat sur la pratique du sport féminin à l'école, un résultat dont s'enorgueillira par la suite Bayh, dont le père, naguère directeur des programmes d'éducation physique pour les écoles publiques du

<sup>423</sup> United States Congress, « S.1214 – Indian Child Welfare Act », 95<sup>e</sup> Congrès (1977-1979), 2<sup>e</sup> session, en ligne sur le site *congress.gov*.

<sup>424</sup> Judy Mann, « Landmark Legislation for Women », *The Washington Post* (25 juin 1997), p. C10.

<sup>425</sup> « Equality of rights under the law shall not be denied or abridged by the United States or by any state on account of sex. » - s.a., « Equal Rights: Amendment Passed Over Ervin Opposition », *Congressional Quarterly Almanac 1972*, XXVIII, Washington, Congressional Quarterly, 1973.

<sup>426</sup> Une proposition d'amendement doit être approuvée par les deux tiers des élus des deux chambres du Congrès et par les trois quarts des législatures d'État.

District de Columbia, avait dû à maintes reprises solliciter des fonds au Congrès pour que les jeunes filles puissent pratiquer du sport à l'école<sup>427</sup>.

En matière de droits des femmes, les années 1970 sont celles où la question de l'accès à l'avortement en vient à occuper une place prépondérante dans le débat public. Le 22 janvier 1973, le jugement *Roe v. Wade* de la Cour suprême des États-Unis avait eu pour effet de légaliser *de facto* l'avortement lors des premiers mois de la grossesse à la grandeur des États-Unis. *Roe* devient un acte fondateur dans la mobilisation politique de la droite chrétienne, dont les adhérents s'étaient jusqu'alors abstenus de s'impliquer directement dans la sphère politique<sup>428</sup>. À Washington, la plupart des conservateurs rejoignent rapidement le camp opposé à l'avortement. Les libéraux sont cependant divisés sur la question. Thomas Eagleton (Missouri) se range du côté des opposants à l'avortement<sup>429</sup>. À l'inverse, Gary Hart (Colorado) affiche clairement ses positions prochoix, ce qui lui vaut l'appui de plusieurs organisations en faveur des droits des femmes, dont le *Women's Campaign Fund*<sup>430</sup>. Parmi les autres libéraux qui adoptent publiquement des positions prochoix en matière d'avortement, on peut penser à Ted

---

<sup>427</sup> Judy Mann, « Landmark Legislation for Women », *loc. cit.* En vertu du *District Appropriation Bill* de 1923, la Chambre des représentants est responsable du budget du District de Columbia.

<sup>428</sup> Denis Lacorne, *De la religion en Amérique, op. cit.*, chap. 7.

<sup>429</sup> En 1972, Eagleton avait déclaré sous couvert de l'anonymat au journaliste Robert Novak que George McGovern serait le candidat des « 3A » : *Acid, Amnesty, and Abortion*, une formule qui fut reprise par la campagne de Richard Nixon et qui nuisit considérablement à la campagne du sénateur du Dakota du Sud. Ce fait ne fut révélé par Novak qu'en 2007 à la suite du décès d'Eagleton. Ironiquement, après avoir ainsi dénoncé McGovern, Eagleton fut choisi par ce dernier pour être son colistier lors de la campagne électorale. La révélation par les médias qu'Eagleton avait consulté pour des problèmes de dépression mit toutefois fin à sa candidature, ce qui fut un autre coup dur porté à la campagne de McGovern (Timothy Noah, « "Acid, Amnesty, and Abortion": The Unlikely Source of a Legendary Smear », *New Republic* (22 octobre 2012), en ligne). Par ailleurs, en 1983, Thomas Eagleton sera le co-auteur d'une proposition d'amendement constitutionnel stipulant que le droit d'avoir accès à l'avortement ne peut pas être garanti par la Constitution (United States Congress, « S J Res 3 – A Joint Resolution to Amend the Constitution to Establish Legislative Authority in Congress and the States with Respect to Abortion », 98<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (26 janvier 1983).

<sup>430</sup> Sandra Salmans, « Abortion Opponents See Reagan as 'Clear-Cut' Choice in Campaign », *The New York Times* (10 juin 1984), en ligne; Linda Witt, Karen M. Paget et Glenna Matthews, *Running as a Woman. Gender and Power in American Politics*, New York, The Free Press, 1995, p. 144.

Kennedy (Massachusetts), Patrick Leahy (Vermont), George McGovern (Dakota du Sud) ou Howard Metzenbaum (Ohio).

### 2.5.3. Protection de l'environnement : essor et déclin de l'activisme environnemental lors de l' *Environmental Decade*

Le 17 décembre 1969, 80 membres de la Chambre des représentants coparrainent une motion pour que les années 1970 soient reconnues comme la « décennie de l'environnement » (*Environmental Decade*)<sup>431</sup>. Cette motion est en phase avec l'état d'esprit de la nation, alors que les Américains prennent conscience de la nécessité de protéger l'environnement. Au cours des années 1960, la parution d'essais tels que *Silent Spring* et *The Population Bomb*<sup>432</sup> avaient éveillé les Américains à la problématique de la dégradation de l'environnement et de la nécessité de conserver les ressources naturelles<sup>433</sup>. À Washington, un lobby environnementaliste en plein essor devient un joueur majeur parmi les groupes d'intérêts ayant leurs entrées à Capitol Hill<sup>434</sup> et à la Maison-Blanche.

L'émergence de l'enjeu environnemental représente une occasion à saisir pour des libéraux qui cherchent des enjeux fédérateurs après les luttes fratricides de 1968 et dans un contexte où le libéralisme traditionnel semble dans une impasse. Cela étant dit, la protection de l'environnement est alors un enjeu relativement non partisan. C'est d'ailleurs à un président républicain, Richard Nixon, qu'on doit la création, en 1971, d'une agence fédérale dédiée à la protection de l'environnement, l'*Environmental Protection Agency* (EPA)<sup>435</sup>. Les 91<sup>e</sup> et 92<sup>e</sup> Congrès (1969-1972) constituent d'ailleurs

---

<sup>431</sup> s.a., « Environmental Decade », *Congressional Quarterly Almanac 1970*, op. cit.

<sup>432</sup> Rachel Carson, *Silent Spring*, Boston, Houghton Mifflin, 1962; Paul R. Ehrlich, *The Population Bomb*, New York, Ballantine Books, 1968.

<sup>433</sup> Walter A. Rosenbaum, *Environmental Politics and Policy*, 5<sup>e</sup> édition, Washington, CQ Press, 2002, p. 19 et 183.

<sup>434</sup> *Ibid.*, p. 53-55.

<sup>435</sup> William Berman explique cet accomplissement de Nixon par un mélange d'indifférence (Nixon se préoccupe peu des questions de politique intérieure et n'a pas partie liée avec les grandes entreprises qui souhaitent un allègement des réglementations environnementales) et de pragmatisme (préparant sa

un âge d'or pour la politique environnementale, alors qu'on assiste à une multiplication des propositions législatives à portée environnementale, dont un grand nombre deviennent des lois fédérales<sup>436</sup>. Au Sénat, les travaux de la sous-commission sur l'Énergie, les Ressources naturelles et l'Environnement de la commission sur le Commerce, présidée par Philip Hart (Michigan)<sup>437</sup>, mettent au jour les dangers liés à l'utilisation des pesticides. À l'intérieur de cette sous-commission, Gaylord Nelson (Wisconsin) multiplie les interventions afin d'exposer les conséquences dangereuses liées à l'utilisation de ces produits chimiques<sup>438</sup>. Nelson s'impose d'ailleurs comme un des piliers de l'environnementalisme au Sénat, ayant notamment participé à l'organisation du premier « Jour de la Terre » en 1970<sup>439</sup>.

C'est cependant la sous-commission sur la Pollution de l'air et des eaux de la commission sur les Travaux publics qui est le centre névralgique de la lutte environnementale au Sénat. Elle est alors présidée par le sénateur du Maine Edmund Muskie, qui s'impose tout au long de sa carrière comme le premier grand champion de la cause environnementale à la Chambre haute (**Encadré 3**). Dans sa sous-commission, Muskie peut compter sur la présence de plusieurs autres libéraux intéressés par les questions environnementales, dont Eagleton<sup>440</sup>, Nelson et William Proxmire du

---

réélection en 1972, Nixon voit l'intérêt de se montrer favorable à un enjeu qui préoccupe une majorité d'Américains). – William C. Berman, *America's Right Turn*, *op. cit.*, p. 12.

<sup>436</sup> *Ibid.*, p. 11-12.

<sup>437</sup> Reconnu pour sa grande probité, Hart fut un des sénateurs les plus respectés de son époque comme en fait foi son surnom de « Conscience du Sénat ». – Michael O'Brien, *Philip Hart. The Conscience of the Senate*, East Lansing, Michigan State University Press, 1995.

<sup>438</sup> s.a., « Pollution Problems », *Congressional Quarterly Almanac 1969*, *op. cit.*

<sup>439</sup> Bill Christofferson, *The Man from Clear Lake. Earth Day Founder Gaylord Nelson*, Madison, University of Wisconsin Press, 2004; Clayton R. Jones, *Gaylord Nelson, Father of Earth Day. Bridging the Gap from Conservatism to Environmentalism*, Thèse de doctorat, Eau Claire, University of Wisconsin, 2009.

<sup>440</sup> Eagleton est d'ailleurs amené à assurer brièvement l'intérim à la tête de la sous-commission en 1972, au moment où Edmund Muskie fait campagne pour l'investiture démocrate. Il se démarque lors des audiences par ses critiques bien documentées adressées aux représentants de l'administration Nixon et aux représentants de certaines industries polluantes appelés à témoigner devant la sous-commission. Sa bonne tenue pourrait avoir favorisé sa nomination comme colistier de George McGovern lors de la Convention démocrate. – s.a., « Clean Air Act Probe: Political Mileage for Eagleton », *Congressional Quarterly Almanac 1972*, *op. cit.*

Wisconsin. Les travaux de cette sous-commission et l'activisme de son président contribuent directement à l'adoption de deux lois majeures : la première, le *Clean Air Act* de 1970, établit des standards fédéraux en matière de qualité de l'air et de limitation des éléments polluants<sup>441</sup>; la seconde, les *Federal Water Pollution Control Amendments* vient amender le *Water Pollution Control Act* de 1948 pour mettre fin aux déversements d'éléments polluants dans les cours d'eau navigables afin de protéger et régénérer la faune aquatique<sup>442</sup>. Le président Nixon s'oppose à l'adoption de ces amendements, mais son veto est renversé par le Congrès<sup>443</sup>. L'adoption de ces deux lois a des effets immédiats, si bien que, dès la fin de la décennie, on observe une amélioration substantielle de la qualité de l'air et des eaux aux États-Unis<sup>444</sup>.

### Encadré 3 : Edmund Muskie, champion de l'environnement au Sénat

Représentant le Maine à la Chambre haute du Congrès des États-Unis à partir de 1959, Edmund Muskie fut un des sénateurs les plus influents de son époque. Fortement impliqué autour des questions internationales<sup>445</sup>, il est surtout le premier véritable entrepreneur de la cause environnementale au Sénat<sup>446</sup>, enjeu pour lequel il s'engage dès son arrivée à la Chambre haute après y avoir consacré des énergies en tant que gouverneur du Maine (1955-1959)<sup>447</sup>. Lors de son premier mandat, il demande et obtient du leadership démocrate la création d'une sous-

<sup>441</sup> Walter A. Rosenbaum, *Environmental Politics and Policy*, op. cit., p. 193-195.

<sup>442</sup> *Ibid.*, p. 207-208; s.a., « Water Pollution: Senate Votes \$16.8-Billion », *Congressional Quarterly Almanac 1971*, XXVII, Washington, Congressional Quarterly, 1972.

<sup>443</sup> s.a., « Clean Water: Congress Overrides Presidential Veto », *Congressional Quarterly Almanac 1972*, op. cit. Le renversement d'un veto présidentiel requiert une majorité des deux tiers des voix dans les deux chambres du Congrès.

<sup>444</sup> Walter A. Rosenbaum, *Environmental Politics and Policy*, op. cit., p. 196 et 225-226.

<sup>445</sup> Le successeur de Muskie au Sénat, George Mitchell, lui rendra hommage en soulignant son engagement constant en faveur de la paix mondiale : George J. Mitchell, « World Peace: The Legacy of Edmund S. Muskie », *Cornell International Law Journal* 30 (1997).

<sup>446</sup> Joel K. Goldstein, « Edmund S. Muskie: The Environmental Leader and Champion », *Maine Law Review* 67, 2 (2015).

<sup>447</sup> Robert F. Blomquist, « What is Past is Prologue: Senator Edmund S. Muskie's Environmental Policymaking Roots as Governor of Maine, 1955-1958 », *Maine Law Review* 51 (1999); « Senator Edmund S. Muskie and the Dawn of Modern American Environmental Law: First Term, 1959-1964 », *William and Mary Environmental Law and Policy Review* 26 (2002); David Nevin, *Muskie of Maine*, New York, Random House, 1972, p. 25.

commission sur la Pollution de l'air et des eaux, dont il devient le premier président en 1963<sup>448</sup>. Cette position qu'il occupe pendant de nombreuses années lui permet de donner une grande visibilité à la cause environnementale grâce à l'organisation annuelle de plusieurs audiences portant sur la pollution. Elle l'aide à faire avancer ses propres projets de loi, notamment le *Water Quality Improvement Act*, une loi ambitieuse adoptée en 1969 qui innove en forçant les compagnies pétrolières à assumer une partie des coûts de nettoyage en lien avec les déversements dont elles sont responsables<sup>449</sup>. Muskie sera par la suite le principal responsable de l'adoption par la Chambre haute des projets de loi qui deviendront le *Clean Air Act* et les *Federal Water Pollution Control Amendments*. En 1977, devenu entretemps président de la sous-commission sur la Pollution environnementale de la commission sur l'Environnement et les Travaux publics, il dépose et fait adopter au Sénat des amendements au *Clean Air Act* afin de protéger les parcs nationaux, donner des pouvoirs étendus à l'EPA, commander des études portant sur la détérioration de la couche d'ozone et créer une commission nationale sur la qualité de l'air<sup>450</sup>.

La réputation de Muskie transcende de beaucoup sa carrière sénatoriale. Il fut pendant plusieurs années une figure très en vue du Parti démocrate au niveau national. Candidat malheureux à la vice-présidence des États-Unis en 1968 et à l'investiture démocrate en 1972, Muskie quitte le Sénat en 1980 lorsqu'il est nommé secrétaire d'État par Jimmy Carter. Il laisse derrière lui un héritage considérable en matière de réglementation environnementale, dont les effets se font toujours sentir<sup>451</sup>.

Le contexte exceptionnel qui favorise l'adoption de mesures environnementales tangibles s'estompe à partir du 93<sup>e</sup> Congrès (1973-1974). Les sondages montrent alors un désintérêt croissant des Américains envers la question environnementale<sup>452</sup>. Le

<sup>448</sup> Joel K. Goldstein, « Edmund S. Muskie: The Environmental Leader and Champion », *loc. cit.*, p. 226-227.

<sup>449</sup> s.a., « Water Quality Improvement Act », *Congressional Quarterly Almanac 1969*, *op. cit.*

<sup>450</sup> s.a., « Major Clean Air Amendments Enacted », *Congressional Quarterly Almanac 1977*, *op. cit.*

<sup>451</sup> Leon G. Billings, « Edmund S. Muskie: A Man with a Vision », *Maine Law Review* 67, 2 (2015).

<sup>452</sup> Selon l'économiste Anthony Downs, il s'agit d'une manifestation normale du « cycle d'attention » : après s'être massivement intéressé à un enjeu nouveau, le grand public délaisse cet enjeu lorsqu'il réalise la complexité de la tâche à accomplir ou qu'il réalise les sacrifices qui lui seront demandés pour accomplir les objectifs désirés. – Anthony Downs, « Up and Down with Ecology », *loc. cit.*



contexte économique difficile et la crise énergétique consécutive au choc pétrolier de 1973 relèguent la protection de l'environnement au second plan des préoccupations des Américains<sup>453</sup>. En conséquence, le *momentum* environnementaliste du début des années 1970 perd beaucoup de son élan au Congrès<sup>454</sup>, d'autant plus qu'on assiste à une contre-mobilisation menée par des lobbies industriels qui militent en faveur d'une déréglementation. En plein marasme stagflationniste, ces lobbies parviennent avec un certain succès à véhiculer l'idée selon laquelle le développement économique et la protection de l'environnement sont deux objectifs irréconciliables. Ce message trouve plusieurs oreilles attentives à l'intérieur du Parti républicain. La question environnementale devient dès lors graduellement un enjeu partisan comme tant d'autres<sup>455</sup>.

#### 2.5.4. Enjeux internationaux : une politique étrangère en pleine redéfinition

##### *Du consensus à la dissension*

L'arrivée de Richard Nixon à la Maison-Blanche en 1969 met fin à l'insoluble dilemme des démocrates, forcés jusqu'alors de choisir entre appuyer une guerre de plus en plus impopulaire auprès des militants ou critiquer la politique étrangère d'un président de leur propre parti<sup>456</sup>. Le nouveau président des États-Unis traîne une réputation de va-t-en-guerre, ce qui ne l'a pas empêché, lors de la campagne électorale de 1968, de

---

<sup>453</sup> s.a., « Energy and Environment 1973: Overview », *Congressional Quarterly Almanac 1973*, XXIX, Washington, Congressional Quarterly, 1974.

<sup>454</sup> s.a., « Environment 1974: Overview », *Congressional Quarterly Almanac 1974*, *op. cit.*; Elder Witt, « Environment, 1975 Overview », *Congressional Quarterly Almanac 1975*, XXXI, Washington, Congressional Quarterly, 1976.

<sup>455</sup> Thomas Borstelmann, *The 1970s*, *op. cit.*, p. 240-247; Richard Harris, « Environmental Policy from the Great Society to 1980: A Coalition Comes Unglued », in Brian J. Glenn et Steven M. Teles (dir.), *Conservatism and American Political Development*, *op. cit.*, p. 120.

<sup>456</sup> Bernard Lemelin et Christophe Cloutier-Roy, « Neuf grands débats historiques et les leçons à en tirer », in Charles-Philippe David et Frédérick Gagnon (dir.), *Théories de la politique étrangère américaine : auteurs, concepts et approches*, 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2018, p. 88-92; Robert D. Schulzinger, « Richard Nixon, Congress, and the War in Vietnam, 1969-1974 », in Randall B. Woods (dir.), *Vietnam and the American Political Tradition. The Politics of Dissent*, New York, Cambridge University Press, 2003; Jules Witcover, *Party of the People*, *op. cit.*, p. 569.

promettre une fin rapide au conflit<sup>457</sup>, une promesse qu’ont bien l’intention de lui rappeler les démocrates<sup>458</sup>. Or, loin d’amener un regain des tensions internationales, la présidence de Nixon est marquée par le début de la politique de Détente avec l’Union soviétique en 1969, l’ouverture à la Chine en 1972 et la signature des Accords de Paris qui mettent fin à la Guerre du Vietnam en 1973. Que de tels développements surviennent sous la présidence d’un anticommuniste notoire comme Nixon illustre bien le changement de paradigme de la politique étrangère américaine au début des années 1970. On assiste à l’éclatement du « consensus de la Guerre froide » et de son anticommunisme dogmatique en politique étrangère<sup>459</sup>. Selon les politologues Ralph Carter et James Scott, l’année 1968 marque le début de l’ère de la « dissension de la Guerre froide (*Cold War Dissensus*)<sup>460</sup> », qui se caractérise au Congrès par une politisation croissante de la politique étrangère<sup>461</sup>. Trois grandes approches s’y font concurrence pour la formulation de la politique étrangère : le réalisme de la Détente fondé uniquement sur la défense des intérêts américains en dehors de toute considération idéologique, le néoconservatisme qui prêche la nécessité de maintenir la ligne dure face à Moscou et à Pékin et le néo-internationalisme, qui prône une politique étrangère fondée sur le multilatéralisme, le respect des droits humains et le développement économique.

Alors que l’ère du consensus de la Guerre froide avait été marquée par un leadership présidentiel quasi incontesté sur les questions de politique étrangère, celle de la

---

<sup>457</sup> Plusieurs années plus tard, on découvrira que Nixon, afin de favoriser sa victoire, avait navigué en coulisse pour saboter des négociations de paix menées par l’administration Johnson. – John A. Farrell, « When a Candidate Conspired with a Foreign Power to Win an Election », *Politico* (6 août 2017), en ligne.

<sup>458</sup> Jules Witcover, *Party of the People*, *op. cit.*, chap. 26. Nixon avait notamment promis au cours de la campagne qu’il avait un plan secret pour mettre fin à la guerre. Une fois élu, il met en place une stratégie de « vietnamisation » du conflit et de retrait progressif des troupes américaines, mais augmente également la fréquence et la force des bombardements américains et ordonne notamment des bombardements au Cambodge à l’encontre du droit international, ce qui suscite l’ire des opposants au conflit (Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis*, *op. cit.*, p. 458).

<sup>459</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 84.

<sup>460</sup> Ralph G. Carter et James M. Scott, *Choosing to Lead*, *op. cit.*, chap. 5.

<sup>461</sup> *Ibid.*, p. 116.

dissension se caractérise par un retour de l'activisme sur les questions internationales à Capitol Hill et plus particulièrement au Sénat<sup>462</sup>. L'explosion du nombre de sous-commissions multiplie les forums où sont abordées les questions de politique étrangère<sup>463</sup>. Ces sous-commissions gagnent par ailleurs en influence avec le départ en 1975 du vétéran William Fulbright (Arkansas). Ce dernier était à la tête de la commission du Sénat sur les Relations extérieures depuis 1959 (un record) et était reconnu pour sa tendance à en centraliser les activités en laissant peu de place aux sous-commissions. Il est remplacé par John Sparkman (Alabama), un personnage beaucoup plus effacé<sup>464</sup>.

*George McGovern, Frank Church et la limitation du pouvoir exécutif en politique étrangère*

Lorsque le 91<sup>e</sup> Congrès entame ses travaux en janvier 1969, la guerre du Vietnam est l'enjeu névralgique de la politique étrangère américaine. Au Sénat, George McGovern (Dakota du Sud) mène la charge contre le conflit, une position en phase avec son engagement de longue date contre l'influence du complexe militaro-industriel américain. Vétéran de la Seconde Guerre mondiale, McGovern a gardé de ce conflit un dégoût prononcé pour la guerre et ses conséquences. Ses études universitaires (il obtient en 1953 un doctorat en histoire) lui ont permis de prendre conscience de la complexité des questions de politique internationale, ce qui l'amène rapidement à critiquer la vision simpliste du consensus de la Guerre froide<sup>465</sup>. Élu au Sénat une première fois en 1962, McGovern devient rapidement une des principales « colombes » de la Chambre haute. Tout au long de sa carrière sénatoriale, il appelle (sans succès) une diminution draconienne des budgets militaires et une plus grande valorisation des

---

<sup>462</sup> *Ibid.*, p. 119; Barbara J. Keys, *Reclaiming American Virtue*, *op. cit.*, p. 159.

<sup>463</sup> Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. 196-206.

<sup>464</sup> Frédérick Gagnon, *Les sénateurs qui changent le monde*, *op. cit.*, chap. 3; Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. 205-206.

<sup>465</sup> George S. McGovern, *Grassroots. The Autobiography of George McGovern*, New York, Random House, 1977, p. 40-43.

initiatives diplomatiques et d'aide humanitaire, des sujets sur lesquels il a écrit de nombreux ouvrages, pendant et après son séjour au Sénat<sup>466</sup>.

Dans son autobiographie *Grassroots*, McGovern affirme que son plus grand regret en tant que sénateur est d'avoir voté en faveur de la Résolution du Golfe du Tonkin<sup>467</sup>. Cette résolution votée au Congrès le 10 août 1964 donnait au président Johnson l'autorisation d'engager des troupes américaines au Vietnam, même en l'absence de déclaration de guerre du Congrès. Malgré cet appui initial, le sénateur du Dakota du Sud devient rapidement une des plus importantes voix du Sénat opposées à la guerre du Vietnam, aux côtés d'Ernest Gruening (Alaska), Wayne Morse (Oregon), Eugene McCarthy (Minnesota), Mike Mansfield (Montana) et des frères Kennedy<sup>468</sup>. Sa brève campagne présidentielle de 1968<sup>469</sup> le consacre comme figure nationale de l'opposition à la guerre, ce qui propulse sa campagne de 1972 : McGovern obtient la nomination démocrate et met de l'avant une plateforme ultraprogressiste qui inclut notamment le retrait complet des troupes américaines au Vietnam dans les 100 premiers jours de sa présidence. Malheureusement pour lui, les nombreuses tuiles qui s'abattent sur sa campagne lui enlèvent toute chance de priver d'un second mandat un Richard Nixon alors au faîte de sa popularité. McGovern subit une des plus virulentes dégelées électorales de l'histoire des élections présidentielles américaines, ne remportant que 37,5% des voix et 17 votes au Collège électoral<sup>470</sup>.

---

<sup>466</sup> George S. McGovern, *A Time of War, A Time of Peace*, New York, Random House, 1968; McGovern (dir.), *Food and Population: The World in Crisis*, New York, New York Times, 1975; McGovern, *The Third Freedom. Ending Hunger in Our Time*, New York, Rowman & Littlefield, 2001; McGovern, *Out of Iraq. A Practical Plan for Withdrawal Now*, New York, Simon and Schuster, 2006.

<sup>467</sup> George S. McGovern, *Grassroots*, *op. cit.*, p. 103.

<sup>468</sup> Daryl Webb, « Crusade : George McGovern's Opposition to the Vietnam War », *South Dakota History* 28, 3 (1988). - McGovern n'est pas le seul libéral à avoir initialement donné son appui à la Résolution du Golfe du Tonkin adoptée à l'unanimité à la Chambre des représentants. Seuls Gruening et Morse s'y sont opposés à la Chambre haute.

<sup>469</sup> Lors de la convention démocrate, McGovern est brièvement candidat pour remplacer le défunt Robert Kennedy.

<sup>470</sup> Admirateur de McGovern, le journaliste gonzo Hunter S. Thompson a suivi le candidat démocrate tout au long de l'année 1972. Son récit *Fear and Loathing on the Campaign Trail '72* (San Francisco, Straight Arrow Books, 1973) rend compte de l'acrimonieux processus de nomination démocrate (le

Si l'ampleur de la défaite de George McGovern est devenue proverbiale<sup>471</sup>, son activisme en matière de politique étrangère au Sénat a eu un certain nombre de retombées. En 1970, le sénateur du Dakota du Sud s'associe avec le républicain modéré Mark Hatfield (Oregon) et dépose un amendement prévoyant la fin du financement des opérations militaires par le Congrès et un retrait complet des troupes américaines du Vietnam à partir d'avril 1971. La proposition d'amendement est battue par 55 voix contre 39. Les deux sénateurs reviennent à la charge l'année suivante, mais leur proposition est à nouveau défaite par 55 voix contre 42<sup>472</sup>. Malgré ces échecs, McGovern et Hatfield pavent la voie à une série d'initiatives législatives bipartisans qui encadrent et restreignent l'engagement militaire américain en Asie du Sud-Est. Le libéral Frank Church (Idaho) s'associe ainsi avec les républicains modérés John Sherman Cooper (Kentucky) et Clifford Case (New Jersey) pour faire adopter deux amendements majeurs : l'amendement Cooper-Church (1970) interdit que des fonds soient octroyés pour des interventions militaires ou l'envoi de conseillers au Cambodge ou au Laos<sup>473</sup>, tandis que l'amendement Case-Church (1973) interdit que des fonds soient versés pour toute opération militaire au Vietnam qui n'aurait pas obtenu l'autorisation du Congrès<sup>474</sup>.

L'année 1973 marque un tournant dans la relation entre la Maison-Blanche et le Congrès sur la question des relations internationales. En plus de l'amendement Case-Church, la *War Powers Resolution* (WPR), qui encadre les pouvoirs du président en matière d'intervention militaire à l'étranger, est adoptée. La WPR doit beaucoup aux

---

premier suivant les réformes mises de l'avant par la commission McGovern-Fraser) et les nombreuses péripéties ayant ponctué la désastreuse campagne présidentielle du sénateur.

<sup>471</sup> Bob Greene, « McGovern not Haunted by '72 Race », *The Chicago Tribune* (9 août 1972); Bruce Miroff, *The Liberals' Moment*, *op. cit.*, p. 120.

<sup>472</sup> Amy Belasco, « Congressional Restrictions on U.S. Military Operations in Vietnam, Cambodia, Laos, Somalia, and Kosovo: Funding and Non-Funding Approaches », *Congressional Research Service* (16 janvier 2007), p. 10-11.

<sup>473</sup> *Ibid.*, p. 6; Lewis L. Gould, *The Most Exclusive Club*, *op. cit.*, p. 258-259.

<sup>474</sup> Amy Belasco, « Congressional Restrictions », *op. cit.*, p. 21; s.a., « State-USIA Authorization: Senate Debate on Vietnam », *Congressional Quarterly Almanac 1972*, *op. cit.*; s.a., « State Dept. Authorization: Policy Provisions Deleted », *Congressional Quarterly Almanac 1973*, *op. cit.*

efforts de Jacob Javits (New York), le plus libéral parmi les sénateurs républicains<sup>475</sup>. Elle constitue une première tentative du Congrès pour forcer le pouvoir exécutif à faire preuve de davantage de transparence. Ces efforts ne s'arrêtent pas là : en 1974, des rapports de presse font état d'une participation de la CIA au coup d'État chilien du 11 septembre 1973, de même que de programmes de surveillance domestique illégaux autorisés par l'administration Nixon<sup>476</sup>. Ces informations troublantes poussent le leader de la majorité démocrate Mike Mansfield à mettre en place une commission spéciale pour étudier les agissements des différentes agences de renseignement américaines, à commencer par la CIA. Frank Church demande et obtient la présidence de cette commission, tâche dont il s'acquitte avec diligence. Les travaux de la commission débutent en 1975 et Church met en œuvre un grand nombre de moyens pour s'assurer qu'elle bénéficie d'une importante visibilité médiatique, notamment en organisant régulièrement des points de presse et en supervisant la publication de rapports faisant état de ce que sa commission met au jour<sup>477</sup>.

Nourrissant des ambitions présidentielles<sup>478</sup>, Church profite de cette commission pour se faire un nom à l'échelle nationale. Dans une entrevue parue dans le magazine *Time*, il lie les assassinats politiques autorisés par le président aux méthodes propres à la mafia : « *In the absence of war, no Government agency can be given license to murder. The President is not a glorified Godfather*<sup>479</sup>. » En montrant les abus de nombreuses agences de renseignement (de même que de l'Agence fédérale du revenu), la commission Church expose un problème jusqu'alors peu connu du grand public. Elle alimente la méfiance des Américains envers le gouvernement fédéral, notamment

---

<sup>475</sup> Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. 190-193. – Avec un DW-NOMINATE de -0,124, Javits est, lors du 93<sup>e</sup> Congrès (1973-1975), plus libéral que six sénateurs démocrates.

<sup>476</sup> Ralph G. Carter et James M. Scott, *Choosing to Lead*, *op. cit.*, p. 129.

<sup>477</sup> *Ibid.*, p. 130-133.

<sup>478</sup> Church participe aux primaires démocrates de 1976. Il remporte les primaires de son État (Idaho), de même que celles du Montana, du Nebraska et de l'Oregon avant de quitter la course et de soutenir Jimmy Carter.

<sup>479</sup> Simmons Fentress, « Church: 'Entering the 1984 Decade' », *Time* 105, 12 (24 mars 1975), p. 32.

envers les opérations secrètes à l'étranger<sup>480</sup>. Elle pousse à l'établissement dès 1976 de la commission du Sénat sur le Renseignement (*United States Select Committee on Intelligence*) et à l'adoption en 1978 du *Foreign Intelligence Surveillance Act*, une loi qui encadre les pratiques de surveillance des différentes agences de renseignement américaines.

*Une politique étrangère plus « morale »?*

Afin de tourner la page sur les erreurs et les abus de la guerre du Vietnam, plusieurs sénateurs veulent redonner une dimension « morale » à la politique étrangère américaine. On remet de plus en plus en question l'aide militaire accordée à certains régimes : de 1969 à 1972, la commission sur les Relations extérieures (toujours présidée par Fulbright) est le théâtre de débats acrimonieux portant sur les programmes américains d'aide internationale. Lors d'une audience tenue le 11 décembre 1969, Fulbright dénonce la trop grande influence des lobbyistes étrangers à Washington : « *I fear we have come to the point where some lobbyists for foreign governments are more effective in promoting their special projects than Members of this body are in promoting projects for their own states and districts*<sup>481</sup> ». Fulbright n'est pas contre l'aide internationale en tant que telle, mais remet en question la nature de cette aide : lors d'une audience tenue plus tôt dans l'année, il avait souligné que le budget annuel du département de la Défense dédié à la formation d'officiers étrangers surpassait le budget total du département d'État, ce qui servait davantage à consolider les régimes autoritaires qu'à favoriser le développement international<sup>482</sup>.

Les désaccords entre les libéraux et les conservateurs de la commission sur cette question empêchent pendant plusieurs années l'adoption d'une loi sur le financement de l'aide internationale, ce qui permet *de facto* de freiner l'augmentation des budgets

---

<sup>480</sup> Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. 217.

<sup>481</sup> s.a., « Foreign Aid Authorization Lowest in Program's History », *Congressional Quarterly Almanac 1969*, *op. cit.*

<sup>482</sup> *Ibid.*

accordés à l'aide militaire<sup>483</sup>. Fulbright parvient finalement, en 1972, à faire adopter par le Sénat une loi de financement qui prévoit des coupures à l'aide militaire internationale<sup>484</sup>. La question revient toutefois sur le devant de la scène en 1973, quand le sénateur de l'Arkansas s'oppose à une aide militaire octroyée à Israël. Ce faisant, le président de la commission sur les Relations extérieures remet partiellement en question les tenants et aboutissants d'une des principales alliances stratégiques des États-Unis, et ce, au moment où Israël doit combattre une coalition d'États arabes dans le cadre de la Guerre du Kippour (6-25 octobre). Or, pour le président de la commission sur les Relations extérieures, l'aide américaine ne fera rien pour ramener la paix au Moyen-Orient : « *This bill speaks not of peace but of war*<sup>485</sup> ». Fulbright est appuyé par James Abourezk<sup>486</sup> et Mike Mansfield : le premier dénonce la politique étrangère des États-Unis dans cette région, qui n'a pour effet que de faire reculer les perspectives de paix et qui risque de faire de l'embargo pétrolier une réalité permanente. Le second appelle le Congrès à continuer d'exercer le « pouvoir de la bourse » en politique étrangère et de ne pas se contenter d'approuver sans réserve les demandes budgétaires de l'exécutif. Les trois sénateurs sont cependant isolés parmi les membres de la commission et ne parviennent pas à bloquer l'octroi d'un milliard et demi de dollars en aide militaire à Israël.

*La promotion des droits humains : nouvel enjeu central de la politique étrangère*

Enjeu marginal dans la conduite de la politique étrangère américaine pendant le consensus de la Guerre froide, la promotion des droits humains devient au cours des années 1970 un enjeu vivement discuté au Sénat et dans la sphère publique<sup>487</sup>. Plusieurs facteurs expliquent l'importance que prend cet enjeu : l'héritage de la lutte pour les

<sup>483</sup> s.a., « Continuing Foreign Aid », *Congressional Quarterly Almanac 1972*, op. cit.

<sup>484</sup> s.a., « Foreign Aid: \$2.6-Billion Approved for Fiscal 1972 », *Congressional Quarterly Almanac 1972*, op. cit.

<sup>485</sup> s.a., « Aid to Israel Sail Through Congress », *Congressional Quarterly Almanac 1973*, op. cit.

<sup>486</sup> D'origine libanaise, Abourezk se montre particulièrement intéressé par les questions en lien avec le Moyen-Orient.

<sup>487</sup> Barbara J. Keys, *Reclaiming American Virtue*, op. cit., p. 1-7.



droits civiques des années 1960, l'engouement pour les droits individuels au cours des années 1970, le fiasco de la guerre du Vietnam, le consensus qui unit les libéraux et les conservateurs sur la question des droits humains, l'opinion publique qui souhaite que les États-Unis cessent de financer des dictatures et la victoire en 1976 du candidat démocrate Jimmy Carter, qui fait de la promotion des droits humains l'élément central de sa plateforme en matière de politique étrangère<sup>488</sup>.

Or, avant même l'émergence de Carter, le Sénat joue un rôle central dans la redéfinition d'une politique étrangère américaine axée sur la protection des droits humains. Démocrates et républicains, libéraux, conservateurs et modérés se saisissent de cet enjeu. Pour les anticommunistes et les néoconservateurs galvanisés par la parution en 1974 de *L'archipel du Goulag*, un livre du dissident soviétique Alexandre Soljenitsyne, la cause des droits humains leur permet de critiquer l'immoralisme de la politique de la Détente<sup>489</sup>. Précurseur du néoconservatisme et pilier de la lutte pour les droits humains au Sénat, le démocrate libéral<sup>490</sup> Henry « Scoop » Jackson (Washington) prend fait et cause pour les Juifs russes qui tentent d'émigrer en Israël, mais qui en sont empêchés par le gouvernement soviétique<sup>491</sup>.

Jackson parvient en 1974 à faire adopter l'amendement Jackson-Vanik<sup>492</sup>, une mesure qui limite le commerce américain avec les pays ayant une politique restrictive en

---

<sup>488</sup> *Ibid.*, p. 9-11 et 171; Pat Towell et David M. Waxfield, « Foreign Policy/National Security 1977: Overview », *Congressional Quarterly Almanac 1977*, *op. cit.*

<sup>489</sup> Barbara J. Keys, *Reclaiming American Virtue*, *op. cit.*, p. 153.

<sup>490</sup> Scoop Jackson est un des rares libéraux qui se rapproche de la mouvance néoconservatrice émergente au cours des années 1970. Jusqu'à sa mort en fonction en 1983, Jackson maintient la ligne dure à l'endroit de l'URSS, tout en adoptant des positions progressistes sur les droits des syndicats, les programmes sociaux, les droits civiques et la protection de l'environnement. – Joshua Muravchik, « 'Scoop' Jackson at One Hundred : the Conscience of a Neoconservative Giant », *Commentary* (Juillet 2012), en ligne; Kit Oldham, « Jackson, Henry M. 'Scoop' (1912-1983) », *The Free Online Encyclopedia of Washington State History* (19 août 2003), en ligne.

<sup>491</sup> Sur l'émergence des néoconservateurs au sein du Parti démocrate, voir notamment John Ehrman, *The Rise of Neoconservatism. Intellectuals and Foreign Affairs, 1945-1994*, New Haven, Yale University Press, 1995, chap. 2 et 3.

<sup>492</sup> Charles Vanick, représentant démocrate de l'Ohio (1955-1981).

matière d'émigration<sup>493</sup>. Jackson est alors avec Hubert Humphrey un des derniers sénateurs libéraux qui adhèrent toujours au consensus de la Guerre froide et qui considèrent que l'anticommunisme doit demeurer un pilier dans la formulation des objectifs de la politique étrangère américaine<sup>494</sup>. L'approche de Jackson et de Humphrey en matière de droits humains tranche avec celle de la plupart des sénateurs libéraux, pour qui la promotion des droits humains doit permettre de transcender l'anticommunisme rigide de la Guerre froide<sup>495</sup>. Les *New Internationalists* prônent la coopération économique, les échanges culturels, la promotion de la démocratie et des droits humains et une politique étrangère moins militarisée<sup>496</sup>. Le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili s'est avéré un véritable catalyseur pour leur activisme politique. Moins d'un mois après les faits, Ted Kennedy introduit un amendement au Sénat stipulant que les États-Unis, pour être cohérents, doivent cesser d'aider le pays sud-américain : « *One cannot adhere to the values of individual liberty and then remain silent while those values are destroyed*<sup>497</sup> ». Président de la sous-commission sur les Réfugiés de la commission judiciaire du Sénat, Kennedy utilise cette tribune pour organiser des audiences sur la question chilienne. Il parvient à convaincre le département d'État de libéraliser les politiques d'accueil des réfugiés politiques chiliens aux États-Unis<sup>498</sup>. De son côté, James Abourezk propose en 1974 deux amendements en lien avec la question chilienne : le premier doit mettre fin à toute aide apportée à des pays ayant des prisonniers politiques; le second met un terme au financement américain de l'*International Police Academy*, un programme de formation qui a permis à des Chiliens ayant participé au coup d'État de recevoir des cours portant sur les meilleures techniques de torture. Les deux amendements proposés par Abourezk

---

<sup>493</sup> Barbara J. Keys, *Reclaiming American Virtue*, *op. cit.*, p. 154.

<sup>494</sup> *Ibid.*, p. 158-159.

<sup>495</sup> *Ibid.*, p. 156.

<sup>496</sup> *Ibid.*, p. 159; Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. xxiii-xxiv et chap. 6.

<sup>497</sup> *Congressional Record*, 93<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (2 octobre 1973), p. 32570.

<sup>498</sup> Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. 197.

sont rejetés, mais des versions plus modérées seront adoptées ultérieurement par le Sénat<sup>499</sup>.

Les *New Internationalists* multiplient les initiatives : le Californien Alan Cranston dépose en 1974 un amendement stipulant qu'aucun pays ne peut recevoir de l'aide militaire américaine à moins que le président des États-Unis ne certifie devant le Congrès que ce pays n'a pas commis de violations des droits humains<sup>500</sup>. En 1975, l'amendement Harkin-McGovern-Abourezk<sup>501</sup> stipule que l'attribution de l'aide humanitaire sera conditionnelle au respect des droits humains, avec une exception pour les programmes qui aident directement les populations dans le besoin sans passer par les gouvernements<sup>502</sup>. En 1976, Cranston et Humphrey parrainent avec succès au Sénat des propositions d'amendement qui permettent au Congrès de déterminer quels pays se rendent coupables de violations graves des droits humains, une prérogative jusqu'alors réservée à la Maison-Blanche<sup>503</sup>. De son côté, William Proxmire (Wisconsin) est engagé dans un combat de longue haleine pour amener les États-Unis à ratifier la Convention sur les génocides : de 1967 à 1987 (date à laquelle les États-Unis ratifient finalement cette convention), Proxmire prononce pas moins de 3 211 discours sur ce sujet, au Sénat et dans la sphère publique<sup>504</sup>.

Certains sénateurs visent des pays spécifiques : Thomas Eagleton (Missouri) propose en 1974 un amendement au *Foreign Aid Bill* pour mettre fin à l'aide américaine à la Turquie tant que celle-ci n'aura pas évacué ses troupes qui occupent Chypre. L'amendement Eagleton est adopté par 57 voix contre 20, mais le président Ford y pose son veto. En réponse, le Congrès recourt à une manœuvre inusitée, en incluant

---

<sup>499</sup> *Ibid.*, p. 197-198; Barbara J. Keys, *Reclaiming American Virtue*, *op. cit.*, p. 162-163.

<sup>500</sup> Cranston retirera finalement son amendement en échange d'une promesse que la commission sur les Relations extérieures tiende au début de 1975 une audience portant sur l'aide militaire apportée aux pays ayant des gouvernements répressifs. - Barbara J. Keys, *Reclaiming American Virtue*, *op. cit.*, p. 165.

<sup>501</sup> Tom Harkin représente alors le 5<sup>e</sup> district de l'Iowa à la Chambre des représentants. Il rejoindra le Sénat en 1985.

<sup>502</sup> Barbara J. Keys, *Reclaiming American Virtue*, *op. cit.*, p. 171-172.

<sup>503</sup> *Ibid.*, p. 175.

<sup>504</sup> Ralph G. Carter et James M. Scott, *Choosing to Lead*, *op. cit.*, p. 121-122.

cet amendement dans la *Continuing Resolution*, à laquelle Ford ne peut pas raisonnablement s'opposer, puisque cette mesure permet de financer le gouvernement américain<sup>505</sup>. Finalement, on peut mentionner le cas du sénateur de l'Iowa Dick Clark, qui préside la sous-commission sur l'Afrique et qui, au cours de son seul mandat au Sénat (1973-1979), promeut la question des droits humains en Afrique australe et remet en question la politique américaine dans cette région (**Encadré 4**).

**Encadré 4 : « The Senator from Africa »: Dick Clark et la politique américaine en Afrique australe**

Rien ne destinait *a priori* Dick Clark à devenir un des principaux critiques de la politique américaine dans le sud de l'Afrique. Représentant l'Iowa, un État agricole du Midwest, Clark n'arrive pas moins à Washington en 1973 avec un intérêt marqué pour les questions de politique étrangère, lui qui a été formé en histoire de l'Europe et de la Russie, des sujets qu'il a enseignés à l'université avant de faire le saut en politique<sup>506</sup>. Il obtient dès son entrée au Sénat un siège à la commission sur les Relations extérieures. Deux ans plus tard, une vacance lui permet d'accéder à la présidence de la sous-commission sur l'Afrique. Considérée peu prestigieuse, la présidence de cette sous-commission est généralement attribuée à un sénateur en début de carrière, comme un passage obligé dans le *cursus honorum* avant d'accéder à des fonctions plus influentes<sup>507</sup>. Contrairement à ses prédécesseurs<sup>508</sup>, Clark choisit de s'investir activement dans les dossiers qui relèvent de sa sous-commission, au point de se faire surnommer « *The Senator from Africa* ».

Clark s'intéresse particulièrement aux enjeux qui concernent le sud de l'Afrique, une région qu'il visite à plusieurs reprises au cours de son mandat. L'Angola en particulier retient son attention. Le pays obtient son indépendance du Portugal en 1975 et, dès sa création, il est déchiré par une guerre civile opposant plusieurs factions, dont des groupes marxistes appuyés

<sup>505</sup> Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. 200-201.

<sup>506</sup> Richard Clarence Clark, *Iowa and the World. Memoirs of Senator Dick Clark*, State College, Enlpage, 2017, p. 78.

<sup>507</sup> Daniel Spikes, *Angola and the Politics of Intervention. From Local Bush War to Chronic Crisis in Southern Africa*, Jefferson, McFarland & Co, 1993, p. 155.

<sup>508</sup> Parmi les prédécesseurs de Clark à la tête de la sous-commission sur l'Afrique, on trouve des noms aussi prestigieux que John F. Kennedy, Mike Mansfield et Hubert Humphrey.

par Cuba et l'Union soviétique. Ayant pris connaissance d'un plan mis de l'avant par l'administration Ford et la CIA pour venir en aide à une faction antimarxiste (le Front national de libération de l'Angola – FNLA) appuyée par l'Afrique du Sud, Clark organise en 1975 et 1976 une série d'audiences sur l'Angola au cours desquelles des membres importants de l'administration comme le secrétaire d'État Henry Kissinger et le directeur de la CIA William Colby sont invités à témoigner<sup>509</sup>. Lors de ces audiences, Clark se montre particulièrement critique de la politique étrangère américaine dans la région : non seulement celle-ci demeure empêtrée dans les postulats les plus rigides de la Guerre froide, mais de plus, en apportant de l'aide à une faction appuyée par l'Afrique du Sud (pays où sévit l'*apartheid*, régime honni par les populations noires), les États-Unis risquent de nuire à leur prestige dans la région<sup>510</sup>. Pour Clark, il est important que toute intervention américaine en Angola se fasse au grand jour et bénéficie de l'approbation du Congrès<sup>511</sup>. Le sénateur de l'Iowa craint notamment qu'en l'absence d'objectifs précis, une nouvelle « Résolution du Golfe du Tonkin » déclenche une escalade dont les États-Unis ne parviendraient pas à s'extraire<sup>512</sup>. Avec l'aide du républicain modéré Clifford Case (New Jersey), un membre influent de la commission sur les Crédits, Clark réussit à faire adopter un amendement au *U.S. Arms Export Control Act* de 1976. Connu sous le nom d'amendement Clark, cette mesure interdit au gouvernement américain d'apporter de l'aide à des groupes privés engagés dans des opérations militaires ou paramilitaires en Angola<sup>513</sup>. Cet amendement empêchera les administrations Ford et Carter d'intervenir davantage dans le conflit angolais.

Dick Clark est par ailleurs un des premiers sénateurs à dénoncer ouvertement les régimes racistes en Afrique du Sud et en Rhodésie (le futur Zimbabwe). Il appelle les États-Unis à exercer des pressions diplomatiques sur ces pays pour que les majorités noires y obtiennent les

---

<sup>509</sup> Judy Gardner, « Foreign Policy, 1975 Overview », *Congressional Quarterly Almanac 1975*, *op. cit.*; David M. Maxfield, « Foreign Policy 1976: Overview », *Congressional Quarterly Almanac 1976*, *op. cit.*

<sup>510</sup> United States Senate Subcommittee on African Affairs, « Angola », 94<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (29 janvier – 6 février 1976), p. 1-4.

<sup>511</sup> *Ibid.*

<sup>512</sup> Daniel Spikes, *Angola and the Politics of Intervention*, *op. cit.*, p. 25.

<sup>513</sup> Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. 221-223.

mêmes droits que les minorités blanches<sup>514</sup>. Clark parvient ce faisant à irriter suffisamment le gouvernement sud-africain pour que Pretoria décide de financer la campagne de son adversaire républicain Roger Jepsen en 1978<sup>515</sup>. Clark perd sa réélection et doit donc quitter le Sénat après un seul mandat. Plus que tout autre avant lui, il aura utilisé son poste de président de la sous-commission sur l’Afrique pour attirer l’attention sur les enjeux des droits humains dans le sud du continent. Il laisse derrière lui un certain héritage : l’amendement Clark demeure en vigueur jusqu’à son abrogation en 1985 et la cause anti-*apartheid* devient un enjeu central de la politique étrangère au cours des années 1980. Quant à la sous-commission sur l’Afrique, elle conserve une partie du prestige acquis sous Clark grâce aux présidences dynamiques, au début des années 1980, de la républicaine modérée Nancy Landon Kassebaum (Kansas) et du démocrate libéral Paul Simon (Illinois), qui seront à leur tour des voix fortes du mouvement anti-*apartheid* au Sénat. Quant à Clark, de retour à la vie privée, il demeure fortement engagé dans la lutte contre ce régime oppressif jusqu’à son abolition au début des années 1990<sup>516</sup>.

## 2.6. Analyse : la conjoncture critique de 1969-1978 et l’évolution du libéralisme au Sénat

### 2.6.1. Le rôle des variables dans l’émergence de la conjoncture critique

#### *Les reculs électoraux de 1966 et 1968, préludes à un nécessaire examen de conscience*

L’émergence de cette première conjoncture critique suit deux élections marquées par des reculs électoraux pour les libéraux. Deux ans après le triomphe de 1964, les démocrates essuient des pertes dans les deux chambres du Congrès lors des élections de mi-mandat de 1966. Pris isolément, ce premier recul électoral libéral aurait pu n’être interprété que comme une correction naturelle après une victoire exceptionnelle qui a placé le Parti démocrate dans une position de force impossible à maintenir. Cette interprétation aurait semblé d’autant plus fondée que le parti du président perd presque

<sup>514</sup> United States Senate Subcommittee on African Affairs, « U.S. Policy Toward Africa », 94<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (5 mars – 27 mai 1976), p. 2.

<sup>515</sup> David Rogers, « A Mandela Backstory : Dick Clark », *Politico* (26 décembre 2013), en ligne.

<sup>516</sup> *Ibid.*

toujours des sièges au Congrès lors des élections de mi-mandat. Or, les élections de 1966 ont été les premières où s'est canalisée la colère des électeurs conservateurs contre la déségrégation et les programmes de la *Great Society*. Par la suite, l'élection de 1968 a été marquée par une double fissure au cœur de la coalition du *New Deal* : à droite, les électeurs plus conservateurs, désabusés par les désordres de la fin des années 1960 et frustrés par les politiques de déségrégation et par l'impression que le Parti démocrate laissait tomber ses racines ouvrières, appuient le républicain Richard Nixon ou l'indépendant George Wallace, deux candidats qui promettaient le retour de la loi et l'ordre; à gauche, les militants contre la Guerre du Vietnam rejettent le parti qui n'a pas voulu entendre les doléances exprimées lors des primaires et lors de la Convention de Chicago. Le Parti démocrate perd l'élection présidentielle de 1968, mais conserve le contrôle du Congrès. Les démocrates n'en sont pas moins tenus de faire un examen de conscience collectif afin de trouver de nouvelles orientations qui pourraient freiner l'hémorragie.

*La convergence des contextes politique, social, économique et international et de l'environnement institutionnel*

Les quatre contextes que nous avons analysés (politique, social, économique et international) sont tous pertinents pour expliquer l'émergence de cette première conjoncture critique et l'évolution subséquente du libéralisme au Sénat. Sur le plan politique, le Parti démocrate prend acte de la colère de ses militants et décide de se réformer pour s'ouvrir davantage et rendre ses instances plus représentatives. Ces transformations permettent notamment aux jeunes et aux groupes d'intérêts d'avoir davantage d'influence auprès des instances du parti. Leurs priorités (fin de la Guerre du Vietnam, reconnaissance des droits des groupes minoritaires) gagnent ainsi en importance dans les orientations du parti.

Sur le plan social, les démocrates doivent trouver un moyen de panser les divisions qui se sont accentuées au cours de la seconde moitié des années 1960. Conscients de la

frustration engendrée par les mesures de déségrégation chez certains électeurs blancs, les libéraux du Sénat doivent adopter une posture d'équilibriste, qui forcent certains d'entre eux (Joe Biden, Thomas Eagleton) à continuer d'appuyer le mouvement pour les droits civiques tout en rejetant certaines politiques controversées comme le *busing*. Par ailleurs, la plus grande place qu'occupent les groupes d'intérêts sur la scène politique en général et à l'intérieur du Parti démocrate en particulier rend les élus de plus en plus sensibles à la défense d'intérêts particuliers, qu'il s'agisse des mouvements autochtones, des groupes féministes ou des groupes écologistes, ce qui amènera des contempteurs à dénoncer le Parti démocrate comme un parti ne faisant plus la promotion que d'un « libéralisme de groupes d'intérêts<sup>517</sup> ». Les années 1970 sont par ailleurs celles de la réaction morale devant certaines transformations sociales. Pour la première fois, la droite religieuse se mobilise et trouve une niche à l'intérieur du Parti républicain<sup>518</sup>, ce qui oblige les libéraux à prendre position sur des enjeux controversés, dont l'accès à l'avortement.

Sur le plan économique, le ralentissement de la croissance à partir de la fin des années 1960 et l'inflation résultant de l'augmentation des dépenses de l'État mettent à mal le modèle keynésien promu par les libéraux depuis les années 1930<sup>519</sup>. La spirale inflationniste apporte de l'eau au moulin des économistes néolibéraux qui préconisent une réduction des dépenses de l'État. La nouvelle *doxa* de l'équilibre budgétaire freine les ambitions des *New Dealers*. Devant ce cul-de-sac du keynésianisme, les libéraux doivent revoir leur approche et leurs priorités : certains s'impliquent pour la mise en place de politiques sociales visant des clientèles particulières (Harold Hughes et l'alcoolisme). D'autres s'investissent dans la cause environnementale, qui bénéficie

---

<sup>517</sup> Theodore J. Lowi, *La deuxième république des États-Unis*, *op. cit.*

<sup>518</sup> Darren Dochuk, « Evangelicalism Becomes Southern, Politics Becomes Evangelical: from FDR to Ronald Reagan », in Mark A. Knoll et Luke E. Harlow (dir.), *Religion and American Politics. From the Colonial Period to the Present*, 2<sup>e</sup> édition, New York, Oxford University Press, 2007.

<sup>519</sup> Anthony King, « The American Polity in the Late 1970s: Building Coalitions in the Sand », in Anthony King (dir.), *The New American Political System*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980, p. 371-372.



d'un élan favorable au tournant des années 1970 (Edmund Muskie et Gaylord Nelson). D'autres encore s'attardent à défendre les droits des groupes minoritaires ou de certains groupes d'intérêts (James Abourezk, Birch Bayh), ce qui les rapproche du courant révisionniste.

Enfin, plusieurs libéraux s'intéressent à la politique étrangère, qui redevient un enjeu de premier plan au Congrès après avoir été en grande partie laissée aux mains du président lors des premières décennies de la Guerre froide. Cet intérêt renouvelé pour la politique étrangère est en partie le fruit du contexte politique : avec un président du parti adverse à la Maison-Blanche, les démocrates ont désormais davantage de latitude pour critiquer les orientations internationales de la Maison-Blanche. De plus, étant toujours majoritaires dans les deux chambres, ils veulent s'assurer d'avoir leur mot à dire dans la formulation de la politique étrangère. Les abus réputés des administrations Johnson et Nixon dans la conduite des opérations militaires en Asie du Sud-Est conduisent les élus de Capitol Hill à vouloir assumer de nouveau leurs prérogatives en matière de politique étrangère. La perception qu'ont les Américains et leurs élus du contexte international est également à prendre en compte pour expliquer cet activisme renouvelé en politique étrangère. L'impression d'un recul des tensions de la Guerre froide lors du premier mandat de Nixon<sup>520</sup> invite à une réflexion pour revisiter les principaux postulats de la politique étrangère américaine, dont le consensus de la Guerre froide et son anticommunisme rigide, un legs de l'administration Truman<sup>521</sup> (1945-1953). Pour les libéraux américains, l'occasion est bonne de formuler une politique étrangère qui, en transcendant le cadre dichotomique de la Guerre froide,

---

<sup>520</sup> Des efforts de réduction des tensions avec Moscou avaient déjà été entrepris sous l'administration Johnson. – John Prados, « Prague Spring and SALT », H.W. Brands (dir.), *The Foreign Policies of Lyndon Johnson. Beyond Vietnam*, College Station, Texas A&M University Press, 1999, p. 19-21.

<sup>521</sup> Dans un discours prononcé devant le Congrès le 12 mars 1947, le président Harry Truman avait énoncé les bases de la stratégie de l'endiguement (*containment*) du communisme, consistant à empêcher toute expansion de cette idéologie en dehors de l'Union soviétique. On désigne parfois la stratégie de l'endiguement comme la « Doctrine Truman ».

pourrait redonner à la politique étrangère américaine une posture morale qu'elle a perdue en grande partie dans les jungles de la péninsule indochinoise<sup>522</sup>.

Si les différents contextes permettent de comprendre l'émergence et le déroulement de cette première conjoncture critique, il est plus ardu d'établir des liens directs entre l'environnement institutionnel et l'évolution du libéralisme au Sénat. Certes, cet environnement, comme le libéralisme, se transforme considérablement entre 1969 et 1978, mais il n'est pas clair que ces transformations soient directement liées. L'éclatement du nombre de foyers d'influence à travers la multiplication des sous-commissions, l'abandon des *folkways* au profit d'une dynamique plus individualiste et le maintien d'un certain cadre bipartisan malgré les débuts de la polarisation sont néanmoins autant de caractéristiques du Sénat de la fin des années 1960 et des années 1970 qui aident à comprendre non seulement l'évolution du libéralisme au Sénat sur le fond, mais également les formes qu'y prend l'activisme des sénateurs libéraux.

#### *Une coalition libérale au Sénat en plein renouvellement*

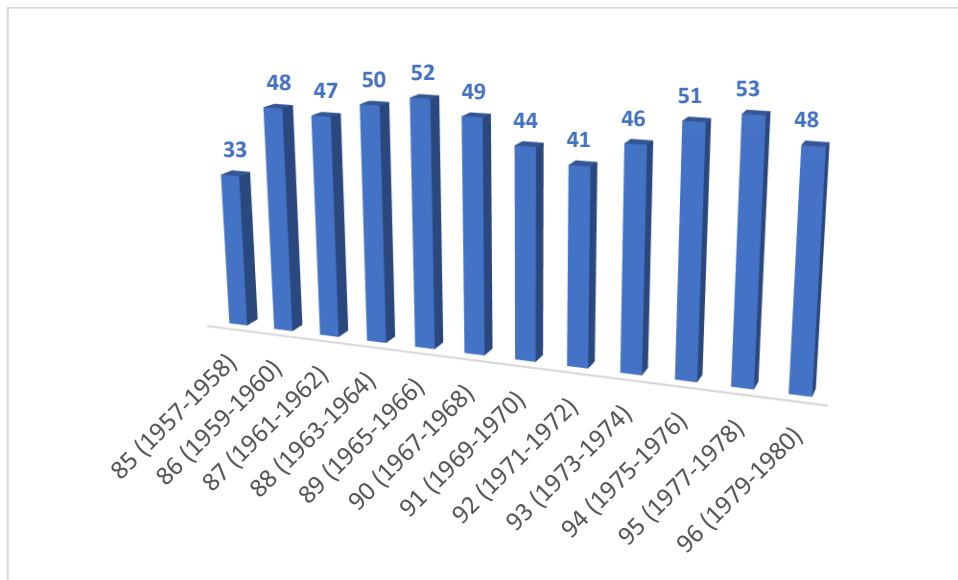
Cette première conjoncture critique est marquée par un important renouvellement des effectifs de la coalition libérale au Sénat. La **figure 2.3** montre l'évolution du nombre de sénateurs libéraux ou ultralibéraux siégeant à la Chambre haute lors de chaque législature entre le 85<sup>e</sup> et le 96<sup>e</sup> Congrès (1957-1980). Nous constatons qu'après une augmentation rapide des effectifs libéraux entre le 85<sup>e</sup> et le 89<sup>e</sup> Congrès (dont un spectaculaire passage de 33 à 48 libéraux entre le 85<sup>e</sup> et le 86<sup>e</sup> Congrès), un premier sommet est atteint avec 52 libéraux qui siègent à la Chambre haute en janvier 1965, au lendemain du raz-de-marée démocrate de novembre 1964. Or, dès le Congrès suivant, on assiste à une diminution des effectifs libéraux, jusqu'à atteindre un creux de 41

---

<sup>522</sup> En plus d'avoir procédé à d'innombrables bombardements et d'avoir employé des armes chimiques (notamment l'agent orange), l'armée américaine a commis plusieurs bavures, dont le tristement célèbre massacre de My Lai (16 mars 1968), au cours duquel entre 347 et 504 civils vietnamiens sont massacrés par des soldats américains. Cet événement en particulier, rendu public plusieurs mois après les faits, a contribué à cimenter l'opposition à la guerre aux États-Unis – William Thomas Allison, *My Lai. An American Atrocity in the Vietnam War*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2012.

libéraux à l'ouverture du 92<sup>e</sup> Congrès (1971-1972), le deuxième suivant l'émergence de la conjoncture critique. C'est donc dire que lorsque les premiers sénateurs élus au cours de la conjoncture critique font leur entrée au Sénat, le nombre de sénateurs de la « génération » précédente est déjà en déclin. Des cycles électoraux favorables permettent par la suite aux libéraux d'augmenter leurs effectifs lors des 93<sup>e</sup> et 94<sup>e</sup> Congrès jusqu'à atteindre un nouveau sommet avec 53 sénateurs lors du 95<sup>e</sup> Congrès. Comme les « nouveaux » libéraux remplacent bien souvent des « anciens » qui choisissent de ne pas briguer de nouveau mandat, la proportion des sénateurs élus au cours de cette conjoncture critique atteint rapidement un seuil critique parmi la coalition libérale. Lors du 95<sup>e</sup> Congrès (1977-1978), le dernier de la conjoncture critique, 32 des 53 libéraux au Sénat ont fait leur entrée après 1968.

**Figure 2.2 : Nombre de sénateurs libéraux au Sénat, 85<sup>e</sup>-96<sup>e</sup> Congrès<sup>523</sup>**



Ce remplacement générationnel rapide a des effets sur la nature de l'activisme libéral au Sénat. Un grand nombre des nouveaux sénateurs qui font leur entrée au Sénat au cours de la conjoncture critique sont relativement jeunes, ont peu d'expérience

<sup>523</sup> Inclut les sénateurs ayant siégé sur une base intérimaire.

politique et entretiennent peu de liens avec l'establishment démocrate. Ayant vécu les transformations des années 1960 et le ressac subséquent, plusieurs d'entre eux arrivent au Sénat avec des perspectives nouvelles sur les enjeux politiques à prioriser. N'ayant pas connu le Sénat des *folkways*, ils sont en mesure de s'adapter rapidement à la nouvelle dynamique individualiste du Sénat, qui favorise un activisme de niche et où les groupes d'intérêts ont plus facilement leurs entrées.

### 2.6.2. L'heure des révisionnistes et le développement politique américain

Cette première conjoncture critique nous permet de constater l'importance de la dépendance au sentier, des institutions politiques et des événements contingents sur l'évolution du libéralisme au Sénat. Surtout, elle nous permet de voir que l'éclatement de la coalition du *New Deal* marque un point de rupture dans le parcours historique du libéralisme.

*La dépendance au sentier : l'héritage complexe de trois décennies et demi de domination de la coalition du New Deal*

L'émergence du libéralisme comme idéologie dominante à partir du début des années 1930 est indissociable du développement de l'État fédéral qui, sous les présidences démocrates de FDR (1933-1945) et Harry Truman (1945-1953), étend son champ d'action de manière fulgurante. Un phénomène analogue s'était déroulé au début du XX<sup>e</sup> siècle alors que l'adoption de nombreuses politiques progressistes était allée de pair avec une expansion de l'État fédéral sous les présidences du républicain Theodore Roosevelt (1901-1909) et du démocrate Woodrow Wilson (1913-1921). Ce mariage entre progressisme et étatsisme, s'il semble aujourd'hui aller de soi, n'est pourtant pas aussi naturel qu'il n'y paraît à première vue. Rappelons que les premiers libéraux, héritiers de la pensée de Thomas Jefferson, tendaient à se méfier d'un État trop puissant qui aurait représenté un danger pour les libertés individuelles. C'est à des activistes progressistes actifs du tournant du XX<sup>e</sup> siècle comme Herbert Croly qu'on doit l'idée

de parvenir à des fins jeffersoniennes grâce à des moyens hamiltoniens (soit la création d'un État central fort)<sup>524</sup>.

Les succès du *New Deal* de FDR (et, dans une certaine mesure, du *Fair Deal* de Harry Truman) ont entraîné une rétroaction positive en consolidant chez les libéraux l'idée qu'un gouvernement activiste centré autour du leadership du président était la meilleure façon d'atteindre leurs objectifs politiques. Il n'y a donc pas lieu de se surprendre si, parvenu au pouvoir, le président Lyndon Johnson veut à son tour mobiliser et accroître les ressources de l'État fédéral pour atteindre les objectifs de sa *Great Society*. Cette approche convient bien à un contexte marqué par la prospérité économique et la confiance d'une majorité d'Américains envers leur gouvernement<sup>525</sup>. Bénéficiant initialement de ces conditions favorables, LBJ et ses alliés démocrates au Congrès ont les coudées franches pour mettre en place l'ambitieux programme de la *Great Society* lors du 89<sup>e</sup> Congrès (1965-1966). Le vent a toutefois vite fait de tourner. La seconde moitié des années 1960 voit l'entrée de l'économie américaine dans une spirale inflationniste, résultat de l'augmentation importante des dépenses du gouvernement fédéral sous l'effet des programmes de la *Great Society* et de la guerre au Vietnam. Au même moment, le mécontentement de la population américaine à l'endroit du gouvernement fédéral se fait sentir. À droite, on reproche à Washington son interférence dans les affaires des États, particulièrement dans le dossier des droits civiques. À gauche, un mouvement pacifiste proteste énergiquement contre la présence américaine au Vietnam. On trouve donc déjà, à la fin des années 1960, les prémices des crises des années 1970 qui entraînent une méfiance plus marquée des Américains envers leur gouvernement.

Ayant depuis plusieurs décennies lié l'atteinte de leurs objectifs à une stratégie étatiste et centralisatrice, les libéraux sont mal préparés pour faire face à la crise de confiance

---

<sup>524</sup> Hans Noel, *Political Ideologies, op. cit.*, p. 2-3.

<sup>525</sup> G. Calvin Mackenzie et Robert Weisbrot, *The Liberal Hour, op. cit.*, p. 5-6.

envers Washington. Plusieurs sénateurs libéraux font alors le pivot et délaissent un libéralisme classique qui ne semble plus en phase avec les attentes de l'électorat pour plutôt reprendre à leur compte les priorités politiques d'un courant libéral révisionniste dont l'influence à l'intérieur du Parti démocrate est en plein essor. À l'exception du débat sur l'assurance maladie, les grands combats libéraux des années 1970, qu'il s'agisse des droits des femmes ou des autochtones, de la redéfinition de la politique étrangère sur de nouvelles bases ou de la protection de l'environnement, s'inscrivent majoritairement dans la perspective révisionniste, fondée sur la remise en question des principaux dogmes de la politique et de la société américaines<sup>526</sup>.

Ironiquement, la *Great Society* de Johnson a probablement contribué à l'essor du révisionnisme à l'intérieur de la coalition libérale. En effet, LBJ voulait en quelque sorte compléter le *New Deal* de Roosevelt en portant son attention sur des enjeux que son prédécesseur avait laissé de côté, notamment la question des droits civiques ou la protection de l'environnement. Or, si elle a mis à l'ordre du jour plusieurs objectifs des révisionnistes, la *Great Society* a également exposé les tensions entre les militants révisionnistes et les *New Dealers*, ce qui précipite l'éclatement de la coalition du *New Deal*. Du reste, la cooptation des priorités des révisionnistes n'est qu'une réponse imparfaite des libéraux face à un antiétatisme en plein essor. Après tout, le révisionnisme est également un courant qui s'appuie sur un État fédéral fort qui doit non seulement dépenser pour des programmes sociaux généreux et l'aide humanitaire à l'étranger, mais également réglementer contre la discrimination ou contre la pollution. Bénéficiant de la disgrâce de l'establishment des *New Dealers* pour s'imposer à l'intérieur du Parti démocrate, le révisionnisme cadre somme toute assez difficilement dans le contexte général des années 1970 et on comprend dès lors pourquoi il décline rapidement après l'élection de 1978 (voir section 2.7). En somme,

---

<sup>526</sup> On pourrait toutefois avancer que la mise en place d'un régime national d'assurance maladie constitue également un objectif révisionniste, puisqu'il s'agit de remettre en question la place occupée par le secteur privé dans le domaine de la santé aux États-Unis et de confier au gouvernement la tâche de s'assurer que tous les Américains aient accès à des soins de santé de qualité.

le réflexe étatiste qui a favorisé l'essor du libéralisme lors des deux premiers tiers du XX<sup>e</sup> siècle explique sans doute en partie les difficultés des libéraux à partir de la fin des années 1960. Ces difficultés annoncent l'émergence des *New Democrats*, dont le rapport à l'État est radicalement différent. Nous en parlerons au chapitre 3.

Le concept de dépendance au sentier nous permet également de percevoir comment les événements passés viennent fixer les limites de l'activisme libéral au Sénat. À ce propos, deux exemples nous semblent particulièrement pertinents. Dans un premier exemple, les tergiversations de certains sénateurs comme Joe Biden (Delaware) et Thomas Eagleton (Missouri) sur la question du *busing* montrent à quel point, en matière de droits civiques, certains libéraux doivent accomplir la quadrature du cercle. Ces sénateurs doivent leur élection à l'appui d'une coalition d'électeurs qui est une réplique de la coalition originale du *New Deal*. Or, cette coalition s'est construite sans s'attarder à la question des droits des Afro-Américains. Il s'agissait en quelque sorte d'un accord tacite entre FDR et les démocrates conservateurs du Sud, dont l'appui était nécessaire pour l'adoption des principales mesures du *New Deal*. Ce faisant, Roosevelt a lancé le libéralisme sur une trajectoire qui ignore l'épineuse question des relations raciales. Ainsi, lorsque le mouvement pour les droits civiques prend de l'ampleur à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la plupart des libéraux du Sénat, même ceux qui représentent des États du Nord, hésitent à se joindre à la cause.

Il faudra attendre l'adoption des lois sur les droits civiques par l'administration Johnson en 1964-1965 pour que la question des droits civiques devienne une question incontournable pour la coalition libérale et le Parti démocrate dans son ensemble. L'arrimage ne se fait toutefois pas en douceur pour des sénateurs comme Biden et Eagleton qui représentent des États situés près du Sud, ayant un passé esclavagiste et où cohabitent une importante population noire et une classe ouvrière blanche qui sent que le Parti démocrate, en adoptant les revendications du mouvement pour les droits civiques, tourne le dos à ses propres revendications. On comprend dès lors mieux les louvoisements de Biden, d'Eagleton et de plusieurs de leurs collègues sur la litigieuse

question du *busing* et également pourquoi, en définitive, la question des droits des Afro-Américains a rarement figuré en tête de liste des priorités de sénateurs libéraux dont la fortune politique dépendait en grande partie des votes de la classe ouvrière blanche.

Le second exemple concerne la possibilité de réformer le système de santé en faisant du gouvernement américain le seul fournisseur d'assurance maladie. Dans leur article sur la tentative de réforme de l'assurance santé par l'administration Clinton paru en 1995, les politologues Sven Steinmo et Jon Watts observaient que les institutions américaines (le Congrès en tête) sont particulièrement perméables à l'influence des lobbies, notamment des puissants lobbies médicaux opposés à la socialisation des soins de santé<sup>527</sup>. Au milieu des années 1960, la création des programmes Medicare et Medicaid constitua une avancée notable dans le domaine de l'assurance maladie publique en garantissant l'accès à des soins de santé pour les plus démunis et les Américains âgés de plus de 65 ans. Or, la décision de n'assurer qu'une partie de la population a eu pour effet paradoxal de confirmer la place du secteur privé, à qui revient *de facto* la responsabilité d'assurer la majorité de la population américaine qui n'est couverte ni par Medicare, ni par Medicaid<sup>528</sup>. Conséquemment, tous les législateurs qui ont par la suite tenté de mettre en place un régime national d'assurance maladie se sont butés à l'opposition des compagnies d'assurance, comme on a pu le voir récemment dans le cadre des débats entourant la mise en place de la réforme Obamacare.

Voilà pour quelques-uns des principaux événements antérieurs à cette première conjoncture critique qui expliquent le développement du libéralisme et ses limites. Qu'en est-il maintenant des autres éléments que Paul Pierson nous invite à observer<sup>529</sup>? Le politologue souligne l'importance de porter attention aux processus lents,

---

<sup>527</sup> Sven Steinmo et Jon Watts, « It's the Institutions, Stupid! », *loc. cit.*

<sup>528</sup> Daniel Béland et Alex Waddan, « Health Politics and the Patient Protection and Affordable Care Act », in John Dumbrell (dir.), *Issues in American Politics. Polarized Politics in the Age of Obama*, New York, Routledge, 2013, p. 45-46.

<sup>529</sup> Paul Pierson, *Politics in Time, op. cit.*, chap. 2.



imperceptibles pour les contemporains, mais dont les effets nous paraissent clairs avec la perspective que permet le recul historique. Il mentionne également la nécessité de séquencer les événements pour établir la chaîne causale qui lie ces événements aux différents développements qui surviennent dans l'ordre politique américain. À cet égard, notre première conjoncture critique nous offre un cas intéressant à travers la succession d'événements qui conduit de la rupture du consensus de la Guerre froide à l'éclatement de la coalition du *New Deal* pour finalement mener à la révolution conservatrice de Ronald Reagan. Tous ces événements ont pour toile de fond un même processus lent, soit le retour en force de l'idéologie conservatrice qui quitte les marges pour défier le libéralisme et reprendre la position dominante qu'elle a perdue au début des années 1930.

Tentons de refaire la séquence des événements : à partir de la fin des années 1940, la politique américaine entre dans l'ère du consensus de la Guerre froide, lequel se caractérisait par un État keynésien et par un anticommunisme sans compromis en politique internationale. Le libéralisme classique est alors dominant, même au cours des huit années de présidence du républicain Dwight Eisenhower (1953-1961)<sup>530</sup>. Parallèlement, on assiste à l'émergence de certains cercles intellectuels conservateurs, dont l'influence demeure limitée, jusqu'à ce que le sénateur de l'Arizona Barry Goldwater parvienne en 1964 à remporter l'investiture présidentielle pour le Parti républicain. La candidature de Goldwater constitue une rupture par rapport aux précédentes candidatures républicaines, qu'il s'agisse de Wendell Willkie (1940), Thomas Dewey (1944 et 1948), Eisenhower (1952 et 1956) et même Richard Nixon (1960), tous considérablement plus modérés que Goldwater<sup>531</sup>. Si on retient surtout de la campagne du sénateur de l'Arizona qu'elle s'est conclue par une défaite sans appel, on ne doit pas perdre de vue que cinq des six États remportés par Goldwater se situent

---

<sup>530</sup> Alonzo L. Hamby, *Liberalism and Its Challengers*, *op. cit.*, p. 3.

<sup>531</sup> L'homme d'affaires Wendell Willkie était enregistré comme démocrate jusqu'en 1939 (!). Après sa défaite, il travailla étroitement avec l'administration Roosevelt au cours de la Seconde Guerre mondiale.

dans le *Deep South* (Alabama, Caroline du Sud, Géorgie, Louisiane et Mississippi). En faisant campagne contre la politique de déségrégation raciale promue par Johnson et les démocrates, Goldwater est parvenu à effectuer une percée historique pour un candidat républicain dans le Sud et a ainsi créé une première grande brèche dans la coalition du *New Deal*<sup>532</sup>.

Malgré les accomplissements de la *Great Society*, le mandat de LBJ est marqué par un mécontentement croissant à l'intérieur de la coalition du *New Deal*. La frustration du Sud à l'égard du mouvement de déségrégation gagne la classe ouvrière blanche de partout au pays, notamment les enclaves ethniques des grandes villes du Nord. Au même moment, le mouvement de contestation contre l'intervention américaine au Vietnam gagne de l'ampleur. Ce climat de frustration croissante conduit à la désastreuse année 1968, quand les démocrates se déchirent sur la question du Vietnam et qu'un grand nombre d'électeurs du Sud et de la classe ouvrière font défection pour appuyer l'indépendant George Wallace, candidat de la loi et l'ordre et du retour à la ségrégation. L'élection de 1968 est celle de l'éclatement de la coalition du *New Deal*, qui ne sera jamais reconstituée. Quatre ans plus tard, le sénateur ultralibéral George McGovern, qui se présente à l'élection présidentielle avec une plateforme bien campée à gauche, essuie une des pires défaites de l'histoire pour un candidat démocrate. Candidat proche des idées du courant révisionniste, McGovern ne parvient même pas à obtenir l'appui des syndicats, qui avaient pourtant été les piliers de la coalition du *New Deal* et qui, mal à l'aise avec certaines positions adoptées par McGovern, préfèrent appuyer le républicain Richard Nixon pour sa réélection.

Malgré les déchirements de 1968 et l'ampleur de la défaite de McGovern en 1972, les sénateurs libéraux ne semblent pas réaliser l'ampleur de la crise qui frappe le libéralisme. Il faut dire que la coalition libérale demeure bien installée à la Chambre haute, où ses membres contrôlent un bon nombre de commissions et de sous-

---

<sup>532</sup> Juan Williams, « Reagan, the South and Civil Rights », *NPR* (10 juin 2004), en ligne.

commissions stratégiques pour faire avancer un programme progressiste. Les élections de 1974 et de 1976 se concluent par des gains démocrates au Sénat, où ils parviennent même à obtenir une supermajorité. Ces victoires sont toutefois trompeuses, dans la mesure où ces deux cycles électoraux sont fortement teintés par le scandale du Watergate, dont le Parti républicain fait les frais. Les libéraux ne réaliseront que trop tard à quel point le libéralisme, qu'il soit de tendance classique ou révisionniste, est mal adapté pour un pays qui s'enfonce dans un marasme économique et qui vit une crise de confiance envers son gouvernement et envers la conduite de sa politique étrangère. Cette triple-crise nourrit le vent de conservatisme qui souffle aux États-Unis. En 1978, plusieurs sénateurs libéraux sont battus lors de l'élection de mi-mandat, qui est un prélude à la révolution conservatrice qui se met en branle deux ans plus tard avec la victoire de Ronald Reagan qui s'accompagne d'une hécatombe libérale au Sénat.

*Contingences : comment des événements inattendus ont fait dévier le libéralisme de sa trajectoire*

À plusieurs reprises au cours de cette première conjoncture critique, nous avons pu constater comment des événements contingents ont pu influencer la trajectoire du libéralisme au même titre que la dépendance au sentier et la nature des institutions. Nous retiendrons ici trois exemples dont nous avons brièvement fait mention. Dans un premier temps, l'offensive du Têt lancée le 30 janvier 1968 par les forces combinées du Viêt Còng et l'armée nord-vietnamienne marque un point tournant dans la perception qu'ont les Américains de la guerre du Vietnam. Non seulement cette attaque fait-elle prendre conscience que l'ennemi n'est pas aussi affaibli qu'on le prétend, mais elle amène les Américains à douter des informations que leur donne leur gouvernement sur la guerre. Le président Johnson atteint dès lors des sommets d'impopularité, si bien qu'il renonce à briguer un nouveau mandat. Cette décision de LBJ est capitale. En temps normal, sa reconduction à la tête du ticket démocrate aurait dû n'être qu'une

formalité<sup>533</sup>. Or, le retrait de Johnson marque le début d'une guerre ouverte pour la nomination présidentielle qui oppose partisans (Hubert Humphrey) et opposants (Eugene McCarthy, Robert Kennedy et, brièvement, George McGovern) de la politique vietnamienne de Johnson. Les tensions intrapartisanes s'enveniment jusqu'à la désastreuse convention de Chicago, marquée par des protestations contre la nomination de Humphrey qui sont violemment réprimées par la police. À la tête d'un parti désuni, le vice-président de Johnson doit baisser pavillon contre Richard Nixon lors de l'élection générale. Bien qu'il soit impossible de répondre à cette question, il est permis de se demander si, en poussant prématurément vers la sortie un président impopulaire, l'offensive du Têt n'a pas eu comme conséquence inattendue de précipiter l'éclatement de la coalition du *New Deal*.

Le deuxième exemple d'événement contingent auquel nous pouvons penser est l'embargo pétrolier décidé par les pays de l'OPEP contre les pays ayant appuyé Israël lors de la guerre du Kippour. L'économie américaine est durement frappée par ce premier choc pétrolier, qui entraîne une augmentation fulgurante des prix de l'essence et une pénurie nationale de carburant. La crise a des répercussions durables sur la psyché américaine et contribue à implanter l'idée que les États-Unis doivent assurer leur indépendance énergétique, ceci au moment où l'engouement écologique du début des années 1970 commence à s'essouffler. Cet argument de la quête de l'indépendance énergétique est récupéré par les nouveaux lobbies industriels opposés aux réglementations environnementales qui mettent de l'avant l'idée que la protection de l'environnement est antinomique avec le développement économique, l'exploitation des ressources et, en dernière instance, l'enrichissement collectif. Les libéraux sont pris au piège par cet argumentaire et, au cours des décennies qui suivront, l'activisme environnemental et le cheminement vers la transition énergétique seront ralentis par la

---

<sup>533</sup> Encore que, rappelons-le, la décision de Johnson de se désister a fait suite à une performance étonnamment faible contre le sénateur Eugene McCarthy lors de la primaire du New Hampshire.

frilosité de plusieurs libéraux qui craignent qu'une transition environnementale trop brusque porterait un coup trop dur à l'économie américaine<sup>534</sup>.

Finalement, le troisième exemple qu'on peut mettre de l'avant est l'affaire du Watergate et la démission du président Richard Nixon. Au moment où le scandale entre dans sa phase critique, au début de l'année 1974, les démocrates au Congrès sont plus près que jamais de s'entendre sur un programme national d'assurance maladie à soumettre au président. Or, cette année-là, le Watergate accapare une bonne partie du temps des législateurs si bien que, lorsque Nixon remet sa démission le 8 août, il ne reste pas assez de temps à la session législative pour adopter la réforme. Nixon est remplacé à la Maison-Blanche par Gerald Ford, un conservateur fiscal peu intéressé à la mise en place d'un tel programme d'assurance maladie universelle. Les démocrates ont donc eu la tête de Nixon, mais cela pourrait s'être fait au prix de l'adoption d'un régime national d'assurance maladie, qui demeure une quête dont l'objectif échappe toujours aux libéraux.

*L'heure des révisionnistes comme point de rupture dans le parcours historique du libéralisme*

L'analyse de l'activisme libéral au Sénat au cours de cette première conjoncture critique nous montre une coalition libérale qui tente de trouver son équilibre entre deux courants dont les priorités sont parfois distinctes, sans nécessairement être contradictoires. En soi, cette pluralité de pensées à l'intérieur de la coalition libérale constitue une rupture. Pendant plus de 30 ans, le libéralisme défendu au Sénat était essentiellement le libéralisme classique du *New Deal*, fondé sur une croyance forte dans la capacité de l'État d'intervenir dans la sphère socio-économique pour améliorer le bien commun. Ayant pris son essor lors de la Grande Dépression, ce libéralisme associe le bien commun à la prospérité économique individuelle et collective. Les *New*

---

<sup>534</sup> Nous verrons au chapitre 4 comment ce dilemme qui divise les libéraux sera visible dans les débats qui ont entouré l'autorisation de construire l'oléoduc Keystone XL.

*Dealers* sont non seulement les alliés des travailleurs, mais également de certaines grandes industries qui sont vues comme contribuant à l'essor économique du pays. En politique internationale, ces premiers libéraux, héritiers de la pensée du président Woodrow Wilson (1913-1921), font la promotion de la démocratie et de la stabilité, gages de vitalité économique<sup>535</sup>. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les libéraux deviennent farouchement anticommunistes, alors que le mouvement communiste international est perçu comme la plus grande menace pour la paix mondiale<sup>536</sup>. On désigne ainsi comme *Cold War Liberals* les politiciens progressistes qui font la promotion d'une approche sans compromis en matière de politique étrangère pour contrer l'expansion mondiale du communisme et qui appuient les mesures anticommunistes adoptées lors de la seconde *Red Scare*<sup>537</sup>.

Jusqu'à la *Great Society* de Johnson, les libéraux ne sont pas particulièrement intéressés par les enjeux liés à la défense des droits civiques des Afro-Américains. Cette réticence, nous l'avons vu, s'explique par un certain calcul politique. La coalition du *New Deal*, en effet, dépend de l'appui des démocrates du Sud hostiles à ce mouvement. Elle s'explique également par une conception « universaliste » qui amène les *New Dealers* à percevoir la société américaine comme un tout à l'intérieur duquel les

---

<sup>535</sup> Voir à ce propos: Lloyd E. Ambrosius, *Wilsonism. Woodrow Wilson and His Legacy in American Foreign Relations*, New York, Palgrave Macmillan, 2002; Tony Smith, *Why Wilson Matters. The Origin of American Liberal Internationalism and Its Crisis Today*, Princeton, Princeton University Press, 2019; Trygve Throntveit, *Power Without Victory. Woodrow Wilson and the American Internationalist Experiment*, Chicago, University of Chicago Press, 2017.

<sup>536</sup> Avant la Seconde Guerre mondiale, la position des libéraux par rapport au communisme fluctue en fonction des orientations du Parti communiste des États-Unis et du contexte international. – Christophe Cloutier-Roy, *Du New Deal à la Guerre froide, 1933-1947 : étude du discours anticommuniste à la Chambre des représentants*, mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2012.

<sup>537</sup> Mary S. McAuliffe, « Liberals and the Communist Control Act of 1954 », *loc. cit.* La *Red Scare* (« Peur rouge ») est une expression qui désigne la panique engendrée par l'impression d'une grave menace posée à la sécurité intérieure par les communistes américains (associés à la couleur rouge). Une première *Red Scare* avait eu lieu aux États-Unis au lendemain de la Première Guerre mondiale. La seconde survient au début de la guerre froide et dure *grosso modo* de 1946/47 à 1954, année de la chute du sénateur Joseph McCarthy, figure centrale de ce qu'on a aussi désigné comme la « chasse aux sorcières ». Voir à ce propos : Pierre Lagayette (dir.), *L'anticommunisme et la « chasse aux sorcières », 1946-1954*, Paris, Ellipses, 1995; Ellen Schrecker, *The Age of McCarthyism. A Brief History with Documents*, 2<sup>e</sup> édition, New York, Palgrave, 2002.

individus partagent des intérêts semblables et où les identités particulières ne sont pas une donnée pertinente. En 1948, on voit pour la première fois poindre l'influence du courant révisionniste à l'intérieur de la coalition libérale. Cette année-là, le président Harry Truman proclame une série de réformes qui lancent le Parti démocrate sur la voie des droits civiques. La plus importante de ces réformes est la fin de la ségrégation dans les forces armées, qui provoque l'ire de plusieurs démocrates du Sud, qui lancent leur propre parti<sup>538</sup>. Lors de la Convention démocrate de Philadelphie, Hubert Humphrey, alors un jeune candidat au Sénat, prononce un discours remarqué au cours duquel il appelle en vain les démocrates à inclure la déségrégation raciale dans la plateforme électorale du parti. La politique étrangère est également remise en question. Le sénateur de Floride Claude Pepper s'oppose à la reconduction de Truman à la tête du *ticket* démocrate en appelant à une politique moins militariste et à un apaisement dans les relations avec Moscou<sup>539</sup>. De son côté, l'ancien vice-président Henry Wallace<sup>540</sup>, reconnu pour ses prises de position très progressistes, lance une campagne présidentielle à la tête du *Progressive Party*, dont la plateforme comprend des engagements pour mettre fin à la ségrégation raciale et améliorer les relations avec l'URSS. La victoire surprenante, mais néanmoins convaincante de Truman en novembre met temporairement fin aux tentatives de réformer le libéralisme. Sans disparaître, le courant révisionniste demeure alors cantonné aux marges du Parti démocrate<sup>541</sup>.

---

<sup>538</sup> Alonzo L. Hamby, « 1948 Democratic Convention : The South Secedes Again », *Smithsonian Magazine* (Août 2008), en ligne. - Avec à sa tête le sénateur Strom Thurmond (Caroline du Sud), le *States' Rights Democratic Party* participe aux élections présidentielles de 1948 et remporte quatre États du Sud (Alabama, Caroline du Sud, Louisiane et Mississippi), en plus d'obtenir le vote d'un grand électeur du Tennessee. Thurmond demeurera un démocrate jusqu'en 1964, avant de se joindre au Parti républicain. Il siégera au Sénat jusqu'à son décès en 2003, à l'âge de 100 ans.

<sup>539</sup> Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. xvi.

<sup>540</sup> Deuxième vice-président de FDR, au cours de son troisième mandat (1941-1945).

<sup>541</sup> Après leurs appels à un apaisement des tensions avec l'Union soviétique, Pepper et Wallace se convertiront tous deux à l'anticommunisme au cours des années 1960. Quant à Humphrey, il continuera de s'intéresser à la cause des Afro-Américains tout au long des 16 années qu'il passera au Sénat, mais il sera constamment confronté au manque de volonté des puissants démocrates du Sud. Devenu vice-

À partir du tournant des années 1970, l'opposition grandissante à la guerre au Vietnam et le cul-de-sac du keynésianisme favorisent d'importantes remises en question du libéralisme classique. Au Sénat, les libéraux doivent trouver de nouveaux enjeux fédérateurs. La porte est ainsi grande ouverte pour le courant révisionniste qui apporte avec lui une foule de sensibilités nouvelles, à commencer par la question des droits civiques : certes, le ressac contre les mouvements pour les droits des Afro-Américains pousse les élus à la prudence sur cet enjeu, mais en cette décennie où la question des droits occupent une place prépondérante, les libéraux peuvent s'accrocher à une kyrielle de mouvements qui réclament une plus grande justice, dont les mouvements pour les droits des autochtones ou les mouvements pour les droits des femmes.

La protection de l'environnement est un autre enjeu prometteur pour les libéraux. Le fait d'assurer à tous les Américains une qualité de vie satisfaisante grâce à un environnement protégé s'inscrit tout naturellement dans les visées égalitaires du libéralisme. Il n'y a donc pas lieu de se surprendre que plusieurs sénateurs libéraux (Edmund Muskie, Gaylord Nelson et Thomas Eagleton notamment) aient choisi de consacrer des efforts considérables à la cause environnementale. Là encore, on peut percevoir l'influence du courant révisionniste, alors que l'importance de protéger l'environnement va de pair avec une remise en question plus globale de la relation de l'être humain et de la nature. À l'inverse, le libéralisme du *New Deal* avait favorisé l'expansion industrielle et technologique au nom de la croissance économique et du bien-être des travailleurs, sans trop se soucier de l'écologie. Du reste, les années 1960 et 1970 sont marquées par une prise de conscience rapide des Américains de la détérioration de leur environnement et de la nécessité de protéger la faune, la flore, l'air et les eaux. Faisant initialement l'objet d'un quasi-consensus bipartisan, la cause

---

président de Johnson en 1965, il se montre d'abord réfractaire à une escalade de la présence américaine au Vietnam, avant de se rallier à la position de l'administration.



environnementale connaît même un petit âge d'or au Congrès au début des années 1970 alors que sont adoptées de nombreuses lois à portée environnementale.

Enfin, en politique internationale, la fin du consensus de la Guerre froide ouvre une fenêtre pour les révisionnistes qui souhaitent relancer la politique étrangère américaine sur de nouvelles bases. Alors que Scoop Jackson, un fervent anticommuniste, devient un des pionniers de la pensée néoconservatrice à Washington, la plupart des libéraux du Sénat partagent une adhésion au *New Internationalism*, un courant de politique étrangère proche des idées révisionnistes et fondé sur la promotion du multilatéralisme, de la diplomatie, du développement économique et de la protection des droits humains. C'est dans ce contexte que plusieurs sénateurs s'activent pour empêcher la poursuite des bombardements au Cambodge (George McGovern, Frank Church), demander plus de transparence de la part des agences de renseignement du gouvernement américain (Church), réduire l'aide militaire apportée à des gouvernements ayant des comportements répréhensibles (Alan Cranston, William Fulbright), dénoncer le coup d'État au Chili (James Abourezk, Ted Kennedy) et l'occupation par la Turquie d'une partie de l'île de Chypre (Thomas Eagleton) ou attirer l'attention sur la politique américaine en Afrique australe et dénoncer le régime de l'*apartheid* en Afrique du Sud (Dick Clark).

## 2.7 La fin de la conjoncture critique : nouvel équilibre et ressac, 1978-1984

Malgré les deux victoires présidentielles de Richard Nixon, les forces libérales demeurent relativement bien positionnées au Sénat des États-Unis entre 1969 et 1978. Les démocrates parviennent à maintenir leur majorité à la Chambre haute et la plupart des sénateurs libéraux, prenant acte de la méfiance grandissante des Américains envers le gouvernement fédéral, des préoccupations liées à l'inflation galopante et du ressac causé par le mouvement pour les droits civiques, transitionnent progressivement vers un libéralisme révisionniste plus en phase avec le *Zeitgeist* des années 1970. Après les déchirements de 1968, les libéraux sont en mesure de se rallier autour d'enjeux tels que

la protection des droits des groupes minoritaires, la lutte contre la pollution et la promotion des droits humains à l'étranger. En 1976, les démocrates reprennent même la Maison-Blanche grâce à la victoire de l'ancien gouverneur de la Géorgie Jimmy Carter. Or, le libéralisme du nouveau président démocrate tranche avec celui de la *Great Society* : peu porté à faire intervenir l'État dans l'économie, Carter est néanmoins intéressé par la protection de l'environnement et veut se faire le champion d'une politique étrangère en phase avec les orientations que préconisent les *New Internationalists*<sup>542</sup>.

#### 2.7.1. L'élection de 1978, la déroute du libéralisme et les prémisses de la révolution conservatrice

On aurait pu croire que l'arrivée de Jimmy Carter à la Maison-Blanche marquerait le point de départ d'une période faste pour les libéraux, d'autant plus que le Parti démocrate conservait au terme de l'élection de 1976 sa majorité dans les deux chambres, incluant une majorité qualifiée de 61 sièges au Sénat. Or, deux ans plus tard, dans le cadre des élections de mi-mandat, les démocrates essuient une perte nette de 15 sièges à la Chambre des représentants et de 2 sièges au Sénat (assez pour leur faire perdre leur majorité qualifiée). Ces pertes sont somme toute modestes, mais la coalition libérale sort affaiblie de ce rendez-vous électoral : Dick Clark (Iowa), Floyd Haskell (Colorado), William Hathaway (Maine) et Thomas McIntyre (New Hampshire) sont tous battus par leur opposant républicain lors de l'élection générale. De son côté, James Abourezk, le sénateur le plus libéral si on se fie à son DW-NOMINATE (-0,743), renonce à briguer un second mandat<sup>543</sup>, ce qui permet au républicain Larry Pressler de remporter aisément son siège du Dakota du Sud. Au Minnesota, deux élections ont lieu pour remplacer les libéraux Hubert Humphrey, décédé quelques mois plus tôt, et Walter

---

<sup>542</sup> André Kaspi, *Les Américains : Les États-Unis de 1945 à nos jours*, op. cit., p. 569; Richard J. Piper, *Ideologies and Institutions. American Conservative and Liberal Governance Prescriptions Since 1933*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1997, p. 201-215.

<sup>543</sup> James G. Abourezk, *Advise and Dissent*, op. cit., p. 259.

Mondale, qui a été élu à la vice-présidence des États-Unis en 1976<sup>544</sup>. Les républicains mettent la main sur les deux sièges du *North Star State* au terme d'une soirée électorale passée à l'histoire sous le nom de « *Minnesota Massacre*<sup>545</sup>».

Malgré des gains libéraux au Michigan (Carl Levin) et au Massachusetts (Paul Tsongas), l'élection de 1978 signale le changement d'humeur d'un électorat de plus en plus conservateur<sup>546</sup>. Certes, les élections de 1968, de même que l'élection présidentielle de 1972, avaient déjà envoyé des signaux concernant le retour en force du conservatisme. Les retombées du scandale du Watergate, qui a été suivi par un raz-de-marée démocrate lors des élections de mi-mandat de 1974 et la victoire de Carter en 1976<sup>547</sup> ont toutefois temporairement ralenti ce virage vers la droite. En cette fin de décennie toutefois, le doute n'est plus permis : le conservatisme a décidément le vent dans les voiles, alors que de plus en plus d'Américains tournent le dos au libéralisme. En Californie, un mouvement populaire de protestation fiscale parvient en 1978 à faire adopter par référendum un amendement à la Constitution de l'État qui limite considérablement la capacité pour les législateurs du *Golden State* de percevoir de nouvelles taxes ou impôts ou de modifier les taux de taxation et d'imposition. La « révolte » contre les taxes et les impôts essaime hors de la Californie alors que

---

<sup>544</sup> Dans l'intérim, Humphrey a été remplacé par son épouse Muriel Humphrey Brown, tandis que le gouverneur du Minnesota Wendell Anderson s'est lui-même nommé pour remplacer Mondale.

<sup>545</sup> Dans cet État historiquement dominé par le Parti Democrat-Farmer Labor, la branche minnesotaine du Parti démocrate, les républicains parviennent lors des élections de 1978 à mettre la main sur les deux sièges au Sénat et sur le poste de gouverneur et à faire des gains significatifs à la législature. – Curtis Gilbert, « Thirty Years Ago It Was the Republicans' Year », *MPR News* (30 mai 2008), en ligne; Geoffrey Skelley, « The Minnesota Twins: A Complete History of Double-Barrel Senate Elections », *Sabato's Crystal Ball* (21 décembre 2017), en ligne.

<sup>546</sup> George Packer, *The Unwinding. An Inner History of the New America*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2013, p. 21.

<sup>547</sup> En dépit du scandale du Watergate toujours présent dans les esprits et malgré la faiblesse de la candidature du président Gerald Ford qui avait failli perdre la nomination républicaine contre Ronald Reagan, Carter remporte une victoire somme toute modeste, obtenant 50,1% des voix contre 48% pour Ford. Au Collège électoral, des victoires extrêmement serrées au Mississippi, en Ohio et au Wisconsin ont permis au Géorgien de coiffer Ford, 297 voix contre 240 (un grand électeur de l'État de Washington a voté pour Reagan).

plusieurs États adoptent à leur tour des lois semblables<sup>548</sup>. En 1979, l'influent pasteur Jerry Falwell crée la *Moral Majority*, une organisation qui fait la promotion des valeurs de la droite religieuse et qui gagne rapidement une influence considérable à l'intérieur du Parti républicain<sup>549</sup>. En politique internationale, l'approche de Carter et des néo-internationalistes tombe rapidement en défaveur, au moment où les Américains vivent l'humiliation de l'interminable crise des otages américains à Téhéran et que se généralise l'idée selon laquelle la puissance américaine connaîtrait un déclin relatif devant une Union soviétique lancée à la conquête du monde. La décision de l'administration Carter de rétrocéder le contrôle du canal de Panama, appuyée par les néo-internationalistes du Sénat, est dénoncée avec véhémence par plusieurs acteurs et groupes d'influence néoconservateurs de la société civile, qui y voient une perte de prestige pour les États-Unis<sup>550</sup>. Quant à la cause environnementale, les chocs pétroliers de 1973 et de 1979 amènent un grand nombre d'Américains et leurs élus à favoriser la quête de l'indépendance énergétique au détriment de la mise en place d'un programme ambitieux de transition écologique.

Pour ne rien arranger, le Parti démocrate lui-même est à nouveau aux prises avec des divisions : l'aile gauche du parti ne pardonne pas à Carter d'avoir renié son engagement électoral de mettre en place un régime national d'assurance maladie. En 1980, Ted Kennedy tente de ravir au président sa nomination en vue d'un second mandat. Le sénateur du Massachusetts ne parvient pas à déloger Carter, mais obtient tout de même 37,6% des voix exprimées lors des primaires et l'emporte dans 12 États (dont la Californie, New York et la Pennsylvanie), fragilisant ainsi la candidature de Carter lors de l'élection générale. Lors de la Convention démocrate de New York, Kennedy prononce un discours remarqué dans lequel il se livre à une défense passionnée du

---

<sup>548</sup> Molly C. Michelmore, *Tax and Spend*, *op. cit.*, p. 2; Dominic Sandbrook, *Mad as Hell*, *op. cit.*, chap. 15.

<sup>549</sup> Stephen D. Johnson et Joseph B. Tamney, « The Christian Right and the 1984 Presidential Election », *Review of Religious Research* 27, 2 (Décembre 1985), p. 125.

<sup>550</sup> Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. 239-241; Bernard Lemelin et Christophe Cloutier-Roy, « Neuf grands débats historiques », *op. cit.*, p. 92-97.

libéralisme et dénonce implicitement les positions modérées de Carter sans apporter de réel soutien au président sortant<sup>551</sup>.

Le 4 novembre 1980, Jimmy Carter baisse pavillon devant le candidat républicain Ronald Reagan. Le verdict des urnes est sans appel : le démocrate obtient 41% des voix, contre 50,7% pour Reagan<sup>552</sup>. Carter ne remporte que six États et le District de Columbia, pour un maigre total de 49 voix au Collège électoral. Portés par la popularité de Reagan, les républicains enregistrent des gains importants au Congrès. Au Sénat, la *Grand Old Party* obtient un impressionnant gain net de 12 sièges, ce qui lui permet de s'emparer de la majorité à la Chambre haute pour la première fois en plus d'un quart de siècle. Chez les libéraux, c'est l'hécatombe, alors que Birch Bayh (Indiana)<sup>553</sup>, Frank Church (Idaho), John Culver (Iowa), John Durkin (New Hampshire), Warren Magnuson (Washington), George McGovern (Dakota du Sud), Robert Morgan (Caroline du Nord) et Gaylord Nelson (Wisconsin) sont vaincus par leur opposant républicain. De son côté, Mike Gravel (Alaska) renonce à briguer un troisième mandat et son siège bascule du côté républicain. Quant à Gary Hart (Colorado) et Patrick Leahy (Vermont), ils parviennent de justesse à remporter un deuxième mandat au Sénat. Même Jacob Javits (New York), le plus libéral des sénateurs républicains, tombe au combat, ayant perdu son élection primaire contre un républicain plus conservateur<sup>554</sup>.

---

<sup>551</sup> Ce discours est passé à l'histoire sous le titre « *The Dream Shall Never Die* » et est considéré comme un des grands discours du libéralisme contemporain et un des meilleurs de la longue carrière de Kennedy. – Andrew S. Crines *et al.*, *Democratic Orators from JFK to Barack Obama*, Londres, Palgrave Macmillan, 2016, p. 109-111.

<sup>552</sup> L'indépendant John Anderson, un républicain modéré de l'Illinois ayant lancé une campagne en tant que candidat indépendant pour protester contre la candidature de Reagan, obtient 6,6% des voix, mais aucun vote au Collège électoral.

<sup>553</sup> La campagne de réélection de Bayh en Indiana a été une des premières au Sénat marquées par l'utilisation à grande échelle de publicités négatives financées par des groupes conservateurs. Le candidat républicain Dan Quayle s'est d'ailleurs senti obligé de dénoncer les tactiques de ces mouvements, qui auraient selon lui terni l'image de sa propre campagne (Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 181). Sur l'utilisation des publicités négatives par les mouvements de la *New Right* lors des élections sénatoriales de 1980, voir le documentaire de Dylan Bank, Daniel DiMauro et Morgan Pehme, *Get Me Roger Stone* (Netflix, 2017).

<sup>554</sup> La décision d'Alfonse D'Amato de défier Javits lors des primaires ne serait toutefois pas motivée par des raisons idéologiques, mais bien par la décision du sénateur sortant de se représenter en dépit d'un

Ces résultats électoraux montrent bien tout le chemin parcouru par les conservateurs depuis la résurgence de cette idéologie au cours des années 1950 et 1960. Le politologue Iwan Morgan souligne que Reagan a été élu en mettant de l'avant des idées qui avaient été jugées extrémistes 16 ans plus tôt lorsqu'elles étaient défendues par Barry Goldwater<sup>555</sup>. Après avoir été confinées à un nombre restreint de cercles intellectuels élitistes, les idées conservatrices se sont progressivement répandues dans l'ensemble de la société américaine. Les victoires de Reagan et des conservateurs sont le fruit des efforts qui ont été entrepris au cours des 15 années précédentes pour gagner les Américains à la cause conservatrice.

### 2.7.2. Les libéraux à l'heure du reaganisme

L'élection de 1980 marque en quelque sorte le point final du cycle politique du *New Deal*. Contrairement au centriste Nixon, Reagan, que d'aucuns décrivent comme le plus idéologue des présidents de l'après-guerre<sup>556</sup>, est un véritable conservateur. Porté à la présidence grâce à l'appui du « triumvirat des droites<sup>557</sup> » fiscale, néoconservatrice et religieuse, le *Gipper* met de l'avant des priorités politiques qui plaisent aux différents groupes qui composent sa coalition. Tournant définitivement le dos au keynésianisme, Reagan propose une politique économique (les *Reaganomics*) fondée sur la réduction des dépenses de l'État fédéral et d'importantes baisses d'impôt, particulièrement pour les citoyens les plus fortunés<sup>558</sup>. En politique étrangère, le nouveau président veut

---

diagnostic de sclérose latérale amyotrophique. Malgré sa défaite, Javits se présente lors de l'élection générale comme candidat du *Liberal Party*, mais n'obtient que 11% des voix. La division du vote de gauche dans l'*Empire State* permet à D'Amato de l'emporter.

<sup>555</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 174.

<sup>556</sup> *Ibid.*, p. 173.

<sup>557</sup> John Dombrink, *The Twilight of Social Conservatism. American Culture War in the Obama Era*, New York, New York University Press, 2015, p. 1.

<sup>558</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 178 et 187-191. - Reagan et ses principaux conseillers sont des adeptes de la théorie du *Supply-Side*, selon laquelle un taux d'imposition marginal trop élevé a pour effet de limiter les incitatifs à investir pour les citoyens les plus riches. Reagan lui-même affirmait que des taux d'imposition trop élevés l'avaient persuadé de tourner le dos à plusieurs cachets au cours de sa carrière d'acteur. La théorie du *Supply-Side* a pour corollaire celle du ruissellement (*Trickle-Down Economics*), qui veut que lorsque les riches ont plus d'argent en main, ils sont davantage en mesure de créer de la richesse pour l'ensemble de la société.

tourner la page sur le défaitisme de la fin des années 1970. Son administration adopte une politique de fermeté devant les ambitions réelles ou fantasmées de l'Union soviétique. Les deux piliers de sa politique extérieure sont le maintien de la paix par la force (*peace through strength*) et l'endiguement du communisme dans le tiers-monde. Finalement, Reagan fait plaisir à ses partisans de la droite religieuse en se positionnant contre l'accès à l'avortement<sup>559</sup> et en proposant que soit adopté un amendement constitutionnel autorisant la prière dans les écoles publiques<sup>560</sup>.

Si Reagan doit faire face à une Chambre des représentants contrôlée par le Parti démocrate, il peut à tout le moins compter sur une majorité républicaine au Sénat pour l'aider dans la mise en œuvre de son ambitieux programme politique conservateur. Le caucus républicain s'y est fortement déplacé vers la droite au cours des années 1970, notamment grâce à l'arrivée de sénateurs très conservateurs, tels que Jake Garn (Utah), Jesse Helms (Caroline du Nord) et Malcolm Wallop (Wyoming). On compte certes toujours à la Chambre haute un certain nombre de républicains modérés, mais dans l'ensemble on peut affirmer que le fossé idéologique s'est creusé entre démocrates et républicains. Dans les mots d'Ira Shapiro, un ancien employé du Sénat qui fut aux premières lignes de ce changement radical de dynamique : « *A basically progressive Senate had transformed into a basically conservative one*<sup>561</sup> ».

Sonnés par l'ampleur de la défaite de 1980, les libéraux du Sénat doivent jouer en défensive pour contrer Reagan et ses alliés. S'ils parviennent, avec l'aide de quelques républicains modérés, à réduire l'ampleur des baisses d'impôts voulues par Reagan et à empêcher que soient démantelés les programmes sociaux de la *Great Society*, les libéraux ont perdu l'initiative du débat politique. Lors de l'élection présidentielle de 1984, la défaite sans appel du candidat démocrate (et ancien membre de la coalition

---

<sup>559</sup> *Ibid.*, p. 215.

<sup>560</sup> Associated Press, « Reagan Proposes School Prayer Amendment », *The New York Times* (18 mai 1982), p. A24.

<sup>561</sup> Ira Shapiro, *The Last Great Senate, op. cit.*, p. x.

libérale au Sénat) Walter Mondale semble démontrer hors de tout doute que l'élection de 1980 n'était pas qu'un accident de parcours et que l'humeur plus conservatrice de la population américaine est une réalité dont les libéraux doivent tenir compte<sup>562</sup>. Une fenêtre de lancement s'ouvre pour un groupe de jeunes activistes au sein du Parti démocrate qui souhaitent redéfinir le libéralisme à l'heure du reaganisme et de la révolution conservatrice

---

<sup>562</sup> Thomas Borstelmann, *The 1970s, op. cit.*, p. 115-116.





## CHAPITRE III : LA PRISE DE CONTRÔLE DES *NEW DEMOCRATS*, 1985-1994

### 3.1. Le Parti démocrate en crise, une occasion à saisir pour les réformateurs

Plusieurs démocrates ont perçu le résultat de l'élection de 1980 comme un accident de parcours imputable aux ratés de la présidence de Carter et au charisme de Reagan. Le pire restait pourtant à venir : en 1984, Reagan écrase son adversaire démocrate Walter Mondale, obtenant 57,8% des voix et remportant dans 49 États sur 50. La réélection facile du républicain convainc même les plus sceptiques que l'élection de 1980 n'avait rien de fortuite et que la révolution conservatrice portée par le président et les républicains a le vent en poupe. Au même moment, le Parti démocrate demeure empêtré dans des querelles internes. Le parti peine à mettre en avant un programme politique qui plairait aux différents groupes qui composent son électorat traditionnel, pour ne rien dire de l'ensemble de la population américaine<sup>563</sup>.

Au niveau présidentiel, le Parti démocrate est confronté à l'exode massif des électeurs issus de la classe ouvrière, mal à l'aise avec le libéralisme dont il fait la promotion depuis 1972. Le sondeur démocrate Stan Greenberg a popularisé l'expression « *Reagan Democrats* » pour décrire ces électeurs traditionnellement démocrates qui, en 1980 et en 1984, ont fait défection pour appuyer le candidat républicain<sup>564</sup>. Selon l'historien James Patterson, l'archétype du *Reagan Democrat* est un électeur blanc du Nord des États-Unis, issu de la classe ouvrière, qui appuie les programmes libéraux de redistribution de la richesse, mais qui reproche au Parti démocrate de promouvoir une forme de « discrimination inversée », de ne rien faire pour freiner la hausse de la criminalité et de se complaire dans un élitisme méprisant<sup>565</sup>. Ce contexte de crise à l'intérieur du Parti démocrate représente une occasion à saisir pour un groupe de jeunes démocrates qui défendent une vision plus centriste du libéralisme qui permettrait de

---

<sup>563</sup> Tom Waldman, *Not Much Left*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>564</sup> Stanley B. Greenberg, *Middle Class Dreams*, *op. cit.*

<sup>565</sup> James T. Patterson, *Restless Giant*, *op. cit.*, p. 131.

constituer une nouvelle coalition électorale afin de favoriser un retour en force du Parti démocrate. Ce « néolibéralisme » est notamment promu par un groupe qu'on en vient à désigner comme les « *New Democrats* ».

### 3.2. Contextes et environnement institutionnel

#### 3.2.1. Contexte politique

##### *Le retour en force de la présidence dans un contexte de gouvernement divisé*

Les deux mandats de Reagan à la Maison-Blanche permettent de redonner du lustre à un pouvoir présidentiel qui est sorti écorché des multiples crises des années 1970<sup>566</sup>. L'approche du pouvoir présidentiel du républicain rappelle la « présidence impériale », un paradigme dans lequel le pouvoir exécutif étend ses sphères d'intervention au-delà de ce qui est prévu par la Constitution ou de ce qui relève de la pratique en échappant au contrôle des pouvoirs législatif et judiciaire<sup>567</sup>. Le 40<sup>e</sup> président des États-Unis contrevient à plusieurs reprises à l'esprit de la *War Powers Resolution* de 1973 et ordonne des interventions militaires au Liban (1982), en Grenade (1983) et en Libye (1986) sans demander l'autorisation du Congrès. Il contourne également les dispositions du *Budget and Impoundment Control Act*<sup>568</sup> en prenant plusieurs décisions exécutives de nature budgétaire sans en référer à Capitol Hill. Or, contrairement à FDR et à LBJ, dont les présidences constituent les archétypes de la présidence impériale, Reagan ne peut pas compter sur de puissantes majorités de son parti au Congrès pour lui laisser le champ libre. Malgré leur mainmise sur la Maison-Blanche, les républicains ne parviennent pas, au cours des années 1980, à menacer la majorité démocrate à la Chambre des représentants. Quant à leur majorité au Sénat, elle ne dépassera jamais

<sup>566</sup> Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill*, op. cit., p. 248-249.

<sup>567</sup> Arthur M. Schlesinger, Jr., *The Imperial Presidency*, Boston, Houghton Mifflin, 1973.

<sup>568</sup> Adopté en 1974, le *Budget and Impoundment Control Act* réaffirme la prépondérance du Congrès dans les politiques budgétaires. Cette loi crée une commission permanente sur le Budget à la Chambre des représentants et au Sénat, crée le Bureau budgétaire du Congrès (Congressional Budget Office), établit la procédure d'adoption du budget au Congrès et donne la capacité du Congrès de forcer le président à dépenser les crédits qui ont été adoptés pour l'exercice du pouvoir exécutif.

les 55 membres, ce qui, en demeurant loin d'une majorité qualifiée, donne la possibilité aux démocrates de recourir à l'obstruction parlementaire ou de négocier avec les républicains modérés pour freiner les éléments les plus controversés du programme conservateur défendu par Reagan et ses alliés.

*Les démocrates : un parti et trois factions*

Alors que s'amorce l'ère Reagan, le Parti démocrate est *grosso modo* divisé en trois factions<sup>569</sup>. Premièrement, on y trouve encore la vieille garde des *New Dealers*, qui font la promotion de politiques sociales généreuses et qui sont soucieux de maintenir la grande alliance électorale qui a assuré la domination nationale du Parti démocrate en ramenant les *Reagan Democrats* dans le giron démocrate. Deuxièmement, on trouve l'aile gauche du parti, proche du courant révisionniste, dont les membres sont parfois surnommés « *McGovernites* » par leurs rivaux, une manière de rappeler le lien entre la promotion d'idées très campées à gauche<sup>570</sup> et la défaite historique du sénateur du Dakota du Sud lors de l'élection de 1972. Les *McGovernites* proposent un programme politique centré sur la défense des plus démunis (programmes généreux d'assistance sociale, discrimination positive) et une libéralisation des mœurs (libre choix en matière d'avortement, droits des homosexuels, libéralisation des politiques liées aux drogues et à la justice pénale). La plupart de ces positions ne sont pas en phase avec l'opinion publique américaine, aussi les *McGovernites* sont-ils souvent perçus comme un groupe d'idéalistes peu pragmatiques. Plusieurs leur reprochent d'avoir parti lié avec des

---

<sup>569</sup> D'autres auteurs parlent plutôt de l'existence de quatre « sous-partis » au sein du parti démocrate, en incluant le groupe des démocrates conservateurs. L'influence de ces derniers paraît toutefois marginale en dehors du Sud. Voir notamment : James Q. Wilson, « Realignment at the Top, Dealignment at the Bottom », in Austin Ranney (dir.), *The American Elections of 1984*, Durham, Duke University Press, 1985, p. 303-304; Morton M. Kondracke, « Democrats' Next Chairman Must Unite Four 'Parties' », *Wall Street Journal* (15 novembre 1984), p. 33.

<sup>570</sup> La plateforme de McGovern de 1972 était pour les droits des homosexuels, pour le libre choix en matière d'avortement, pour la discrimination positive et contre la peine de mort, en plus de prôner une approche positive en matière de relations internationales. – Tom Waldman, *Not Much Left*, *op. cit.*, p. 15.

groupes d'intérêts aux priorités étroites, ce qui les rend incapables de concevoir un programme politique centré sur l'atteinte du bien commun<sup>571</sup>.

Finalement, une faction composée de libéraux modérés prend une place de plus en plus importante à l'intérieur du Parti démocrate. Ayant pris acte de la perte de popularité des courants libéraux traditionnels, les *New Democrats* font la promotion d'un libéralisme revampé dans lequel l'État laisserait davantage de place à l'entreprise privée pour la création de richesse. Les *New Democrats* sont progressistes sur les questions morales (notamment le libre choix en matière d'avortement) et environnementales. Contrairement aux *New Dealers*, ils font peu d'efforts pour tendre la main à la classe ouvrière blanche, dont les intérêts s'alignent difficilement avec les priorités du libéralisme moderne et dont le poids relatif est appelé à décliner de manière irréversible. Ils courtisent plutôt la classe moyenne-aisée des diplômés universitaires qui paient des impôts (et qui sont donc davantage susceptibles de contribuer aux programmes sociaux que d'en bénéficier), qui ont une sensibilité environnementale et qui sont généralement progressistes sur les questions morales<sup>572</sup>.

3.2.2. Contexte social : quel libéralisme pour une société de plus en plus conservatrice?

Plusieurs électeurs, dont les *Reagan Democrats*, voient en Reagan un allié pour veiller sur leurs intérêts et protéger leurs valeurs qui seraient mises en danger par le libéralisme débridé promu par les factions les plus à gauche qui auraient pris le contrôle du Parti démocrate<sup>573</sup>. La colère des *Reagan Democrats* revêt bien souvent une dimension raciste, alors qu'ils se perçoivent non seulement comme les victimes d'une discrimination inversée, mais s'inquiètent d'une hausse de la criminalité qui serait

---

<sup>571</sup> Samuel P. Huntington, « The Visions of the Democratic Party », *loc. cit.*; Theodore J. Lowi, *La deuxième république des États-Unis*, *op. cit.*

<sup>572</sup> Thomas Byrne Edsall, « The Old and New Democratic Parties », *op. cit.*, p. 32-35; John B. Judis et Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, *op. cit.*, p. 29.

<sup>573</sup> Henry Olsen, *The Working Class Republican. Ronald Reagan and the Return of Blue-Collar Conservatism*, New York, Broadside Books, 2017.

avant tout le fait de la communauté afro-américaine<sup>574</sup>. Comme Nixon avec sa *Southern Strategy*, Reagan joue habilement avec le ressentiment de nombreux électeurs blancs envers la communauté afro-américaine<sup>575</sup>. Chez un grand nombre d'Américains de la classe moyenne se sont par ailleurs ancrées les idées selon lesquelles le libéralisme serait synonyme de désordre, de stagflation et d'impôts élevés, et que le gouvernement serait inefficace dans sa gestion des problèmes<sup>576</sup>. Les révoltes contre la fiscalité de la fin de la décennie précédente ne montrent guère de signe d'essoufflement<sup>577</sup>, ce qui amène les républicains (et plusieurs démocrates modérés) à faire de la quête de l'équilibre budgétaire un mantra de la politique washingtonienne. Les grandes initiatives de la *Great Society* font l'objet de remises en question, alors que *Medicare* est constamment au bord de la faillite et que les différents programmes de lutte contre la pauvreté sont de plus en plus perçus comme un engagement coûteux et inefficace du gouvernement américain, dont les bénéfices reviendraient à des Américains qui ne les méritent pas vraiment<sup>578</sup>.

Dans un tel contexte social, les libéraux sont confrontés à un dilemme cornélien : doivent-ils continuer de promouvoir une idéologie impopulaire, au risque de demeurer cantonnés dans l'opposition, ou doivent-ils laisser tomber certains des principes qui les ont animés jusqu'alors pour mieux recomposer une coalition électorale qui les ramènera au pouvoir? En 1988, 33% des Américains se décrivent comme conservateurs, contre 18% seulement qui se décrivent comme libéraux<sup>579</sup>. Si cela laisse

---

<sup>574</sup> *Ibid.*

<sup>575</sup> Dès sa première campagne présidentielle en 1976, Reagan avait justifié la nécessité de réformer l'aide sociale en évoquant la « *Welfare Queen* », une femme afro-américaine qui vivait grâce à de nombreux chèques d'aide sociale récoltés sous plusieurs fausses identités. On a longtemps soupçonné Reagan d'avoir inventé cette femme, mais il s'agissait en fait de Linda Taylor, une femme de Chicago qui aurait fraudé le gouvernement américain pour plusieurs centaines de milliers de dollars. Ironiquement, bien qu'elle soit demeurée dans l'imaginaire collectif américain comme une femme noire, Linda Taylor a été répertorié comme blanche lors du recensement américain de 1930. – Gene Demby, « The Truth Behind the Lies of the Original 'Welfare Queen' », *NPR* (20 décembre 2013), en ligne.

<sup>576</sup> Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill*, *op. cit.*, p. 234.

<sup>577</sup> Ralph Brauer, *The Strange Death of Liberal America*, *op. cit.*, p. 145-147.

<sup>578</sup> William C. Berman, *America's Right Turn*, *op. cit.*, p. 148.

<sup>579</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 231.

tout de même 45% de modérés, les *New Democrats* ne se font guère d'illusion devant les chances de reconstituer la coalition du *New Deal* et privilégient la seconde avenue. De leur côté, les *McGovernites* et les *New Dealers* refusent de céder du terrain, ce qui reviendrait selon eux à faire du libéralisme démocrate un ersatz édulcoré du reaganisme.

### 3.2.3. Contexte économique : heurs et malheurs de la Reaganomie

Le programme économique de Ronald Reagan (la « Reaganomie<sup>580</sup> ») s'articule autour de trois grandes idées : l'État doit occuper une place minimale dans la sphère économique, la fiscalité doit être la plus faible possible et les dépenses fédérales doivent demeurer basses<sup>581</sup>. Pour Reagan et ses conseillers, la remise en marche de l'économie américaine passe par des baisses d'impôts massives et par une revalorisation du libre marché<sup>582</sup>. Le début du premier mandat de Reagan coïncide avec un contexte économique difficile, l'économie américaine étant plombée par une récession en 1981 et 1982. Alors que certains craignent une crise semblable à celle des années 1930, on assiste à une reprise marquée dès 1983 et, en 1984, l'économie a retrouvé son rythme de croisière. En pleine année électorale, Reagan peut alors demander avec confiance aux Américains s'ils ont l'impression que leur niveau de vie s'est amélioré depuis quatre ans<sup>583</sup>.

Arrivé au pouvoir alors que les taux d'inflation et de chômage sont respectivement supérieurs à 10% et 7%, Reagan quitte la Maison-Blanche alors qu'ils sont de 4% et

---

<sup>580</sup> Nous reprenons la traduction française proposée par André Kaspi pour le terme *Reaganomics*.

<sup>581</sup> André Kaspi, *Les Américains : de 1945 à nos jours*, op. cit., p. 591.

<sup>582</sup> Lee Edwards, « Les origines du mouvement conservateur américain contemporain », op. cit., p. 21; Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, op. cit., p. 198. - Un signal fort est envoyé dès 1981, alors que le président et son équipe parviennent à faire adopter par le Congrès l'*Economic Recovery Tax Act*, une loi qui réduit les impôts fédéraux de 25% et qui abaisse le taux maximal d'imposition de 70% à 50%.

<sup>583</sup> Lors de l'élection de 1980, Reagan avait posé cette question pour souligner le mauvais bilan de Jimmy Carter en matière économique. En octobre 1984, un sondage montre qu'une pluralité (42%) d'Américains affirment que leur situation matérielle s'est effectivement améliorée en quatre ans. – André Kaspi, *Les Américains : de 1945 à nos jours*, op. cit., p. 595.

de 5,6%<sup>584</sup>. Si l'économie américaine a clairement pris du mieux au cours des années 1980, le bilan économique du 40<sup>e</sup> président des États-Unis comprend au moins deux angles morts : dans un premier temps, malgré les principes de la Reaganomie, on assiste à une augmentation importante des déficits fédéraux. L'adoption de budgets déséquilibrés n'est pas une nouveauté dans l'histoire américaine<sup>585</sup>, mais les déficits annuels prennent une ampleur inédite sous Reagan<sup>586</sup>. Le problème est politique : le président refusant de renoncer à ses baisses d'impôts ou de réduire le budget de la défense, il demande au Congrès de couper dans les dépenses sociales et discrétionnaires. Craignant d'en subir les conséquences électorales, les élus de Capitol Hill, tant démocrates que républicains, refusent de procéder à des coupures suffisantes pour équilibrer le budget<sup>587</sup>, ce qui plonge les États-Unis dans un spirale déficitaire. Dans un second temps, la Reaganomie augmente les inégalités. Les politiques fiscales profitent essentiellement à l'enrichissement des plus fortunés, alors que la grande majorité des Américains voient leurs revenus réels diminuer au cours de la décennie. Avec les coupures et le désengagement social de l'État, on assiste à un accroissement du taux de pauvreté pour la première fois en deux décennies<sup>588</sup>.

Pendant ce temps, l'économie américaine poursuit sa transition vers une ère post-industrielle<sup>589</sup>. La délocalisation des usines vers l'étranger s'accélère et entraîne une raréfaction des emplois industriels bien payés ne nécessitant pas de formation universitaire<sup>590</sup>. Au même moment, plusieurs secteurs spécialisés (notamment la

---

<sup>584</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 199. Morgan rappelle toutefois qu'un taux d'inflation de 4% demeure historiquement élevé aux États-Unis en temps de paix et n'est impressionnant qu'en comparaison avec les années 1970 (*Ibid.*, p. 204).

<sup>585</sup> De 1945 à 1981, seuls huit budgets équilibrés sont adoptés. – *Ibid.*, p. 200.

<sup>586</sup> Ce qui est plutôt ironique, considérant l'obsession démontrée par Reagan en campagne électorale pour l'élimination du déficit fédéral.

<sup>587</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 202-203.

<sup>588</sup> *Ibid.*, p. 205-206.

<sup>589</sup> André Kaspi *et al.* *La civilisation américaine*, édition revue et corrigée, Paris, PUF/Quadrige, 2006, p. 289.

<sup>590</sup> Au cours des années 1980, la part des emplois industriels dans l'économie passe 22,4 à 17,3%. Par ailleurs, 50,4% des emplois créés entre 1979 et 1987 offrent des salaires inférieurs au seuil de pauvreté. – Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 206.



recherche et les communications) sont en plein essor. On assiste à l'émergence, pour reprendre les mots de l'historien André Kaspi, d'un « complexe universitaro-industriel », généreusement financé par l'État, qui fournit 50% des montants consacrés à la recherche et au développement et 75% de ceux qui sont alloués à la recherche fondamentale<sup>591</sup>. L'augmentation des budgets de la défense est une véritable manne pour la recherche : jusqu'à 30% des scientifiques américains travaillent en recherche et développement sur des projets qui intéressent de près ou de loin les forces armées américaines<sup>592</sup>. La nouvelle économie fait ainsi des gagnants et des perdants. Elle met en concurrence les différents éléments constitutifs de la coalition démocrate traditionnelle, soit les cols bleus, les groupes marginalisés (les Afro-Américains, les femmes, les homosexuels, les pauvres) et les anciens étudiants de 1968 et 1972, devenus dans bien des cas de « jeunes professionnels urbains » (*young urban professionals* ou *yuppies*) qui aspirent à bénéficier des bienfaits de la Reaganomie. Tous ces groupes peinent de plus en plus à aligner leurs intérêts économiques.

#### 3.2.4 Contexte international : le retour (et la fin) de la Guerre froide

Anticommuniste notoire, le 40<sup>e</sup> président des États-Unis prêche pour le maintien de la ligne dure pour contrer toute tentative d'expansion du communisme international. Reagan fait preuve à la fois d'un « esprit de croisade » et de pragmatisme<sup>593</sup>. Adeptes de l'approche de la paix par la force, il relance les États-Unis dans la course aux armements contre l'Union soviétique. Convaincu de la nécessité d'endiguer le communisme partout où il cherche à s'implanter<sup>594</sup>, Reagan n'hésite pas en 1983 à lancer les troupes américaines dans la petite île de Grenade (91 000 habitants) où un

---

<sup>591</sup> André Kaspi, *Les Américains : de 1945 à nos jours*, op. cit., p. 599-600.

<sup>592</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, op. cit., p. 204.

<sup>593</sup> André Kaspi, *Les Américains : de 1945 à nos jours*, op. cit., p. 604.

<sup>594</sup> Tant André Kaspi que Henry Olsen soulignent que Reagan ramène sur le devant de la scène la Doctrine Truman. Il est intéressant de constater que cette doctrine interventionniste est désormais portée par un président républicain, alors que c'est dans ce parti qu'étaient concentrées les forces vives du courant isolationniste au cours des années 1940 et 1950. – *Ibid.*, p. 606; Henry Olsen, *The Working Class Republican*, op. cit., p. 198. Voir également Bernard Lemelin et Christophe Cloutier-Roy, « Neuf grands débats historiques », op. cit., p. 84-88.

coup d'État risque de se conclure par la mise en place d'un régime marxiste. C'est également en 1983 que Reagan annonce aux Américains sa volonté d'installer dans l'espace un « bouclier » antimissile afin de se prémunir contre le risque d'une attaque nucléaire en provenance de l'Union soviétique.

Malgré la popularité de son approche ferme, la politique étrangère de Reagan, dans ses manifestations concrètes, ne reçoit qu'un appui timide de la population américaine<sup>595</sup>. En dépit de ses nombreux discours à heure de grande écoute, il n'existe pas de preuves tangibles que celui qu'on a surnommé « le Grand communicateur » (*The Great Communicator*) soit parvenu à faire bouger significativement le baromètre de l'opinion publique<sup>596</sup>. La politique étrangère de Reagan a par ailleurs prêté flanc à la critique. Dès son arrivée au pouvoir, plusieurs observateurs ont exprimé la crainte que le ton belliqueux adopté par Reagan ne conduise les États-Unis sur la voie d'une guerre contre l'Union soviétique. La reprise de la course aux armements a été particulièrement décriée; à cet égard, la présidence de Reagan a été marquée par un essor considérable des mouvements populaires contre la prolifération nucléaire, aux États-Unis comme ailleurs dans le monde. De même, le projet de bouclier antimissile a été à la fois raillé (se voyant attribuer le sobriquet de *Star Wars*) et fortement critiqué, alors que plusieurs observateurs ont émis la crainte qu'une telle structure alimenterait le sentiment d'insécurité de Moscou et pourrait inciter les Soviétiques à lancer une attaque préventive contre les États-Unis<sup>597</sup>. Ainsi, malgré la popularité de Reagan et les retombées somme toute positives de sa politique étrangère (d'un point de vue américain), celle-ci n'est pas inattaquable et constitue un terrain sur lequel les libéraux peuvent s'aventurer pour défier le président républicain et ses alliés au Congrès.

---

<sup>595</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, op. cit., p. 223-224.

<sup>596</sup> Matthew Esbaugh-Soha et Jeffrey S. Peake, *Breaking through the Noise. Presidential Leadership, Public Opinion, and the News Media*, Stanford, Stanford University Press, 2011, p. 2; Reed L. Welch, « Was Reagan Really a Great Communicator? The Influence of Televised Addresses on Public Opinion », *Presidential Studies Quarterly* 33, 4 (Décembre 2003).

<sup>597</sup> James T. Patterson, *Restless Giant*, op. cit., p. 201-202.

### 3.2.5. L'environnement institutionnel

Après une décennie marquée par de profondes réformes, le Congrès entre, au cours des années 1980, dans ce que certains auteurs qualifient d'ère de l'après-réforme (*postreform Congress*)<sup>598</sup>. Comme pour l'ère des réformes, les changements sont surtout visibles à la Chambre des représentants. Davantage ancré dans la tradition, le Sénat n'échappe que partiellement à ces transformations, qui s'y manifestent de manière plus subtile<sup>599</sup>.

#### *Le leadership démocrate : Robert Byrd, George Mitchell et le retour d'une certaine discipline partisane*

Nous avons mentionné au chapitre précédent que Robert Byrd, après avoir succédé au débonnaire Mike Mansfield comme leader en 1977, a voulu ramener une certaine discipline à l'intérieur du caucus démocrate. Or, le sénateur de la Virginie-Occidentale comprend rapidement que le retour à une poigne de fer comme celle que LBJ avait exercé naguère est tout simplement impossible dans un Sénat individualiste. Or, cet individualisme débridé complique le travail législatif, ce qui incite un nombre croissant de sénateurs démocrates à demander le retour d'une certaine forme de discipline partisane<sup>600</sup>. C'est ainsi que Byrd devient une sorte d'hybride entre LBJ et Mansfield, s'inspirant du leadership affirmé du premier, tout en valorisant la collégialité mise de l'avant par le second<sup>601</sup>. En tant que leader, le sénateur du *Mountain State* se distingue par sa connaissance approfondie des règles de fonctionnement du Sénat, ce qui lui permet de contrôler de manière efficace le déroulement des travaux en assemblée plénière. Par ailleurs, Byrd a cultivé au fil des années tout un réseau de faveurs parmi ses collègues du Sénat, qu'il peut mobiliser au besoin pour faire avancer certaines

<sup>598</sup> Roger H. Davidson (dir.), *The Postreform Congress*, New York, St. Martin's Press, 1992.

<sup>599</sup> Roger H. Davidson, « The Emergence of the Postreform Congress », *op. cit.*, p. 4; Steven S. Smith, « The Senate in the Postreform Era », in Roger H. Davidson (dir.), *The Postreform Congress*, *op. cit.*, p. 191.

<sup>600</sup> David A. Corbin, *The Last Great Senator*, *op. cit.*, p. 170.

<sup>601</sup> *Ibid.*, p. 167.

mesures<sup>602</sup>. Il a également une réputation de pragmatique, qui l'amène à tempérer à l'occasion ses ardeurs partisans. Il développe en outre une excellente relation professionnelle et personnelle avec son vis-à-vis Howard Baker (Tennessee), le leader des républicains de 1977 à 1985. Dans l'ensemble, Byrd s'avère un leader efficace. Son approche mélangeant combativité et pragmatisme permet aux démocrates de restreindre les ambitions de la révolution conservatrice des années Reagan, même en étant minoritaires entre 1981 et 1987. De retour à la majorité, Byrd reprend son poste de leader de la majorité, poste auquel il renoncera deux ans plus tard pour devenir président de la commission sur les Crédits (*Senate Committee on Appropriations*)<sup>603</sup>.

Pour succéder à Byrd, les démocrates se tournent vers George Mitchell, qui représente le Maine à la Chambre haute depuis 1980. L'élection d'un sénateur relativement inexpérimenté<sup>604</sup> cause une certaine surprise, mais Mitchell, un ancien juge fédéral, s'est imposé depuis son arrivée au Sénat comme un communicateur hors pair et un homme d'une grande intelligence<sup>605</sup>. Comme son prédécesseur, il accède au poste de leader en voulant ramener une certaine discipline au sein du caucus démocrate, ce qu'il fait en centralisant le processus de décision<sup>606</sup>. Afin de rendre le parti plus efficace, Mitchell rajeunit les organes partisans démocrates au Sénat et les élargit en créant notamment un système de whips adjoints pour aider à mieux compter les votes<sup>607</sup>. Le sénateur du Maine organise de fréquentes réunions auxquelles tous les sénateurs

---

<sup>602</sup> Donald C. Baumer, « Senate Democratic Leadership in the 101<sup>st</sup> Congress », in Allen D. Hertzke et Ronald M. Peters, Jr., *The Atomistic Congress*, *op. cit.*, p. 297.

<sup>603</sup> Selon son biographe David Corbin, Byrd joue un rôle central dans les nombreuses avancées libérales qu'on observe lors du 100<sup>e</sup> Congrès (1987-1988) : enquête sur l'Affaire Iran-Contra, ratification du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, adoption du *Clean Water Act*, rejet de la candidature du juge Robert Bork à la Cour suprême, adoption de lois pour encadrer *Wall Street*, etc. (David A. Corbin, *The Last Great Senator*, *op. cit.*, p. 211-217). Plus sceptique, Donald Baumer voit en Byrd un sénateur peu intéressé à occuper le poste de leader et de plus en plus impopulaire auprès de ses collègues (Donald C. Baumer, « Senate Democratic Leadership », *op. cit.*, p. 299-300).

<sup>604</sup> Mitchell s'impose contre ses collègues démocrates Daniel Inouye (Hawaï) et J. Bennett Johnston (Louisiane), qui siègent respectivement au Sénat depuis 1963 et 1972.

<sup>605</sup> Donald C. Baumer, « Senate Democratic Leadership », *op. cit.*, p. 300-301.

<sup>606</sup> *Ibid.*, p. 320; Lewis L. Gould, *The Most Exclusive Club*, *op. cit.*, p. 291

<sup>607</sup> Christopher J. Deering et Steven S. Smith, *Committees in Congress*, 3<sup>e</sup> édition, Washington, CQ Press, 1997, p. 187.

démocrates sont convoqués, afin de mettre en place un programme politique commun derrière lequel pourrait se ranger l'ensemble du caucus<sup>608</sup>. Initialement intéressé à tendre la main aux républicains, Mitchell doit cependant composer avec Bob Dole (Kansas), le leader républicain de 1985 à 1996, dont l'approche ultrapartisanne complique la collaboration<sup>609</sup>. Selon certains, Mitchell serait le leader le plus efficace au Sénat depuis LBJ<sup>610</sup>. Cela étant dit, il s'avère incapable, lors du 103<sup>e</sup> Congrès (1993-1994) de faire adopter par le Sénat la réforme de l'assurance maladie proposée par le président Clinton, ce qui constitue le plus grand échec de sa carrière sénatoriale.

*Structure institutionnelle : le déclin du système des commissions permanentes ouvre la porte à l'obstruction parlementaire*

Dès le début des années 1980, on assiste à la généralisation du *multiple referral*, une pratique qui consiste à soumettre l'examen d'un projet de loi à deux commissions ou plus. L'objectif de cette pratique adoptée dans le cadre des réformes des années 1960 et 1970 était de décloisonner les commissions et leurs juridictions<sup>611</sup>. Dans les faits toutefois, le *multiple referral* contribue à diminuer davantage l'influence des commissions permanentes, elles qui avaient déjà pâti du déclin des *folkways* et de la multiplication des sous-commissions. On assiste par ailleurs, sous le leadership des deux partis, à une réduction graduelle et constante du nombre de commissions et de sous-commissions : lors du 94<sup>e</sup> Congrès (1975-1976), on dénombrait 168 commissions et sous-commissions au Sénat. On en compte 119 lors du 98<sup>e</sup> Congrès (1983-1984), à majorité républicaine. De retour à la majorité, les démocrates réduisent ce nombre à 101 lors du 100<sup>e</sup> Congrès (1987-1988). Huit ans plus tard, alors que la Chambre haute

<sup>608</sup> *Ibid*; Barbara Sinclair, « Senate Parties and Party Leadership, 1960-2010 » *op. cit.*, p. 97.

<sup>609</sup> Donald C. Baumer, « Senate Democratic Leadership », *op. cit.*, p. 298-299.

<sup>610</sup> *Ibid.*, p. 293.

<sup>611</sup> Roger H. Davidson et Walter J. Oleszek, « From Monopoly to Management: Changing Patterns of Committee Deliberation », in Roger H. Davidson (dir.), *The Postreform Congress*, *op. cit.*, p. 129-130.

est à nouveau sous contrôle républicain, on ne compte plus que 86 commissions et sous-commissions<sup>612</sup>.

La perte d'influence des commissions et des sous-commissions va de pair avec la place de plus en plus importante que prend l'assemblée plénière (le *Senate Floor*) dans les travaux de la Chambre haute. Dans un article paru en 1961, le politologue Ralph Huitt observait que la participation aux débats en séance plénière était surtout l'apanage des sénateurs homologués comme « *outsiders* », peu intégrés à la structure partisane et dont l'idéologie tendait vers les extrêmes<sup>613</sup>. Généralement exclus des postes d'influence au sein des commissions, ces sénateurs pouvaient profiter des règles permissives de l'assemblée plénière pour faire passer leurs messages. Or, à partir du tournant des années 1980, on assiste à une explosion de la participation de tous les sénateurs aux travaux de l'assemblée plénière<sup>614</sup>. L'une des conséquences de cette plus grande activité est la généralisation des manœuvres d'obstruction. La plus connue de ces manœuvres est sans contredit le *filibuster*, une tactique par laquelle un seul sénateur peut, en allongeant son discours, empêcher la tenue d'un vote sur une mesure législative tant que 60% des sénateurs assermentés n'ont pas voté pour mettre fin aux débats (ce qu'on désigne comme la *cloture*)<sup>615</sup>. Manœuvre d'obstruction propre au Sénat<sup>616</sup>, prévue par le Règlement XXII<sup>617</sup>, le *filibuster* fait son apparition à la Chambre

---

<sup>612</sup> *Ibid.*, p. 140.

<sup>613</sup> Ralph K. Huitt, « The Outsider in the Senate: An Alternative Role », *The American Political Science Review* 55, 3 (Septembre 1961).

<sup>614</sup> Barbara Sinclair, « Senate Styles and Senate Decision Making, 1955-1980 », *The Journal of Politics* 48, 4 (Novembre 1986), p. 878.

<sup>615</sup> Avant la réforme de 1975, le vote des 2/3 des sénateurs présents étaient requis pour l'adoption d'une motion de *cloture*. – Valerie Heitshusen et Richard S. Beth, « Filibusters and Cloture in the Senate », *Congressional Research Service* (7 avril 2017), p. 9.

<sup>616</sup> Des procédures semblables existent toutefois dans d'autres parlements et assemblées législatives à travers le monde, de même que dans 13 Sénats d'États fédérés américains. Par ailleurs, à la Chambre des représentants, une règle spéciale autorise les leaders des partis à prendre la parole sur un sujet aussi longtemps qu'ils le souhaitent. Rarement invoqué, ce privilège a permis à la leader démocrate Nancy Pelosi de livrer un discours record de huit heures portant sur l'immigration le 7 février 2018. – Ed O'Keefe, David Weigel et Paul Kane, « Nancy Pelosi's Filibuster-Style Speech Tops Eight Hours in Bid to Force Immigration Votes », *The Washington Post – PowerPost* (7 février 2018), en ligne.

<sup>617</sup> Le fonctionnement du Sénat est régi par un certain nombre de règles permanentes (44 en date de 2013), lesquelles sont périodiquement révisées par la commission du Sénat sur les Règlements et

haute au début du XIX<sup>e</sup> siècle, mais ce n'est qu'à partir des années 1960 que sa pratique se généralise. À partir du milieu des années 1970 et tout au long des années 1980, on assiste à une véritable explosion (**Figure 3.1**). Si une vision idéaliste conçoit le *filibuster* comme une mesure de dernier recours pour permettre à un sénateur de se dresser contre le système au nom des idéaux qui lui sont chers<sup>618</sup>, Sarah Binder et Steven Smith évoquent sa « trivialisation », alors que les mesures les plus insignifiantes sont désormais susceptibles de faire les frais de l'obstruction parlementaire<sup>619</sup>. Si des mesures ont été adoptées pour le réformer et en limiter les effets<sup>620</sup>, aucun effort véritable n'a été mené pour abolir cette pratique que plusieurs sénateurs considèrent toujours comme constituant l'« âme du Sénat<sup>621</sup> ».

---

l'Administration (*Senate Committee on Rules and Administration*). Le règlement XXII porte sur la préséance des motions. – Voir notamment United States Senate Committee on Rules and Administrations, « Standing Rules of the Senate – Revised to January 24, 2013 », 113<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (4 novembre 2013).

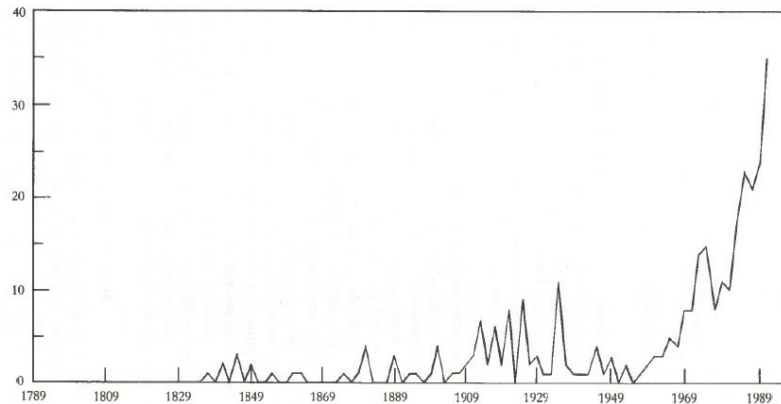
<sup>618</sup> Cette vision du *filibuster* a notamment été popularisée par le film de 1939 *Mr. Smith Goes to Washington*, dans lequel un jeune sénateur idéaliste prend la parole pendant 24 heures pour dénoncer la corruption de Washington et réaffirmer les idéaux de la nation américaine.

<sup>619</sup> Sarah A. Binder et Steven M. Smith, *Politics or Principle, op. cit.*, chap. 4.

<sup>620</sup> Outre la réforme de 1975 qui modifie le nombre de votes requis pour obtenir la *cloture*, on peut mentionner l'utilisation de l'« option nucléaire » par les leaders de la majorité Harry Reid (D-Nevada) en 2013 et Mitch McConnell (R-Kentucky) en 2017 pour soustraire la confirmation des juges fédéraux au *filibuster* en permettant qu'un simple vote majoritaire puisse mettre fin aux débats. – Louis Jacobson, « 6 Questions Answered about 'the Nuclear Option', the Filibuster, and Supreme Court Nominations », *PolitiFact* (3 février 2017), en ligne.

<sup>621</sup> Richard A. Arenberg et Robert B. Dove, *Defending the Filibuster. The Soul of the Senate*, Bloomington, Indiana University Press, 2012. Voir également : Sarah A. Binder, *Minority Rights, Majority Rule. Partisanship and the Development of Congress*, New York, Cambridge University Press, 1997.

**Figure 3.1 : Nombre de *filibusters* par Congrès, 1789-1989**<sup>622</sup>



En plus d'être un outil tactique de premier ordre, le *filibuster* permet aux sénateurs d'obtenir une visibilité inespérée et de montrer à leurs électeurs qu'ils sont prêts à se battre jusqu'au bout pour défendre leurs intérêts et leurs valeurs<sup>623</sup>. Par ailleurs, dans un Sénat où la charge de travail est désormais considérable et où le temps est une ressource rare et précieuse<sup>624</sup>, la simple menace de recourir au *filibuster* suffit souvent à faire reculer le leadership du parti majoritaire qui peut alors décider de reporter *sine die* la mise à l'horaire d'un projet de loi pour se concentrer sur des mesures ayant davantage de chances d'être adoptées en assemblée plénière. Le libéral Howard Metzenbaum (Ohio) était à ce titre un tel maître de l'obstruction que les leaders républicains et démocrates avaient pour habitude de le consulter avant de présenter une mesure en séance plénière du Sénat<sup>625</sup>.

Outre le *filibuster*, d'autres méthodes d'obstruction moins spectaculaires, mais tout aussi efficaces sont à la disposition des sénateurs. Le système informel des *holds*

<sup>622</sup> Image reproduite à partir de Sarah A. Binder et Steven M. Smith, *Politics or Principle*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>623</sup> Barbara Sinclair, *The Transformation of the U.S. Senate*, *op. cit.*, p. 126.

<sup>624</sup> Walter J. Oleszek, « House-Senate Relations: A Perspective on Bicameralism », in Roger H. Davidson (dir.), *The Postreform Congress*, *op. cit.*, p. 193.

<sup>625</sup> Sarah A. Binder et Steven M. Smith, *Politics or Principle*, *op. cit.* 11. Metzenbaum, tout comme l'ultraconservateur Jesse Helms de la Caroline du Nord, partageaient d'ailleurs le même surnom, faisant référence à leur propension à recourir à l'obstruction : « *Senator No* ». – The Associated Press, « Howard M. Metzenbaum, 1917-2008. Ohio Senator Was a Champion of Labor and Master of Rules », *Los Angeles Times* (13 mars 2008), en ligne.



permet à un sénateur qui en fait la demande d'être avisé à l'avance de la mise à l'horaire d'une mesure législative, ce qui revient dans les faits à annoncer une intention de lancer un *filibuster*<sup>626</sup>. Par ailleurs, les sénateurs des deux partis peuvent recourir à l'ajout d'amendements multiples. Ils profitent du fait que le nombre d'amendements apportés à un projet de loi est théoriquement illimité et que ces amendements n'ont pas à être en lien direct avec le projet de loi discuté. Cette tactique a pour effet de retarder considérablement la tenue d'un vote autour d'une mesure législative (puisque ces amendements doivent être débattus avant d'être soumis au vote). Dans certains cas, l'adoption d'un amendement peut même torpiller les chances de succès d'un projet de loi, puisqu'elle le rend inacceptable aux yeux de ceux qui étaient initialement en sa faveur<sup>627</sup>. Les manœuvres d'obstruction sont avant tout un instrument pour les sénateurs membres du parti d'opposition. Elles s'inscrivent dans la dynamique historique du Sénat, une institution qui a toujours donné une grande latitude aux partis minoritaires<sup>628</sup>.

#### *Les normes à l'heure du « Sénat atomiste »*

Ne reposant sur aucune règle écrite, le système des *folkways* s'est maintenu grâce au respect que lui vouaient la grande majorité des élus du Sénat<sup>629</sup>. Or, dans la nouvelle communauté politique qui se met en place à Washington au cours des années 1970 et 1980, les bénéfices outrepassent de beaucoup le coût à payer pour transgresser ces règles<sup>630</sup>. Les sénateurs qui cherchent à assurer leur réélection souhaitent plaire à leur électeurat ou aux groupes d'intérêts dont ils sont proches, tandis que ceux (de plus en plus nombreux) qui briguent la présidence cherchent à obtenir une visibilité qu'ils ne

---

<sup>626</sup> D'où son surnom de « *Silent filibuster* ». Christopher J. Deering et Steven S. Smith, *Committees in Congress*, *op. cit.*, p. 216.

<sup>627</sup> Sur l'utilisation de cette tactique, voir : Steven S. Smith, *Call to Order*, *op. cit.*, p. 88-93; Barry R. Weingast, « Fighting Fire with Fire: Amending Activity and Institutional Change in the Postreform Congress », in Roger H. Davidson, *The Postreform Congress*, *op. cit.*

<sup>628</sup> Sarah A. Binder, *Stalemate*, *op. cit.*

<sup>629</sup> Barbara Sinclair, *The Transformation of the U.S. Senate*, *op. cit.*, p. 90-91.

<sup>630</sup> *Ibid.*, p. 89-90.

pourraient pas avoir en se conformant aux *folkways*. Barbara Sinclair donne plusieurs exemples de *folkways* qui deviennent essentiellement caducs :

- réciprocité : le recours de plus en plus étendu aux différentes manœuvres d'obstruction s'inscrit résolument en faux contre cette norme voulant que les sénateurs ne cherchent pas à se nuire mutuellement et fassent preuve de retenue dans l'utilisation des pouvoirs conférés à chaque individu siégeant au Sénat<sup>631</sup>;
- patriotisme institutionnel : cette norme prescrit aux sénateurs de consacrer leur énergie au Sénat et de ne jamais parler en mal de cette institution<sup>632</sup>. Or, non seulement les sénateurs passent de plus en plus de temps en dehors du Sénat, mais ils parlent souvent en mal du Sénat à leurs électeurs, conscients qu'une apparence de trop grande proximité avec Washington pourrait être dangereuse sur le plan électoral<sup>633</sup>;
- spécialisation : alors qu'il était autrefois attendu des sénateurs qu'ils se spécialisent sur un ou deux sujets seulement (généralement ceux qui concernent les commissions au sein desquelles ils siègent), la plupart des sénateurs deviennent des généralistes et interviennent en chambre sur une multitude de sujets<sup>634</sup>;
- apprentissage : nous avons vu que cette norme voulant que les nouveaux sénateurs soient « vus et non entendus » a été considérablement abandonnée dès les années 1960. Sinclair observe tout de même que dans les années 1980, les nouveaux sénateurs arrivent au Sénat en tenant pour acquis qu'ils pourront s'impliquer d'entrée de jeu dans les débats de la Chambre haute<sup>635</sup>. La

---

<sup>631</sup> *Ibid.*, p. 90-97.

<sup>632</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>633</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>634</sup> *Ibid.*, p. 85-86. Lors de la campagne de 1984 qui devait lui permettre d'accéder au Sénat, le représentant démocrate de l'Illinois Paul Simon avoue candidement à un journaliste : « *I'm a generalist. In the Senate I'll be able to speak of anything I like.* » (Cité dans Robert E. Hartley, *Paul Simon. The Political Journey of an Illinois Original*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 2009, p. 214.)

<sup>635</sup> *Ibid.*, p. 93-94.

- politologue donne l'exemple des libéraux Tom Harkin (Iowa) et John Kerry (Massachusetts), arrivés au Sénat en 1985 et pressés d'y faire leur marque<sup>636</sup>;
- courtoisie : de tout temps, la courtoisie sénatoriale a régi les rapports entre les élus du Sénat, qui s'adressent l'un à l'autre sur un ton proche de l'obséquiosité. La courtoisie est encore largement présente au cours des années 1980, mais Sinclair remarque néanmoins que les écarts de langage sont plus fréquents<sup>637</sup>. Il s'agit là sans doute d'une conséquence d'un environnement de plus en plus marqué par la polarisation partisane.

*L'environnement partisan : la polarisation s'installe au Sénat*

Selon la politologue Frances Lee, les années 1980 ont été marquées par la transition d'un Sénat « individualiste » vers un Sénat « partisan<sup>638</sup> ». La politologue observe que le contrôle plus fluctuant de la majorité au Sénat à partir de 1980 incite les sénateurs d'un même parti à serrer les rangs, puisqu'ils partagent les risques électoraux<sup>639</sup>. La polarisation partisane au Congrès se définit comme l'écart idéologique croissant entre démocrates et républicains, conséquence d'une plus grande uniformité idéologique à l'intérieur des partis<sup>640</sup>. La principale manifestation en est la multiplication des votes partisans, soit des votes où la majorité des démocrates et la majorité des républicains votent de manière opposée. S'ils demeurent moins fréquents que dans d'autres régimes

---

<sup>636</sup> *Ibid.*, p. 85.

<sup>637</sup> *Ibid.*, p. 98-99.

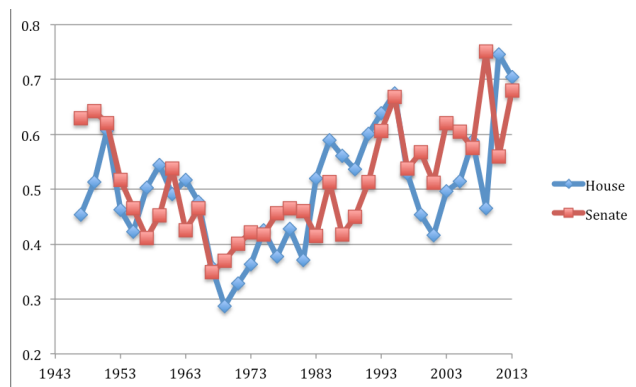
<sup>638</sup> Frances E. Lee, « Individual and Partisan Activism on the Senate Floor », *op. cit.*, p. 112-115. – Lee n'est pas la première à observer l'émergence d'une dynamique partisane (voir notamment Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein, *The Broken Branch*, *op. cit.*; Barbara Sinclair, *The Transformation of the U.S. Senate*, *op. cit.*; Sinclair, « The New World of U.S. Senators », *op. cit.*), mais elle est la première à distinguer l'émergence de l'individualisme et de la partisanerie au Sénat, alors que la plupart des auteurs traitent généralement ces phénomènes de manière concomitante.

<sup>639</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, *op. cit.* Voir aussi Steven S. Smith, « The Senate in the Postreform Era », *op. cit.*, p. 174.

<sup>640</sup> Brian F. Schaffner, « Party Polarization », in Eric Schickler et Frances E. Lee (dir.), *The Oxford Handbook of American Congress*, New York, Oxford University Press, 2001, p. 528; James A. Thurber, « An Introduction to Presidential-Congressional Rivalry », *op. cit.*, p. 9; James A. Thurber et Antoine Yoshinaka, « Introduction », in James A. Thurber et Antoine Yoshinaka (dir.), *American Gridlock. The Sources, Character, and Impact of Political Polarization*, New York, Cambridge University Press, 2015, p. 1-2.

parlementaires où ils constituent la norme, les votes partisans au Congrès sont depuis les années 1980 enregistrés à une fréquence historiquement élevée (**Figure 3.2**).

**Figure 3.2 : Pourcentage des votes partisans au Sénat et à la Chambre des représentants, 1947-2014<sup>641</sup>**



Les causes de cette polarisation sont nombreuses : plus grande homogénéité idéologique des partis, contrôle fluctuant de la majorité à la Chambre haute, arrivée de sénateurs (principalement républicains) plus partisans au cours des années 1980 et 1990<sup>642</sup>, plus grande cohérence idéologique de l'électorat<sup>643</sup>, influence croissante du leadership partisan<sup>644</sup>, diminution du nombre d'élus modérés<sup>645</sup>, utilisation de procédures spéciales par les deux partis pour faire avancer leurs objectifs<sup>646</sup> et fréquence des gouvernements divisés à Washington<sup>647</sup>. Entre autres effets pernicious, la polarisation complique la constitution de coalitions bipartisanes dans une chambre

<sup>641</sup> Image tirée de : s.a., « Extreme and Unpredictable: Is Ideology Collapsing in the Senate GOP? », *The Math of Politics* (12 mai 2016), en ligne.

<sup>642</sup> Ira Shapiro, *The Last Great Senate*, op. cit.; Sean M. Theriault, *The Gingrich Senators. The Roots of Partisan Warfare in Congress*, New York, Oxford University Press, 2013.

<sup>643</sup> Sean M. Theriault, *Party Polarization in Congress*, New York, Cambridge University Press, 2008, p. 51 et 59-61.

<sup>644</sup> Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill*, op. cit., p 235.

<sup>645</sup> Richard Fleisher et John R. Bond, « The Shrinking Middle in the US Congress », *British Journal of Political Science* 34, 3 (Juillet 2004); Richard G. Forgette, *Congress, Parties, and Puzzles. Politics as a Team Sport*, New York, Peter Lang, 2004, p. 54-81.

<sup>646</sup> Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein, *The Broken Branch*, op. cit.; Sean M. Theriault, *Party Polarization in Congress*, op. cit, part. III.

<sup>647</sup> Roger H. Davidson, « The Emergence of the Postreform Congress », op. cit., p. 20.

au mode de fonctionnement super majoritaire<sup>648</sup>. Le Sénat peine ainsi à remplir quelques-unes de ses missions fondamentales : l'adoption du budget devient un champ de bataille majeur entre les deux partis<sup>649</sup>, tandis que les confirmations de nominations présidentielles, autrefois routinières, sont désormais orientées politiquement. Elles sont régulièrement mises en péril lorsque le Sénat est contrôlé par le parti adverse de celui du président; en font foi notamment le rejet des candidatures du juge Robert Bork à la Cour suprême en 1987 et celle de John Tower comme secrétaire à la Défense en 1989, deux candidats nommés par un président républicain, mais rejetés par un Sénat à majorité démocrate.

### 3.3. La coalition libérale au Sénat

De 1985 à 1994, 60 libéraux<sup>650</sup> ont siégé au Sénat des États-Unis (**Tableau 3.1**). Parmi eux, une majorité (33) ont fait leur entrée avant la conjoncture critique.

**Tableau 3.1 : Les libéraux au Sénat des États-Unis, 1985-1994**

Sénateur (État)	DW-NOMINATE	Années au Sénat	Raison du départ (si au cours de la conjoncture critique)
<b>Présents au Sénat avant la conjoncture critique</b>			
William Proxmire (Wisconsin)	-0,598	1957-1989	Départ volontaire
Robert Byrd (Virginie-Occidentale)	-0,309	1959-2010	
Quentin Burdick (Dakota du Nord)	-0,371	1960-1992	Décès
Claiborne Pell (Rhode Island)	-0,332	1961-1997	
Ted Kennedy (Massachusetts)	-0,443	1962-2009	
Daniel Inouye (Hawaï)	-0,319	1963-2012	
Firtz Hollings (Caroline du Sud)	-0,293	1966-2005	
Thomas Eagleton (Missouri)	-0,380	1968-1987	Départ volontaire
Alan Cranston (Californie)	-0,387	1969-1993	Départ volontaire
Lawton Chiles (Floride)	-0,224	1971-1989	Départ volontaire
Joe Biden (Delaware)	-0,314	1973-2009	
Howard Metzenbaum (Ohio)	-0,492	1974, 1976-1995	
Wendell Ford (Kentucky)	-0,277	1974-1999	
John Glenn (Ohio)	-0,262	1974-1999	

<sup>648</sup> Barbara Sinclair, *The Transformation of the U.S. Senate*, op. cit., p. 103; Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill*, op. cit., chap. 12.

<sup>649</sup> Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill*, op. cit., p. 236.

<sup>650</sup> N'inclut pas les sénateurs ayant siégé uniquement sur une base intérimaire et n'ayant pas réussi à obtenir un mandat de plein droit.

Gary Hart (Colorado)	-0,422	1975-1987	Départ volontaire
Patrick Leahy (Vermont)	-0,374	1975-	
Dale Bumpers (Arkansas)	-0,362	1975-1999	
Donald Riegle (Michigan)	-0,426	1976-1995	
Dennis DeConcini (Arizona)	-0,216	1977-1995	
John Melcher (Montana)	-0,329	1977-1989	Défaite (élection générale)
Daniel Patrick Moynihan (New York)	-0,301	1977-2001	
Paul Sarbanes (Maryland)	-0,435	1977-2007	
Spark Matsunaga (Hawaï)	-0,379	1977-1990	Décès
James Sasser (Tennessee)	-0,355	1977-1995	
Max Baucus (Montana)	-0,212	1978-2014	
Bill Bradley (New Jersey)	-0,313	1979-1997	
James Exon (Nebraska)	-0,214	1979-1997	
Carl Levin (Michigan)	-0,395	1979-2015	
David Pryor (Arkansas)	-0,322	1979-1997	
George Mitchell (Maine)	-0,347	1980-1995	
Chris Dodd (Connecticut)	-0,328	1981-2011	
Frank Lautenberg (New Jersey)	-0,382	1982-2001, 2003-2013	
Jeff Bingaman (Nouveau-Mexique)	-0,266	1983-2013	
<b>Font leur entrée pendant la conjoncture critique, 1985-1994</b>			
Paul Simon (Illinois)	-0,397	1985-1997	
John Kerry (Massachusetts)	-0,352	1985-2013	
Tom Harkin (Iowa)	-0,351	1985-2015	
Jay Rockefeller (Virginie-Occidentale)	-0,326	1985-2015	
Al Gore (Tennessee)	-0,316	1985-1993	Démissionne pour devenir vice-président des États-Unis
Terry Sanford (Caroline du Nord)	-0,297	1986-1993	Défaite (élection générale)
Brock Adams (Washington)	-0,396	1987-1993	Départ volontaire
Kent Conrad (Dakota du Nord)	-0,296	1987-2013	
Tom Daschle (Dakota du Sud)	-0,303	1987-2005	
Wyche Fowler (Géorgie)	-0,237	1987-1993	Défaite (élection générale)
Bob Graham (Floride)	-0,231	1987-2005	
Barbara Mikulski (Maryland)	-0,370	1987-2017	
Harry Reid (Nevada)	-0,276	1987-2017	
Tim Wirth (Colorado)	-0,293	1987-1993	Départ volontaire
Richard Bryan (Nevada)	-0,241	1989-2001	
Bob Kerrey (Nebraska)	-0,223	1989-2001	
Herbert Kohl (Wisconsin)	-0,256	1989-2013	
Joe Lieberman (Connecticut)	-0,205	1989-2013	
Daniel Akaka (Hawaï)	-0,419	1990-2013	
Paul Wellstone (Minnesota)	-0,583	1991-2002	
Harris Wofford (Pennsylvanie)	-0,334	1991-1995	
Byron Dorgan (Dakota du Nord)	-0,267	1992-2011	
Dianne Feinstein (Californie)	-0,270	1992-	
Barbara Boxer (Californie)	-0,450	1993-2017	
Russ Feingold (Wisconsin)	-0,308	1993-2011	
Patty Murray (Washington)	-0,341	1993-	
Carol Moseley Braun (Illinois)	-0,335	1993-1999	

L'analyse de la composition de la coalition libérale au cours de cette période permet de faire cinq constats. Dans un premier temps, l'analyse comparée des indices DW-NOMINATE des sénateurs qui font leur entrée avant et pendant la conjoncture critique montre que les libéraux faisant partie du second groupe sont tendanciellement moins à gauche que ceux du premier groupe. Ainsi, le DW-NOMINATE moyen des libéraux qui font leur entrée au Sénat avant 1985 est de -0,345. Le libéral médian de ce groupe, Claiborne Pell (Rhode Island) a un DW-NOMINATE de -0,332. En comparaison, le groupe élu pendant la conjoncture critique a un DW-NOMINATE moyen de -0,321 et son sénateur médian est Russ Feingold (Wisconsin), à -0,308. Neuf sénateurs du premier groupe (27,3%) ont un DW-NOMINATE situé entre -0,200 et -0,300, contre 11 (40,7%) pour le second groupe. Six libéraux du premier groupe (18,2%) ont un DW-NOMINATE situé entre -0,400 et -0,600 contre seulement 3 (11,1%) dans le groupe de la conjoncture critique. Pour l'ensemble de la période, on ne compte que 2 ultralibéraux, soit William Proxmire (Wisconsin) et Paul Wellstone (Minnesota), 2 élus qui ne siégeront d'ailleurs jamais ensemble, puisque le second est élu deux ans après que le premier ait pris sa retraite.

Dans un deuxième temps, contrairement à ce que nous avons pu constater entre 1969 et 1978, cette deuxième conjoncture critique n'est pas marquée par un changement générationnel à l'intérieur de la coalition libérale. Des 33 libéraux présents avant l'émergence de la conjoncture critique, seulement 8 (24,2%) quittent avant la fin. Parmi eux, seul John Melcher (Montana) est battu dans le cadre d'une élection (primaires et élections générales incluses). En comparaison, 5 des sénateurs élus pendant la conjoncture critique (18,5%) n'y survivent pas, dont 2 (Terry Sanford de la Caroline du Nord et Wyche Fowler de la Géorgie) sont battus au terme d'une élection générale. À la fin du 103<sup>e</sup> Congrès (1993-1994), les sénateurs élus avant la conjoncture critique sont toujours majoritaires à l'intérieur de la coalition libérale, avec 25 sénateurs contre 22 élus pendant la conjoncture critique. À titre comparatif, rappelons qu'au terme de la

première conjoncture critique, 32 des 53 sénateurs libéraux qui siégeaient alors avaient été élus au cours de la conjoncture critique.

Dans un troisième temps, les années 1985-1994 sont marquées par l'arrivée de plusieurs femmes au Sénat. En 1987, la démocrate Barbara Mikulski (Maryland) devient la première femme démocrate élue à siéger au Sénat depuis le départ de Maurine Neuberger (Oregon) en 1967<sup>651</sup>. Au cours de son premier mandat, Mikulski et la républicaine modérée Nancy Kassebaum (Kansas) sont les deux seules femmes au Sénat. En 1992, lors d'une élection qu'on a surnommée « *The Year of the Woman* », Mikulski remporte un deuxième mandat et elle est rejointe au Sénat par quatre femmes, toutes des démocrates libérales : Carol Moseley Braun (Illinois), Patty Murray (Washington) et les Californiennes Barbara Boxer et Dianne Feinstein. L'année 1992 n'est pas qu'un épiphénomène : le nombre de femmes élues au Sénat augmente progressivement au cours des années suivantes. Une majorité d'entre elles sont élues pour le Parti démocrate et elles sont tendanciellement plus libérales que leurs collègues masculins<sup>652</sup>.

Dans un quatrième temps, on constate que les sénateurs libéraux qui font leur entrée à la Chambre haute entre 1985 et 1994 sont en moyenne plus âgés que lors de la conjoncture politique précédente et ont davantage d'expérience politique. Lors de cette deuxième conjoncture critique, l'âge moyen d'entrée au Sénat est de 49,1 ans, pour un âge médian de 47 ans, alors qu'on parlait respectivement de 44,8 ans et de 43,5 ans pour la conjoncture critique précédente. Parmi les nouveaux sénateurs, on ne compte que 3 trentenaires (Al Gore, Tom Daschle, Russ Feingold) sur les 27 nouveaux libéraux (11,1%), alors qu'on n'en comptait pas moins de 8 sur 30 (26,7%) entre 1969 et 1978. À l'inverse, on compte 8 quinquagénaires (29,7%) et 3 sexagénaires, alors que pour la

---

<sup>651</sup> Elaine S. Edwards (Louisiane, 1972), Muriel Humphrey (Minnesota, 1978) et Maryon Allen (Alabama, 1978), toutes des démocrates, ont néanmoins toutes siégé de manière intérimaire au cours de la période séparant le départ de Neuberger et l'arrivée de Mikulski.

<sup>652</sup> Michele L. Swers, *Women in the Club*, *op. cit.*



période précédente, on parle de 6 quinquagénaires (30%) et 1 sexagénaire. En termes d'expérience politique, le contraste est également saisissant. Alors que, entre 1969 et 1978, plusieurs des nouveaux sénateurs avaient été élus sans avoir une longue expérience politique, la grande majorité des libéraux qui débute au Sénat au cours de cette conjoncture critique ont un parcours classique qui les a amenés à faire de la politique au niveau local ou étatique (16 sur 27), à la Chambre des représentants (11 sur 27) ou les deux dans le cas d'Harry Reid (Nevada), Kent Conrad (Dakota du Nord) et Paul Simon (Illinois). Seuls Paul Wellstone (Minnesota) et Herbert Kohl (Wisconsin) arrivent au Sénat sans avoir occupé de fonctions politiques majeures auparavant. Le premier était un professeur de science politique à au Carleton College et un organisateur communautaire, tandis que le second était un homme d'affaires, propriétaire notamment des Bucks de Milwaukee dans la NBA.

Enfin, dans un cinquième temps, il est intéressant de jeter un coup d'œil sur la répartition géographique des sénateurs libéraux, qui reflète de plus en plus les recompositions partisans ayant suivi l'adoption des lois sur les droits civiques et la mise en place de la stratégie sudiste républicaine. Déjà bien installés dans les régions<sup>653</sup> de la Nouvelle-Angleterre<sup>654</sup> et de l'Atlantique<sup>655</sup> (50% des sièges en 1977-1978), les démocrates libéraux profitent du déclin des modérés à l'intérieur du Parti républicain pour remporter 3 sièges dans ces 2 régions. De même, les libéraux s'installent confortablement dans la région Pacifique<sup>656</sup>. L'élection de 1992 marque un tournant : en Californie, Barbara Boxer réussit à conserver le siège qu'a tenu pendant un quart de

---

<sup>653</sup> Nous avons repris la classification des États par région employée par Claude Corbo et Frédéric Gagnon dans le chapitre 2 de leur livre *Les États-Unis d'Amérique : les institutions politiques* (op. cit.). Corbo et Gagnon placent certains États dans deux régions (par exemple, le Missouri à cheval entre le Midwest et le Sud), ce que nous ne pouvons pas faire ici. À noter par ailleurs qu'il s'agit d'une des nombreuses classifications employées pour diviser les États-Unis en différentes régions. À titre d'exemple, le United States Census Bureau divise les États en quatre régions et neuf divisions (s.a., « Census Regions and Divisions of the United States », *United States Census Bureau* (s.d.), en ligne). Voir les notes suivantes pour connaître notre répartition des États par régions.

<sup>654</sup> Six États : Connecticut, Maine, Massachusetts, New Hampshire, Rhode Island et Vermont.

<sup>655</sup> Cinq États : Delaware, Maryland, New Jersey, New York et Pennsylvanie.

<sup>656</sup> Cinq États : Alaska, Californie, Hawaï, Oregon et Washington.

siècle le libéral Alan Cranston, tandis que Dianne Feinstein, élue dans le cadre d'une élection partielle, met la main sur l'autre siège californien, de sorte que, pour la deuxième fois seulement au cours du XX<sup>e</sup> siècle, le *Golden State*, un État ayant historiquement eu un léger penchant républicain, se retrouve avec 2 sénateurs (en l'occurrence 2 sénatrices) démocrates. Ces gains, combinés à la victoire de Patty Murray dans l'État de Washington, confirment la nouvelle position de force des démocrates libéraux dans la région Pacifique, eux qui mettront la main dans les années suivantes sur l'autre siège de Washington (Maria Cantwell, 1998) et sur les deux de l'Oregon (Ron Wyden en 1996 et Jeff Merkely en 2008). Les libéraux augmentent également leur présence dans le *Midwest*<sup>657</sup> de manière spectaculaire, passant de 33,3% à 62,5% des sièges dans cette région. La plupart des sièges des libéraux dans cette vaste région qui comprend 12 États sont concentrés dans la *Rust Belt* et la région des Grands-Lacs (Illinois, Iowa, Michigan, Minnesota, Ohio et Wisconsin), des États où le syndicalisme est bien implanté.

Par ailleurs, les libéraux sont en recul dans le Sud<sup>658</sup>, une région qui fut pendant longtemps un bastion quasi exclusif du Parti démocrate, mais qui devient de plus en plus un territoire républicain. Certes, on compte encore 8 sudistes libéraux lors du 103<sup>e</sup> Congrès. Toutefois, 5 d'entre eux, soit Dale Bumpers (Arkansas), Robert Byrd (Virginie-Occidentale), Wendell Ford (Kentucky), Fritz Hollings (Caroline du Sud) et James Sasser (Tennessee) ont été élus avant les années 1980. En 1977-1978, les sudistes composaient 24,3% de la coalition libérale au Sénat. En 1993-1994, ils n'en composent plus que 16,7%.

---

<sup>657</sup> Douze États : Dakota du Nord, Dakota du Sud, Illinois, Indiana, Iowa, Kansas, Michigan, Minnesota, Missouri, Nebraska, Ohio et Wisconsin.

<sup>658</sup> Quatorze États : Alabama, Arkansas, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Floride, Géorgie, Kentucky, Louisiane, Mississippi, Oklahoma, Tennessee, Texas, Virginie, Virginie-Occidentale.

### 3.4. La conjoncture critique, 1985-1994 : la prise de contrôle du Parti démocrate par les *New Democrats*

#### 3.4.1. Convergence des trois variables et émergence d'une nouvelle conjoncture critique

Encore une fois, nous pouvons constater que la convergence de nos trois variables (reculs électoraux des libéraux, contextes et environnement institutionnel et renouvellement des effectifs libéraux au Sénat) entraîne l'émergence d'une nouvelle conjoncture critique :

- Reculs électoraux des libéraux : les démocrates et, *ipso facto*, les libéraux subissent un premier recul notable lors des élections de mi-mandat de 1978. L'élection de 1980 se solde par un triomphe républicain qui permet au *Grand Old Party* de reprendre le contrôle de la Maison-Blanche, mais également du Sénat, une première en plus d'un quart de siècle. Quatre ans plus tard, le candidat démocrate Walter Mondale subit une des pires défaites électorales de l'histoire du Parti démocrate. Il s'agit alors de la quatrième défaite démocrate en cinq élections présidentielles et de la troisième qu'on pourrait qualifier de « raz-de-marée<sup>659</sup> » après 1972 et 1980.
- Contexte politique : les démocrates doivent serrer les rangs pour contrer l'ambitieux programme conservateur de Ronald Reagan. Or, si les démocrates conservent leur position de force à Capitol Hill, ils peinent à convenir d'une alternative unifiée et crédible pour rallier la population américaine contre le reaganisme.
- Contexte social : les reculs électoraux sont les reflets d'une opinion publique auprès de laquelle le libéralisme traditionnel est tombé en défaveur. Si d'irréductibles *New Dealers* et révisionnistes n'entendent pas revoir leurs

---

<sup>659</sup> Chez les Américains, on utilise l'expression *landslide* pour faire référence à ces élections dont le résultat est à sens unique.

priorités politiques, un nombre croissant de démocrates réfléchissent à la manière de forger une coalition qui pourrait s'imposer dans un pays de plus en plus conservateur.

- Contexte économique : malgré des débuts chancelants, la présidence de Ronald Reagan est marquée par une reprise de la croissance économique après plus d'une décennie de marasme quasi permanent. La Reaganomie met de l'avant un *ethos* de responsabilité individuelle qui s'implante d'autant plus facilement que la transition vers une économie postindustrielle a contribué à augmenter les inégalités et à affaiblir les solidarités traditionnelles entre les travailleurs qui avaient amené les différents groupes constituant la coalition du *New Deal* à se ranger derrière un programme économique d'inspiration keynésienne.
- Contexte international : avec l'arrivée de Reagan à la Maison-Blanche, on assiste à un retour de la Guerre froide contre Moscou. Avec sa rhétorique optimiste et idéaliste, le 40<sup>e</sup> président des États-Unis permet aux Américains de retrouver une confiance dans l'action internationale de leur pays après les fiascos des années Ford et Carter. L'approche musclée du nouveau président suscite toutefois certaines inquiétudes devant la potentialité d'un conflit avec l'Union soviétique. Par ailleurs, Reagan peine à rallier la population américaine derrière certaines de ses priorités dans la lutte contre le communisme. Pour les libéraux, la politique étrangère est donc un terrain favorable pour critiquer le président et ses alliés néoconservateurs.
- Environnement institutionnel : le Sénat des années 1980 se caractérise par une plus grande partisanerie et une plus grande polarisation. La raréfaction des sénateurs modérés dans les deux partis et la multiplication des votes partisans rendent de plus en plus difficile la constitution de coalitions bipartisanes. Le travail législatif se complique avec la prolifération des tactiques d'obstruction et l'attitude des leaders partisans qui conçoivent la politique comme un jeu à somme nulle. Dans cet environnement particulier, un caucus démocrate divisé entre ses tendances idéologiques doit réfléchir aux priorités qu'il entend mettre

de l'avant pour faire face à un Parti républicain prêt à serrer les rangs derrière un programme politique résolument conservateur.

- Composition de la coalition libérale au Sénat : les élections de 1978 et de 1980 ont poussé vers une retraite prématurée de nombreuses figures centrales de la coalition libérale au Sénat. Parmi les victimes de cette « purge », se trouvent Birch Bayh (Indiana), Frank Church (Idaho), Warren Magnuson (Washington), George McGovern (Dakota du Sud) et Gaylord Nelson (Wisconsin), des sénateurs élus entre le milieu des années 1940 et le début des années 1960. Leur départ permet à des sénateurs élus au cours des années 1970 d'occuper une place plus importante à l'intérieur du caucus démocrate et de mettre de l'avant des idées pour relancer le parti et son idéologie libérale. Ayant conscience de la montée du conservatisme, de la recomposition des coalitions électorales et de l'impact de la transition économique, des sénateurs élus au cours des années 1970 comme Lawton Chiles (Floride), Gary Hart (Colorado) et Paul Tsongas (Massachusetts) veulent moderniser le libéralisme pour l'adapter à la réalité des années Reagan. Ils sont rejoints plus tard par plusieurs sénateurs qui partagent leur vision, dont Al Gore (Tennessee), Bob Graham (Floride), Joe Lieberman (Connecticut), Jay Rockefeller (Virginie-Occidentale) et Paul Simon (Illinois). Plusieurs de ces sénateurs sont associés à une faction qu'on désigne sous le nom de *New Democrats* qui en vient graduellement à occuper une place centrale au sein du Parti démocrate au cours des années 1980 et 1990.

#### 3.4.2. La conjoncture critique de 1985 et 1994 et l'essor des *New Democrats*

*Prologue : la contestation centriste, des Atari Democrats à la création du Committee on Party Effectiveness*

Dès le milieu des années 1970, plusieurs jeunes élus démocrates ont voulu prendre leurs distances par rapport au libéralisme traditionnel et son approche centrée sur l'adoption d'ambitieux programmes sociaux financés par le gouvernement fédéral. Un

groupe de sénateurs démocrates surnommés les *Atari Democrats*, dont font partie Gary Hart et Paul Tsongas, fait alors la promotion d'un libéralisme qui serait moins centré sur l'expansion du filet social, mais davantage sur la création de richesse à travers la mise en place d'un environnement propice au développement économique. Au moment où la transition économique réduit la compétitivité américaine dans les industries lourdes, les *Atari Democrats* plaident pour le développement du secteur des hautes technologies (d'où la référence à Atari, la compagnie qui domine alors l'industrie naissante du jeu vidéo<sup>660</sup>), dont l'avenir paraît davantage assuré et dont l'empreinte écologique semble plus légère. Tsongas en particulier se distingue par ses appels à délaisser définitivement l'approche keynésienne au profit du libre-marché. Il s'attire les foudres des libéraux plus traditionnels à la suite d'un discours prononcé en 1980 devant des membres de l'*Americans for Democratic Action* (ADA)<sup>661</sup> dans lequel il affirme que le libéralisme risque de tomber en désuétude s'il s'en tient aux mêmes approches que dans les années 1960<sup>662</sup>.

Malgré les critiques dont il est l'objet, Tsongas n'est pas le seul à craindre une marginalisation du Parti démocrate. Après le cuisant revers de 1980, des élus démocrates, redoutant que le parti devienne une minorité permanente, se mobilisent afin de revamper son idéologie pour l'adapter au goût du jour<sup>663</sup>. Ils créent le *Committee on Party Effectiveness* (CPE), dont l'objectif est de donner au Parti démocrate une identité plus centriste<sup>664</sup>. Ces réformateurs dénoncent la trop grande

---

<sup>660</sup> E.J. Dionne, « Greening of Democrats: An 80's Mix of Idealism and Shrewd Politics », *The New York Times* (14 juin 1989), en ligne.

<sup>661</sup> Organisation libérale fondée en 1947 qui fait la promotion de politiques progressistes, par du démarchage et, de la recherche, qui appuie des candidats progressistes. À chaque année, l'ADA donne une « note » sur 100 à l'ensemble des élus du Congrès en fonction des positions qu'ils ont adoptées lors d'une vingtaine de votes tenus en chambre.

<sup>662</sup> Joseph Fisher, « Paul E. Tsongas's Historical Significance, Part I: Election to Congress and the Birth of Neoliberalism », *University of Massachusetts Lowell Libraries: Paul E. Tsongas Congressional Collection* (2010), en ligne.

<sup>663</sup> Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats. The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*, Lawrence, University Press of Kansas, 2000, p. 2.

<sup>664</sup> Jon F. Hale, « The Making of the New Democrats ». *Political Science Quarterly* 110, 2 (Été 1995), p. 208-211.

place prise par le libéralisme d'inspiration révisionniste et reprochent au Parti démocrate d'avoir délaissé la défense de l'intérêt national au profit de la défense des intérêts particuliers (surtout ceux des groupes minoritaires), ce qui aurait eu pour effet de pousser de nombreux électeurs vers le Parti républicain<sup>665</sup>. Le problème du parti, en somme, en serait un de viabilité électorale. La meilleure façon d'y remédier serait d'en moderniser la philosophie politique et de s'assurer que les démocrates nomment des candidats qui seraient acceptables aux yeux de la grande majorité des électeurs potentiels<sup>666</sup>. Il faut à tout prix trouver une façon de mettre un frein aux « pulsions autodestructrices<sup>667</sup> » de certains militants démocrates qui les avaient amenés à appuyer les candidatures de George McGovern en 1972 et de Ted Kennedy lors des primaires de 1980<sup>668</sup>.

*Les primaires démocrates de 1984 : le choc des libéralismes*

Les primaires démocrates de 1984 mettent aux prises des candidats issus des trois grands courants qui cohabitent désormais au sein de la coalition libérale. L'ancien sénateur du Minnesota et vice-président de Jimmy Carter, Walter Mondale, reçoit l'appui de la plupart des membres de l'élite du parti et de la grande centrale syndicale AFL-CIO. Mondale représente les *New Dealers*, une faction en déclin mais dont l'influence demeure forte dans les instances nationales du parti<sup>669</sup>. À sa gauche, le

<sup>665</sup> Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*, *op. cit.*, p. 38-41. Voir également Theodore J. Lowi, *La deuxième république des États-Unis*, *op. cit.*

<sup>666</sup> Raymond Wolfinger remarque qu'à partir de l'élection de 1968 des candidats démocrates jugés inacceptables ont amené un important pourcentage d'électeurs démocrates à ne pas voter, à voter pour un tiers parti ou à appuyer le candidat républicain. - Raymond E. Wolfinger, « Dealignment, Realignment, and Mandates in the 1984 Election », in Austin Ranney (dir.), *The American Elections of 1984*, Durham, Duke University Press, 1985.

<sup>667</sup> Nelson W. Polsby, « The Democratic Nomination and the Evolution of the Party System », in Austin Ranney (dir.), *The American Elections of 1984*, Durham, Duke University Press, 1985, p. 45.

<sup>668</sup> C'est d'ailleurs dans cette optique qu'est créée la commission Hunt (de James Hunt, gouverneur démocrate de la Caroline du Nord), dont le rapport mène à la création des « superdélégués », soit des délégués choisis parmi les élites du Parti démocrate dans chaque État qui sont libres d'appuyer le candidat de leur choix au moment de la convention quadriennale du parti qui précède l'élection présidentielle. - Elaine Kamarck, « A History of 'Super-Delegates' in the Democratic Party », *Harvard Kennedy School Belfer Center for Science and International Affairs* (14 février 2008), en ligne.

<sup>669</sup> Nelson W. Polsby, « The Democratic Nomination », *op. cit.*, p. 47.

révérend et activiste noir Jesse Jackson lance une campagne qui s'inscrit dans la lignée des orientations du libéralisme révisionniste. À la tête de sa *Rainbow Coalition*, Jackson a pour objectif de mettre en avant les intérêts des laissés-pour-compte du reaganisme : les Afro-Américains, les femmes, les minorités ethniques, les homosexuels et les plus démunis<sup>670</sup>. Finalement, les réformateurs centristes sont représentés par Gary Hart, le sénateur senior du Colorado.

Ancien organisateur de la campagne présidentielle de George McGovern en 1972, Hart a fait son entrée au Sénat deux ans plus tard. À la Chambre haute, ses convictions libérales l'ont amené à s'engager pour la protection de l'environnement et à prendre des positions progressistes sur des questions morales comme l'accès à l'avortement. Parallèlement, Hart devient un des chefs de file parmi les sénateurs libéraux qui souhaiteraient que le gouvernement fédéral intervienne moins dans l'économie<sup>671</sup>. En 1984, sa plateforme de campagne allie conservatisme économique et libéralisme social<sup>672</sup>. Cette approche modérée l'aide à remporter la primaire du New Hampshire, puis à balayer l'ouest du pays. Ce n'est toutefois pas suffisant pour le sénateur du *Centennial State* qui termine deuxième derrière Mondale dans la course à l'investiture<sup>673</sup>. Bien que Hart ait remporté davantage d'États (26) que l'ancien vice-président (20), ses 1 164 délégués ne font pas le poids contre les 1 606 de Mondale<sup>674</sup>.

Dans son analyse rétrospective de l'élection de 1984, le politologue James Wilson rappelle qu'il est dans l'ordre normal des choses qu'un président qui, comme Reagan en 1984, sollicite un second mandat dans un contexte de paix et de prospérité

---

<sup>670</sup> Ronald W. Walters, « The Issue Politics of the Jesse Jackson Campaign for President in 1984 », in Lorenzo Morris (dir.), *The Social and Political Implications of the 1984 Jesse Jackson Presidential Campaign*, Westport, Praeger, 1990.

<sup>671</sup> James Q. Wilson, « Realignment at the Top, Dealignment at the Bottom », in Austin Ranney (dir.), *The American Elections of 1984*, Durham, Duke University Press, 1985, p. 302.

<sup>672</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 235.

<sup>673</sup> Nelson W. Polsby, « The Democratic Nomination », *op. cit.*, p. 49-50; James Q. Wilson, « Realignment at the Top », *op. cit.*, p. 310

<sup>674</sup> De son côté, Jesse Jackson ne remporte que la Caroline du Sud, la Louisiane, le Mississippi et la Virginie, en plus du District de Columbia, pour un total de 358 délégués.



économique y parvienne sans grande difficulté<sup>675</sup>. En ce sens, la campagne de Walter Mondale était vouée à l'échec. Au-delà des failles personnelles du candidat, peu charismatique et fortement associé à l'establishment washingtonien, il est difficile d'imaginer qu'un candidat démocrate qui qu'il soit aurait pu l'emporter contre un Reagan alors au faîte de sa popularité<sup>676</sup>. Par ailleurs, les démocrates peuvent trouver un certain réconfort en regardant au-delà de la Maison-Blanche : non seulement contrôlent-ils une majorité de postes de gouverneurs et de législatures d'État au terme des élections de 1984<sup>677</sup>, mais ils maintiennent également leur contrôle sur la Chambre des représentants et enregistrent un gain net de deux sièges au Sénat, où ils demeurent toutefois minoritaires<sup>678</sup>. Cela ne rassure toutefois aucunement les réformateurs au sein du parti, qui ont observé plusieurs tendances inquiétantes, notamment la déloyauté des électeurs démocrates envers les candidats présidentiels de leur parti depuis 1968<sup>679</sup> ou le recul du parti chez les cols bleus, les catholiques, les Blancs du Sud, les femmes et les jeunes<sup>680</sup>. De plus, selon certaines estimations, le tiers des électeurs qui ont appuyé le modéré Gary Hart lors des primaires auraient boudé les urnes le jour du scrutin<sup>681</sup>. Finalement, une étude commandée par le Comité national du Parti démocrate révèle que les électeurs blancs de la classe ouvrière ont l'impression que le parti les a abandonnés au profit d'un *lumpenproletariat* formé de gens paresseux, immoraux et non méritants<sup>682</sup>. C'en est trop pour les *New Democrats* qui décident de prendre les

<sup>675</sup> James Q. Wilson, « Realignment at the Top », *op. cit.*, p. 297-298. Wilson donne comme exemples les (ré)élections de William McKinley (1900), Theodore Roosevelt (1904), Calvin Coolidge (1924), Harry Truman (1948), Dwight Eisenhower (1956), Lyndon Johnson (1964) et Richard Nixon (1972).

<sup>676</sup> L'organisateur démocrate Even William Galston dira d'ailleurs que même un ticket démocrate formé par Jésus et Moïse n'aurait pas pu s'imposer contre le tandem Reagan/Bush! (cité dans Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*, *op. cit.*, p. 54-55).

<sup>677</sup> Nelson W. Polsby, « The Democratic Nomination », *op. cit.*, p. 38-39.

<sup>678</sup> Norman J. Ornstein, « The Elections for Congress », in Austin Ranney (dir.), *The American Elections of 1984*, Durham, Duke University Press, 1985, p. 245.

<sup>679</sup> Seulement 73% des électeurs démocrates ont voté pour Walter Mondale en 1984, ce qui demeure un meilleur résultat que ceux qui ont été enregistrés par Hubert Humphrey en 1968 (68%), Jimmy Carter en 1980 (67%) et George McGovern en 1972 (58%).

<sup>680</sup> James Q. Wilson, « Realignment at the Top », *op. cit.*, p. 299; Raymond E. Wolfinger, « Dealignment, Realignment, and Mandates in the 1984 Election », *op. cit.*

<sup>681</sup> James Q. Wilson, « Realignment at the Top », *op. cit.*, p. 299.

<sup>682</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 232-233.

moyens nécessaires pour imposer leurs idées dans la plateforme nationale du Parti démocrate.

*La création du Democratic Leadership Council et l'essor fulgurant des New Democrats*

Le 28 février 1985, une conférence de presse est organisée au Capitole pour annoncer la création d'une nouvelle organisation, le *Democratic Leadership Council* (DLC). Parmi les 41 membres fondateurs, on compte 14 sénateurs, dont les libéraux Lawton Chiles (Floride) et Al Gore (Tennessee). Bien qu'il ne s'agisse pas d'un organe officiel du Parti démocrate, le DLC a comme objectif d'influencer les orientations idéologiques du parti pour le reconnecter avec l'électorat et contester la mainmise du Parti républicain sur la Maison-Blanche<sup>683</sup>. Disposant dès le départ d'un généreux financement de la part de donateurs fortunés et de grandes compagnies favorables à l'approche économique modérée promue par les *New Democrats*<sup>684</sup>, le DLC est en mesure de s'organiser et d'étendre son influence. Plusieurs libéraux se mettent d'ailleurs à fréquenter le DLC, qu'ils perçoivent comme un forum pour discuter des orientations que doit prendre le Parti démocrate<sup>685</sup>. Cette bonne entente relative n'empêche cependant pas l'émergence de tensions intra-partisanes; Jesse Jackson accuse le DLC d'être raciste et non inclusif<sup>686</sup>. De son côté, le sénateur Howard Metzenbaum (Ohio) fonde la *Coalition for Democratic Values*, un groupe dont l'objectif est de contrer les tentatives du DLC de déplacer le Parti démocrate vers la droite : « *The future of the Democratic Party does not lie in the fine-tuning of Reaganism* », avance-t-il pour justifier la création de sa coalition, qui disparaît cependant rapidement sans laisser de traces<sup>687</sup>.

---

<sup>683</sup> Jon F. Hale, « The Making of the New Democrats », *loc. cit.*, p. 207.

<sup>684</sup> Lance Selfa, *The Democrats. A Critical History*, édition révisée et mise à jour, Chicago, Haymarket Books, 2012, p. 69-70; Paul Taylor, « Democrats' New Centrist Preen for '88 », *The Washington Post* (10 novembre 1985), p. A1.

<sup>685</sup> Jon F. Hale, « The Making of the New Democrats », *loc. cit.*, p. 216.

<sup>686</sup> Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*, *op. cit.*, p. 82.

<sup>687</sup> Jules Witcover, *Party of the People*, *op. cit.*, p. 644.

Les primaires démocrates de 1988 constituent un premier grand test pour mesurer l'influence des *New Democrats* au sein du parti. Avec le départ de Ronald Reagan et l'usure du pouvoir après huit années de présidence républicaine, les démocrates ont bon espoir de reprendre la Maison-Blanche. Les candidats sont nombreux : Gary Hart (qui a quitté le Sénat en 1987) est de nouveau sur les rangs et fait office de favori présomptif, mais il est rapidement écarté de la course, rattrapé par une série d'histoires de mœurs<sup>688</sup>. Jesse Jackson est également de retour. Sa campagne fait cette fois davantage d'effort pour courtiser les électeurs blancs en démontrant que la Reaganomie a nui à l'ensemble de la classe ouvrière<sup>689</sup>. Du côté des *New Democrats*, le représentant du Missouri Dick Gephardt et le sénateur du Tennessee Al Gore se lancent dans la course, tout comme le sénateur du Delaware Joe Biden, un participant assidu aux activités du DLC. La candidature de ce dernier est toutefois plombée par un scandale de plagiat. Quant à Gephardt et Gore, ils ne parviennent pas à s'imposer et c'est finalement le gouverneur du Massachusetts Michael Dukakis qui obtient la nomination devant Jesse Jackson. Bien qu'assez proche des *New Democrats* sur le plan des idées<sup>690</sup>, Dukakis a adopté suffisamment de politiques progressistes en tant que gouverneur pour être considéré comme un candidat acceptable pour les militants plus à gauche. À l'élection générale, Dukakis fait mieux que Mondale en 1984, mais la victoire du républicain George H. Bush est sans équivoque : le vice-président de Reagan remporte plus de 53% des suffrages, 40 États et 426 voix au Collège électoral.

Comme en 1984, les *New Democrats* sont prompts à tirer des leçons de la défaite. Il ne leur a pas échappé que la candidature de Dukakis a pâti du fait qu'il a été décrit comme un libéral dont les idées ne rejoignent pas celles d'une majorité d'Américains<sup>691</sup>. Alors que le libéralisme (le *L-word*) est au plus bas dans les perceptions populaires<sup>692</sup>, les

---

<sup>688</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 236; Jules Witcover, *Party of the People*, *op. cit.*, p. 635.

<sup>689</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.* p. 236.

<sup>690</sup> *Ibid.*

<sup>691</sup> Jon F. Hale, « The Making of the New Democrats », *loc. cit.*, p. 218.

<sup>692</sup> Tom Waldman, *Not Much Left*, *op. cit.*, p. 9.

*New Democrats* sont plus que jamais convaincus que le parti doit se dissocier de ce terme et trouver une identité alternative<sup>693</sup>. À leurs yeux, la sélection d'un candidat centriste demeure la seule avenue réaliste si le Parti démocrate souhaite reprendre le contrôle de la Maison-Blanche en 1992<sup>694</sup>. Le DLC change alors de nature et devient un groupe de pression cherchant ouvertement à influencer le contenu de la plateforme démocrate<sup>695</sup>. Il crée en 1989 son propre *Think Tank*, le *Progressive Policy Institute*<sup>696</sup>. En septembre, ce nouveau centre de recherche fait paraître une étude intitulée *The Politics of Evasion*, une charge à fond de train contre un Parti démocrate qui serait aux prises avec un déni de la réalité qui l'empêcherait de réaliser que sa plateforme politique ne lui permet plus de gagner l'appui d'une majorité d'Américains<sup>697</sup>.

Lors des primaires de 1992, le DLC se range derrière la candidature de Bill Clinton, le gouverneur de l'Arkansas et ancien président du DLC en 1990-1991. Celui-ci remporte les primaires, puis l'élection présidentielle. Le *New Democrat* Al Gore se joint à son administration en tant que vice-président. Se présentant comme « *a different kind of democrat*<sup>698</sup> », Clinton dirige en centriste, grâce à la stratégie de la triangulation qui lui permet d'appuyer des mesures campées tantôt à gauche, tantôt à droite<sup>699</sup>. Les deux victoires présidentielles du tandem Clinton/Gore, les politiques mises de l'avant par cette administration et la popularité du président auprès de l'électorat démocrate confirment la mainmise des *New Democrats* sur le Parti démocrate et la prépondérance du néolibéralisme dont ils font la promotion à l'intérieur de la coalition libérale. Cette

---

<sup>693</sup> Jon F. Hale, « The Making of the New Democrats », *loc. cit.*, p. 219; Jules Witcover, *Party of the People*, *op. cit.*, p. 641.

<sup>694</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, *op. cit.*, p. 237.

<sup>695</sup> Jon F. Hale, « The Making of the New Democrats », *loc. cit.*, p. 219.

<sup>696</sup> Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*, *op. cit.*, p. 8.

<sup>697</sup> William Galston et Elaine Ciulla Kamarck, « The Politics of Evasion: Democrats and the Presidency », *Progressive Policy Institute* (Septembre 1989).

<sup>698</sup> Michael Kelly, « Clinton Settles into Themes of Inclusion and Consensus », *The New York Times* (24 octobre 1992), p. 9.

<sup>699</sup> Sur la présidence de Bill Clinton, voir : Lance Selfa, *The Democrats. A Critical History*, *op. cit.*, chap. 3; Jules Witcover, *Party of the People*, *op. cit.*, chap. 32.

influence, du reste, était déjà perceptible dans les travaux du Sénat au cours des années précédant la victoire de Clinton<sup>700</sup>.

### 3.5. L'ordre du jour libéral, 1985-1994

#### 3.5.1. Enjeux socio-économiques : optimiser l'accès aux soins de santé dans un contexte de rigueur budgétaire

Les scandales politiques et les ralentissements économiques de la fin des années 1960 et des années 1970 ont eu des effets durables sur le *Zeitgeist* politique américain. Méfiance envers l'État et rigueur budgétaire sont désormais au cœur des préoccupations de la population, ce qui complique la tâche des irréductibles libéraux de la vieille école qui, comme Ted Kennedy, voudraient continuer d'étendre la mission sociale de l'État, notamment en matière de santé.

#### *L'obsession bipartisane pour le contrôle des dépenses*

L'adoption du budget devient, au cours des années 1980, un véritable champ de bataille entre les partis<sup>701</sup>. Plusieurs causes expliquent cet état de fait, notamment l'adoption en 1974 du *Budget and Impoundment Control Act* qui confirme la responsabilité centrale du Congrès en ce qui a trait à l'adoption du budget<sup>702</sup>. Selon la politologue Frances Lee, les enjeux de nature économique et budgétaire sont ceux qui divisent le plus clairement les deux partis politiques et contribuent à une plus grande polarisation<sup>703</sup>. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'obsession pour le contrôle des dépenses n'est pas qu'une lubie des conservateurs et des modérés. Le libéral William Proxmire (Wisconsin) a d'ailleurs été un des premiers sénateurs à faire de la lutte contre le

<sup>700</sup> Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill*, *op. cit.*, p. 250-252.

<sup>701</sup> James A. Thurber, « New Rules for an Old Game: Zero-Sum Budgeting in the Postreform Congress », Roger H. Davidson (dir.), *The Postreform Congress*, *op. cit.*, p. 257-259.

<sup>702</sup> Christopher J. Deering et Steven S. Smith, *Committees in Congress*, *op. cit.*, p. 194.

<sup>703</sup> Frances E. Lee, « Agreeing to Disagree: Agenda Content and Senate Partisanship, 1981-2004 », *Legislative Studies Quarterly* 33, 2 (Mai 2008).

gaspillage de fonds publics un enjeu central de son engagement politique<sup>704</sup>. Le sénateur du *Badger State* s'en prend particulièrement aux dépenses militaires qui mettent en péril la survie des programmes sociaux du gouvernement fédéral. Au cours des années 1980, Proxmire est rejoint au Sénat par d'autres libéraux qui croient en l'importance d'adopter une approche responsable à l'égard des dépenses du gouvernement fédéral. L'un de ces sénateurs est Paul Simon de l'Illinois. Bien qu'il se réclame du libéralisme de FDR et de Truman, Simon est également reconnu comme un conservateur fiscal<sup>705</sup>, qui décrit le déficit fédéral comme un « *not-so-hidden cancer*<sup>706</sup> ». Le sénateur refuse d'envisager le budget et l'adoption de programmes sociaux comme un jeu à somme nulle opposant les libéraux qui souhaiteraient augmenter les dépenses de l'État en creusant le déficit à ceux qui voudraient sabrer dans les programmes sociaux pour équilibrer le budget. Simon travaille d'ailleurs en collaboration avec le républicain Orrin Hatch (Utah) pour mettre de l'avant une proposition d'amendement constitutionnel qui empêcherait l'adoption de budgets déficitaires<sup>707</sup>. Sa collègue de l'Illinois Carol Moseley Braun, qui fait son entrée à la Chambre haute en 1993, adopte une position semblable : bien que prônant un rôle actif pour l'État fédéral en matière sociale, elle n'en est pas moins décrite comme une « *deficit hawk*<sup>708</sup> ».

#### *Les dépenses en santé : quand nécessité fait loi*

Cette double quête d'un budget équilibré et d'un État fédéral remplissant adéquatement ses missions sociales place les sénateurs libéraux dans une posture d'équilibriste à

---

<sup>704</sup> Proxmire a écrit quelques livres à ce propos. Voir notamment : William Proxmire, *Reports from the Wasteland. America's Military-Industrial Complex*, New York, Praeger, 1970; *The Fleecing of America*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1980; William Proxmire *et al.*, *Can Congress Control Spending?*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1973.

<sup>705</sup> Paul Simon, « Backbone in Budgeting », in John S. Jackson (dir.), *The Essential Paul Simon. Timeless Lessons for Today's Politics*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 2012, p. 208.

<sup>706</sup> Paul Simon, *We Can Do Better. How to Save America's Future – An Open Letter to President Clinton*, Washington, National Press Books, 1994, chap. 8.

<sup>707</sup> Robert E. Hartley, *Paul Simon. The Political Journey of an Illinois Original*, *op. cit.*, p. 215.

<sup>708</sup> Nichola D. Gutgold, *Paving the Way for Madam President*, Lanham, Lexington Books, 2006, chap. 5.

l'heure où les administrations républicaines de Reagan et du premier Bush et celle du *New Democrat* Bill Clinton tentent de démanteler une partie de l'héritage du *New Deal* et de la *Great Society*. Les libéraux doivent serrer les rangs pour empêcher que la « modernisation » de certains programmes sociaux ne conduise qu'au désengagement unilatéral de l'État fédéral. La menace est particulièrement vive en ce qui concerne Medicare, constamment au bord de la faillite. La nécessité de venir en aide aux Américains touchés par la récession de 1981-1982 a contraint l'administration Reagan à revoir à la baisse ses objectifs en matière de réduction des dépenses sociales<sup>709</sup>. Une fois l'économie remise sur les rails et sa réélection remportée, Reagan est toutefois prêt à jouer du couteau. En 1985, le président propose un budget incluant des réductions de l'ordre de quatre milliards de dollars au budget de Medicare<sup>710</sup>. La résistance des libéraux et des modérés au Congrès permet de réduire l'ampleur de ces coupures, mais la menace continue de planer, d'autant plus que les législateurs doivent trouver une solution pour contrer l'explosion des dépenses en santé<sup>711</sup>.

Redevenus majoritaires au Sénat en 1987, les démocrates sont divisés sur la question des dépenses en santé. La commission des Finances, qui est responsable du financement des programmes issus de la Loi sur la sécurité sociale (dont font partie Medicare et Medicaid)<sup>712</sup>, est alors présidée par le Texan Lloyd Bentsen, un démocrate

---

<sup>709</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, op. cit, p. 199-201.

<sup>710</sup> s.a., « Medicare Payment Freeze », *Congressional Quarterly Almanac 1985* XLI, Washington, Congressional Quarterly, 1986.

<sup>711</sup> En 1982, on estime que les dépenses américaines en santé représentent 10% du PIB (contre 4,4% en 1950). À lui seul, le programme Medicare représente 9,5% du budget fédéral pour l'année fiscale 1983. Au milieu de la décennie, quasiment l'ensemble des Américains âgés de plus de 65 ans sont couverts par Medicare, dont le coût annuel est de l'ordre de 70 milliards de dollars, alors que les estimations faites au moment du lancement du programme en 1965 prévoyaient que le coût ne serait que de 8,8 milliards de dollars en 1990! - Mary H. Cooper et S. Stencel, « Rising Cost of Health Care », *Congressional Quarterly Researcher* (8 avril 1983); S. Glazer, « The Failure to Contain Medical Costs », *Congressional Quarterly Researcher* (1988); s.a., « Major Medicare, Medicaid Changes Enacted », *Congressional Quarterly Almanac 1986*, XLII, Washington, Congressional Quarterly, 1987.

<sup>712</sup> United States Senate Committee on Finance, « History of the Committee on Finance », 97<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (12 mai 1981), p. 8.

modéré et un conservateur fiscal<sup>713</sup>. Cela étant dit, même un libéral comme George Mitchell (Maine), qui préside la sous-commission sur la Santé au sein de cette commission, affirme qu'il serait irresponsable de maintenir à leur niveau actuel les dépenses consacrées à Medicare quand le gouvernement ne dispose pas de l'argent nécessaire<sup>714</sup>. Ted Kennedy lui-même, pourtant l'archétype du *tax-and-spend liberal*, reconnaît l'importance de respecter certaines contraintes d'ordre budgétaire : « *[I am convinced] that new approaches can work without increasing spending. I recognize the restrictions of the present budget, and I welcome the challenge to do more within those constraints*<sup>715</sup>. » Ayant délaissé temporairement sa croisade pour l'instauration d'un régime national d'assurance maladie, le cadet des frères Kennedy se rend à la nécessité de freiner l'augmentation faramineuse des dépenses en santé<sup>716</sup> et se concentre sur des enjeux plus ciblés comme le prix élevé des médicaments d'ordonnance<sup>717</sup> et l'accès à des soins médicaux de longue durée de qualité pour les aînés<sup>718</sup>. Kennedy devient un des premiers législateurs à se mobiliser pour mettre en avant l'importance de lutter contre la dévastatrice épidémie de SIDA (**Encadré 5**).

#### **Encadré 5 : Ted Kennedy, entrepreneur de la lutte contre le SIDA**

L'épidémie de SIDA qui se répand aux États-Unis et dans le monde au cours des années 1980 constitue une des plus graves crises de santé publique du XX<sup>e</sup> siècle. Pourtant, dans la plupart des pays affectés, les pouvoirs publics tardent à reconnaître l'ampleur du problème et à adopter des mesures adéquates. Le représentant démocrate Sander

<sup>713</sup> Bentsen est parvenu au Sénat en défaisant le sénateur libéral Ralph Yarborough en se présentant comme un modéré lors de la primaire démocrate de 1970.

<sup>714</sup> s.a., « Congress OKs Medicare Cuts, Medicaid Changes », *Congressional Quarterly Almanac 1987*, XLIII, Washington, Congressional Quarterly, 1988.

<sup>715</sup> Spencer Rich, « New Era for Kennedy and Social Initiatives », *The Washington Post* (6 janvier 1987), p. A19.

<sup>716</sup> s.a., « Health Care: Pressure for Change », *Congressional Quarterly Researcher* (10 août 1984).

<sup>717</sup> Julie Rovner, « Prescription Drug Prices », *Congressional Quarterly Researcher* (17 juillet 1992); Sally Squires, « The Kennedy Prescription: New Pragmatism in Health Politics », *The Washington Post* (21 avril 1987), p. H12-H16.

<sup>718</sup> Spencer Rich, « Kennedy Vows to Push Effort on Long-Term Care of Elderly », *The Washington Post* (23 mars 1988), p. A4.



Levin (Michigan) affirme que ce « déni » est causé par la réticence des politiciens de se pencher sur un enjeu en lien avec des sujets controversés comme la consommation de drogues et l'homosexualité<sup>719</sup>. Qu'à cela ne tienne, le sénateur du Massachusetts Ted Kennedy prend la tête d'un groupe informel d'élus qui cherchent à attirer l'attention sur les ravages causés par la maladie et à promouvoir l'investissement d'efforts et de fonds dans la recherche et l'accessibilité aux traitements. En 1986, Kennedy parvient à faire adopter par la commission sur le Travail et les Ressources humaines un projet de loi qui reconnaît le SIDA comme une priorité en matière de santé publique<sup>720</sup>. Bien que les démocrates soient alors minoritaires au sein de la commission, il a pu compter sur l'appui de certains républicains, dont le président de la commission Orrin Hatch (Utah). Malgré son conservatisme, ce dernier est un grand ami de Kennedy<sup>721</sup> et un de ses principaux partenaires dans la lutte contre l'épidémie. Leur collaboration permet de faire du combat contre le SIDA un enjeu bipartisan dans un Sénat de plus en plus polarisé<sup>722</sup>. Kennedy peut aussi compter sur l'appui de Lowell Weicker (Connecticut), un des républicains les plus libéraux de la Chambre haute. Celui-ci dénonce l'attitude moralisatrice de ses collègues républicains par rapport au SIDA<sup>723</sup>. Kennedy le décrit dans ses mémoires comme un « allié » contre l'administration Reagan et dans la quête d'un meilleur financement pour la recherche contre la maladie<sup>724</sup>.

<sup>719</sup> s.a., « Congress Stalemated Over AIDS Epidemic », *Congressional Quarterly Almanac 1987*, op. cit.

<sup>720</sup> s.a., « Help for AIDS Victims », *Congressional Quarterly Almanac 1986*, op. cit.

<sup>721</sup> Orrin Hatch, « The Ted Kennedy I Knew », *Politico* (26 août 2009), en ligne.

<sup>722</sup> United States Senate Committee on Labor and Human Resources, « AIDS Education, Care, and Drug Development », 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (7 février 1989), p. 2.

<sup>723</sup> Lowell P. Weicker, Jr. (avec Barry Sussman), *Maverick. A Life in Politics*, Boston, Little, Brown, and Company, 1995, p. 158.

<sup>724</sup> Edward M. Kennedy, *True Compass*, op. cit., p. 384; s.a., « Congress Stalemated Over AIDS Epidemic », op. cit.; Lowell P. Weicker, Jr. (avec Barry Sussman), *Maverick*, op. cit., p. 157.

Kennedy parvient en 1987 à faire adopter à l'unanimité par les membres de la commission sur le Travail et les Services sociaux<sup>725</sup> un projet de loi portant sur la recherche, le traitement et l'éducation à propos du SIDA. Bien que non controversé, le projet de loi n'est pas présenté en assemblée plénière à cause de la menace de Jesse Helms (Caroline du Nord) d'inclure des amendements portant sur des tests de dépistage obligatoires auprès de certains segments de la population<sup>726</sup>. Qu'à cela ne tienne, Kennedy revient à la charge l'année suivante et parvient à faire adopter, avec l'aide de Hatch, un projet de loi omnibus sur les soins de santé incluant d'importantes mesures en lien avec la lutte contre le SIDA, notamment l'attribution de fonds pour éduquer la population sur la maladie, l'offre de ressources aux personnes atteintes et la création d'une commission nationale sur le SIDA<sup>727</sup>. Afin de sensibiliser ses collègues, Kennedy organise une série d'audiences itinérantes, une méthode à laquelle il avait déjà recouru alors qu'il était président de la sous-commission sur la Santé au début des années 1970. Le 11 décembre 1989, la commission se rend ainsi à l'hôpital Bronx-Lebanon à New York. Ce choix n'est pas innocent : le Bronx a alors le plus haut taux de contamination au VIH parmi les communautés américaines. On estime que 20% des hommes et 5% des femmes âgés de 25 à 44 ans y sont infectés<sup>728</sup>.

Le 6 mars 1990, Kennedy dépose le *Ryan White AIDS Resource Emergency Act*, un projet de loi nommé en l'honneur de Ryan White, un adolescent de l'Indiana décédé après avoir contracté le VIH à la suite d'une transfusion sanguine. Adoptée par le Congrès et signée par le président Bush en août, cette loi permet aux personnes atteintes

<sup>725</sup> Outre Kennedy, les libéraux Brock Adams (Washington), Tom Harkin (Iowa), Spark Matsunaga (Hawaï), Howard Metzenbaum (Ohio) et Barbara Mikulski (Maryland) siègent à cette commission, en plus des républicains modérés Dave Durenberger (Minnesota) et Jim Jeffords (Vermont).

<sup>726</sup> s.a., « Congress Stalemated Over AIDS Epidemic », *op. cit.*

<sup>727</sup> s.a., « Congress Targets AIDS in Omnibus Health Bill », *Congressional Quarterly Almanac 1988*, XLIV, Washington, Congressional Quarterly, 1989.

<sup>728</sup> United States Senate Committee on Labor and Human Resources, « The American Health Care Crisis: A View from Four Communities », 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (11-14 décembre 1989), p. 3.

ayant de faibles revenus ou n'étant pas assurées d'avoir accès à des soins<sup>729</sup>. Deux ans après l'adoption de la loi, Kennedy se félicite de l'effort bipartisan qui a permis sa mise en place, tout en rappelant que de grands défis subsistent dans la lutte contre l'épidémie de SIDA<sup>730</sup>. Quoi qu'il en soit, cette loi, reconduite en 2006 et en 2009, constitue un héritage majeur du sénateur du Massachusetts.

*La réforme de la santé de Bill Clinton : quand division et fragmentation menent à l'échec*

Le vent conservateur qui s'est mis à souffler à partir du milieu des années 1970 avait repoussé *sine die* la mise en place d'un régime national d'assurance maladie. Or, à partir du tournant des années 1990, ce vent semble tourner<sup>731</sup>. On estime alors qu'entre 31,5 et 37 millions d'Américains n'ont pas d'assurance maladie ou sont insuffisamment assurés<sup>732</sup>. La récession de 1990-1991, au cours de laquelle de nombreux travailleurs américains perdent leur assurance maladie en même temps que leur emploi, accentue le problème<sup>733</sup>. Comme au début des années 1970, une partie importante de la population, prise à la gorge par des frais de santé exorbitants, presse le gouvernement d'intervenir. Plusieurs employeurs privés demandent également des réformes, alors qu'ils ont de plus en plus de difficulté à fournir une assurance à leurs employés<sup>734</sup>. Le 5 novembre 1991, une élection partielle en Pennsylvanie se conclut par la victoire du sénateur démocrate Harris Wofford, qui obtient ainsi le droit de

<sup>729</sup> s.a., « Bush Reluctantly Signs AIDS Measure », *Congressional Quarterly Almanac 1990*, XLVI, Washington, Congressional Quarterly, 1991.

<sup>730</sup> United States Senate Committee on Labor and Human Resources, « Meeting the Challenges of HIV Care: Implementing the Ryan White Aids Care Act », 102<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (2 juin 1992), p. 1-2.

<sup>731</sup> Jennie Jacobs Kronenfeld et Michael R. Kronenfeld, *Healthcare Reform in America*, op. cit., p. 53-54.

<sup>732</sup> s.a., « Health-Care Reform Held Over for 1992 », *Congressional Quarterly Almanac 1991*, XLVII, Washington, Congressional Quarterly, 1992.

<sup>733</sup> On estime d'ailleurs que cette récession a augmenté de plus de deux millions le nombre d'Américains non assurés. – Theda Skocpol, *Boomerang. Clinton's Health Security Effort and the Turn against Government in U.S. Politics*, New York, W.W. Norton & Company, 1996, p. 25.

<sup>734</sup> *Ibid.*

compléter le mandat pour lequel il avait initialement été nommé par intérim<sup>735</sup>. Bien que négligé par les sondages, Wofford parvient à remporter l'élection en insistant sur la nécessité de mettre en place un régime national d'assurance maladie<sup>736</sup>.

Malgré ce contexte favorable, le 102<sup>e</sup> Congrès (1991-1992) se conclut sans qu'aucun progrès notable n'ait été accompli sur l'enjeu d'accès aux soins de santé<sup>737</sup>. Cette inertie est attribuable à plusieurs facteurs, dont le manque de leadership de l'administration Bush et la dimension partisane des débats sur la réforme du système de santé<sup>738</sup>. À l'intérieur du caucus démocrate, les élus sont divisés en quatre camps<sup>739</sup> :

- une faction plus à gauche, minoritaire, souhaiterait la mise en place d'un régime national d'assurance maladie à payeur unique, semblable au système canadien. Cette approche, qu'avait défendue Ted Kennedy au début des années 1970, est maintenant portée au Sénat par l'ultralibéral Paul Wellstone (Minnesota)<sup>740</sup>, qui en avait fait un élément central de sa plateforme lors de son élection en 1990<sup>741</sup>;
- la plupart des libéraux du Sénat, incluant Kennedy (Massachusetts), Metzenbaum (Ohio), Mitchell (Maine) et Simon (Illinois), appuient l'approche dite « *play or pay* », qui donne aux employeurs le choix entre fournir une assurance maladie à leurs employés ou payer une taxe pour que le gouvernement le fasse à leur place. Pour les partisans de cette approche, il s'agit

---

<sup>735</sup> Wofford avait été nommé en mai 1991 par le gouverneur démocrate Bob Casey pour compléter le mandat du républicain John Heinz, décédé le 4 avril dans un accident d'avion.

<sup>736</sup> Anne-Emmanuelle Birn, *et al.*, « Struggles for National Health Reform in the United States », *loc. cit.*, p. 90. Dans une publicité électorale remarquée, Wofford avait soulevé le non-sens voulant que la Constitution américaine garantisse au criminel l'accès à un avocat, mais ne garantisse pas au malade l'accès à un médecin.

<sup>737</sup> s.a., « Health Care Reform Held Over for 1992 », *op. cit.*

<sup>738</sup> s.a., « Despite Numerous Plans, No Health Reform », *Congressional Quarterly Almanac 1992*, XLVIII, Washington, Congressional Quarterly, 1993.

<sup>739</sup> *Ibid.*

<sup>740</sup> s.a., « Alternative Health Care Proposals », *Congressional Quarterly Almanac 1993*, XLIX, Washington, Congressional Quarterly, 1994, p. 344-345.

<sup>741</sup> Dennis J. McGrath et Dane Smith, *Professor Wellstone Goes to Washington. The Inside Story of a Grassroots U.S. Senate Campaign*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 47.

du meilleur moyen pour que l'ensemble des Américains puissent être couverts, sans augmenter les dépenses fédérales en santé<sup>742</sup>;

- un groupe de démocrates plus conservateurs, élus principalement dans le Sud et dans l'Ouest, souhaitent des ajustements mineurs qui garderaient pratiquement intacte la place du secteur privé;
- finalement, un petit groupe de démocrates prônent une approche graduelle pour corriger les problèmes liés à l'accès aux soins de santé. Cette approche est notamment défendue par le modéré texan Lloyd Bentsen, qui est à la tête de la commission des Finances du Sénat.

Lors de la campagne de 1992, le candidat démocrate Bill Clinton promet qu'il mettra en place une réforme de l'assurance maladie qui couvrira l'ensemble des Américains sans augmenter les dépenses du gouvernement<sup>743</sup>. Le projet de « Clintoncare », qui laisse une place importante au secteur privé, reçoit un assez bon accueil lorsqu'il est présenté aux démocrates du Congrès pour la première fois en novembre 1993. La Californienne Barbara Boxer salue la nomination d'Hillary Clinton à la tête du groupe de travail formé pour l'implantation de la réforme, affirmant que les compétences exceptionnelles de la première dame et sa perspective féminine en font la candidate idéale<sup>744</sup>. De son côté, Paul Simon affirme avec enthousiasme que le projet de loi du président remplit les trois conditions nécessaires au succès de la réforme : il couvre l'ensemble des Américains, ceux-ci pourront choisir leur médecin et les coûts du programme demeureront sous contrôle<sup>745</sup>. Dans une lettre ouverte qu'il adresse à

---

<sup>742</sup> s.a., « Despite Numerous Plans », *op. cit.*

<sup>743</sup> Margaret Weir, « Institutional and Political Obstacles to Reform », *Health Affairs* 14, 1 (Printemps 1995), p. 103.

<sup>744</sup> Barbara Boxer et Nicole Boxer, *Strangers in the Senate. Politics and the New Revolution of Women in America*, Washington, National Press Books, 1994, p. 166.

<sup>745</sup> Paul Simon, « Americans Back Basics of Clinton Health Plan », in John S. Jackson (dir.), *The Essential Paul Simon. Timeless Lessons for Today's Politics*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 2012, p. 67.

Clinton en 1994, le sénateur de l'Illinois se dit confiant que le projet de loi du président sera facilement adopté par le Congrès, vraisemblablement par un vote de 75-25<sup>746</sup>.

L'optimisme de Simon est prématuré. Après un bon accueil initial, tant de la part des démocrates du Congrès que du grand public<sup>747</sup>, le projet de réforme piétine. Le président ne peut pas y consacrer autant de temps qu'il le souhaiterait, son attention étant accaparée par d'autres enjeux pressants comme l'intervention américaine en Somalie et l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain<sup>748</sup>. Au Congrès, les leaders des majorités démocrates à la Chambre (Dick Gephardt) et au Sénat (George Mitchell) souhaitent faire adopter le plan du président par le biais de la réconciliation, une procédure législative accélérée prévue par le *Budget and Impoundment Control Act* qui permet au Congrès de mettre en place de nouvelles mesures sans passer par l'ensemble du processus législatif, en autant que les nouvelles dépenses autorisées respectent les cadres fiscal et budgétaire en vigueur<sup>749</sup>. Les mesures soumises à la réconciliation ne nécessitent qu'un vote à majorité simple pour être adoptées, ce qui les prémunit contre le risque d'un *filibuster*.

Mitchell fait toutefois face à une opposition inattendue au sein de son propre caucus, alors que Robert Byrd (Virginie-Occidentale), qui a la réputation d'être à cheval sur le respect des règles de fonctionnement du Sénat<sup>750</sup>, insiste pour que le budget de l'année 1995 soit voté avant d'aller en réconciliation, ce qui reporte l'adoption de la réforme de plusieurs mois<sup>751</sup>. Ce contretemps expose l'absence d'unité du caucus démocrate

---

<sup>746</sup> Paul Simon, *We Can Do Better*, *op. cit.*, p. 219.

<sup>747</sup> Un sondage mené par la firme *Gallup* deux jours après la présentation du président de son plan devant le Congrès révèle que 59% des répondants appuient la réforme proposée par Clinton. – Lawrence R. Jacobs et Robert Y. Shapiro, « Don't Blame the Public for Failed Health Care Reform », *Journal of Health Politics, Policy and Law* 20, 2 (Été 1995), p. 418.

<sup>748</sup> Theda Skocpol, *Boomerang*, *op. cit.*, p. 77-80.

<sup>749</sup> Megan S. Lynch et James V. Saturno, « The Budget Reconciliation Process: Stages of Consideration », *Congressional Research Service* (4 janvier 2017), p. 1.

<sup>750</sup> Adam Clymer, Robert Pear et Robin Toner, « The Health Care Debate: What Went Wrong? How the Health Care Campaign Collapse », *The New York Times* (29 août 1994), p. A1.

<sup>751</sup> Theda Skocpol, *Boomerang*, *op. cit.*, p. 80-81.

sur l'enjeu de la réforme de santé. Le président n'est pas parvenu à rallier autour de son projet l'ensemble des factions qui rivalisaient pour imposer leur vision d'un système de santé amélioré. Plusieurs propositions alternatives sont déposées au Congrès tout au long du 103<sup>e</sup> Congrès (1993-1994). À titre d'exemple, Paul Wellstone et son collègue libéral de la Chambre Jim McDermott (Washington) déposent une nouvelle version de leur projet de loi pour l'instauration d'un système de santé à la canadienne. Se disant toutefois prêts à appuyer le projet du président, ils obtiennent que celui-ci inclue une clause permettant aux États qui le souhaitent d'instaurer un régime universel public d'assurance maladie<sup>752</sup>.

Quoi qu'il en soit, les divisions toujours vives au sein du caucus démocrate, la tendance de ce parti à l'inertie (conséquence de quatre décennies de contrôle quasi ininterrompu du Congrès), de même que le nombre de commissions et de sous-commissions ayant juridiction sur les questions de santé<sup>753</sup>, ralentissent l'avancement des travaux<sup>754</sup>. Devant eux, les républicains font front commun contre le projet du président et, avec leurs alliés des compagnies d'assurance, remportent la bataille de l'opinion publique : des sondages menés entre février et juin 1994 montrent qu'une majorité d'Américains s'opposent désormais à la réforme Clinton<sup>755</sup>. Un peu plus d'un mois avant les élections de mi-mandat, le 26 septembre 1994, George Mitchell annonce la mort du projet lors d'une conférence de presse. Il s'agit d'une défaite majeure pour le président Clinton, mais également pour le leader des démocrates au Sénat, qui avait décliné une nomination à la Cour suprême pour mener à bien l'adoption de la réforme du système de santé<sup>756</sup>.

---

<sup>752</sup> *Ibid.*, p. 103; s.a., « Health-Care Reform Begins in Budget Bill », *Congressional Quarterly Almanac 1993*, *op. cit.* .

<sup>753</sup> Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein, « Introduction », *op. cit.*, p. 1-2.

<sup>754</sup> Theda Skocpol, *Boomerang*, *op. cit.*, p. 100-102.

<sup>755</sup> Lawrence R. Jacobs et Robert Y. Shapiro, « Don't Blame the Public », *loc. cit.*, p. 75.

<sup>756</sup> s.a., « Clinton's Health Plan Laid to Rest », *Congressional Quarterly Almanac 1994*, L, Washington, Congressional Quarterly, 1995; Alex Altman, « Middle East Envoy George Mitchell », *Time* (22 janvier 2009), en ligne.

En somme, la division au sein des caucus démocrates de la Chambre et du Sénat sur la question de la réforme des soins de santé, la fragmentation institutionnelle du Congrès, la nature du système politique américain qui rend difficile l'adoption rapide de réformes de grande ampleur, de même que les contextes social et politique du début des années 1990 sont autant d'obstacles qui se sont mis au travers de la réforme Clinton<sup>757</sup>. Avec la fin de l'année 1994 se referme complètement la fenêtre de lancement pour une réforme libérale du système de santé aux États-Unis. Cette fenêtre ne se rouvrira qu'une quinzaine d'années plus tard, quand les démocrates contrôleront à nouveau la présidence et les deux chambres du Congrès.

### 3.5.2. Droits civiques et questions morales : nouveaux débats et la « révolution féministe » du Sénat

#### *Droits civiques : moins présents, moins controversés*

En matière de droits civiques et de droits individuels, on note relativement peu de débats au Sénat aux cours de la période 1985-1994. Une avancée importante est accomplie en 1991 avec l'adoption du *Civil Rights Act of 1991*, une loi qui a pour effet de renverser une série de neuf décisions de la Cour suprême qui limitaient la capacité de poursuivre un employeur pour discrimination<sup>758</sup>. Le président Bush avait mis son veto sur une première version de la loi en 1990, y voyant une porte ouverte pour la mise en place de quotas. Après être passés à une seule voix de renverser le veto présidentiel, les élus de Capitol Hill reviennent à la charge l'année suivante. Bien que d'inspiration libérale, le projet de loi est appuyé au Sénat par la majorité des élus des deux partis. Ce sont d'ailleurs en grande partie les efforts d'un républicain modéré, John C. Danforth (Missouri), combinés à ceux du leader démocrate Mitchell, qui

<sup>757</sup> Hugh Hecl, « The Clinton Health Plan: Historical Perspective », *Health Affairs* 14, 1 (Printemps 1995); James J. Mongan, « Anatomy and Physiology of Health Reform's Failure », *Health Affairs* 14, 1 (Printemps 1995).

<sup>758</sup> Sous la présidence du juge William Rehnquist (1986-2005), la Cour suprême des États-Unis adopte un tournant conservateur par rapport aux cours Warren (1953-1969) et Burger (1969-1986). – Tom Curry, « Chief Justice Shaped High Court Conservatism », *NBC News* (4 septembre 2005), en ligne.



permettent de forger un projet de loi adopté par la Chambre haute avec 93 voix contre 5<sup>759</sup>.

Toujours sur la question des droits civiques, mentionnons l'engagement du sénateur de l'Iowa Tom Harkin pour promouvoir les droits des Américains vivant avec un handicap physique. Ayant lui-même un frère atteint de surdité<sup>760</sup>, Harkin, qui préside la sous-commission sur les Personnes handicapées de la commission sur le Travail et les Ressources humaines, dépose en 1989 l'*Americans with Disabilities Act* dont l'objectif est d'étendre aux personnes atteintes de handicaps physiques les dispositions antidiscriminatoires du *Civil Rights Act* de 1964. Harkin inscrit d'ailleurs ce combat dans le prolongement des luttes afro-américaines : « *[A black man turned away from a restaurant because of his color] could file a lawsuit and win. But if a person in a wheelchair was turned away from the same restaurant, it's not against the law*<sup>761</sup> ». Adoptant avec succès une approche bipartisane<sup>762</sup>, Harkin compte sur l'appui de l'influent Orrin Hatch (Utah)<sup>763</sup>. Bénéficiant d'un important appui populaire, le projet de loi est officiellement adopté en juillet 1990<sup>764</sup>.

#### *Justice pénale : la peine de mort en débat*

La hausse marquée de la criminalité aux États-Unis au cours des années 1960 et 1970<sup>765</sup> a entraîné une demande accrue de la population américaine pour une justice plus stricte. Des lois sévères sont adoptées par les gouvernements d'États et par le gouvernement fédéral pour punir les criminels, particulièrement ceux qui sont accusés de crimes

<sup>759</sup> s.a., « Compromise Civil Rights Bill Passed », *Congressional Quarterly Almanac 1991*, op. cit.

<sup>760</sup> s.a., « Landmark Disability Bill Closer to Enactment », *Congressional Quarterly Almanac 1989*, XLV, Washington, Congressional Quarterly, 1990.

<sup>761</sup> *Ibid.*

<sup>762</sup> Harkin se réjouit d'ailleurs de l'appui bipartisan à son projet de loi : « *I wanted a bipartisan bill because I think it's a bipartisan issue* ». - Cité dans Paula Yost, « Tedious Meetings, Testy Exchanges Produced Disability-Rights Bill », *The Washington Post* (7 août 1989), p. A4.

<sup>763</sup> Helen Dewar, « Senate Approves Disabled Rights Bill: Bush Expected to Sign Landmark Legislation », *The Washington Post* (14 juillet 1990), p. A1 et A7.

<sup>764</sup> s.a., « Sweeping Law for Rights of Disabled », *Congressional Quarterly Almanac 1990*, op. cit.

<sup>765</sup> Voir à ce propos les données disponibles sur le site du *Bureau of Justice Statistics*.

violents ou liés aux drogues. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les débats autour de l'application de la peine de mort à la fin des années 1980. En 1972, la décision *Furman v. Georgia* de la Cour suprême avait entraîné une suspension immédiate dans l'application de cette sentence. Ce n'est pas la peine capitale en tant que telle qui était considérée anticonstitutionnelle, mais plutôt le processus juridique conduisant à la sentence : dans bien des États, dont la Géorgie, le jury était appelé à se prononcer à la fois sur la culpabilité d'un accusé et sur sa peine, ce qui violait aux yeux de la Cour le 8<sup>e</sup> et le 14<sup>e</sup> amendements de la Constitution<sup>766</sup>. Plusieurs États, de même que le gouvernement fédéral, ont dès lors révisé la procédure menant à la condamnation et à l'application de la peine de mort. Le jugement *Gregg v. Georgia* de 1976 rétablit la peine capitale<sup>767</sup>, au moment où l'appui populaire pour l'exécution des meurtriers explose : de seulement 42% en 1966, il s'établit à 62% en 1978 et atteint un sommet de 80% en 1994<sup>768</sup>.

À l'été de 1988, à la veille d'une élection présidentielle qui tourne notamment autour de l'enjeu de la justice pénale<sup>769</sup>, le Sénat débat de l'adoption d'un projet de loi prévoyant la peine capitale pour les « barons de la drogue » (*drug kingpins*) qui commettent ou qui ordonnent un meurtre. Un petit nombre de sénateurs libéraux s'opposent à cette mesure : le sénateur du Michigan Carl Levin propose un amendement pour remplacer la condamnation à mort par une condamnation à perpétuité. De son côté, Paul Simon propose un amendement pour limiter l'application

---

<sup>766</sup> Le 8<sup>e</sup> amendement protège contre l'application de « châtements cruels et inhabituels », tandis que le 14<sup>e</sup> amendement garantit une égale protection de tous les citoyens américains devant la loi.

<sup>767</sup> Sur le rôle de la Cour suprême dans la suspension et le rétablissement de la peine de mort, voir Barry Latzer, *Death Penalty Cases. Leading U.S. Supreme Court Cases on Capital Punishment*, 2<sup>e</sup> édition, Boston, Butterworth-Heinemann, 2002.

<sup>768</sup> Baxter Oliphant, « Support for Death Penalty Lowest in More than Four Decades », *Pew Research Center* (29 septembre 2016), en ligne.

<sup>769</sup> La candidature du démocrate Michael Dukakis sera sévèrement ébranlée par une publicité électorale rappelant son appui en tant que gouverneur à un programme de sortie temporaire pour les détenus du Massachusetts qui avait permis au meurtrier Willie Horton de s'échapper et de commettre un viol et un vol à main armée avant d'être repris. – Roger Simon, « How a Murderer and a Rapist Became the Bush Campaign's Most Valuable Player », *The Baltimore Sun* (11 novembre 1990), en ligne.

de la peine de mort aux cas où des policiers sont tués. Ces deux amendements sont battus. Ted Kennedy prend fermement position contre la peine de mort, affirmant que le gouvernement américain devrait renoncer au pouvoir extraordinaire de mettre à mort un être humain<sup>770</sup>. Malgré ce plaidoyer, 65 sénateurs votent en faveur du projet de loi, dont 17 libéraux<sup>771</sup>. L'année suivante, le Sénat doit se pencher sur un projet de loi qui prévoit la peine de mort pour les terroristes qui tuent des Américains à l'étranger. Avec l'aide du républicain modéré Mark Hatfield (Oregon), Levin tente de nouveau de remplacer la condamnation à mort par un emprisonnement à perpétuité, sans succès. Lors de l'examen du projet de loi par la commission juridique, Kennedy parvient, avec l'aide des trois libéraux qui siègent avec lui au sein de la commission (Metzenbaum, Simon et le Vermondois Patrick Leahy), à faire adopter un amendement qui empêche que soit prononcée une sentence de mort contre un accusé qui peut démontrer que son identité raciale, ou celle de sa victime, ont pu influencer la nature de la peine<sup>772</sup>. Le projet de loi ainsi amendé est adopté en assemblée plénière par une majorité écrasante de 79 voix contre 20<sup>773</sup>.

#### *La question des armes à feu s'invite au Sénat*

Au cours des années 1980, des activistes pro-armes à feu se mobilisent en faveur d'un relâchement des lois fédérales en matière de contrôle des armes à feu. Ils en ont particulièrement contre le *Gun Control Act* de 1968, adopté dans la foulée des assassinats de Robert Kennedy et de Martin Luther King, qui interdit la vente de fusils d'un État à l'autre<sup>774</sup>. Ces militants ont pris le contrôle de la *National Rifle Association*

<sup>770</sup> s.a., « Death-Penalty Measure », *Congressional Quarterly Almanac 1988*, *op. cit.*

<sup>771</sup> s.a., « Senate Votes 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181 », *Congressional Quarterly Almanac 1988*, *op. cit.*

<sup>772</sup> s.a., « Death-Penalty Measures Advance in Senate », *Congressional Quarterly Almanac 1989*, *op. cit.*

<sup>773</sup> s.a., « Senate Votes 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276 », *Congressional Quarterly Almanac 1989*, *op. cit.* – Bumpers, Metzenbaum, Riegle, Sarbanes et Sasser ont voté en faveur des deux projets de loi sur l'application de la peine de mort.

<sup>774</sup> s.a., « U.S. Gun Control: A History of Tragedy, Legislative Action », *CBS News* (13 avril 2013), en ligne.

(NRA) lors de son congrès annuel de 1977 et ont transformé l'association fondée en 1871, qui était jusqu'alors principalement intéressée par l'utilisation sportive des armes à feu, en un groupe de pression centré sur la défense du droit des Américains de posséder des fusils pour se défendre<sup>775</sup>. La NRA devient un des lobbies les plus puissants à Washington. Ses efforts contribuent notamment au passage au Sénat, le 9 juillet 1985, d'une loi qui annule plusieurs dispositions du *Gun Control Act*. Malgré l'opposition de Ted Kennedy, le projet de loi est adopté par une forte majorité de 79 voix contre 15<sup>776</sup>. Plusieurs libéraux représentant des États ayant une forte population rurale ont d'ailleurs voté en sa faveur : Dale Bumpers (Arkansas), Tom Harkin (Iowa), Patrick Leahy (Vermont), George Mitchell (Maine), William Proxmire (Wisconsin), Don Riegle (Michigan) et Jim Sasser (Tennessee)<sup>777</sup>. La loi est officiellement adoptée en juillet 1986<sup>778</sup>.

Devant cette offensive des pro-armes, le mouvement pour le contrôle des armes à feu s'organise à son tour. Comme ce fut souvent le cas dans son histoire, cette nouvelle itération du mouvement pro-contrôle est « aidée » par un acte criminel<sup>779</sup>, en l'occurrence le « massacre de Stockton » (Californie) du 17 janvier 1989, au cours duquel un tireur abat cinq enfants d'une école primaire avant de s'enlever la vie. La facilité avec laquelle le tueur, présenté comme un homme dérangé, a pu se procurer ses armes, donne un élan considérable à un nouvel effort législatif pour le contrôle des armes à feu<sup>780</sup>. Plusieurs projets de loi en ce sens sont déposés dans les deux chambres

---

<sup>775</sup> Francis Langlois, « La NRA verrouille le débat sur le contrôle des armes à feu », *Les grands dossiers de Diplomatie* 35 (Octobre-novembre 2016), p. 24; Steven Rosenfeld, « The NRA Once Supported Gun Control », *Salon* (14 janvier 2013), en ligne.

<sup>776</sup> s.a., « Federal Gun Law », *Congressional Quarterly Almanac 1985*, *op. cit.*

<sup>777</sup> s.a., « CQ Senate Votes 139-143 », *Congressional Quarterly Almanac 1985*, *op. cit.*

<sup>778</sup> s.a., « Congress Relaxes Federal Gun Control Laws », *Congressional Quarterly Almanac 1986*, *op. cit.*

<sup>779</sup> En plus des assassinats de Robert Kennedy et de Martin Luther King qui ont contribué à l'adoption du *Gun Control Act* de 1968, le gangstérisme des années de la prohibition a contribué à l'adoption du *National Firearms Act* de 1934. – s.a., « Gun Curbs Stall on Hill; Some Imports Banned », *Congressional Quarterly Almanac 1989*, *op. cit.*

<sup>780</sup> Wayne King, « Weapon Used By Deranged Man Is Easy to Buy », *The New York Times* (19 janvier 1989), p. B6.

du Congrès. Au Sénat, Howard Metzenbaum propose une première version du *Brady Bill*, nommé en l'honneur de l'ancien secrétaire de la Maison-Blanche James S. Brady, gravement blessé lors de la tentative d'assassinat contre le président Reagan en mars 1981<sup>781</sup>. L'objectif principal de cette loi est d'empêcher certains individus d'acheter des armes à feu grâce à la vérification de leurs antécédents au cours d'une période d'attente obligatoire entre l'achat et la prise de possession d'un fusil. Metzenbaum bénéficie de l'appui, au sein de la commission sur la Justice, des libéraux Dennis DeConcini (Arizona), Kennedy et Simon, de même que de Patrick Leahy qui se rallie après avoir voté pour le relâchement du contrôle quatre ans plus tôt. Metzenbaum peut également compter sur l'appui du républicain modéré Arlen Specter (Pennsylvanie). Malgré un contexte favorable, aucune législation pro-contrôle n'est adoptée au cours du 101<sup>e</sup> Congrès (1989-1990).

Lors du 102<sup>e</sup> Congrès, de nouvelles versions du *Brady Bill* sont déposées à la Chambre et au Sénat. Le contexte est encore plus propice à son adoption : non seulement la criminalité violente qui frappe les grandes villes américaines donne de la visibilité à la problématique de la prolifération des armes, mais le *Brady Bill* reçoit l'appui de nul autre que l'ancien président Ronald Reagan<sup>782</sup>. Au Sénat, c'est encore une fois Howard Metzenbaum qui dépose le projet de loi. Il peut cette fois compter sur l'appui des leaders démocrate et républicain George Mitchell et Bob Dole, qui travaillent de concert pour arriver à un compromis acceptable pour la majorité des sénateurs. En juillet 1991, le Sénat adopte le *Brady Bill* par 67 voix contre 32. Metzenbaum n'hésite pas à parler d'une « victoire totale<sup>783</sup> » pour les partisans d'un contrôle plus serré des armes à feu. Or, cet enthousiasme est quelque peu prématuré : le *Brady Bill* est inséré au sein d'un projet de loi omnibus portant sur la criminalité, une condition *sine qua non* dictée par le président Bush pour qu'il accepte de le signer. Au terme de la

---

<sup>781</sup> s.a., « Gun Curbs Stall on Hill », *op. cit.*

<sup>782</sup> s.a., « Brady Bill Part of Stalled Crime Package », *Congressional Quarterly Almanac 1991, op. cit.*

<sup>783</sup> *Ibid.*

conférence entre les élus de la Chambre et du Sénat, le projet de loi est de nouveau soumis au vote des sénateurs. Les républicains font alors front commun et empêchent la clôture des débats, ce qui signifie la mort du projet de loi<sup>784</sup>.

Une troisième version du *Brady Bill* est débattue au Congrès en 1993. L'arrivée d'un président démocrate à la Maison-Blanche donne confiance aux partisans du projet que le troisième essai sera le bon<sup>785</sup>. Cette fois, les démocrates ne sont pas obligés d'inclure la loi au sein d'une législation omnibus. La Californienne Barbara Boxer, qui vient de faire son entrée au Sénat, mais qui s'intéressait déjà au contrôle des armes lorsqu'elle siégeait à la Chambre des représentants, fait partie des comarraines de la nouvelle version du *Brady Bill*. Fortement ébranlée après qu'un massacre eut fait une dizaine de victimes à San Francisco, dont un ami de son fils, elle livre en assemblée plénière un vibrant plaidoyer en faveur de l'adoption de la loi :

*Mr. President, it is with tremendous grief that I rise today to speak about the wave of gun violence that has crashed over this nation. Just one week ago, a massacre erupted at a San Francisco law firm. [...] When the smoke had cleared, my son lost one of his close friends. [...] We need to pass common-sense gun control laws to curb the sale of assault weapons and take weapons out of the hands of criminals. I want to commend my good friend the distinguished senator from Ohio, Senator Metzenbaum, for his leadership on this issue<sup>786</sup>.*

La popularité du *Brady Bill* auprès de la population favorise son adoption par le Sénat malgré les menaces de *filibuster* brandies par quelques élus républicains. Adopté par le Sénat le 24 novembre 1993, il est signé par le président Clinton le 30 novembre, ce qui marque l'entrée en vigueur de la plus importante loi sur le contrôle des armes à feu depuis le *Gun Control Act* de 1968.

---

<sup>784</sup> *Ibid.*

<sup>785</sup> Helen Dewar, « Brady Bill Reintroduced Amid Optimism », *The Washington Post* (23 février 1993), p. A9.

<sup>786</sup> Le discours prononcé par la sénatrice est retranscrit dans Barbara Boxer et Nicole Boxer, *Strangers in the Senate*, *op. cit.*, p. 176-179.

*L'accès à l'avortement : la nécessaire mobilisation des pro-choix*

En matière d'accès à l'avortement, l'activisme est initialement plus prononcé du côté des pro-vie que des pro-choix<sup>787</sup>. Les efforts soutenus des administrations républicaines, de leurs alliés au Congrès et quelques jugements de la Cour suprême obligent toutefois les pro-choix à se mobiliser pour préserver les acquis de *Roe v. Wade*. Au Congrès, la bataille se déroule en grande partie autour du financement et de la survie du *Family Planning Program*. Mieux connu sous le nom de *Title X*, ce programme fédéral finance des organismes ou des cliniques offrant des ressources pour les femmes enceintes<sup>788</sup>. Bien que l'amendement Hyde<sup>789</sup> de 1976 interdise l'utilisation de fonds fédéraux pour procéder à des avortements<sup>790</sup>, les conservateurs reprochent à *Title X* de financer des organismes ayant des liens avec des cliniques qui pratiquent des IVG<sup>791</sup>. Lorsque le financement du programme vient à échéance en 1985, une bataille débute entre pro-vie et pro-choix. Au Sénat, les débats sont particulièrement vifs au sein de la commission sur le Travail et les Ressources humaines. Lors du 100<sup>e</sup> Congrès (1987-1988), son président Ted Kennedy doit affronter les doléances exprimées notamment par son ami Orrin Hatch. Ce dernier introduit 10 amendements destinés à restreindre la portée de *Title X*, mais 6 de ces amendements sont tablettés en bloc grâce aux efforts d'Howard Metzenbaum<sup>792</sup>. Malgré son adoption en commission, le projet de loi pour renouveler *Title X* n'est pas soumis aux votes de l'assemblée plénière. Kennedy revient à la charge lors du 101<sup>e</sup> Congrès (1989-1990) et parvient alors à négocier un compromis

---

<sup>787</sup> s.a., « Abortion Issue Non-Starter in 1990 », *Congressional Quarterly Almanac 1990*, *op. cit.* – Sur l'émergence de l'accès à l'avortement en tant qu'enjeu partisan, voir : Greg D. Adams, « Abortion: Evidence of an Issue Evolution », *American Journal of Political Science* 41, 3 (Juillet 1997).

<sup>788</sup> s.a., « Title X Family Planning », *U.S. Health Department of Health and Human Services* (s.d.), en ligne.

<sup>789</sup> Henry Hyde, représentant républicain de l'Illinois (1975-2007).

<sup>790</sup> s.a., « Hyde Amendment », *Planned Parenthood* (s.d.), en ligne.

<sup>791</sup> s.a., « Family Planning Program Sinks in Senate », *Congressional Quarterly Almanac 1990*, XLVI, Washington, Congressional Quarterly, 1991.

<sup>792</sup> s.a., « Planning Legislation », *Congressional Quarterly Almanac 1987*, *op. cit.*

avec Hatch<sup>793</sup>. Le sénateur du Massachusetts ne parvient cependant pas à obtenir la clôture des débats en assemblée plénière, ce qui l'oblige à retirer son projet de loi.

Les législateurs pro-choix reviennent néanmoins à la charge lors du 102<sup>e</sup> Congrès (1991-1992). Ted Kennedy dépose alors un projet de loi pour invalider une directive stipulant qu'aucune clinique ne pourra recevoir de fonds fédéraux si elle donne des conseils ou des références à des patientes pour recourir à une IVG<sup>794</sup>. Le projet de loi est adopté par l'assemblée plénière, mais avec un amendement du républicain Dan Coats (Indiana) stipulant que, dans le cas d'une personne mineure, au moins un parent devrait être averti avant de procéder à un avortement. L'amendement Coats annonce une réconciliation difficile avec la Chambre des représentants, qui a adopté une version plus libérale du projet de loi. Devant ces difficultés et la menace tangible d'un veto du président Bush, le projet de loi est finalement abandonné<sup>795</sup>. Les pro-choix remportent finalement une bataille lors du 103<sup>e</sup> Congrès (1993-1994) grâce à l'adoption d'une loi, déposée par Kennedy, qui définit comme un crime fédéral le fait d'intimider des personnes travaillant ou ayant recours à des cliniques d'avortement<sup>796</sup>. L'adoption de cette loi survient dans un contexte où plusieurs actes violents (y compris des assassinats et des tentatives d'assassinats) sont perpétrés par des militants pro-vie à proximité des cliniques d'avortement. Elle survient également dans un contexte où les femmes commencent à investir la Chambre haute du Congrès des États-Unis (**Encadré 6**).

#### **Encadré 6 : « The Year of the Women » et ses suites**

Il est pour le moins frappant de constater que les débats sur l'avortement des années Reagan et Bush se déroulent alors que seulement deux femmes siègent à la Chambre

<sup>793</sup> s.a., « Family-Planning Program Wins Senate Labor OK », *Congressional Quarterly Almanac* 1989, *op. cit.*

<sup>794</sup> La constitutionnalité de cette mesure a été confirmée par le jugement *Rust v. Sullivan* rendu par la Cour suprême le 23 mai 1991.

<sup>795</sup> s.a., « Vetoes Foil Abortion Rights Gains », *Congressional Quarterly Almanac* 1991, *op. cit.*

<sup>796</sup> s.a., « Bills Seek to Ensure Abortion Clinic Access », *Congressional Quarterly Almanac* 1993, *op. cit.*; s.a., « Law Protects Abortion Clinic Access », *Congressional Quarterly Almanac* 1994, *op. cit.*



haute, soit la républicaine Nancy Kassebaum (Kansas) et la démocrate Barbara Mikulski (Maryland)<sup>797</sup>. Un événement aux conséquences insoupçonnées viendra cependant accentuer la présence féminine au Sénat. En 1991, le président George Bush soumet au Sénat la candidature de Clarence Thomas pour occuper un siège à la Cour suprême, et ce, malgré le fait que le juriste ait été publiquement accusé par une professeure de droit, Anita Hill, de l'avoir agressée sexuellement. Hill est invitée à comparaître devant la commission juridique du Sénat, alors présidée par le libéral Joe Biden (Delaware) et composée uniquement d'hommes. L'absence d'empathie exprimée par les sénateurs et la confirmation *in extremis* de Thomas par la Chambre haute<sup>798</sup> convainquent plusieurs femmes de se présenter aux élections au Congrès<sup>799</sup>. Au Sénat, Barbara Boxer (Californie), Dianne Feinstein (Californie), Carol Moseley Braun (Illinois) et Patty Murray (Washington) sont élues sous la bannière démocrate lors des élections du 3 novembre 1992. De son côté, Barbara Mikulski remporte aisément un deuxième mandat en récoltant plus de 71% des voix. Il n'en faut pas plus pour que les journaux parlent de 1992 comme « *the year of the woman*<sup>800</sup> », une périphrase tournée en dérision par Mikulski : « *Calling 1992 the Year of the Woman makes it sound like the Year of the Caribou or the Year of the Asparagus. We're not a fad, a fancy, or a year*<sup>801</sup> ».

Dans *Strangers in the Senate*, un livre qu'elle fait paraître deux ans après son élection, Barbara Boxer parle du rôle incontournable que les femmes sont appelées à jouer pour la mise en place d'un ordre du jour politique progressiste qui se détourne des questions de défense et de politique étrangère pour revaloriser les enjeux de politique

<sup>797</sup> Mikulski n'est élue qu'en 1986, six ans après la première victoire de Reagan. Kassebaum représente quant à elle le Kansas depuis 1978.

<sup>798</sup> La candidature de Thomas est retenue par 52 voix contre 48.

<sup>799</sup> Barbara Boxer et Nicole Boxer, *Strangers in the Senate*, *op. cit.*, p. 37-40.

<sup>800</sup> Guy Cugliotta, « 'Year of the Woman' Becomes Reality as Record Number Wins Seats », *The Washington Post* (4 novembre 1992), p. CA30.

<sup>801</sup> s.a., « Year of the Woman », *United States Senate* (s.d.), en ligne. Pour l'anecdote, 1992 a été désignée comme « Année internationale de l'espace » par l'ONU.

intérieure<sup>802</sup>. Boxer insiste sur la solidarité qui unit les quatre femmes élues au Sénat en 1992 dans leur volonté de corriger les problèmes sociaux hérités des années Reagan<sup>803</sup>. Elle énumère les priorités qui doivent être au cœur de ce nouvel ordre du jour politique : garantir un accès universel aux soins de santé, éliminer les gaspillages dans les dépenses gouvernementales (surtout en matière de défense), protéger l'environnement, mettre en place un meilleur contrôle des armes à feu et garantir à toutes les femmes américaines un véritable choix en matière d'accès à l'avortement en adoptant une loi fédérale qui permettrait que la procédure soit remboursée par Medicaid<sup>804</sup>.

L'année 1992 marque ainsi un tournant dans l'histoire du Sénat et du progressisme à la Chambre haute. À partir de ce moment, on assiste une lente, mais constante augmentation du nombre de sénatrices. Plusieurs autrices soulignent qu'au-delà des divergences partisans et idéologiques, une certaine solidarité continue d'animer les sénatrices, qui se sentent conjointement responsables de représenter, en plus de la population de leur État, l'ensemble des femmes américaines, ce qui les amène à s'intéresser à des enjeux tels que l'égalité des sexes, l'accès à l'avortement et le maintien et l'expansion du filet social<sup>805</sup>. À l'ouverture du 115<sup>e</sup> Congrès (2017-2018), on comptait 21 femmes au Sénat, dont 16 démocrates et 5 républicaines<sup>806</sup>. Ce nombre est depuis passé à 23 avec les nominations par intérim de la démocrate Tina Smith (Minnesota) et de la républicaine Cindy Hyde-Smith (Mississippi). Quatre États (Californie, Minnesota, New Hampshire et Washington) sont, en 2018, représentés par

---

<sup>802</sup> Barbara Boxer et Nicole Boxer, *Strangers in the Senate*, *op. cit.*, p. 157-158. Battu lors de l'élection de 1992, le président George H. Bush était notoirement reconnu pour son manque d'intérêt à l'égard des questions de politique intérieure par rapport aux questions de politique extérieure.

<sup>803</sup> *Ibid.*, p. 42.

<sup>804</sup> *Ibid.*, chap. 8 et 9.

<sup>805</sup> Michele L. Swers, *Women in the Club*, *op. cit.*; Catherine Withney, *et al.*, *Nine and Counting. The Women of the Senate*, New York, William Morrow, 2000.

<sup>806</sup> Jennifer E. Manning, « Membership of the 115th Congress : A Profile », *Congressional Research Service* (11 juillet 2018).

deux femmes<sup>807</sup>. Bien que la parité soit loin d'être atteinte, on doit reconnaître que Barbara Mikulski avait raison d'affirmer que la victoire de quatre femmes en 1992 était plus qu'un simple effet de mode.

### 3.5.3. Les enjeux environnementaux : fin du consensus bipartisan et nouvelles menaces

Au cours des années 1980, on assiste à la fin définitive du consensus qu'on observait jusqu'au milieu des années 1970 autour de la cause environnementale. Le Parti républicain, le mouvement conservateur<sup>808</sup> et les lobbies industriels s'associent pour dénoncer des réglementations environnementales trop contraignantes qui nuiraient au développement économique. Ils décrivent les environmentalistes comme des élitistes déconnectés qui exagèrent la menace environnementale pour forcer la mise en place de mesures faisant plus de mal que de bien<sup>809</sup>. L'administration Reagan entreprend de démanteler en partie l'appareil réglementaire en matière environnementale, mais elle se bute à la résistance du Congrès et des tribunaux<sup>810</sup>. Dans l'ensemble, la période 1985-1994 est marquée par une guerre de tranchées entre conservateurs anti-réglementations et libéraux environmentalistes, sans qu'un groupe ne parvienne véritablement à s'imposer. Les environmentalistes parviennent cependant à faire adopter un certain nombre de mesures concernant la pollution des eaux et de l'air, la responsabilité des industries en cas d'accident et les nouvelles menaces comme le trou dans la couche d'ozone, les pluies acides et le réchauffement climatique.

---

<sup>807</sup> En 2019, ces États sont rejoints par l'Arizona à la suite de la nomination de la républicaine Martha McSally.

<sup>808</sup> À ne pas confondre avec le mouvement conservationniste, qui apparaît aux États-Unis au tournant du XX<sup>e</sup> siècle et qui a pour vocation la préservation des espaces et des paysages naturels américains. Voir à ce propos : Dorceta E. Taylor, *The Rise of the American Conservation Movement. Power, Privilege, and Environmental Protection*, Durham, Duke University Press, 2016.

<sup>809</sup> Judith A. Layzer, « Environmental Policy from 1980 to 2008: The Politics of Prevention », in Brian J. Glenn et Steven M. Teles (dir.), *Conservatism and American Political Development*, New York, Oxford University Press, 2009, p. 225-226.

<sup>810</sup> Richard J. Lazarus, *The Making of Environmental Law*, Chicago, University of Chicago Press, 2004, p. 125-128.

*La pollution des airs et des eaux : pousser plus loin les réformes des années 1970*

La réélection triomphale de Reagan en novembre 1984 ne freine que partiellement les ardeurs des législateurs soucieux de mener à terme les réformes de la décennie précédente<sup>811</sup>. L'accès à l'eau potable devient un enjeu névralgique<sup>812</sup>. Lors du 99<sup>e</sup> Congrès (1985-1986), Capitol Hill soumet au président Reagan des versions amendées du *Safe Drinking Water Act*<sup>813</sup> et du *Clean Water Act*<sup>814</sup>. Le président signe à contrecœur la première loi, mais refuse de signer la seconde, sur laquelle il exerce son *pocket veto*<sup>815</sup>. Une seconde version lui est soumise en janvier 1987. À nouveau, le président met son veto et se justifie en affirmant que cette loi est inefficace pour lutter contre la pollution et aura pour effet d'augmenter les déficits<sup>816</sup>. Le veto du président est néanmoins aisément renversé par le Congrès. Au Sénat, pas moins de 86 sénateurs votent pour renverser le veto.

Chez les démocrates, George Mitchell est aux premières loges de la lutte contre la pollution des airs et des eaux (**Encadré 7**). En plus des membres de son parti, il peut compter sur l'appui d'un certain nombre de républicains modérés qui, malgré le virage de leur parti sur cette question, continuent d'œuvrer pour la protection de l'environnement<sup>817</sup>. On pense ici à Robert Stafford (Vermont), président de la

<sup>811</sup> s.a., « Final Action Stall on Clean Water Act Revision », *Congressional Quarterly Almanac 1985*, *op. cit.*

<sup>812</sup> Joseph A. Davis, « Environment/Energy 1985 : Overview », *Congressional Quarterly Almanac 1985*, XLI, *op. cit.*; Davis, « Environment/Energy 1986: Overview », *Congressional Quarterly Almanac 1986*, *op. cit.*; Peter Rogers, *America's Water. Federal Roles and Responsibilities*, Cambridge, The MIT Press, 1996, p. 1-3.

<sup>813</sup> Adoptée une première fois en 1974, cette loi permet à l'*Environmental Protection Agency* de déterminer le niveau acceptable de produits toxiques dans l'eau potable. La nouvelle version de la loi élargit considérablement le nombre de produits visés.

<sup>814</sup> C'est sous ce nom que sont généralement désignés les *Federal Water Pollution Control Amendments* adoptés en 1972 dont nous avons fait mention au chapitre précédent.

<sup>815</sup> Procédure par laquelle le président refuse de signer un projet de loi qui lui a été transmis par le Congrès avant la fin d'une session législative (si le projet de loi lui a été transmis 10 jours ou moins avant la fin de la session). – Claude Corbo et Frédérick Gagnon, *Les États-Unis d'Amérique*, *op. cit.*, p. 393.

<sup>816</sup> s.a., « Congress Overrides Clean-Water Bill Veto », *Congressional Quarterly Almanac 1987*, *op. cit.*

<sup>817</sup> Louis Fisher, *The Politics of Shared Power*, 2<sup>e</sup> édition, Washington, CQ Press, 1987, p. 222-223; Walter A. Rosenbaum, *Environmental Politics and Policy*, *op. cit.*, p. 102.

commission sur l'Environnement et les Travaux publics jusqu'en 1986, reconnu pour sa sensibilité à la cause environnementale<sup>818</sup>; à John Chafee (Rhode Island) qui, en tant que président de la sous-commission sur la Pollution environnementale, fait avancer l'adoption du nouveau *Clean Water Act*<sup>819</sup>; sans oublier Dave Durenberger (Minnesota), président de la sous-commission sur les Produits toxiques et la Surveillance environnementale, qui participe activement au renforcement du *Safe Drinking Water Act*<sup>820</sup>.

#### **Encadré 7 : George Mitchell et le long combat pour l'adoption du Clean Air Act bonifié**

L'adoption du *Clean Air Act* de 1970 (CAA) a constitué une des plus grandes avancées législatives pour la cause environnementale. Il est toutefois vite devenu clair que cette loi, malgré ses amendements (1977), devait être améliorée pour combattre de nouveaux problèmes comme les pluies acides<sup>821</sup>. Le débat autour d'un nouveau CAA devient pour les environnementalistes au Congrès un combat de longue haleine qui s'étend sur près d'une décennie<sup>822</sup>. George Mitchell s'impose dès le départ comme un meneur sur cet enjeu. Arrivé à la Chambre haute en 1980 pour occuper le siège laissé vacant par Edmund Muskie (le père du CAA original), Mitchell propose dès l'année suivante un des premiers projets de loi portant sur les pluies acides, un phénomène qui affecte particulièrement les États du Nord-Est, dont le Maine qu'il représente à la Chambre haute<sup>823</sup>. Lorsque les démocrates reprennent le contrôle du Sénat en 1987, Mitchell hérite de la présidence de la sous-commission sur la Protection de l'environnement. À

<sup>818</sup> Son successeur au poste de sénateur du Vermont le reconnaîtra lui-même des années plus tard : Bernie Sanders, *Our Revolution. A Future to Believe In*, New York, Thomas Dunne Books et St. Martin's Press, 2016, p. 27.

<sup>819</sup> United States Senate Subcommittee on Environmental Pollution, « Amending the Clean Water Act », 99<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (26-28 mars 1985).

<sup>820</sup> United States Senate Subcommittee on Toxic Substances and Environmental Oversight, « Safe Drinking Water Amendments of 1985 », 99<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (21 mars 1985).

<sup>821</sup> T. Arrandale, « Air Pollution Countdown », *Congressional Quarterly Researcher* (1987).

<sup>822</sup> Gary C. Bryner. *Blue Skies, Green Politics. The Clean Air Act of 1990*, Washington, CQ Press, 1993, p. 87-89 et 91-92.

<sup>823</sup> United States Senate Subcommittee on Environmental Protection, « Clean Air Amendments of 1989 – Part 2 », 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (26 septembre 1989), p. 8; R. Thompson et W. Sweet, « Acid Rain », *Congressional Quarterly Researcher* (7 mars 1986).

ce titre, il pilote un projet de loi sur l'amélioration de la qualité de l'air qui met de l'avant la nécessité de lutter contre les pluies acides et qui impose aux industries polluantes des réductions conséquentes de leurs émissions de soufre. Adopté par la commission sur l'Environnement et les Travaux publics, le projet de loi est cependant bloqué par nul autre que le leader de la majorité démocrate Robert Byrd qui craint que son adoption n'affecte les usines de charbon de son État, la Virginie-Occidentale. Byrd refuse tout simplement de soumettre la loi au vote de l'assemblée plénière<sup>824</sup>.

L'année 1989 est cependant marquée par un changement de conjoncture qui facilite l'adoption du nouveau CAA. Mitchell succède à Byrd comme leader de la majorité démocrate au Sénat. Au même moment, le nouveau président George H. Bush, souhaitant marquer une rupture avec son prédécesseur, dit vouloir prioriser la protection de l'environnement<sup>825</sup>. Mitchell salue le changement d'attitude de la Maison-Blanche sur la question environnementale<sup>826</sup> et s'assure de travailler en étroite collaboration avec l'administration Bush pour faire avancer son projet de loi, quitte à faire des compromis<sup>827</sup>. Mitchell est par ailleurs toujours membre de la commission sur l'Environnement et les Travaux publics et de sa sous-commission sur la Protection de l'environnement, au sein desquelles il peut compter sur de nombreux alliés, dont Frank Lautenberg (New Jersey), qui croit au droit fondamental que devrait avoir tout Américain de respirer un air non pollué<sup>828</sup>. Il peut également compter sur la présence de Joseph Lieberman (Connecticut), qui s'implique dans la lutte contre le smog et la pollution automobile<sup>829</sup>, de même que celle des républicains modérés John Chafee

<sup>824</sup> s.a., « Clean-Air Bill Fails to Move », *Congressional Quarterly Almanac 1988*, *op. cit.*

<sup>825</sup> Gary C. Bryner, *Blue Skies, Green Politics*, *op. cit.*, p. 93-94; David Frum, « A Forgotten Legacy of George H. W. Bush », *The Atlantic* (3 décembre 2018), en ligne.

<sup>826</sup> United States Senate Subcommittee on Environmental Protection, « Clean Air Act Amendments of 1989 – Part 5 », 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (3, 4 et 9 octobre 1989), p. 5-6.

<sup>827</sup> Richard E. Cohen, *Washington at Work. Back Rooms and Clean Air*, New York, Macmillan Publishing Company, 1992, p. 5.

<sup>828</sup> United States Senate Subcommittee on Environmental Protection, « Clean Air Act Amendments of 1989 – Part 3 », 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (27 septembre 1989), p. 47.

<sup>829</sup> United States Senate Subcommittee on Environmental Protection, « Clean Air Act Amendments of 1989 – Part 4 », 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (28 septembre 1989), p. 3-4.

(Rhode Island)<sup>830</sup> et Jim Jeffords (Vermont)<sup>831</sup>. Le démocrate Max Baucus (Montana) est son allié le plus précieux. En tant que président de la sous-commission sur la Protection de l'environnement, Baucus organise à l'automne 1989 une série d'audiences intensives<sup>832</sup> pour étudier le contenu du nouveau CAA. Avec Mitchell et le président Bush, Baucus est un des trois acteurs clés dans l'adoption du CAA de 1990<sup>833</sup>. Le projet de loi est approuvé par de fortes majorités dans les deux chambres du Congrès<sup>834</sup>. Signée par le président le 15 novembre 1990, la nouvelle loi prévoit des mesures pour lutter contre les pluies acides et le trou dans la couche d'ozone<sup>835</sup>, en plus d'offrir des compensations aux travailleurs qui perdraient leur emploi à cause des nouvelles réglementations<sup>836</sup>. C'est grâce à sa persévérance, son leadership et sa capacité à faire des compromis que George Mitchell a pu mener à bien le long processus conduisant à l'adoption d'un CAA revampé<sup>837</sup>.

Fervent environnementaliste, Mitchell a également œuvré pour une autre loi adoptée en 1989, le *Oil Pollution Prevention, Response, Liability and Compensation Act*, qui prévoit un fonds d'aide fédéral pour compenser les victimes d'une fuite de pétrole et qui responsabilise les compagnies faisant preuve de négligence<sup>838</sup>. Cette volonté

<sup>830</sup> Désormais premier républicain en importance au sein de la commission sur l'Environnement et les Travaux publics.

<sup>831</sup> Jim Jeffords a succédé à Robert Stafford après la retraite de ce dernier au terme du 100<sup>e</sup> Congrès (1987-1988).

<sup>832</sup> « *From dusk till dawn* », dans les mots de Baucus. - United States Senate Subcommittee on Environmental Protection, « Clean Air Act Amendments of 1989 – Part 1 », 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (21 septembre 1989), p. 1

<sup>833</sup> Richard E. Cohen, *Washington at Work*, *op. cit.*, p. 2-3.

<sup>834</sup> s.a., « Clean-Air Bill Moves in Both Chambers », *Congressional Quarterly Almanac 1989*, *op. cit.*

<sup>835</sup> T.H. Moore, « Acid Rain: New Approach to Old Problem », *Congressional Quarterly Research* (8 mars 1991).

<sup>836</sup> s.a., « Clean Air Act Rewritten, Tightened », *Congressional Quarterly Almanac 1990*, *op. cit.*; Gary C. Bryner, *Blue Skies, Green Politics*, *op. cit.*, p. 123; Richard E. Cohen, *Washington at Work*, *op. cit.*, p. 4.

<sup>837</sup> Donald C. Baumer, « Senate Democratic Leadership in the 101<sup>st</sup> Congress », *op. cit.*, p. 311-312.

<sup>838</sup> s.a., « Oil Spill Liability, Prevention Bill Enacted », *Congressional Quarterly Almanac 1990*, *op. cit.*; United States Senate Committee on Environment and Public Works, « Oil Pollution Liability and Compensation Act of 1986 – Part 2 », 99<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (10 et 12 septembre 1986), p. 2-7; United States Senate Subcommittee on Environmental Protection, « Pending Oil Legislation », 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (21 juillet 1989), p. 3-4.

d'obliger les compagnies à assumer leur responsabilité en cas de désastre fait suite à une décennie de désastres environnementaux qui incluent les incidents nucléaires de Three Mile Island (1979) et Tchernobyl (1986), la fuite de gaz de Bhopal (1984) et le naufrage de l'Exxon Valdez (1989), tous causés par la négligence humaine. Mitchell s'investit également dans la lutte contre la pollution intérieure et pour forcer le gouvernement fédéral à réduire son empreinte écologique<sup>839</sup>. Il est également un des premiers élus à vouloir attirer l'attention sur les changements climatiques, notamment grâce à son livre *Earth on Fire*, paru en 1991<sup>840</sup>.

*Trou dans la couche d'ozone, changements climatiques : comment lutter contre les nouvelles menaces globales*

En plus des pluies acides, les environmentalistes au Sénat attirent l'attention de leurs collègues sur deux autres menaces environnementales globales, soit les changements climatiques et le trou dans la couche d'ozone<sup>841</sup>. De manière intéressante, on observe que ce sont des républicains siégeant au sein de la commission sur l'Environnement et les Travaux publics qui contribuent initialement à attirer l'attention sur ces enjeux, au moment où le *Grand Old Party* est majoritaire à la Chambre haute. Dès 1985, Dave Durenberger (Minnesota), qui préside alors la sous-commission sur la Surveillance des substances toxiques et de l'Environnement, convoque une audience sur le thème des changements climatiques. Le ton qu'il emploie lors de son allocution d'ouverture ne laisse planer aucun doute sur la sincérité de ses préoccupations :

---

<sup>839</sup> s.a., « Senate Sought to Reduce Indoor Air Pollution », *Congressional Quarterly Almanac 1991*, op. cit.; s.a., « Federal Facilities Cleanup », *Congressional Quarterly Almanac 1991*, op. cit.; s.a., « Federal Agencies Liable for Waste Violations », *Congressional Quarterly Almanac 1992*, op. cit.

<sup>840</sup> George J. Mitchell, *World on Fire. Saving an Endangered Earth*, New York, Scribner, 1991.

<sup>841</sup> Découvert au-dessus de l'Antarctique en 1977, le trou dans la couche d'ozone est causé par l'émission à grande échelle de certains gaz, notamment les chlorofluorocarbures (CFC) qu'on trouve alors dans les systèmes de refroidissement. La couche d'ozone sert à filtrer les rayons ultraviolets en provenance du soleil. Un second trou est découvert dans l'hémisphère nord en 1992. – S. Glazer, « Ozone Mystery », *Congressional Quarterly Researcher* (10 avril 1987); Mary H. Cooper, « Ozone Depletion. Can Global Action Rescue the Deteriorating Ozone Layer? », *Congressional Quarterly Researcher* (3 avril 1992).



*My conclusion is that grappling with [global warming] is going to be just about as easy as nailing jello to the wall. [...] [I]n the next century, the American Midwest, which I represent, may look like the dust bowl of my childhood. Indeed, things could be even worse. Because as one scientist after another has made clear, we are now conducting the ultimate environmental experiment with our atmosphere<sup>842</sup>.*

Quelques mois plus tard, le républicain John Chafee (Rhode Island), qui est à la tête de la sous-commission sur la Pollution environnementale, convoque à son tour une audience portant sur le trou dans la couche d'ozone, les gaz à effet de serre et les changements climatiques au cours de laquelle il plaide pour que des actions rapides soient entreprises pour enrayer ces nouvelles menaces<sup>843</sup>.

Lorsque les démocrates reprennent le contrôle du Sénat, Max Baucus et George Mitchell succèdent à Durenberger et Chafee à la tête de leur sous-commission respective<sup>844</sup>, au sein desquelles ces derniers demeurent à titre de premiers républicains en importance. L'entente est toutefois si grande entre ces quatre sénateurs sur ces enjeux qu'on peut pratiquement parler d'une direction bicéphale non partisane pour les deux sous-commissions. Une audience conjointe est d'ailleurs organisée en janvier 1987 pour aborder les questions du trou dans la couche d'ozone et des changements climatiques. Mitchell, Baucus, Durenberger et Chafee y prennent chacun la parole et lancent d'une seule voix un appel pour que des actions drastiques soient entreprises dans les plus brefs délais<sup>845</sup>. Il est surprenant, de notre point de vue contemporain, de voir comment de telles questions peuvent alors unir des démocrates libéraux comme

---

<sup>842</sup> United States Senate Subcommittee on Toxic Substances and Environmental Oversight, « Global Warming », 99<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (10 décembre 1985), p. 1.

<sup>843</sup> United States Subcommittee on Environmental Pollution, « Ozone Depletion, the Greenhouse Effect, and Climate Change », 99<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (10-11 juin 1986).

<sup>844</sup> À noter toutefois que la sous-commission sur la Surveillance des substances toxiques et de l'Environnement change de nom pour devenir la sous-commission sur les Déchets dangereux et les Substances toxiques, tandis que la sous-commission sur la Pollution environnementale devient la sous-commission sur la Protection environnementale.

<sup>845</sup> United States Senate Subcommittees on Environmental Protection and on Hazardous Wastes and Toxic Substances, « Ozone Depletion, the Greenhouse Effect, and Climate Change », 100<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (28 janvier 1987), p. 1-13.

Mitchell, Baucus, Frank Lautenberg, Al Gore<sup>846</sup> et Joe Lieberman<sup>847</sup> et des républicains modérés comme Durenberger et Chafee<sup>848</sup>. Malgré cette bonne entente bipartisane et la multiplication des audiences portant sur ces nouvelles problématiques, aucune loi n'est adoptée pour combattre les changements climatiques et le trou dans la couche d'ozone. Il s'agit en rétrospective d'un rendez-vous manqué<sup>849</sup>, alors que les années 1990 seront marquées par un retour d'une majorité républicaine au Sénat sans la présence cette fois de républicains modérés pour se liguer avec les démocrates sur ces enjeux<sup>850</sup>.

3.5.4. Les enjeux internationaux : le retour et la fin de la Guerre froide et le mouvement contre l'*apartheid*

*Pour un gel durable de la course aux armements*

L'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan est un coup dur porté au mouvement pour le contrôle des armes nucléaires qui avait permis la signature d'une série d'accords entre les États-Unis et l'Union soviétique au cours des années 1960 et 1970. Le nouveau

---

<sup>846</sup> Le sénateur du Tennessee est un des premiers sénateurs à s'être intéressé aux conséquences des gaz à effet de serre. Quelques années plus tard, en 1992, il est l'auteur d'un amendement, adopté à l'unanimité par la Chambre haute, qui demande que cesse au plus vite l'utilisation des CFC. – Philip J. Hiltz, « Senate Backs Faster Protection of Ozone Layer as Bush Relents », *The New York Times* (7 février 1992), p. A1; United States Subcommittee on Environmental Pollution, « Ozone Depletion », *op. cit.*, p. 1 - Vice-président de Bill Clinton de 1993 à 2001, il échoue de peu à remporter l'élection présidentielle de 2000 et devient un militant contre les changements climatiques, un engagement qui lui permettra de remporter le prix Nobel de la Paix en 2007.

<sup>847</sup> Lieberman préside en 1989 à Hartford une audience de terrain de la sous-commission sur la Protection environnementale portant sur le réchauffement climatique : United States Subcommittee on Environmental Protection, « Responding to the Problem of Global Warming », 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (10 août 1989). Lieberman sera le colistier d'Al Gore lors l'élection présidentielle de 2000.

<sup>848</sup> À noter toutefois que tous les républicains siégeant à la commission sur l'Environnement et les Travaux publics ne sont pas de fervents environnementalistes. À titre d'exemple, Steven Symms (Idaho) est généralement hostile à toute proposition de réglementation environnementale.

<sup>849</sup> Voir à ce propos l'article du *New York Times Magazine* qui explique comment les années 1980 ont constitué une occasion manquée de s'attaquer rapidement et efficacement à l'enjeu des changements climatiques. Nathaniel Rich, « Losing Earth : The Decade We Almost Stopped Climate Change », *The New York Times Magazine* (1<sup>er</sup> août 2018), en ligne.

<sup>850</sup> Jaime Fuller, « Environmental Policy is Partisan. It Wasn't Always », *The Washington Post – The Fix* (2 juin 2014), en ligne.

président est opposé à la plupart de ces accords et adopte une rhétorique belliqueuse à l'endroit de Moscou. Lors de la campagne de 1980, il va jusqu'à évoquer en des termes vagues la possibilité de recourir à une frappe préventive et à affirmer que les États-Unis pourraient survivre à un conflit nucléaire<sup>851</sup>. Malgré les efforts de ses conseillers pour adoucir son image de va-t-en-guerre<sup>852</sup>, Reagan semble donner raison à ses détracteurs lors de son premier mandat lorsqu'il annonce vouloir relancer la course aux armements ou créer un bouclier antimissile. Une nouvelle « peur nucléaire » s'empare des États-Unis et d'une grande partie du monde, ce qui contribue à l'émergence d'un mouvement pacifiste international dont l'objectif est le « gel » (*freeze*) de la course aux armements et l'élimination éventuelle des armes nucléaires<sup>853</sup>. Aux États-Unis, le mouvement gagne vite de l'ampleur : en juin 1982, plus de 500 000 personnes défilent dans les rues de New York pour manifester en sa faveur<sup>854</sup>.

Pour les libéraux, il y a là une occasion à saisir : non seulement la course aux armements représente-t-elle une menace pour la sécurité des Américains et de l'ensemble de la planète, mais cet enjeu leur permet d'espérer faire des gains après l'éprouvante élection de 1980. En 1982, avec l'aide du républicain modéré Mark Hatfield (Oregon), Ted Kennedy présente au Sénat deux résolutions en faveur du gel dans la course aux armements<sup>855</sup>. Les deux hommes font paraître la même année un livre où ils exposent la nécessité d'une telle mesure, qu'ils présentent comme la seule façon de prévenir un conflit nucléaire aux conséquences catastrophiques<sup>856</sup>. Lors de la convention démocrate de mi-mandat de 1982, les sénateurs libéraux Alan Cranston (Californie) et Gary Hart (Colorado) appellent tous deux au gel et à l'élimination des

---

<sup>851</sup> Robert Scheer, « Reagan Views Issues at Home, Abroad », *Los Angeles Times* (6 mars 1980), p. 17; Douglas C. Waller, *Congress and the Nuclear Freeze. An Inside Look at the Politics of a Mass Movement*, Amherst, The University of Massachusetts Press, 1987, p. 13-14.

<sup>852</sup> Roland Perry, *Élections sur ordinateur*, Paris, Robert Laffont, 1984, p. 160.

<sup>853</sup> Douglas C. Waller, *Congress and the Nuclear Freeze*, *op. cit.*, chap. 2.

<sup>854</sup> Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. 265.

<sup>855</sup> *Ibid.*, p. 59-66.

<sup>856</sup> Edward M. Kennedy et Mark O. Hatfield, *Freeze! How You Can Help Prevent Nuclear War*, New York, Bantam Books, 1982.

armes nucléaires. Les deux hommes sont par la suite candidats lors des primaires démocrates de 1984 et placent ces enjeux au cœur de leur campagne<sup>857</sup>. Cette même année, une motion du Sénat est adoptée avec une importante majorité pour demander à l'administration Reagan de négocier avec Moscou une interruption dans les essais nucléaires<sup>858</sup>.

En plus de marquer le début de notre deuxième conjoncture critique, l'année 1985 constitue également un point de rupture sur la question du nucléaire. On assiste alors à l'arrivée au pouvoir à Moscou de Mikhaïl Gorbatchev. Le nouveau leader soviétique semble sincèrement convaincu de la nécessité de freiner la course aux armements. On observe parallèlement un adoucissement du ton employé par Reagan, ce qui permet l'organisation des sommets de Genève (novembre 1985) et de Reykjavik (octobre 1986). Pour autant, les libéraux du Congrès n'ont aucune intention de relâcher la pression sur l'administration. Au Sénat, l'élection de 1984 a permis l'arrivée de plusieurs nouveaux sénateurs favorables au gel, notamment John Kerry (Massachusetts), qui devient rapidement une des bêtes noires de l'administration Reagan en ce qui a trait à sa conduite de la politique étrangère (**Encadré 8**), de même que les libéraux Tom Harkin<sup>859</sup> (Iowa), Paul Simon (Illinois) et Al Gore (Tennessee)<sup>860</sup>.

Les libéraux multiplient les manœuvres législatives pour obliger Reagan à mettre la pédale douce. En 1985, ils obtiennent la suspension des essais des missiles antisatellites capables de frapper une cible dans l'espace<sup>861</sup>. Ils parviennent également à plusieurs

---

<sup>857</sup> Christopher Reed, « Obituaries : Alan Cranston : High-Minded US Senator Brought Low by Scandal », *The Guardian* (2 janvier 2001), en ligne; Douglas C. Waller, *Congress and the Nuclear Freeze*, *op. cit.*, p. 87.

<sup>858</sup> Lawrence C. Wittner, *Toward Nuclear Abolition. A History of the World Nuclear Disarmament Movement, 1971 to the Present*, Stanford, Stanford University Press, 2003, p. 386.

<sup>859</sup> Harkin sera d'ailleurs l'auteur d'un ouvrage portant sur le danger représenté par les armes nucléaires, même après la Guerre froide : Tom Harkin et Carlton E. Thomas, *Five Minutes to Midnight. Why the Nuclear Threat Is Growing Faster than Ever*, New York, Carol Publishers Group, 1990.

<sup>860</sup> Robert E. Hartley, *Paul Simon*, *op. cit.*, p. 209-210; Douglas C. Waller, *Congress and the Nuclear Freeze*, *op. cit.*, p. 296.

<sup>861</sup> s.a, « Arms Controllers Win a Year-Long Ban on Anti-Satellite (ASAT) Missile Tests », *Congressional Quarterly Almanac 1985*, *op. cit.*

reprises à faire en sorte que les montants alloués à l'Initiative de défense stratégique (le fameux bouclier antimissiles) soient moins élevés que ce que demande le président<sup>862</sup>. À l'initiative des libéraux Patrick Leahy (Vermont) et Dale Bumpers (Arkansas), le Sénat adopte en 1985 une motion enjoignant le président à respecter les accords en vigueur concernant les armements nucléaires<sup>863</sup>. Deux ans plus tard, une seconde motion, toujours coparrainée par Leahy et Bumpers, auxquels se joignent les républicains modérés John Chafee (Rhode Island) et John Heinze (Pennsylvanie), demande à l'administration de continuer à respecter les balises prévues par l'accord SALT II<sup>864</sup>.

#### **Encadré 8 : John Kerry, le Nicaragua et la mise au jour de l’Affaire Iran-Contra**

Vétéran de la Guerre du Vietnam, John Kerry a mérité plusieurs médailles au cours de son séjour au front en 1968-1969, ce qui ne l'empêche pas de devenir par la suite une figure importante de l'organisation des Vietnam Veterans Against the War<sup>865</sup>. Son expérience de combattant et de militant antiguerre est centrale dans sa décision de se lancer en politique<sup>866</sup>. Après avoir échoué à se faire élire à la Chambre des représentants en 1972, il est élu en 1982 lieutenant-gouverneur du Massachusetts, puis sénateur de cet État deux ans plus tard. Il est alors, avec ses collègues démocrates Tom Harkin (Iowa) et Al Gore (Tennessee), parmi les premiers vétérans du Vietnam à faire leur entrée à la Chambre haute<sup>867</sup>. Son intérêt pour les questions internationales lui vaut de rejoindre les rangs de la commission sur les Relations extérieures. Opposé à la course

<sup>862</sup> s.a., « Reagan Fends Off Major Cuts in Strategic Defense Initiative (SDI) Missile Shield Technology Program », *Congressional Quarterly Almanac 1985*, *op. cit.*; s.a., « Congress Reinforces Strings on Strategic Defense Initiative (SDI) Program », *Congressional Quarterly Almanac 1987*, *op. cit.*

<sup>863</sup> s.a., « Arms Control: Negotiations but No Accords », *Congressional Quarterly Almanac 1985*, *op. cit.*

<sup>864</sup> s.a., « Hill Enforces SALT II Arms Control Conditions on Defense Buildup », *Congressional Quarterly Almanac 1987*, *op. cit.* Bien que SALT II n'a pas été ratifié par le Sénat, les administrations Carter et Reagan en ont informellement respecté les termes en ce qui a trait aux limites imposées au nombre d'armes stratégiques. – Lawrence S. Wittner, *Toward Nuclear Abolition*, *op. cit.*, p. 389.

<sup>865</sup> Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. 175.

<sup>866</sup> Ralph G. Carter et James M. Scott, *Choosing to Lead*, *op. cit.*, p. 34; John Kerry, *Mon Amérique à moi*, Paris, Fayard, 2004, p. 19.

<sup>867</sup> Robert David Johnson, *Congress and the Cold War*, *op. cit.*, p. 282.

aux armements, Kerry introduit sans succès des amendements pour mettre fin au programme antisatellite<sup>868</sup> et couper les fonds à l'Initiative de défense stratégique bien au-delà des coupures déjà imposées par le Congrès<sup>869</sup>.

C'est toutefois sur le dossier de la politique centraméricaine de l'administration Reagan que Kerry aura le plus d'influence, particulièrement dans le cas de l'aide apporté aux *Contras*<sup>870</sup> au Nicaragua. Quelques mois à peine après son arrivée au Sénat, en avril 1985, il effectue avec son collègue Tom Harkin un voyage dans ce petit pays d'Amérique centrale où ils rencontrent des protagonistes combattant des deux côtés de la guerre civile, dont le président Daniel Ortega. Les deux vétérans reviennent de leur voyage convaincus que la politique de soutien aux *Contras* risquent de plonger les États-Unis dans un marasme semblable à celui de la Guerre du Vietnam<sup>871</sup>. Kerry consacre dès lors beaucoup d'efforts à enquêter sur les actions de l'administration Reagan au Nicaragua. Avec ses assistants, il fait paraître en octobre 1986 un rapport fondé sur l'entrevue d'une cinquantaine de personnes exposant le rôle joué par le lieutenant-colonel Oliver North<sup>872</sup> dans la vente d'armes aux *Contras* et qui remet en question la légalité des actions du gouvernement américain dans la guerre civile au Nicaragua<sup>873</sup>. Ce faisant, Kerry contribue à mettre en lumière l'Affaire Iran-*Contra*, qui vient plomber les dernières années au pouvoir de l'administration Reagan<sup>874</sup>.

<sup>868</sup> s.a., « Arms Controllers Win a Year-Long Ban on Anti-Satellite (ASAT) Missile Tests », *op. cit.*

<sup>869</sup> s.a., « Reagan Fends Off Major Cuts in Strategic Defense Initiative (SDI) Missile Shield Technology Program », *op. cit.*

<sup>870</sup> Nom donné aux milices armées en lutte contre le gouvernement sandiniste de Daniel Ortega au Nicaragua entre 1979 et le début des années 1990.

<sup>871</sup> Myra MacPherson, « Harkin and Kerry, Back in a War Zone », *The Washington Post* (23 avril 1985), p. E1.

<sup>872</sup> Membre du conseil de sécurité nationale du président Reagan, Oliver North devient une des principales figures du scandale Iran-*Contra*, pour lequel il sera accusé puis acquitté.

<sup>873</sup> s.a., « White House Official Linked to Arms Deliveries to Contras », *The New York Times* (15 octobre 1986), p. A6.

<sup>874</sup> L'affaire Iran-*Contra* (aussi connue sous le nom d'*Irangate*) concerne la vente illégale d'armes au gouvernement iranien par le gouvernement américain et l'utilisation des profits de cette vente pour financer les *Contras*. Voir à ce propos : Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison-Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, 3<sup>e</sup> édition entièrement revue et augmentée, Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, p. 646-659. Malgré son

Au sein de la commission du Sénat sur les Relations extérieures, Kerry s'associe avec Christopher Dodd (Connecticut), un démocrate libéral qui s'intéresse à la politique centraméricaine de l'administration Reagan depuis plusieurs années<sup>875</sup>. Les deux élus demandent au président de la commission, le républicain Richard Lugar (Indiana), d'organiser des audiences sur la question nicaraguayenne, ce à quoi ce dernier consent dès 1986<sup>876</sup>. Kerry obtient en 1987 la présidence de la sous-commission sur le Terrorisme, les Narcotiques et les Opérations internationales, ce qui lui permet d'enquêter sur le trafic de drogue en Amérique centrale, en Colombie et dans les Antilles. Le « rapport Kerry » paraît en décembre 1988 et montre que plusieurs membres des *Contras* se sont adonnés au trafic de drogues<sup>877</sup>. Lorsque l'administration Bush arrive au pouvoir en 1989, le sénateur fait partie d'un groupe de législateurs bipartisans des deux chambres du Congrès qui rencontrent le nouveau secrétaire d'État James Baker pour le convaincre de mettre un terme à l'aide militaire aux *Contras*, ce à quoi ce dernier consent<sup>878</sup>.

Au cours de sa longue carrière au Sénat, Kerry demeure une des voix les plus influentes sur les dossiers de politique étrangère. Au cours des années Clinton, il travaille avec un autre vétéran du Vietnam, le républicain John McCain (Arizona) pour convaincre l'administration de reconnaître le gouvernement d'Hanoi<sup>879</sup>. Après être passé près de

---

rôle central dans la mise au jour de l'affaire Iran-*Contra*, Kerry ne siège pas au sein de la sous-commission spéciale chargée d'enquêter sur l'assistance militaire secrète à l'Iran et à l'opposition nicaraguayenne. Curieusement, son rôle n'est même pas évoqué dans le livre que consacrent les sénateurs George Mitchell et William Cohen (R-Maine) à l'*Irangate* : William S. Cohen et George J. Mitchell, *Men of Zeal. A Candid Inside Story of the Iran-Contra Hearings*, New York, Viking, 1988.

<sup>875</sup> Stephen Hess, *The Ultimate Insiders*, *op. cit.*, p. 40-43.

<sup>876</sup> United States Senate Committee on Foreign Relations, « S. Hrg 99-645: U.S. Policy Toward Nicaragua: Aid to Nicaraguan Resistance Proposal », 99<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (27 février et 4 mars 1986); « S. Hrg 100-139: United States Policy Options with Respect to Nicaragua and Aid to Contras », 100<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (28 janvier et 5 février 1987).

<sup>877</sup> United States Senate Subcommittee on Terrorism, Narcotics, and International Operations, « S. Prt. 100-165: Drugs, Law Enforcement and Foreign Policy », 100<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (Décembre 1988). Kerry expose aussi l'incohérence, voire l'hypocrisie, de l'administration Reagan, qui finance grassement les *Contras* tout en menant une guerre contre les drogues sur le sol américain.

<sup>878</sup> Ralph G. Carter et James M. Scott, *Choosing to Lead*, *op. cit.*, p. 126.

<sup>879</sup> *Ibid.*, p. 242.

devenir président des États-Unis en 2004, Kerry demeure une des voix les plus audibles sur les questions internationales et s'intéresse de plus en plus aux questions environnementales<sup>880</sup>. Il devient en 2009 président de la commission du Sénat sur les Relations extérieures, puis secrétaire d'État de Barack Obama en 2013 et, à ce titre, il conclut un accord multipartite sur le nucléaire iranien en 2015, accord qui sera cependant renié par l'administration Trump en 2018.

### *Les sanctions contre l'Afrique du Sud*

Le mauvais souvenir laissé par les années Carter et le retour de la Guerre froide sous Reagan ont entraîné un recul pour les néo-internationalistes. L'aide humanitaire et la « révolution des droits humains », deux des piliers de la politique internationale au cours des années 1970, peinent désormais à s'imposer<sup>881</sup>. À une exception près cependant : le dossier de l'Afrique du Sud et son régime d'*apartheid*. Dix ans après les efforts de Dick Clark (Iowa) pour attirer l'attention sur cet enjeu, l'*apartheid* est de plus en plus condamné, tant aux États-Unis qu'ailleurs dans le monde. Or, l'administration Reagan demeure sourde aux pressions populaires pour sanctionner Pretoria et privilégie l'approche dite du « dialogue constructif » (*creative engagement*), qui consiste à inciter l'Afrique du Sud à abandonner l'*apartheid* sans recourir à des sanctions ou à des méthodes coercitives<sup>882</sup>. Cette approche est cependant décriée à Capitol Hill, où une coalition formée d'élus des deux partis souhaite faire pression sur

---

<sup>880</sup> John Kerry et Teresa Heinz Kerry, *This Moment on Earth. Today's New Environmentalists and their Vision for the Future*, New York, PublicAffairs, 2007. – En tant que secrétaire de Barack Obama, Kerry sera d'ailleurs responsable, en 2015, de l'adhésion des États-Unis au Protocole de Paris sur les changements climatiques, entente de laquelle les États-Unis se retireront en juin 2017 sous l'administration républicaine de Donald Trump.

<sup>881</sup> H. Gimlin, « Foreign Aid : A Declining Commitment », *Congressional Quarterly Researcher* (23 septembre 1988); Barbara Keys, *Reclaiming American Virtue*, *op. cit.*

<sup>882</sup> Sur le dialogue constructif, voir notamment : Kate Manzo, « U.S. South Africa in the 1980s: Constructive Engagement and Beyond », *Review of Policy Research* 6, 2 (novembre 1986); Deborah Toler, « Constructive Engagement: Reactionary Pragmatism at Its Best », *Issue. A Journal of Opinion* 12, 3-4 (automne/hiver 1982).



l'administration Reagan pour qu'elle hausse le ton<sup>883</sup>. Au Sénat, les libéraux Ted Kennedy (Massachusetts) et Alan Cranston (Californie), de même que le républicain modéré Lowell Weicker (Connecticut) sont parmi les élus qui mettent le plus d'efforts pour sanctionner l'Afrique du Sud. Pour Cranston, qui siège au sein de la commission sur les Affaires extérieures, il s'agit d'un devoir moral :

*[...] I believe it is essential for us to remember exactly what has brought us here. We are here today because an unspeakable wrong is being committed to millions of human beings each and every day in South Africa. We are here today because we have a moral obligation to speak and use such power as we have to act against this wrong<sup>884</sup>.*

Cranston propose un amendement pour que des sanctions plus importantes que celles qui sont prévues par le projet de loi original soient imposées, mais cette proposition d'amendement est battue par un vote qui suit les lignes partisans<sup>885</sup>.

Le Congrès adopte en 1986 un projet de loi imposant de nombreuses sanctions économiques à l'Afrique du Sud; le président Reagan met son veto, lequel est cependant facilement renversé dans les deux chambres, ce qui constitue une des plus cinglantes défaites d'un président américain face au Congrès sur une question de politique étrangère depuis l'adoption de la *Loi sur les pouvoirs de guerre* en 1973<sup>886</sup>. Il s'agit d'une grande victoire pour les partisans des sanctions. Un an après l'adoption de la loi, lorsqu'il est appelé à témoigner dans le cadre d'une audience de la sous-commission sur les Affaires africaines<sup>887</sup>, Kennedy dénonce l'inaction de l'administration Reagan et exhorte le Congrès à voter pour un deuxième régime de

---

<sup>883</sup> s.a., « Hill Pressure Leads to South Africa Sanctions », *Congressional Quarterly Almanac 1985*, *op. cit.*

<sup>884</sup> United States Senate Committee on Foreign Relations, « S. Hrg 99-212: U.S. Policy Toward South Africa », 99<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (24 avril, 2 mai et 22 mai 1985), p. 6.

<sup>885</sup> s.a., « Hill Pressure Leads to South Africa Sanctions », *op. cit.*

<sup>886</sup> s.a., « Hill Overrides Veto of South African Sanctions », *Congressional Quarterly Almanac 1986*, *op. cit.*

<sup>887</sup> La sous-commission autrefois présidée par Dick Clark est désormais présidée par Paul Simon, qui a consacré beaucoup de temps à la question de l'*apartheid* lorsqu'il était à la Chambre des représentants.

sanctions plus drastique<sup>888</sup>. Or, l'engouement pour les sanctions s'est considérablement essoufflé au Congrès. La plupart des républicains, satisfaits par la loi de 1986, montrent peu d'empressements pour que de nouvelles mesures punitives soient adoptées. Lowell Weicker est le seul sénateur du GOP à coparrainer le nouveau projet de loi de sanctions déposé au Sénat le 12 mai 1988. Celui-ci est adopté par la commission sur les Affaires extérieures, mais, devant les menaces de *filibuster* et de veto présidentiel, il n'est pas présenté en assemblée plénière<sup>889</sup>. L'impasse est toutefois dénouée l'année suivante avec l'arrivée au pouvoir de George H. Bush à Washington et de Frederick de Klerk à Pretoria, un double changement de garde salué autant par Alan Cranston que par Ted Kennedy<sup>890</sup>. Bush forge un compromis avec le Congrès pour retarder l'application de nouvelles sanctions afin de laisser du temps à l'Afrique du Sud d'apporter des réformes, tandis que de Klerk légalise l'*African National Congress* et libère Nelson Mandela, deux gestes qui préfigurent le démantèlement du régime de l'*apartheid*<sup>891</sup>.

### 3.6. Analyse : la conjoncture critique de 1985-1994 et l'évolution du libéralisme au Sénat

#### 3.6.1. Le rôle des variables dans l'émergence de la conjoncture critique

##### *Les reculs électoraux : l'élection de 1984 comme catalyseur de la mobilisation des New Democrats*

L'élection présidentielle du 6 novembre 1984 marque un tournant dans l'histoire de la coalition libérale. Pour la quatrième fois en cinq élections, les démocrates perdent l'élection présidentielle et, comme en 1972 et en 1980, le résultat est sans appel. L'ampleur de la défaite de Walter Mondale amène de l'eau au moulin des *New*

---

<sup>888</sup> United States Senate Subcommittee on African Affairs, « United States Policy Toward South Africa », 100<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup>-2<sup>e</sup> sessions (22 octobre 1987 et 22-24 juin 1988), p. 1-3.

<sup>889</sup> s.a., « South Africa Sanctions Bill Stalled », *Congressional Quarterly Almanac 1988*, *op. cit.*

<sup>890</sup> United States Senate Committee on Foreign Relations, « S. Hrg 101-518: U.S. Policy Toward South Africa », 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (3 octobre 1989), p. 2-8.

<sup>891</sup> s.a., « South Africa Government Buys Itself Some Time », *Congressional Quarterly Almanac 1989*, *op. cit.*

*Democrats* convaincus que le parti doit rompre avec le libéralisme des *New Dealers* et des révisionnistes s'il veut éviter d'être condamné à la marginalité. Le désarroi qui suit l'élection de 1984 représente donc une occasion à saisir pour les *New Democrats* qui fondent en 1985 le Democratic Leadership Council, une organisation qui leur sert de tremplin pour accroître leur influence à l'intérieur du parti et peser sur les priorités politiques du parti.

*La convergence des contextes politique, social, économique et international et de l'environnement institutionnel*

Avec l'élection de Reagan à la Maison-Blanche et la conquête de la majorité au Sénat par les républicains en 1980, les démocrates ont perdu le contrôle de deux des trois grandes institutions du gouvernement américain, ce qui rend le contexte politique plus difficile pour les libéraux. Si les démocrates redeviennent majoritaires au Sénat après les élections de novembre 1986, la présidence demeure sous le contrôle des républicains pendant six ans encore. Ce long exil loin de la Maison-Blanche fait d'autant plus mal aux libéraux qu'on assiste, après une décennie de « présidence en péril<sup>892</sup> », au retour en force du président des États-Unis, qui redevient l'acteur central de la vie politique américaine sous Ronald Reagan. Cette période de disette favorise par ailleurs des discussions fermes à l'intérieur du Parti démocrate, alors que plusieurs factions incarnant des mouvances libérales distinctes rivalisent pour tenter d'établir les priorités du parti et la voie à emprunter pour replacer le parti sur le chemin de la victoire.

En ce qui a trait au contexte social, les libéraux doivent composer avec les contrecoups des crises des années 1970 qui ont contribué à discréditer autant le libéralisme classique

---

<sup>892</sup> Mot attribué au président Gerald Ford pour désigner la précarité de la présidence au cours des crises politiques des années 1970. Voir à ce propos : G. Calvin Mackenzie, *The Imperiled Presidency. Leadership Challenges in the Twenty-First Century*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2016; Élisabeth Vallet (dir.), *La présidence des États-Unis : présidence impériale ou en péril?*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005.

que le libéralisme révisionniste. Le ressac est particulièrement vif chez les électeurs blancs de la classe ouvrière qui se tournent de plus en plus vers le Parti républicain. Afin de ne pas sombrer dans la marginalité, les libéraux doivent ajuster leur proposition pour se conformer au *Zeitgeist* anti-État. Tous les libéraux ne réagissent pas de la même façon à ce nouvel impératif : alors que les *New Dealers* acquiescent du bout des lèvres à cette nécessité, les *New Democrats* l'adoptent avec enthousiasme.

En ce qui concerne le contexte économique, l'obsession bipartisane pour la réduction des dépenses, la quête effrénée de l'équilibre budgétaire et les débuts de la Reaganomie consacrent la rupture avec l'approche keynésienne du *New Deal* et de la *Great Society*. Les réformes économiques des années 1980 contribuent à extraire les États-Unis du cycle infernal stagflationniste, mais elles entraînent un accroissement des inégalités. Par ailleurs, l'entrée des États-Unis dans l'ère post-industrielle n'est pas ressentie de la même façon par tous. En même temps qu'au déclin d'une partie du secteur industriel, on assiste à l'essor d'une classe de professionnels urbains œuvrant dans le secteur des communications ou de l'économie du savoir. L'électorat démocrate se fractionne en différentes clientèles dont les intérêts économiques sont repris par les différentes factions libérales. Les *New Dealers* tentent de conserver leurs assises auprès de la classe ouvrière, tandis que les révisionnistes veulent protéger les intérêts des groupes traditionnellement marginalisés de la société américaine. De leur côté, les *New Democrats* font le pari que l'avenir du Parti démocrate et du libéralisme passe par les travailleurs spécialisés et les *yuppies*, qui comptent parmi les grands gagnants de la Reaganomie.

Finalement, en ce qui a trait au contexte international, les libéraux serrent les rangs pour critiquer la politique étrangère de Reagan. Plusieurs aspects de cette politique sont controversés, qu'il s'agisse de la course aux armements ou des interventions militaires au nom de la lutte contre le communisme international. En outre, le retour de la Guerre froide ne signifie pas le retour d'un consensus en politique étrangère. Non seulement les Américains ne se rangent plus de manière quasi unanime derrière leur président

pour la conduite de la politique étrangère, mais un mouvement pacifiste de grande ampleur, centré sur l'abolition des armes nucléaires, prend son essor aux États-Unis et ailleurs dans le monde. L'enjeu des relations internationales constitue donc un terrain fertile pour les libéraux afin de s'opposer au reaganisme<sup>893</sup>.

Si on porte notre regard vers l'environnement institutionnel, on constate que les années 1980 sont marquées par l'émergence d'un Sénat de plus en plus partisan. Côté démocrate, sous les leaderships successifs de Robert Byrd et de George Mitchell, on perçoit un retour à une certaine discipline partisane, qui demeure toutefois bien loin de la discipline de fer qui prévalait à l'époque de Lyndon Johnson. Byrd et Mitchell ont su tirer profit d'un contexte favorable à l'affirmation du leadership partisan alors que l'absence de majorités qualifiées au Sénat tout au long de la conjoncture critique force les deux partis, qu'ils soient majoritaire ou minoritaire, à s'unir pour faire avancer leur programme ou pour freiner les élans du parti adverse. Au cours de cette période, les véritables *mavericks*, ceux qui sont prêts à rompre avec le parti pour des questions de principe, demeurent relativement rares. On peut néanmoins penser à Howard Metzenbaum (Ohio), surnommé *Senator No* pour sa propension à recourir à des méthodes d'obstruction pour s'assurer que les politiques proposées par le leadership démocrate ne s'éloignent pas trop des fondements du libéralisme. Paul Wellstone (Minnesota), de son côté, arrive à Washington en 1991 avec la volonté de faire la promotion d'un ordre du jour politique résolument campé à gauche, ce qui l'amène à rompre à l'occasion avec son caucus<sup>894</sup>. Dans l'ensemble toutefois, la période est marquée par une certaine discipline et une solidarité chez les démocrates au Sénat.

Au moment où l'assemblée plénière devient le lieu central de l'activité au Sénat, on assiste à une prolifération de manœuvres d'obstruction qui sont teintées de partisanerie. Autrefois rare, le *filibuster* est désormais une menace constante, ce qui

---

<sup>893</sup> Iwan W. Morgan, *Beyond the Liberal Consensus*, op. cit., p. 223.

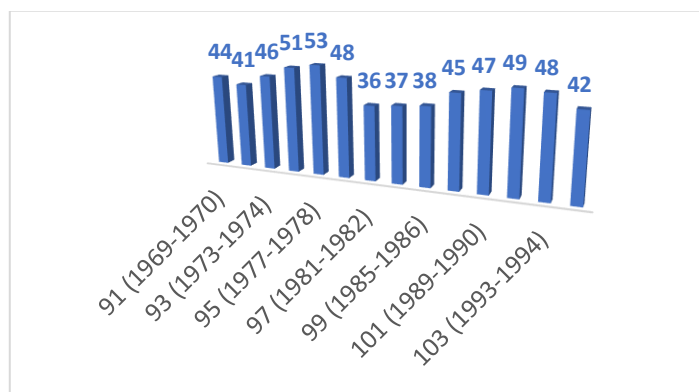
<sup>894</sup> Bill Lofy, *Paul Wellstone. The Life of a Passionate Progressive*, op. cit., p. 3-4.

explique pourquoi la Chambre haute devient de plus en plus inefficace. Le Sénat est le théâtre d'une plus grande polarisation partisane, qui se manifeste par l'augmentation, d'une année à l'autre, du pourcentage de votes partisans. Cette polarisation est principalement due à la plus grande homogénéité à l'intérieur des partis. La quasi-disparition de l'aile gauche du Parti républicain et de l'aile droite du Parti démocrate à la Chambre haute fait en sorte que, malgré l'absence de lignes de parti, le plus conservateur des démocrates est pratiquement toujours plus à gauche que le plus libéral des républicains. Cette polarisation en plein essor permet d'expliquer une dynamique en apparence paradoxale qui allie une plus grande partisanerie à un individualisme qui continue de prospérer à la Chambre haute en profitant du recul toujours plus prononcé des *Folkways*.

#### *Une coalition libérale plus modérée*

La **figure 3.3** illustre la variation dans le nombre de sénateurs libéraux ayant siégé au cours de chaque Congrès à partir du début de la première conjoncture critique jusqu'à la fin de la seconde.

**Figure 3.3 : Nombre de sénateurs libéraux au Sénat, 91<sup>e</sup>-104<sup>e</sup> Congrès<sup>895</sup>**



<sup>895</sup> Données compilées à partir de <https://voteview.com/congress/senate/text>. Inclut les sénateurs ayant siégé sur une base intérimaire.

Nous pouvons aisément constater l'effet majeur de l'élection de 1980 sur la coalition libérale, qui perd 25% de son membership et qui reste confiné entre 36 et 38 membres au cours des six années (1981-1986) où les républicains sont en contrôle du Sénat. L'élection de 1986 (la première après le début de la conjoncture critique) permet toutefois de renverser la vapeur : non seulement les démocrates reprennent le contrôle de la majorité au Sénat, mais les effectifs libéraux passent de 38 à 45 sénateurs et continuent d'augmenter jusqu'à atteindre 49 libéraux lors du 102<sup>e</sup> Congrès. Comme nous pouvons le voir avec le **tableau 3.2**, la coalition libérale devient plus modérée au cours de cette deuxième conjoncture critique.

**Tableau 3.2 : Une coalition libérale de plus en plus modérée**

Congrès	Nombre de sénateurs libéraux	DW-NOMINATE moyen des sénateurs libéraux	Nombre de libéraux dont le DW-NOMINATE est supérieur à -0,400 (% du nombre total de libéraux)	Nombre de libéraux dont le DW-NOMINATE se situe entre -0,200 et -0,300 (% du nombre total de libéraux)
95 <sup>e</sup> (1977-1978)	53	-0,374	18 (40)	12 (22,6)
99 <sup>e</sup> (1985-1986)	38	-0,345	6 (15,8)	8 (21,1)
100 <sup>e</sup> (1987-1988)	45	-0,334	5 (11,1)	14 (31,1)
103 <sup>e</sup> (1993-1994)	48	-0,328	7 (14,6)	16 (33,3)
104 <sup>e</sup> (1995-1996)	42	-0,323	5 (11,9)	15 (35,7)

Lors du 95<sup>e</sup> Congrès, le dernier de la première conjoncture critique, le DW-NOMINATE moyen des membres de la coalition libérale était de -0,375. Au moment où débute la deuxième conjoncture critique, il est de -0,345. À la fin de la conjoncture, lorsque débute la phase de ressac, il n'est plus que de -0,323. En 1977, 40% des sénateurs libéraux avaient un DW-NOMINATE moyen inférieur à -0,400. Après avoir été décimés lors des élections de 1978 et surtout de 1980, ils ne composent plus en 1985 que 15,8% de la coalition et demeurent cantonnés dans ces chiffres par la suite. À l'inverse, la proportion de sénateurs dont le DW-NOMINATE est situé entre -0,200 et -0,300 est en augmentation constante, passant de 22,6% à 35,7%. L'élection de 1986 marque un tournant, alors que cinq des neuf nouveaux libéraux qui font leur entrée au Sénat, soit Kent Conrad (Dakota du Nord), Wyche Fowler (Géorgie), Bob Graham (Floride), Harry Reid (Nevada) et Tim Wirth (Colorado) ont un DW-NOMINATE

supérieur à -0,300<sup>896</sup>. Les démocrates reprennent donc le contrôle du Sénat grâce à une cohorte libérale plus modérée, davantage susceptible d'adhérer à la vision promue par les *New Democrats*.

### 3.6.2. L'insurrection des *New Democrats* et le développement politique américain

#### *La dépendance au sentier : un libéralisme difficilement réformable*

Comme ce fut le cas dans la conjoncture critique précédente, le concept de dépendance au sentier est utile pour comprendre la façon dont le libéralisme évolue au Sénat. D'entrée de jeu, soulignons que plusieurs des propositions politiques qui sont au cœur de l'activisme des libéraux au cours de cette période sont influencées par les avancées libérales des décennies précédentes. À titre d'exemple, Tom Harkin (Iowa) inscrit explicitement la lutte pour les droits des personnes handicapées dans la lignée du combat mené deux décennies auparavant pour les droits des Afro-Américains<sup>897</sup>. L'activisme libéral peut également être motivé par une volonté de corriger les lacunes des réformes précédentes. C'est ainsi qu'on doit comprendre l'adoption du *Clean Air Act* de 1990, rendue nécessaire par les vides laissés dans le *Clean Air Act* de 1970 et ses amendements de 1977. De même, la tentative de réforme de la santé au cours du 103<sup>e</sup> Congrès (1993-1994) répond au besoin de compléter les réformes Medicare et Medicaid des années 1960 qui, en couvrant uniquement les personnes âgées de plus de 65 ans et les plus démunis, a laissé un grand nombre d'Américains sans couverture médicale. Étant donné le caractère essentiel de l'accès aux soins de santé, des efforts pour une telle réforme sont entrepris en dépit de l'influence désormais prépondérante des *New Democrats* dans la coalition libérale. On remarque néanmoins que contrairement à ce qu'on a pu observer au début des années 1970, les libéraux, à

---

<sup>896</sup> On peut ajouter à cette liste le nouveau sénateur du Dakota du Sud Tom Daschle, dont le DW-NOMINATE est de -0,303.

<sup>897</sup> s.a., « Landmark Disability Bill Closer to Enactment », *Congressional Quarterly Almanac 1989*, *op. cit.*



l'exception de l'ultralibéral Paul Wellstone, ne mettent pas de l'avant l'idée d'un régime national à payeur unique.

L'influence de la Révolution conservatrice est perceptible dans l'activisme libéral, même chez les sénateurs qui ne sont pas associés à la mouvance des *New Democrats*. Héritage direct de la longue période d'inflation-stagflation qui a plombé l'économie américaine à la fin des années 1960 et pendant une bonne partie des années 1970, une obsession bipartisane pour le contrôle des dépenses et l'équilibre budgétaire tempère les ambitions des libéraux, même celles d'un Ted Kennedy qui est pourtant l'archétype de ce que les conservateurs décrivent avec dédain comme un *tax-and-spend liberal*. Ironiquement, la préoccupation des deux partis d'équilibrer le budget de l'État n'empêchera pas une augmentation fulgurante de la dette nationale, conséquence de la Reaganomie, de l'explosion des dépenses militaires et de la réticence des élus du Congrès à sabrer trop drastiquement dans les dépenses de l'État, de peur d'en subir les conséquences électorales.

Par ailleurs, l'environnement politique plus conservateur favorise l'arrivée au Sénat d'élus plus modérés qui déplacent le point d'équilibre de la coalition libérale vers le centre. Toutefois, des carrières sénatoriales plus longues ralentissent le remplacement générationnel. Ainsi, malgré l'ascension des *New Democrats* au cours des années 1980, on trouve toujours chez les démocrates un certain nombre d'irréductibles *New Dealers* comme William Proxmire (Wisconsin), Robert Byrd (Virginie-Occidentale), Quentin Burdick (Dakota du Nord), Ted Kennedy (Massachusetts) et Alan Cranston (Californie), élus respectivement en 1957, 1958, 1960, 1962 et 1968 et qui occupent des postes influents en tant que président de la commission sur les Banques (Proxmire), président de la commission sur l'Environnement et les Travaux publics (Burdick) et président de la commission sur le Travail et les Ressources humaines (Kennedy). Quant à Cranston et Byrd, ils demeurent pendant 12 ans (1977-1989) à la tête du leadership démocrate, Cranston en tant que whip et Byrd en tant que leader. Ce faisant, ces sénateurs modèrent l'enthousiasme des *New Democrats* qui voudraient donner un coup

de barre plus prononcé pour réformer le libéralisme, particulièrement dans sa dimension économique. Il est intéressant de souligner que le fait que des vétérans du Sénat soient en mesure de ralentir les ambitions des nouveaux venus correspond précisément aux désirs des Pères fondateurs de la nation américaine, qui souhaitaient que le Sénat soit immunisé contre les mouvements brusques de l'opinion publique. À ce propos, on peut affirmer que de plus longues carrières sénatoriales sont en quelque sorte venues atténuer l'effet du 17<sup>e</sup> amendement prévoyant l'élection directe des sénateurs par la population américaine<sup>898</sup>.

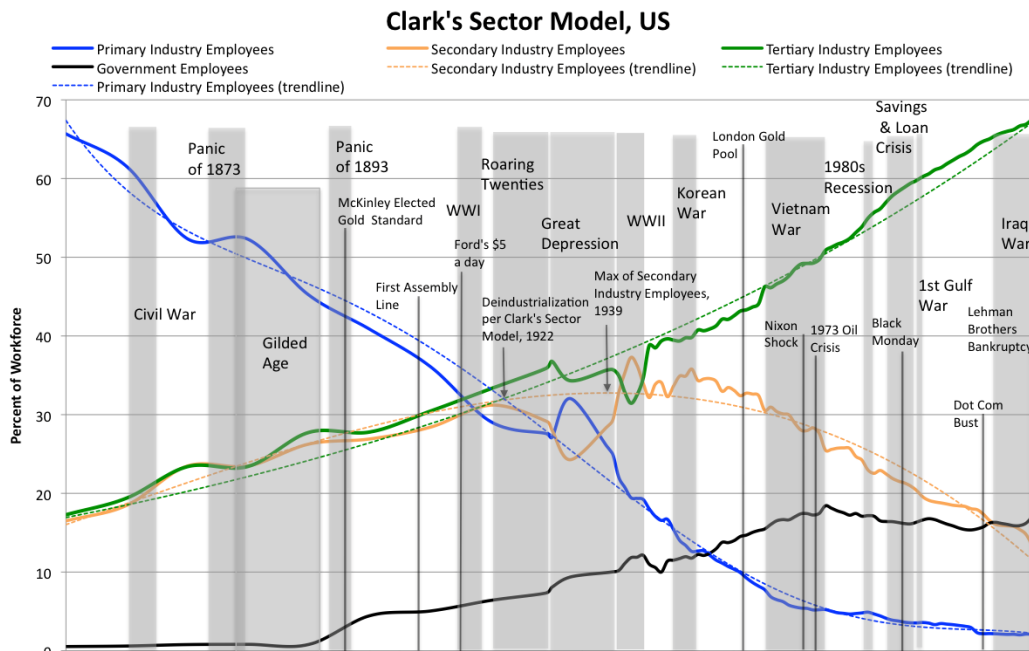
Qu'en est-il maintenant des processus lents qui agissent sur le développement du libéralisme? La transition économique des États-Unis est un phénomène qui se développe sur plusieurs décennies à partir de la fin des années 1930. À partir de ce moment, la part des emplois industriels (le secteur secondaire selon le modèle de Clark) dans l'économie américaine se met à décliner au profit d'emplois situés dans le domaine des services (secteur tertiaire) et dans la fonction publique (**Figure 3.4**). Au cours des années 1980, il est évident que le processus a atteint un seuil critique et que

---

<sup>898</sup> L'augmentation de la durée des carrières au Congrès (Chambre des représentants et Sénat) est une tendance qu'on observe pour l'ensemble de l'histoire américaine. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les sénateurs avaient en moyenne un peu plus de cinq ans d'expérience (moins d'un mandat) à la Chambre haute. À l'ouverture du 111<sup>e</sup> Congrès (2009-2010), l'expérience moyenne était légèrement supérieure à 12 ans (soit l'équivalent de deux mandats). Voir à ce propos : Matthew E. Glassman et Amber Hope Wilhelm, « Congressional Careers: Service Tenure and Patterns of Member Service, 1789-2017 », *Congressional Research Service* (3 janvier 2017).

les États-Unis, à l'instar de plusieurs pays occidentaux, sont désormais une nation postindustrielle.

**Figure 3.4 : Part des emplois dans les secteurs primaire, secondaire, tertiaire et dans la fonction publique aux États-Unis, 1850-2010 (source : <http://www.63alfred.com/whomakesit/clarksmode.htm>)**



Le passage à une économie postindustrielle a de nombreuses conséquences sur le marché de l'emploi et sur la coalition libérale. Le recul du secteur industriel fait en sorte que les syndicats deviennent moins nombreux et que leur poids politique s'amenuise. Pendant ce temps, l'essor du secteur tertiaire signifie une grande variabilité dans la nature des emplois et des conditions de travail. La solidarité entre les salariés qui avait permis la domination de la coalition du *New Deal* s'en trouve affectée, d'autant plus que la Reaganomie des années 1980 accentue les inégalités entre les différents groupes de travailleurs. Chez les libéraux, les *New Democrats* acceptent les effets de la transition économique et délaissent la classe ouvrière pour plutôt s'intéresser aux employés des secteurs en plein essor (notamment ceux de la finance et

de l'économie du savoir). À l'inverse, les *New Dealers* cherchent à préserver leurs acquis auprès de la classe ouvrière en ramenant au bercail les *Reagan Democrats*.

*De l'importance des événements contingents sur l'évolution de l'ordre du jour libéral*

L'évolution du libéralisme au cours de cette deuxième conjoncture critique est conditionnée par une série d'événements contingents. Pensons notamment au Massacre de Stockton, survenu en Californie en janvier 1989, qui contribue à lancer le mouvement moderne pour le contrôle des armes à feu, une question jusqu'alors relativement peu saillante qui devient (et demeure à ce jour) une préoccupation majeure pour les libéraux<sup>899</sup>. Pensons également aux jugements de la Cour suprême sur l'avortement (1973) ou sur la peine de mort (1976) qui ont forcé les libéraux à adopter des positions sur ces questions.

L'affaire Anita Hill offre probablement l'exemple le plus frappant d'un événement contingent aux conséquences inattendues et durables. Rien ne laissait présager initialement que la nomination du juge Clarence Thomas en 1991 pourrait avoir de telles répercussions : lorsque Thurgood Marshall, premier juge afro-américain de la Cour suprême nommé par Lyndon Johnson en 1967, prend sa retraite, le président George Bush croit frapper un bon coup en nommant Thomas, également Afro-Américain, mais idéologiquement conservateur, pour remplacer le libéral Marshall. Bush fait le pari que les démocrates ne voudront pas s'interposer contre la nomination d'un juge afro-américain. Le calcul semble bon, alors que la seule véritable critique que suscite initialement cette nomination est le manque d'expérience du juge, qui siège

---

<sup>899</sup> Robert Reinhold, « Effort to Ban Assault Rifles Gains Momentum », *The New York Times* (28 janvier 1989), p. 1 et 9. - Concernant l'adoption du Brady Bill, on peut évidemment mentionner un autre événement contingent essentiel quoiqu'antérieur à la conjoncture critique, soit la tentative d'assassinat contre le président Ronald Reagan en 1981, au cours de laquelle le secrétaire de presse James Brady est grièvement blessé. C'est en son honneur que sera baptisé le *Brady Bill*.

à la Cour d'appel du circuit du District de Columbia<sup>900</sup> depuis quelques mois à peine<sup>901</sup>. La sortie d'Anita Hill et les allégations d'inconduite sexuelle à l'égard de Thomas ne suffisent pas à bloquer sa confirmation par le Sénat. Toutefois, le traitement réservé à Hill, dont le témoignage est remis en cause par plusieurs sénateurs (tous des hommes) membres de la commission judiciaire, indigné un grand nombre de femmes américaines.

L'affaire Anita Hill contribue à ce que l'année 1992 devienne « *The Year of the Woman* », alors qu'un grand nombre de femmes sont élues au Congrès. Au Sénat, leur nombre passe de 2 à 6 et ne cesse d'augmenter par la suite. Les enjeux liés à l'égalité homme-femme, notamment sur les lieux de travail, deviennent des thèmes clés du libéralisme américain<sup>902</sup>. Plus d'un quart de siècle plus tard, l'affaire Anita Hill continue d'avoir des retombées : en 2018, la nomination controversée du juge Brett Kavanaugh à la Cour suprême a rappelé ces pénibles événements à l'aube d'une élection de mi-mandat qui devait également être qualifiée de « *Year of the Women*<sup>903</sup> ». Quelques mois plus tard, au moment de lancer sa troisième campagne présidentielle, Joe Biden se fera rappeler le rôle qu'il a joué dans ce *fasco* en tant que président de la commission judiciaire du Sénat<sup>904</sup>.

---

<sup>900</sup> La United States Court of Appeals for the District of Columbia est un tribunal qui est souvent présenté comme le deuxième plus important aux États-Unis. C'est d'ailleurs de cette cour que sont issus un grand nombre des juges de la Cour suprême.

<sup>901</sup> Karine Prémont, « L'affaire Anita Hill », *Aujourd'hui l'histoire*, ICI Radio-Canada Première, émission diffusée le 27 août 2018.

<sup>902</sup> Il importe toutefois de rappeler que l'évolution de l'égalité homme-femme en tant qu'enjeu ne suit pas une trajectoire linéaire et qu'elle est marquée par de nombreux soubresauts. Une étude en APD reste à écrire sur les différentes phases qu'on observe entre l'affaire Anita Hill et, par exemple, l'élection de Donald Trump et l'éclosion du mouvement #MeToo en 2016-2018.

<sup>903</sup> Elaine Kamarck, « 2018: Another 'Year of the Woman' », *Brookings* (7 novembre 2018), en ligne; Li Zhou, « The Striking Parallels between 1992's "Year of the Woman" and 2018, Explained by an Historian », *Vox* (2 novembre 2018), en ligne.

<sup>904</sup> Chris Cillizza, « Joe Biden is Still Looking for a Good Answer on Anita Hill », *CNN Politics – The Point* (29 avril 2019), en ligne - Sheryl Gay Stolberg et Carl Hulse, « Biden's 'Regret' for Hill's Pain Fails to Soothe », *The New York Times* (26 avril 2019), p. A1.

*L'insurrection des New Democrats en tant que point de rupture*

Avec la montée du conservatisme à partir de la fin des années 1970, on assiste à une transformation rapide du rapport de force entre les idéologies conservatrice et libérale aux États-Unis. Sans pouvoir prétendre à l'hégémonie, le libéralisme n'en avait pas moins été en bonne position pour dicter l'ordre du jour politique au cours d'une période d'un peu plus de quatre décennies allant du début des années 1930 jusqu'au milieu des années 1960. Or, avec la mobilisation des forces conservatrices à travers le pays, non seulement ce contrôle devient de plus en plus contesté, mais certaines avancées libérales sont directement menacées par la montée politique de la droite. La question environnementale offre à cet égard un exemple éloquent. Après deux décennies de progrès constant sur le plan de la lutte pour la préservation de l'environnement, on assiste sous Reagan à une contre-mobilisation de certaines industries polluantes qui, avec l'appui du président, ralentit l'adoption de nouvelles politiques environnementales. Pour gagner de l'influence auprès du Congrès, les industriels engagent des lobbyistes et financent des campagnes électorales<sup>905</sup>. La difficulté d'adopter le *Clean Air Act* de 1990 est en quelque sorte annonciatrice d'une période où les États-Unis refuseront de s'engager activement dans la lutte contre les changements climatiques, comme en feront foi leurs décisions subséquentes de ne pas ratifier le Protocole de Kyoto (1997) ou de quitter l'Accord de Paris (2017), deux décisions qui auraient paru pour le moins surprenantes au cours des années 1970 quand l'environnement était un sujet fédérateur et non partisan.

Aucun des enjeux couverts par notre étude n'est épargné par cette montée du conservatisme. Sur le plan socio-économique, la Reaganomie concrétise une volonté de réduire les responsabilités sociales de l'État. Sur le plan moral, une droite religieuse de plus en plus organisée se mobilise contre un certain nombre de transformations

---

<sup>905</sup> Robert G. Boatright, *Interest Groups and Campaign Finance Reform in the United States and Canada*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2011, p.58-61.

récentes de la société américaine, à commencer par la légalisation de l'avortement, qui devient son principal cheval de bataille. Finalement, en politique étrangère, les néoconservateurs occupent une position de plus en plus influente et prêchent pour que les États-Unis adoptent une posture de confrontation à l'égard de l'Union soviétique puis, une fois la Guerre froide terminée, pour que les États-Unis conservent leur hégémonie mondiale et répandent la démocratie et le libre marché à la grandeur de la planète<sup>906</sup>.

Pour conclure, en quoi cette deuxième conjoncture critique marque-t-elle des ruptures dans l'évolution historique du libéralisme? L'essor des *New Democrats* à l'intérieur de la coalition libérale démontre que le libéralisme peut se construire sans référence à l'État. Ce développement était en quelque sorte inévitable pour la survie du libéralisme, considérant à quel point l'État fédéral a été discrédité aux yeux de la population américaine, résultat de la triple crise des années 1970. Lors de son discours sur l'état de l'Union en 1996, le président Bill Clinton annonce que « *The era of big government is over* », une affirmation qui semble un écho au « *Government is not the solution to our problem, government is the problem* » lancé par Ronald Reagan lors de son discours inaugural de 1981. Les propos de Clinton auraient été impensables venant de Franklin Roosevelt, Lyndon Johnson ou même, dans une certaine mesure, Jimmy Carter. Pourtant, en janvier 1996, cette phrase ne suscite aucune réponse indignée de la part des libéraux, preuve de l'ascendant qu'exercent désormais les *New Democrats* à l'intérieur de la coalition libérale. Il n'y a d'ailleurs pas que le rapport à l'État qui est remis en question par les *New Democrats*. Le terme même de « libéral » est rejeté par les membres du Democratic Leadership Council, qui craignent que cette appellation soit carrément devenue toxique aux yeux de l'électorat. Les *New Democrats* évitent scrupuleusement de se réclamer du libéralisme, préférant le synonyme de « progressiste » ou alors, comme le président Clinton, se présentent comme « *another*

---

<sup>906</sup> Frédérick Gagnon et Guillaume Mascotto, « Le néoconservatisme », *op. cit.*, p. 185-186. Voir également Charles Krauthammer, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs* 70, 1 (1990/1991).

*kind of Democrat* » ou les représentants d'une « troisième voie » entre le libéralisme et le conservatisme<sup>907</sup>.

Posons-nous dès lors la question : les *New Democrats* sont-ils des libéraux? Selon notre définition qui repose sur l'utilisation du DW-NOMINATE, cela dépend. Un certain nombre de *New Democrats* ont un DW-NOMINATE égal ou supérieur à -0,200, qui les place dans la catégorie des modérés. C'est le cas par exemple des sénateurs Chuck Robb (Virginie, 1989-2001; -0,200) et Sam Nunn (Géorgie, 1972-1997; -0,145), deux des fondateurs du DLC. Toutefois, la plupart des *New Democrats* au Sénat ont un DW-NOMINATE inférieur -0,200 qui les situe dans la catégorie des libéraux. Du reste, si les *New Democrats* sont généralement plus centristes sur les questions liées à la place de l'État ou la politique étrangère, ils sont généralement libéraux sur la protection de l'environnement et les enjeux moraux.

### 3.7. Le ressac : vers la « nation de droite », 1994-2006

Deux ans après l'élection de Bill Clinton, les élections de mi-mandat de 1994 se concluent par une victoire historique du Parti républicain, qui prend le contrôle des deux chambres du Congrès, mettant fin à 40 ans de contrôle ininterrompu des démocrates à la Chambre des représentants. Les électeurs conservateurs, qui n'ont guère apprécié certaines initiatives comme la tentative de réforme de la santé, l'admission des homosexuels dans l'armée<sup>908</sup> et le contrôle des armes à feu par le biais de *Brady Bill*, prennent les urnes d'assaut pour punir les démocrates<sup>909</sup>. La « révolution républicaine de 1994<sup>910</sup> » permet au *Grand Old Party* d'enregistrer des gains nets de

---

<sup>907</sup> Outre Clinton et les *New Democrats*, plusieurs chefs d'État et de gouvernements de la fin des années 1990 et du début des années 2000 se réclament de la troisième voie pour définir leur positionnement idéologique. Parmi eux, le premier ministre britannique Tony Blair (1997-2007) et le chancelier allemand Gerhard Schröder (1998-2005). – Stéphane Boucher et Martin Royo, *Les think tanks : cerveaux de la guerre des idées*, 2<sup>e</sup> édition mise à jour et augmentée, Paris, Félin, 2009, p. 23.

<sup>908</sup> Adoptée par l'Administration Clinton et le département de la Défense, la politique du *Don't Ask, Don't Tell* entre en vigueur au début de l'année 1994.

<sup>909</sup> James T. Patterson, *Restless Giant*, *op. cit.*, p. 341-342.

<sup>910</sup> Expression qui fait son apparition dans le mois et les années suivant l'élection de 1994. Voir notamment : Dan Balz, « The GOP Revolution's Sobering Ride », *The Washington Post*



54 sièges à la Chambre des représentants et de 8 sièges au Sénat. Comme en 1978 et en 1980, la coalition libérale à la Chambre haute sort amoindrie de ce rendez-vous électoral : les sièges des nouveaux retraités Dennis DeConcini (Arizona), George Mitchell (Maine), Don Riegle (Michigan) et Howard Metzenbaum (Ohio) passent aux mains des républicains, tandis que les libéraux Harris Wofford (Pennsylvanie) et James Sasser (Tennessee) sont battus lors de l'élection générale.

Selon Byron Shafer, l'élection de 1994 et la fin de l'hégémonie démocrate sur le contrôle de la Chambre des représentants marquent l'entrée des États-Unis dans une ère de volatilité partisane, caractérisée par des changements plus fréquents des majorités dans les deux chambres et dans le contrôle de la Maison-Blanche<sup>911</sup>. Chose certaine, avec l'érosion du bipartisme et l'accélération du virage conservateur du Parti républicain, la cohabitation s'annonce difficile<sup>912</sup>, d'autant plus que le nouveau président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich (Géorgie), le principal architecte de la victoire républicaine, est un ultrapartisan qui méprise ouvertement les démocrates, le libéralisme et les compromis<sup>913</sup>.

### 3.7.1 La croissance économique sur fond de guerres partisans, 1995-2000

Selon l'historien James Patterson, la croissance économique et les guerres partisans sont les deux tendances qui marquent la fin des années 1990 aux États-Unis<sup>914</sup>. Patterson observe un curieux paradoxe : les États-Unis ont beau connaître une période

---

(4 novembre 1996), p. A1; Dan Morgan, « GOP Hill Revolution Yields to Compromise », *The Washington Post* (15 avril 1996), p. A1.

<sup>911</sup> Byron E. Shafer, *The American Political Pattern*, op. cit., p. 121-122.

<sup>912</sup> Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill*, op. cit., p. 249.

<sup>913</sup> James T. Patterson, *Restless Giant*, op. cit., p. 324. Lors de la campagne de 1994, Gingrich avait convaincu 367 républicains candidats à la Chambre des représentants de signer un document pompeusement intitulé *Contract with America*, dont le préambule stipulait que : « *This year's election offers the chance, after four decades of one-party control, to bring to the House a new majority that will transform the way Congress works. That historic change would be the end of government that is too big, too intrusive, and too easy with the public's money. It can be the beginning of a Congress that respects the values and shares the faith of the American family.* » (cité dans James T. Patterson, *Restless Giant*, op. cit., p. 343.)

<sup>914</sup> *Ibid.*, chap. 11.

de croissance économique record et être la seule superpuissance mondiale au lendemain de la Guerre froide, il n'en demeure pas moins que le climat social est relativement morose et que l'idée du déclin de la puissance américaine semble s'être cristallisée dans la population. De nombreux Américains affirment ainsi que les choses sont moins bien qu'auparavant et que leurs enfants auront une moins belle vie que la leur<sup>915</sup>. Ce pessimisme en temps de paix et de prospérité économique a sans doute contribué à alimenter la rancœur qui est au cœur des guerres partisans qui prennent une ampleur nouvelle après 1994.

Devenus majoritaires au Congrès, les républicains se montrent particulièrement doués pour tirer profit des règles de l'institution afin de maximiser leur influence, de marginaliser celle des démocrates et de bloquer le programme politique du président Clinton<sup>916</sup>. Il s'agit là d'une cruelle ironie de l'histoire pour les libéraux de la Chambre, quand on songe que la plupart des réformes entreprises au cours des années 1960 et 1970 avaient précisément pour but de limiter l'influence démesurée des indélogeables démocrates conservateurs du Sud<sup>917</sup>. Avec Newt Gingrich, on assiste à une transformation du rôle du président de la Chambre, qui devient de plus en plus partisan<sup>918</sup>. Face à ce Congrès républicain, Clinton généralise l'utilisation de la tactique de la triangulation, par laquelle il adopte des positions mitoyennes entre celles des républicains les plus conservateurs et les éléments les plus progressistes de son propre camp<sup>919</sup>. Si cette approche centriste assure sa popularité auprès de la population américaine, elle ne l'aide en rien à obtenir des concessions de la part de Gingrich et de ses acolytes, pour qui toute concession faite au président ou aux démocrates est inacceptable. On comprend aisément qu'un tel contexte politique soit peu favorable

---

<sup>915</sup> *Ibid.*, p. 357-364.

<sup>916</sup> Voir à ce propos Julian E. Zelizer, « Seizing Power : Conservatives and Congress Since the 1970s », in Paul Pierson et Theda Skocpol, *The Transformation of American Politics*, *op. cit.*, chap. 5.

<sup>917</sup> *Ibid.*, p. 105.

<sup>918</sup> Eric Schickler, « Institutional Development of Congress », *op. cit.*, p. 56-57. Voir également Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein, *The Broken Branch*, *op. cit.*, p. 9 et chap. 4.

<sup>919</sup> James T. Patterson, *Restless Giant*, *op. cit.*, p. 367.

pour les libéraux, malgré la présence au Sénat d'icônes de la gauche américaine comme Paul Wellstone et Ted Kennedy.

### 3.7.2. Les « deux Amériques » et l'après 11 septembre, 2000-2006

Si la fin des années 1990 est une période difficile pour les libéraux à Washington, la situation n'est pas désespérée pour autant. L'élan conservateur qui suit la révolution républicaine de 1994 est freiné en 1996 par la réélection facile de Bill Clinton puis, deux ans plus tard, par des gains démocrates lors des élections de mi-mandat, qui lui permettent de devenir le premier président depuis FDR en 1934 à ne pas voir son parti perdre des sièges à la Chambre des représentants lors des élections de mi-mandat. Selon l'historien Julian Zelizer, le second mandat de Clinton est une véritable « guerre de tranchées » au cours de laquelle ni les démocrates ni les républicains ne parviennent à obtenir de victoires conséquentes<sup>920</sup>. Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, les Américains sont divisés de manière quasiment égale entre le Parti démocrate et le Parti républicain. Comme un symbole de cette parité, l'élection présidentielle se conclut par la victoire extrêmement serrée du candidat républicain George W. Bush<sup>921</sup>. Le soir du 7 novembre 2000 et dans les jours qui suivent, nombre d'observateurs sont frappés par la carte électorale qui semble diviser la nation américaine en deux nations : une Amérique « bleue » démocrate, concentrée le long des côtes et dans la région des Grands-Lacs et une Amérique « rouge » républicaine, concentrée dans le Sud et le Midwest. Bien que cette image impressionniste ne rende pas compte des nuances qu'on observe à

---

<sup>920</sup> Julian E. Zelizer, *On Capitol Hill*, *op. cit.*, p. 259-261.

<sup>921</sup> Bush perd le vote populaire national par un peu plus de 500 000 voix (0,5% des suffrages) contre le démocrate Al Gore, mais une victoire par 537 votes en Floride lui permet d'obtenir une majorité de 271-266 au Collège électoral.

l'intérieur des États<sup>922</sup>, elle contribue à populariser la thèse des « deux Amériques », qui donne une dimension géographique à la thèse des guerres culturelles<sup>923</sup>.

L'impopularité initiale et la légitimité douteuse de George W. Bush donnent aux libéraux et aux démocrates des raisons d'espérer enregistrer des gains lors des élections de mi-mandat de 2002 et de priver Bush d'un second mandat en 2004. C'est sans compter sur un événement contingent d'une importance capitale. Les attentats du 11 septembre 2001 redéfinissent la politique intérieure et extérieure des États-Unis à travers « l'empreinte persistante de la lutte contre le terrorisme<sup>924</sup> » et replacent les enjeux de sécurité nationale au cœur des débats politiques après une absence de plus d'une décennie<sup>925</sup>. Le contexte immédiat de l'après 11 septembre est favorable aux républicains et les aide à enregistrer des gains lors des élections de mi-mandat de 2002<sup>926</sup>. L'angoisse sécuritaire permet aux néoconservateurs de faire avancer rapidement leur programme politique, qu'il s'agisse de l'adoption du *USA PATRIOT Act*<sup>927</sup> (octobre 2001) et des interventions américaines en Afghanistan (octobre 2001) et en Irak (mars 2003)<sup>928</sup>. Selon le journaliste John Judis, le 11 septembre a carrément scié les jambes des démocrates et les a retardés d'au moins deux cycles électoraux dans leur quête d'une majorité permanente et la mise en place d'un programme politique

---

<sup>922</sup> Dans *Culture War? The Myth of a Polarized America*, le politologue Morris Fiorina et ses co-auteurs affirment qu'on devrait plutôt parler d'États « mauves » pour bien exposer comment leur population est loin d'être homogène sur le plan politique. – Morris Fiorina, Samuel J. Abrams et Jeremy C. Pope, *Culture War? The Myth of a Polarized America*, 2<sup>e</sup> édition, New York, Pearson, Longman, 2006.

<sup>923</sup> Stanley B. Greenberg, *The Two Americas*, *op. cit.*; voir également Hans-Georg Betz, *États-Unis: une nation divisée*, *op. cit.*; Thomas Frank, *What's the Matter with Kansas?*, *op. cit.*; Mark A. Smith, « Economic Insecurity, Party Reputations, and the Republican Ascendance », in Paul Pierson et Theda Skocpo (dir.), *The Transformation of American Politics*, *op. cit.*, p. 135-136.

<sup>924</sup> Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, *L'effet 11 septembre : 15 ans après*, Québec, Septentrion, 2016, chap. 2.

<sup>925</sup> Matthew Yglesias, « Democrats and the World », in Michael Kazin (dir.), *In Search of Progressive America*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2008, p. 6.

<sup>926</sup> Quatre ans après Clinton et les démocrates, Bush et les républicains réussissent « l'exploit » de ne pas perdre de sièges à la Chambre des représentants lors des élections de mi-mandat.

<sup>927</sup> *Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act of 2001*, loi prévoyant une série de mesures pour lutter contre le terrorisme.

<sup>928</sup> Eric Alterman et Kevin Mattson, *The Cause*, *op. cit.*, p. 393.

progressiste<sup>929</sup>. De leur côté, les politologues Paul Pierson et Theda Skocpol affirment que les attentats sont venus accentuer un virage à droite de la politique américaine qui était déjà bien entamé avant 2001<sup>930</sup>.

En 2004, les journalistes John Micklethwait et Adrian Wooldridge font paraître leur livre *The Right Nation*, dans lequel ils décrivent la société américaine comme une société ontologiquement conservatrice, trouvant son point d'équilibre à la droite de l'échiquier politique<sup>931</sup>. La même année, les démocrates choisissent le sénateur libéral du Massachusetts John Kerry pour tenter de reprendre la Maison-Blanche. Comme en 2000, l'élection se conclut par un résultat serré, à nouveau à l'avantage de Bush<sup>932</sup>. Si la guerre en Irak constitue le thème majeur de l'élection, les questions morales retiennent également l'attention, alors que Bush promet un amendement constitutionnel pour interdire le mariage homosexuel, un engagement qui résonne chez les « *value voters* » et qui pourrait s'être avéré décisif dans certains États, dont l'Ohio<sup>933</sup>. L'élection de 2004 semble donc confirmer la thèse de la nation de droite de Micklethwait et Wooldridge.

---

<sup>929</sup> John B. Judis, « America the Liberal », *The New Republic* 239, 9 (19 novembre 2008), p. 20-22. Rappelons que Judis avait écrit, avec Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, paru en 2002; Matthew Yglesias, « Democrats and the World », *op. cit.*

<sup>930</sup> Paul Pierson et Theda Skocpol, « American Politics in the Long Run », *op. cit.*, p. 3.

<sup>931</sup> John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *The Right Nation*, *op. cit.*

<sup>932</sup> Contrairement à 2000 cependant, Bush remporte le vote populaire avec une avance de 3 millions de voix. À noter que si l'Ohio avait penché du côté de Kerry, celui-ci aurait remporté le Collège électoral sans nécessairement recueillir une pluralité des votes. Bush l'emporte par un peu plus de 2% et près de 120 000 voix d'avance.

<sup>933</sup> Voir à ce propos le livre de David E. Campbell (dir.), *A Matter of Faith. Religion in the 2004 Presidential Election* (Washington, Brookings Institution Press, 2007), particulièrement les chapitres de Scott Keeter et de David E. Campbell et J. Quin Monson.

## CHAPITRE IV : LA *PAX OBAMA* : SYNTHÈSE ET PARENTHÈSE, 2007-2014

Après les décevants résultats de l'élection de 2004, le moral des libéraux américains est au plus bas et on voit difficilement comment l'avenir pourrait être d'une autre couleur qu'un vibrant rouge républicain. Pourtant, à peine deux ans plus tard, un « tremblement de terre politique<sup>934</sup> » secoue Washington alors que les démocrates prennent le contrôle des deux chambres du Congrès pour la première fois en 12 ans. Quelques mois plus tard, un jeune sénateur de l'Illinois annonce sa volonté de briguer la candidature démocrate en vue de l'élection présidentielle de 2008. Au cours de son étonnant parcours, Barack Obama réussit l'exploit de réunir autour de sa candidature les trois grands courants libéraux en adoptant des positions politiques qui plaisent à la fois aux *New Dealers*, aux révisionnistes et aux *New Democrats*, sans pour autant être clairement associées à aucune de ces tendances. Débute alors la *Pax Obama*, une période au cours de laquelle les différents courants qui composent la coalition libérale concluent une trêve implicite et se range derrière le 44<sup>e</sup> président des États-Unis et son ordre du jour politique.

### 4.1. De la nation de droite à *Yes, we can!* : le retour en force du libéralisme

Chez les démocrates, on avait bien cru qu'un candidat expérimenté et respecté comme John Kerry parviendrait à montrer la porte à un président qui avait plongé les États-Unis dans une guerre de plus en plus impopulaire<sup>935</sup>. Le sénateur du Massachusetts a certes fait bonne figure lors de l'élection, mais George W. Bush remporte un second mandat en obtenant cette fois une majorité de voix au suffrage populaire. Pour la coalition libérale au Sénat, la soirée du 2 novembre 2004 est difficile. Les vétérans Bob Graham (Floride) et Fritz Hollings (Caroline du Sud) n'ont pas sollicité de nouveaux mandats et les républicains en profitent pour mettre la main sur ces deux sièges dans le sud des États-Unis. Un autre libéral du Sud, John Edwards (Caroline du Nord) a

---

<sup>934</sup> Frédérick Gagnon, *Les sénateurs qui changent le monde*, *op. cit.*, p. 1.

<sup>935</sup> Matthew Yglesias, « Democrats and the World », *op. cit.*, p. 16.

renoncé à briguer un nouveau mandat afin de faire campagne en tant que colistier de John Kerry, ce qui permet au républicain Richard Burr de mettre la main sur ce siège du *Tar Heel State*. Cette perte fait d'autant plus mal qu'Edwards était alors perçu comme une étoile montante du Parti démocrate<sup>936</sup>. C'est cependant dans la région des Grandes Plaines que le parti essuie son plus humiliant camouflet, alors que Tom Daschle, sénateur du Dakota du Sud et leader de la minorité démocrate, perd sa réélection, devenant du même coup le premier leader du Sénat à essuyer pareil affront en plus de 50 ans<sup>937</sup>.

Au-delà de ces reculs, l'élection de 2004 marque l'entrée en scène de Barack Obama, qui remporte aisément son élection au poste de sénateur de l'Illinois et devient par le fait même le troisième Afro-Américain élu démocratiquement à la Chambre haute<sup>938</sup>. Jeune et charismatique, Obama s'est distingué lors de la campagne électorale en livrant un discours remarqué lors de la Convention nationale du Parti démocrate à Boston. Plusieurs voient déjà en lui l'avenir du Parti démocrate et un futur candidat présidentiel<sup>939</sup>. Deux ans plus tard, en novembre 2006, les républicains font finalement les frais de l'impopularité du président et du Congrès, de même que du mécontentement des Américains à l'égard de la guerre en Irak et des nombreux scandales impliquant le Parti républicain<sup>940</sup>. Le Parti démocrate enregistre des gains nets de 31 sièges à la

---

<sup>936</sup> Edwards sera brièvement de retour sur la scène nationale lors des primaires démocrates de 2008, mais il ne parviendra pas à s'imposer face à Hillary Clinton et à Barack Obama. Par la suite, une série d'allégations concernant des détournements de fonds et des affaires personnelles terniront durablement la réputation de l'ancien sénateur.

<sup>937</sup> Le leader de la majorité démocrate Ernest McFarland (Arizona) avait perdu contre Barry Goldwater en 1952.

<sup>938</sup> Edward Brooke (R-Massachusetts, 1967-1979) et Carol Moseley-Braun (D-Illinois, 1993-1999) sont les deux premiers. Hiram Rhodes Revels (R-Mississippi, 1870-1871) et Blanche Bruce (R-Mississippi, 1875-1881) sont les premiers Afro-Américains à avoir servi au Sénat lors de la Reconstruction (1865-1877), mais ils n'ont pas été élus au suffrage populaire, puisque le 17<sup>e</sup> amendement n'avait pas encore été adopté.

<sup>939</sup> Susan Milligan, « In Obama, Democrats See their Future », *Boston Globe* (27 juillet 2004), p. B8; s.a., « Showtime: Some Are on the Rise; Others Have Long Been Fixtures in the Firmament. A Galaxy of Bright Democratic Lights », *Newsweek* (2 août 2004).

<sup>940</sup> Paul S. Herrnson et James M. Curry, « Issue Voting in the 2006 Elections for the U.S. House of Representatives », in Lawrence C. Dodd et Bruce I. Oppenheimer (dir.), *Congress Reconsidered*, 9<sup>e</sup> édition, Washington, CQ Press, 2009; David R. Jones, « Why the Democrats Won », *CBS* (8

Chambre des représentants et de 5 sièges au Sénat, ce qui lui permet de reprendre le contrôle des deux chambres du Congrès. Après un long exil dans la minorité au cours duquel les républicains ont fait des efforts concertés afin de marginaliser leur influence<sup>941</sup>, les démocrates ont enfin les moyens d'influencer l'ordre du jour politique à Washington.

En 2008, le sénateur Obama décroche la nomination démocrate, puis remporte l'élection présidentielle. Pour la première fois depuis 1994, les démocrates contrôlent la Maison-Blanche, la Chambre des représentants et le Sénat (avec une majorité qualifiée, une première depuis 1978). Quatre ans après que la réélection de Bush en 2004 ait paru confirmer la thèse de la « nation de droite » de John Micklethwait et Adrian Wooldridge, le triomphe d'Obama et des démocrates semble au contraire annoncer l'émergence d'une nouvelle ère politique libérale<sup>942</sup>. À ce chapitre, la présidence Obama démarre sur les chapeaux de roue avec l'adoption du plan de relance (d'inspiration keynésienne) de l'économie, de la loi Dodd-Frank pour réglementer le secteur bancaire et l'adoption de *l'Affordable Care Act*, mieux connu sous son surnom d'Obamacare. Les démocrates subissent une violente correction électorale et perdent le contrôle de la Chambre des représentants lors des élections de mi-mandat de 2010. Une série de victoires pour les démocrates en 2012 (incluant la réélection d'Obama) laisse présager qu'une ère progressiste est toujours à portée de main, mais les résultats électoraux de 2014 et de 2016 montreront que cette troisième conjoncture critique est bel et bien terminée.

---

novembre 2006), en ligne; s.a., « Corruption Named as Key Issue by Voters in Exit Polls », *CNN* (8 novembre 2006).

<sup>941</sup> Ronald Brownstein, *The Second Civil War. How Extreme Partisanship Has Paralyzed Washington and Polarized America*, New York, The Penguin Press, 2007, p. 325.

<sup>942</sup> Robert P. Saldin, « Healthcare Reform: A Prescription for the 2010 Republican Landslide? », *The Forum* 8, 4, art. 10 (2010), p. 1.



## 4.2. Contextes

### 4.2.1. Contexte politique : volatilité partisane et polarisation exacerbée

#### *Des majorités fluctuantes au cœur d'une ère de volatilité partisane*

Les victoires républicaines de 1994, 2000, 2002 et 2004 pouvaient laisser croire que le *Grand Old Party* avait finalement supplanté de manière décisive le Parti démocrate et qu'une ère de domination républicaine sur le Congrès et la Maison-Blanche était inévitable. Or, contrairement aux démocrates qui, du début des années 1930 jusqu'à la fin des années 1960, avaient dominé la politique fédérale grâce à la coalition du *New Deal*, les républicains ne sont jamais parvenus à s'appuyer sur une coalition qui soit clairement majoritaire au sein de l'électorat. La ligne de front entre les deux partis est bien tracée, alors que la proportion d'électeurs réellement indépendants ne dépasse vraisemblablement pas 10% de l'électorat<sup>943</sup>. Les élections présidentielles sont de plus en plus serrées et les raz-de-marée comme ceux qu'on a pu voir en 1964, 1972 et 1984 appartiennent désormais au passé. Entre 2000 et 2016, seule l'élection de 2008 se conclut avec un écart supérieur à 5% des voix entre les deux principaux candidats, alors que Barack Obama obtient 7,2% de plus que le républicain John McCain, et ce, dans un contexte où la candidature du républicain est plombée par l'impopularité du président sortant George W. Bush<sup>944</sup>.

La parité relative entre les coalitions électorales démocrate et républicaine plonge les États-Unis dans ce que le politologue Byron Shafer qualifie d'ère de volatilité partisane, c'est-à-dire une ère où aucun des deux partis ne bénéficie d'un avantage

---

<sup>943</sup> Anne Kim et Will Marshall, « America's Resilient Center and the Road to 2020 – Results from a New National Survey », *Progressive Policy Institute* (Novembre 2018); John Sides, « Three Myths about Political Independents », *The Monkey Cage* (17 décembre 2009), en ligne. Bien que près d'un tiers des électeurs américains se disent « indépendants », plusieurs recherches indiquent que la plupart d'entre eux tendent vers un parti et sont en fait des « *closet partisans* ». Voir à ce propos : Bruce E. Keith, *et al.*, *The Myth of the Independent Voter*, Berkeley, University of California Press, 1992.

<sup>944</sup> À plusieurs reprises au cours de l'automne 2008, le taux de popularité de Bush atteint un plancher de 25%. – s.a., « Presidential Approval Ratings – George W. Bush », *Gallup* (s.d.), en ligne.

décisif et durable sur le parti adverse pour dominer la scène politique nationale<sup>945</sup>. Il en résulte des changements fréquents dans le contrôle des chambres du Congrès. Alors que les démocrates ont détenu sans interruption la majorité à la Chambre des représentants entre 1955 et 1994, son contrôle change de mains en 1994, 2006, 2010 et 2018. Les élections de mi-mandat deviennent extrêmement compétitives : de 1986 à 2018, seuls les scrutins de 1990 et 1998 se concluent sans qu'au moins une des deux chambres ait changé de majorité<sup>946</sup> (**Tableau 4.1**).

**Tableau 4.1 : Les élections de mi-mandat et les changements dans le contrôle des chambres du Congrès, 1986-2018**

Année	Changements dans le contrôle des chambres du Congrès
1986	Démocrates prennent le contrôle du Sénat
1990	Aucun changement
1994	Républicains prennent le contrôle des deux chambres
1998	Aucun changement
2002	Républicains prennent le contrôle du Sénat
2006	Démocrates prennent le contrôle des deux chambres
2010	Républicains prennent le contrôle de la Chambre
2014	Républicains prennent le contrôle du Sénat
2018	Démocrates prennent le contrôle de la Chambre

En plus de favoriser la présence de gouvernements divisés à Washington, cet environnement électoral plus compétitif dissuade la coopération bipartisane, alors que démocrates et républicains hésitent à collaborer, craignant d'aider le parti adverse<sup>947</sup>.

<sup>945</sup> Byron E. Shafer, *The American Political Pattern*, op. cit., chap. 4.

<sup>946</sup> De manière intéressante et surprenante, aucune des élections présidentielles tenues au cours de cette période a entraîné un changement partisan dans le contrôle d'une chambre. La dernière fois qu'une élection présidentielle s'est conclue par un changement de majorité, c'était en 1980, quand la victoire de Reagan a été accompagnée d'une conquête républicaine du Sénat. Dwight Eisenhower en 1952 est le dernier candidat dont la victoire coïncide avec une reprise de la majorité dans les deux chambres par son parti (le Parti républicain).

<sup>947</sup> Christophe Cloutier-Roy, « La polarisation au Congrès des États-Unis : causes, conséquences et perspectives », *Chronique Observatoire sur les États-Unis, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques* (Octobre 2014), p. 4; Frances E. Lee, « American Politics Is More Competitive than Ever. That's Making Partisanship Worse », *The Monkey Cage* (9 janvier 2014), en ligne.

*Des démocrates résurgents, mais une unité précaire*

Malgré l'accentuation de la polarisation partisane, l'unité du Parti démocrate demeure précaire. En appuyant la guerre en Irak du président Bush, le Democratic Leadership Council s'est fortement discrédité auprès de la base partisane<sup>948</sup>. Parallèlement, on assiste au début des années 2000 à l'émergence d'une nouvelle faction plus ou moins cohérente, que le journaliste Ronald Brownstein surnomme les « *New New Democrats* ». Cette nouvelle faction, qui s'oppose aux (*Old*) *New Democrats* se construit autour d'un réseau national d'activistes de gauche qui s'est en grande partie développé sur Internet, notamment autour des sites *MoveOn*<sup>949</sup> et *Daily Kos*<sup>950</sup>. Les *New New Democrats* appartiennent essentiellement au courant révisionniste. Ils critiquent les positions proguerres et néolibérales de l'establishment démocrate, souhaitent ramener le parti vers la gauche et sont pressés d'en découdre avec le Parti républicain<sup>951</sup>. Du côté du DLC et de l'establishment démocrate, on regarde avec mépris cette gauche résurgente, qu'on se contente de qualifier de « *McGovernites with modems*<sup>952</sup> ». Le retour des démocrates à la Maison-Blanche au terme de l'élection de 2008 permet de calmer temporairement les tensions. Barack Obama est parvenu à réunir derrière sa candidature la quasi-totalité du Parti démocrate, dont l'aile gauche, qui reconnaît en Obama un opposant de la première heure à la guerre en Irak<sup>953</sup> et qui s'est rallié derrière le caractère progressiste de la campagne du candidat démocrate<sup>954</sup>.

---

<sup>948</sup> Ronald Brownstein, *The Second Civil War*, *op. cit.*, p. 347-349.

<sup>949</sup> <https://front.moveon.org/>.

<sup>950</sup> <https://www.dailykos.com/>.

<sup>951</sup> Ronald Brownstein, *The Second Civil War*, *op. cit.*, p. 350-351.

<sup>952</sup> Expression employée une première fois par Marshall Wittmann, un analyste politique du Progressive Policy Institute, proche du DLC. – *Ibid.*, p. 351.

<sup>953</sup> Obama reçoit d'ailleurs l'appui de *MoveOn* lors des primaires démocrates contre Hillary Clinton.

<sup>954</sup> « *Hope* » et « *Change we can believe in* » étaient les deux principaux slogans de la campagne de Barack Obama, deux slogans qui résonnaient fort chez les activistes de gauche démoralisés par huit ans de présidence Bush et par plusieurs décennies de morosité apparente pour la gauche américaine. Rappelons par ailleurs le caractère éminemment symbolique de la candidature du sénateur de l'Illinois, premier Afro-Américain à remporter l'investiture présidentielle pour un des principaux partis politique américains.

#### 4.2.2. Contexte social : tensions au cœur d'une société en plein changement

*Une société plus diversifiée et plus jeune, une occasion à saisir pour les libéraux*

À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, la société américaine est traversée par d'importants changements démographiques<sup>955</sup>. Pour les démocrates, deux de ces changements sont porteurs de promesses. D'une part, le Parti démocrate peut tirer profit de l'importante diversification culturelle de la société américaine. En effet, les électeurs qui ne font pas partie du groupe des Blancs non hispaniques tendent à appuyer massivement le Parti démocrate qui se présente en retour comme le parti favorable à l'immigration, à la diversité culturelle et aux politiques identitaires progressistes<sup>956</sup>. Lors des élections présidentielles de 2016, les communautés afro-américaines, hispaniques et asiatiques constituaient plus de 30% de l'électorat éligible<sup>957</sup> et la plupart des démographes estiment que les Blancs non hispaniques cesseront de constituer la majorité de la population américaine à partir du milieu du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>958</sup>.

D'autre part, le Parti démocrate peut compter sur l'appui d'une proportion importante des électeurs issus de la génération des *Millennials* qui regroupe les Américains nés à la fin du XX<sup>e</sup> siècle et dont les premiers représentants ont atteint la majorité autour du

---

<sup>955</sup> Voir à ce propos : Jeffrey M. Stonecash, « Social Change in America: The Context for Parties », in Jeffrey M. Stonecash (dir.), *New Directions in American Political Parties*, New York, Routledge, 2010; Ruy Teixeira (dir.), *Red, Blue, and Purple America. The Future of Election Demographics*, Washington, Brookings Institution Press, 2008.

<sup>956</sup> Christophe Cloutier-Roy, « La question de l'immigration aux États-Unis à l'aube de la présidentielle de 2016 », *Les grands dossiers de Diplomatie* 31 (Février-mars 2016), p. 79-80; Marika Dunn et Jane Junn, « Immigrants and Political Parties », in Jeffrey M. Stonecash (dir.), *New Directions in American Political Parties*, New York, Routledge, 2010; William H. Frey, « Race, Immigration, and America's Changing Electorate », in Ruy Teixeira (dir.), *Red, Blue, and Purple America. The Future of Election Demographics*, Washington, Brookings Institution Press, 2008, p. 79; Kerry L. Haynie et Candis S. Watts, « Blacks and the Democratic Party: A Resilient Coalition », in Jeffrey M. Stonecash (dir.), *New Directions in American Political Parties*, New York, Routledge, 2010.

<sup>957</sup> Jens Manuel Krogstad, « 2016 Electorate Will Be the Most Diverse in US History », *Pew Research Center* (3 février 2016), en ligne.

<sup>958</sup> Joel Kotkin, « The Changing Demographics of America », *Smithsonian Magazine* (Août 2010), en ligne; Paul Taylor, « The Demographic Trends Shaping American Politics in 2016 and Beyond », *Pew Research Center* (27 janvier 2016), en ligne.

passage à l'an 2000<sup>959</sup>. Plusieurs chercheurs ont déjà montré l'importance que peuvent avoir les changements générationnels dans la transformation des mentalités dominantes au sein d'une société<sup>960</sup>. Par rapport aux générations précédentes, les *Millennials* se distinguent notamment par leur plus grande diversité ethnoculturelle. 58% des *Millennials* se définissent comme « Blancs » (76% pour l'ensemble des générations précédentes), tandis que 17% se disent « Noirs » et 18% « Hispaniques » (respectivement 12% et 8% pour les générations précédentes)<sup>961</sup>. L'émergence des *Millennials* est donc indissociable de la diversification ethnoculturelle de la société américaine.

Plusieurs études ont montré que les *Millennials* adoptent des positions plus progressistes que leurs aînés<sup>962</sup>. En 2008, 32% des jeunes de cette génération s'identifiaient comme idéologiquement *liberals*, un pourcentage sensiblement plus élevé que ce qu'on observait alors pour l'ensemble de la population (22%)<sup>963</sup>. Cette tendance s'est confirmée en 2012, alors que 33% des *Millennials* sondés se sont décrits comme *liberals* (25% pour l'ensemble des sondés)<sup>964</sup>. Le libéralisme des *Millennials* s'observe sur une série d'enjeux. Dès 2010, une étude du Pew Forum on Religion and Public Life a montré que cette génération était plus à gauche sur les questions morales comme les droits des homosexuels. Selon cette étude, 63% des jeunes âgés 18 à 29 ans

---

<sup>959</sup> Le *Pew Research Center*, qui s'intéresse depuis longtemps aux différences entre les générations aux États-Unis, définit les milléniaux comme les Américains nés entre 1981 et 1996. – Michael Dimock, « Defining Generations: Where Millennials End and Post-Millennials Begin », *Pew Research Center* (1<sup>er</sup> mars 2018), en ligne.

<sup>960</sup> André Blais, *et al.*, « Where Does Turnout Decline Come From? », *European Journal of Political Research* 43, 2 (2004), p. 221-236.

<sup>961</sup> s.a., « Young Voters Supported Obama Less, But May Have Mattered More », *Pew Research Center* (26 novembre 2012), en ligne.

<sup>962</sup> Scott Keeter, « The Aging of the Boomers and the Rise of the Millennials », in Ruy Teixeira (dir.), *Red, Blue, and Purple America. The Future of Election Demographics*, Washington, Brookings Institution Press, 2008; Shiva Maniam et Samantha Smith, « A Wider Partisan and Ideological Gap Between Younger, Older Generations », *Pew Research Center* (20 mars 2017), en ligne.

<sup>963</sup> Scott Keeter *et al.*, « Young Voters in the 2008 Election », *Pew Research Center* (13 novembre 2008), en ligne.

<sup>964</sup> s.a., « Young Voters Supported Obama Less », *Pew Research Center*, *op. cit.*

en 2010 (l'âge des *Millennials* à ce moment) affirmaient que l'homosexualité devait être acceptée par la société. En comparaison, ce pourcentage était de 51% chez les 30-49 ans, 48% chez les 50-64 ans et à peine 35% chez les 65 ans et plus<sup>965</sup>. Les *Millennials* sont également plus progressistes que leurs aînés à propos des sujets économiques. Ayant grandi après la Guerre froide, ils sont davantage ouverts au socialisme, qu'ils associent à une forme de sociale-démocratie et non au totalitarisme soviétique. Une majorité des milléniaux qui ont voté lors des primaires démocrates de 2016 ont appuyé la candidature du démocrate socialiste Bernie Sanders<sup>966</sup>.

L'émergence d'une génération d'électeurs progressistes et diversifiés sur le plan ethnoculturel représente une occasion à saisir pour le Parti démocrate et pour sa frange libérale en particulier<sup>967</sup>. Sous l'effet du remplacement générationnel, les *Millennials* augmentent rapidement leur part relative au sein de l'électorat. En 2004, année de la réélection de George W. Bush, seuls 9% des électeurs potentiels appartenaient à cette génération<sup>968</sup>. Aussi nombreux que les *baby-boomers* parmi les électeurs potentiels lors des élections de 2016, les *Millennials* devraient avoir pris la première place lors des élections de 2020<sup>969</sup>. En 2008 et en 2012, le candidat démocrate Barack Obama recevait respectivement l'appui de 66% et de 60% des jeunes âgés de 18 à 29 ans. Il est vrai que le Parti démocrate a historiquement tendance à obtenir de bons résultats auprès des jeunes, mais l'importance de cet appui et la différence par rapport aux électeurs plus âgés est inédite depuis au moins 1972 (**Figure 4.1**).

---

<sup>965</sup> Pew Forum on Religion and Public Life, «Religion Among the Millennials: Less Religiously Active than Older Americans, But Fairly Traditional in Other Ways», *Pew Research Center* (17 février 2010), en ligne.

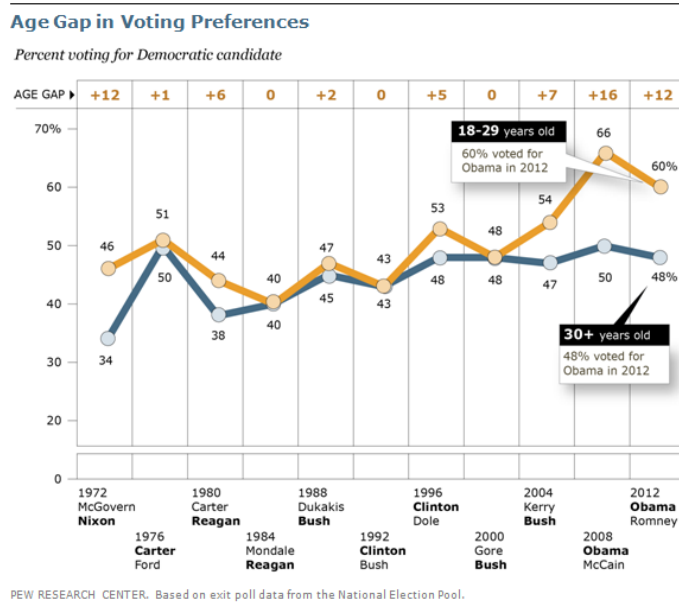
<sup>966</sup> Nate Silver, « Why Young Democrats Love Bernie Sanders », *FiveThirtyEight* (8 février 2016), en ligne.

<sup>967</sup> Frédérick Gagnon et Christophe Cloutier-Roy, « L'inextricable polarisation de la société américaine », *op. cit.*; Ruy Teixeira, *The Optimistic Leftist. Why the 21st Century Will Be Better than You Think*, New York, St. Martin's Press, 2017, p. 75-83.

<sup>968</sup> s.a., «Growing Support for Gay Marriage: Changin Minds and Changing Demographics», *Pew Research Center* (20 mars 2013), en ligne.

<sup>969</sup> Ronald Brownstein, « After 2016 Election, Will Millennials Know How to Use their Power? », *The Atlantic* (22 mai 2015), en ligne.

**Figure 4.1 : Évolution de l'appui aux candidats démocrates lors des élections présidentielles chez les 18-29 ans et les 30 ans et +, 1972-2012<sup>970</sup>**



Aussi nombreux que les *baby-boomers* parmi les électeurs potentiels lors des élections de 2016, les *Millennials* devraient avoir pris la première place lors des élections de 2020<sup>971</sup>. Malgré un certain nombre d'intérêts communs, les démocrates ne peuvent cependant pas tenir cet important bassin électoral pour acquis, les *Millennials* se distinguant notamment par leur refus d'adhérer à un parti politique<sup>972</sup>. Pour mobiliser ces électeurs, les démocrates ont donc intérêt à faire la promotion de thèmes qui les interpellent, qu'il s'agisse de la justice sociale, de la justice économique et surtout de l'engagement dans la lutte contre les changements climatiques.

<sup>970</sup> Tableau tiré de : s.a., « Young Voters Supported Obama Less », *Pew Research Center*, *op. cit.*

<sup>971</sup> Ronald Brownstein, « After 2016 Election, Will Millennials Know How to Use their Power? », *The Atlantic* (22 mai 2015), en ligne.

<sup>972</sup> Frédéric Gagnon et Christophe Cloutier-Roy, « L'inextricable polarisation de la société américaine », *op. cit.*, p. 46.

### *La résilience conservatrice*

Loin de se laisser abattre par ses défaites de 2006 et 2008, le Parti républicain a tôt fait de se mettre à la tâche pour s'assurer que Barack Obama « soit le président d'un seul mandat<sup>973</sup> ». S'ils échouent dans l'atteinte de cet objectif, les républicains réussissent néanmoins à reprendre le contrôle de la Chambre des représentants en 2010, puis du Sénat en 2014. Au cours des huit années de la présidence Obama, les républicains gagnent 69 sièges à la Chambre des représentants, 13 sièges au Sénat, 11 postes de gouverneur et plusieurs centaines de sièges de législateurs étatiques<sup>974</sup>. Le retour en force du *Grand Old Party* doit beaucoup à la mobilisation d'un électorat inquiet devant les transformations sociales et la mise en place de politiques progressistes. La droite chrétienne continue d'appuyer le Parti républicain de manière indéfectible. Cet appui est toutefois une lame à double tranchant, dans la mesure où les positions radicales défendues par certains chrétiens fondamentalistes<sup>975</sup> éloignent l'électorat plus modéré<sup>976</sup>, alimentant du même coup une certaine frustration au sein du Parti républicain<sup>977</sup>.

C'est toutefois le *Tea Party* qui retient le plus l'attention au cours des années Obama. Ce mouvement populaire<sup>978</sup> fait son apparition en 2009 dans les premières semaines

---

<sup>973</sup> Référence à une entrevue accordée en 2010 au *National Journal* par le sénateur Mitch McConnell (Kentucky), alors leader de la minorité républicaine au Sénat. Celui-ci avait affirmé : « *The single most important thing we want to achieve is for President Obama to be a one-term president* ». - Glenn Kessler, « When Did McConnell Say He Wanted to Make Obama a 'One-Term President'? », *The Washington Post* (25 septembre 2012), en ligne.

<sup>974</sup> Chris Cillizza, « Republicans Have Gained More than 900 State Legislative Seats Since 2010 », *The Washington Post* (14 janvier 2015), en ligne; Frédéric Gagnon et Christophe Cloutier-Roy, « L'inextricable polarisation de la société américaine », *op. cit.*, p. 49.

<sup>975</sup> Voir à ce propos le brûlot du reporter Chris Hedges : *American Fascists. The Christian Right and the War on America*, New York, Free Press, 2006.

<sup>976</sup> En 2012 notamment, les propos farfelus sur l'avortement tenus par Todd Akin, candidat républicain au poste de sénateur du Missouri, ont privé le GOP d'un siège qui leur était accessible.

<sup>977</sup> John Dombrink, « After the Culture War? Shifts and Continuities in American Conservatism », *Canadian Review of American Studies* 42, 3 (2012), p. 311-312.

<sup>978</sup> La dimension populaire entourant la création du mouvement *Tea Party* a été remise en question par plusieurs observateurs, notamment par le journaliste Paul Street et le politologue Anthony DiMaggio, qui décrivent un mouvement contrôlé dès le départ par l'élite financière américaine, les médias de droite et le Parti républicain. Il n'en demeure pas moins que l'engouement populaire qui entoure l'émergence



suivant l'arrivée au pouvoir du 44<sup>e</sup> président des États-Unis. Au nom de la défense de la Constitution américaine et d'un idéal de gouvernement aux pouvoirs limités<sup>979</sup>, les *tea partiers* s'insurgent contre les excès du gouvernement fédéral<sup>980</sup> et investissent le Parti républicain, contribuant à l'élection de 39 nouveaux représentants et d'une poignée de sénateurs lors des élections de mi-mandat de 2010<sup>981</sup>. Si l'importante mobilisation des *Tea Partiers* permet au GOP de recueillir d'importants dividendes électoraux, l'arrivée au Congrès d'élus jusqu'au-boutistes prêts à prendre l'institution en otage plutôt que de faire des compromis constitue une douloureuse épine dans le pied des leaders républicains de Capitol Hill qui tentent de faire avancer leur programme législatif.

#### 4.2.3. Contexte économique : la Grande Récession et ses effets

##### *La Grande Récession et le plan de relance de l'administration Obama*

La Grande Récession de 2007-2009 trouve son origine dans les pratiques douteuses des banques américaines en matière de prêts. Ces pratiques ont été rendues possibles par la déréglementation du secteur bancaire, notamment lors de la présidence du démocrate Bill Clinton<sup>982</sup>. Lorsque Barack Obama accède à la Maison-Blanche en janvier 2009, plus de huit millions d'emplois ont disparu depuis le début de la crise, trois millions de

---

du *Tea Party* ne fait aucun doute. – Paul Street et Anthony DiMaggio, *Crashing the Tea Party. Mass Media and the Campaign to Remake American Politics*, Boulder, Paradigm Publishers, 2011; Anthony DiMaggio, *The Rise of the Tea Party. Political Discontent and Corporate Media in the Age of Obama*, New York, Monthly Review Press, 2011.

<sup>979</sup> Elizabeth Price Foley, *The Tea Party. Three Principles*, New York, Cambridge University Press, 2012.

<sup>980</sup> Il serait plus judicieux de parler « des » *Tea Parties* plutôt que « du » *Tea Party*, dans la mesure où il s'agit d'une pléthore d'organisations locales se réclamant de ce nom plutôt que d'une organisation nationale. Malgré des divergences, les *Tea Parties* partagent une aversion commune pour les dépenses de l'État fédéral et un conservatisme fiscal jusqu'au-boutiste qui s'exprime jusqu'au nom du mouvement, qui fait référence au *Boston Tea Party* de 1773 et qui est également un acronyme de « *Taxed Enough Already* ».

<sup>981</sup> Frédérick Gagnon, « Le grand retournement : Obama et les *midterms* de 2010 », *Politique américaine* 18 (Hiver 2010-2011), p. 125.

<sup>982</sup> Kevin Cirilli, « Bill Clinton Fires Back at Critics of His Financial Regulatory Politics », *The Hill* (14 mai 2014), en ligne.

maisons ont été saisies et les ménages américains ont perdu un cinquième de leur richesse. L'administration Obama réagit promptement et fait adopter par le Congrès démocrate un plan de relance pharaonique, l'*American Recovery and Reinvestment Act of 2009* (ARRA - aussi connu sous le nom de *Stimulus Package*), qui prévoit l'injection de 787 milliards de dollars dans l'économie américaine sous la forme d'investissements de toute sorte et d'allègements d'impôts<sup>983</sup>.

Le *Stimulus Package* a été salué par plusieurs comme une initiative ayant permis de juguler rapidement les pires effets de l'effondrement de l'économie et d'avoir évité une crise dont l'ampleur aurait égalé celle de la Grande Dépression des années 1930. Cela étant dit, à droite comme à gauche, l'ARRA a essuyé son lot de critiques. Sans surprise, du côté des conservateurs, on déplore l'ampleur des dépenses prévues par le plan de relance et l'intrusion de l'État fédéral dans la sphère économique. Cette réaction conservatrice nourrit l'émergence du *Tea Party*. De manière plus surprenante, on constate que des critiques autant sinon plus virulentes émanent de la gauche : on reproche à l'administration Obama d'avoir non seulement manqué une occasion historique de revenir à une approche résolument keynésienne du rôle de l'État dans l'économie, mais d'avoir souscrit à la *doxa* néolibérale en consacrant le tiers du montant prévu par l'ARRA à des baisses d'impôts plutôt qu'à des programmes gouvernementaux<sup>984</sup>. Plus encore, on reproche à Obama d'avoir sauvé les grandes banques responsables de la crise sans leur demander des comptes pour leur responsabilité dans ce fiasco. Bien que démocrate, la nouvelle administration en place à la Maison-Blanche n'en cultive pas moins des liens forts et nombreux avec les élites économiques de Wall Street<sup>985</sup>, et ce, dans un contexte de croissance des inégalités.

---

<sup>983</sup> Ce montant sera plus tard revu à la hausse et estimé à 831 milliards de dollars. – s.a., « Estimated Impact of the American Recovery and Reinvestment Act on Employment and Economic Output from October 2011 Through December 2011 », *Congressional Budget Office* (Février 2012).

<sup>984</sup> Eric Alterman et Kevin Mattson, *The Cause*, *op. cit.*, p. 444-445.

<sup>985</sup> Voir à ce propos John R. McArthur, *L'illusion Obama*, *op. cit.*; Ron Suskind, *Confidence Men. Wall Street, Washington, and the Education of a President*, New York, HarperCollins, 2011.

### *Inégalités et mécontentement*

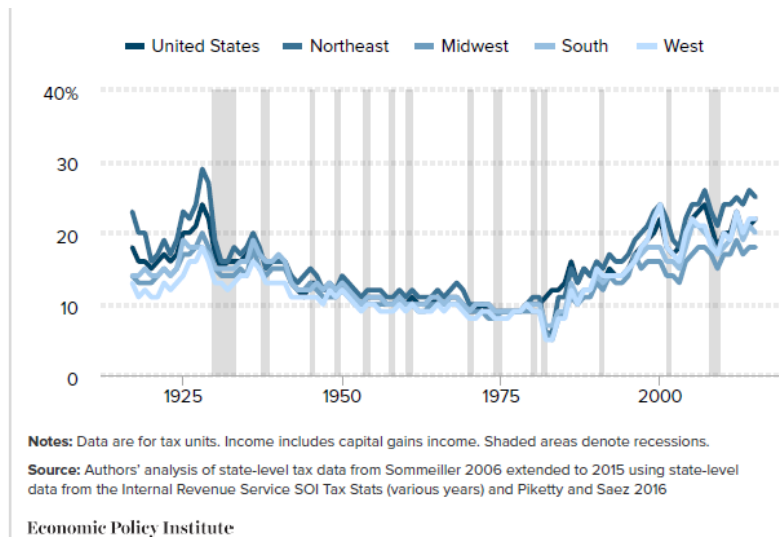
Nous avons vu dans le chapitre précédent comment Reagan et ses conseillers, en s'appuyant sur la méfiance des Américains envers le gouvernement fédéral, ont mis en place un programme économique dont les deux piliers étaient la réduction des dépenses sociales de l'État et de généreuses baisses d'impôt pour les Américains les plus riches. La Reaganomie a ainsi entraîné une hausse des inégalités et de la pauvreté. Plus tard, lors de la présidence du *New Democrat* Bill Clinton, la « Clintonomie » priorisait des incitatifs pour encourager les investissements privés, le développement du libre-échange et la discipline budgétaire<sup>986</sup>. Par la suite, en 2001 et en 2003, George W. Bush obtint du Congrès une réduction du taux d'imposition des Américains les plus riches, qui atteignit un plancher depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Lorsqu'Obama arrive au pouvoir, une dynamique insidieuse s'est donc fermement implantée aux États-Unis, alors que l'accroissement constant des inégalités économiques va de pair avec une concentration de la richesse aux mains des plus fortunés (**Figure 4.2**)<sup>987</sup>.

---

<sup>986</sup> Sur la filiation entre la Reaganomie et la Clintonomie, voir Jack Goodwin, *Clintonomics. How Bill Clinton Reengineered the Reagan Revolution*, New York, AMACOM, 2009.

<sup>987</sup> Ce phénomène a été documenté par l'économiste français Thomas Piketty dans son livre *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, paru en 2013. La traduction anglaise de cet ouvrage, lancée l'année suivante, s'est avérée un succès d'édition aux États-Unis.

**Figure 4.2 : Pourcentage des revenus totaux gagnés par le 1% des Américains les plus fortunés, aux États-Unis et par région, 1917-2015<sup>988</sup>**



L'effet des inégalités sur une société est une question qui divise les observateurs<sup>989</sup>. De manière générale, les conservateurs considèrent que les inégalités sont non seulement inévitables, mais souhaitables dans la mesure où l'enrichissement des plus fortunés permet la création d'une richesse qui « ruissèle » vers le reste de la société<sup>990</sup>. Du côté des libéraux, l'existence d'inégalités trop grandes est en contradiction directe avec l'idéal égalitaire promu par la gauche. Pour certains libéraux modérés, il peut être difficile de conjuguer ces aspirations égalitaires et la valorisation du libre marché. Pour les libéraux plus à gauche cependant, la crise économique et la montée des inégalités au début des années 2010 ouvrent une fenêtre de lancement pour contester les politiques économiques des dernières décennies et le consensus néolibéral qui ont favorisé ces disparités. S'articulant autour de la dénonciation des inégalités économiques croissantes, le mouvement *Occupy Wall Street* débute le 17 septembre

<sup>988</sup> Estelle Sommeiller et Mark Price, « The New Gilded Age: Income Inequality in the U.S. by State, Metropolitan Area, and County », *Economic Policy Institute* (19 juillet 2018), p. 15.

<sup>989</sup> Larry M. Bartels, *Unequal Democracy. The Political Economy of the New Gilded Age*, Princeton, Princeton University Press, 2016, p. 23.

<sup>990</sup> Aucune étude n'aurait cependant réussi à démontrer hors de tout doute que les inégalités et le ruissellement favoriseraient la richesse collective. – *Ibid.*, p. 16-17.

2011 au parc Zuccotti de New York. Le mouvement se répand par la suite à la grandeur des États-Unis et ailleurs dans le monde, alors que des centaines de campements sont érigés pour dénoncer le système financier et réclamer des sociétés plus justes et plus démocratiques<sup>991</sup>. L'existence du mouvement est de courte durée, alors que les derniers campements sont démantelés au début de l'année 2012. Le mouvement survit toutefois dans les consciences. Sa rhétorique dialectique qui oppose le 1% d'Américains les plus fortunés aux 99% qui constitueraient le vrai peuple sera une des bases du nouveau populisme de gauche qui émerge dans le sillage de la crise économique.

#### 4.2.4. Contexte international : les États-Unis confrontés au « retour de l'histoire »

L'ombre des attentats du 11 septembre 2001 plane sur l'ensemble de cette troisième conjoncture critique. Ces attaques, d'une ampleur inédite sur le sol américain<sup>992</sup>, ont profondément traumatisé la nation américaine<sup>993</sup>. Elles ont mis à mal le paradigme optimiste de la « fin de l'histoire » esquissé près d'une décennie plus tôt par le politologue Francis Fukuyama, selon qui le monde de l'après Guerre froide devait être marqué par une marche inexorable de la grande majorité des nations vers la démocratie, le libre marché et, en définitive, la paix mondiale<sup>994</sup>. Les attentats ont activé un ensemble d'engrenages qui ont précipité ce qu'on pourrait qualifier de « retour de l'histoire<sup>995</sup> ». Ils ont en outre donné du souffle à une thèse concurrente, celle du « choc

---

<sup>991</sup> Noam Chomsky, *Occupy*, Paris, L'Herne, 2013.

<sup>992</sup> Les quatre écrasements d'avion à New York, en banlieue de Washington et en Pennsylvanie ont fait près de 3000 morts et plus de 6000 blessés. À titre de comparaison, l'attaque japonaise contre la base de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, a fait 2400 morts et près de 1200 blessés.

<sup>993</sup> Drew DeSilver, « More than a Decade Later, 9/11 Attacks Continue to Resonate with Americans », *Pew Research Center* (14 mai 2014), en ligne.

<sup>994</sup> Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, New York, Maxwell Macmillan International, 1992.

<sup>995</sup> Un titre et une thèse aussi provocatrices que la fin de l'histoire devaient inévitablement entraîner un lot de réponses centrées autour du retour de celle-ci, alors que se multiplient les problématiques internationales globales au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Voir à ce propos : Robert Kagan, *The Return of History and the End of Dreams*, New York, Knopf, 2008; Jennifer Welsh, *The Return of History. Conflict, Migration, and Geopolitics in the 21<sup>st</sup> Century*, Toronto, House of Anansi Press, 2016. À noter que Fukuyama lui-même a pris des distances par rapport à sa thèse de 1992, en soulevant notamment que les identités culturelles sont difficilement solubles dans le néolibéralisme. Voir à ce propos : Francis

des civilisations » énoncée par le politologue Samuel Huntington. Plutôt qu'à l'universalisme annoncé par Fukuyama, la fin de la Guerre froide aurait, selon Huntington, précipité le retour des identités nationales et culturelles. Le futur serait ainsi le théâtre d'affrontements de plus en plus fréquents entre différentes cultures. L'une de celles-ci, la culture islamique, abriterait un extrémisme violent qui constituerait la plus grande menace envers la paix mondiale<sup>996</sup>.

Lorsque les démocrates reprennent le contrôle du Congrès en janvier 2007, il y a déjà plus de cinq ans que le terrorisme islamique est perçu comme le plus grave péril menaçant la nation américaine. Au nom de la lutte contre cet ennemi, les États-Unis se sont lancés dans deux guerres au Moyen-Orient et se sont dotés à l'intérieur de leurs frontières d'un arsenal sécuritaire dont la mise en place s'est faite au détriment des libertés individuelles des Américains<sup>997</sup>. Malgré une certaine dissension au sein de la population quant au bien-fondé de ces interventions militaires et de ces mesures de sécurité, le retour des démocrates au pouvoir au Congrès puis à la Maison-Blanche ne met pas fin à l'obsession sécuritaire et à l'état d'exception qui ont suivi les attentats du 11 septembre<sup>998</sup>. Certes, Barack Obama remplit sa promesse de campagne et met fin à la guerre en Irak en décembre 2011. Parallèlement toutefois, son administration accentue la présence américaine en Afghanistan et recourt de plus en plus à la technologie des drones pour abattre des terroristes potentiels. Barack Obama et son équipe feront d'ailleurs de l'exécution d'Oussama Ben Laden en mai 2011 un des arguments clés de sa campagne de réélection<sup>999</sup>.

---

Fukuyama, « Against Identity Politics : the New Tribalism and the Crisis of Democracy », *Foreign Affairs* 97, 5 (Septembre/octobre 2018).

<sup>996</sup> Samuel P. Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Simon & Schuster, 1996.

<sup>997</sup> Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, *L'effet 11 septembre*, *op. cit.*, p. 85.

<sup>998</sup> *Ibid.*

<sup>999</sup> David Jackson, « Biden: Bin Laden Dead, GM Alive », CNBC (26 avril 2012), en ligne.

#### 4.2.5. L'environnement institutionnel : encore pire qu'il n'y paraît

Le déclin institutionnel qui affligeait déjà le Congrès au cours des décennies précédentes ne s'est pas résorbé, loin de là<sup>1000</sup>. Malgré une légère embellie après les victoires démocrates de 2006, les pires aspects de la crise qui frappe le Congrès perdurent et empirent sous l'effet du cycle infernal partisanerie-polarisation-impasse, de telle sorte que le Congrès atteint au début du XXI<sup>e</sup> siècle un creux historique en ce qui a trait à sa capacité de remplir ses missions constitutionnelles<sup>1001</sup>.

*Harry Reid, leader démocrate et chef de guerre partisan*

La défaite du leader démocrate Tom Daschle (Dakota du Sud) lors des élections de 2004 propulse vers le plus haut échelon du Parti démocrate au Sénat le sénateur Harry Reid, qui y représente le Nevada depuis 1987. Personnage effacé et peu connu du grand public, Reid vient de remporter un troisième mandat à la Chambre haute où il a occupé la fonction de whip au cours des six années précédentes. Au cours de son long mandat de 12 ans comme leader démocrate, de 2005 à 2016, Reid montre un mélange d'audace, de fermeté et de savoir-faire<sup>1002</sup>. Tout comme ses prédécesseurs Robert Byrd et George Mitchell, le sénateur du *Silver State* a la réputation d'avoir une fine compréhension des règles écrites et non écrites du Sénat<sup>1003</sup>. Plus encore que Byrd et Mitchell cependant, Reid accepte les codes d'un Sénat de plus en plus partisan et devient en quelque sorte un chef de guerre pour les démocrates.

---

<sup>1000</sup> Sur la page couverture de la deuxième édition du livre de Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein *It's Even Worse than It Looks. How the American Constitutional System Colided with the New Extremism* (New York, Basic Books, 2016), le mot *Looks* est biffé et remplacé par *Was*. Cet ouvrage fait suite à *The Broken Branch* (*op. cit.*), publié une décennie plus tôt et dans lequel les deux auteurs décrivaient longuement ce qu'ils percevaient comme le déclin institutionnel du Congrès.

<sup>1001</sup> Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein, *It's Even Worse than It Looks*, *op. cit.*, p. xxi; Ronald Brownstein, *The Second Civil War*, *op. cit.*, p. 11; Sarah Binder, « The Dysfunctional Congress », *Annual Review of Political Science* 18, 7 (Décembre 2014); Binder, « Legislating in Polarized Times », in Lawrence C. Dodd et Bruce I. Oppenheimer (dir.), *Congress Reconsidered*, 11<sup>e</sup> édition, Thousand Oaks, CQ Press, 2017.

<sup>1002</sup> Roger H. Davidson, Walter J. Oleszek et Frances E. Lee, *Congress and Its Members*, *op. cit.*, p. 161.

<sup>1003</sup> Karen Tumulty, « Inside Man », *Time* 169, 4 (22 janvier 2007), p. 16-17.

En tant que leader, Reid est de tous les combats menés par les démocrates au Sénat. À ses yeux, tous les moyens sont bons pour gagner une bataille politique. En ce sens, il est l'homme de la situation pour affronter un *Grand Old Party* qui, sous les leaderships successifs de Trent Lott (Mississippi, 1996-2003), Bill Frist (Tennessee, 2003-2007) et Mitch McConnell (Kentucky, depuis 2007), pratique une politique de la terre brûlée. McConnell en particulier s'est attiré une réputation de « preneur d'otages », en affirmant lui-même, au lendemain d'une énième crise portant sur le financement du gouvernement fédéral, que certains otages « valent la peine d'être rançonnés<sup>1004</sup> » (*are worth ransoming*). Le sénateur du Kentucky se fera un devoir, dès l'arrivée au pouvoir d'Obama, de tout mettre en œuvre pour freiner les priorités législatives du président au Sénat<sup>1005</sup>. Reid multiplie les tactiques pour contourner l'obstruction de la minorité républicaine. Lors du 111<sup>e</sup> Congrès (2009-2010), il utilise ainsi 44 fois la procédure dite de « l'arbre des amendements » (*amendment tree*), qui permet de déterminer le nombre d'amendements qui pourront être apportés à une mesure législative. Cette mesure n'avait été utilisée que 41 fois au total par l'ensemble des prédécesseurs de Reid<sup>1006</sup>. En novembre 2013, Reid a recours à « l'option nucléaire », expression employée familièrement pour décrire l'élimination des règles précédemment adoptées au Sénat. En l'occurrence Reid, avec l'appui de la majorité démocrate, met fin à la nécessité de rassembler une majorité qualifiée pour confirmer la nomination des juges fédéraux (à l'exception des juges à la Cour suprême). Sur le coup, ce changement permet aux démocrates de confirmer plusieurs juges nommés par Obama, mais la manœuvre se retournera contre eux lorsque les républicains reprendront le contrôle de la majorité à la Chambre haute au lendemain des élections de mi-mandat de 2014<sup>1007</sup>.

---

<sup>1004</sup> Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein, *It's Even Worse than It Looks*, op. cit., p. 25.

<sup>1005</sup> Alec MacGillis, *The Cynic. The Political Education of Mitch McConnell*, New York, Simon and Schuster Paperbacks, 2014, p. 99-110.

<sup>1006</sup> Roger H. Davidson, Walter J. Oleszek et Frances E. Lee, *Congress and Its Members*, op. cit., p. 243.

<sup>1007</sup> Les politologues Gregory Wawro et Eric Schickler ont bien mis en évidence le mécanisme de dépendance au sentier qui a suivi l'utilisation de l'option nucléaire par Reid : Gregory J. Wawro et Eric Schickler, « Reid's Rules: Filibusters, the Nuclear Option, and Path Dependence in the US Senate », *Legislative Studies Quarterly* 43, 4 (Novembre 2018).



Comme George Mitchell avant lui, Reid a réussi à maintenir la cohésion de son caucus en centralisant la stratégie en matière d'approche législative et de communication politique<sup>1008</sup>. Lui-même plutôt modéré dans son libéralisme<sup>1009</sup>, il passe maître dans l'art de forger des compromis parmi les membres de son caucus. Dans un contexte de polarisation où le Parti démocrate peut de moins en moins compter sur des défections républicaines, Reid doit faire davantage de concessions aux démocrates conservateurs comme Ben Nelson (Nebraska) ou même aux libéraux plus modérés comme Mary Landrieu (Louisiane) et Joe Lieberman (Connecticut) pour faire adopter des réformes, par exemple Obamacare en 2009. Malgré tout, les sénateurs libéraux ont dans l'ensemble une bonne opinion de Reid. Dans ses mémoires, la sénatrice californienne Barbara Boxer a de bons mots pour Reid, qu'elle décrit comme un leader efficace et conciliant, constamment sous-estimé<sup>1010</sup>. Tout comme Barbara Boxer, Bernie Sanders (Vermont) a également de bons mots pour le sénateur du Nevada, qu'il présente comme « *a friend of mine*<sup>1011</sup> ».

*Structure institutionnelle : pas de changements notables*

Sur le plan institutionnel, le Sénat de la période 2007-2014 s'inscrit essentiellement dans le prolongement de ce qu'on a observé au cours de la période précédente. Le travail en commissions et en sous-commissions continue de perdre en importance relative, alors que c'est plus que jamais en assemblée plénière que se décide la teneur des projets de loi, au gré des menaces d'obstruction ou des tentatives d'accommodements. Par ailleurs, malgré les nombreuses disfonctions observées dans

---

<sup>1008</sup> Roger H. Davidson, Walter J. Oleszek et Frances E. Lee, *Congress and Its Members*, op. cit., p. 161.

<sup>1009</sup> Reid a un DW-NOMINATE de -0,276 et il est reconnu pour adopter des positions modérées en matière d'accès à l'avortement et de contrôle des armes à feu. - Karen Tumulty, « Inside Man », loc. cit., p. 17.

<sup>1010</sup> Barbara Boxer, *The Art of Tough. Fearlessly Facing Politics and Life*, New York, Hachette Books, 2016, p. 188-195.

<sup>1011</sup> Bernie Sanders, *Our Revolution*, op. cit., p. 77.

le fonctionnement des deux chambres du Congrès, aucune tentative de réforme majeure n'est sérieusement envisagée à Capitol Hill<sup>1012</sup>.

*Les normes et l'environnement partisan : le Sénat à l'heure de l'hyperléarisation*

Plus que jamais, la disparition des vieilles normes sénatoriales, la montée de l'individualisme et la polarisation partisane constituent différentes facettes d'une même problématique qui afflige le Sénat des États-Unis. Dans leur opus *The Broken Branch*, Thomas Mann et Norman Ornstein observent que la persistance d'un puissant sentiment populaire anti-Washington a contribué à éroder le patriotisme institutionnel des sénateurs. Ceux-ci ne font plus que rarement référence à la fierté de servir au Sénat<sup>1013</sup>. Ce dédain affiché à l'endroit de Capitol Hill amène plusieurs sénateurs à se présenter comme des « *outsiders* » par rapport à l'establishment washingtonien, ce qui leur permet parfois de devenir de véritables vedettes nationales<sup>1014</sup>. Or, les sénateurs les plus tonitruants sont rarement ceux qui ont le plus d'influence au Sénat. Toutefois, le fait d'adopter une posture indépendante leur permet d'assurer leur popularité auprès de leurs électeurs et de recevoir des donations de groupes d'intérêts nationaux et leur offre une visibilité qui constitue un atout indéniable en vue d'une éventuelle campagne présidentielle.

Tout comme pour la période précédente, on observe une dynamique paradoxale qui lie la montée de l'individualisme et l'essor de la polarisation partisane. Ce faisant, on assiste à l'érosion des normes de fonctionnement du Sénat, dont la collégialité, le civisme et la volonté d'arriver à des compromis pour accommoder les deux partis<sup>1015</sup>. Nulle facette des travaux du Sénat ne semble davantage affectée par la montée de la polarisation et l'érosion des normes que la confirmation des juges fédéraux. Ce

---

<sup>1012</sup> Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein, *The Broken Branch*, *op. cit.*, p. 150.

<sup>1013</sup> *Ibid.*, p. 158.

<sup>1014</sup> François Vergniolle de Chantal, *L'impossible présidence impériale*, *op. cit.*, p. 164.

<sup>1015</sup> Roger H. Davidson, Walter J. Oleszek et Frances E. Lee (dir.), *Congress and Its Members*, *op. cit.*, p. 247.

processus autrefois marqué par une certaine collaboration bipartisane devient un vaudeville partisan marqué au sceau du tribalisme et caractérisé par une obstruction systématique du parti opposé à celui du président (qui nomme les juges) et par une réécriture constante des règles par les leaders de la majorité Harry Reid, puis Mitch McConnell pour contourner cette obstruction<sup>1016</sup>.

Lors de son discours d'adieu au Congrès à la fin de l'année 2010, le sénateur démocrate de l'Indiana Evan Bayh, fils de l'ancien sénateur Birch Bayh, a des mots très durs à l'endroit du Congrès :

*For some time, I've had a growing conviction that Congress is not operating as it should. There is much too much partisanship and not enough progress; too much narrow ideology and not enough practical problem-solving. Even in a time of enormous national challenge, the people's business is not getting done [...]. I love working for the people of Indiana. I love helping our citizens make the most of their lives. But I do not love Congress*<sup>1017</sup>.

Les propos du sénateur Bayh, un des éléments les plus modérés (DW-NOMINATE de -0,158) du caucus démocrate d'alors, sont éloquentes. Lorsqu'il les prononce, il y a déjà longtemps que des commentateurs s'inquiètent des effets de la polarisation au Congrès. À l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle, la polarisation ne frappe plus seulement les institutions politiques, mais affecte également, de plus en plus, la société américaine en général<sup>1018</sup>.

Si, pendant un temps on a pu croire que le Sénat échapperait à cette dynamique, force est de constater que ce n'est pas le cas : à partir du 96<sup>e</sup> Congrès (1979-1980), chaque

---

<sup>1016</sup> Norman Ornstein, « The Senate Shreds Its Norms », *The Atlantic* (7 septembre 2018), en ligne; Sarah Binder et Forrest Maltzman « Is Advice and Consent Broken? The Contentious Politics of Confirming Federal Judges and Justices », in Lawrence C. Dodd et Bruce I. Oppenheimer (dir.), *Congress Reconsidered*, 11<sup>e</sup> édition, Thousand Oaks, CQ Press, 2017.

<sup>1017</sup> Cité dans Sean M. Theriault, *The Gingrich Senators, op. cit.*, p. 6. Bayh parviendra semble-t-il à surmonter sa déception, puisqu'il tentera sans succès d'effectuer un retour au Sénat en 2016.

<sup>1018</sup> Michael Dimock, *et al.*, « Political Polarization in the American Public », *Pew Research Center* (12 juin 2014).

Sénat est plus polarisé que celui qui l'a précédé<sup>1019</sup>. Ironiquement, le niveau de polarisation actuel au Sénat représente une conséquence imprévue d'un souhait énoncé en 1950 par l'American Political Science Association (APSA). Dans un rapport fameux, l'APSA recommandait en effet que les deux grands partis politiques américains adoptent une idéologie claire et distincte l'une par rapport à l'autre, et ce, pour le bénéfice des électeurs qui seraient ainsi en mesure de faire un choix éclairé<sup>1020</sup>. Le Parti démocrate est le premier à avoir pris des mesures en ce sens. Après la défaite de 1980, les démocrates se sont dotés d'une direction nationale afin de mettre de l'avant un message cohérent<sup>1021</sup>.

Lorsqu'il s'agit de déplorer l'état actuel de la polarisation au Congrès, c'est généralement vers le Parti républicain que les doigts se pointent. On parle généralement de polarisation asymétrique pour souligner le fait que les républicains se sont déplacés beaucoup plus rapidement vers la droite que les démocrates vers la gauche<sup>1022</sup>. Certains évoquent « l'effondrement » de la modération au sein du *Grand Old Party* à partir des années 1980<sup>1023</sup>. La disparition des républicains modérés va de pair avec l'émergence d'un nouveau type d'élus républicains plus idéologiques et plus combattifs qui font leur apparition à la Chambre des représentants à partir de la fin des années 1970. Élu en Géorgie en 1978, Newt Gingrich est à la tête de ce groupe de républicains qui révolutionnent la façon de faire de la politique à Capitol Hill, en

---

<sup>1019</sup> Sean M. Theriault, *The Gingrich Senators*, *op. cit.*, p. 36.

<sup>1020</sup> American Political Science Association, « Toward a More Responsible Two-Party System: A Report of the Committee on Political Parties », *The American Political Science Review* 44, 3 (Septembre 1950).

<sup>1021</sup> Paul S. Herrnson et Kelly D. Patterson, « Toward a More Programmatic Democratic Party? Agenda-Setting and Coalition-Building in the House of Representatives », *Polity* 27, 4 (Été 1995), p. 608. - Rappelons que l'élection de 1980 a été marquée par le défi lancé par Ted Kennedy contre la renomination de Jimmy Carter et que le contentieux entre les deux hommes portait d'une mésentente par rapport aux politiques que devait privilégier le Parti démocrate.

<sup>1022</sup> Thomas E. Mann et Norman J. Ornstein, *It's Even Worse than It Looks*, *op. cit.*, p. 51; Adam Serwer, « America's Two Political Parties Are Asymmetrical », *The Atlantic* (5 décembre 2018), en ligne.

<sup>1023</sup> Geoffrey Kabaservice, *Rule and Ruin. The Downfall of Moderation and the Destruction of the Republican Party. From Eisenhower to the Tea Party*, New York, Oxford University Press, 2012. Voir en particulier le chapitre 12 intitulé « Slouching Toward Bethlehem: The Collapse of the Moderate Republicans, 1980-2010 ». Voir également Eric Alterman et Kevin Mattson, *The Cause*, *op. cit.*, p. 441.

transformant en guerre ouverte la rivalité entre les deux partis<sup>1024</sup>. C'est cette nouvelle façon de penser qui a notamment conduit un des lieutenants de Gingrich, le Texan Tom DeLay, à parler de la coopération bipartisane comme une des plus graves « menaces » que devait éviter le Parti républicain<sup>1025</sup>! L'influence pernicieuse de Newt Gingrich et de ses sbires ne se limite pas à la Chambre basse. Plusieurs représentants républicains élus en même temps ou après lui se font par la suite élire au Sénat et amènent leur style pugnace à la Chambre haute<sup>1026</sup>. Le politologue Sean Theriault tient ces « *Gingrich Senators* » pour principaux responsables de la polarisation exacerbée du Sénat<sup>1027</sup>. Plus conservateurs en moyenne que l'ensemble du caucus républicain, les *Gingrich Senators* atteignent rapidement un nombre critique qui leur permet de détenir la balance du pouvoir à la Chambre haute, où ils constituent quasiment un troisième parti politique auquel les républicains plus modérés n'ont pas d'autre choix que de s'associer étant donné le contexte de polarisation qui freine la collaboration avec les démocrates<sup>1028</sup>.

Certains auteurs tendent à minimiser les effets négatifs que peut avoir la polarisation partisane<sup>1029</sup>. Il est vrai que dans un contexte où un même parti contrôle à la fois la Maison-Blanche et les deux chambres du Congrès, la production législative s'en trouve favorisée<sup>1030</sup>. À l'inverse toutefois, il suffit qu'une des trois institutions passe aux

---

<sup>1024</sup> McKay Coppins, « Newt Gingrich Says You're Welcome », *The Atlantic* (Novembre 2018); George Packer, *The Unwinding*, *op. cit.*, p. 18-25.

<sup>1025</sup> Ronald Brownstein, *The Second Civil War*, *op. cit.*, p. 1.

<sup>1026</sup> Sean M. Theriault, *Party Polarization in Congress*, *op. cit.*, chap. 9.

<sup>1027</sup> *Ibid.*, p. 215.

<sup>1028</sup> Sean M. Theriault, *The Gingrich Senators*, *op. cit.*, p. 42-43.

<sup>1029</sup> Lawrence C. Dodd, et Scot Schraufnagel, « Reconsidering Party Polarization and Policy Productivity: A Curvilinear Perspective », in Lawrence C. Dodd et Bruce I. Oppenheimer (dir.), *Congress Reconsidered*, 11<sup>e</sup> édition, Thousand Oaks, CQ Press, 2017; David R. Mayhew, *Divided We Govern. Party Control, Lawmaking, and Investigations, 1946-2002*, 2<sup>e</sup> édition, New Haven, Yale University Press, 2005.

<sup>1030</sup> Daniel Paul Franklin et Michael P. Fix, « The Best of Times and the Worst of Times : Polarization and Presidential Success in Congress », *Congress & the Presidency* 43, 3 (2016). À noter toutefois que le 115<sup>e</sup> Congrès (2017-2018) au cours duquel les républicains contrôlaient le Congrès et la Maison-Blanche n'a pas donné lieu à une production législative conséquente, hormis l'adoption d'une réforme fiscale majeure à la fin de l'année 2017.

mains du parti adverse pour que l'activité législative soit bloquée. Bref, la polarisation alimente le disfonctionnement général du Congrès et on comprend mieux, dès lors, pourquoi de plus en plus d'élus, à l'instar d'Evan Bayh, font ouvertement part de leur désabusement et empruntent des chemins alternatifs pour faire avancer leurs priorités politiques. Depuis toujours, le Sénat entretient un sentiment de supériorité aristocratique à l'égard de la Chambre des représentants<sup>1031</sup>. La polarisation rapide de la Chambre basse, à partir de la fin des années 1970, a alimenté la condescendance sénatoriale. Or, les sénateurs n'ont pas de quoi pavoiser. La polarisation s'est peut-être implantée plus lentement à la Chambre haute, mais son ampleur (calculée par l'écart idéologique moyen entre les démocrates et les républicains) représente aujourd'hui 80% de celle qui divise les démocrates et les républicains à la Chambre des représentants<sup>1032</sup>.

#### 4.3. La coalition libérale au Sénat

De 2007 à 2014, 63 sénateurs libéraux ont siégé au Sénat des États-Unis<sup>1033</sup>. Parmi eux, 27 ont fait leur entrée au cours de la conjoncture critique (**Tableau 4.2**).

**Tableau 4.2 : Les libéraux au Sénat des États-Unis, 2007-2014**

Sénateur (État)	DW-NOMINATE	Années au Sénat	Raison du départ (si au cours de la conjoncture critique)
<b>Présents au Sénat avant l'élection de 2006</b>			
Robert Byrd (Virginie-Occidentale)	-0,309	1959-2010	Décès
Ted Kennedy (Massachusetts)	-0,443	1962-2009	Décès
Daniel Inouye (Hawaï)	-0,319	1963-2012	Décès
Joe Biden (Delaware)	-0,314	1973-2009	Démissionne pour devenir vice-président des États-Unis
Patrick Leahy (Vermont)	-0,374	1975-	
Max Baucus (Montana)	-0,212	1978-2014	Démissionne pour devenir ambassadeur des États-Unis en Chine
Carl Levin (Michigan)	-0,395	1979-2015	
Chris Dodd (Connecticut)	-0,328	1981-2011	Départ volontaire

<sup>1031</sup> Sean M. Theriault, *Party Polarization in Congress*, *op. cit.*, p. 201.

<sup>1032</sup> *Ibid.*, p. 197.

<sup>1033</sup> N'inclut pas les sénateurs ayant siégé uniquement sur une base intérimaire et n'ayant pas obtenu de mandat de plein droit.

Frank Lautenberg (New Jersey)	-0,382	1982-2001, 2003-2013	Décès
Jeff Bingaman (Nouveau-Mexique)	-0,266	1983-2013	Départ volontaire
John Kerry (Massachusetts)	-0,352	1985-2013	Démissionne pour devenir secrétaire d'État
Tom Harkin (Iowa)	-0,351	1985-2015	
Jay Rockefeller (Virginie-Occidentale)	-0,326	1985-2015	
Barbara Mikulski (Maryland)	-0,370	1987-2017	
Kent Conrad (Dakota du Nord)	-0,296	1987-2013	Départ volontaire
Harry Reid (Nevada)	-0,276	1987-2017	
Herbert Kohl (Wisconsin)	-0,256	1989-2013	Départ volontaire
Joe Lieberman (Connecticut)	-0,205	1989-2013	Départ volontaire
Daniel Akaka (Hawaï)	-0,419	1990-2013	Départ volontaire
Dianne Feinstein (Californie)	-0,270	1992-	
Byron Dorgan (Dakota du Nord)	-0,267	1992-2011	Départ volontaire
Barbara Boxer (Californie)	-0,450	1993-2017	
Patty Murray (Washington)	-0,341	1993-	
Russ Feingold (Wisconsin)	-0,308	1993-2011	Défaite électorale
Ron Wyden (Oregon)	-0,320	1996-	
Mary Landrieu (Louisiane)	-0,203	1996-2015	
Jack Reed (Rhode Island)	-0,385	1997-	
Dick Durbin (Illinois)	-0,363	1997-	
Tim Johnson (Dakota du Sud)	-0,250	1997-2015	
Chuck Schumer (New York)	-0,351	1999-	
Hillary Clinton (New York)	-0,367	2001-2009	Démissionne pour devenir secrétaire d'État
Debbie Stabenow (Michigan)	-0,330	2001-	
Maria Cantwell (Washington)	-0,292	2001-	
Barack Obama (Illinois)	-0,343	2005-2008	Démissionne pour devenir président des États-Unis
Ken Salazar (Colorado)	-0,223	2005-2009	Démissionne pour devenir secrétaire à l'Intérieur
Bob Menendez (New Jersey)	-0,360	2006-	
<b>Font leur entrée au Sénat pendant la conjoncture critique (2007-2014)</b>			
Bernie Sanders (Vermont)	-0,515	2007-	
Sherrod Brown (Ohio)	-0,438	2007-	
Sheldon Whitehouse (Rhode Island)	-0,413	2007-	
Ben Cardin (Maryland)	-0,326	2007-	
Bob Casey (Pennsylvanie)	-0,304	2007-	
Amy Klobuchar (Minnesota)	-0,249	2007-	
Jon Tester (Montana)	-0,210	2007-	
Jeff Merkley (Oregon)	-0,464	2009-	
Tom Udall (Nouveau-Mexique)	-0,453	2009-	
Kirsten Gillibrand (New York)	-0,377	2009-	
Al Franken (Minnesota)	-0,400	2009-2018	
Mark Udall (Colorado)	-0,353	2009-2015	
Jeanne Shaheen (New Hampshire)	-0,252	2009-	
Mark Begich (Alaska)	-0,235	2009-2015	
Michael Bennet (Colorado)	-0,207	2009-	
Kay Hagan (Caroline du Nord)	-0,202	2009-2015	
Chris Coons (Delaware)	-0,239	2010-	
Richard Blumenthal (Connecticut)	-0,409	2011-	
Brian Schatz (Hawaï)	-0,406	2012-	
Martin Heinrich (Nouveau-Mexique)	-0,304	2013-	

Tim Kaine (Virginie)	-0,237	2013-	
Chris Murphy (Connecticut)	-0,307	2013-	
Elizabeth Warren (Massachusetts)	-0,762	2013-	
Tammy Baldwin (Wisconsin)	-0,535	2013-	
Mazie Hirono (Hawaï)	-0,490	2013-	
Ed Markey (Massachusetts)	-0,501	2013-	
Cory Booker (New Jersey)	-0,622	2013-	

Le **Tableau 4.2** permet plusieurs observations concernant la composition de la coalition libérale au Sénat au cours de cette troisième conjoncture critique. D’abord, en tant que groupe, les sénateurs qui font leur entrée au cours de cette période sont en moyenne plus libéraux : leur DW-NOMINATE moyen est de -0,378, tandis qu’il est de -0,323 pour le groupe des sénateurs présents avant la conjoncture critique. Cette différence s’explique en grande partie par le retour en force de la gauche au sein du Parti démocrate qui se manifeste notamment par la présence de pas moins de cinq sénateurs ultralibéraux (DW-NOMINATE < -0,500) : Tammy Baldwin, Cory Booker, Ed Markey, Bernie Sanders et Elizabeth Warren. En janvier 2007, Sanders devient le premier ultralibéral à y siéger depuis la mort tragique de Paul Wellstone (Minnesota) en 2002<sup>1034</sup>. Lorsqu’il est rejoint par Baldwin et Warren à l’ouverture du 113<sup>e</sup> Congrès en janvier 2013<sup>1035</sup>, c’est la première fois que la Chambre haute compte plus d’un ultralibéral depuis le 96<sup>e</sup> Congrès (1979-1980). En plus des ultralibéraux, on dénombre cinq élus ayant un DW-NOMINATE qui est égal ou inférieur à -0,400. Le penchant très progressiste de cette cohorte ne doit pas cependant occulter le fait qu’on trouve également plusieurs sénateurs modérés au sein de ce groupe, dont huit qui ont un DW-NOMINATE situé entre -0,200 et -0,300. La plupart de ces sénateurs représentent des États pivots comme la Caroline du Nord (Kay Hagan), le Colorado (Michael Bennet), le Minnesota (Amy Klobuchar), le New Hampshire (Jeanne Shaheen) et la Virginie

<sup>1034</sup> Le 25 octobre 2002, Wellstone périt dans un accident d’avion quelques jours avant une élection de mi-mandat qui s’annonçait difficile; Wellstone étant le seul sénateur en réélection cette année-là à voter contre l’utilisation de la force en Irak. – Eric Black, « Minnesota Senators’ ‘No’ Votes on Iraq War – and Other 10<sup>th</sup> Anniversary Thoughts », *MinnPost* (19 mars 2013), en ligne.

<sup>1035</sup> Markey et Booker, élus dans le cadre d’élections partielles, arrivent plus tard dans l’année.



(Tim Kaine) ou penchant du côté républicain comme l'Alaska (Mark Begich) ou le Montana (Jon Tester).

Comme ce fut le cas lors de la première conjoncture critique, on assiste à un important renouvellement des effectifs de la coalition libérale. La moitié (18 sur 36) des libéraux arrivés avant la troisième conjoncture critique ne sont plus là lorsque celle-ci se termine. Quatre d'entre eux décèdent, dont Robert Byrd, Daniel Inouye et Ted Kennedy, qui occupent respectivement la première, la deuxième et la quatrième place dans le palmarès des plus longues carrières sénatoriales<sup>1036</sup>. En plus de Barack Obama qui devient président, trois sénateurs (Biden, Clinton et Salazar) quittent la Chambre haute pour se joindre à son administration. Ils sont imités en 2013 par John Kerry, qui devient le deuxième secrétaire d'État d'Obama et, en 2014, par Max Baucus, nommé ambassadeur des États-Unis en Chine. Les autres libéraux quittent volontairement à la fin d'un mandat, à l'exception de Russ Feingold, qui est battu lors de l'élection générale de 2010 par le républicain Ron Johnson<sup>1037</sup>. À la fin de la conjoncture critique, les libéraux élus avant son début ne composent plus que 39,1% de la coalition libérale. Cette proportion diminue à nouveau à l'ouverture du Congrès suivant, alors que Tom Harkin, Tim Johnson, Carl Levin et Jay Rockefeller ont renoncé à briguer un nouveau mandat et que Mary Landrieu a été battue lors de l'élection générale de novembre 2014. Deux ans plus tard, Barbara Mikulski et Harry Reid tirent leur révérence à leur tour si bien que, lorsque le 115<sup>e</sup> Congrès entame ses travaux en janvier 2017, il ne reste plus que 11 sénateurs libéraux ayant été élus avant 2006.

Suivant une tendance que nous avons déjà observée lors de la conjoncture critique précédente, la plupart des nouveaux sénateurs ont un important bagage politique : 25 d'entre eux (sur 27) ont déjà occupé des fonctions politiques importantes. La Chambre des représentants demeure un tremplin fréquent pour le Sénat (11 sénateurs y ont servi

---

<sup>1036</sup> s.a., « Longest Serving Senators », *United States Senate* (s.d.), en ligne.

<sup>1037</sup> Feingold tente un retour en 2016, mais échoue dans sa tentative de reprendre son siège à Johnson.

précédemment), mais plus que jamais, c'est la politique aux paliers local et étatique qui fournit ses effectifs à la coalition libérale, alors que pas moins de 23 sénateurs ont précédemment occupé des fonctions de maire, législateur d'État, lieutenant-gouverneur, gouverneur, procureur général, commissaire scolaire, etc. Même parmi ceux qui ont siégé à la Chambre des représentants, seuls Martin Heinrich et Kirsten Gillibrand n'ont pas occupé de fonctions majeures aux paliers local et étatique. Il est possible de croire que la grande place occupée par la politique non washingtonienne dans le parcours des nouveaux sénateurs libéraux fait en sorte qu'ils arrivent avec des préoccupations et des priorités qui reflètent celles de leurs électeurs. Seuls deux sénateurs arrivent sans avoir occupé de fonctions politiques majeures précédemment. Dans les deux cas, il s'agit de figures connues du grand public : Al Franken est un comédien, humoriste et animateur de radio qui s'est notamment fait connaître pour sa participation à l'émission culte *Saturday Night Live*, tandis qu'Elizabeth Warren, professeure reconnue de Harvard et activiste pour les droits des consommateurs, a été conseillère auprès de l'administration Obama pour la mise en place du Consumer Financial Protection Bureau en 2010-2011<sup>1038</sup>.

En plus d'avoir pour la plupart une solide expérience en politique active, les sénateurs qui font leur entrée au cours de cette troisième conjoncture critique sont en moyenne plus âgés que ceux des deux conjonctures critiques précédentes (**Tableau 4.3**).

**Tableau 4.3 : Des coalitions libérales de plus en plus vieilles**

	Première conjoncture critique (1969- 1978) (n=30)	Deuxième conjoncture critique (1985- 1994) (n=27)	Troisième conjoncture critique (2007- 2014) (n=27)
Âge moyen	44,8	49,1	52,8
Âge médian	43,5	47	52
Trentenaires (%)	9 (30)	3 (11,1)	1 (3,7)
Sexagénaires (%)	1 (3,3)	3 (11,1)	8 (29,7)

<sup>1038</sup> Ron Suskind, *Confidence Men*, op. cit., chap. 1.

Il est difficile d'expliquer exactement la croissance de l'âge moyen d'entrée au Sénat. Il est possible que l'explication soit de nature conjoncturelle : de nombreux sénateurs libéraux ont été élus une première fois entre 1958 et 1964, puis au cours des années 1970 au cours de la première conjoncture critique. La plupart de ces sénateurs étaient alors relativement jeunes et ont donc pu siéger longtemps, d'autant plus que les taux de réélection devenaient plus élevés à partir des années 1980. Ce faisant, ils ont bloqué l'accession à la Chambre haute de plusieurs aspirants sénateurs, qui ont entretemps acquis de l'expérience politique à d'autres échelons. L'arrivée au Sénat de sénateurs plus âgés et plus expérimentés au cours de la troisième conjoncture critique pourrait donc être un retour à la normale après ce qui aurait constitué une anomalie au cours des années 1960-1970<sup>1039</sup>.

Finalement, on remarque l'accentuation d'une tendance que nous avons déjà observée dans le chapitre précédent, soit une répartition régionale des libéraux qui reflète de plus en plus le découpage des États-Unis après l'ère des droits civiques des années 1960<sup>1040</sup>. Dans les régions Atlantique<sup>1041</sup>, Nouvelle-Angleterre<sup>1042</sup> et Pacifique<sup>1043</sup>, la quasi-disparition des républicains modérés<sup>1044</sup> permet aux libéraux d'y être pratiquement hégémoniques. Le Sud<sup>1045</sup> devient quant à lui de plus en plus inhospitalier pour les démocrates et tout particulièrement pour les libéraux. Lors du 113<sup>e</sup> Congrès (2013-2014), seuls 4 des 28 sièges de la région sont occupés par des libéraux. Deux de ces libérales, Kay Hagan et Mary Landrieu, sont battues lors des élections de 2014, tandis

---

<sup>1039</sup> Nous ne pouvons malheureusement pas procéder à la validation de cette hypothèse, qui nécessiterait d'analyser la composition de l'ensemble des Sénats ayant siégé depuis la création de l'institution en 1789.

<sup>1040</sup> Voir à ce propos : Howard L. Reiter, « Partisan Trends in the South and Northeast », in Jeffrey M. Stonecash (dir.), *New Directions in American Political Parties*, New York, Routledge, 2010.

<sup>1041</sup> Cinq États : Delaware, Maryland, New Jersey, New York et Pennsylvanie.

<sup>1042</sup> Six États : Connecticut, Maine, Massachusetts, New Hampshire, Rhode Island et Vermont.

<sup>1043</sup> Cinq États : Alaska, Californie, Hawaï, Oregon et Washington.

<sup>1044</sup> Avec un DW-NOMINATE de 0,112, la sénatrice Susan Collins (Maine) est aujourd'hui la seule républicaine appartenant à la catégorie des modérés. Lisa Murkowski (Alaska) a quant à elle un DW-NOMINATE de 0,209.

<sup>1045</sup> Quatorze États : Alabama, Arkansas, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Floride, Géorgie, Kentucky, Louisiane, Mississippi, Oklahoma, Tennessee, Texas, Virginie et Virginie-Occidentale.

que Jay Rockefeller prend sa retraite, de sorte que le Virginien Tim Kaine est à partir de 2015 le seul libéral qui subsiste dans cette région<sup>1046</sup>. Le Midwest<sup>1047</sup> demeure relativement favorable aux libéraux, qui conservent bon an mal an plusieurs sièges dans les États industriels des Grands-Lacs (Illinois, Michigan, Minnesota, Ohio, Wisconsin), mais qui peinent à s'implanter dans ceux des Prairies (Dakota du Nord, Dakota du Sud, Kansas, Missouri, Nebraska), où la culture politique est plus conservatrice. Finalement, les libéraux font des percées dans certains États de l'Ouest et du Sud-Ouest<sup>1048</sup>. La transformation de la culture politique de certains États, dont le Colorado et le Nouveau-Mexique, deux anciens bastions républicains, rend ces États plus favorables aux démocrates.

La moins grande répartition géographique de la coalition libérale amène plusieurs effets sur l'activisme libéral au Sénat. Les libéraux se concentrent principalement dans des États urbanisés ayant une grande diversité ethnoculturelle, ce qui amène une plus sensibilité pour les enjeux liés à l'immigration, aux droits civiques et aux questions morales. De plus, la plupart des sénateurs libéraux représentent des États côtiers dont l'économie repose sur le commerce international, les nouvelles technologies et l'économie du savoir. Ils sont donc peu intéressés par les questions liées à l'agriculture et sont critiques face à l'exploitation des ressources fossiles, d'autant plus que leurs électeurs sont généralement en faveur de la lutte contre les changements climatiques. Finalement, l'absence d'un Parti républicain compétitif dans plusieurs de ces États (dont la Californie et New York) fait en sorte que les libéraux n'ont souvent pas d'incitatifs à pivoter vers le centre pour assurer leur réélection et ont donc la voie libre pour adopter des positions solidement ancrées à gauche, ce qui leur permet d'ailleurs

---

<sup>1046</sup> Kaine représente la Virginie, un État qui fait figure d'exception dans le Sud en devenant de plus en plus favorable aux démocrates à partir du milieu des années 2000. Ce changement de culture politique a été favorisé par le développement rapide des banlieues sud de Washington, D.C., dont l'électorat penche fortement du côté démocrate.

<sup>1047</sup> Douze États : Dakota du Nord, Dakota du Sud, Illinois, Indiana, Iowa, Kansas, Michigan, Minnesota, Missouri, Nebraska, Ohio, et Wisconsin.

<sup>1048</sup> Huit États : Arizona, Colorado, Idaho, Montana, Nevada, Nouveau-Mexique, Utah et Wyoming.

d'éviter d'être défié par un candidat plus progressiste qui pourrait rallier les militants démocrates lors des primaires.<sup>1049</sup>.

#### 4.4. La conjoncture critique 2007-2014 : le retour en force du libéralisme grâce à la synthèse Obama

##### 4.4.1. Convergence des trois variables et émergence d'une nouvelle conjoncture critique

À partir de 2007, la convergence des trois variables (reculs électoraux libéraux, contextes et environnement institutionnel et renouvellement des effectifs libéraux au Sénat) entraîne l'émergence d'une nouvelle conjoncture critique qui vient altérer les rapports de force dans la coalition libérale et remettre en question la prépondérance des *New Democrats* :

- Reculs électoraux libéraux : loin d'être un épiphénomène, la « révolution républicaine » de 1994 marque le début d'une longue période de domination du *Grand Old Party* sur le Congrès des États-Unis après avoir été minoritaire pendant l'essentiel des six décennies précédentes. En 2002, les démocrates perdent des sièges dans les deux chambres lors des élections de mi-mandat (chose rare pour le parti qui ne contrôle pas la Maison-Blanche). En 2004, malgré une performance honorable, John Kerry ne parvient pas à déloger George W. Bush et les démocrates perdent à nouveau des sièges dans les deux chambres. En 2006, l'impopularité du président Bush et du GOP aide les démocrates à reprendre la majorité dans les deux chambres, mais à l'aube de l'importante élection de 2008, le parti doit confronter le spectre des échecs passés et se questionner sur la meilleure façon de constituer une coalition

---

<sup>1049</sup> La Californie est l'exemple par excellence de cette domination démocrate à l'intérieur d'un État. En 2016 et en 2018, la phase finale des élections au Sénat ont opposé deux candidats démocrates.

électorale qui lui permettra de renverser le vent républicain qui souffle sur Washington.

- Contexte politique : dans un environnement politique de plus en plus compétitif et polarisé, le Parti démocrate doit serrer les rangs pour affronter un Parti républicain dont la base partisane demeure fortement énergisée. Sous Clinton, les *New Democrats* pouvaient raisonnablement prétendre que l'adoption d'une plateforme modérée était la clé pour se maintenir au pouvoir (du moins à la Maison-Blanche). Cependant, les échecs répétés de 2000, 2002 et 2004 remettent graduellement en question la proposition des *New Democrats*. Née en réaction au programme politique résolument conservateur des années Bush, une base d'activistes de gauche cherche à influencer les orientations du Parti démocrate et à convaincre ses meneurs d'offrir davantage aux électeurs qu'un conservatisme édulcoré et de revisiter la tradition progressiste du parti.
- Contexte social 1 : la société américaine connaît d'importantes transformations au début du XXI<sup>e</sup> siècle qui sont *a priori* favorables aux démocrates. La diversification rapide de la société américaine sous le coup de l'immigration (particulièrement en provenance du Mexique et de l'Amérique centrale) permet au Parti démocrate de se positionner comme le parti de l'immigration, de la diversité culturelle et des politiques identitaires progressistes afin de maintenir ses appuis auprès des communautés immigrantes et des minorités ethnoculturelles. Par ailleurs, l'accession au droit de vote de la génération des *Millennials* offre aux démocrates un important bassin d'électeurs potentiels. Pour cultiver les appuis de cette cohorte appelée à supplanter les *Baby-Boomers* en tant que plus importante génération (en termes numériques) de l'histoire des États-Unis, les démocrates doivent mettre de l'avant des politiques qui répondent aux attentes de cette génération réputée plus progressiste sur plusieurs enjeux, dont les questions morales et l'environnement.
- Contexte social 2 : les transformations de la société américaine alimentent une importante réaction conservatrice. Sous Barack Obama, l'adoption de mesures

comme le *Stimulus Package* et l'*Affordable Care Act* entraîne l'émergence du *Tea Party*, un mouvement dont les membres investissent le Parti républicain afin de le rendre plus conservateur et plus vindicatif. Tout comme ce fut le cas lors des deux conjonctures critiques précédentes, les libéraux doivent répondre à une plus grande mobilisation conservatrice en cimentant leur propre coalition d'électeurs, notamment en resserrant leurs liens avec les électeurs issus de la diversité ou de la génération des *Millennials*.

- Contexte économique : l'adoption rapide par l'administration Obama et les démocrates au Congrès du *Stimulus Package* pour combattre la Grande Récession avait fait miroiter l'espoir d'un retour au keynésianisme chez certains libéraux nostalgiques du *New Deal*. Ceux-ci voyaient en Obama un nouveau FDR qui, comme son illustre prédécesseur également arrivé au pouvoir dans un contexte de crise économique, saurait mobiliser les ressources de l'État pour juguler les pires effets de la Grande Récession. Or, s'il marque un certain retour du keynésianisme, le plan de relance de l'économie peine à se défaire de plusieurs réflexes néolibéraux, par exemple en privilégiant les allègements fiscaux plutôt que la mise en place de programmes sociaux ou de travaux publics comme à l'époque du *New Deal*. Le *Stimulus Package* contribue certes à contenir les pires effets de la crise et à remettre l'économie américaine sur les rails, mais les années Obama sont néanmoins marquées par une accentuation des inégalités économiques. La justice économique redevient un enjeu prioritaire pour une certaine partie de la gauche américaine qui, au lendemain du mouvement *Occupy* de 2011, reporte ses espoirs sur des figures comme celles des sénateurs Bernie Sanders (Vermont) et Elizabeth Warren (Massachusetts).
- Contexte international : cette troisième conjoncture critique est marquée au sceau des attentats du 11 septembre, qui place la guerre contre le terrorisme au cœur de la politique étrangère américaine. Les libéraux sont mis devant un cruel dilemme, alors qu'ils peuvent difficilement (ou ne veulent tout simplement pas)

remettre en cause le bien-fondé de cette mission, mais voudraient néanmoins faire la promotion d'une politique étrangère qui privilégierait la diplomatie, la coopération internationale et la promotion de la démocratie. Les ratés de la guerre en Irak donnent aux libéraux une occasion de critiquer la politique étrangère de George W. Bush. Avec Obama à la Maison-Blanche, la plupart des libéraux au Sénat applaudissent la fin de l'engagement américain en Irak (2011), mais ils demeurent dans l'ensemble peu engagés sur les questions de politique étrangère. L'environnement international de l'après 11 septembre s'avère peu favorable à l'activisme libéral au cours de cette conjoncture critique.

- Environnement institutionnel : on assiste au cours de cette troisième conjoncture critique à une accentuation des tendances observées précédemment. La polarisation partisane est exacerbée. Les leaders démocrate et républicain, dont le rôle a historiquement été de négocier des compromis bipartisans, agissent désormais en « chefs de guerre » partisans et n'hésitent pas à réécrire les règles de l'institution pour le seul bénéfice de leur parti. En l'absence de majorités qualifiées (sauf pour un bref instant en 2009), l'obstruction prolifère et le Sénat est de moins en moins en mesure de remplir efficacement ses fonctions constitutionnelles. Dans ce contexte, les sénateurs libéraux ne peuvent que difficilement obtenir des succès législatifs. Deux choix se présentent à eux : ils peuvent se ranger derrière le programme politique promu par Barack Obama et le leader démocrate Harry Reid, mais ils peuvent également porter leur activisme en dehors du Sénat pour tenter d'attirer l'attention du grand public. De plus en plus de sénateurs libéraux lorgnent ainsi du côté de la Maison-Blanche et se lancent dans une campagne pour la présidence.
- Composition de la coalition libérale au Sénat : prise dans son ensemble, la cohorte libérale qui fait son entrée au Sénat entre 2007 et 2014 se distingue par l'importance de l'expérience politique de ses membres. Avant de parvenir à la



Chambre haute, ceux-ci ont généralement suivi un parcours politique à l'échelon local ou étatique. Cette cohorte se distingue également par son amplitude idéologique : on y trouve plusieurs sénateurs ultralibéraux, mais également un certain nombre de libéraux beaucoup plus modérés, dont le DW-NOMINATE est supérieur à -0,300. Tout au long de cette conjoncture critique, la « *Pax Obama* » permet de maintenir la cohésion de la coalition libérale au Sénat, malgré des priorités divergentes et d'importantes variations en termes de positionnement idéologique.

#### 4.4.2. De la contestation des *New Democrats* à la *Pax Obama*

La domination des *New Democrats* à partir du début des années 1990 n'a pas signifié la disparition de l'aile gauche du Parti démocrate. En 1991, un groupe d'élus de la Chambre des représentants crée le *Congressional Progressive Caucus* (CPC), dont l'objectif avoué est de ramener le parti vers la gauche. Tout juste élu pour un premier mandat à la Chambre des représentants, le Vermontois Bernie Sanders devient le premier président du groupe qui connaît une croissance rapide au point d'être, au cours des années 2000, le plus important caucus non partisan au Congrès<sup>1050</sup>. Encore aujourd'hui, son *membership* est en pleine croissance<sup>1051</sup>. Par ailleurs, à l'intérieur même de la société américaine, on observe au début des années 2000 un timide retour en grâce de certaines idées de gauche. La domination républicaine à Washington entre 2001 et 2006 et la mise en place d'un programme politique conservateur dont plusieurs composantes sont controversées (guerre en Irak et politiques sécuritaires, baisses d'impôts pour les plus riches, conservatisme moral) entraînent naturellement une mobilisation de la gauche et de nombreux Américains plus centristes qui, plus d'un quart de siècle après les débuts de la révolution reaganienne, semblent prêts à envisager

---

<sup>1050</sup> Outre les caucus partisans (démocrates et républicains de la Chambre des représentants et du Sénat), le Congrès comprend une multitude de caucus non partisans qui réunissent des législateurs partageant des intérêts communs.

<sup>1051</sup> Perry Bacon, Jr., « The House Progressive Caucus Will Be Bigger Than Ever in 2019 », *FiveThirtyEight* (29 novembre 2018), en ligne.

une nouvelle avenue politique. Lors des primaires démocrates de 2004, l'ancien gouverneur du Vermont Howard Dean (1991-2003) fait campagne en adoptant des positions qui se situent résolument à gauche par rapport à l'orthodoxie des *New Democrats*. Dean propose la mise en place d'un système national d'assurance maladie universel, l'annulation des baisses d'impôts consenties aux Américains les plus riches par George W. Bush, une fin rapide de la guerre en Irak et une renégociation de certains points de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Dean ne parvient pas à s'imposer lors des primaires démocrates et jette l'éponge le 18 février 2004 sans avoir remporté d'autres États que le Vermont. Sa campagne bénéficie toutefois d'une grande visibilité nationale et Dean devient le champion d'une gauche résurgente au sein du Parti démocrate<sup>1052</sup>.

Quatre ans après la candidature d'Howard Dean, le sénateur de l'Illinois Barack Obama remporte la nomination présidentielle au terme d'élections primaires vivement contestées contre la sénatrice de New York et ancienne première dame Hillary Clinton. La candidature de cette dernière pâtit notamment du fait qu'elle demeure associée à l'establishment des *New Democrats* et que, en tant que sénatrice, elle a voté pour la guerre en Irak. Obama peut ainsi se présenter d'autant plus facilement comme le candidat du renouveau. Bien qu'il soit un libéral relativement modéré<sup>1053</sup>, Obama parvient à séduire les activistes des différents courants qui militent au Parti démocrate. Les révisionnistes apprécient particulièrement son opposition de la première heure à la guerre en Irak<sup>1054</sup> et le fait qu'il est le premier Afro-Américain à obtenir la nomination

---

<sup>1052</sup> L'année suivante, Dean est élu à la présidence nationale du Parti démocrate. À ce titre, il met en place une *Fifty-state Strategy* qui pousse le Parti à investir les ressources nécessaires afin d'être compétitif sur l'ensemble du territoire américain. Cette stratégie contribue à la victoire des démocrates lors des élections de mi-mandat de 2006. - Jeff Zeleny, « Dean's 50-State Love-Fest », *The Caucus* (2 décembre 2006), en ligne.

<sup>1053</sup> Avec un DW-NOMINATE de -0,343, Obama est le 18<sup>e</sup> sénateur le plus libéral lors du 110<sup>e</sup> Congrès (2007-2008). Ironiquement, Hillary Clinton, avec un DW-NOMINATE de -0,367, se trouve au 12<sup>e</sup> rang, plus progressiste donc que le sénateur de l'Illinois.

<sup>1054</sup> Dès 2002, alors qu'il était sénateur d'État en Illinois et plusieurs mois avant le début de la guerre, Obama s'était prononcé contre l'intervention qu'il avait décrite comme une « guerre stupide » (*dumb*

présidentielle pour un parti politique majeur aux États-Unis. Pour autant, Obama ne tourne pas le dos aux *New Democrats*. Quelques semaines après son assermentation en tant que 44<sup>e</sup> président des États-Unis, dans le cadre d'une rencontre avec un groupe de démocrates modérés, il se décrit comme un partisan du libre-échange et un opposant à toute forme de protectionnisme. Obama en profite d'ailleurs pour revendiquer ouvertement l'étiquette de *New Democrat*<sup>1055</sup>. Il parvient également à cultiver l'appui des *New Dealers*, alors que les deux plus grands chantiers de son premier mandat, le *Stimulus Package* et la réforme Obamacare, marquent tous les deux, dans une certaine mesure, le retour d'un État fédéral plus interventionniste dans la sphère socio-économique. L'une des plus importantes raisons du succès d'Obama est donc d'avoir réussi à rallier autour de sa candidature, puis de sa présidence, les différentes mouvances qui composent la coalition libérale. De là cette idée d'une « *Pax Obama* » qui donne son nom à cette troisième conjoncture critique.

#### 4.5. L'ordre du jour libéral, 2007-2014

##### 4.5.1. L'accès aux soins de santé, un enjeu plus incontournable que jamais

###### *Malgré la polarisation exacerbée, une certaine coopération bipartisane*

En dépit de l'ampleur de la polarisation partisane, il subsiste un certain nombre de terrains sur lesquels démocrates et républicains sont toujours en mesure de coopérer. En 2008, des élus des deux partis travaillent de concert pour soumettre au président Bush une loi qui renouvelle pour cinq ans et bonifie un programme de lutte contre le SIDA, la malaria et la tuberculose dans les pays en voie de développement<sup>1056</sup>. En 2009, le renouvellement de la loi Ryan White est appuyé à l'unanimité au Sénat et par une

---

*war*). – Barack Obama, « Barack Obama's 2002 Speech Against the Iraq War (October 2002) », *Obama Speech* (s.d.), en ligne.

<sup>1055</sup> Carol E. Lee et Jonathan Martin, « Obama : 'I am a New Democrat' », *Politico* (11 mars 2009), en ligne.

<sup>1056</sup> s.a., « Global AIDS Programs Expanded », *Congressional Quarterly Almanac 2008*, LXIV, Washington, Congressional Quarterly, 2009.

écrasante majorité (408-9) à la Chambre des représentants<sup>1057</sup>. Finalement, en 2013, le Congrès adopte un projet de loi qui met fin à l'interdiction de procéder à un don d'organes entre deux personnes atteintes du VIH. Au Sénat, ce projet de loi est piloté à la fois par la libérale californienne Barbara Boxer et par l'ultraconservateur républicain Tom Coburn de l'Oklahoma. Parmi les coparrains du projet de loi, on trouve les démocrates ultralibérales Tammy Baldwin (Wisconsin) et Elizabeth Warren (Massachusetts), de même que les républicains Mike Enzi (Wyoming) et Rand Paul (Kentucky). Le projet de loi est adopté à l'unanimité dans les deux chambres<sup>1058</sup>. L'appui bipartisan que reçoivent ces mesures démontre une importante évolution des mentalités sur la question du SIDA et constitue un témoignage éloquent de l'incidence indéniable qu'a pu avoir l'activisme de Ted Kennedy (Massachusetts) sur cet enjeu pour sensibiliser ses collègues et l'ensemble de la population américaine.

La santé mentale est un autre domaine qui permet aux législateurs des deux partis d'arriver à une entente relative. Dès la reprise de la majorité par les démocrates en 2007, le nouveau président de la commission sur la Santé, l'Éducation, le Travail et les Pensions, Ted Kennedy, s'associe avec le républicain modéré Pete Domenici (Nouveau-Mexique) pour mener à bien un projet de loi portant sur l'égalité dans l'accès aux soins pour les personnes souffrant de maladie mentale (*Mental Health Parity*). L'objectif de cette loi est d'obliger les compagnies d'assurance à assurer au même prix que la clientèle régulière les personnes souffrant de maladie mentale<sup>1059</sup>. Ce projet de loi avait initialement été proposé par Domenici et Paul Wellstone (Minnesota), mais il avait perdu son élan à la suite de la mort de ce dernier en 2002. Adopté par de confortables majorités dans les deux chambres (74-25 au Sénat), le *Mental Health*

---

<sup>1057</sup> s.a., « Ryan White AIDS Act Reauthorized », *Congressional Quarterly Almanac 2009*, LXV, Washington, Congressional Quarterly, 2010.

<sup>1058</sup> s.a., « Congress Lifts HIV Transplant Ban », *Congressional Quarterly Almanac 2013*, LXIX, Washington, Congressional Quarterly, 2014.

<sup>1059</sup> s.a., « Bills Seek Mental Health Parity », *Congressional Quarterly Almanac 2007*, XLIII, Washington, Congressional Quarterly, 2008.

*Parity Bill* est signé par le président Bush le 3 octobre 2008<sup>1060</sup>. Malgré cette avancée, l'accès à des soins adéquats pour les personnes atteintes de problèmes de santé mentale demeure problématique en raison d'une accessibilité difficile ou de coûts trop élevés<sup>1061</sup>. Peu de temps après la tuerie de l'école Sandy Hook à Newtown (Connecticut) en décembre 2012, on apprend que le tueur souffrait de graves problèmes mentaux et n'avait pas reçu les traitements requis depuis plusieurs années<sup>1062</sup>. L'indignation populaire qui suit ce drame ouvre une fenêtre pour les législateurs qui souhaitent discuter d'accès aux soins de santé pour les personnes souffrant de maladies mentales<sup>1063</sup>. Les libéraux au Sénat déposent en 2013 une série de projets de loi pour venir en aide aux personnes atteintes de maladie mentale et pour limiter leur accès aux armes à feu. Malgré l'appui de plusieurs républicains modérés, ces projets de loi se butent aux résistances de la *National Rifle Association*<sup>1064</sup>.

#### *Points de désaccord*

Lors du second mandat de l'administration Bush, les démocrates doivent faire front commun pour freiner les efforts du président et de ses alliés républicains qui souhaitent réduire le salaire des médecins traitant des patients couverts par Medicare, ce qui pourrait avoir pour effet de torpiller le programme. En 2008, l'intervention de Ted Kennedy à la veille d'un vote capital sur cette question s'avère déterminante pour freiner une coupure de plus de 10% du salaire de ces médecins. Le sénateur du Massachusetts, qui combat alors une tumeur maligne au cerveau, apparaît au bras du sénateur Barack Obama (alors candidat présomptif du Parti démocrate en vue des élections de 2008). Son arrivée théâtrale convainc suffisamment de sénateurs

---

<sup>1060</sup> s.a., « Mental Health Parity Becomes Law », *Congressional Quarterly Almanac 2008*, *op. cit.*

<sup>1061</sup> Barbara Mantel, « Mental Health Policy », *Congressional Quarterly Researcher* 23, 18 (10 mai 2013), p. 432.

<sup>1062</sup> s.a., « Shooting at Sandy Hook Elementary School. Report of the Office of the Child Advocate », *Office of the Child Advocate, State of Connecticut* (21 novembre 2014), p. 3.

<sup>1063</sup> Voir notamment Colleen L. Barry *et al.*, « After Newtown – Public Opinion on Gun Policy and Mental Illness », *The New England Journal of Medicine* 368, 12 (21 mars 2013).

<sup>1064</sup> Barbara Mantel, « Mental Health Policy », *op. cit.*, p. 427 et 435; s.a., « Mental Health, Gun Measures Linked », *Congressional Quarterly Almanac 2013*, *op. cit.*

républicains de voter en faveur d'un projet de loi qui annule les coupures annoncées dans le salaire des médecins<sup>1065</sup>. Il s'agit d'une des dernières victoires de Kennedy, qui meurt un an plus tard en laissant derrière lui un héritage impressionnant en termes d'accomplissements libéraux au fil d'une carrière de près de cinq décennies au Sénat.

L'extension du *State Children's Health Insurance Program* (SCHIP ou CHIP) est un autre enjeu qui divise républicains et démocrates à partir de 2007. Mis en place en 1997 sous Bill Clinton grâce aux efforts bipartisans de Ted Kennedy et Orrin Hatch (Utah), le SCHIP transfère aux États des fonds pour permettre aux enfants des familles à faible revenu d'avoir accès à des soins de santé<sup>1066</sup>. Les démocrates veulent étendre la couverture du programme en dépit de l'opposition des républicains et du président Bush, qui évoquent le spectre d'une socialisation des soins de santé<sup>1067</sup>. Malgré un compromis forgé par le démocrate Max Baucus (Montana), les deux projets de loi soumis par les démocrates se butent au veto du président et, en l'absence d'un nombre suffisant d'appuis chez les républicains, ces vetos ne peuvent pas être renversés par les majorités démocrates<sup>1068</sup>. En 2009, l'arrivée au pouvoir de Barack Obama permet finalement l'adoption d'une loi étendant la portée du SCHIP<sup>1069</sup>. Ces combats autour du financement des programmes gouvernementaux et du rôle que doit jouer l'État pour garantir l'accès à des soins de santé montre l'unité des démocrates sur ces questions et mettent la table pour les déchirements partisans qui accompagneront l'adoption de l'*Affordable Care Act* (ACA) sous Obama.

---

<sup>1065</sup> s.a., « Over Veto, Lawmakers Block Pay Reduction for Medicare Doctors », *Congressional Quarterly Almanac 2008*, *op. cit.*

<sup>1066</sup> Marcia Clemmitt, « Universal Coverage », *Congressional Quarterly Researcher* 17, 12 (30 mars 2007), p. 280.

<sup>1067</sup> s.a., « Democrats Unable to Overcome Bush Vetoes on Child Health Bills », *Congressional Quarterly Almanac 2007*, *op. cit.*

<sup>1068</sup> *Ibid.*; s.a., « Attempt to Override SCHIP Veto Fails », *Congressional Quarterly Almanac 2008*, *op. cit.*

<sup>1069</sup> s.a., « CHIP Gets Long-Sought Expansion », *Congressional Quarterly Almanac 2009*, *op. cit.*

*Obamacare, une réforme libérale de la santé (au détriment des libéraux)*

Les échecs essuyés par les libéraux au début des années 1970 et lors des années Clinton pour la mise en place d'un régime national universel d'assurance maladie ont perpétué une crise structurelle du système de santé américain. Au milieu des années 2000, on estime que plus de 45 millions d'Américains (soit 15,3% de la population), dont un tiers des 19-24 ans, n'ont pas de couverture médicale<sup>1070</sup>. La crise économique accentue le problème, alors qu'un grand nombre d'Américains recevant leur assurance maladie *via* leur employeur tombent au chômage<sup>1071</sup>. En 2010, le pourcentage de la population qui n'a pas d'assurance maladie atteint 16,3%, auxquels s'ajoutent des millions de « sous-assurés<sup>1072</sup> ». L'ampleur de la crise de l'assurance maladie aux États-Unis, le contrôle unifié du gouvernement fédéral par les démocrates et la volonté politique de la nouvelle administration de s'attaquer à ce problème font en sorte que la réforme de l'assurance maladie bénéficie au début de 2009 d'une fenêtre de lancement inédite depuis près de quatre décennies<sup>1073</sup>.

Pourtant, plusieurs obstacles subsistent. D'abord, contrairement au début des années 1970, les démocrates ne peuvent pratiquement plus compter sur l'appui de républicains modérés. Le *Grand Old Party* est alors confronté à la fronde menée par le *Tea Party*, dont les membres sont allergiques à la plupart des interventions du gouvernement fédéral américain. Les *Tea Partiers* ont fait de l'opposition à la réforme d'Obama un de leurs principaux chevaux de bataille<sup>1074</sup>. L'administration Obama doit également

---

<sup>1070</sup> Marcia Clemmitt, « Universal Coverage », *op. cit.*, p. 267.

<sup>1071</sup> *Ibid.*, p. 282.

<sup>1072</sup> Daniel Béland et Alex Waddan, « Health Politics and the Patient Protection and Affordable Care Act », *op. cit.*, p. 49.

<sup>1073</sup> Marcia Clemmitt, « Health-Care Reform: Is the Landmark New Plan a Good Idea? », *Congressional Quarterly Researcher* 20, 22 (11 juin 2010), p. 519; Jacob S. Hacker, « The Road to Somewhere: Why Health Reform Happened. Or Why Political Scientists Who Write about Public Policy Shouldn't Assume They Know How to Shape It », *Perspectives on Politics* 8, 3 (Septembre 2010), p. 864; Mark A. Peterson, « It Was a Different Time: Obama and the Unique Opportunity for Health Care Reform », *Journal of Health Politics, Policy and Law* 36, 3 (Juin 2011).

<sup>1074</sup> Paul Street et Anthony DiMaggio, *Crashing the Tea Party*, *op. cit.*, p. 117.

tenir compte de facteurs institutionnels, notamment la fragmentation du pouvoir du gouvernement fédéral<sup>1075</sup> et l'influence démesurée de certains groupes d'intérêts dont les *lobbies* médicaux (assureurs, hôpitaux, médecins), éléments qu'avaient déjà identifiés Sven Steinmo et Jon Watts pour expliquer l'échec de la réforme Clinton au début des années 1990<sup>1076</sup>. De plus, les démocrates doivent ironiquement composer avec une conséquence imprévue de l'adoption de Medicare et de Medicaid, deux réformes qui, en plus d'élargir l'accès aux soins de santé pour les aînés et les plus démunis, ont cimenté la place de l'entreprise privée dans le domaine de l'assurance médicale<sup>1077</sup>.

Une des erreurs de l'administration Clinton avait été d'avoir pensé et tenté de mettre en place sa réforme en vase clos. Pour ne pas répéter cette erreur, l'administration Obama confie un rôle central aux démocrates du Congrès, en chargeant le leadership de fixer les grandes lignes de la réforme<sup>1078</sup>. Il existe alors un quasi-consensus chez les démocrates concernant le fait que Washington devrait en faire plus pour garantir l'accès aux soins de santé. Pour autant, tous au sein du parti ne s'entendent pas sur la place que doit occuper l'État fédéral dans le marché de l'assurance maladie. Les élus les plus à gauche, évoquant le modèle canadien, remettent de l'avant le vieux rêve d'un régime entièrement public<sup>1079</sup>. Toutefois, la plupart des démocrates souhaitent le maintien d'une place importante pour le secteur privé. En guise de compromis, le président Obama évoque l'inclusion d'une « option publique » (*public option*), qui permettrait

---

<sup>1075</sup> Daniel Béland et Alex Waddan, « Health Politics and the Patient Protection and Affordable Care Act », *op. cit.*, p. 45.

<sup>1076</sup> Sven Steinmo et Jon Watts, « It's the Institution, Stupid! », *loc. cit.*

<sup>1077</sup> Daniel Béland et Alex Waddan, « Health Politics and the Patient Protection and Affordable Care Act », *op. cit.*, p. 45-46.

<sup>1078</sup> Zachary Cahn et Emily M. Johnston, « Clintoncare and Obamacare: Lessons for Gridlock Theory », *Congress & the Presidency* 45, 3 (2018), p. 227-229.

<sup>1079</sup> Daniel Béland, Philip Rocco et Alex Waddan, *Obamacare Wars, Federalism, State Politics, and the Affordable Care Act* Lawrence, University Press Kansas, 2016, p. 42.



au gouvernement fédéral de vendre de l'assurance maladie directement aux Américains qui le souhaitent afin de rendre le marché plus compétitif<sup>1080</sup>.

Dans un contexte où les démocrates ne peuvent pas compter sur l'appui des républicains et doivent limiter le nombre de défections, ce sont les démocrates modérés et conservateurs qui ont le gros bout du bâton<sup>1081</sup>. Des concessions sont faites aux démocrates opposés à l'avortement, qui obtiennent que la nouvelle loi ne permette pas de rembourser une interruption volontaire de grossesse<sup>1082</sup>. L'une des principales voix prochoix au Sénat, Barbara Boxer (Californie), déplore cette concession, mais elle ne peut qu'en reconnaître la nécessité pour s'assurer de l'appui de Ben Nelson (Nebraska), le plus conservateur des sénateurs démocrates<sup>1083</sup>. En tant que président de la commission du Sénat sur les Finances, Max Baucus (Montana), un libéral modéré sur les questions fiscales, est un des principaux responsables de l'élaboration du projet de loi sur la réforme de la santé à la Chambre haute. D'entrée de jeu, il jette une douche d'eau froide sur l'aile gauche du Parti démocrate, en précisant qu'un régime national à payeur unique ne sera pas envisagé<sup>1084</sup>. Baucus ne rejette toutefois pas l'inclusion d'une option publique, qui apparaît dans le projet de loi adopté par la Chambre et soumis au Sénat. La résistance obstinée du démocrate Joe Lieberman (Connecticut) aura cependant raison de l'option publique (**Encadré 9**).

**Encadré 9 : Joe Liberman et l'abandon de l'option publique : le baroud d'honneur d'un libéral conservateur**

La saga autour de l'inclusion, puis de l'abandon d'une option publique dans l'*Affordable Care Act* nous donne l'occasion de nous pencher sur le cas de Joe

<sup>1080</sup> Daniel Béland et Alex Waddan, « Health Politics and the Patient Protection and Affordable Care Act », *op. cit.*, p. 48.

<sup>1081</sup> Jacob S. Hacker, « The Road to Somewhere », *loc. cit.*, p. 868-869.

<sup>1082</sup> Daniel Béland et Alex Waddan, « Health Politics and the Patient Protection and Affordable Care Act », *op. cit.*, p. 48.

<sup>1083</sup> Barbara Boxer, *The Art of Tough*, *op. cit.*, p. 192-193.

<sup>1084</sup> Sean Sullivan, « Why Max Baucus Made Democrats Angry – In 5 Easy Steps », *The Washington Post – The Fix* (24 avril 2013), en ligne.

Lieberman, un singulier personnage parmi les démocrates au Sénat. Bien que son DW-NOMINATE de -0,205 le classe *in extremis* parmi les membres de la coalition libérale, le sénateur du *Nutmeg State* s'est surtout fait connaître, au cours de sa carrière, pour son indépendance à l'égard du reste du caucus démocrate et par ses positions modérées, voire conservatrices sur certains enjeux. Déjà en 1988, lors de sa première course au Sénat, Lieberman avait réussi l'exploit plutôt inusité pour un candidat démocrate d'obtenir l'appui des frères James et William Buckley (deux des plus importantes figures du mouvement conservateur américain à l'époque) qui souhaitaient priver Lowell Weicker, le plus libéral parmi les sénateurs républicains, d'un quatrième mandat. En tant que sénateur, Lieberman appartient clairement à la mouvance des *New Democrats*, avec qui il partage une préoccupation pour l'environnement<sup>1085</sup> et pour la croissance économique, tout en souhaitant moins d'intervention de la part de l'État. En 2000, il fait partie des cofondateurs de la *New Democratic Coalition* du Sénat<sup>1086</sup>. La même année, en tant que colistier d'Al Gore, il passe à quelques centaines de voix de devenir vice-président des États-Unis.

Au cours des années 2000, Lieberman prend de plus en plus ses distances par rapport aux autres membres de la coalition libérale. Partisan convaincu de la guerre en Irak, il est également ouvert au projet du président Bush de privatiser en partie la sécurité sociale<sup>1087</sup>. En 2006, alors qu'il tente d'obtenir un quatrième mandat au Sénat, Lieberman perd l'investiture démocrate, mais remporte l'élection générale en tant que candidat indépendant. Il devient dès lors un véritable électron libre et une épine dans le pied du leadership démocrate. De son propre aveu, Lieberman est généralement du côté des démocrates lorsqu'il s'agit des enjeux de politique intérieure, mais il penche

<sup>1085</sup> Voir le chapitre précédent.

<sup>1086</sup> Outre Lieberman, les libéraux qui se joignent initialement à cette coalition sont Richard Bryan (Nevada), Kent Conrad (Dakota du Nord), John Edwards (Caroline du Nord), Dianne Feinstein (Californie), Bob Graham (Floride), Tim Johnson (Dakota du Sud), Bob Kerrey (Nebraska), Herb Kohl (Wisconsin) et Mary Landrieu (Louisiane). Ils sont rejoints plus tard par Maria Cantwell (Washington), Hillary Clinton (New York), John Kerry (Massachusetts) et Debbie Stabenow (Michigan).

<sup>1087</sup> Harold Meyerson, « Lieberman Vs. the Democrats », *The Washington Post* (21 juin 2006), en ligne.

plutôt du côté républicain en matière de politique extérieure et de défense<sup>1088</sup>. C'est d'ailleurs ce qui l'amène à appuyer la candidature du sénateur républicain John McCain (Arizona) à la présidence en décembre 2007. Lieberman prononcera même un discours lors de la Convention républicaine de 2008 et sera sérieusement envisagé comme colistier pour John McCain<sup>1089</sup>.

Au terme de l'élection de 2008, les démocrates atteignent le seuil minimal pour disposer d'une majorité qualifiée avec 60 sièges. Cette absence de marge de manœuvre confère au sénateur du Connecticut une influence démesurée dans les débats, notamment celui portant sur la réforme de l'assurance maladie. Après que la Chambre eut soumis au Sénat sa version du projet de loi qui inclut une option publique, Lieberman menace de rejoindre les 40 républicains dans un *filibuster* si celle-ci n'est pas retirée du projet de loi. Le leadership démocrate n'a donc pas d'autre choix que de se plier à cette exigence, alors que du vote de Lieberman dépend la survie même de l'*Affordable Care Act*<sup>1090</sup>. Il s'agit donc d'une victoire pour Lieberman, un sénateur qui a toujours préféré suivre son propre chemin sans s'accrocher à un parti ou à une idéologie. Certains pourraient plutôt parler d'un baroud d'honneur lancé par un démocrate<sup>1091</sup> qui observe, impuissant, le glissement vers la gauche de son parti.

Le 23 mars 2010, après plusieurs mois d'un débat national qui aura déchiré la nation, l'ACA est signé par le président Barack Obama, concrétisant la plus importante

<sup>1088</sup> Chris McGreal, « Why Joe Lieberman is Holding Barack Obama to Ransom Over Healthcare », *The Guardian* (16 décembre 2009), en ligne.

<sup>1089</sup> Duncan Hunter, « How Palin Came to the Top of the List », *ABC News* (29 août 2008), en ligne.

<sup>1090</sup> Daniel Béland et Alex Waddan, « The Obama Presidency and Health Insurance Reform: Assessing Continuity and Change », *Social Policy & Society* 11, 3 (2012), p. 323; Jordan Ragusa, « An Examination of Congressional Efforts to Repeal the Affordable Care Act », in Lawrence C. Dodd et Bruce I. Oppenheimer (dir.), *Congress Reconsidered*, 11<sup>e</sup> édition, Thousand Oaks, CQ Press, 2017, p. 239.

<sup>1091</sup> Même après avoir été élu comme sénateur indépendant et avoir appuyé John McCain, Lieberman demeure enregistré en tant qu'électeur démocrate.

réforme de la santé aux États-Unis depuis la mise en place de Medicare et de Medicaid au milieu des années 1960. Pour les libéraux, il s'agit d'une victoire en demi-teinte, alors que la nouvelle loi n'institue pas de régime national d'assurance maladie, ne comporte pas d'option publique et ne couvre pas le recours aux IVG. De plus, la réforme ne fait rien pour s'attaquer au coût élevé des médicaments d'ordonnance, bien qu'il s'agissait d'un des objectifs initialement formulés<sup>1092</sup>. En fait, les libéraux ont tout simplement été victimes du contexte, alors qu'on se devait, du côté de l'administration Obama et du leadership démocrate au Congrès, de tendre la main aux modérés et aux conservateurs du parti dans l'espoir de faire passer la réforme<sup>1093</sup>, ce qui donnait infiniment plus d'influence à un Ben Nelson ou à un Joe Lieberman qu'à un Bernie Sanders ou à une Barbara Boxer. Du reste, la plupart des démocrates plus à gauche font contre mauvaise fortune bon cœur : Tom Harkin (Iowa), qui préside alors la commission sur la Santé, l'Éducation, le Travail et les Pensions, parle d'un « bon départ » en vue d'une prochaine réforme plus complète<sup>1094</sup>. Quant à Sanders, bien qu'il demeure un partisan convaincu d'un système de couverture universel public, il se rallie à une réforme qui a depuis son adoption permis à des millions d'Américains d'obtenir une assurance maladie<sup>1095</sup>. L'adoption d'Obamacare ne marque aucunement la fin des hostilités. L'impopularité initiale de la loi auprès de l'opinion publique explique en grande partie les déboires des démocrates lors des élections de mi-mandat de 2010<sup>1096</sup>. De 2011 à 2016, la majorité républicaine à la Chambre des représentants vote une cinquantaine de fois pour abroger l'ACA<sup>1097</sup>.

---

<sup>1092</sup> Marcia Clemmitt, « Health-Care Reform », *op. cit.*, p. 514.

<sup>1093</sup> Daniel Béland, Philip Rocco et Alex Waddan, *Obamacare Wars*, *op. cit.*, p. 45.

<sup>1094</sup> Cité dans Jacob S. Hacker, « The Road to Somewhere », *loc. cit.*, p. 876.

<sup>1095</sup> Bernie Sanders, *Where We Go from Here. Two Years in the Resistance*, New York, Thomas Dunne Books et St. Martin's Press, 2018, p. 58.

<sup>1096</sup> Robert P. Saldin, « Healthcare Reform », *loc. cit.*, p. 7-9.

<sup>1097</sup> Jordan Ragusa, « An Examination », *op. cit.*, p. 237; s.a., « Overhaul Law Defeated in Democratic Senate », *Congressional Quarterly Almanac 2011*, LXVII, Washington, Congressional Quarterly, 2012; s.a., « Continued Assault on Health Law Yielded Little More than Shutdown », *Congressional Quarterly Almanac 2013*, LXIX, Washington, Congressional Quarterly, 2014.

#### 4.5.2. Droits civiques et questions morales : un champ de bataille éclaté

##### *Apogée et déclin des guerres culturelles*

Sous la présidence de George W. Bush, les guerres culturelles sont à leur apogée. La droite religieuse compte alors sur un allié indéfectible à la Maison-Blanche en la personne de Bush lui-même, un chrétien *born again* ne faisant aucun mystère de ses convictions religieuses. Son administration n'hésite pas à s'engager activement autour d'enjeux tels que l'avortement (appui au *Partial-Birth Abortion Ban Act* de 2003, une loi interdisant les IVG tardives), le suicide assisté (*Gonzales v. Oregon*<sup>1098</sup>, affaire Terri Schiavo<sup>1099</sup>) ou encore le mariage homosexuel (promesse du président Bush lors de la campagne présidentielle de 2004 de soumettre au Congrès une proposition d'amendement constitutionnel limitant la définition du mariage à l'union entre un homme et une femme). Or, si Bush et les républicains promettent beaucoup à la droite religieuse, les résultats sont modestes<sup>1100</sup>. Les échecs répétés de la droite morale pour renverser ou empêcher certaines transformations sociales, de même que les victoires

---

<sup>1098</sup> Dès son arrivée au pouvoir, l'administration Bush entreprend de poursuivre, par le biais de ses procureurs généraux (John Ashcroft, puis Alberto Gonzales), l'État de l'Oregon qui a adopté en 1994 une loi autorisant l'aide médicale à mourir. Par une décision de 5 contre 4, la Cour suprême donne raison à l'Oregon en janvier 2006.

<sup>1099</sup> Cette affaire oppose le mari et les parents de Terri Schiavo, une Floridienne plongée dans un état végétatif permanent depuis plusieurs années, concernant son maintien en vie. La saga bénéficie d'une visibilité nationale au début de l'année 2005 et le président Bush s'exprime lui-même en faveur du maintien en vie de Schiavo, qui décède finalement le 31 mars.

<sup>1100</sup> Graham G. Dodds, « Crusade or Charade? The Religious Right and the Culture Wars », *Canadian Review of American Studies* 42, 3 (2012), p. 294; John C. Green et Nathan S. Bigelow, « The Christian Right Goes to Washington: Social Movement Resources and the Legislative Process », in Paul S. Herrnson, Ronald G. Shaiko et Clyde Wilcox (dir.), *The Interest Group Connection. Electioneering, Lobbying, and Policymaking in Washington*, Washington, CQ Press, 2005, p. 189; Robert McKeever, « Bush, the Judiciary, and the Conservative Constitutional Counterevolution: Close but No Cigar », in Iwan Morgan et Philip John Davis (dir.), *Assessing George W. Bush's Legacy. The Right Man?*, New York, Palgrave, 2010.

convaincantes des démocrates en 2008 et en 2012<sup>1101</sup>, amènent plusieurs auteurs à parler d'un « cessez-le-feu<sup>1102</sup> » ou du « crépuscule<sup>1103</sup> » des guerres culturelles.

Malgré ce recul du paradigme des guerres culturelles<sup>1104</sup>, les questions morales s'invitent ponctuellement dans les débats de la Chambre haute, où elles divisent de manière prévisible conservateurs et libéraux. C'est le cas des débats autour de l'utilisation des cellules souches pour la recherche médicale. Cet enjeu a soulevé son lot de controverses au cours des années 2000. Selon plusieurs chercheurs, l'utilisation des cellules souches devait permettre des avancées majeures dans la recherche sur le diabète, la maladie d'Alzheimer, la maladie de Parkinson et les diverses formes de paralysie. L'aspect éthique de cette recherche a toutefois été rapidement mis en cause par les militants provie (dont le président Bush), qui déploraient que les cellules souches soient obtenues grâce à la destruction d'embryons<sup>1105</sup>. En 2007, le Congrès à majorité démocrate discute du *Stem Cell Research Enactment Act*, un projet de loi déposé par Tom Harkin (Iowa) qui a pour but de libéraliser la recherche sur les cellules souches, notamment en garantissant l'octroi de fonds fédéraux. Avec le républicain modéré Arlen Specter (Pennsylvannie), Harkin est alors, depuis une dizaine d'années, une des principales voix en faveur de la libéralisation de la recherche sur les cellules souches à la Chambre haute<sup>1106</sup>. Pour le sénateur du *Hawkeye State*, l'enjeu revêt une

---

<sup>1101</sup> En plus de la réélection d'Obama, la soirée électorale du 6 novembre 2012 a été marquée par des victoires pour le mariage gai dans quatre États, par la légalisation de la marijuana à des fins récréatives dans deux autres, par le rejet, en Floride, d'une initiative visant à interdire l'utilisation de fonds publics pour financer des IVG, par l'élection d'une première sénatrice ouvertement homosexuelle (Tammy Baldwin du Wisconsin) et par la défaite de deux candidats au Sénat ayant tenu des propos controversés sur le recours à l'avortement (Todd Akin au Missouri et Richard Mourdock en Indiana). Voir à ce propos : Thomas B. Edsall, « The Culture War and the Job Crisis », *The New York Times – Campaign Stops* (11 novembre 2012), en ligne; Hendrick Hertzberg, « A Culture-War Waterloo », *The New Yorker* (8 novembre 2012), en ligne

<sup>1102</sup> E. J. Dionne, « A Culture War Cease-Fire », *The Washington Post* (24 décembre 2009), p. A15; Frédéric Gagnon, « Introduction: Ceasefire or New Battle? The Politics of Culture Wars in Obama's Time », *Canadian Review of American Studies* 42, 3 (2012).

<sup>1103</sup> John Dombrink, *The Twilight of Social Conservatism*, *op. cit.*

<sup>1104</sup> Du moins dans leur version mise en avant par James Davison Hunter dans *Culture Wars*, *op. cit.*

<sup>1105</sup> s.a., « Bush Prevails on Stem Cell Research », *Congressional Quarterly Almanac 2007*, *op. cit.*

<sup>1106</sup> *Ibid.*; Meredith Wadman, « US Senate Passes Stem-Cell Bill - Again », *Nature* (12 avril 2007), en ligne.

dimension personnelle, alors que son neveu Kelly est atteint de quadriplégie et pourrait bénéficier des avancements de la recherche<sup>1107</sup>. Le 19 janvier 2007, lors d'une audience conjointe de la commission sur la Santé, l'Éducation, le Travail et les Pensions et de la commission sur les Crédits, Harkin, membre de ces deux commissions, défend avec passion son projet de loi :

*This marks the 20th hearing that Senator Specter and I have held on human embryonic stem cells, dating back to December 1998 [...]. Since that time, I've talked to hundreds of patients and their family members about their hopes for this research. I've visited laboratories and talked to scientists. I've heard from ethicists and religious leaders. And every day, I become more and more convinced that we, in Congress, need to do all we can to promote this possible life-saving, life-enhancing research<sup>1108</sup>.*

Harkin et Specter cherchent à convaincre un nombre suffisant de leurs collègues d'appuyer leur projet de loi pour pouvoir renverser l'inévitable veto du président Bush. Malgré l'appui de plusieurs républicains, il leur manquera au final une voix. Ce n'est que partie remise. Deux ans plus tard, le nouveau président Barack Obama (qui, comme sénateur, avait voté pour le *Stem Cell Research Enactment Act*), annonce par décret l'engagement du gouvernement fédéral américain à financer ce type de recherche sans rencontrer de résistance notable<sup>1109</sup>.

#### *La « révolution » des droits des personnes LGBT*

Le 26 juin 2015, la Cour suprême des États-Unis, dans sa décision *Obergefell v. Hodges*, reconnaît le droit constitutionnel des conjoints de même sexe de se marier. Ce jugement historique est le point culminant d'une véritable « révolution » des droits des personnes LGBT, marquée par l'adoption de lois antidiscriminatoires et par la légalisation du mariage homosexuel dans de nombreux États, de même que par

<sup>1107</sup> Tom Harkin, « Why We Have to Fight for Stem Cell Research », *The Hill* (11 avril 2007), en ligne.

<sup>1108</sup> United States Senate Committee on Health, Education, Labor, and Pensions et United States Senate Subcommittee on Labor, Health and Human Services, Education and Related Agencies of the United States Senate Committee on Appropriations, « S. Hrg. 110-208: Can Congress Help Fulfill the Promise of Stem Cell Research? », 110<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (19 janvier 2007), p. 4-5.

<sup>1109</sup> s.a., « Obama Ends Stem Cell Research Ban », *CBS News* (10 mars 2009), en ligne.

une série de jugements de la Cour suprême qui libéralisent les droits des personnes LGBT et par un renversement rapide de l'opinion publique : de 2001 à 2017, le pourcentage d'Américains favorables au mariage entre conjoints de même sexe passe de 35% à 62%, tandis que le pourcentage d'opposants passe de 57% à 32%<sup>1110</sup>. En 2012, Barack Obama devient le premier président à appuyer ouvertement le mariage homosexuel, ce qu'il s'était refusé à faire en 2008<sup>1111</sup>. Au milieu des années 2010, certains auteurs évoquent la « normalisation » du mariage homosexuel<sup>1112</sup>.

Malgré ces avancées impressionnantes, la question des droits des personnes LGBT continue de susciter son lot de controverse. En 2010, des efforts sont entrepris afin de révoquer le *Don't Ask, Don't Tell* (DADT). Instituée en février 1994, cette politique maintient l'interdiction pour les personnes ouvertement homosexuelles ou bisexuelles de servir dans l'armée, mais empêche les recruteurs de s'enquérir de l'orientation sexuelle des recrues. Lors de sa campagne, Obama a promis d'y mettre fin pour permettre à quiconque de servir dans les forces armées, sans égard à l'orientation sexuelle. Une clause concernant l'abrogation du DADT est incluse dans le projet de loi de financement des forces armées américaines pour l'année 2011 adopté par la Chambre. Au Sénat cependant, le projet de loi se bute à l'opposition des républicains qui menacent de lancer un *filibuster*. Un nouveau projet de loi est présenté au Sénat par le démocrate indépendant Joe Lieberman (Connecticut) et la républicaine Susan Collins (Maine) qui concerne uniquement l'abrogation du DADT. Ce nouveau projet de loi est adopté au Sénat grâce à l'appui de l'ensemble des démocrates et d'une poignée de républicains qui se rallient. La loi abrogeant le DADT est finalement signée par le président Obama le 22 décembre 2010<sup>1113</sup>.

<sup>1110</sup> s.a., « Changing Attitude on Gay Marriage », *Pew Research Center* (26 juin 2017), en ligne.

<sup>1111</sup> Katy Steinmetz, « See Obama's 20-Year Evolution on LGBT Rights », *Time* (10 avril 2015), en ligne.

<sup>1112</sup> John Dombrink, « After the Culture War? », *loc. cit.*, p. 310-312.

<sup>1113</sup> s.a., « 'Don't Ask, Don't Tell' Repeal Clears », *Congressional Quarterly Almanac 2010*, LXVI, Washington, Congressional Quarterly, 2011.



Le 25 avril 2013, le démocrate Jeff Merkley (Oregon) dépose au Sénat un projet de loi intitulé *Employment Non-Discrimination Act*, dont le but est d'interdire toute discrimination à l'emploi envers les personnes LGBT. Le projet de loi est initialement coparrainé par deux autres démocrates libéraux (Tom Harkin [Iowa] et Tammy Baldwin [Wisconsin]) et deux républicains (les modérés Susan Collins [Maine] et Mark Kirk [Illinois]). Dans les mois suivant son dépôt, la quasi-totalité des sénateurs démocrates (en plus des indépendants Bernie Sanders [Vermont] et Angus King [Maine]) ajouteront leur nom en tant que co-parrains. Le projet de loi de Merkley est adopté par l'assemblée plénière le 4 novembre grâce à l'appui de sept républicains, ce qui permet d'éviter un *filibuster*. Il échoue toutefois à la Chambre, où le président républicain John Boehner (Ohio) refuse de le soumettre au vote de l'assemblée plénière<sup>1114</sup>.

#### *L'impossible réforme de l'immigration*

À partir de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, on assiste aux États-Unis à une augmentation massive de l'immigration en provenance du Mexique et de l'Amérique centrale, notamment du « Triangle du Nord » formé par le Guatemala, le Honduras et le Salvador. Si, en 1970, on dénombrait *grosso modo* un million d'immigrants provenant de ces pays vivant aux États-Unis, on en compte aujourd'hui plus de 14 millions. Devant la difficulté de se procurer un visa, un grand nombre d'entre eux sont confinés à la clandestinité. En 2016, le *Pew Research Center* estimait que sur environ 10,7 millions d'immigrants en situation irrégulière vivant aux États-Unis, les deux tiers seraient originaires du Mexique ou du Triangle du Nord. Selon cette même recherche, les immigrants en situation irrégulière composaient 4,8% de la main d'œuvre aux États-Unis<sup>1115</sup>.

<sup>1114</sup> s.a., « Nondiscrimination Bill Advances », *Congressional Quarterly Almanac 2013*, *op. cit.*

<sup>1115</sup> Jens Manuel Krogstad, Jeffrey S. Passel et D'Vera Cohn, « 5 Facts about Illegal Immigration in the U.S. », *Pew Research Center* (28 novembre 2018), en ligne.

Comme pour chacune des vagues d'immigration ayant jalonné l'histoire américaine, l'afflux de personnes en provenance du Mexique et du Triangle du Nord suscite son lot de réactions favorables et défavorables à la libéralisation des politiques d'immigration. Dans son livre de 2002 *Dividing Lines*, le politologue Daniel Tichenor a montré que chaque grand débat historique sur l'immigration aux États-Unis a vu les Américains se diviser en quatre camps<sup>1116</sup> : les « cosmopolites », favorables à la libéralisation des politiques et à l'octroi de droits aux nouveaux arrivants; les « nationalistes égalitaristes » favorables aux droits des immigrants en situation régulière, mais qui veulent lutter contre les entrées irrégulières; les expansionnistes de libre marché qui souhaitent une fluidité de la main d'œuvre qui permet aux employeurs d'embaucher des travailleurs immigrants sans nécessairement leur octroyer des droits civiques; et les restrictionnistes classiques qui s'opposent à toute politique prévoyant l'augmentation du flux d'immigrants<sup>1117</sup>.

À l'intérieur du Parti républicain, une division est perceptible entre, d'une part, la position adoptée initialement par l'establishment du parti et ses alliés de la communauté d'affaires qui favorisent une position expansionniste de libre marché et, d'autre part, la base militante qui se range en grande partie derrière une position restrictionniste classique. Du côté des démocrates, la plus grande place occupée par les Américains issus de l'immigration au sein de leur électorat amène le parti à tendre vers une position cosmopolite. Puisque les cosmopolites et les expansionnistes de libre-marché partagent une position commune concernant la libéralisation des flux d'immigration, des discussions bipartisanes sont possibles entre des représentants des deux partis pour

---

<sup>1116</sup> Daniel J. Tichenor, *Dividing Lines. The Politics of Immigration Control in America*, Princeton, Princeton University Press, 2002.

<sup>1117</sup> Pour la traduction et la description des positions identifiées par Tichenor, nous nous sommes appuyé sur : Frédérick Gagnon et Julie Dufort, « Bienvenue à « Homeric » : les dessins animés américains et la politique de l'immigration non documentée et du mur à la frontière américano-mexicaine », *Politique et sociétés* 31, 1 (2012), p. 57-59.

aboutir à un compromis qui viendrait solutionner le problème de l'immigration irrégulière.

En 2007, des efforts sont entrepris par les démocrates Ted Kennedy (Massachusetts) et Harry Reid (Nevada) et le républicain John Kyl (Arizona) pour adopter une réforme de l'immigration qui inclurait à la fois des fonds pour une sécurisation de la frontière avec le Mexique et l'instauration d'un programme pour accueillir les travailleurs temporaires et permettre aux immigrants en situation irrégulière d'avoir éventuellement accès à la citoyenneté. Kennedy, Reid et Kyl bénéficient notamment de l'appui des démocrates Patrick Leahy (Vermont), qui préside alors la commission judiciaire du Sénat, Dianne Feinstein (Californie) et Ken Salazar (Colorado). Les républicains John McCain (Arizona), Lindsay Graham (Caroline du Sud), Arlen Specter (Pennsylvanie) et Mel Martinez (Floride) sont également sur les rangs, tout comme le président Bush qui se rend par deux fois au Sénat pour tenter de convaincre les récalcitrants d'accepter le projet de réforme<sup>1118</sup>. Malgré ces efforts bipartisans, le projet de loi divise les deux partis et n'obtient pas les 60 votes requis pour être soumis au vote de l'assemblée plénière. Le 18 octobre 2007, le démocrate Dick Durbin (Illinois) dépose à son tour un projet de loi pour une réforme de l'immigration. Son *Dream Act of 2007* propose de régulariser le statut des enfants des parents arrivés aux États-Unis de manière irrégulière. Or, le projet de loi bipartisan, qui est coparrainé par les républicains Chuck Hagel (Nebraska) et Richard Lugar (Indiana), ne parvient pas lui non plus à obtenir les 60 votes requis pour mettre fin au débat, au grand dam de Durbin qui, député, demande à ses collègues : « *Since when do we in America visit the crimes of the parent on the children? Is that what America has come to?*<sup>1119</sup> ».

Après cet échec double, l'élection présidentielle de 2008, puis la crise économique font en sorte que le contexte est moins favorable à la mise en place d'une réforme de

---

<sup>1118</sup> s.a., « Immigration Rewrite Dies in Senate », *Congressional Quarterly Almanac 2007*, op. cit.

<sup>1119</sup> *Ibid.*

l'immigration. Ce n'est qu'en 2013 que les astres semblent à nouveau s'aligner. Dans les mois ayant suivi la réélection de Barack Obama en 2012, un rapport produit par la Commission nationale du Parti républicain fait valoir que le GOP, s'il veut renouer avec le succès lors des élections présidentielles, doit tisser des liens avec les communautés hispano-américaines et adopter un ton plus conciliant par rapport à l'immigration<sup>1120</sup>. Cela conduit un certain nombre de sénateurs républicains à se joindre aux démocrates pour travailler ensemble sur une réforme de l'immigration. Le 16 avril 2013, la « Bande des huit » (*Gang of Eight*), composée des démocrates Chuck Schumer (New York), Dick Durbin (Illinois), Bob Menendez (New Jersey) et Michael Bennet (Colorado) et des républicains Jeff Flake (Arizona), John McCain (Arizona), Marco Rubio (Floride) et Lindsey Graham (Caroline du Sud) dépose son projet de réforme. Celui-ci prévoit un renforcement de la sécurité à la frontière mexicano-américaine et met de l'avant un processus de 13 ans permettant aux immigrants déjà présents sur le sol américain d'obtenir la citoyenneté américaine, avec une procédure accélérée pour leurs enfants. Le projet de loi est adopté grâce à une solide majorité bipartisane de 68-32, alors que 14 républicains se joignent à l'ensemble des démocrates<sup>1121</sup>. Les réjouissances sont de courte durée. À la Chambre des représentants, les élus proches du *Tea Party*, qui adoptent pour la plupart une position restrictionniste classique en matière d'immigration, voient dans le projet de la Bande des huit une forme d'amnistie. Devant les pressions de ce groupe, le leadership républicain de la Chambre choisit de ne pas soumettre le projet de loi au vote de l'assemblée.

#### *Le retour de la question des droits civiques pour les Afro-Américains*

L'élection d'un premier président afro-américain en 2008 marque un jalon extraordinaire dans l'histoire de cette communauté et l'aboutissement d'une lutte

---

<sup>1120</sup> Henry Barbour, *et al.*, « The Growth and Opportunity Project », *The Republican National Committee* (2013), p. 15-17.

<sup>1121</sup> s.a., « Senate Passes Immigration Overhaul », *Congressional Quarterly Almanac 2013*, *op. cit.*

pluriséculaire pour l'émancipation et l'égalité politique. Au lendemain du triomphe d'Obama, certains observateurs n'hésitent pas à parler de l'entrée des États-Unis dans une ère « post-raciale<sup>1122</sup> ». Cet optimisme a rapidement été contredit alors que, pratiquement immédiatement après l'arrivée au pouvoir d'Obama, on a pu observer un important ressac raciste<sup>1123</sup>. Les années Obama ont par ailleurs été marquées par une plus grande prise de conscience des inégalités systémiques qui continuent d'affecter les Afro-Américains et des violences policières dont ils sont victimes de manière disproportionnée, ce qui a favorisé l'essor du mouvement *Black Lives Matter*. Au Sénat, la cause afro-américaine trouve un nouveau champion à partir de 2013 quand le maire de Newark Cory Booker remporte une élection partielle et devient le sénateur junior du New Jersey (**Encadré 10**).

**Encadré 10 : Cory Booker : lutter pour l'égalité raciale en misant sur la réforme de la justice**

À bien des égards, le parcours de Cory Anthony Booker, né en 1969, n'aurait pas été possible sans les combats menés au cours des années 1950 et 1960 pour mettre fin à la ségrégation raciale. Ses parents, cadres chez IBM, ont été les premiers Afro-Américains à s'installer dans la communauté cossue de Harrington Park au New Jersey<sup>1124</sup>. Cela a permis à Booker de fréquenter de bonnes écoles, qui lui ont ouvert la porte des prestigieuses universités Stanford et Yale, en plus de bénéficier d'une bourse Rhodes qui lui a donné l'occasion d'étudier à Oxford. Dans ses mémoires, le sénateur souligne que la prise de conscience de ses privilèges par rapport au reste de la communauté afro-américaine l'a incité à porter attention aux inégalités socio-économiques qui continuent d'affecter une importante proportion des Afro-

<sup>1122</sup> Desmond King, « Pour les Afro-Américains, amer bilan d'une présidence noire », *Le monde diplomatique* (1<sup>er</sup> janvier 2015); Bettina L. Love et Brandelyn Tosolt, « Reality or Rhetoric? Barack Obama and Post-Racial America », *Race, Gender & Class* 17, 3-4 (2010).

<sup>1123</sup> Peniel Joseph, « Obama's Effort to Heal Racial Divisions and Uplift Black American », *The Washington Post* (22 avril 2016), en ligne.

<sup>1124</sup> Cory Booker, *United. Thoughts on Finding Common Ground and Advancing the Common Good*, New York, Ballantine Books, 2016, p. 17-21.

Américains<sup>1125</sup>. Cette sensibilité l'a amené à s'installer dans un des quartiers défavorisés de Newark, la plus grande ville du New Jersey, frappée de plein fouet par la désindustrialisation et où la pauvreté, la criminalité et la violence affectent particulièrement l'importante population afro-américaine.

Booker est aux premières loges pour constater à quel point la guerre contre les drogues affecte de manière disproportionnée les communautés afro-américaines<sup>1126</sup>. Devenu conseiller municipal en 1998, sa première tentative pour renverser la machine corrompue du maire Sharpe James en 2002 lui permet de devenir une figure progressiste connue nationalement grâce au documentaire *Street Fight* consacré à sa campagne qui obtient une nomination aux Oscars<sup>1127</sup>. Élu à la mairie en 2006 et réélu en 2010, Booker devient une étoile montante du Parti démocrate, un statut confirmé par son discours enflammé lors de la convention nationale du Parti démocrate à Charlotte en 2012<sup>1128</sup>. Il accède par la suite au Sénat grâce à une victoire lors de l'élection partielle du 16 octobre 2013 organisée pour occuper le siège de Frank Lautenberg, décédé en juin.

Au Sénat, Booker obtient rapidement un siège au sein de la commission judiciaire, ce qui lui permet de se consacrer à la réforme de la justice, dont il fait sa priorité. Booker s'associe en 2014 au sénateur républicain Rand Paul (Kentucky) pour proposer le *Record Expungement Designed to Enhanced Employment (REDEEM) Act*, dont les principaux objectifs sont d'inciter les États à fixer à 18 ans l'âge à partir duquel un prévenu peut être jugé par un tribunal pour adultes, de favoriser la libération de criminels emprisonnés pour des crimes non violents (principalement liés aux drogues) et de faciliter la réinsertion de ces ex-détenus sur le marché du travail en scellant leur

<sup>1125</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>1126</sup> Michael Grunwald, « Is Cory Booker for Real? », *Politico Magazine* (1<sup>er</sup> février 2019), en ligne.

<sup>1127</sup> Marshall Curry, *Street Fight* [DVD], société de production inconnue, 2005.

<sup>1128</sup> David Giambusso, « Cory Booker Shouts at Democratic National Convention: 'We Choose Growing Together' », *NJ.com* (4 septembre 2012), en ligne.

casier judiciaire et en le rendant inaccessible pour les employeurs<sup>1129</sup>. Aucune suite n'est donnée au projet de loi lors du 113<sup>e</sup> Congrès, mais, l'année suivante, Booker et Paul font partie des 37 coparrains du *Sentencing Reform and Correction Act* (SRCA), un projet de loi bipartisan qui reprend plusieurs des mesures incluses dans le *REDEEM Act*<sup>1130</sup>. C'est finalement en 2018, après plusieurs années d'un effort bipartisan mené principalement par Booker et le républicain de l'Iowa Chuck Grassley (président de la commission judiciaire du Sénat de 2015 à 2018) qu'est adoptée, avec l'appui du président Donald Trump, une des plus importantes réformes du système judiciaire aux États-Unis. Cette réforme permet aux détenus de réduire leur sentence en participant à des programmes spécifiques, réduit l'écart entre les peines attribuées aux offenses en lien avec la consommation de crack et de cocaïne<sup>1131</sup> et allège les peines minimales prévues pour les infractions relatives aux drogues<sup>1132</sup>.

L'arrivée de Booker au Sénat coïncide par ailleurs avec le début d'une petite révolution en ce qui a trait à la question des drogues aux États-Unis. En 2012, le Colorado et l'État de Washington votent en faveur de la légalisation de la marijuana à des fins récréatives, lançant un mouvement qui sera suivi par un grand nombre d'États par la suite<sup>1133</sup>. Booker y voit une occasion de régulariser le statut de la marijuana au niveau fédéral afin de mettre fin à la guerre aux drogues et à ses effets délétères qui sont principalement ressentis au sein des communautés afro-américaine. Le 1<sup>er</sup> août 2017, il introduit le *Marijuana Justice Act*, un projet de loi qui aurait pour effet non seulement

<sup>1129</sup> Ed O'Keefe, « Cory Booker, Rand Paul Team Up on Sentencing Reform Bill », *The Washington Post* (8 juin 2014), en ligne.

<sup>1130</sup> s.a., « Justice and Public Safety », *Cory Booker, United States Senator for New Jersey* (s.d.), en ligne.

<sup>1131</sup> La consommation de crack, plus répandue au sein des communautés afro-américaines, est généralement punie plus sévèrement.

<sup>1132</sup> Marianne Levine, « Senate Approves Trump-Backed Criminal Justice Overhaul », *Politico* (18 décembre 2018), en ligne

<sup>1133</sup> En date de janvier 2019, en plus du District de Columbia, 10 États avaient légalisé la consommation de marijuana à des fins récréatives (Alaska, Californie, Colorado, Maine, Massachusetts, Michigan, Nevada, Oregon, Vermont et Washington). Au total, 33 États permettent l'utilisation de marijuana à des fins médicinales. – Jeremy Berke et Skye Gould, « States Where Marijuana Is Legal », *Business Insider* (4 janvier 2019), en ligne.

de légaliser la marijuana au niveau fédéral, mais également de bloquer des transferts fédéraux aux États qui ne légalisent pas la substance ou qui ont des taux racialement disproportionnés d'arrestations pour les délits associés au cannabis, de gracier les prévenus ayant été reconnus coupables de crimes en lien avec la marijuana et de créer un fonds fédéral pour venir en aide aux communautés ayant le plus souffert de la guerre contre les drogues<sup>1134</sup>.

#### 4.5.3. Enjeux environnementaux : les libéraux face à l'urgence climatique

Lors du chapitre précédent, nous avons vu que la question des changements climatiques fait son apparition dans les débats du Sénat dès le milieu des années 1980, alors que le président (républicain) de la sous-commission sur la Surveillance des substances toxiques et de l'Environnement, David Durenberger (Minnesota), avait organisé une audience sur cet enjeu dès 1985. Trois ans plus tard, le climatologue et directeur du Goddard Institute for Space Studies de la NASA, James Hansen, livre un témoignage remarqué devant la commission du Sénat sur l'Énergie et les Ressources naturelles et affirme, « avec une certitude de 99% », que les changements climatiques sont causés par l'être humain<sup>1135</sup>. Malgré le retentissement initial du témoignage de Hansen dans les médias, cette question cruciale a tôt fait de redevenir un bruit de fond. Dans un contexte où les questions environnementales deviennent de plus en plus partisans, la présence de majorités républicaines au Congrès à partir de 1995 constitue un frein pour la mise en place d'actions concrètes sur le front climatique<sup>1136</sup>. L'arrivée au pouvoir de

<sup>1134</sup> Michael Grunwald, « Is Cory Booker for Real? », *op. cit.*; James Higdon, « Racial Justice and Legal Pot Are Colliding in Congress », *Politico Magazine* (18 novembre 2018), en ligne.

<sup>1135</sup> James E. Hansen, « The Greenhouse Effect: Impacts on Current Global Temperature and Regional Heat Waves », *United States Senate Committee on Energy and Natural Resources* (23 juin 1988), p. 37-40; Reed Karaim, « Climate Change: Will the Copenhagen Accord Slow Global Warming? », *Congressional Quarterly Researcher* 4, 2 (Février 2010), p. 37.

<sup>1136</sup> De manière surprenante toutefois, le chef de file de la révolution conservatrice à la Chambre, Newt Gingrich, se prononça en 2007 sur la nécessité de prendre en compte le défi climatique, position qu'il renia quatre ans plus tard lors de sa campagne pour l'investiture républicaine en vue de l'élection présidentielle de 2012. – Jean-Daniel Collomb, « Les périls de l'idéologie : la droite américaine et le dérèglement climatique », *Politique américaine* 32, 1 (2019), p. 205-206.



George W. Bush ne fait rien pour débloquer l'impasse : résolument propétrole, l'administration républicaine retire les États-Unis du Protocole de Kyoto, ce qui affaiblit considérablement ce premier accord mondial de lutte contre les changements climatiques dont Washington a été un des signataires en 2001<sup>1137</sup>.

À partir du milieu des années 2000, le vent semble tourner. En 2005, une majorité de sénateurs votent en faveur d'une résolution affirmant qu'il existe un consensus scientifique autour des changements climatiques qui seraient causés par l'être humain et que des actions devront être entreprises pour ralentir les émissions de gaz à effet de serre (GES)<sup>1138</sup>. Cette motion est non contraignante, mais le simple fait qu'elle soit adoptée dans un Sénat qui est toujours à majorité républicaine représente une avancée digne de mention<sup>1139</sup>. L'année suivante, le documentaire oscarisé *An Inconvenient Truth*, qui suit l'ancien sénateur et vice-président Al Gore dans son combat pour attirer l'attention sur l'urgence climatique<sup>1140</sup>, donne une visibilité sans précédent à cet enjeu<sup>1141</sup>. La même année, les démocrates reprennent le contrôle des deux chambres et promettent de faire de la lutte contre les changements climatiques une des priorités du 110<sup>e</sup> Congrès (2007-2008). Au cours de la seule année 2007, quatre projets de loi portant sur le plafonnement des émissions de GES sont présentés<sup>1142</sup>.

---

<sup>1137</sup> Julian Borger, « Bush Kills Global Warming Treaty », *The Guardian* (29 mars 2001), en ligne. Sur l'inaction de l'administration Bush en matière de lutte contre les changements climatiques, voir : Marcia Clemmitt, « Climate Change: Is Tougher Action Needed to Slow Rising Temperatures? », *Congressional Quarterly Researcher* 16, 4 (27 janvier 2006), p. 73; Paul G. Harris, « Beyond Bush: Environmental Politics and Prospects for US Climate Policy », *Energy Policy* 37, 3 (Mars 2009), p. 969; Tora Skodvin et Steinar Andresen, « An Agenda for Change in U.S. Climate Policies? Presidential Ambition and Congressional Powers », *International Environmental Agreements: Politics, Law, and Economics* 9, 3 (Août 2009), p. 267-268. Sur le pivot environnemental de l'administration Bush en fin de mandat, voir : Byron W. Daines et Glen Sussman, « President George W. Bush: "Pale Green" Responses to the Environment? », *The American Review of Politics* 29 (Hiver 2008-2009); Graham Pugh, « Clean Energy from Bush to Obama », *Issues in Science and Technology* 31, 3 (Printemps 2015).

<sup>1138</sup> Marcia Clemmitt, « Climate Change », *loc. cit.*, p. 91.

<sup>1139</sup> *Ibid.*

<sup>1140</sup> David Guggenheim, *An Inconvenient Truth: A Global Warning* [DVD], Hollywood, Paramount, 2017 [2006].

<sup>1141</sup> Colin Woodard, « Curbing Climate Change: Is the World Doing Enough? », *Congressional Quarterly Global Researcher* 1, 2 (Février 2007), p. 45.

<sup>1142</sup> *Ibid.*, p. 45-46.

Au Sénat, la *passionaria* de l'environnement Barbara Boxer (Californie) succède à Jim Inhofe (Oklahoma), un climatonégationniste notoire<sup>1143</sup>, à la tête de la commission sur l'Environnement et les Travaux publics. Boxer, que son collègue Tom Harkin (Iowa) a décrite comme le « roc de Gibraltar de la cause environnementale<sup>1144</sup> », s'empresse de réorienter les travaux de la commission en ayant pour objectif de lutter contre les changements climatiques. Elle organise de manière récurrente des audiences portant sur cette question et, afin d'y sensibiliser ses collègues, elle les convie à un voyage au Groenland afin qu'ils constatent *de visu* les effets du réchauffement sur la fonte des glaces<sup>1145</sup>. En 2007, la Californienne s'associe au démocrate indépendant Joe Lieberman (Connecticut) et au républicain John Warner (Virginie) pour déposer un projet de loi majeur qui inclut un plan de plafonnement des émissions de GES et la mise en place d'une bourse du carbone qui permettrait au gouvernement fédéral d'engranger des revenus supplémentaires pour lutter contre les changements climatiques. Le trio est toutefois confronté au manque d'ouverture du président Bush qui menace de mettre son veto sur la mesure si elle est adoptée, de même qu'à l'hostilité du leader républicain Mitch McConnell (Kentucky). Frustré que les démocrates aient bloqué la nomination d'un juge de Cour d'appel, McConnell réplique en forçant la lecture au Sénat des 500 pages du projet de loi de Boxer et de ses collègues. Ce *filibuster* indirect force les démocrates à renoncer à ce qu'un vote soit tenu en assemblée plénière lors du 110<sup>e</sup> Congrès<sup>1146</sup>.

La victoire de Barack Obama lors des élections de 2008 amène son lot d'espoir pour les environmentalistes pressés de voir le gouvernement américain s'engager dans la

---

<sup>1143</sup> Loin de s'amender par la suite, ce triste sire se fera remarquer en février 2015 en amenant une boule de neige lors de l'assemblée plénière du Sénat pour prouver à ses collègues que la Terre ne se réchauffe pas. Inhofe était entretemps redevenu président de la commission sur l'Environnement et les Travaux publics après la reprise du Sénat par les républicains en 2014. - [https://www.youtube.com/watch?v=3E0a\\_60PMR8](https://www.youtube.com/watch?v=3E0a_60PMR8).

<sup>1144</sup> *Congressional Record*, 113<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (18 novembre 2014), p. S6054.

<sup>1145</sup> Barbara Boxer, *The Art of Thought*, *op. cit.*, p. 218.

<sup>1146</sup> s.a., « Senate Republicans Sink Climate Bill », *Congressional Quarterly Almanac 2008*, *op. cit.*

lutte contre les changements climatiques<sup>1147</sup>. Lors de son court séjour au Sénat, Obama s'était positionné à plusieurs reprises en faveur de la lutte contre les changements climatiques. En tant que membre des commissions sur les Relations extérieures et sur l'Environnement et les Travaux publics, il a pu consacrer du temps à l'étude de cette problématique<sup>1148</sup>. Il a notamment fait partie des cosignataires d'une lettre adressée au président Bush l'enjoignant de prendre au sérieux la menace climatique et de placer les États-Unis au premier rang de la lutte internationale contre les changements climatiques<sup>1149</sup>. Parvenu à la Maison-Blanche, Obama demande au Congrès de lui soumettre un projet de loi ambitieux pour lutter contre les changements climatiques avant le début de la 15<sup>e</sup> Conférence des parties (COP 15) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui a lieu à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009. Cet échéancier serré complique la tâche des législateurs, dont l'attention est alors sollicitée par le projet de réforme de la santé du nouveau président. Au Sénat, Barbara Boxer s'associe avec John Kerry (Massachusetts), qui préside la commission sur les Relations extérieures. Les deux sénateurs déposent le 30 septembre un projet de loi bâclé (S.1733), qui laisse plusieurs questions en suspens. Dès lors, leur approche diverge : Boxer fait rapidement adopter le projet de loi par sa commission, quitte à renoncer à toute approche bipartisane. De son côté, Kerry prend ses distances par rapport à S.1733, qui ne peut pas selon lui recueillir les 60 votes nécessaires pour contrer un *filibuster*. Il choisit plutôt de s'associer avec Joe Lieberman et le républicain Lindsey Graham (Caroline du Sud) pour proposer un projet de loi plus modéré qui pourrait recevoir l'appui de certains républicains<sup>1150</sup>.

---

<sup>1147</sup> Walter A. Rosenbaum, *Environmental Politics and Policy*, 8<sup>e</sup> édition, Washington, CQ Press, 2011, p. 364

<sup>1148</sup> Frédérick Gagnon et Christophe Cloutier-Roy, « His Life Before the Presidency: Barack Obama's Foreign Policy Activism in the 109<sup>th</sup> and 110<sup>th</sup> U.S. Senates », texte présenté dans le cadre de la 55<sup>e</sup> conférence annuelle de l'International Studies Association, Toronto (26-29 mars 2014), p. 22-25.

<sup>1149</sup> Barack Obama *et al.* « Letter to the Honorable George W. Bush, President of the United States » (12 décembre 2007).

<sup>1150</sup> s.a., « House Reaches Milestone with Cap-and-Trade Climate Change Bill », *Congressional Quarterly Almanac 2009*, *op. cit.*

Aucun des deux projets de loi ne sera adopté. En fait, aucune loi majeure de lutte contre les changements climatiques ne sera adoptée par le Congrès au cours des années Obama, ce qui constitue une des grandes déceptions des progressistes par rapport à cette présidence<sup>1151</sup>. En toute justice, il faut dire que l'enjeu climatique fait les frais de la polarisation partisane. Le consensus environnemental des années 1960 et 1970 n'est plus qu'un lointain souvenir et la motion de 2005 reconnaissant l'importance de réduire les émissions de GES est demeurée sans suite<sup>1152</sup>. Les deux partis s'éloignent de plus en plus sur ces questions, alors que prolifère au sein du *Grand Old Party* un sentiment anti-science qui amène de nombreux élus républicains à remettre en cause le consensus scientifique autour des changements climatiques<sup>1153</sup>. Aux yeux de Bernie Sanders (Vermont), démocrates et républicains vivent désormais sur deux planètes distinctes en ce qui a trait à l'attitude face aux changements climatiques<sup>1154</sup>. Dans ses mémoires, Barbara Boxer se désole du changement d'attitude des républicains par rapport à l'environnement, alors que le *Grand Old Party* a été à l'avant-garde de plusieurs avancées sur le sujet<sup>1155</sup>. Pendant ce temps, chez les démocrates, il ne subsiste pas réellement de doute quant à l'existence des changements climatiques et à la nécessité d'agir. Cela étant dit, les démocrates sont eux-mêmes divisés quant au degré de l'urgence climatique et de l'ampleur des mesures requises pour en venir à bout. Les dissensions entre démocrates et républicains et, dans une certaine mesure, entre

---

<sup>1151</sup> Eric Alterman et Kevin Mattson, *The Cause*, *op. cit.*, p. 447.

<sup>1152</sup> Matt Viser, « 'Just a Lot of Alarmism': Trump's Skepticism of Climate Science is Echoed Across GOP », *The Washington Post* (2 décembre 2018), en ligne.

<sup>1153</sup> Jennifer Weeks, « Climate Change: Will Governments Act to Curb Rising Temperatures? », *Congressional Quarterly Researcher* 23, 22 (14 juin 2013), p. 533. La montée du climatoscepticisme au sein du Parti républicain va de pair avec le développement d'un réseau d'intellectuels et de *think tanks* dont les travaux remettent en cause le consensus autour des changements climatiques. Voir à ce propos : Jean-Daniel Collomb, « Les périls de l'idéologie », *loc. cit.*, Riley E. Dunlap et Peter J. Jacques, « Climate Change Denial Books and Conservative Think Tanks : Exploring the Connection », *American Behavioral Scientist* 57, 6 (Juin 2013); Alexis Rapin, « Les *think tanks* conservateurs, armada intellectuelle de la droite américaine », in Rafael Jacob et Julien Tourreille (dir.), *Le conservatisme à l'ère Trump*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2018, p. 75.

<sup>1154</sup> United States Senate Committee on Environment and Public Works, « S. Hrg. 113-736: Climate Change: It's Happening Now », 113<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (18 juillet 2013), p. 49.

<sup>1155</sup> Barbara Boxer, *The Art of Thought*, *op. cit.*, p. 208 et 218.

démocrates, est particulièrement visible dans le cadre de la saga entourant l'autorisation de construire l'oléoduc Keystone XL, entre 2011 et 2015 (**Encadré 11**).

### **Encadré 11 : La saga Keystone XL**

En 2008, la compagnie TransCanada de Calgary dépose une demande de permis pour construire Keystone XL (KXL), un oléoduc qui lui permettrait d'augmenter le volume quotidien de pétrole brut pouvant être acheminé de l'Alberta jusqu'aux raffineries du golfe du Mexique. Cette demande de permis est rendue nécessaire par le fait que le tracé proposé traverse une frontière internationale et requiert donc une autorisation de la part du département d'État, qui doit rendre sa décision en fonction de l'intérêt national<sup>1156</sup>. Alors que l'administration Obama hésite avant de trancher, le projet de construction de KXL devient graduellement un débat névralgique opposant deux visions : une, privilégiant le développement économique et l'autre, la transition énergétique. Les partisans du projet affirment que l'oléoduc accroîtra l'indépendance des États-Unis en matière d'énergie (une obsession depuis les chocs pétroliers des années 1970<sup>1157</sup>) et permettra de créer de nombreux emplois dans les États où il sera construit<sup>1158</sup>. Du côté des opposants, on soutient que la construction de KXL est contraire à l'intérêt national, puisqu'elle bénéficiera essentiellement au Canada qui pourra exporter davantage de pétrole et à la Chine qui pourra assurer son approvisionnement. De leur côté, les États-Unis devront assumer les dangers que pose la construction d'un oléoduc pour l'environnement et la santé des populations vivant à

---

<sup>1156</sup> Sur le contexte entourant la construction de l'oléoduc Keystone XL, voir : Vincent Boucher et Christophe Cloutier-Roy, « Les relations énergétiques canado-américaines : le cas de Keystone XL et la place du Congrès des États-Unis dans le débat », *Étude Raoul-Dandurand* 30 (Décembre 2015); Paul W. Parfomak, *et al.*, « Keystone XL Pipeline Project : Key Issues », *Congressional Research Service* (2 décembre 2013); Brad Plumer, « 9 Questions about the Keystone XL Pipeline You Were too Embarrassed to Ask », *Vox* (22 septembre 2015), en ligne.

<sup>1157</sup> Jennifer Weeks, « Energy Policy: Should the U.S. Use More Clean-Energy Sources? », *Congressional Quarterly Researcher* 21, 20 (20 mai 2011), p. 469.

<sup>1158</sup> s.a., « GOP Advances Measures in House to Push Offshore Drilling, Pipeline », *Congressional Quarterly* 2012, LXVIII, Washington, Congressional Quarterly, 2013.

proximité, en plus de faire un grand pas en arrière dans la lutte contre les changements climatiques<sup>1159</sup>.

Devant l'indécision de l'administration Obama sur cette question, les républicains du Congrès décident de prendre les choses en main. À partir de 2011, une série de projets de loi sont déposés dans les deux chambres de Capitol Hill afin de donner au Congrès l'autorité pour approuver la construction de KXL. Les projets de loi sont systématiquement adoptés à la Chambre des représentants où le *Grand Old Party* est majoritaire, mais se butent à la résistance du leader démocrate Harry Reid (Nevada), qui refuse qu'un vote à ce sujet soit tenu au Sénat. À la tête de la commission sur l'Environnement et les Travaux publics, Barbara Boxer (Californie) n'organise aucune audience portant spécifiquement sur KXL, mais elle dénonce à plusieurs reprises le projet qui favoriserait l'extraction et le transport d'un pétrole particulièrement polluant (« *one of the filthiest kinds of oil on the planet*<sup>1160</sup> ») et dont la mise en service poserait des risques inacceptables pour la santé des familles vivant à proximité<sup>1161</sup>. Tom Harkin (Iowa) y va également d'une virulente dénonciation du projet lors d'une de ses dernières interventions au Sénat, en novembre 2014 : « *I believe it is [...] one more capitulation to our fossil fuel habit, one more accelerant to global warming that threatens our children future. [...] Every dollar that we spend today on developing and using more fossil fuels is another dollar spent in digging the graves of our grandchildren*<sup>1162</sup>. »

Le sénateur du Massachusetts Ed Markey s'impose comme une des principales voix anti-Keystone XL à la Chambre haute. Élu en 2013 pour succéder à John Kerry

<sup>1159</sup> Frédérick Gagnon, Christophe Cloutier-Roy et Vincent Boucher, « Blame Canada : Congressional Foreign Policy Activism and Resistance to Canada-US Integration During the Obama Presidency », texte présenté dans le cadre de la 57<sup>e</sup> conférence annuelle de l'International Studies Association, Atlanta, 16-19 mars 2016.

<sup>1160</sup> *Congressional Record*, 113<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (24 juin 2014), p. S3921. Voir également : Barbara Boxer, *The Art of Thought*, op. cit., p. 209.

<sup>1161</sup> *Congressional Record*, 113<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (12 septembre 2013), p. S6419.

<sup>1162</sup> *Ibid.*, 2<sup>e</sup> session (18 novembre 2014), p. S6053.

(nommé secrétaire d'État dans la seconde administration de Barack Obama), Markey a auparavant siégé pendant près de 37 ans à la Chambre des représentants où il a développé une expertise sur les questions d'environnement et d'énergie<sup>1163</sup>. Dès son arrivée au Sénat, il entend faire de la promotion des énergies renouvelables et de la transition énergétique un de ses principaux combats. Il dépose un projet de loi pour forcer les distributeurs d'électricité à fournir de l'énergie dont au moins le quart proviendrait de sources renouvelables<sup>1164</sup>. En tant que représentant, Markey a déjà décrit le pétrole canadien comme « *the dirtiest oil [...] in the world*<sup>1165</sup> ». Pour freiner la construction de l'oléoduc, il dépose en 2014 un projet de loi qui interdirait l'exportation du pétrole acheminé aux raffineries du golfe du Mexique via un oléoduc, ce qui rendrait inutile la construction de KXL<sup>1166</sup>.

Tous les libéraux ne sont toutefois pas opposés à la construction de Keystone XL. Les (rares) sénateurs démocrates qui représentent des États dont l'économie repose sur l'industrie pétrolière et qui prévoient bénéficier de la construction de KXL sont pris en étau entre leurs considérations écologiques et économiques. Parmi eux, Mark Begich (Alaska), Mary Landrieu (Louisiane) et Jon Tester (Montana) appuient ouvertement la construction de l'oléoduc. Landrieu est particulièrement active sur cet enjeu, alors que beaucoup d'emplois du *Pelican State* dépendent des raffineries du golfe du Mexique. Aux prises avec une réélection difficile en 2014, la sénatrice ne ménage pas ses efforts pour apparaître comme une des principales partisans de KXL à la Chambre haute<sup>1167</sup>. Elle s'associe avec le républicain John Hoeven (Dakota du Nord) pour déposer plusieurs projets de loi bipartisans approuvant la création de KXL. Pour Landrieu,

<sup>1163</sup> Markey a notamment été le président de la commission de la Chambre de représentants sur l'Indépendance énergétique et les Changements climatiques de 2007 à 2010. Cette commission a été créée par les démocrates lorsqu'ils ont repris le contrôle de la Chambre des représentants à la suite de l'élection de 2006 et a été abolie par les républicains lorsqu'ils ont retrouvé leur majorité.

<sup>1164</sup> s.a., « Mixed Results for Renewable Energy », *Congressional Quarterly Almanac 2013*, *op. cit.*

<sup>1165</sup> *Congressional Record*, 112<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (18 avril 2012), p. H1937.

<sup>1166</sup> Frédérick Gagnon, Christophe Cloutier-Roy et Vincent Boucher, « Blame Canada », *op. cit.*

<sup>1167</sup> s.a., « Battle Develops on EPA Carbon Rules », *Congressional Quarterly Almanac 2014*, LXX, Washington, Congressional Quarterly, 2015.

l'appui au projet répond à des considérations électorales, mais n'est pas pour autant un renoncement à ses priorités libérales. Lors de ses interventions au Sénat en faveur du projet de TransCanada, elle met de l'avant un argumentaire qui lie la liberté d'entreprise, l'importance de promouvoir le développement économique, la fiabilité des nouvelles technologies en matière de construction d'oléoduc, la nécessité d'importer du pétrole en provenance de pays ayant des valeurs libérales, le tout dans une optique de transition énergétique progressive... bref, un argumentaire que n'auraient pas renié les *New Democrats* et même certains *New Dealers*<sup>1168</sup>.

Malheureusement pour Landrieu, cet appui à KXL ne suffira pas à contrer le vent républicain qui souffle sur les élections de mi-mandat de 2014 au terme desquelles elle perd son siège, tout comme Begich<sup>1169</sup>. Devenu majoritaires au Sénat, les républicains peuvent enfin soumettre au président Obama un projet de loi pour autoriser la construction de l'oléoduc. Le président met son veto sur la loi en février et, en novembre 2015, il se prononce officiellement contre l'octroi d'un permis pour TransCanada<sup>1170</sup>, au grand soulagement de Barbara Boxer et des opposants à KXL<sup>1171</sup>. La victoire n'est pourtant que temporaire, puisque le successeur d'Obama, Donald Trump, tentera activement de relancer la construction de Keystone XL, notamment en octroyant le permis requis à TransCanada<sup>1172</sup>.

<sup>1168</sup> *Congressional Record*, 113<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (14 février 2013), p. S731; *ibid.*, 2<sup>e</sup> session (1<sup>er</sup> mai 2014), p. S2617-S2619.

<sup>1169</sup> Kay Hagan (Caroline du Nord) et Mark Pryor (Arkansas) sont deux autres sénateurs démocrates qui perdent leur siège après avoir appuyé ouvertement la construction de KXL.

<sup>1170</sup> Elise Labott et Dan Berman, « Obama Rejects Keystone XL Pipeline », *CNN* (6 novembre 2015), en ligne; Paul W. Parfomak, *et al.*, « Keystone Pipeline: Overview and Recent Developments », *Congressional Research Service* (1<sup>er</sup> avril 2015), p. 9; Elana Schor, « President Obama Vetoes Keystone Bill; GOP Plans Override Vote », *Politico* (24 février 2015), en ligne.

<sup>1171</sup> Dans les mots de Barbara Boxer : « *My sigh of relief could be heard for miles.* » - Boxer, *The Art of Thought, op. cit.*, p. 210.

<sup>1172</sup> AFP, « Donald Trump tente de relancer l'oléoduc Keystone XL », *Le Journal de Montréal* (30 mars 2019), en ligne. À noter que la compagnie TransCanada a changé son nom pour TC Energy en 2019.



#### 4.5.4. Les enjeux internationaux : des libéraux divisés en quête d'une direction commune

##### *Les difficultés d'adopter une position libérale dans le contexte de l'après 11 septembre*

Dans les rangs du Parti démocrate, l'évolution de l'attitude quant à la guerre en Irak offre un saisissant parallèle avec ce qu'on a pu observer lors de la Guerre du Vietnam, une quarantaine d'années auparavant. Dans les deux cas, le conflit débute en bénéficiant d'un important appui de la part de l'establishment démocrate. La guerre en Irak est certes lancée par un président républicain, mais les démocrates craignent qu'une opposition ouverte au conflit les fasse paraître hésitants devant la menace terroriste (de même qu'une opposition à une intervention au Vietnam aurait semblé être une capitulation devant l'avancée internationale du communisme)<sup>1173</sup>. L'*Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution of 2002*, qui permet au président Bush d'intervenir militairement en Irak, est votée par le Congrès en octobre 2002, à quelques semaines des élections de mi-mandat et au moment où l'appui populaire en faveur de l'intervention est à son paroxysme. Au Sénat, les démocrates se déchirent sur la question de l'appui à la résolution. Vingt-neuf d'entre eux votent en sa faveur, tandis que 21 votent contre. Chez les libéraux, les votes se divisent de manière égale entre partisans et opposants (**Tableau 4.4**).

---

<sup>1173</sup> Jules Witcover, *Party of the People*, *op. cit.*, p. 728-729; Matthew Yglesias, « Democrats and the World », *op. cit.*, p. 12-13.

**Tableau 4.4 : Vote des sénateurs libéraux sur l'autorisation de recours à la force contre l'Irak (octobre 2002)**

Vote pour	Vote contre
Max Baucus (Montana)	Daniel Akaka (Hawaï)
Joe Biden (Delaware)	Jeff Bingaman (Nouveau-Mexique)
Maria Cantwell (Washington)	Barbara Boxer (Californie)
Max Cleland (Géorgie)	Robert Byrd (Virginie-Occidentale)
Hillary Clinton (New York)	Kent Conrad (Dakota du Nord)
Tom Daschle (Dakota du Sud)	Jon Corzine (New Jersey)
Chris Dodd (Connecticut)	Mark Dayton (Minnesota)
Byron Dorgan (Dakota du Nord)	Dick Durbin (Illinois)
John Edwards (Caroline du Nord)	Russ Feingold (Wisconsin)
Dianne Feinstein (Californie)	Bob Graham (Floride)
Tom Harkin (Iowa)	Daniel Inouye (Hawaï)
Fritz Hollings (Caroline du Sud)	Jim Jeffords (Vermont)
Tim Johnson (Dakota du Sud)	Ted Kennedy (Massachusetts)
John Kerry (Massachusetts)	Carl Levin (Michigan)
Herb Kohl (Wisconsin)	Barbara Mikulski (Maryland)
Mary Landrieu (Louisiane)	Patty Murray (Washington)
Joe Lieberman (Connecticut)	Jack Reed (Rhode Island)
Harry Reid (Nevada)	Paul Sarbanes (Maryland)
Jay Rockefeller (Virginie-Occidentale)	Debbie Stabenow (Michigan)
Chuck Schumer (New York)	Paul Wellstone <sup>1174</sup> (Minnesota)
Robert Torricelli (New Jersey)	Ron Wyden (Oregon)

Le Parti démocrate traîne depuis longtemps une réputation de faiblesse sur les enjeux de politique extérieure, réputation dont étaient bien au fait les leaders démocrates lors de l'éclatement des guerres au Vietnam et en Irak. C'est cette crainte de paraître faibles devant une menace extérieure qui aurait amené nombre de démocrates à bomber le torse dans les deux cas<sup>1175</sup>. Il faut dire que l'état d'esprit des premières années de l'après 11 septembre rend particulièrement difficile la critique de la politique étrangère de George W. Bush, qui risque d'être perçue comme antipatriotique<sup>1176</sup>. Même chez les intellectuels libéraux, on observe un phénomène de ralliement derrière la nécessité d'attaquer l'Irak pour renverser le régime de Saddam Hussein et assurer la sécurité des États-Unis, et ce, malgré les preuves souvent bancales utilisées par l'administration Bush<sup>1177</sup>.

Comme ce fut le cas lors des premiers jours de la Guerre du Vietnam, on trouve malgré tout un certain nombre de figures publiques qui remettent en question dès le départ le bien-fondé du

<sup>1174</sup> L'ultralibéral Paul Wellstone est le seul sénateur en réélection en 2002 à voter contre l'autorisation du recours à la force. Plusieurs observateurs (dont Wellstone lui-même) croient alors que ce vote pourrait nuire aux chances de victoire du sénateur. - Eric Black, « Minnesota Senators' 'No' Votes on Iraq War », *op. cit.*

<sup>1175</sup> Matthew Yglesias, « Democrats and the World », *op. cit.*, p. 6.

<sup>1176</sup> *Ibid.*, p. 10-11.

<sup>1177</sup> Eric Alterman et Kevin Mattson, *The Cause*, *op. cit.*, p. 394-398.

conflit. Chez les sénateurs libéraux, les vétérans Robert Byrd (Virginie-Occidentale) et Ted Kennedy (Massachusetts), qui ont été aux premières loges pour constater les errements de la Guerre du Vietnam, sont les plus visibles parmi les opposants au conflit<sup>1178</sup>. Dans la société civile, un mouvement d'opposition s'organise rapidement et prend de l'ampleur à mesure que la situation se détériore sur le terrain et que la guerre civile qui suit la chute de Saddam Hussein prend les allures d'un borbier dont les Américains ne parviennent pas à s'extirper. À l'image des militants démocrates anti-Guerre du Vietnam de la fin des années 1960, une nouvelle génération d'activistes opposés à la guerre en Irak investit les instances du Parti démocrate et le pousse vers une opposition au conflit de plus en plus ouverte. En 2004, l'attention se porte sur Barack Obama, candidat au Sénat en Illinois et opposant de la première heure au conflit, qui s'apprête à devenir une des principales figures de l'opposition à la politique étrangère de l'administration Bush à la Chambre haute (**Encadré 12**).

#### **Encadré 12 : Barack Obama, le sénateur qui s'opposait aux « guerres stupides »**

En octobre 2002, au moment où les élus de Capitol Hill s'apprêtent à voter pour l'autorisation du recours à la force contre l'Irak, un jeune sénateur d'État de l'Illinois prend la parole sur les marches de la Federal Plaza à Chicago. Dans son discours, Barack Obama s'empresse de préciser que son opposition à la guerre qui se prépare relève du gros bon sens : « *I don't oppose all wars. What I am opposed to is a dumb war*<sup>1179</sup> ». Pour Obama, qui appuie par ailleurs la guerre en Afghanistan, l'invasion de l'Irak détournerait les États-Unis de leur objectif d'abattre la nébuleuse terroriste Al-Qaïda et aiderait cette organisation responsable des attentats du 11 septembre dans son recrutement<sup>1180</sup>. Devenu sénateur fédéral quelques années plus tard, Obama se distingue par son opposition continue à la guerre en Irak, qui s'impose comme un des thèmes majeurs qu'il met de l'avant lors de son bref passage au Sénat<sup>1181</sup>. En 2006, une ouverture se présente lorsque les démocrates remportent des majorités au Congrès, au terme d'une élection où ils ont promis de mettre fin rapidement à l'implication militaire américaine en Irak<sup>1182</sup>. En février 2007, Obama dépose son *Iraq War De-Escalation Act of 2007* (S.433),

<sup>1178</sup> *Ibid.*, p. 394; Robert Byrd, « Why I Weep for my Country », *The Guardian* (23 mars 2003), en ligne.

<sup>1179</sup> Barack Obama, « Barack Obama's 2002 Speech Against the Iraq War », *op. cit.*

<sup>1180</sup> Frédéric Gagnon et Christophe Cloutier-Roy, « His Life Before the Presidency », *op. cit.*, p. 8.

<sup>1181</sup> *Ibid.*

<sup>1182</sup> s.a., « President Prevails on Iraq War Policy », *Congressional Quarterly Almanac 2007*, *op. cit.*

qu'on en vient vite à surnommer le « Plan Obama ». Celui-ci met de l'avant un calendrier de retrait progressif des troupes américaines en Irak au cours d'une période allant de mai 2007 à mars 2008, propose de bonifier l'aide économique au gouvernement irakien (sous réserve d'une résolution de la guerre civile opposant Chiïtes, Sunnites et Kurdes) et demande l'organisation d'une conférence réunissant l'ensemble des pays du Moyen-Orient pour mettre fin à l'instabilité en Irak et dans l'ensemble de la région. Obama fait également partie des coparrains de la *United States Policy in Iraq Resolution of 2007*, déposée par le leader Harry Reid. Ce projet de loi contient plusieurs similitudes avec le plan Obama, notamment un calendrier de retrait des troupes américaines en Irak dont l'échéance est fixée au 31 mars 2008. Ce projet de loi se bute toutefois à la résistance des républicains qui lancent avec succès un *filibuster* pour bloquer son adoption<sup>1183</sup>.

Législateur peu prolifique, Obama a surtout recours à des méthodes d'influence non législatives pour tenter de mettre fin à la guerre<sup>1184</sup>. Au Sénat, il prononce plusieurs discours en assemblée plénière pour dénoncer la politique américaine en Irak et faire la promotion du Plan Obama. Membre de la commission du Sénat sur les Relations extérieures, il participe à la plupart des audiences portant sur la guerre et en profite pour faire connaître son point de vue ou pour interpellier des responsables de l'administration Bush qui viennent y témoigner. En dehors du Sénat, Obama donne plusieurs conférences sur la question irakienne, dont trois devant le prestigieux Chicago Council of Foreign Affairs. De nombreuses pages de son livre de précampagne présidentielle *The Audacity of Hope*, lancé en 2006, sont consacrées aux guerres en Irak et en Afghanistan<sup>1185</sup>. Le livre fait partie de la liste des *best-sellers* du *New York Times* pendant 30 semaines. Au début de l'année 2007, Obama rédige un article pour le prestigieux magazine *Foreign Affairs* dans lequel il expose la stratégie qu'il mettrait de l'avant concernant l'Irak et la lutte contre le terrorisme<sup>1186</sup>.

Le principal moyen d'influence employé par Obama demeure sa campagne présidentielle, qu'il lance le 10 février 2007. Celle-ci ne porte pas exclusivement sur l'opposition à la guerre en

<sup>1183</sup> s.a., « President Prevails on Iraq War Policy », *op. cit.*

<sup>1184</sup> Frédérick Gagnon et Christophe Cloutier-Roy, « His Life Before the Presidency », *op. cit.*, p. 9-10.

<sup>1185</sup> Barack Obama, *The Audacity of Hope. Thoughts on Reclaiming the American Dream*, New York, Three Rivers Press, 2006, p. 271-323.

<sup>1186</sup> Barack Obama, « Renewing American Leadership », *Foreign Affairs* 86, 4 (Juillet-août 2007).

Irak même si elle en constitue un des principaux thèmes. La plupart des observateurs s'entendent pour dire que son opposition de la première heure au conflit a conféré un avantage décisif au sénateur de l'Illinois sur ses adversaires démocrates Joe Biden, Hillary Clinton et John Edwards, qui ont tous appuyé l'autorisation de recours à la force contre l'Irak en 2002 (**Tableau 4.4**)<sup>1187</sup>. Avec sa victoire contre le républicain John McCain lors de l'élection générale, Obama devient seulement le troisième sénateur dans l'histoire des États-Unis à faire le saut directement à la Maison-Blanche après Warren Harding en 1920 et John Kennedy en 1960. En tant que président, il fait preuve de cohérence quant à sa vision de la guerre en Irak : il met fin à la présence militaire américaine dans ce pays en 2011 et redéploie une grande partie des effectifs vers l'Afghanistan afin de mieux combattre le terrorisme islamiste.

En plus de la fin de la guerre en Irak, le bilan de la politique étrangère de l'administration Obama est marqué par plusieurs accomplissements qui ont été salués par les libéraux, dont la signature du traité New START portant sur la réduction de l'arsenal nucléaire des États-Unis et de la Russie<sup>1188</sup>, l'adoption d'une loi normalisant les relations commerciales avec la Russie<sup>1189</sup>, l'ouverture diplomatique à Cuba et le rôle majeur joué par son administration dans l'adoption de l'Accord de Paris pour lutter contre les changements climatiques signé par 195 pays. Les détracteurs libéraux d'Obama se désolent toutefois que sa présidence se soit en grande partie inscrite dans la continuité de la guerre contre la terreur de l'administration Bush, qu'on songe à l'incapacité de fermer le centre de détention de Guantánamo malgré la promesse formulée lors de la campagne présidentielle<sup>1190</sup>, à l'intensification de la présence américaine en Afghanistan et à l'utilisation de plus en plus fréquente de drones armés pour liquider des cibles terroristes<sup>1191</sup>.

<sup>1187</sup> Frédérick Gagnon et Christophe Cloutier-Roy, « His Life Before the Presidency », *op. cit.*, p. 11; Lance Selfa, *The Democrats. A Critical History*, *op. cit.*, p. 94; Gilles Vandal, *La doctrine Obama*, *op. cit.*, p. 130.

<sup>1188</sup> s.a., « Arms Treaty OK'd at End of Session », *Congressional Quarterly Almanac 2010*, *op.cit.*

<sup>1189</sup> Cette loi abroge du même coup l'amendement Jackson-Vanik, dont nous avons fait mention au chapitre 2. – s.a., « Bill Normalizes Trade with Russia », *Congressional Quarterl Almanac 2012*, *op. cit.*

<sup>1190</sup> s.a., « Guantánamo Transfers Restricted », *Congressional Quarterley Almanac 2009*, *op. cit.*

<sup>1191</sup> Lance Selfa, *The Democrats. A Critical History*, *op. cit.*, p. 192-198. Pour un bon récapitulatif de la politique étrangère de l'administration Obama jusqu'en 2014, on lira avec profit : Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison-Blanche*, *op. cit.*, chap. 13.

*L'impasse libérale sur les questions internationales : le cas de l'ouverture à l'Iran*

Contrairement aux précédentes, cette troisième conjoncture critique ne se caractérise pas par un important activisme libéral sur les questions internationales. Sous Bush et alors que le néoconservatisme a le vent dans les voiles, les sénateurs libéraux sont généralement incapables de mettre de l'avant une vision alternative de la politique étrangère. Après avoir tergiversé sur l'appui à l'intervention en Irak, ils critiquent la conduite du conflit par l'administration Bush, mais ne sont pas en mesure de s'entendre sur un plan concernant la présence américaine au Moyen-Orient, la lutte contre le terrorisme et l'attitude à adopter contre les adversaires des États-Unis. Avec l'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche, les libéraux se reposent essentiellement sur leur commandant-en-chef pour la formulation de la politique étrangère. Les actions de l'administration Obama sont majoritairement plebiscitées par les démocrates, à quelques exceptions près, dont le dossier iranien, qui divise les libéraux.

La stratégie d'engagement d'Obama avec l'Iran est contestée par plusieurs sénateurs de son parti, dont Bob Menendez (New Jersey), qui devient président de la commission du Sénat sur les Relations extérieures après que John Kerry (Massachusetts) ait rejoint l'administration Obama à titre de secrétaire d'État en 2013<sup>1192</sup>. Depuis la crise des otages à l'ambassade américaine à Téhéran (1979-1981), les États-Unis et l'Iran ont maintenu des relations conflictuelles. Le président George W. Bush, dans son discours sur l'état de l'Union de 2002, a fameusement évoqué l'existence d'un « axe du mal » (*axis of evil*) formé par l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, trois pays qui financeraient le terrorisme international et chercheraient à faire l'acquisition d'armes de destruction massive. Pour contrer les ambitions nucléaires de Téhéran, une série de sanctions économiques sont adoptées par le Congrès à partir de la fin des années 1990. En 2007, un nouveau régime de sanctions est approuvé par le Congrès à majorité démocrate avec

---

<sup>1192</sup>Voir à ce propos : Louis Colletette, *Rompre avec son commandant en chef : comment expliquer le comportement des sénateurs américains en politique étrangère*, mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2016.

de fortes majorités bipartisanes. Preuve toutefois que les démocrates sont échaudés par le fiasco irakien, ils s'assurent que rien dans la loi ne puisse être considéré comme une autorisation à intervenir militairement en Iran<sup>1193</sup>.

Pour Barack Obama, la menace nucléaire n'est pas un problème à prendre à la légère. Lors d'un de ses premiers discours au Sénat, il avait cherché à attirer l'attention de ses collègues sur cet enjeu, les enjoignant de garder l'œil ouvert pour contrer les ambitions de régimes parias de la communauté internationale comme ceux de Pyongyang et de Téhéran<sup>1194</sup>. Obama prône non seulement l'imposition de sanctions économiques, mais également l'ouverture d'un dialogue diplomatique avec le régime iranien<sup>1195</sup>. Devenu président, Obama évoque, lors de son fameux discours du Caire de 2009, une ouverture envers l'Iran et la conclusion possible d'un accord sur la question nucléaire<sup>1196</sup>. Une ouverture se dessine en 2013 avec l'élection du modéré Hassan Rohani à la présidence iranienne pour remplacer le peu fréquentable Mahmoud Ahmadinejad<sup>1197</sup>. En novembre 2013, un accord temporaire est conclu avec Téhéran concernant le programme nucléaire iranien<sup>1198</sup>, ce qui a l'heur de déplaire à Menendez, un des plus fervents critiques du régime iranien au Sénat. Comme plusieurs de ses collègues, républicains comme démocrates, Menendez est inquiet devant la perspective de voir Téhéran doté d'une arme nucléaire et veut maximiser les pressions. La méfiance affichée par Menendez outrepassé toutefois la question nucléaire et concerne également les constantes violations des droits de la personne par le régime<sup>1199</sup>.

Obama et Menendez représentent donc les deux faces du dilemme libéral en matière de relations internationales. Le premier prône l'engagement diplomatique comme la

---

<sup>1193</sup> s.a., « Sanctions Increases Pressure on Iran », *Congressional Quarterly Almanac 2007*, *op. cit.*

<sup>1194</sup> *Congressional Record*, 109<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (25 mai 2005), p. S5862-S584

<sup>1195</sup> Frédéric Gagnon et Christophe Cloutier-Roy, « His Life Before the Presidency », *op. cit.*, p. 16-19.

<sup>1196</sup> Louis Collerette, *Rompre avec son commandant en chef*, *op. cit.*, p. 110.

<sup>1197</sup> En poste de 2005 à 2013, l'ultraconservateur Ahmadinejad était reconnu pour la virulence de son antiaméricanisme et de son antisémitisme.

<sup>1198</sup> s.a., « Obama Urges Diplomacy with Iran », *Congressional Quarterly Almanac 2013*, *op. cit.*

<sup>1199</sup> Louis Collerette, *Rompre avec son commandant en chef*, *op. cit.*, p. 91-92.

voie vers le progrès, tandis que le second se refuse à discuter avec un État qui ne respecte pas les valeurs centrales associées au régime libéral. Pour Menendez, l'accord temporaire conclu entre l'administration Obama et Téhéran est une aberration, puisqu'il inclut une levée partielle des sanctions avant même que soit conclu un accord définitif<sup>1200</sup>. En dépit des injonctions de la Maison-Blanche de ne pas adopter de nouvelles sanctions, Menendez s'associe avec le sénateur républicain Mark Kirk (Illinois) et dépose un projet de loi prévoyant l'imposition de nouvelles sanctions si les négociations avec Téhéran tournent court ou si aucun accord définitif n'est conclu dans les six mois suivant le dépôt du projet de loi<sup>1201</sup>. L'accord signé le 14 juillet 2015 entre les États-Unis, l'Iran, l'Allemagne, la Chine, la France, le Royaume-Uni, la Russie et l'Union européenne ne trouve pas grâce aux yeux du sénateur du New Jersey, qui s'y oppose publiquement. Il n'est d'ailleurs pas le seul libéral à rejeter l'entente : Chuck Schumer (New York), le futur leader des démocrates au Sénat et Ben Cardin (Maryland), qui est désormais le premier démocrate en importance à la commission du Sénat sur les Relations extérieures, sont également ouvertement opposés à cet accord, qui entre néanmoins en vigueur à l'automne de 2015<sup>1202</sup>.

#### 4.6. Analyse : la conjoncture critique de 2007-2014 et l'évolution du libéralisme au Sénat

##### 4.6.1. Le rôle des variables dans l'émergence de la conjoncture critique

###### *Reculs électoraux : rebondir après une décennie républicaine*

Pour les libéraux et pour le Parti démocrate, la décennie qui va de 1994 à 2004 est au mieux médiocre en termes de résultats électoraux. L'élection de mi-mandat de 1994 a bouleversé la vie politique washingtonienne alors que le Parti républicain reprend le contrôle des deux chambres du Congrès pour la première fois en 40 ans. Les élections

<sup>1200</sup> *Ibid.*, p. 85.

<sup>1201</sup> s.a., « Obama Urges Diplomacy with Iran », *op. cit.*

<sup>1202</sup> Louis Collerette, *Rompre avec son commandant en chef*, *op. cit.*, p. 87.



de 1996 et de 1998 se concluent par le *statu quo*, l'état des forces ne changeant que marginalement dans les deux chambres tandis que Bill Clinton obtient facilement un second mandat en 1996. En 2000, les démocrates passent à quelques centaines de voix d'obtenir un troisième mandat présidentiel consécutif. Quelques mois plus tard, la défection du républicain Jim Jeffords (Vermont) leur permet d'obtenir une majorité d'une voix au Sénat, majorité qu'ils perdent au terme des élections de mi-mandat de 2002, les premières depuis 1934 où le parti du président enregistre des gains dans les deux chambres du Congrès<sup>1203</sup>. Par la suite, en 2004, les démocrates vivent une cruelle déception lorsque leur candidat John Kerry échoue à priver le président George W. Bush d'un second mandat et que le Parti républicain enregistre des gains à la Chambre des représentants et au Sénat.

Contrairement à ce qu'on a pu observer lors des conjonctures critiques précédentes, les reculs électoraux n'ont pas pour effet cette fois de diviser les libéraux en incitant les tenants d'un courant libéral plus ou moins marginal à remettre en question les rapports de force dans la coalition libérale. Certes, devant les échecs électoraux répétés, les appels se multiplient pour que les démocrates se réapproprient le substantif « libéral » (le « *L-word* » honni) et proposent aux électeurs un programme qui soit autre chose qu'un conservatisme édulcoré<sup>1204</sup>. Il s'agit là d'une critique à peine voilée adressé aux *New Democrats* dont les positions économiques sont souvent alignées sur celles des républicains et qui se sont rendus coupables d'avoir appuyé l'intervention en Irak voulue par le président Bush. Quoi qu'il en soit, devant la multiplication des reculs électoraux et la puissance des forces conservatrices, les libéraux parviennent à faire front commun pour renouer avec le succès. La *Fifty-state Strategy* élaborée en 2006

---

<sup>1203</sup> En 1998, sous Bill Clinton, les démocrates avaient enregistré un gain de cinq sièges à la Chambre des représentants, mais la composition du Sénat n'avait pas été altérée.

<sup>1204</sup> Douglas S. Massey, *Return of the "L" Word*, *op. cit.*, p. ix-xi. Voir également : Charles Noble, *The Collapse of Liberalism*, *op. cit.*, p. xx-xxiii; Julien Turreille, « L'avenir des démocrates », *op. cit.*, p. 76-84.

illustre cette volonté de s'unir pour faire front commun et replacer les démocrates sur la voie victorieuse.

*La convergence des contextes politique, social, économique et international et de l'environnement institutionnel*

En ce qui concerne le contexte politique, la parité relative qu'on observe désormais entre les coalitions électorales démocrate et républicaine plonge les États-Unis dans une ère de volatilité partisane, où aucun des deux grands partis ne parvient à détenir un avantage décisif et où le contrôle de la Maison-Blanche et du Congrès sont constamment en jeu. Cette configuration paritaire des forces à Washington n'est pas sans conséquence sur la vie politique. Républicains et démocrates hésitent à collaborer, de peur d'aider le parti adverse à remporter ou à conserver sa majorité dans une des chambres du Congrès. Cette conception de la politique comme un jeu à somme nulle, dans un contexte également marqué par une polarisation exacerbée et par une nationalisation des débats politiques et des campagnes électorales, accélère l'effondrement du bipartisme. Pour la coalition libérale, les répercussions de ce contexte politique sont doubles : d'une part, les libéraux, comme l'ensemble des démocrates, sont conscients de partager des risques électoraux et se serrent les coudes pour mieux s'opposer au Parti républicain; d'autre part, la fragilité des majorités au Congrès et la nécessité de recueillir 60 votes au Sénat forcent les leaders démocrates (Harry Reid en tête) à faire davantage de concessions aux éléments plus modérés de leur caucus qu'aux plus libéraux. Lors du débat autour de l'adoption d'Obamacare, les démocrates ont ainsi dû renoncer au financement fédéral de l'IVG à partir de ce programme pour accommoder Ben Nelson (Nebraska) et à la mise en place d'une option publique pour s'assurer du soutien de Joe Lieberman (Connecticut).

Si on se penche sur le contexte social, la société américaine du début du XXI<sup>e</sup> siècle est marquée par d'importantes transformations, dont les plus conséquentes sont la diversification ethnoculturelle de la population américaine et l'avènement de la

génération des *Millennials*, la plus importante cohorte générationnelle depuis celle des *Baby-Boomers*. Ces deux changements vont de pair, puisque la génération des *Millennials* est proportionnellement plus diversifiée que les générations précédentes. Pour les démocrates, cette double transformation de la société américaine trace les contours d'un horizon plein de promesses, puisque, d'une part, les membres des communautés culturelles (tout comme les Afro-Américains) sont majoritairement portés vers le Parti démocrate et que, d'autre part, les *Millennials* ont jusqu'ici montré une sensibilité plus progressiste que leurs aînés sur nombre d'enjeux dont les questions morales, la justice économique et la protection de l'environnement. Il s'agit certes d'un bassin électoral potentiel massif, mais il est formé de groupes qui sont traditionnellement moins portés à voter, surtout lors des élections de mi-mandat<sup>1205</sup>. De plus, les démocrates sont confrontés à la résilience du mouvement conservateur qui se nourrit en partie de la crainte des transformations rapides de la société américaine ressenties par une partie de la majorité historique blanche. Il s'agit là d'un phénomène analogue à ce qu'on a pu observer à partir de la fin des années 1960, quand des changements sociaux trop rapides ont amené de nombreux Américains à tourner le dos au libéralisme<sup>1206</sup>.

En ce qui a trait au contexte économique, la *Pax Obama* se déroule en grande partie alors que plane l'ombre de la Grande Récession. Cette crise économique majeure a permis de mettre en lumière les excès de la dérèglementation permise par la Reaganomie et la Clintonomie. L'ampleur de la crise économique, dont les pires effets se font sentir alors qu'une nouvelle administration démocrate s'installe à Washington, entraîne le lancement d'un ambitieux plan de relance à l'hiver de 2009. Si l'urgence dicte la nécessité de son adoption, le *Stimulus Package* constitue une brèche dans l'approche néolibérale et marque un certain retour au keynésianisme. L'augmentation

---

<sup>1205</sup> Anthony Cilluffo et Richard Fry, « An Early Look at the 2020 Electorate », *Pew Research Center* (30 janvier 2019), en ligne; Bernard L. Fraga, *The Turnout Gap. Race, Ethnicity, and Political Inequality in Diversifying America*, New York, Cambridge University Press, 2018

<sup>1206</sup> Otis L. Graham, Jr., « Liberalism After the Sixties », *op. cit.*

fulgurante des inégalités, qui résulte de la récession et des politiques économiques et fiscales des trois décennies précédentes, contribue également à remettre au goût du jour un discours économique prônant une plus grande redistribution des richesses et un rôle accru pour l'État dans la sphère socioéconomique. C'est dans ce contexte qu'on peut comprendre le retour chez les sénateurs les plus libéraux de l'idée de mettre en place un régime national universel d'assurance maladie, une idée qui avait en grande partie été laissée de côté depuis le milieu des années 1970.

Finalement, pour ce qui est du contexte international, la *Pax Obama* se déroule dans le sillage du « retour de l'histoire » consécutif aux attentats du 11 septembre 2001. La flambée de patriotisme qui suit ces événements place les libéraux dans une situation délicate lorsqu'il s'agit de critiquer la politique étrangère du président Bush. Les ratés de la guerre en Irak donnent cependant l'occasion aux démocrates d'attaquer l'administration républicaine. Élu en 2004, le sénateur de l'Illinois Barack Obama s'impose comme le champion des opposants à la guerre, ce qui l'aide grandement dans sa quête présidentielle. En dehors du retrait américain de l'Irak, le retour des démocrates à la Maison-Blanche ne marque toutefois pas de véritable changement de cap dans la guerre contre le terrorisme, qui demeure au cœur de la politique étrangère américaine. L'obsession sécuritaire de l'après 11 septembre est un phénomène qui touche les deux partis politiques. À cet égard, on peut tracer certains parallèles entre la perception du danger incarné par le terrorisme islamiste et la menace soviétique telle qu'elle fut appréhendée lors des premières années de la Guerre froide<sup>1207</sup>. Dans ce contexte, il est difficile pour les libéraux du Sénat d'ajouter de nouvelles priorités à l'ordre du jour de la politique étrangère. Avec l'arrivée d'Obama à la présidence, ils peuvent compter sur un président dont les orientations sont suffisamment proches des leurs en cette matière pour lui laisser le champ libre, ce qui n'empêche pas certaines dissensions, comme celles qui sont exprimées autour du dossier iranien.

---

<sup>1207</sup> Christophe Cloutier-Roy, *Du New Deal à la Guerre froide, op. cit.*, p. 116.

Finalement, en ce qui concerne l'environnement institutionnel, dans un Congrès de plus en plus dysfonctionnel, le Sénat est désormais pratiquement aussi polarisé que la Chambre des représentants. Les manœuvres d'obstruction prolifèrent dans cette institution au mode de fonctionnement supermajoritaire. Avec Harry Reid, les démocrates se dotent toutefois d'un leader qui comprend et accepte les règles non écrites du nouveau Sénat ultrapartisan et qui rivalise avec son vis-à-vis Mitch McConnell pour trouver des façons de nuire au parti adverse. Après avoir été un acteur central dans plusieurs changements politiques au cours des années 1960 et 1970, le Sénat devient de plus en plus le symbole des blocages washingtoniens. Dans ce contexte, on peut comprendre la frustration et le désamour que ressentent de plus en plus de sénateurs envers leur institution. Comme il est pratiquement impossible de faire adopter tout projet de loi qui soit le moindrement controversé ou ambitieux, les sénateurs ont peu d'incitatifs à se conformer aux *folkways* ou à se comporter en *work horses*. Dans cet environnement institutionnel difficile, on peut comprendre que des sénateurs libéraux désabusés par leur incapacité à faire avancer leurs priorités politiques aient de plus en plus souvent l'œil tourné vers la présidence et se servent de leur position au Sénat comme tremplin en vue d'une campagne présidentielle<sup>1208</sup>.

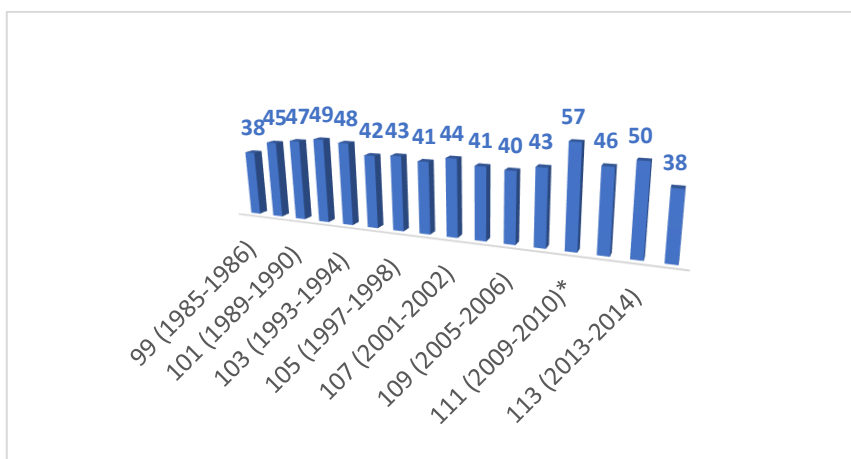
---

<sup>1208</sup> De 2000 à 2016, au moins un sénateur libéral (en fonction ou non) a été candidat lors des élections présidentielles (primaires et élections générale). Il s'agit de : Joe Biden (Delaware, 2008), Bill Bradley (New Jersey, 2000), Hillary Clinton (New York, 2008 et 2016), Christopher Dodd (Connecticut, 2008), Al Gore (Tennessee, 2000), John Edwards (Caroline du Nord, 2004 et 2008), Bob Graham (Floride, 2004), Mike Gravel (Alaska, 2008), John Kerry (Massachusetts, 2004), Joe Lieberman (Connecticut, 2004), Carol Moseley Braun (Illinois, 2004), Barack Obama (Illinois, 2008 et 2012) et Bernie Sanders (Vermont). À noter que tous les nominés démocrates depuis 2000 (Gore, Kerry, Obama et Clinton), de même que leur colistier respectif (Lieberman, Edwards, Biden et Tim Kaine [Virginie]) ont fait partie de la coalition libérale au Sénat. À noter également que, en date du 30 mai 2019, pas moins de sept sénateurs libéraux se sont déjà déclarés candidats pour les primaires présidentielles de 2020, soit Michael Bennet (Colorado), Cory Booker (New Jersey), Kirsten Gillibrand (New York), Kamala Harris (Californie), Amy Klobuchar (Minnesota), Bernie Sanders et Elizabeth Warren (Massachusetts), auxquels s'ajoutent les anciens sénateurs Joe Biden et Mike Gravel (Alaska).

*Une coalition libérale idéologiquement métissée, mais tendancielle plus à gauche*

Le nombre de sénateurs qui composent la coalition libérale ne fluctue que marginalement lors de la période de ressac qui sépare la deuxième et la troisième conjonctures critiques (104<sup>e</sup>-109<sup>e</sup> Congrès) (**Figure 4.3**). Le début de la *Pax Obama* s'accompagne toutefois d'une augmentation des effectifs libéraux, qui passe à 43 lors du 110<sup>e</sup> congrès, puis à 57 lors du 111<sup>e</sup> Congrès<sup>1209</sup>. Après un léger recul au terme des élections de mi-mandat de 2010, les libéraux atteignent une seconde pointe de 50 sénateurs avant d'être décimés à la suite des mi-mandats de 2014, qui marquent la fin de cette troisième conjoncture critique.

**Figure 4.5 : Nombre de sénateurs libéraux, 99<sup>e</sup>- 114<sup>e</sup> Congrès<sup>1210</sup>**



Le **tableau 4.5** permet d'observer le mouvement idéologique de la coalition libérale, qui se déplace de plus en plus vers la gauche. Rappelons que, lors de la conjoncture

<sup>1209</sup> Ce nombre est trompeur, puisqu'il inclut les sénateurs Joe Biden (Delaware), Hillary Clinton (New York) et Ken Salazar (Colorado), qui siègent brièvement avant de rejoindre les rangs de l'administration Obama. Il inclut également Carte Goodwin (Virginie-Occidentale), Paul Kirk (Massachusetts) et Ted Kaufman (Delaware), trois sénateurs qui ne siègent de manière intérimaire que quelques mois pour « réchauffer » les sièges respectifs de Robert Byrd (décédé le 28 juin 2010), Ted Kennedy (décédé le 25 août 2009) et Biden. Ces sièges seront respectivement remportés, au cours d'élections partielles, par le démocrate modéré Joe Manchin, le républicain modéré Scott Brown et le démocrate libéral Chris Coons.

<sup>1210</sup> Inclut les sénateurs ayant siégé sur une base intérimaire sans obtenir de plein mandat par la suite.

critique précédente, nous avons noté le mouvement inverse, alors que la coalition tendait à devenir de plus en plus modérée. Lors du 104<sup>e</sup> Congrès (1995-1996), le DW-NOMINATE moyen des sénateurs de la coalition libérale est de -0,323. Il est à peine plus libéral lors du 110<sup>e</sup> Congrès, au moment où débute la *Pax Obama*. Il se déplace toutefois de manière rapide vers la gauche à partir du 113<sup>e</sup> Congrès, grâce à l'arrivée des ultralibéraux Elizabeth Warren (Massachusetts, -0,762), Cory Booker (New Jersey, -0,622), Tammy Baldwin (Wisconsin, -0,535) et Ed Markey (Massachusetts, -0,501). Lors du 114<sup>e</sup> Congrès, le premier qui suit la fin de la *Pax Obama*, le DW-NOMINATE moyen est encore plus libéral, à -0,372. Cette fois, ce mouvement n'est pas dû à l'arrivée de nouveaux sénateurs ultralibéraux, mais plutôt à la défaite ou au départ à la retraite de plusieurs libéraux plus modérés dont Kay Hagan (Caroline du Nord, -0,202), Mary Landrieu (Louisiane, -0,203), Max Baucus (Montana, -0,212), Mark Begich (Alaska, -0,235) et Tim Johnson (Dakota du Sud, -0,250).

**Tableau 4.5 : Une coalition de plus en plus libérale**

Congrès	Nombre de sénateurs libéraux	DW-NOMINATE moyen des sénateurs libéraux	Nombre de libéraux dont le DW-NOMINATE est supérieur à -0,400 (% du nombre total de libéraux)	Nombre de libéraux dont le DW-NOMINATE se situe entre -0,200 et -0,300 (% du nombre total de libéraux)
104 <sup>e</sup> (1995-1996)	42	-0,323	5 (11,9)	15 (35,7)
109 <sup>e</sup> (2005-2006)	40	-0,330	6 (15)	13 (32,5)
110 <sup>e</sup> (2007-2008)	43	-0,327	6 (13,9)	14 (32,6)
113 <sup>e</sup> (2013-2014)	50	-0,358	14 (28)	15 (30)
114 <sup>e</sup> (2015-2016)	38	-0,372	13 (34,2)	10 (26,3)
115 <sup>e</sup> (2017-2018)	41	-0,376	13 (31,7)	10 (24,3)

Également, il est intéressant de noter qu'à l'intérieur de la coalition libérale, le pourcentage de libéraux dont le DW-NOMINATE est inférieur à -0,400 est en constante augmentation, passant de 11,9% (104<sup>e</sup> Congrès) à 13,9% (110<sup>e</sup> Congrès), pour atteindre des sommets de 28% (113<sup>e</sup> Congrès), puis de 34,2% (114<sup>e</sup> Congrès). Ces

différentes observations concernant la coalition libérale montrent un mouvement vers la gauche entrepris par la coalition libérale dans son ensemble qui est constant entre le 104<sup>e</sup> et le 114<sup>e</sup> Congrès. On ne doit pas pour autant perdre de vue la présence importante d'élus plus modérés même si leur proportion dans la coalition libérale est en constante diminution. Toutefois, lors du 113<sup>e</sup> Congrès, la proportion de libéraux dont le DW-NOMINATE se situe en -0,200 et -0,300 (30%) est toujours supérieure à celle des libéraux dont le DW-NOMINATE est inférieur à -0,400 (28%). Il est donc possible de décrire une coalition libérale qui est tendanciellement plus à gauche, mais qui conserve une importante diversité idéologique parmi ses membres.

#### 4.6.2. *La Pax Obama* et le développement politique américain

*La dépendance au sentier : l'héritage du néolibéralisme et de la polarisation et les limites de l'activisme libéral au Sénat*

Encore une fois, la dépendance au sentier nous aide à mieux comprendre d'où viennent les principaux obstacles qui se dressent contre la mise en place de politiques progressistes ambitieuses. Elle nous permet de percevoir plus clairement comment ces entraves sont le fruit d'une dynamique bien implantée et renforcée à travers le temps à force de rétroactions positives. Lors de la *Pax Obama*, deux exemples s'imposent d'emblée. Dans un premier temps, les libéraux doivent tenir compte de l'héritage de plusieurs décennies de politiques économiques néolibérales et de désengagement de l'État de la sphère socioéconomique. À l'intérieur de la coalition libérale, les *New Dealers* et les révisionnistes qui souhaitent le retour à une approche keynésienne et interventionniste doivent composer avec plusieurs cycles de baisses d'impôts consenties par les deux partis depuis les années 1980 qui ont réduit considérablement les recettes fiscales du gouvernement américain. Cette tendance est particulièrement difficile à inverser considérant l'impopularité des taxes et des impôts et le péril politique qu'il y a à accroître les taux d'imposition. À ceci s'ajoute une quête effrénée



pour réduire les dépenses de l'État et équilibrer les budgets, deux impératifs qui n'ont jamais véritablement été remis en question.

Les libéraux dépendent aussi des effets à long terme des crises des années 1970 qui ont entraîné, d'une part, un discrédit général de l'État en tant qu'acteur socioéconomique de premier plan et, d'autre part, avec l'image même du libéralisme, une idéologie que ses opposants ont depuis longtemps associé au relativisme, à l'inefficacité, à l'élitisme et à une gestion irresponsable des fonds publics. S'étant répandues dans les rangs conservateurs à partir de la fin des années 1960, ces charges à l'endroit du libéralisme n'ont été que mollement contestées par les libéraux<sup>1211</sup>. Les *New Democrats* les ont même reprises à leur compte et ont tenté de prendre leur distance par rapport à cette idéologie en proposant des politiques qui évitaient les critiques adressées au libéralisme. Bref, la pente est difficile à remonter pour les libéraux qui souhaitent mettre de l'avant un ambitieux programme politique progressiste, même lorsqu'ils sont en plein contrôle du gouvernement américain avec une supermajorité au Sénat lors du 111<sup>e</sup> Congrès (2009-2010).

Dans un second temps, la polarisation partisane et ses effets sur le travail du Sénat est un autre exemple de l'effet majeur du sentier parcouru sur l'action politique. Le chemin ayant conduit vers cette situation s'est étendu sur plusieurs décennies et a été ponctué par une série d'embranchements qui ont poussé le Sénat vers une plus grande polarisation. Rappelons ici l'effet indéniable du réalignment partisan ayant suivi l'adoption des lois sur les droits civils de 1964 et 1965. Un exode des Blancs conservateurs du Sud vers le Parti républicain s'en est suivi, ce qui a contribué à rendre les deux partis plus homogènes sur le plan idéologique. L'effet de ce changement est rapidement ressenti à la Chambre des représentants, alors que le processus de

---

<sup>1211</sup> À l'exception notable du discours « *The dream shall never die* », prononcé par Ted Kennedy lors de la Convention démocrate de 1980 et qui est un vibrant plaidoyer pour le libéralisme.

polarisation est amorcé dès les années 1970<sup>1212</sup>. Le Sénat est initialement relativement épargné, mais la disparition progressive, à partir de la fin des années 1970, des républicains modérés du Nord-Est et de la Côte ouest et des démocrates modérés du Sud entraîne à son tour la Chambre haute dans le cycle de la polarisation. L'arrivée de leaders de plus en plus partisans comme Bob Dole (Kansas) et Mitch McConnell (Kentucky) chez les républicains ou George Mitchell (Maine) et Harry Reid (Nevada) chez les démocrates a un effet notable sur le travail législatif. Lors de la *Pax Obama*, la multiplication des méthodes employées par McConnell et Reid pour bloquer le parti adverse transforme le Sénat en une chambre ultrapartisanne où, sur nombre d'enjeux, l'espoir d'une collaboration bipartisane devient illusoire. Le fonctionnement supermajoritaire de la Chambre haute, dans un contexte de polarisation exacerbée, transforme le Sénat en cimetière législatif et on comprend dès lors l'empressement d'un nombre croissant de sénateurs libéraux qui, incapables de faire avancer leurs priorités politiques à la Chambre haute, portent leur regard à l'autre bout de l'avenue Pennsylvanie.

*Événements contingents : guerres, crise économique et l'arrivée d'un « Homme providentiel »*

Difficile de trouver meilleur cas de figure pour illustrer l'effet phénoménal que peut avoir un événement contingent que les attentats du 11 septembre 2001 : non seulement prennent-elles par surprise une nation qui se croyait à l'abri d'une telle violence, mais leurs répercussions sur la société américaine, voire sur le monde entier, sont telles qu'il n'est pas rare qu'on présente aujourd'hui ces attaques comme le point de départ du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>1213</sup>. Pour les libéraux, les conséquences sont doubles. Tout d'abord, ils

<sup>1212</sup> La polarisation plus rapide de la Chambre des représentants a été favorisée par des changements considérables dans la composition de la Chambre basse au terme des élections de 1974 (gain net de 49 sièges pour les démocrates) et de 1978-1980 (gains cumulés nets de 49 sièges pour les républicains).

<sup>1213</sup> Au même titre que la Première Guerre mondiale et la chute du mur de Berlin marqueraient respectivement, aux yeux de certains historiens, le début et la fin du « court XX<sup>e</sup> siècle ». – Elizabeth Kirkwood, « 9/11 : The True Beginning of the 21st Century », *Prospect* (11 septembre 2009), en ligne.

doivent tenir compte du réflexe sécuritaire qui gagne les Américains et qui, dans l’immédiat, favorise les (néo)conservateurs. Nous avons déjà mentionné que le journaliste John Judis, un des coauteurs du livre *The Emerging Democratic Majority*<sup>1214</sup>, a affirmé que les attentats du 11 septembre 2001 auraient retardé d’au moins deux cycles électoraux l’émergence d’une majorité démocrate<sup>1215</sup>. Puis, les attaques ont mis à mal l’optimisme libéral en matière de relations internationales qui avait caractérisé les années ayant suivi la fin de la Guerre froide. Un nouveau paradigme s’impose instantanément, celui d’un monde peuplé de menaces contre lesquelles les États-Unis doivent se prémunir. L’obsession sécuritaire de l’après 11 septembre laisse peu de place à un programme de politique internationale progressiste, même après la disgrâce des néoconservateurs. Certes, le fiasco irakien permet un temps aux libéraux de s’opposer à l’administration Bush, mais, sous Obama, on assiste essentiellement à la poursuite de la guerre contre le terrorisme, dont les moyens et les objectifs ne sont que ponctuellement remis en question par les libéraux au Sénat. L’élaboration d’une nouvelle politique étrangère progressiste post guerre au terrorisme demeure un des grands impensés du libéralisme contemporain.

L’éclatement de la plus importante crise économique depuis la Grande Dépression des années 1930 est un autre événement contingent majeur. Certes, la Grande Récession n’est pas aussi inattendue que les attentats du 11 septembre. Non seulement les récessions font partie des cycles économiques, mais de plus, plusieurs signaux d’alarme ont précédé l’effondrement de l’économie américaine. L’ampleur de la crise a cependant constitué une surprise dans un pays mal préparé par plusieurs décennies de politiques néolibérales et de déréglementations des marchés financiers. Pour Obama et ses alliés *New Dealers*, la crise représente en quelque sorte une occasion à saisir, puisqu’elle permet de retourner à une approche keynésienne qui a été fortement discréditée depuis l’épisode stagflationniste des années 1970. L’ambitieux *Stimulus*

---

<sup>1214</sup> John B. Judis et Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, *op. cit.*

<sup>1215</sup> John B. Judis, « America the Liberal », *loc. cit.*, p. 20-22.

*Package* adopté par les démocrates au cours des premières semaines au pouvoir de l'administration Obama résonne comme un écho au *New Deal* mis de l'avant 76 ans plus tôt par FDR pour juguler les effets de la Grande Dépression. Il marque le début d'un certain retour en grâce du rôle de l'État dans la sphère socioéconomique, qui sera une des principales lignes de force des deux mandats d'Obama<sup>1216</sup>. La Grande Récession a accentué les inégalités économiques aux États-Unis, contribuant à l'émergence de mouvements politiques populistes de droite et de gauche qui occupent une place de plus en plus importante dans les débats politiques américains et qui sont venus chambouler la dynamique interne des partis démocrate et républicain.

Enfin, difficile d'ignorer l'effet déterminant qu'a pu avoir la venue de Barack Obama sur le développement du libéralisme. Certes, parler d'Obama en évoquant la figure de l'« Homme providentiel » dans une étude en *American Political Development* a de quoi faire sourciller. Comment, en effet, une démarche fondée sur une analyse exhaustive de l'ensemble des contextes qui ont influencé sur le long terme le développement politique américain pourrait-elle prendre au sérieux cet archétype, que l'historien français Jean Garrigues a défini comme « un personnage<sup>1217</sup> qui apparaît dans les périodes de crises, et qui se présente comme le sauveur ultime chargé d'une sorte de mission historique ou divine<sup>1218</sup> »? Nous utilisons donc ici le terme avec des guillemets, soucieux de conserver une distance par rapport à un terme rendu obsolète par les progrès de la recherche en sciences sociales et en histoire<sup>1219</sup>. Cela étant dit, il n'en demeure pas moins qu'Obama, comme l'« Homme providentiel » de Garrigues, arrive dans un contexte de crise, celle d'un libéralisme incapable de s'imposer devant un conservatisme dont les prétentions, à partir du début du XXI<sup>e</sup> siècle, tendent vers

---

<sup>1216</sup> Michael Grunwald, « The Nation He Built », *op. cit.*

<sup>1217</sup> Pour ne pas dire « un homme ».

<sup>1218</sup> Marine Picard Dumont et Jean Garrigues, « C'est une spécificité française d'en appeler de façon systématique à la figure du sauveur », *20 minutes* (1<sup>er</sup> février 2012), en ligne. Voir également, à ce propos : Jean Garrigues, *Les Hommes providentiels : histoire d'une fascination française*, Paris, Seuil, 2012.

<sup>1219</sup> René Rémond, *Pour une histoire politique*, *op. cit.*

l'hégémonie. Avant même de se lancer dans la course pour la présidence américaine, Obama s'était fait remarquer par son opposition à la guerre en Irak et avait acquis une notoriété nationale en 2004 grâce à son discours lors de la convention nationale du Parti démocrate. Dans cette allocution, celui qui était alors candidat au Sénat en Illinois appelait ses compatriotes à tourner la page sur les divisions partisanses et à s'unir au nom des valeurs communes qui sont au cœur de l'expérience historique américaine<sup>1220</sup>.

En tant que sénateur, Obama n'a pas laissé d'héritage législatif notable. Son court séjour à la Chambre haute lui a essentiellement servi à préparer sa campagne présidentielle de 2008. L'engouement suscité par la candidature du charismatique Obama, premier Afro-Américain à briguer la présidence pour un des deux grands partis politiques américains, confère une allure messianique à sa campagne<sup>1221</sup>. Comme FDR en 1932, Obama réunit autour de sa candidature une grande coalition qui unit les différents courants libéraux. Les *New Dealers*, les révisionnistes et les *New Democrats* voient alors en Barack Obama une sorte d'« Homme providentiel » dans lequel ils projettent leurs plus grands espoirs. La *Pax Obama* est essentiellement maintenue tout au long des huit années de sa présidence Obama, alors que le 44<sup>e</sup> président des États-Unis conserve un puissant ascendant sur le Parti démocrate, y compris sur les sénateurs libéraux. Bien entendu, comme nous l'avons déjà mentionné, cela n'a pas empêché certains d'entre eux d'exprimer leur dissension sur certains enjeux (Joe Lieberman sur l'inclusion d'une option publique dans la réforme Obamacare, Bob Menendez sur l'approche diplomatique par rapport à l'Iran) ou alors de prendre leurs distances par rapport au président pour des raisons électorales (comme Mary Landrieu lors de sa difficile campagne de réélection en Louisiane en 2014<sup>1222</sup>). Dans l'ensemble toutefois, Obama réussit à rallier la grande majorité des sénateurs libéraux derrière ses priorités

---

<sup>1220</sup> Barack Obama, « Keynote Address at the 2004 Democratic National Convention », *Obama Speeches* (2004), en ligne.

<sup>1221</sup> Cette impression est renforcée par les slogans de la campagne d'Obama : « *Hope* » et « *Change we can believe in* ».

<sup>1222</sup> James Hohmann, « Landrieu Stands with Obama (or Not) », *Politico* (1<sup>er</sup> décembre 2014), en ligne.

politiques, qu'il s'agisse de la réforme de la santé, du plan de relance de l'économie, de la réforme de l'immigration, des droits des personnes LGBT, de la politique internationale ou de la lutte contre les changements climatiques. Cela étant dit, il s'avère vite que la synthèse Obama n'est qu'une parenthèse, alors que l'alliance entre les *New Dealers*, les révisionnistes et les *New Democrats* ne survit guère au départ d'Obama de la Maison-Blanche.

*La Pax Obama comme point de rupture dans l'évolution du libéralisme*

Nos réflexions autour de l'importance de Barack Obama nous amènent à conclure que la présence du 44<sup>e</sup> président des États-Unis sur le devant de la scène entraîne une rupture dans l'évolution du libéralisme. Avec la synthèse Obama, on assiste pendant un certain nombre d'années à la fin des déchirements à l'intérieur du libéralisme et au retour à une grande coalition semblable à celle qui fut créée par FDR en 1932. Il n'est d'ailleurs pas anodin que l'expression « coalition Obama » soit fréquemment utilisée pour parler des différents blocs d'électeurs qui, ensemblr, ont permis à Obama de l'emporter relativement aisément en 2008 et 2012. Cette rupture, du reste, s'est révélée temporaire. Les tensions qui opposent les modérés pragmatiques à la gauche plus radicale sont trop fortes pour résister au départ d'Obama. Comme nous le verrons un peu plus loin dans ce chapitre, il y a de bonnes raisons de croire que la coalition libérale est aujourd'hui plongée dans une nouvelle conjoncture critique, dont l'issue est incertaine et pourrait avoir des conséquences majeures pour le développement du libéralisme, au Sénat comme dans l'ensemble de la société américaine.

La parenthèse de la *Pax Obama* nous permet d'observer encore une fois à quel point il peut être trompeur de percevoir le parcours historique américain comme un processus linéaire. Après l'élection de 2004, il paraissait pertinent d'évoquer la thèse de la nation de droite de John Micklethwait et Adrian Wooldridge pour décrire les États-Unis à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Cela n'a pas empêché les démocrates de remporter des majorités au Congrès deux ans plus tard et de prendre le contrôle de l'ensemble du gouvernement

américain en 2008. Avec la victoire d'Obama, on assiste non seulement au retour en force d'un libéralisme qu'on tenait pour moribond, mais plusieurs pouvaient alors voir une validation de la thèse de John Judis et Ruy Teixeira sur l'émergence d'une majorité démocrate qui pourrait durablement s'installer aux commandes du pays<sup>1223</sup>. Or, de telles conclusions hâtives minimisent le fait que les deux grands partis politiques s'appuient désormais sur des coalitions électorales qui sont pratiquement paritaires. Dans un tel contexte, les élections deviennent de plus en plus une réponse à l'élection précédente. Ainsi, la victoire d'Obama en 2008 est suivie par la reprise de la Chambre des représentants en 2010. En 2012, la réélection convaincante d'Obama s'accompagne notamment d'une augmentation de la majorité démocrate au Sénat. Pourtant, quatre ans plus tard, les républicains seront en contrôle de l'ensemble du gouvernement américain et le nouveau président Donald Trump tente à son tour de dessiner les contours d'un nouveau paradigme de la politique américaine jusqu'à ce que, lors des élections de mi-mandat de 2018, les démocrates parviennent à reprendre le contrôle de la Chambre des représentants.

#### 4.7. Le ressac : le retour des populismes

*De retour dans la minorité : les élections de 2014, la perte du Sénat et la fin de la conjoncture critique*

Les résultats des élections de 2012 pouvaient laisser croire aux plus optimistes parmi les libéraux que l'élection de mi-mandat de 2010 n'avait été qu'un accident de parcours dans une trajectoire devant conduire la nation américaine vers un nouvel âge d'or progressiste. En plus de la réélection facile de Barack Obama, les élections du 6 novembre 2012 furent marquées par une série de victoires dans le cadre d'initiatives populaires portant notamment sur la légalisation du mariage homosexuel (Maine, Maryland, Minnesota, Washington) et celle de la consommation de marijuana à des fins récréatives (Colorado et Washington). Au Sénat, les démocrates parvinrent à

---

<sup>1223</sup> John B. Judis et Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, *op. cit.*

enregistrer un gain net de deux sièges. Avec la réélection facile de Bernie Sanders (Vermont) et les victoires d'Elizabeth Warren (Massachusetts) et Tammy Baldwin (Wisconsin), le 113<sup>e</sup> Congrès serait le premier depuis le 96<sup>e</sup> (1979-1980) dans lequel on compterait plus d'un sénateur ultralibéral<sup>1224</sup>.

Malgré ces résultats encourageants, le 113<sup>e</sup> Congrès se révèle fort décevant pour les libéraux. La Chambre des représentants est toujours sous le contrôle des républicains, qui bloquent systématiquement les initiatives libérales adoptées à la Chambre haute, y compris le plan bipartisan en vue d'une réforme de l'immigration. En octobre 2013, les ratés qui suivent le lancement de la plateforme en ligne d'Obamacare font exploser l'impopularité de la réforme démocrate au sujet de laquelle 55% des Américains ont une opinion négative au début du mois de novembre<sup>1225</sup>. À un an des élections de mi-mandat, cela place plusieurs sénateurs démocrates vulnérables dans une situation inconfortable, alors qu'ils doivent choisir entre faire preuve de loyauté envers le parti pour défendre la réforme ou critiquer celle-ci pour améliorer leurs chances de réélection<sup>1226</sup>. Une brèche s'ouvre lorsque Mark Begich (Alaska), Kay Hagan (Caroline du Nord), Mary Landrieu (Louisiane), Mark Pryor (Arkansas) et Jeanne Shaheen (New Hampshire), cinq démocrates dont les sièges sont menacés en 2014, cosignent une lettre adressée à la secrétaire à la Santé et aux Services sociaux Kathleen Sebelius lui demandant d'accepter un délai pour que les Américains puissent souscrire à une assurance<sup>1227</sup>. À l'exception de Shaheen, tous ces sénateurs seront battus lors des élections de mi-mandat.

---

<sup>1224</sup> Baldwin, Sanders et Warren seront rejoints lors du 113<sup>e</sup> Congrès par Ed Markey (Massachusetts, 16 juillet 2013) et Cory Booker (New Jersey, 31 octobre 2013).

<sup>1225</sup> Frank Newport, « Americans Slightly Less Negative about Healthcare Law », *Gallup* (13 décembre 2013), en ligne.

<sup>1226</sup> Vincent Boucher et Christophe Cloutier-Roy, « À un an des *midterms* : enjeux et perspectives du rendez-vous électoral de novembre 2014 », *Chronique Observatoire sur les États-Unis – Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques* (12 novembre 2013), p. 4.

<sup>1227</sup> Alexander Bolton, « ObamaCare Gives Incumbent Democrats the Jitters », *The Hill* (26 octobre 2013), en ligne. – L'obligation pour les Américains de souscrire à une assurance maladie (*individual mandate*) est une des dispositions les plus controversées d'Obamacare.



La coalition libérale doit également composer avec le départ de plusieurs de ses membres qui choisissent de ne pas briguer de nouveaux mandats : Tom Harkin (Iowa), Tim Johnson (Dakota du Sud), Carl Levin (Michigan) et Jay Rockefeller (Virginie-Occidentale) prennent tous leur retraite. De son côté, Max Baucus (Montana) a quitté le Sénat au début de 2014 pour devenir ambassadeur des États-Unis en Chine. Tous ces sièges sont remportés par des candidats républicains, à l'exception de celui du Michigan, remporté par le démocrate Gary Peters. Le Parti républicain parvient cependant à déloger Mark Udall au Colorado, concrétisant une année faste pour le *Grand Old Party*, qui enregistre un gain net de neuf sièges au Sénat pour accéder à la majorité à la Chambre haute pour la première fois depuis 2006. Le Parti démocrate a été victime de la « guigne de la sixième année » (*six-year itch*<sup>1228</sup>) du président Obama et d'une carte électorale particulièrement défavorable, ce qui l'a conduit à encaisser sa pire défaite au Sénat depuis l'hécatombe de 1980. Quant au Parti républicain, il entame le 114<sup>e</sup> Congrès (2015-2016) dans une position de force inédite pour lui à Capitol Hill depuis la fin des années 1920<sup>1229</sup>. Personne n'entretient alors l'illusion que les deux dernières années de la présidence Obama pourraient être marquées par de grandes avancées libérales. On garde toutefois l'espoir que l'élection présidentielle de 2016 permettra aux démocrates de conserver la Maison-Blanche et que la victoire de celle en qui on voyait la première présidente de l'histoire des États-Unis provoquerait un élan d'entraînement qui permettrait aux démocrates de reprendre le contrôle du Congrès.

---

<sup>1228</sup> L'administration Obama n'est que la plus récente victime de ce phénomène qui a précédemment frappé les administrations FDR (1938), Eisenhower (1958), Kennedy/Johnson (1966), Nixon/Ford (1974), Reagan (1986) et W. Bush (2006). Voir à ce propos : Norman J. Ornstein, « The Curse of the Six-Year Itch », *The Atlantic Monthly* 257, 3 (Mars 1986).

<sup>1229</sup> Philip Bump, « It's All but Official: This Will Be the Most Dominant Republican Congress Since 1929 », *The Washington Post – The Fix* (5 novembre 2014), en ligne.

*Hillary Clinton contre Bernie Sanders : la fin de la Pax Obama*

Dans les mois ayant suivi la réélection de Barack Obama en 2012, le nom d'Hillary Clinton s'est vite imposé parmi les candidats potentiels pour la nomination démocrate en vue de l'élection de 2016. Première dame politiquement active lors de la présidence de Bill Clinton, sénatrice influente de l'État de New York pendant huit ans, candidate malheureuse à l'investiture démocrate en 2008, puis secrétaire d'État dans la première administration de Barack Obama, Hillary Clinton a de nombreux atouts dans son jeu : connue nationalement, elle peut aisément prétendre être la candidate la plus qualifiée à briguer la présidence depuis Richard Nixon en 1968 ou George H. Bush en 1988. De plus, elle pourrait devenir la première femme à accéder à la présidence, ce qui n'est pas pour déplaire à la frange révisionniste du Parti démocrate, avide de faire à nouveau l'histoire huit ans après l'élection d'un premier Afro-Américain à la Maison-Blanche. Un sondage publié deux mois après l'élection de 2012 consolide l'apparente inévitabilité de Clinton en tant que candidate démocrate en 2016, alors que 66% des répondants affirment avoir une opinion favorable de l'ancienne secrétaire d'État, 68% approuvent le travail qu'elle a fait pendant quatre ans à la tête de Foggy Bottom<sup>1230</sup> et 57% sont en faveur d'une éventuelle candidature de Clinton en 2016 (incluant 23% des républicains et 59% des indépendants ayant répondu au sondage)<sup>1231</sup>.

À mesure que se rapproche l'échéance électorale, il apparaît de plus en plus clair que Clinton, qui bénéficie d'un important réseau de relations à l'intérieur du Parti démocrate, est à toute fin pratique seule en lice, d'autant plus que le parti, décimé par les défaites électorales de 2010 et 2014, paraît vieillissant et sans relève apparente pour succéder à Obama. Sans surprise, Clinton annonce le 12 avril 2015 sa candidature en vue des primaires démocrates de 2016. Du point de vue de la campagne Clinton, les

---

<sup>1230</sup> Quartier de Washington qui désigne par métonymie le secrétariat d'État des États-Unis qui y est situé.

<sup>1231</sup> Jon Cohen « Run Hillary Run!: Majority Want a Clinton 2016 Candidacy », *The Washington Post – The Fix* (5 décembre 2012), en ligne.

deux seuls obstacles qui pourraient empêcher un couronnement semblent être une éventuelle candidature de Joe Biden, qui bénéficie de l'avantage historique de la vice-présidence, ou alors de la sénatrice du Massachusetts Elizabeth Warren, devenue entretemps une figure de ralliement pour la gauche américaine<sup>1232</sup>. C'est pourquoi l'annonce, le 30 avril 2015, de la candidature du sénateur du Vermont Bernie Sanders ne soulève initialement qu'un haussement d'épaules. Sénateur indépendant se décrivant comme un démocrate-socialiste, Sanders a une longue feuille de route en matière d'engagement politique, ayant été maire de Burlington (1981-1990) et représentant (1991-2007) du Vermont avant d'accéder au Sénat. Associé à la gauche du spectre politique, il a été au cours des années 1990 un des cofondateurs du *Congressional Progressive Caucus* et une des principales voix ayant dénoncé le virage néolibéral du Parti démocrate sous Bill Clinton<sup>1233</sup>. Sanders se lance dans la course en se réclamant de l'héritage des campagnes de Jesse Jackson et de sa *Rainbow Coalition* en 1984 et en 1988<sup>1234</sup>. Le sénateur du *Green Mountain State* articule sa campagne autour de l'idée de « révolution » : pas une révolution violente, mais une révolution dans les politiques mises en place par le gouvernement fédéral, qui doivent cesser de faire la part belle aux « milliardaires de Wall Street » pour donner davantage à la grande majorité de la population (le fameux 99% popularisé par le mouvement *Occupy*).

La campagne Sanders s'inscrit dans la tradition du Populisme américain, un mouvement né dans les Grandes Prairies à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et articulé alors autour du *People's Party*<sup>1235</sup>. Apparu dans un contexte marqué par une croissance économique

---

<sup>1232</sup> Christophe Cloutier-Roy, « Trois démocrates qui pourraient battre Clinton lors des primaires de 2016 », *Chronique Observatoire sur les États-Unis, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques* (18 mars 2014), p. 2 et 4-5.

<sup>1233</sup> Voir à ce propos les premières mémoires de Bernie Sanders, parues en 1997 : Bernie Sanders (avec Huck Gutman), *Outsider in the House*, New York, Verso, 1997.

<sup>1234</sup> Bernie Sanders, *Where We Go from Here*, *op. cit.*, p. 13.

<sup>1235</sup> Le spécialiste de l'histoire des idées Jan-Werner Müller rappelle d'ailleurs que les militants du *People's Party* de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle furent les premiers à se faire désigner par le substantif « populist ». - Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme? Définir enfin la menace*, Paris, Premier Parallèle, 2016, p. 46-51.

spectaculaire dont les fruits étaient essentiellement concentrés entre les mains d'une poignée d'industriels bénéficiant des faveurs du gouvernement américain<sup>1236</sup>, le mouvement Populiste (avec un « P » majuscule) se caractérisait par un rejet des élites économiques, une volonté de leur retirer leur mainmise sur le pouvoir et la promotion de politiques progressistes en ce qui a trait aux droits des travailleurs et au rôle de l'État dans la sphère socioéconomique<sup>1237</sup>. Dans un contexte d'inégalités croissantes, Sanders ramène ses thèmes au cœur de sa campagne. Dans son discours d'annonce de candidature, il prône la nécessité de mettre en place un régime national d'assurance maladie<sup>1238</sup> qui sera, au même titre que l'implantation d'un salaire minimum à 15\$ et la gratuité dans les universités publiques, une des promesses phares de sa campagne.

Sanders devient rapidement le seul adversaire crédible d'Hillary Clinton lors des primaires démocrates de 2016<sup>1239</sup>. Le sénateur du Vermont s'impose dans plusieurs États ruraux et dans la *Rust Belt*, en plus d'obtenir une part non négligeable du vote des *Millennials*. Il l'emporte dans 23 États et obtient 46% des délégués en jeu. Ces résultats forcent la main du clan Clinton, qui accepte de faire une place à des délégués de Sanders au sein du comité chargé d'élaborer une plateforme en vue de l'élection générale. Si Sanders ne parvient pas à convaincre Clinton de souscrire à son plan d'assurance maladie universelle, il obtient néanmoins de la candidate qu'elle se range derrière l'inclusion d'une option publique pour Obamacare<sup>1240</sup>. Après avoir longtemps tergiversé, Hillary Clinton se prononce également contre le Partenariat transpacifique

---

<sup>1236</sup> L'écrivain Mark Twain a fameusement décrit avec dérision cette ère de prospérité et d'inégalité comme un « âge doré », (*Gilded Age*).

<sup>1237</sup> L'historien Richard Hofstadter a contribué à mettre au jour la part plus sombre du mouvement populiste, notamment sa composante raciste et nativiste. – Richard Hofstadter, *The Age of Reform. From Bryan to FDR*, New York, Vintage Books, 1955.

<sup>1238</sup> Bernie Sanders, *Our Revolution*, *op. cit.*, p. 125.

<sup>1239</sup> L'ancien sénateur et gouverneur du Rhode Island Lincoln Chafee (un transfuge républicain), le professeur de droit Lawrence Lessig, l'ancien gouverneur du Maryland Martin O'Malley et l'ancien sénateur de la Virginie Jim Webb ont tous brièvement pris part à la course. Chafee, O'Malley et Webb ont abandonné avant le début des primaires, tandis qu'O'Malley a lancé la serviette après avoir obtenu 1% des voix lors du caucus de l'Iowa.

<sup>1240</sup> Bernie Sanders, *Where We Go from Here*, *op. cit.*, p. 15.

(*Trans-Pacific Partnership* – TPP), un traité de libre-échange signé par les États-Unis et 11 autres pays d'Amérique, d'Asie et d'Océanie. Il s'agit d'un gain majeur pour Sanders, qui a fait campagne contre ce traité qui menace selon lui la sécurité économique des travailleurs américains.

Le 12 juillet 2016, deux semaines avant l'ouverture de la convention du Parti démocrate à Philadelphie, Sanders endosse officiellement la candidature de Clinton et appelle ses partisans à faire de même. Pourtant, la réconciliation apparente et l'espoir que les démocrates n'auront pas le choix de s'unir pour contrer la candidature du républicain Donald Trump ne peuvent pas cacher le fait que les primaires démocrates ont marqué la fin de la *Pax Obama*. Associée aux administrations démocrates de Bill Clinton et de Barack Obama, reconnues pour ses prises de position libérales-modérées sur les enjeux économiques et de politique internationale, Hillary Clinton gagne l'appui des *New Democrats*. Par ailleurs, le volet historique de sa candidature en tant que première femme candidate à la présidence pour un parti politique majeur, de même que sa plateforme résolument progressiste en matière de droits civiques et de questions morales lui attirent les faveurs d'une bonne partie des libéraux révisionnistes. De son côté, Sanders a su attirer les mécontents de la coalition Obama, notamment les libéraux de la tendance *New Dealer* qui trouvent que les démocrates sous Obama se sont trop souvent rangés derrière les riches et n'en ont pas fait assez pour combattre les inégalités. En se réclamant du socialisme dans un pays réputé allergique à cette idéologie<sup>1241</sup>, en proposant des solutions radicales pour répondre aux préoccupations de nombreux Américains inquiets quant à leur sécurité économique et en adoptant un style populiste qui a largement été délaissé par les libéraux américains depuis plusieurs décennies, Sanders élargit les cadres de la conversation politique et se gagne des appuis autant chez les *Millennials* qu'auprès des syndicats et des populations rurales. En plus

---

<sup>1241</sup> Eric Foner, « Why Is There No Socialism in the United States? », *History Workshop* 17 (Printemps 1984); Gary Marks et Seymour Martin Lipset, *It Didn't Happen Here: Why Socialism Failed in the United States*, New York, W. W. Norton, 2000; Werner Sombart, *Why Is There No Socialism in the United States*, White Plains, M.E Sharpe, 1976.

d'avoir mis fin à la trêve entre les différents courants libéraux, les primaires démocrates de 2016 ont mis aux prises les différents groupes composant l'électorat démocrate, en opposant l'establishment (Clinton) et les nouveaux militants (Sanders), les électeurs plus âgés (Clinton) et les *Millennials* (Sanders), les Afro-Américains et les minorités ethnoculturelles (Clinton) et la classe ouvrière blanche (Sanders).

*It can't happen here (?) : l'improbable élection de 2016*

En 1935, en pleine montée internationale du fascisme, l'écrivain américain Sinclair Lewis fit paraître un roman intitulé *It Can't Happen Here*, racontant l'établissement fictif d'une dictature totalitaire aux États-Unis<sup>1242</sup>. Le titre du roman se voulait une allusion sarcastique à la confiance inébranlable des Américains envers leurs institutions politiques qui devaient les prémunir contre le fascisme<sup>1243</sup>. En 2015-2016, le roman de Lewis trouve un nouvel écho dans la candidature présidentielle de Donald Trump, un milliardaire newyorkais sans expérience politique qui promet néanmoins de rendre sa grandeur aux États-Unis. L'idée que la victoire d'un candidat aussi controversé et inusité que Trump soit impossible aux États-Unis accompagne toutes les étapes de sa candidature, de son annonce officielle en juin 2015 jusqu'à l'élection du 8 novembre 2016. Ce soir-là, des millions d'Américains assistent médusés à la victoire de l'improbable candidat républicain qui, au terme d'une campagne divisive et teintée de scandales et d'amateurisme, est venu à bout de l'expérimentée Hillary Clinton. Celle-ci a remporté près de trois millions de voix de plus que le milliardaire newyorkais, mais Trump est parvenu à doubler l'ancienne secrétaire d'État au Collège électoral en triomphant au Michigan, en Pennsylvanie et au Wisconsin, trois États qui faisaient présument partie du « mur bleu<sup>1244</sup> » démocrate. Quant au Congrès, il demeure entre

<sup>1242</sup> Sinclair Lewis, *It Can't Happen Here*, New York, P.F. Collier, 1935.

<sup>1243</sup> À ce propos, voir Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, *How Democracy Dies*, New York, Crown, 2018.

<sup>1244</sup> Expression désignant un groupe d'États situés sur les côtes Atlantique et Pacifique et dans la région des Grands-Lacs ayant voté pour un candidat démocrate lors des élections présidentielles de 1992 à 2012. Le Michigan et la Pennsylvanie avait voté pour le républicain George H. Bush en 1988. Pour ce qui est du Wisconsin, son dernier appui à un candidat républicain remonte au raz-de-marée ayant accompagné la réélection de Ronald Reagan en 1984.

les mains des républicains, malgré des gains modestes des démocrates à la Chambre des représentants et au Sénat. Devant l'improbabilité de la victoire de Trump et la peur que suscite chez plusieurs l'accession à la Maison-Blanche d'un candidat ayant mené une campagne populiste aux accents xénophobe, misogyne et autoritaire, on ne se surprend guère que les ventes de *It Can't Happen Here*, tout comme celles de plusieurs classiques de la littérature dystopique, aient connu un important regain dans les mois ayant suivi l'élection de 2016<sup>1245</sup>.

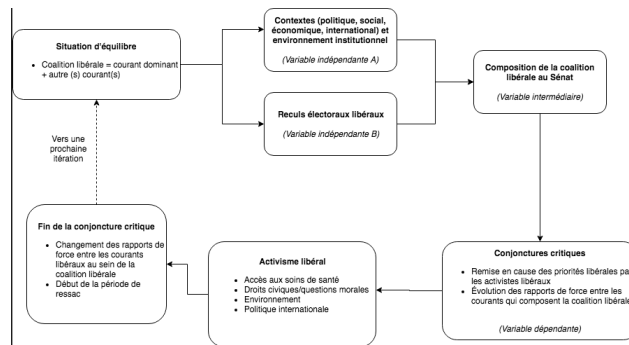
#### 4.8. Le libéralisme au Sénat après 2016 : ressac ou début d'une nouvelle conjoncture critique?

En l'absence de recul, il est difficile d'interpréter au présent les trajectoires de l'histoire. Comment se présente le libéralisme au Sénat à l'heure du 116<sup>e</sup> Congrès (2019-2020)? Est-il toujours pris dans la phase de ressac qui s'est ouverte à la suite des désastreuses élections de mi-mandat de 2014? Ou alors la fin de la *Pax Obama* annonce-t-elle l'émergence imminente d'une nouvelle conjoncture critique? Pour répondre à cette question, il est utile de jeter à nouveau un coup d'œil au cycle d'évolution du libéralisme (**Figure 4.6**).

---

<sup>1245</sup> Brian Stelter, « Amazon's Best-Seller List Takes Dystopian Turn in Trump Era », *CNN Business* (28 janvier 2017), en ligne. Voir l'inquiétude soulevée par la victoire de Trump et sur les causes de cette victoire improbable, voir : Robert C. Lieberman *et al.*, « The Trump Presidency and American Democracy: A Historical and Comparative Analysis », *Perspective on Politics* 17, 2 (Juin 2019).

Figure 4.6 : Cycle de l'évolution du libéralisme au Sénat



Le succès inattendu de la candidature de Bernie Sanders a mis fin à la situation d'équilibre de la *Pax Obama*. Non seulement le sénateur du Vermont a-t-il empêché un couronnement d'Hillary Clinton (héritière logique d'Obama) en tant que candidate démocrate, mais de plus, le résultat de l'élection a donné davantage de poids au discours de Sanders. En effet, sitôt le rideau tombé, l'idée s'impose rapidement que Clinton et les démocrates ont perdu parce qu'ils ont tourné le dos aux électeurs de la classe ouvrière blanche. Ce faisant, ils ont laissé le champ libre à Trump pour s'imposer dans la *Rust Belt* grâce à un discours populiste et protectionniste. Ce résultat donne *a posteriori* raison à Bernie Sanders, qui a fait campagne en centrant son message sur le bien être des travailleurs et qui l'a emporté lors des primaires démocrates en Indiana, au Michigan, au Minnesota, au New Hampshire, en Virginie-Occidentale et au Wisconsin, des États industriels et ruraux où Trump a siphonné des appuis aux démocrates par rapport aux élections précédentes.

La défaite de Clinton ne fait donc rien pour apaiser ceux que certains surnomment par dérision les *Sandernistas*<sup>1246</sup>. Sanders lui-même reprend son bâton de pèlerin et profite de sa notoriété pour devenir une des principales voix de la gauche américaine et une figure-clé de l'opposition au président Trump. L'organisation *Our Revolution*, un

<sup>1246</sup> Mot-valise formé à partir du nom de Sanders et des *Sandinistas*, nom donné à un mouvement de gauche au Nicaragua ayant notamment mené une guérilla contre l'occupation américaine au cours des années 1930.



produit dérivé de la campagne du sénateur est lancée dès l'été de 2016, avec le mandat de faire la promotion de politiques de gauche et de favoriser l'élection de candidats progressistes à tous les échelons. L'aile gauche du Parti démocrate acquiert alors une influence inédite depuis la débâcle de George McGovern en 1972. Pourtant, tous ne s'entendent pas sur les enjeux à prioriser. Les militants proches des courants *New Dealers* et populistes veulent mettre l'accent sur des politiques radicales sur le plan économique pour assurer le bien-être des travailleurs américains, tandis que la plupart des révisionnistes voudraient mettre davantage en avant la nécessité de lutter contre les différentes formes d'exclusion (raciale et sexuelle notamment) qui continuent d'affliger la société américaine.

En contre-partie, malgré le résultat décevant de l'élection de 2016, une aile libérale plus modérée prône une approche prudente sur ces différents enjeux afin d'élargir autant que possible la coalition électorale démocrate. Le pragmatisme des modérés jure avec le radicalisme des autres courants, mais ils partagent tout de même avec les révisionnistes une adhésion *de facto* à la thèse de la majorité démocrate émergente<sup>1247</sup> en souscrivant à l'idée selon laquelle l'avenir du Parti démocrate passe par la constitution d'une coalition électorale qui privilégie les groupes dont le poids démographique est en expansion. Cela laisse donc les *New Dealers*/populistes/*Sandernistas* isolés dans leur volonté de courtiser la classe ouvrière, un électorat qui a jadis assuré les beaux jours de la coalition du *New Deal*, mais dont le poids relatif dans la population américaine est appelé à continuer de fondre comme neige au soleil.

Si on se rapporte de nouveau au cycle illustré dans la **figure 5.1**, il paraît donc clair que le cycle d'évolution du libéralisme a quitté la case « situation d'équilibre ». Avons-nous pour autant atteint le début d'une nouvelle conjoncture critique? La convergence des contextes (variable indépendante A) est révélatrice d'un environnement favorable

---

<sup>1247</sup> John B. Judis et Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, *op. cit.*

à l'émergence d'une nouvelle conjoncture critique. Le contexte politique est marqué par une domination du Parti républicain à Washington et par l'omniprésence médiatique du président Trump, dont les propos controversés et les prises de position sur des enjeux comme l'immigration, le maintien d'Obamacare, la politique étrangère, les droits des personnes LGBT, l'accès aux armes à feu, la protection de l'environnement et la lutte aux changements climatiques et l'accès à l'avortement sont contraires aux valeurs des libéraux. Tout comme George W. Bush avant lui, Trump parvient à unir les démocrates contre lui et à stimuler l'activisme progressiste<sup>1248</sup>. Par ailleurs, malgré la présence de Trump, le Parti démocrate est, comme on l'a vu, divisé en plusieurs factions qui divergent quant aux priorités que le parti devrait mettre de l'avant. Le départ d'Obama et la défaite d'Hillary Clinton ont laissé le parti sans leader naturel, ce qui crée une ouverture exceptionnelle pour les activistes et les politiciens qui cherchent à redéfinir les priorités du doyen des partis politiques américains.

Au regard du contexte social, les effets des transformations démographiques qu'on observe au début de la *Pax Obama* sont de plus en plus évidents. Lors des élections de 2016, les *Millennials* ont rejoint les *Baby-Boomers* en tant que cohorte d'électeurs la plus nombreuse et sont donc appelés à prendre seuls la première place lors des élections présidentielles de 2020. La tendance plus progressiste des *Millennials* se confirme, tout comme celle de la génération *Z* qui les suit, ce qui laisse croire à certains observateurs que l'avenir s'annonce prometteur pour les politiques progressistes aux États-Unis<sup>1249</sup>. Cependant, la diversification croissante de la société américaine a déjà entraîné un certain ressac, alors que l'élection de Trump a été suivie par une accentuation des tensions raciales et par une émergence sur la scène publique de certains groupes d'extrême-droite qui se sont appropriés le discours ultranationaliste du 45<sup>e</sup> président

---

<sup>1248</sup> Christophe Cloutier-Roy, « Le Parti démocrate à l'heure de Trump : après la reconstruction, un avenir incertain, mais prometteur », in Frédérick Gagnon, Frédéric Heurtebize et Maud Quessard (dir.), *Les États-Unis divisés : la démocratie américaine à l'épreuve de la présidence Trump*, Étude de l'Institut de Recherche stratégique de l'École militaire 68 (Septembre 2019), p. 33-34.

<sup>1249</sup> Ruy Teixeira, *The Optimistic Leftist*, op. cit.

des États-Unis. Alors que l'influence des groupes de la droite religieuse semble s'amenuiser à l'intérieur du Parti républicain, il est permis de croire que les guerres culturelles qui ont enflammé les États-Unis au cours des trois dernières décennies sont amenées à changer de champs de bataille pour se situer davantage sur le terrain identitaire<sup>1250</sup>. Ces tensions sociales sont fortement liées au contexte économique. La classe ouvrière blanche, souvent présentée comme la classe des « perdants de la mondialisation », voit son niveau de vie menacé par les transitions économique et énergétique et par l'ouverture des marchés. Dans ce contexte, le ressentiment de cet électorat les pousse à blâmer l'immigration et les élites politiques, économiques et médiatiques qui travailleraient contre leur bien-être. Ce faisant, les électeurs de ce groupe sont davantage susceptibles d'adhérer au discours des populistes, qu'il soit de droite (Trump) ou de gauche (Sanders).

Le contexte international volatile de la seconde moitié de années 2010, combiné à la présence à la Maison-Blanche d'une administration dont l'approche en matière d'affaires étrangères se résume à un hybride contre-nature d'isolationnisme et de néoconservatisme, stimule des réflexions de fond chez les libéraux américains. Le libre-échange est un enjeu de plus en plus contentieux, alors que de nombreux politiciens libéraux, y compris les sénateurs Tammy Baldwin (Wisconsin), Sherrod Brown (Ohio) et Bernie Sanders (Vermont) prennent ouvertement position contre des accords commerciaux qui nuisent selon eux aux travailleurs américains, quitte à appuyer le président Trump sur ces questions. Parmi les autres enjeux qui divisent les libéraux, mentionnons la politique américaine au Moyen-Orient, qu'il s'agisse de la présence américaine en Afghanistan, des relations avec l'Iran ou même de l'alliance avec Israël<sup>1251</sup>, dont les tenants et aboutissants sont de plus en plus remis en question dans les cercles progressistes. La relation avec les grandes puissances rivales est

---

<sup>1250</sup> Peter Beinart, « Braking Faith », *op. cit.*

<sup>1251</sup> Emily Tamkin et Alexis Levinson, « Israel Will Be the Great Foreign Policy Debate of the Democratic Primary », *BuzzFeedNews* (16 janvier 2019), en ligne; s.a., « Democrats and Foreign Policy: There's Something Happening Here », *The Economist* (4 mai 2019), p. 21-22.

également l'objet de débat. Qu'il s'agisse de la Russie ou de la Chine, les libéraux sont de nouveau confrontés au sempiternel dilemme entre conserver de bonnes relations au nom de la paix mondiale ou adopter une posture de défiance face à des régimes autoritaires pour protéger les principes du libéralisme<sup>1252</sup>.

Finalement, en ce qui a trait à l'environnement institutionnel, convenons qu'il n'a guère changé pour le mieux. Toujours confiné à la minorité, les démocrates sont désormais menés par Chuck Schumer, le sénateur de New York qui, comme son prédécesseur Harry Reid, sait endosser l'habit du chef de guerre partisan dans un Sénat de plus en plus dysfonctionnel. De l'autre côté de l'allée, les républicains sont toujours menés par un Mitch McConnell (Kentucky) qui refuse obstinément de faire la moindre concession aux démocrates et qui n'hésite pas à manipuler les règles de l'institution pour faire avancer les objectifs de son parti. Plus que jamais, le Sénat est un environnement frustrant pour les démocrates, dont les succès législatifs sont de plus en plus improbables. Il n'est guère surprenant dès lors qu'un grand nombre de libéraux portent leur regard au-delà du Sénat. Lors des primaires de 2020, pas moins de sept sénateurs libéraux ont posé leur candidature en vue de l'élection présidentielle de 2020<sup>1253</sup>. Ces sénateurs représentent les courants qui composent la coalition libérale, qu'il s'agisse des *New Dealers*/néopopulistes (Bernie Sanders, Elizabeth Warren), des révisionnistes (Cory Booker, Kirsten Gillibrand, Kamela Harris) ou des *New Democrats* (Michael Bennet, Amy Klobuchar).

Voilà pour la première variable (contextes et environnement institutionnel). *Quid* des deux autres? En ce qui a trait aux reculs électoraux, le portrait est plus flou. Certes, les démocrates ont connu en 2014 une difficile élection de mi-mandat qui s'est conclue par la perte de leur majorité au Sénat. En 2016, ils enregistrent un gain net de deux

---

<sup>1252</sup> Peter Beinart, « Elizabeth Warren Illuminates the Left's Foreign-Policy Divide », *The Atlantic* (29 novembre 2018), en ligne.

<sup>1253</sup> Phil Mattingly, « 'All My Friends Are Running for President': How Senate Democrats Are Navigating 2020 », *CNN* (6 février 2019), en ligne.

sièges, mais cette performance est en-deçà des attentes, alors qu'on espérait des victoires qui ne se sont pas concrétisées en Caroline du Nord, en Floride, en Indiana, au Missouri, en Ohio, en Pennsylvanie et au Wisconsin. Deux ans plus tard, on a droit au scénario inverse : les démocrates enregistrent une perte nette de deux sièges, mais outrepassent les attentes : le parti doit alors défendre 26 des 35 sièges en jeu, incluant 10 qui sont situés dans des États remportés par Donald Trump. Difficile de dire si les démocrates sont au cœur d'un cycle de défaite : le parti fait du surplace au Sénat, mais il est communément admis qu'il a perdu l'élection de 2016 (perte de la Maison-Blanche) et qu'il a remporté celle de 2018 (reprise de la majorité à la Chambre des représentants). Le portrait n'est pas plus clair lorsqu'il s'agit de la composition de la coalition libérale. Plusieurs sénateurs libéraux ont fait leur entrée à la Chambre haute depuis 2016, mais Tammy Duckworth (Illinois), Maggie Hassan (New Hampshire), Catherine Cortez Masto (Nevada), Jackie Rosen (Nevada), Tina Smith (Minnesota) et Chris Van Hollen (Maryland) n'ont pas véritablement imprimé leur marque jusqu'à maintenant. Éluë en 2016, la Californienne Kamela Harris est la seule à s'être véritablement distinguée jusqu'ici, elle qui s'est révélée une des principales voix anti-Trump au Sénat et qui fut un temps une des candidates favorites pour obtenir la nomination présidentielle démocrate en 2020 avant d'être choisie comme colistière de Joe Biden lors de l'élection présidentielle de 2020.

En somme, nous manquons de recul pour affirmer hors de tout doute qu'une nouvelle conjoncture critique s'est ouverte pour le libéralisme au Sénat en 2016. Si l'analyse des variables n'est pas encore tout-à-fait concluante, on observe néanmoins une vitalité renouvelée dans les débats qui opposent les libéraux entre eux. Ainsi, le 13 septembre 2017, Bernie Sanders a déposé à la Chambre haute le texte de son projet de loi intitulé *Medicare for All Act of 2017*<sup>1254</sup>, dont l'objectif était la mise en place d'un régime

---

<sup>1254</sup> United States Congress, « S.1804 – To Establish a Medicare-for-all National Health Insurance Program », 115<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (13 septembre 2017).

national universel d'assurance maladie<sup>1255</sup>. Alors qu'une telle idée était essentiellement demeurée confinée à la marge du Parti démocrate depuis une quarantaine d'années, pas moins de 15 sénateurs démocrates se sont joints à Sanders pour coparrainer son projet de loi<sup>1256</sup>. Aucun suspens n'accompagne le dépôt du projet de loi, dont les chances de succès sont nulles dans un environnement politique dominé par les républicains. L'intérêt du Plan Sanders réside plutôt dans le fait qu'il lance un débat capital parmi les démocrates. En surface, il s'agit de décider quelle approche choisir en matière d'accès aux soins de santé. De manière plus fondamentale, le Plan Sanders souligne la nécessité pour les démocrates de choisir entre une approche pragmatique modérée et une approche plus radicale. Depuis son dépôt au Sénat, le *Medicare-for-All* divise les libéraux, en fonction de la tendance à laquelle ils souscrivent. En font foi les positions adoptées par les sénateurs candidats à l'élection présidentielle de 2020 : les *New Dealers*-néopopulistes (Sanders et Warren) appuient le projet, tandis que les modérés (Bennet et Klobuchar), s'y opposent et prônent plutôt l'ajout d'une option publique à Obamacare qui permettrait de conserver une place pour les assureurs privés dans le marché de l'assurance maladie<sup>1257</sup>. Quant aux révisionnistes (Booker, Gillibrand, Harris), ils adoptent une position mitoyenne : bien qu'ils appuient le Plan Sanders (Booker et Harris font partie des coparrains originaux et Gillibrand a ajouté son nom par la suite), ils prônent néanmoins une transition douce et émettent des réserves quant à l'élimination du marché de l'assurance privée.

Le débat entre libéraux sur le projet *Medicare-for-All* est appelé à se répliquer au cours de prochaines années à mesure que des propositions radicales concernant des enjeux

---

<sup>1255</sup> Jeff Stein, « Bernie Sanders and 16 Senate Dems Just Released their New Single-Payer Plan », *Vox* (13 septembre 2017), en ligne.

<sup>1256</sup> Il s'agit de Tammy Baldwin (Wisconsin), Richard Blumenthal (Connecticut), Cory Booker (New Jersey), Al Franken (Minnesota), Kirsten Gillibrand (New York), Kamela Harris (Californie), Martin Heinrich (Nouveau-Mexique), Mazie Hirono (Hawaï), Patrick Leahy (Vermont), Ed Markey (Massachusetts), Jeff Merkley (Oregon), Brian Schatz (Hawaï), Tom Udall (Nouveau-Mexique), Elizabeth Warren (Massachusetts) et Sheldon Whitehouse (Rhode Island).

<sup>1257</sup> En soi, le fait que même les libéraux plus modérés prêchent pour l'ajout d'une option publique démontre que le Parti démocrate a évolué vers la gauche sur cet enjeu.

comme la hausse du salaire minimum, la lutte contre changements climatiques, l'accès aux études supérieures, la réforme de l'immigration ou la reformulation des priorités de la politique étrangère américaine gagneront en visibilité et en appuis populaires. Qu'elle soit entamée ou en voie de l'être, il y a tout lieu de croire que la prochaine conjoncture critique entrainera des remises en question fondamentales concernant les objectifs du libéralisme et elle pourrait se conclure par une reconfiguration drastique des rapports entre les courants qui composent la coalition libérale.







## CONCLUSION

Cette thèse est née du constat d'une unanimité suspecte dans la représentation de la vie politique américaine depuis 1968. Cette période est présentée plus souvent qu'autrement comme une ère politique foncièrement conservatrice, au cours de laquelle un libéralisme en déroute n'a fait que chercher sa place sans véritablement la trouver. Convaincu que la thèse du déclin irrémédiable du libéralisme était trop réductrice et linéaire, nous avons voulu construire un nouveau récit qui, tout en reconnaissant l'importance indéniable qu'a eue le conservatisme aux États-Unis au cours des cinq dernières décennies, mettrait néanmoins en avant les soubresauts du libéralisme au cours de cette période à travers ses réussites et ses échecs. Dans ce récit, nous avons confié le premier rôle aux sénateurs américains, des acteurs politiques dont l'apport dans l'évolution du libéralisme et dans la mise en place de politiques progressistes a jusqu'ici été largement passé sous silence, même au cours de périodes fastes pour la gauche américaine comme l'ont été l'Ère progressiste (1890-1920) ou l'ère du *New Deal* (1933-1968). Il y a bien sûr eu ici et là un certain nombre de monographies consacrées aux « champions » de la gauche au Sénat (Hubert Humphrey, Ted Kennedy, George McGovern, Paul Wellstone), mais en tant que groupe, les sénateurs libéraux n'ont généralement tenu qu'un rôle de soutien dans un récit présidentio-centrique. Il s'agissait donc, en somme, de montrer que le libéralisme continue de jouer un rôle important dans le développement politique américain même après l'élection de 1968 et d'expliquer le rôle qu'ont joué les sénateurs américains, tant dans les débats politiques et la mise en place de politiques progressistes que dans l'évolution de l'idéologie libérale.

Lors de nos recherches préliminaires, nous avons rapidement constaté, d'une part, que le libéralisme demeure bel et bien présent au Sénat tout au long de la période de cinq décennies allant de 1969 à 2018, mais que, d'autre part, le contenu de cette idéologie, qu'il s'agisse des enjeux prioritaires par les libéraux ou des politiques qu'ils proposent,

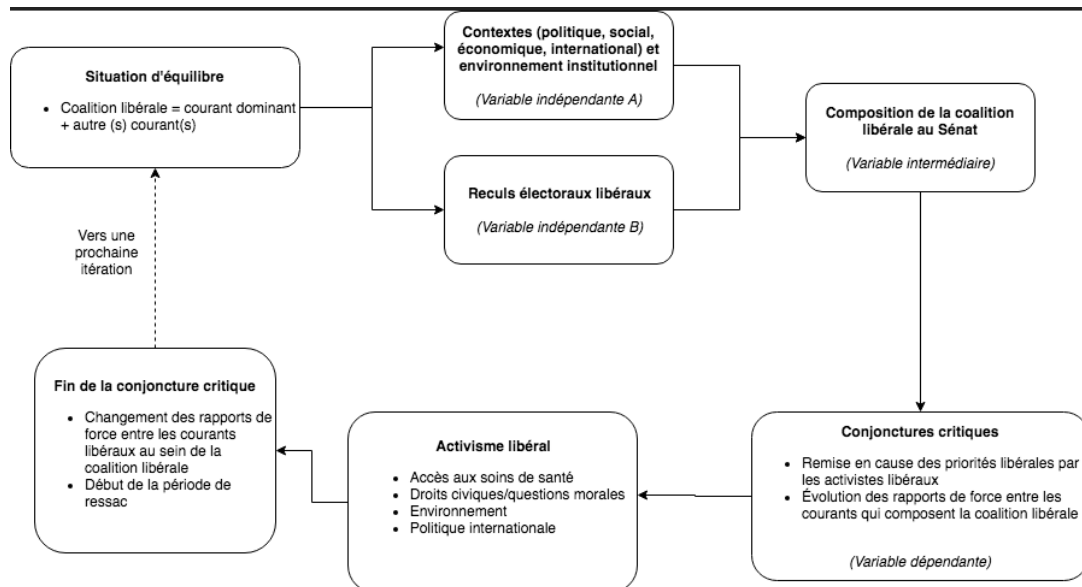
tend à varier dans le temps. Nous avons donc émis d'emblée l'idée que le libéralisme, à l'image du conservatisme, est une idéologie plurielle, formée d'une multitude de courants. Ces courants prônent tous l'égalité et le progrès social à l'intérieur du régime libéral, mais présentent des conceptions différentes des enjeux à prioriser et des moyens à privilégier. Ils cohabitent parfois difficilement au cœur d'une grande coalition informelle formée par l'ensemble des politiciens et des activistes libéraux. À l'intérieur de cette coalition libérale, des rapports de force lient ces courants libéraux entre eux. Un courant dominant est généralement en mesure d'exercer une influence prépondérante afin de dicter en grande partie l'ordre du jour libéral, au Sénat comme ailleurs. À partir de ces observations, nous nous sommes posé les questions suivantes : comment expliquer l'évolution des rapports de force entre les différents courants qui composent la coalition libérale? Quelles sont les conditions nécessaires pour que ces rapports de force se modifient et qu'un nouveau courant parvienne à occuper le haut du pavé de façon à influencer le contenu de l'ordre du jour politique pour les libéraux au Sénat? Nous avons répondu à ces questions en émettant la thèse que des courants libéraux qui sont marginaux à l'intérieur de la coalition libérale parviennent à remettre en question la prépondérance d'un courant dominant et son ordre du jour en tirant profit de conjonctures critiques pour le libéralisme au Sénat qui surviennent ponctuellement entre 1969 et 2018. Ces conjonctures critiques sont des périodes de durées variables qui naissent de l'interaction entre plusieurs variables et qui entraînent des changements substantiels et durables dans l'environnement politique<sup>1258</sup>.

Pour démontrer notre thèse, nous avons élaboré un modèle cyclique qui met en évidence les conditions nécessaires à l'émergence d'une conjoncture critique pour le libéralisme au Sénat et qui expose le caractère cyclique du processus d'évolution du libéralisme (**Figure 5.1**).

---

<sup>1258</sup> Hillel David Soifer, « The Causal Logic of Critical Junctures », *loc. cit.*

**Figure 5.1 : Cycle de l'évolution du libéralisme au Sénat**



Chaque itération du modèle débute par une situation d'équilibre plus ou moins longue au cours de laquelle un courant domine à l'intérieur de la coalition libérale sans que les courants plus marginaux parviennent à contester sa mainmise sur l'ordre du jour libéral. Pour passer de cette situation d'équilibre à l'émergence d'une conjoncture critique, l'interaction de trois variables est nécessaire, soit la convergence des contextes (contextes politique, social, économique, international et environnement institutionnel) (variable indépendante A), une série de reculs électoraux pour les libéraux (variable indépendante B) et des changements conséquents dans la composition de la coalition libérale au Sénat (variable intermédiaire).

La conjoncture critique a deux principaux effets à l'intérieur de la coalition libérale soit, d'une part, la remise en question de certaines priorités libérales et, d'autre part, une modification des rapports de force entre les différents courants qui composent la coalition libérale au Sénat. Nous pouvons empiriquement observer ces effets en analysant le contenu des débats au Congrès. Pour ce faire, nous nous sommes concentré sur quatre catégories d'enjeux qui sont constamment présents au Sénat et qui soulèvent des débats non seulement entre libéraux et conservateurs, mais également, parfois,

entre différents courants libéraux, soit l'accès aux soins de santé, les droits civiques et les questions morales, la protection de l'environnement et la politique internationale. Au terme de la conjoncture critique, une nouvelle configuration des rapports de force est en place à l'intérieur de la coalition libérale. Une période de ressac débute alors, marquée par une perte d'élan pour les forces libérales et un retour en force du conservatisme. Cette nouvelle situation d'équilibre perdure jusqu'à ce qu'à nouveau l'interaction des trois variables entraîne une nouvelle itération du modèle.

Pour tester notre modèle et valider notre hypothèse, nous avons consulté un imposant corpus de sources primaires et secondaires qui nous ont permis de prendre connaissance des principaux débats qui occupaient les sénateurs lors des différentes conjonctures critiques que nous avons étudiées et de bien contextualiser ces périodes en en faisant une description riche et détaillée, conformément aux préceptes de la démarche en *American Political Development*<sup>1259</sup>. L'APD a guidé notre analyse, en ce que nous avons voulu montrer comment la nature de l'activisme libéral au Sénat et son évolution sont en grande partie dépendantes du « sentier » parcouru précédemment et comment elles sont influencées par des événements contingents dont les répercussions sont initialement difficiles à saisir. Nous avons également mobilisé l'idée de rupture qui est centrale dans les travaux en APD pour montrer comment chaque conjoncture critique marque un tournant dans le parcours historique du libéralisme aux États-Unis.

En plus de confirmer nos intuitions, notre recherche documentaire et notre analyse nous ont permis de parvenir à un certain nombre de conclusions particulières qui jettent un éclairage nouveau sur plusieurs aspects de la politique américaine des cinq dernières décennies, dont la résilience et l'importance du libéralisme au Sénat au cours d'une ère politique plutôt conservatrice, la nature plurielle du libéralisme, l'utilité du concept de conjoncture critique pour identifier les périodes de rupture et la pertinence de recourir

---

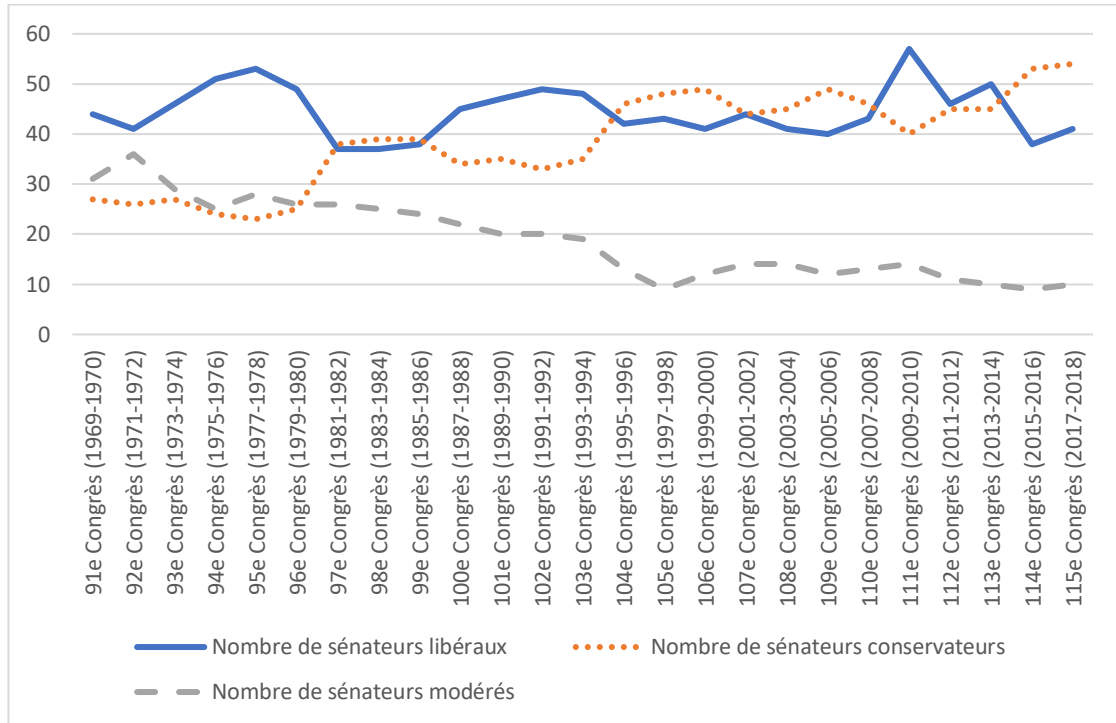
<sup>1259</sup> Suzanne Mettler et Richard M. Valelly, « Introduction », *op. cit.*, p. 14.

à une grille de lecture en *American Political Development* afin de mieux comprendre les différentes évolutions du libéralisme.

*Un libéralisme toujours présent à la Chambre haute malgré un climat politique plus conservateur*

D'un simple point de vue empirique, notre thèse a permis de réaliser quelque chose qui n'avait jamais été fait, soit un portrait des forces libérales au Sénat des États-Unis au cours des 50 dernières années. Nous avons identifié pas moins de 159 sénateurs ayant siégé au Sénat entre 1969 et 2018 qui ont un DW-NOMINATE qui les situe dans la catégorie des libéraux. Comme le montre le **Figure 5.2**, le groupe des libéraux demeure important tout au long de la période étudiée. À leur plus faible, lors des 97<sup>e</sup> et 98<sup>e</sup> Congrès (1981-1984), on compte 37 sénateurs libéraux, ce qui représente tout de même plus du tiers de l'ensemble des sénateurs. C'est à peine moins que le nombre de sénateurs conservateurs au cours de la même période. Entre le 91<sup>e</sup> et le 115<sup>e</sup> Congrès, le nombre de sénateurs libéraux oscille généralement entre 40 et 50. Pendant la même période, les conservateurs deviennent une force politique conséquente à la Chambre haute. Alors qu'ils sont moins de 30 au cours des années 1970, leur nombre est supérieur à 50 depuis le 114<sup>e</sup> Congrès (2015-2016). La montée en puissance des conservateurs ne se fait pas tant au détriment des libéraux que des modérés, dont le nombre fond au cours de ces cinq décennies. Alors qu'ils sont plus de 30 et constituent le deuxième groupe idéologique en importance au Sénat au cours des années 1970, les modérés cèdent définitivement la deuxième place aux conservateurs par la suite. Après un lent déclin tout au long des années 1980, leur nombre diminue drastiquement à partir du milieu des années 1990, au moment où les républicains reprennent le contrôle du Sénat, ce qui donne un coup d'accélérateur au mouvement vers une plus grande polarisation à la Chambre haute.

**Figure 5.2 : Nombre de sénateurs libéraux, conservateurs et modérés par Congrès, 91<sup>e</sup>-115<sup>e</sup> Congrès<sup>1260</sup>**



Malgré le fait que les cinq dernières décennies ont été décrites comme une ère politique conservatrice, les libéraux demeurent donc bien présents au Sénat. Notons que, sur les 25 Congrès qui siègent au cours de cette période, 14 ½ ont eu une majorité démocrate à la Chambre haute, ce qui a permis aux libéraux d’avoir les coudées franches pour influencer le déroulement des travaux des commissions et des sous-commissions et l’ordre du jour en assemblée plénière. Dans ces circonstances, les sénateurs libéraux ne pouvaient que laisser leur marque sur la politique américaine entre 1969 et 2018. C’est entre autres ce que nous avons voulu mettre de l’avant dans notre thèse. Le **tableau 5.1** nous rappelle quelques-uns des principaux exemples d’activisme libéral au Sénat que nous avons mis de l’avant dans les chapitres 2 à 4. Cette liste est nécessairement partielle et ne montre sans doute qu’une infime partie de l’activisme libéral depuis

<sup>1260</sup> Source : <https://voteview.com/congress/senate/text>.

1969. Elle suffit néanmoins à montrer que, malgré un climat plus conservateur, les libéraux parviennent à influencer le cours des débats au Sénat et parfois même à faire adopter des politiques progressistes.

**Tableau 5.1 : Exemples d'activisme libéral au Sénat lors des conjonctures critiques**

Accès aux soins de santé	Droits civiques/questions morales	Protection de l'environnement	Politique internationale
<b>L'heure des révisionnistes, 1969-1978</b>			
<p>Ted Kennedy (MA) : tentative de mettre en place un régime national d'assurance maladie</p> <p>Harold Hughes (IA) : lutte contre l'alcoolisme et ses méfaits</p>	<p>James Abourezk (SD) : droits des autochtones</p> <p>Birch Bayh (IN) : égalité hommes-femmes</p>	<p>Edmund Muskie (ME) : adoption du <i>Clean Air Act</i> et des <i>Federal Water Pollution Control Amendments</i></p>	<p>Opposition à la Guerre du Vietnam</p> <p>Frank Church (ID) : exposition des abus perpétrés par les services de renseignement américains</p> <p>J. William Fulbright (AR) : remise en question de certains programmes d'aide militaire</p> <p>Promotion des droits humains</p> <p>Dick Clark (IA) : remise en question de la politique américaine en Afrique australe</p>
<b>L'insurrection des <i>New Democrats</i>, 1985-1994</b>			
<p>Ted Kennedy (MA) : lutte contre l'épidémie de SIDA</p> <p>Tentative d'implanter la réforme de santé du président Bill Clinton</p> <p>Paul Wellstone (MN) : promotion d'un régime national d'assurance maladie</p>	<p>Tom Harkin (IA) : droits des personnes handicapées</p> <p>Carl Levin (MI) : restriction dans l'utilisation de la peine de mort</p> <p>Contrôle des armes à feu</p> <p>Défense de l'accès à l'avortement</p>	<p>George Mitchell (ME) et Max Baucus (MT) : adoption du <i>Clean Air Act</i> de 1990</p> <p>Lutte contre les nouvelles menaces environnementales globales (trou dans la couche d'ozone, pluies acides, changements climatiques)</p>	<p>Opposition à la politique étrangère de Reagan</p> <p>John Kerry (MA) : exposition des dérives de la politique américaine au Nicaragua</p> <p>Sanctions contre l'Afrique du Sud</p>
<b>La <i>Pax Obama</i>, 2007-2014</b>			
<p>Réforme <i>Obamacare</i></p>	<p>Tom Harkin (IA) : autorisation de la recherche sur les cellules souches</p> <p>Fin des mesures discriminatoires envers les personnes LGBT</p> <p>Tentatives de réforme de l'immigration</p> <p>Cory Booker (NJ) : réforme de la justice pénale pour mettre fin aux disparités raciales</p>	<p>Barbara Boxer (CA) : lutte contre les changements climatiques</p>	<p>Opposition à la guerre en Irak</p> <p>Bob Menendez (NJ) : opposition à l'ouverture à l'Iran par l'administration Obama</p>



*Un libéralisme éclaté au Sénat*

Une des premières choses que nous avons entreprises dans notre thèse a été de définir l'idéologie libérale à travers cinq caractéristiques : l'opposition au conservatisme, l'adhésion au régime libéral, la valorisation d'un certain degré d'étatisme, la quête d'une plus grande égalité et la croyance dans les bienfaits du progrès. Nous avons également montré que derrière cette définition englobante, la coalition libérale est composée d'un grand nombre de courants ayant des caractéristiques, des priorités et des clientèles électorales distinctes. En somme, nous avons fait pour le libéralisme ce que plusieurs auteurs ont déjà fait pour le conservatisme en montrant le caractère pluriel<sup>1261</sup>. En observant l'activisme libéral au Sénat entre 1969 et 2018, nous avons construit une typologie des libéralismes qui regroupe cinq courants, dont l'un (la synthèse obamienne) est une alliance temporaire entre les courants classique, révisionniste et néolibéral. Sans prétendre que notre typologie est définitive, nous sommes néanmoins en mesure d'affirmer qu'elle nous a permis d'accéder à une connaissance plus fine des dynamiques internes de la coalition libérale. Nous avons ainsi été en mesure de mieux comprendre pourquoi les libéraux, malgré des objectifs communs, ont souvent peiné à trouver un consensus sur des questions aussi névralgiques que la réforme de la santé, les politiques à adopter pour garantir le plein exercice des droits civiques pour l'ensemble des Américains ou l'ampleur des mesures requises pour lutter efficacement contre les changements climatiques sans nuire au développement économique.

Par ailleurs, lorsque nous abordons le libéralisme à travers la notion de courants libéraux, nous devons nous garder de faire un certain nombre d'erreurs. D'abord, bien que les objectifs poursuivis par les tenants de l'un ou l'autre de ces courants peuvent

---

<sup>1261</sup> Frédérick Gagnon et Christophe Cloutier-Roy, « L'inextricable polarisation de la société américaine », *op. cit.*, p.50-52; Christian Rioux, « Le conservatisme américaine, au-delà des droits individuels », in Charles-Philippe David et Julien Turreille (dir.), *Le conservatisme américain : un mouvement qui a transformé les États-Unis*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007.

être contradictoires, on ne doit pas entrevoir la relation entre ces différents courants uniquement sous l'angle conflictuel. Au contraire, sur les questions liées à l'accès aux soins de santé, aux droits civiques et questions morales, à la protection de l'environnement et à la politique internationale, les libéraux partagent dans la plupart des cas des objectifs communs. Les différences s'observent principalement sur le plan du degré de changements souhaité, de la priorité à accorder à une politique ou à un enjeu et des moyens à prendre pour atteindre un objectif politique. Sur plusieurs questions d'ailleurs, des alliances naturelles se constituent. Ainsi, les libéraux classiques et les populistes partagent aujourd'hui une préoccupation pour la défense des droits des travailleurs américains tandis que les néolibéraux et les révisionnistes tendent à prioriser les enjeux plus symboliques en ce qui a trait à la représentativité et aux droits civiques des Américains issus de catégories traditionnellement marginalisées.

Ensuite, il faut se garder d'essentialiser ces courants qui, bien qu'ils conservent leurs caractéristiques fondamentales, tendent à évoluer avec le temps. À titre d'exemple, le courant révisionniste de l'après Seconde Guerre mondiale s'est construit en grande partie autour du débat sur les droits civiques des Afro-Américains, un enjeu qui a reculé en importance au cours des années 1970 avant de revenir sur le devant de la scène au cours des années 2010. De même, lors des années 1970, la politique étrangère occupait une place majeure dans l'activisme des révisionnistes qui voulaient redéfinir les contours de la politique étrangère américaine en mettant l'accent sur les droits humains. Aujourd'hui, cette préoccupation est largement disparue des priorités des révisionnistes, dont le regard est presque essentiellement tourné vers la politique intérieure. De la même façon, les libéraux classiques ont milité jusqu'au milieu des années 1970 pour un régime national d'assurance maladie, un objectif qu'ils ont par la suite mis de côté et que certains d'entre eux redécouvrent aujourd'hui.

Finalement, l'élément le plus important sur lequel nous n'avons peut-être pas suffisamment insisté jusqu'à maintenant est la nature des liens qui unissent les

sénateurs progressistes aux différents courants libéraux. À plusieurs reprises, nous avons suggéré qu'un sénateur libéral était lié à un courant particulier. Or, dans bien des cas, la nature de ce lien est plutôt ténue. Certes, quelques sénateurs sont fortement associés à un courant particulier : Al Gore (Tennessee) et Joe Lieberman (Connecticut), sont à n'en point douter des *New Democrats*, tandis que Bernie Sanders (Vermont) et Paul Wellstone (Minnesota) appartiennent à la mouvance des populistes. La plupart des sénateurs libéraux sont cependant difficilement assimilables à un courant unique. Malgré leurs préférences politiques personnelles, ils n'échappent pas à leur condition d'élus et doivent adopter des positions qui tiennent compte des préférences (fluctuantes) de leurs électeurs et des pressions du leadership partisan<sup>1262</sup>. C'est pourquoi on a vu plusieurs sénateurs passer d'un courant à l'autre, particulièrement ceux qui ont eu une longue carrière au Sénat. À titre d'exemple, Joe Biden, qui a représenté le Delaware à la Chambre haute de 1973 à 2009, a fait son entrée au Sénat comme *New Dealer* critique devant certaines positions des révisionnistes (concernant notamment le *Busing* et l'accès à l'avortement) avant de se rapprocher des *New Democrats* au cours des années 1980. En tant que colistier, puis vice-président de Barack Obama, il sera une des principales figures de la *Pax Obama*, une alliance qu'il cherche aujourd'hui à recréer alors qu'il se lance pour la troisième fois dans l'arène présidentielle en vue des élections de 2020. D'autres sénateurs, particulièrement ceux qui sont élus dans des sièges sûrs, n'ont pas de difficulté à défendre un libéralisme plus « holistique », qui emprunte volontiers aux priorités mises de l'avant par les différents courants. On pense ici entre autres à Ted Kennedy (Massachusetts), fortement associé au libéralisme classique (proximité avec les syndicats, promotion d'un État fédéral interventionniste), mais qui se joint à de nombreux combats des libéraux révisionnistes en matière de droits civiques et de politique internationale.

---

<sup>1262</sup> Voir à ce propos : Richard Fenno, *Congressmen in Committees*, *op. cit.*; David R. Mayhew, *Congress. The Electoral Connection*, *op. cit.*

*Les conjonctures critiques, périodes de rupture dans le parcours du libéralisme au Sénat*

L'apport majeur de notre thèse est d'avoir développé le concept de conjoncture critique à partir d'une notion dont nous avons initialement pris connaissance au hasard de nos lectures<sup>1263</sup>. Ce concept nous a permis de comprendre pourquoi certaines périodes étaient davantage propices à une redéfinition des priorités du libéralisme et à une modification des rapports de force entre les différents courants qui composent la coalition libérale. À partir d'une approche en *American Political Development* fondée notamment sur un rejet des explications monocausales et sur une description détaillée de l'environnement dans lequel évoluent les acteurs politiques, nous sommes parvenus à identifier les trois variables ayant présidé à l'émergence des conjonctures critiques évoquées dans notre thèse (**Tableau 5.2**).

---

<sup>1263</sup> Hillel David Soifer, « The Causal Logic of Critical Junctures », *loc. cit.*

**Tableau 5.2 : Manifestations des variables ayant entraîné l'émergence des conjonctures critiques pour le libéralisme au Sénat**

Convergence des contextes	Reculs électoraux libéraux	Composition de la coalition libérale au Sénat
<b>L'heure des révisionnistes, 1969-1978</b>		
<p>Contexte politique 1 : les démocrates majoritaires au Congrès, en position de force pour critiquer les administrations républicaines</p> <p>Contexte politique 2 : Au lendemain des primaires de 1968, dissensions importantes à l'intérieur du Parti démocrate entre les militants et l'establishment</p>	<p>Pertes dans les deux chambres du Congrès lors des élections de mi-mandat de 1966</p> <p>Défaite lors de l'élection présidentielle de 1968</p>	<p>Arrivée de plusieurs jeunes sénateurs inexpérimentés ayant peu de liens avec l'establishment du parti et prêt à remettre en question les orientations classiques du libéralisme</p>
<p>Contexte social 1 : Perte de confiance des Américains envers le gouvernement fédéral</p> <p>Contexte social 2 : Montée du conservatisme</p>		
<p>Contexte économique : ralentissement de la croissance</p>		
<p>Contexte international : la Détente et les ratés de la Guerre du Vietnam entraînent une remise en question de la politique internationale</p>		
<p>Environnement institutionnel : plus grande permissivité et individualisme incitent les sénateurs à être davantage activistes</p>		
<b>La prise de contrôle des <i>New Democrats</i>, 1985-1994</b>		
<p>Contexte politique : les démocrates doivent serrer les rangs pour freiner les politiques conservatrices des républicains</p>	<p>Pertes de plusieurs sièges au Sénat lors des élections de 1978</p> <p>Victoire de Ronald Reagan en 1980 et perte de la majorité démocrate au Sénat; « hécatombe » parmi les forces libérales</p> <p>Victoire facile de Reagan pour sa réélection en 1984</p> <p>Victoire du républicain George H. Bush en 1988; cinquième défaite en six élections pour les démocrates</p>	<p>Défaite d'un grand nombre de sénateurs libéraux lors des élections de 1978 et 1980 ouvrent la porte à des jeunes sénateurs qui veulent moderniser le libéralisme (<i>Atari Democrats</i>)</p> <p>Élections en 1984 et 1986 de plusieurs nouveaux sénateurs gagnés à l'idée de mettre en avant un libéralisme plus modéré</p>
<p>Contexte social : opinion publique de plus en plus conservatrice sur la plupart des enjeux</p>		
<p>Contexte économique : Reaganomie, désengagement de l'État, mise en concurrence des travailleurs</p> <p>Concrétisation de la transition vers une économie postindustrielle</p>		
<p>Contexte international : retour des tensions de la Guerre froide</p>		

<p>Environnement institutionnel : transition du Sénat individualiste des années 1960-1970 vers un Sénat partisan Polarisation partisane au Sénat</p>		
<b>La Pax Obama, 2007-2014</b>		
<p>Contexte politique : tensions à l'intérieur du Parti démocrate entre l'establishment des <i>New Democrats</i> et des activistes qui souhaiteraient que le parti se campe davantage à gauche</p>	<p>Domination républicaine sur le Congrès de 1995 à 2006 Défaite lors des élections présidentielles de 2000 et 2004</p>	<p>Arrivée de plusieurs nouveaux sénateurs libéraux, particulièrement entre 2006 et 2012 Cohortes qui se caractérisent par leur diversité idéologique et par la grande expérience politique des sénateurs qui les composent</p>
<p>Contexte social 1 : changements démographiques <i>a priori</i> favorables aux démocrates Contexte social 2 : résilience et radicalisation mouvement conservateur, surtout après l'élection de Barack Obama en 2008</p>		
<p>Contexte économique : la Grande Récession amène un certain retour du keynésianisme (mâtiné de néolibéralisme) Accentuation des inégalités</p>		
<p>Contexte international : environnement post 11 septembre marqué par l'obsession sécuritaire anti-terroriste. Le président est l'acteur central de la politique étrangère La politique étrangère est de plus en plus polarisée</p>		
<p>Environnement institutionnel : accentuation des tendances observées précédemment. Verrouillage législatif du Sénat, conséquence d'une polarisation exacerbée</p>		

<i>Le défi populiste, 2016-(prospective)</i>		
Contexte politique 1 : domination républicaine à Washington. Les démocrates unis contre le président Donald Trump Contexte politique 2 : le Parti démocrate n'a plus de leader naturel	Perte de la majorité à la Chambre des représentants en 2010 Perte de la majorité au Sénat en 2014. Plus importantes majorités républicaines au Congrès depuis la fin des années 1920 Perte de la Maison-Blanche en 2016. Premier gouvernement républicain unifié depuis 2006	n.a.
Contextes social et économique : diversification croissante de la société américaine entraîne retour des politiques identitaires Croissance des inégalités alimentent tensions sociales Montée du populisme de gauche et de droite		
Contexte international : remise en question de la mondialisation dans les deux partis Remise en question de plusieurs dogmes ayant marqué la conduite de la politique étrangère américaine au cours des dernières décennies		
Environnement institutionnel : le Sénat est plus verrouillé que jamais pour les libéraux		

Les conjonctures critiques sont donc des périodes plus ou moins longues au cours desquelles l'interaction de trois variables vient chambouler une situation d'équilibre à l'intérieur de la coalition libérale, ce qui entraîne une remise en question des priorités et des stratégies des libéraux et conduit, à terme, à une recomposition des rapports de force liant les différents courants libéraux. De manière plus importante encore si on se place dans une perspective APD, les conjonctures critiques s'accompagnent de ruptures majeures dans le parcours historique du libéralisme au Sénat (**Tableau 5.3**).

**Tableau 5.3 : Conjonctures critiques, changements dans les rapports de force et éléments de rupture**

Conjoncture critique	Changements dans les rapports de force entre les courants libéraux au Sénat	Éléments de rupture dans le parcours historique du libéralisme au Sénat
L'heure des révisionnistes, 1969-1978	Le révisionnisme devient le courant dominant à l'intérieur de la coalition libérale Le libéralisme classique tombe en défaveur Apparition du néolibéralisme	Fin de l'hégémonie du libéralisme classique à l'intérieur de la coalition libérale Fin du consensus de la Guerre froide dans la formulation de la politique étrangère
La prise de contrôle des <i>New Democrats</i> , 1985-1994	Le néolibéralisme devient le courant dominant à l'intérieur de la coalition libérale	Remise en question de l'étatisme comme dimension essentielle du libéralisme Distanciation par rapport à l'étiquette libérale
La <i>Pax Obama</i> , 2007-2014	Synthèse des courants classique, révisionniste et néolibéral	Fin (temporaire) des déchirements entre les différents courants de la coalition libérale
<i>Le défi populiste</i> , 2016-(prospective)	La rupture de la <i>Pax Obama</i> et l'arrivée sur le devant de la scène du courant populiste augure une nouvelle lutte pour dominer la coalition libérale, dont l'issue est incertaine	Retour d'une approche populiste qui a essentiellement été abandonnée par les libéraux depuis la fin de l'Ère progressiste Retour d'idées ayant été laissées de côté (régime national d'assurance maladie) Opposition croissante à l'intérieur de la coalition libérale entre modérés et radicaux

*Évolution du libéralisme au Sénat et American Political Development : dépendance au sentier et événements contingents*

Finalement, l'utilisation d'une perspective en *American Political Development* nous a permis d'inclure dans notre recherche un certain nombre de préoccupations caractéristiques de ce sous-champ. Nous nous sommes particulièrement intéressé à la dépendance au sentier, un processus défini par le politologue Paul Pierson comme un ensemble de « *social processes that exhibit positive feedback and thus generate*



*branching pattern of historical development*<sup>1264</sup> ». À plusieurs reprises, nous avons mis en avant des exemples qui montrent que des choix qui ont été faits par le passé (ou, pour filer l'analogie, des chemins empruntés) ont contribué à modeler l'évolution du libéralisme et à en fixer les possibilités (Tableau 5.4).

**Tableau 5.4 : Exemples de dépendance au sentier et conséquences sur le développement du libéralisme**

<b>Chemins empruntés précédemment</b>	<b>Conséquences pour l'activisme libéral</b>
<b>L'heure des révisionnistes, 1969-1978</b>	
Mobilisation des ressources de l'État lors de l'ère progressiste et lors du <i>New Deal</i> pour atteindre des objectifs libéraux	Les libéraux adoptent des réflexes étatistes et sont mal préparés pour faire face à la crise de confiance des Américains envers l'État à partir du tournant des années 1970
L'administration Johnson place la lutte pour les droits civiques au cœur de sa <i>Great Society</i>	Mécontentement d'une partie de la base électorale des démocrates (les Blancs du Sud et de la classe ouvrière notamment); entraîne une plus grande mobilisation des révisionnistes à l'intérieur du parti démocrate. Déchirement en 1968 et réalignement partisan. Le révisionnisme acquiert son droit de cité à l'intérieur de la coalition libérale
Adoption des programmes Medicare et Medicaid pour offrir des soins de santé aux aînés et aux plus démunis respectivement	En ne couvrant qu'une partie des Américains, ces deux programmes confirment implicitement le rôle du secteur privé pour assurer la grande majorité des Américains, ce qui constituera un obstacle majeur pour l'adoption d'un régime national d'assurance maladie
<b>La prise de contrôle par les <i>New Democrats</i>, 1985-1994</b>	
Élection d'un grand nombre de sénateurs libéraux entre 1957 et 1964	Plusieurs de ces sénateurs entreprennent de longues carrières. Certains sont toujours en poste au milieu des années 1980 et occupent des positions au sein du leadership du parti ou sont présidents de commissions ou de sous-commissions influentes. Leur présence tempère les élans réformistes des néolibéraux
Abandon partiel du keynésianisme et adoption de la <i>doxa</i> de l'équilibre budgétaire	Après la crise stagflationniste causée par l'explosion des dépenses du gouvernement fédéral, la plupart des libéraux adoptent le discours ambiant en faveur d'une réduction des dépenses et d'une recherche de l'équilibre budgétaire. Ce faisant, les libéraux donnent raison aux conservateurs et à leur mantra anti-État, en plus de se limiter eux-mêmes grandement dans leur capacité à mettre en place des programmes sociaux ambitieux.
<b>La <i>Pax Obama</i>, 2007-2014</b>	
Plusieurs cycles de baisse d'impôts depuis la présidence de Ronald Reagan	Depuis l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, les deux partis politiques ont tour à tour consenti d'importantes baisses d'impôts aux Américains. Tendance difficile à inverser qui diminue considérablement les recettes de l'État fédéral et par le fait même la capacité de mettre en place des programmes sociaux ambitieux
Prise de distance des néolibéraux par rapport au libéralisme	Pour remporter des succès électoraux dans un contexte marqué par la popularité du conservatisme, les néolibéraux ont tout fait pour se distancer du libéralisme, notamment en reprenant certaines critiques adressées à cette idéologie. Lors de la <i>Pax Obama</i> , plusieurs libéraux ont encore peur de l'opprobre que porte le « <i>L-Word</i> » et hésite à se montrer trop ouvertement proche des idées libérales

<sup>1264</sup> Paul Pierson, *Politics in Time*, op. cit., p. 21.

Polarisation	À partir des élections de 1968, on assiste au début d'une polarisation partisane dont l'ampleur ira en augmentant au cours des décennies suivantes. Le phénomène gagne le Sénat à partir des années 1980. Les nombreux changements dans le contrôle de la majorité et l'arrivée de leaders de plus en plus partisans entraînent des transformations dans les façons de faire qui conduisent à une multiplication des blocages
--------------	---

De même que nous avons pu voir comment le chemin parcouru peut circonscrire l'évolution du libéralisme, nous avons voulu montrer, à l'inverse, que des événements qui surviennent de manière imprévisible peuvent avoir des effets inattendus sur le libéralisme au Sénat. Là encore, nous avons présenté dans les chapitres 2, 3 et 4 plusieurs exemples d'événements contingents qui ont altéré le parcours du libéralisme au Sénat (**Tableau 5.5**).

**Tableau 5.5 : Principaux événements contingents ayant eu des conséquences sur le développement du libéralisme au Sénat**

Événements	Conséquences
<b>L'heure des révisionnistes, 1969-1978</b>	
Offensive du Têt (janvier 1968)	Donne du souffle au mouvement d'opposition à la guerre du Vietnam et pousse le président Johnson vers la sortie. Le retrait de LBJ entraîne des primaires acrimonieuses à l'intérieur du Parti démocrate qui précipiteront la fin de la coalition du <i>New Deal</i>
Le premier choc pétrolier (1973)	Cet événement a pour conséquence de faire prendre conscience aux Américains de la fragilité de leurs approvisionnements en énergie. À partir de ce moment, la quête de l'indépendance énergétique sera un obstacle majeur dans le cheminement souhaité par les environnementalistes vers une transition énergétique qui tournerait le dos aux énergies polluantes
Le scandale du Watergate et la démission de Richard Nixon (1974)	Non seulement ce scandale contribue-t-il à alimenter la méfiance des Américains envers l'État (dont les libéraux font largement les frais), mais il met également abruptement fin au <i>momentum</i> pour l'adoption d'un régime national d'assurance maladie

<b>La prise de contrôle par les <i>New Democrats</i>, 1985-1994</b>	
Affaire Anita Hill (1991)	Le traitement réservé à Anita Hill en marge des audiences pour la nomination du juge Clarence Thomas à la Cour suprême ont pour effet de convaincre un grand nombre d'Américaines de se lancer en politique, où quatre femmes sont élues lors de l'« Année des femmes » (1992), triplant la représentation féminine à la Chambre haute. Loin d'être un épiphénomène, cette élection est le point de départ d'une série de scrutins qui voit les femmes occuper une place de plus en plus importante au Sénat. La majorité des sénatrices sont élues sous la bannière du Parti démocrate et sont tendanciellement plus progressistes que leurs collègues masculins
<b>La Pax Obama, 2007-2014</b>	
Les attentats du 11 septembre 2001	Bien que ces attaques terroristes se produisent plusieurs années avant l'émergence la <i>Pax Obama</i> , elles ont des conséquences indéniables sur le libéralisme qui est promu au cours de cette période, particulièrement en matière de relations internationales alors que les libéraux, peu préparés à faire face au « retour de l'histoire », sont incapables de présenter une vision alternative et cohérente à la guerre contre la terreur et s'investissent de moins en moins dans les questions de politique étrangère
La Grande Récession de 2007-2009	La plus grande crise économique depuis la Grande Dépression des années 1930 amène un certain retour du keynésianisme à travers l'adoption du plan de relance de l'administration Obama en 2009  Par ailleurs, la crise entraîne une plus grande prise de conscience des inégalités économiques, qui mène au mouvement <i>Occupy</i> de 2011, lequel inspire en grande partie la campagne présidentielle de Bernie Sanders en 2015-2016. Le succès rencontré par ce dernier permet au populisme de gauche de prendre une place plus grande à l'intérieur de la coalition libérale
Barack Obama sur le devant de la scène (2004-2016)	S'il est exagéré de parler d'un « homme providentiel », il n'en demeure pas moins que c'est parce que les libéraux de toutes les tendances projettent en lui leurs aspirations que Barack Obama parvient à fédérer la coalition libérale autour de lui. C'est également à cause de son importance indéniable que cette trêve ne survit guère au passage à son passage à la Maison-Blanche

\*\*\*

Le 3 janvier 2019, le 116<sup>e</sup> Congrès a entrepris ses travaux avec, pour une première fois en huit ans, une majorité démocrate à la Chambre des représentants. Au Sénat, une carte favorable au Parti républicain a permis au *Grand Old Party* d'accroître légèrement sa majorité en dépit de l'importante mobilisation anti-Trump qui a gagné les urnes deux mois plus tôt. Dans ce contexte, nul ne se faisait d'illusions sur la capacité des démocrates de faire adopter des mesures progressistes concernant la protection de l'environnement, le contrôle des armes à feu ou l'accès aux soins de santé.

Lors des premiers débats et *town halls* qui se sont tenus lors de l'été de 2019, de nombreux candidats en vue des primaires démocrates ont évoqué la nécessité de reprendre le contrôle du Sénat en 2020 pour s'assurer qu'un programme politique résolument progressiste puisse véritablement voir le jour avec un démocrate à la Maison-Blanche. Plusieurs (incluant la sénatrice du Massachusetts Elizabeth Warren) ont même demandé la fin du *filibuster* pour qu'une majorité simple puisse venir à bout de l'obstruction chronique qui afflige la Chambre haute et qui en a fait un véritable cimetière législatif. Le leader républicain Mitch McConnell s'est d'ailleurs vanté d'être la « grande faucheuse » des projets de loi « socialistes » qui lui sont soumis par la Chambre des représentants<sup>1265</sup>. Pour filer l'analogie mortuaire, on peut raisonnablement croire que Washington, Jefferson et leurs compères se retourneraient dans leur tombe en constatant les dérives partisans du Sénat actuel.

Au vu de ces circonstances, la défaveur dans laquelle est tombé le Sénat aux yeux des progressistes américains à l'égard du Sénat est compréhensible. Ils doivent toutefois se garder d'être trop fatalistes. Après tout, ce n'est pas la première fois dans l'histoire des États-Unis que la Chambre haute apparaît comme une barrière infranchissable pour la mise en place de réformes progressistes. Combien de projets de loi sur les droits civiques s'y sont échoués au cours des années 1940 et 1950, quand un groupe de démocrates sudistes serraient les rangs pour maintenir le *statu quo*? Pourtant, entre le Sénat de Strom Thurmond et celui de Mitch McConnell, on a vu une période au cours de laquelle des sénateurs libéraux ont su prendre leur place, influencer le cours des débats et parfois même piloter l'adoption de mesures libérales majeures. L'avenir semble aujourd'hui bloqué pour les libéraux au Sénat, mais c'est sans doute ce qu'on se disait également en 1958, à la veille d'une élection qui allait permettre aux libéraux de devenir la principale force politique au Sénat. La polarisation paraît insurmontable, mais rien n'empêche de croire qu'un jour la Chambre haute pourrait être à nouveau

---

<sup>1265</sup> Ian Schwartz, « Sen. McConnell : I am the “Grim Reaper” of the Democratic Socialist Agenda », *RealClearPolitics* (14 juin 2019), en ligne.

digne de son surnom de *World's greatest deliberative body*. Les républicains semblent avoir un avantage structurel sur le contrôle du Sénat, mais ces avantages ne sont pas éternels; après tout, le Parti démocrate n'était-il pas le parti dominant dans le Sud des États-Unis il y a quelques décennies à peine? En somme, les libéraux auraient tort de tourner le dos au Sénat, une institution qui leur a rendu de grands services par le passé et qui pourrait bien être au cœur d'une prochaine ère politique libérale.

## BIBLIOGRAPHIE

### *Sources primaires*

Abourezk, James G. *Advise and Dissent. Memoirs of South Dakota and the U.S. Senate.* Chicago : Lawrence Hill Books, 1989.

Booker, Cory. *United. Thoughts on Finding Common Ground and Advancing the Common Good.* New York : Ballantine Books, 2016.

Boxer, Barbara. *The Art of Tough. Fearlessly Facing Politics and Life.* New York : Hachette Books, 2016.

\_\_\_\_\_, et Nicole Boxer. *Strangers in the Senate. Politics and the New Revolution of Women in America.* Washington : National Press Books, 1994.

Byrd, Robert. « Why I Weep for my Country ». *The Guardian* (23 mars 2003). <<https://www.theguardian.com/world/2003/mar/23/usa.iraq2>>. Page consultée le 27 mai 2019.

Clark, Richard Clarence. *Iowa and the World. Memoirs of Senator Dick Clark.* State College : Enlapage, 2017.

Cohen, William S., et George J. Mitchell. *Men of Zeal. A Candid Inside Story of the Iran-Contra Hearings.* New York : Viking, 1988.

*Congressional Record*, 1969-2018.

Hansen, James E. « The Greenhouse Effect: Impacts on Current Global Temperature and Regional Heat Waves ». *United States Senate Committee on Energy and Natural Resources* (23 juin 1988).

Harkin, Tom, et Carlton E. Thomas. *Five Minutes to Midnight. Why the Nuclear Threat Is Growing Faster than Ever.* New York : Carol Publishers Group, 1990.

Hughes, Harold, et Dick Schneider. *The Man from Ida Grove. A Senator's Personal Story*. Waco : Word Books, 1979.

Kennedy, Edward M. *True Compass. A Memoir*. New York : Twelve, 2009.

\_\_\_\_\_, et Henry Steele Commacher. *Our Day and Generation. The Words of Edward M. Kennedy*. New York : Simon and Schuster, 1979.

\_\_\_\_\_, et Mark O. Hatfield. *Freeze! How You Can Help Prevent Nuclear War*. New York : Bantam Books, 1982.

Kerry, John. *Mon Amérique à moi*. Paris : Fayard, 2004.

\_\_\_\_\_, et Teresa Heinz Kerry. *This Moment on Earth. Today's New Environmentalists and their Vision for the Future*. New York : PublicAffairs, 2007.

McGovern, George S. *A Time of War, A Time of Peace*. New York : Random House, 1968.

\_\_\_\_\_. *Grassroots. The Autobiography of George McGovern*. New York : Random House, 1977.

\_\_\_\_\_. *The Third Freedom. Ending Hunger in Our Time*. New York : Rowman & Littlefield, 2001.

\_\_\_\_\_. *Out of Iraq. A Practical for Withdrawal Now*. New York : Simon and Schuster, 2006.

McGovern, George S. (dir.). *Food and Population: The World in Crisis*. New York : New York Times, 1975.

Mitchell, George J. *World on Fire. Saving an Endangered Earth*. New York : Scribner, 1991.

Obama, Barack. « 2002 Speech Against the Iraq War » (Octobre 2002).

\_\_\_\_\_. *The Audacity of Hope. Thoughts on Reclaiming the American Dream.* New York : Three Rivers Press, 2006.

Obama, Barack, *et al.* « Letter to the Honorable George W. Bush, President of the United States » (12 décembre 2007).

Proxmire, William. *Reports from the Wasteland. America's Military-Industrial Complex.* New York : Praeger, 1970.

\_\_\_\_\_. *The Fleecing of America.* Boston : Houghton Mifflin Company, 1980.

\_\_\_\_\_, *et al.* *Can Congress Control Spending?* Washington : American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1973.

Sanders, Bernie. *Our Revolution. A Future to Believe In.* New York : Thomas Dunne Books et St. Martin's Press, 2016.

\_\_\_\_\_. *Where We Go From Here. Two Years in the Resistance.* New York : Thomas Dunne Books et St. Martin's Press, 2018.

\_\_\_\_\_ (avec Huck Gutman). *Outsider in the House.* New York : Verso, 1997.

Simon, Paul. *We Can Do Better. How to Save America's Future – An Open Letter to President Clinton.* Washington : National Press Books, 1994.

\_\_\_\_\_. « Americans Back Basics of Clinton Health Plan ». In Jackson, John S. (dir.). *The Essential Paul Simon. Timeless Lessons for Today's Politics.* Carbondale : Southern Illinois University Press, 2012. Pages 66-67.

\_\_\_\_\_. « Backbone in Budgeting ». In Jackson, John S. (dir.). *The Essential Paul Simon. Timeless Lessons for Today's Politics.* Carbondale : Southern Illinois University Press, 2012. Pages 208-209.



United States Congress. « S.J.Res.133 – Joint Resolution to Provide for the Establishment of the American Indian Policy Review Commission ». 93<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (2 janvier 1975).

\_\_\_\_\_. « Public Law 95-523. Full Employment and Balanced Growth Act of 1978 ». 95<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (27 octobre 1978).

\_\_\_\_\_. « S.1214 – Indian Child Welfare Act ». 95<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (8 novembre 1978).

\_\_\_\_\_. « S J Res 3 – A Joint Resolution to Amend the Constitution to Establish Legislative Authority in Congress and the States with Respect to Abortion ». 98<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (26 janvier 1983).

\_\_\_\_\_. « S.1804 – To Establish a Medicare-for-all National Health Insurance Program ». 115<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (13 septembre 2017).

United States Senate Committee on Environment and Public Works. « Oil Pollution Liability and Compensation Act of 1986 – Part 2 ». 99<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (10 et 12 septembre 1986).

\_\_\_\_\_. « S. Hrg 113-736: Climate Change: It's Happening Now ». 113<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (18 juillet 2013).

United States Senate Committee on Finance. « History of the Committee on Finance ». 97<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (12 mai 1981).

United States Senate Committee on Foreign Relations. « U.S. Policy Toward South Africa ». 99<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (24 avril, 2 mai et 22 mai 1985).

\_\_\_\_\_. « S. Hrg 99-645: U.S. Policy Toward Nicaragua: Aid to Nicaraguan Resistance Proposal ». 99<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (27 février et 4 mars 1986).

\_\_\_\_\_. « S. Hrg 100-139: United States Policy Options with Respect to Nicaragua and Aid to Contras ». 100<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (28 janvier et 5 février 1987).

\_\_\_\_\_. « S. Hrg 101-518: U.S Policy Toward South Africa ». 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (3 octobre 1989).

United States Senate Committee on Health, Education, Labor, and Pensions et Subcommittee on Labor, Health and Human Services, Education and Related Agencies of the United States Senate Committee on Appropriations. « S. Hrg 110-208: Can Congress Help Fulfill the Promise of Stem Cell Research? ». 110<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (19 janvier 2007).

United States Senate Committee on Labor and Human Resources. « AIDS Education, Care, and Drug Development ». 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (7 février 1989).

\_\_\_\_\_. « The American Health Care Crisis: A View from Four Communities ». 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (11-14 décembre 1989).

\_\_\_\_\_. « Meeting the Challenges of HIV Care: Implementing the Ryan White Aids Care Act ». 102<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (2 juin 1992).

United States Senate Committee on Rules and Administration. « Standing Rules of the Senate – Revised to January 24, 2013 ». 113<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (4 novembre 2013).

United States Senate Subcommittee on African Affairs. « Angola ». 94<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (29 janvier – 6 février 1976).

\_\_\_\_\_. « U.S. Policy Toward Africa ». 94<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (5 mars – 27 mai 1976).

\_\_\_\_\_. « United States Policy Toward South Africa ». 100<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup>-2<sup>e</sup> sessions (22 octobre 1987 et 22-24 juin 1988).

United States Senate Subcommittee on Environmental Pollution. « Amending the Clean Water Act ». 99<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (26-28 mars 1985).

\_\_\_\_\_. « Ozone Depletion, the Greenhouse Effect, and Climate Change ». 99<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (10-11 juin 1986).

United States Senate Subcommittee on Environmental Protection. « Pending Oil Legislation ». 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (21 juillet 1989).

\_\_\_\_\_. « Responding to the Problem of Global Warming ». 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (10 août 1989).

\_\_\_\_\_. « Clean Air Act Amendments of 1989 – Part 1 ». 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (21 septembre 1989).

\_\_\_\_\_. « Clean Air Act Amendments of 1989 – Part 2 ». 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (26 septembre 1989).

\_\_\_\_\_. « Clean Air Act Amendments of 1989 – Part 3 ». 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (27 septembre 1989).

\_\_\_\_\_. « Clean Air Act Amendments of 1989 – Part 4 ». 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (28 septembre 1989).

\_\_\_\_\_. « Clean Air Act Amendments of 1989 – Part 5 ». 101<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (3, 4 et 9 octobre 1989).

United States Senate Subcommittee on Health. « Health Care Crisis in America, 1971 – Part 1 ». 92<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (22-23 février 1971).

\_\_\_\_\_. « Health Care Crisis in America, 1971 – Part 10 ». 92<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (5-14 mai 1971).

United States Senate Subcommittee on Terrorism, Narcotics, and International Operations. « S. Prt. 100-165: Drugs, Law Enforcement and Foreign Policy ». 100<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (Décembre 1988).

United States Senate Subcommittee on Toxic Substances and Environmental Oversight. « Safe Drinking Water Amendments of 1985 ». 99<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (21 mars 1985).

\_\_\_\_\_. « Global Warming ». 99<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (10 décembre 1985).

United States Subcommittees on Environmental Protection and on Hazardous Wastes and Toxic Substances. « Ozone Depletion, the Greenhouse Effect, and Climate Change ». 100<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (28 janvier 1987).

Weicker, Lowell P., Jr. (avec Barry Sussman). *Maverick. A Life in Politics*. Boston : Little, Brown, and Company, 1995.

Wellstone, Paul. *The Conscience of a Liberal. Reclaiming the Compassionate Agenda*. New York : Random House, 2001.

*Outils de références*

*Biographical Directory of the United States Congress.* <bioguide.congress.gov>.

*Bureau of Justice Statistics.* <bjs.org>.

Ciment, James (dir.). *Encyclopedia of the Great Depression and the New Deal.*  
Volume 1. Armonk : M.E. Sharpe, 2001.

*Congressional Quarterly Almanac 1969.* XXV. Washington : Congressional  
Quarterly, 1970

- s.a. « Alcoholism ».
- s.a. « Foreign Aid Authorization Lowest in Program's History ».
- s.a. « Pollution Problems ».
- s.a. « Water Quality Improvement Act ».

*Congressional Quarterly Almanac 1970.* XXVI. Washington : Congressional  
Quarterly, 1971.

- s.a. « Environmental Decade ».
- s.a. « Treatment for Alcoholism ».

*Congressional Quarterly Almanac 1971.* XXVII. Washington : Congressional  
Quarterly, 1972.

- s.a. « Water Pollution: Senate Votes \$16.8-Billion ».

*Congressional Quarterly Almanac 1972.* XXVIII. Washington : Congressional  
Quarterly, 1973.

- s.a. « Clean Air Act Probe: Political Mileage for Eagleton ».
- s.a. « Clean Water: Congress Overrides Presidential Veto ».
- s.a. « Continuing Foreign Aid ».

- s.a. « Equal Rights: Amendment Passed Over Ervin Opposition ».
- s.a. « Foreign Aid: \$2.6-Billion Approved for Fiscal 1972 ».
- s.a. « State-USIA Authorization: Senate Debate on Vietnam ».

*Congressional Quarterly Almanac 1973.* XXIX. Washington : Congressional Quarterly, 1974.

- s.a. « Aid to Israel Sail Through Congress ».
- s.a. « Energy and Environment 1973: Overview ».
- s.a. « State Dept. Authorization: Policy Provisions Deleted ».

*Congressional Quarterly Almanac 1974.* XXX. Washington : Congressional Quarterly, 1975.

- s.a. « Drug, Alcohol Abuse ».
- s.a. « Environment 1974: Overview ».
- s.a. « Health Insurance: No Action in 1974 ».

*Congressional Quarterly Almanac 1975.* XXXI. Washington : Congressional Quarterly, 1976.

- Gardner, Judy. « Foreign Policy, 1975 Overview ».
- Witt, Elder. « Environment, 1975 Overview ».

*Congressional Quarterly Almanac 1976.* XXXII. Washington : Congressional Quarterly, 1977.

- Maxfield, David M. « Foreign Policy 1976: Overview ».
- s.a. « National Health Insurance ».

*Congressional Quarterly Almanac 1977.* XXXIII. Washington : Congressional Quarterly, 1978.

- Towell, Pat, et David M. Waxfield. « Foreign Policy/National Security 1977: Overview ».
- s.a. « Hospital Cost Control ».
- s.a. « Major Clean Air Amendments Enacted ».

*Congressional Quarterly Almanac 1985*. XLI. Washington : Congressional Quarterly, 1986.

- Davis, Joseph A. « Environment/Energy 1985 : Overview ».
- s.a. « Arms Control: Negotiations but No Accords ».
- s.a. « Arms Controllers Win a Year-Long Ban on Anti-Satellite (ASAT) Missile Tests ».
- s.a. « CQ Senate Votes 139-143 ».
- s.a. « Federal Gun Law ».
- s.a. « Final Action Stall on Clean Water Act Revision ».
- s.a. « Hill Pressure Leads to South Africa Sanctions ».
- s.a. « Medicare Payment Freeze ».
- s.a. « Reagan fends Off Major Cuts in Strategic Defense Initiative (SDI) Missile Shield Technology Program ».

*Congressional Quarterly Almanac 1986*. XLII. Washington : Congressional Quarterly, 1987.

- Davis, Joseph A. « Environment/Energy 1986: Overview ».
- s.a. « Congress Relaxes Federal Gun Control Laws ».
- s.a. « Help for AIDS Victims ».
- s.a. « Hill Overrides Veto of South African Sanctions ».
- s.a. « Major Medicare, Medicaid Changes Enacted ».

*Congressional Quarterly Almanac 1987*. XLIII. Washington : Congressional Quarterly, 1988.

- s.a. « Congress OKs Medicare Cuts, Medicaid Changes ».
- s.a. « Congress Overrides Clean-Water Bill Veto ».
- s.a. « Congress Reinforces Strings on Strategic Defense Initiative (SDI) Program ».
- s.a. « Congress Stalemated Over AIDS Epidemic ».
- s.a. « Hill Enforces SALT II Arms Control Conditions on Defense Buildup ».
- s.a. « Planning Legislation ».

*Congressional Quarterly Almanac 1988*. XLIV. Washington : Congressional Quarterly, 1989.

- s.a. « Clean-Air Bill Fails to Move ».
- s.a. « Congress Targets AIDS in Omnibus Health Bill ».
- s.a. « Death Penalty Measure ».
- s.a. « Senate Votes 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181 ».
- s.a. « South Africa Sanctions Bill Stalled ».

*Congressional Quarterly Almanac 1989*. XLV. Washington : Congressional Quarterly, 1990.

- s.a. « Clean-Air Bill Moves in Both Chambers ».
- s.a. « Death-Penalty Measures Advance in Senate ».
- s.a. « Family-Planning Program Wins Senate Labor OK ».
- s.a. « Gun Curbs Stall on Hill; Some Imports Banned ».
- s.a. « Landmark Disability Bill Closer to Enactment ».
- s.a. « Senate Votes 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276 ».
- s.a. « South Africa Government Buys Itself Some Time ».

*Congressional Quarterly Almanac 1990*. XLVI. Washington : Congressional Quarterly, 1991.

- s.a. « Abortion Issue Non-Starter in 1990 ».



- s.a. « Brady Bill Part of Stalled Crime Package ».
- s.a. « Bush Reluctantly Signs AIDS Measure ».
- s.a. « Clean Air Act Rewritten, Tightened ».
- s.a. « Family Planning Program Sinks in Senate ».
- s.a. « Oil Spill Liability, Prevention Bill Enacted ».
- s.a. « Sweeping Law for Rights of Disabled ».

*Congressional Quarterly Almanac 1991*. XLVII. Washington : Congressional Quarterly, 1992.

- s.a. « Compromise Civil Rights Bill Passed ».
- s.a. « Federal Facilities Cleanup ».
- s.a. « Health-Care Reform Held Over for 1992 ».
- s.a. « Senate Sought to Reduce Indoor Air Pollution ».
- s.a. « Vetoes Foil Abortion Rights Gains ».

*Congressional Quarterly Almanac 1992*. XLVIII. Washington : Congressional Quarterly, 1993.

- s.a. « Despite Numerous Plans, No Health Reform ».
- s.a. « Federal Agencies Liable for Waste Violations ».

*Congressional Quarterly Almanac 1993*. XLIX. Washington : Congressional Quarterly, 1994.

- s.a. « Alternative Health Care Proposals ».
- s.a. « Bills Seek to Ensure Abortion Clinic Access ».
- s.a. « Health-Care Reform Begins in Budget Bill ».

*Congressional Quarterly Almanac 1994*. L. Washington : Congressional Quarterly, 1995.

- s.a. « Clinton's Health Plan Laid to Rest ».

- s.a. « Law Protects Abortion Clinic Access ».

*Congressional Quarterly Almanac 2007.* LXIII. Washington : Congressional Quarterly, 2008.

- s.a. « Bills Seek Mental Health Parity ».
- s.a. « Bush Prevails on Stem Cell Research ».
- s.a. « Democrats Unable to Overcome Bush Vetoes on Child Health Bills ».
- s.a. « Immigration Rewrite Dies in Senate ».
- s.a. « President Prevails on Iraq War Policy ».
- s.a. « Sanctions Increase Pressure on Iran ».

*Congressional Quarterly Almanac 2008.* LXIV. Washington : Congressional Quarterly, 2009.

- s.a. « Attempt to Override SCHIP Veto Fails ».
- s.a. « Global AIDS Programs Expanded ».
- s.a. « Mental Health Parity Becomes Law ».
- s.a. « Over Veto, Lawmakers Block Pay Reduction for Medicare Doctors ».
- s.a. « Senate Republicans Sink Climate Bill ».

*Congressional Quarterly Almanac 2009.* LXV. Washington : Congressional Quarterly, 2010.

- s.a. « CHIP Gets Long-Sought Expansion ».
- s.a. « Guantánamo Transfers Restricted ».
- s.a. « House Reaches Milestone with Cap-and-Trade Climate Change Bill ».
- s.a. « Ryan White AIDS Act Reauthorized ».

*Congressional Quarterly Almanac 2010.* LXVI. Washington : Congressional Quarterly, 2011.

- s.a. « Arms Treaty OK'd at End of Session ».

- s.a. « 'Don't Ask, Don't Tell' Repeal Clears ».

*Congressional Quarterly Almanac 2011*. LXVII. Washington : Congressional Quarterly, 2012.

- s.a. « Overhaul Law Defeated in Democratic Senate ».

*Congressional Quarterly Almanac 2012*. LXVIII. Washington : Congressional Quarterly, 2013.

- s.a. « Bill Normalizes Trade with Russia ».
- s.a. « GOP Advances Measures in House to Push Offshore Drilling, Pipeline».

*Congressional Quarterly Almanac 2013*. LXIX. Washington : Congressional Quarterly, 2014.

- s.a. « Congress Lifts HIV Transplant Ban ».
- s.a. « Continued Assault on Health Law Yielded Little More than Shutdown ».
- s.a. « House Passes 20-Week Abortion Ban ».
- s.a. « Mental Health, Gun Measures Linked ».
- s.a. « Mixed Results for Renewable Energy ».
- s.a. « Nondiscrimination Bill Advances ».
- s.a. « Obama Urges Diplomacy with Iran ».
- s.a. « Senate Passes Immigration Overhaul ».

*Congressional Quarterly Almanac 2014*. LXX. Washington : Congressional Quarterly, 2015.

- s.a. « Battle Develops on EPA Carbon Rules ».

*Congressional Quarterly Weekly Report*, 1969-

- s.a. « Medical Costs: Congress to Consider Insurance Plans ». XXIX, 4 (22 janvier 1971). Pages 186-190.
- s.a. « Kennedy-Mills Health Insurance Plan Introduced ». XXXII, 14 (6 avril 1974). Page 892.
- s.a. « Health Insurance: Prospects for Passage Dim ». XXXII, 29 (29 juillet 1974). Pages 1861-1868.

*Dave Leip's Atlas of U.S. Presidential Elections*. <<http://uselectionatlas.org/>>.

Habermas, Jürgen. « The Public Sphere ». In Bronner, Stephen E., et Douglas Kellner (dir.). *Critical Theory and Society. A Reader*. New York : Routledge, 1989. Pages 136-142.

Hill, Kathleen Thompson, et Gerald N. Hill. *The Facts of File Dictionary of American Politics*. New York : Checkmark Books, 2001.

« Historical Inflation Rates: 1914-2017 ». *US Inflation Calculator*. <<http://www.usinflationcalculator.com/inflation/historical-inflation-rates/>>.

Hoover, Kevin D. « Phillips Curve ». In Henderson, David R. (dir.). *The Concise Encyclopedia of Economics*. 2<sup>e</sup> édition. Indianapolis : Library of Economics and Liberty, 2008. Pages 392-396.

Lichtenstein, Nelson, et Frank H. Milburn. « Johnson, Lyndon Baines ». In Lichtenstein, Nelson (dir.). *The Johnson Years*. New York : Fact on Files, 1976. Pages 306-312.

Stubben, Jerry D. *Native American and Political Participation. A Reference Handbook*. Santa Barbara : ABC-CLIO, 2006.

Voteview.com.

*Monographies*

Allison, William Thomas. *My Lai. An American Atrocity in the Vietnam War*. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 2012.

Alterman, Eric, et Kevin Mattson. *The Cause. The Fight for American Liberalism from Franklin Roosevelt to Barack Obama*. New York : Penguin Books, 2012.

Ambrosius, Lloyd E. *Wilsonianism. Woodrow Wilson and His Legacy in American Foreign Relations*. New York : Palgrave Macmillan, 2002.

Andelic, Patrick. *Donkey Work. Congressional Democrats in Conservative America, 1974-1994*. Lawrence : University Press of Kansas, 2019.

Arden, Caroline. *Getting the Donkey out of the Ditch. The Democratic Party in Search of Itself*. Westport : Greenwood Press, 1988.

Arenberg, Richard A., et Robert B. Dove. *Defending the Filibuster. The Soul of the Senate*. Bloomington : Indiana University Press, 2012.

Arnold, R. Douglas. *The Logic of Congressional Action*. New Haven : Yale University Press, 1990.

Arthur, W. Brian. *Increasing Returns and Path Dependence in the Economy*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 1994.

Audard, Catherine. *Qu'est-ce que le libéralisme? Éthique, politique, société*. Paris : Gallimard, 2009.

Badger, Anthony. *The New Deal. The Depression Years, 1933-1940*. 2<sup>e</sup> édition, Chicago : Ivan R. Dee, 2002.

Baer, Kenneth S. *Reinventing Democrats. The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*. Lawrence : University Press of Kansas, 2000.

- Baker, Ross K. *House and Senate*. New York : W.W. Norton & Company, 1989.
- Bartels, Larry M. *Unequal Democracy. The Political Economy of the New Gilded Age*. Princeton : Princeton University Press, 2016.
- Bates, Robert H., *et al.* *Analytic Narratives*. Princeton : Princeton University Press, 1988.
- Béland, Daniel, Philip Rocco et Alex Waddan. *Obamacare Wars. Federalism, State Politics, and the Affordable Care Act*. Lawrence : University Press of Kansas, 2016.
- Bell, Daniel. *The End of Ideology. On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*. New York : The Free Press, 1965.
- Bell, Jonathan, et Timothy Stanley (dir.). *Making Sense of American Liberalism*. Urbana : University of Chicago Press, 2012.
- Berman, William C. *America's Right Turn. From Nixon to Clinton*. 2<sup>e</sup> édition. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 1998.
- Bernstein, Irving. *Guns or Butters. The Presidency of Lyndon B. Johnson*. New York : Oxford University Press, 1996.
- Bernstein, Robert A. *Elections, Representations, and Congressional Voting Behavior. The Myth of Constituency Control*. Englewood Cliffs : Prentice Hall, 1989.
- Berry, Jeffrey M. *The New Liberalism. The Rising Power of Citizen Groups*, Washington : Brookings Institution Press, 1999.
- Betz, Hans-Georg. *États-Unis : une nation divisée : guerre culturelle et idéologique*. Paris : Autrement, 2008.

- Biles, Roger. *Crusading Liberal. Paul H. Douglas of Illinois*. DeKalb : Northern Illinois University Press, 2002
- Binder, Sarah A. *Minority Rights, Majority Rule. Partisanship and the Development of Congress*. New York : Cambridge University Press, 1997.
- \_\_\_\_\_. *Stalemate. Causes and Consequences of Legislative Gridlock*. Washington : Brookings Institution Press, 2003.
- \_\_\_\_\_, et Steven M. Smith. *Politics or Principle? Filibustering in the United States Senate*. Washington : Brookings Institution Press, 1997.
- Black, Earl, et Merle Black. *Politics and Society in the South*. Cambridge : Harvard University Press, 1987.
- Black, Jeremy. *Altered States. America Since the Sixties*. Londres : Reaktion Books, 2006.
- Bloodworth, Jeffrey. *Losing the Center. The Decline of American Liberalism, 1968-1992*. Lexington : University Press of Kentucky, 2012.
- Blum, John Morton. *The Progressive Presidents. Theodore Roosevelt, Woodrow Wilson, Franklin D. Roosevelt, Lyndon B. Johnson*. New York : W.W. Norton and Company, 1982.
- Boatright, Robert G. *Interest Groups and Campaign Finance Reform in the United States and Canada*. Ann Arbor : The University of Michigan Press, 2011.
- Bobbio, Norberto. *Droite et gauche : essai sur une distinction politique*. Paris : Seuil, 1996.
- Borstelmann, Thomas. *The 1970s. A New Global History from Civil Rights to Economic Inequality*. Princeton : Princeton University Press, 2012.

- Boucher, Stephen, et Martin Royo. *Les think tanks : cerveaux de la guerre des idées*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Félin, 2009.
- Braudel, Fernand. *Écrits sur l'histoire*. Paris : Flammarion, 1969.
- Brauer, Ralph. *The Strange Death of Liberal America*. Westport : Praeger, 2006.
- Brinkley, Alan. *The End of Reform. New Deal Liberalism in Recession and War*. New York : Vintage Books, 1996.
- Brownstein, Ronald. *The Second Civil War. How Extreme Partisanship Has Paralyzed Washington and Polarized America*. New York : The Penguin Press, 2007.
- Bryner, Gary C. *Blue Skies, Green Politics. The Clean Air Act of 1990*. Washington : CQ Press, 1993.
- Buckingham, Peter H. *America Sees Red. Anti-Communism in America, 1870s to 1980*. Claremont : Regina Books, 1988.
- Burdeau, Georges. *Le libéralisme*. Paris : Seuil, 1979.
- Burden, Barry C. *Personal Roots of Representation*. Princeton : Princeton University Press, 2007.
- Burnham, Walter Dean. *Critical Elections and the Mainsprings of American Politics*. New York Norton, 1970.
- Busch, Andrew W. *Horses in Midstream. U.S. Midterm Elections and their Consequences, 1894-1998*. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 1999.
- Cadiou, François, *et al.* *Comment se fait l'histoire : pratiques et enjeux*. Paris : La Découverte, 2005.
- Campbell, David E. (dir.). *A Matter of Faith. Religion in the 2004 Presidential Election*. Washington : Brookings Institution Press, 2007.



- Carmines, Edward G., et James A. Stimson. *Issue Evolution. Race and the Transformation of American Politics*. Princeton : Princeton University Press, 1989.
- Caro, Robert A. *The Years of Lyndon Johnson. Master of the Senate*. New York : Vintage Books, 2003.
- Carson, Jamie L., et Joel Sievert. *Electoral Incentives in Congress*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 2018.
- Carson, Rachel. *Silent Spring*. Boston : Houghton Mifflin, 1962.
- Carter, Ralph G., et James M. Scott. *Choosing to Lead. Understanding Foreign Policy Entrepreneurs*. Durham : Duke University Press, 2009.
- Caughey, Devin. *The Unsolid South. Mass Politics and National Representation in a One-Party Enclave*. Princeton : Princeton University Press, 2018.
- Chafe, William H. (dir.). *The Achievement of American Liberalism. The New Deal and Its Legacy*. New York : Columbia University Press, 2003.
- Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. *L'effet 11 septembre : 15 ans après*. Québec : Septentrion, 2016.
- Chenard, Ginette. *Le sud des États-Unis : rouge, blanc, noir*. Québec : Septentrion, 2016.
- Chester, Lewis, Godfrey Hodgson et Bruce Page. *American Melodrama. The Presidential Campaign of 1968*. New York : Viking Press, 1969.
- Chinn, Stuart. *Recalibrating Reform. The Limits of Political Change*. New York : Cambridge University Press, 2014.
- Chomsky, Noam. *Occupy*. Paris : L'Herne, 2013.

- Christofferson, Bill. *The Man From Clear Lake. Earth Day Founder Gaylord Nelson*. Madison : University of Wisconsin Press, 2004.
- Clymer, Adam. *Edward M. Kennedy. A Biography*. New York : Morrow and Company, 1999.
- Cochrane, Christopher. *Left and Right. The Small World of Political Ideas*. Kingston : McGill-Queen's University Press, 2015.
- Cohen, Michael A. *American Maelstrom. The 1968 Election and the Politics of Division*. New York : Oxford University Press, 2016.
- Cohen, Richard E. *Washington at Work. Back Rooms and Clean Air*. New York : Macmillan Publishing Company, 1992.
- Congressional Quarterly. *How Congress Works*. 4<sup>e</sup> édition. Washington : CQ Press, 2008.
- Coppolani, Antoine. *Richard Nixon*. Paris : Fayard, 2013.
- Corbin, David A. *The Last Great Senator. Robert C. Byrd's Encounters with Eleven U.S. Presidentst*. Washington : Potomac Books, 2012.
- Corbo, Claude, et Frédérick Gagnon. *Les États-Unis d'Amérique : les institutions politiques*. 4<sup>e</sup> édition. Québec : Septentrion, 2016.
- Cowie, Jefferson. *The Great Exception. The New Deal and the Limits of American Politics*. Princeton : Princeton University Press, 2016.
- Crines, Andrew S., et al. *Democratic Orators from JFK to Barack Obama*. Londres : Palgrave Macmillan, 2016.
- Croly, Herbert. *The Promise of American Life*. New York : Capricorn Books Edition, 1964.

- Crozier, Michel. *Le mal américain*. Édition revue et augmentée. Paris : Fayard, 1984.
- Dahl, Robert A. *Who Governs? Democracy and Power in an American City*. New Haven : Yale University Press, 1967.
- David, Charles-Philippe. *Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*. 3<sup>e</sup> édition entièrement revue et augmentée. Québec : Presses de l'Université Laval, 2015.
- \_\_\_\_\_, et Julien Turreille (dir.). *Le conservatisme américain : un mouvement qui a transformé les États-Unis*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2007.
- Davidson, Roger H. (dir.). *The Postreform Congress*. New York : St. Martin's Press, 1992.
- \_\_\_\_\_, Walter J. Oleszek et Frances E. Lee, *Congress and Its Members*. 13<sup>e</sup> édition. Los Angeles : SAGE, 2012.
- Davis, Karen. *National Health Insurance. Benefits, Costs, and Consequences*. Washington : The Brookings Institution, 1975.
- Deering, Christopher J., et Steven S. Smith. *Committees in Congress*. 3<sup>e</sup> édition. Washington : CQ Press, 1997.
- Delahaye, Claire, et Serge Ricard (dir.). *L'héritage de Theodore Roosevelt : impérialisme et progressisme (1912-2012)*. Paris : L'Harmattan, 2012.
- Den Hartog, Chris, et Nathan W. Monroe. *Agenda Setting in the U.S. Senate. Costly Considerations and Majority Party Advantage*. New York : Cambridge University Press, 2011.
- DiMaggio, Anthony. *The Rise of the Tea Party. Political Discontent and Corporate Media in the Age of Obama*. New York : Monthly Review Press, 2011.

- Dombrink, John. *The Twilight of Social Conservatism. American Culture War in the Obama Era*. New York : New York University Press, 2015.
- Donovan John C. *The Policy Makers*. New York : Pegasus Books, 1970.
- Downs, Anthony. *An Economic Theory of Democracy*. New York : Harper & Row, 1957.
- Doyle, Michael W. *Way of War and Peace. Realism, Liberalism, and Socialism*. New York : Norton, 1997.
- Drinker Bowen, Catherine. *Miracle at Philadelphia. The Story of the Constitutional Convention, May to September, 1787*. Londres : Hamish Hamilton, 1966.
- Dupuis-Déri, Francis. *Démocratie: histoire politique d'un mot : aux États-Unis et en France*. Montréal : Lux, 2013.
- \_\_\_\_\_. *La peur du peuple : agoraphobie et agoraphilie politiques*. Montréal : Lux, 2016.
- Edsall, Thomas Byrne, et Mary D. Edsall. *Chain Reaction. The Impact of Race, Rights, and Taxes on American Politics*. New York : W.W Norton & Company, 1991.
- Edwards, Lee. *The Conservative Revolution. The Movement that Remade America*. New York : Free Press, 2002.
- Ehrlich, Paul R. *The Population Bomb*. New York : Ballantine Books, 1968.
- Ehrman, John. *The Rise of Neoconservatism. Intellectuals and Foreign Affairs, 1945-1994*. New Haven : Yale University Press, 1995.
- Eisenach, Eldon J. *The Lost Promise of Progressivism*. Lawrence : University Press of Kansas, 1994.

- Ellis, Richard J. *American Political Cultures*. New York : Oxford University Press, 1993.
- Esbaugh-Soha, Matthew, et Jeffrey S. Peake. *Breaking through the Noise. Presidential Leadership, Public Opinion, and the News Media*. Stanford : Stanford University Press, 2011.
- Evans, C. Lawrence. *Leadership in Committee. A Comparative Analysis of Leadership Behavior in the U.S. Senate*. Ann Arbor : The University of Michigan Press, 1991.
- Evans, Peter B, Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol (dir.). *Bringing the State Back In*. Cambridge : Cambridge University Press, 1985.
- Farnsworth, Stephen J., et S. Robert Lichter. *The Mediated Presidency. Television News and Presidential Governance*. Lanham : Rowman and Littlefield, 2006.
- Fenno, Richard F., Jr. *Congressmen in Committees*. Boston : Little, Brown, & Co, 1973.
- \_\_\_\_\_. *Home Style. House Members in Their Districts*. Boston : Little, Brown, & Co., 1978.
- Ferguson, Thomas, et Joel Rogers. *Right Turn. The Decline of the Democrats and the Future of American Politics*. New York : Hill and Wang, 1986.
- Field, Robert I. *Health Care Regulation in America. Complexity, Confrontation, and Compromise*. New York : Oxford University Press, 2007.
- Fiorina, Morris P., Samuel J. Abrams et Jeremy C. Pope. *Culture War? The Myth of a Polarized America*. 2<sup>e</sup> édition. New York : Pearson Longman, 2006.
- Fisher, Louis. *The Politics of Shared Power*. 2<sup>e</sup> édition. Washington : CQ Press, 1987.

- Flake, Jeff. *Conscience of a Conservative. A Rejection of Destructive Politics and a Return to Principle*. New York : Random House, 2017.
- Flanagan, Maureen A. *America Reformed. Progressives and Progressivisms, 1890s-1920s*. New York : Oxford University Press, 2007.
- Foley, Michael. *The New Senate. Liberal Influence on a Conservative Institution, 1959-1972*. New Haven : Yale University Press, 1980.
- Foner, Eric. *The Story of American Freedom*. New York : Norton, 1998.
- Forgette, Richard G. *Congress, Parties, and Puzzles. Politics as a Team Sport*. New York : Peter Lang, 2004.
- Fraga, Bernard L. *The Turnout Gap. Race, Ethnicity, and Political Inequality in a Diversifying America*. New York : Cambridge University Press, 2018.
- Frank, Thomas. *What's the Matter with Kansas? How Conservatives Won the Heart of America*. New York : Metropolitan Books, 2004.
- Frohlich, Norman, et Joe A. Oppeneimer. *Modern Political Economy*. Englewood Cliffs : Prentice Hall, 1978.
- Fukuyama, Francis. *The End of History and the Last Man*. New York : Maxwell Macmillan International, 1992.
- Gadsen, Brett. *Between North and South. Delaware, Desegregation, and the Myth of American Sectionalism*. Philadelphie : University of Pennsylvania Press, 2013.
- Gagnon, Frédérick. *Les sénateurs qui changent le monde: le président de la Commission du Sénat américain sur les relations extérieures et la politique étrangère des États-Unis après 1945*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2013.

- Garrigues, Jean. *Les Hommes providentiels : histoire d'une fascination française*. Paris : Seuil, 2012.
- Giddens, Anthony, et Christopher Pierson. *Conversations with Anthony Giddens. Making Sense of Modernity*. Stanford : Stanford University Press, 1998.
- Gilens, Martin. *Why American Hate Welfare. Race, Media, and the Politics Antipoverty Policy*. Chicago : The University of Chicago Press, 1999.
- Gitlin, Todd. *The Sixties. Years of Hope, Days of Rage*. Édition révisée. New York : Bantam Books, 1993.
- \_\_\_\_\_. *The Twilight of Common Dreams. Why America is Wrecked by Culture Wars*. New York : Henry Holt & Co, 1995.
- Glenn, Brian J., et Steven M. Teles (dir.). *Conservatism and American Political Development*. New York : Oxford University Press, 2009.
- Goldberg, Robert A. *Grassroots Resistance. Social Movements in Twentieth Century America*. Belmont : Wadsworth, 1991.
- Goldwater, Barry M. *The Conscience of a Conservative*. New York : Hillman Books, 1960.
- Goodwin, Doris Kearns. *Lyndon Johnson and the American Dream*. 2<sup>e</sup> édition. New York : St. Martin's Griffin, 1991.
- \_\_\_\_\_. *The Bully Pulpit. Theodore Roosevelt, William Howard Taft, and the Golden Age of Journalism*. New York : Simon and Schuster, 2013.
- Goodwin, Jack. *Clintonomics. How Bill Clinton Reengineered the Reagan Revolution*. New York : AMACOM, 2009.

- Gould, Lewis L. *The Most Exclusive Club. A History of the Modern United States Senate*. New York : Basic Books, 2005.
- Grantham, Dewey W. *The Life and Death of the Solid South. A Political History*. Lexington : University Press of Kentucky, 1988.
- Gray, John. *Liberalism*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1986.
- Greenberg, Stanley B. *Middle Class Dreams. The Politics and Power of the New American Majority*. New York : Times Books, 1995.
- \_\_\_\_\_. *The Two Americas. Our Current Political Deadlock and How to Break It*. New York : Thomas Dunne Books, 2004.
- Greenstone, J. David. *The Lincoln Persuasion. Remaking American Liberalism*. Princeton : Princeton University Press, 1993.
- Gutgold, Nichola D. *Paving the Way for Madam President*. Lanham : Laxington Books, 2006.
- Habermas, Jürgen. *The Structural Transformation of the Public Sphere. An Inquiry into a Category of Bourgeois Society*. Cambridge : The MIT Press, 1989.
- Hall, Richard L. *Participation in Congress*. New Haven : Yale University Press, 1996.
- Hamby, Alonzo L. *Beyond the New Deal. Harry S. Truman and American Liberalism*. New York : Columbia University Press, 1973.
- \_\_\_\_\_. *Liberalism and Its Challengers. From FDR to Bush*. New York : Oxford University Press, 1992.
- Hamilton, Lee H. *How Congress Works and Why You Should Care*. Bloomington : Indiana University Press, 2004.



Harris, Fred R. *Deadlock or Decision. The U.S Senate and the Rise of National Politics.*  
New York : Oxford University Press, 1993.

Harrison, Robert. *Congress, Progressive Reform, and the New American State.* New  
York : Cambridge University Press, 2004.

Hartley, Robert E. *Paul Simon. The Political Journey of an Illinois Original.*  
Carbondale : Southern Illinois University Press, 2009.

Hartz, Louis. *The Liberal Tradition in America.* New York : Harcourt, Brace & World,  
1955.

Hedges, Chris. *American Fascists. The Christian Right and the War on America.*  
New York : Free Press, 2006.

\_\_\_\_\_. *La mort de l'élite progressiste.* Montréal : Lux, 2012.

Hertzke, Allen D., et Ronald Peters, Jr. (dir.). *The Atomistic Congress. An  
Interpretation of Congressional Change.* Armonk : M. E Sharpe, 1992.

Hess, Stephen. *The Ultimate Insiders. U.S. Senators in the National Media.*  
Washington : Brookings Institution, 1986.

Hetherington, Marc J. *Why Trust Matters. Declining Political Trust and the Demise of  
American Liberalism.* Princeton: Princeton University Press, 2005.

High, Steven. *Industrial Sunset. The Making of North America's Rust Belt, 1969-1984.*  
Toronto : University of Toronto Press, 2003.

Hofstadter, Richard. *The American Political Tradition.* New York: Vintage Books,  
1948.

\_\_\_\_\_. *The Age of Reform. From Bryan to F.D.R.* New York : Vintage Books, 1955.

- Hohle, Randolph. *Race and the Origins of American Neoliberalism*. New York : Routledge, 2015.
- Howe, Irving, et Lewis Coser. *The American Communist Party. A Critical History*. 2<sup>e</sup> édition. New York : Da Capo Press, 1974.
- Hunter, James Davison. *Culture Wars. The Struggle to Define America. Making Sense of the Battles over the Family, Art, Education, Law, and Politics*. New York : Basic Books, 1991.
- Huntington, Samuel P. *Political Order in Changing Societies*. New Haven : Yale University Press, 1968.
- \_\_\_\_\_. *American Politics and the Promise of Disharmony*. Cambridge : Belknap Press, 1981.
- \_\_\_\_\_. *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. New York : Simon & Schuster, 1996.
- Hurup, Elsebeth. *The Lost Decade. America in the Seventies*. Aarhus : Aarhus University Press, 1996.
- Inglehart, Ronald. *Culture Shift in Advanced Industrial Society*. Princeton: Princeton University Press, 1990.
- Isserman, Maurice, et Michael Kazin. *America Divided. The Civil War in the 1960s*. New York : Oxford University Press, 2000.
- Jacobs, Lawrence R. *The Health of Nations. Public Opinion and the Making of American and British Health Policy*. Ithaca : Cornell University Press, 1993.
- Jansson, Bruce S. *The Reluctant Welfare State. A History of American Social Welfare Policies*. Belmont : Wadsworth Publishing Company, 1987.

- Johnson, Robert David. *Congress and the Cold War*. New York : Cambridge University Press, 2006.
- Judis, John B., et Ruy Teixeira. *The Emerging Democratic Majority*. New York : Scribner, 2002.
- Kabaservice, Geoffrey. *Rule and Ruin. The Downfall of Moderation and the Destruction of the Republican Party. From Eisenhower to the Tea Party*. New York : Oxford University Press, 2012.
- Kagan, Robert. *The Return of History and the End of Dreams*. New York : Knopf, 2008.
- Kaplan, Robert D. *The Revenge of Geography*. New York : Random House, 2013.
- Kaspi, André. *Les Américains : les États-Unis de 1945 à nos jours*. Nouvelle édition augmentée. Paris : Seuil, 2002.
- \_\_\_\_\_, et al. *La civilisation américaine*. Édition revue et corrigée. Paris : PUF/Quadrige, 2006.
- Kazin, Michael. *American Dreamers. How the Left Changed a Nation*. New York : Alfred A. Knopf, 2011.
- Keith, Bruce E., et al. *The Myth of the Independent Voter*. Berkeley : University of California Press, 1992.
- Kernell, Samuel. *Going Public. New Strategies of Presidential Leadership*. 4<sup>e</sup> édition. Washington : CQ Press, 2007.
- Keys, Barbara J. *Reclaiming American Virtue. The Human Rights Revolution of the 1970s*. Cambridge : Harvard University Press, 2014.

- Killen, Andreas. *1973 Nervous Breakdown. Watergate, Warhol, and the Birth of Post-Sixties America*. New York : Bloomsbury, 2006.
- Kingdon, John W. *Congressmen's Voting Decision*. 3<sup>e</sup> édition. Ann Arbor: The University of Michigan Press, 1989.
- \_\_\_\_\_. *Agendas, Alternatives, and Public Policies*. 3<sup>e</sup> édition. New York: Longman, 2003.
- Kirk, Russell. *The Conservative Mind, from Burke to Santayana*. Chicago : H. Regnery Co., 1953
- Klehr, Harvey. *The Heyday of American Communism. The Depression Decade*. New York : BasicBooks, 1984.
- Kopkind, Andrew, et James Ridgeway (dir.). *Decade of Crisis. American in the '60s*. New York : Meridian, 1972.
- Kramer, Jacob. *The New Freedom and the Radicals. Woodrow Wilson, Progressive Views of Radicalism, and the Origins of Repressive Tolerance*. Philadelphie : Temple University Press, 2017.
- Kronenfeld, Jennie Jacobs, et Michael R. Kronenfeld. *Healthcare Reform in America. A Reference Handbook*. Santa Barabara : ABC-Clio, 2004.
- Laclau, Ernesto. *La raison populiste*. Paris : Seuil, 2008.
- Lacorne, Denis. *De la religion en Amérique : essai d'histoire politique*. Nouvelle édition mise à jour et augmentée. Paris : Gallimard, 2012.
- Lacroix, Jean-Michel. *Histoire des États-Unis*. Paris : Presses universitaires de France, 2007.

Lagayette, Pierre. *L'anticommunisme et la « chasse aux sorcières », 1946-1954*. Paris : Ellipses, 1995.

Laponce, J.A. *Left and Right. The Topography of Political Perceptions*. Toronto: University of Toronto Press, 1981.

Lasch, Christopher. *The Agony of the American Left*. New York : Alfred A. Knopf, 1969.

\_\_\_\_\_. *Le seul et vrai paradis : une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques*. Paris : Flammarion, 2006.

Latzer, Barry. *Death Penalty Cases. Leading U.S. Supreme Court Cases on Capital Punishment*. 2<sup>e</sup> édition. Boston : Butterworth-Heinemann, 2002.

Laurent, Alain. *Le libéralisme américain: histoire d'un détournement*. Paris : Les belles-lettres, 2006.

Lazarus, Richard J. *The Making of Environmental Law*. Chicago : University of Chicago Press, 2004.

Lee, Frances E. *Beyond Ideology. Politics, Principles, and Partisanship in the U.S. Senate*. Chicago: The University of Chicago Press, 2009.

Leuchtenburg, William E. *The FDR Years. On Roosevelt and His Legacy*. New York : Columbia University Press, 1995.

\_\_\_\_\_. *Franklin D. Roosevelt and the New Deal, 1932-1940*. New York : Harper Perennial, 2009.

Levendusky, Matthew. *The Partisan Sort. How Liberals Became Democrats and Conservatives Became Republicans*. Chicago : The University of Chicago Press, 2009.

- Levitsky, Steven, et Daniel Ziblatt. *How Democracies Die*. New York : Crown, 2018.
- Link Arthur S. *Woodrow Wilson and the Progressive Era, 1910-1917*. New York : Harper & Row, 1954.
- Lippman, Theo, Jr. *Senator Ted Kennedy*. New York : W.W. Norton & Company, 1976.
- Lipset, Seymour Martin. *The First New Nation. The United States in Historical and Comparative Perspective*. New York: BasicBooks, 1963.
- \_\_\_\_\_. *American Exceptionalism. A Double-Edged Sword*. New York : W.W. Norton, 1996.
- Littlefield, Nick, et David Nexon. *Lion of the Senate. When Ted Kennedy Rallied the Democrats in a GOP Congress*. New York: Simon & Schuster, 2015.
- Lofy, Bill. *Paul Wellstone. The Life of a Passionate Progressive*. Ann Arbor : The University of Michigan Press, 2005.
- Longuet, Claire-Emmanuelle. *Le Congrès des États-Unis*. Paris : Presses universitaires de France, 1989.
- Loomis, Burdett A. *The New American Politician. Ambition, Entrepreneurship, and the Changing Face of Political Life*. New York : BasicBooks, 1988.
- \_\_\_\_\_, et Wendy J. Schiller. *The Contemporary Congress*. 4<sup>e</sup> édition. Belmont : Thomson Wadworth, 2004.
- Lowi, Theodore J. *La deuxième république des États-Unis : la fin du libéralisme*. Paris : Presses universitaires de France, 1986.
- MacGillis, Alec. *The Cynic. The Political Education of Mitch McConnell*. New York : Simon and Schuster Paperpack, 2014.

Mackenzie, G. Calvin. *The Imperiled Presidency. Leadership Challenges in the Twenty-First Century*. Lanham : Rowman & Littlefield, 2016.

\_\_\_\_\_, et Robert Weisbrot. *The Liberal Hour. Washington and the Politics of Change in the 1960s*. New York : Penguin Press, 2008.

Mann, Arthur (dir.). *The Progressive Era. Liberal Renaissance or Liberal Failure?* New York : Holt, Rinehart and Winston, 1963.

Mann, Thomas E., et Norman J. Ornstein. *The Broken Branch. How Congress is Failing America and How to Get It Back on Track*. 2<sup>e</sup> édition. New York : Oxford University Press, 2008.

\_\_\_\_\_. *It's Even Worse than It Looks. How the American Constitutional System Collided with the New Politics of Extremism*. 2<sup>e</sup> édition. New York : Basic Books, 2016.

\_\_\_\_\_. (dir.). *The New Congress*. Washington : American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1981.

March, James G., et Johan P. Olsen. *Rediscovering Institutions. The Organizational Basis of Politics*. New York : Free Press, 1989.

Mark, Gary, et Seymour Martin Lipset. *It Didn't Happen Here. Why Socialism Failed in the United States*. New York : W.W. Norton & Co, 2000.

Massey, Douglas S. *Return of the «L» Word. A Liberal Vision for the New Century*. Princeton: Princeton University Press, 2005.

Matthews, Donald R. *U.S. Senators and Their World*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 1960.

Mayhew, David R. *Congress. The Electoral Connection*. New Haven : Yale University Press, 1974.

\_\_\_\_\_. *America's Congress. Actions in the Public Sphere, James Madison Through Newt Gingrich*. New Haven: Yale University Press, 2000.

\_\_\_\_\_. *Electoral Realignments. A Critique of an American Genre*. New Haven : Yale University Press, 2002.

\_\_\_\_\_. *Divided We Govern. Party Control, Lawmaking, and Investigations, 1946-2002*. 2<sup>e</sup> édition. New Haven : Yale University Press, 2005.

McArthur, John R. *L'illusion Obama : le pouvoir de l'argent aux États-Unis*. Montréal : Lux, 2012.

McCarthy, Nolan, Keith T. Poole et Howard Rosenthal. *Polarized America. The Dance of Ideology and Unequal Riches*. Cambridge: MIT Press, 2006.

McClosky, Herbert, et John Zaller. *Capitalisme et démocratie : l'Amérique, juge de ses valeurs*. Paris : Economica, 1990.

McDonald, Terrence J. (dir.). *The Historic Turn in Human Sciences*. Ann Arbor : The University of Michigan Press, 1996.

McGowan, John. *American Liberalism. An Interpretation for Our Time*. Chapel Hill : The University of North Carolina Press, 2007.

McGrath, Dennis J., et Dane Smith. *Professor Wellstone Goes to Washington. The Inside Story of a Grassroots U.S. Senate Campaign*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1995.

Michelmore, Molly C. *Tax and Spend. The Welfare State, Tax Politics, and the Limits of American Liberalism*. Philadelphie : University of Pennsylvania Press, 2012.

Micklethwait, John, et Adrian Wooldridge. *The Right Nation. Conservative Power in America*. New York : Penguin Press, 2004.



- Milazzo, Paul Charles. *Unlikely Environmentalists. Congress and Clean Water, 1945-1972*. Lawrence : University Press of Kansas, 2006.
- Miles, Michael. *The Radical Probe. The Logic of Student Rebellion*. New York : Atheneum, 1971.
- Milkis, Sidney M., et Jerome M. Mileur (dir.). *The Great Society and the High Tide of American Liberalism*. Amherst : University of Massachusetts Press, 2005.
- Minta, Michael D. *Oversight. Representing the Interests of Blacks and Latinos in Congress*. Princeton: Princeton University Press, 2011.
- Miroff, Bruce. *The Liberals' Moment. The McGovern Insurgency and the Identity Crisis of the Democratic Party*. 2<sup>e</sup> édition. Lawrence: University Press of Kansas, 2009.
- Mitchell, David. *Making Foreign Policy. Presidential Management of the Decision-Making Process*. Burlington : Ashgate, 2005.
- Montgomery, Gayle B., et James W. Johnson. *One Step from the White House. The Rise and Fall of Senator William F. Knowland*. Berkeley : University of California Press, 1998.
- Morgan, Iwan W. *Beyond the Liberal Consensus. A Political History of the United States Since 1965*. New York: St Martin's Press, 1994.
- Morgan, Nicole. *Haine froide : à quoi pense la droite américaine?* Paris : Seuil, 2012.
- Morone, James A. *The Democratic Wish. Popular Participation and the Limits of American Government*. New York : BasicBooks, 1990.
- Mouffe, Chantal. *L'illusion du consensus*. Paris : Albin Michel, 2016.

- Mowry, George Edwin. *The Era of Theodore Roosevelt and the Birth of Modern America, 1900-1912*. New York : Harper & Row, 1958.
- Müller, Jan-Werner. *Qu'est-ce que le populisme? Définir enfin la menace*. Paris : Premier Parallèle, 2016.
- Nagel, Jack H. *The Descriptive Analysis of Power*. New Haven : Yale University Press, 1975.
- Nash, George H. *The Conservative Intellectual Movement in America Since 1945*. New York : BasicBooks, 1976.
- Nemo, Philippe, et Jean Petitot-Cocordat. *Histoire du libéralisme en Europe*. Paris : Presses universitaires de France, 2006.
- Neustadt, Richard E. *Presidential Power and the Modern Presidency. The Politics of Leadership from Roosevelt to Reagan*. New York : The Free Press, 1990.
- Nevin, David. *Muskie of Maine*. New York : Random House, 1972.
- Noble, Charles. *The Collapse of Liberalism. Why America Needs a New Left*. Lanham : Rowman & Littlefield, 2004.
- Noël, Alain, et Jean-Philippe Thérien. *La gauche et la droite : un débat sans frontières*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2010.
- Noel, Hans. *Political Ideologies and Political Parties in America*. New York : Cambridge University Press, 2013.
- O'Brien, Michael. *Philip Hart. The Conscience of the Senate*. East Lansing : Michigan State University Press, 1995.
- Olsen, Henry. *The Working Class Republican. Ronald Reagan and the Return of Blue-Collar Conservatism*. New York : Broadside Books, 2017.

Orren, Karen, et Stephen Skowronek. *The Search for American Political Development*. New York : Cambridge University Press, 2004.

Packer, George. *The Unwinding. An Inner History of the New America*. New York : Farrar, Strauss and Giroux, 2013.

Parenteau, Danic, et Ian Parenteau. *Les idéologies politiques : le clivage gauche-droite*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008.

Parmet, Herbert S. *The Democrats. The Years After FDR*. New York : Oxford University Press, 1976.

Patashnik, Eric M. *Reforms at Risk. What Happens After Major Policy Changes Are Enacted*. Princeton : Princeton University Press, 2008.

Patterson, James T. *Congressional Conservatism and the New Deal. The Growth of the Conservative Coalition in Congress, 1933-1939*. Lexington: University of Kentucky Press, 1967.

\_\_\_\_\_. *Restless Giant. The United States from Watergate to Bush v. Gore*. New York : Oxford University Press, 2005.

Pells, Richard H. *The Liberal Mind in a Conservative Age. American Intellectuals in the 1940s and 1950s*. New York : Harper & Row, 1985.

Perlstein, Rick. *Nixonland. The Rise of a President and the Fracturing of America*. New York : Scribner, 2008.

Perry, Roland. *Élections sur ordinateur*. Paris : Robert Laffont, 1984.

Philipps, Kevin P. *The Emerging Republican Majority*. New Rochelle : Arlington House, 1969.

- Pierson, Paul. *Politics in Time. History, Institutions, and Social Analysis*. Princeton : Princeton University Press, 2004.
- \_\_\_\_\_, et Theda Skocpol (dir.). *The Transformation of American Politics. Activist Government and the Rise of Conservatism*. Princeton : Princeton University Press, 2007.
- Piketty, Thomas. *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris : Seuil, 2013.
- Pinker, Steven. *The Better Angels of our Nature. Why Violence Has Declined*. New York Penguin Books, 2011.
- Piper, Richard J. *Ideologies and Institutions. American Conservative and Liberal Governance Prescriptions Since 1933*. Lanham : Rowman & Littlefield, 1997.
- Polsby, Nelson W. *Congress and the Presidency*. 4<sup>e</sup> édition. Englewood Cliffs : Prentice Hall, 1986.
- Poole, Keith T., et Howard Rosenthal. *Ideology and Congress*. New Brunswick: Transaction Publishers, 2007.
- Price Foley, Elizabeth. *The Tea Party. Three Principles*. New York : Cambridge University Press, 2012.
- Raskin, Marcus G. *Liberalism. The Genius of American Ideals*. Lanham : Rowman & Littlefield, 2004.
- Rawls, John. *Libéralisme politique*. Paris : Presses universitaires des France, 2016.
- Rémond, René. *Pour une histoire politique*. 2<sup>e</sup> édition. Paris : Seuil, 1996.
- Rich, Andrew. *Think Tanks, Public Policy, and the Politics of Expertise*. New York : Cambridge University Press, 2004.

- Richardson, James L. *Contending Liberalisms in World Politics*. Boulder : Lynn Rienner Publishers, 2001.
- Rieselbach, Leroy N. *Congressional Reform in the Seventies*. Morristown : General Learning Press, 1977.
- Ripley, Randall B. *Power in the Senate*. New York : St. Martin's Press, 1969.
- Rockman, Bert A., et Andrew Rudalevige (dir.). *The Obama Legacy*. Lawrence : University Press of Kansas, 2019.
- Rogers, Peter. *America's Water. Federal Roles and Responsibilities*. Cambridge : The MIT Press, 1996.
- Rosenbaum, Walter A. *Environmental Politics and Policy*. 5<sup>e</sup> édition. Washington : CQ Press, 2002; 8<sup>e</sup> édition. Washington : CQ Press, 2011.
- Rosenblatt, Helena. *The Lost History of Liberalism. From Ancient Rome to the Twenty-First Century*. Princeton : Princeton University Press, 2018.
- Rotunda, Ronald D. *The Politics of Language. Liberalism as a Word and Symbol*. Iowa City: University of Iowa Press, 1986.
- Sandbrook, Dominic. *Eugene McCarthy. The Rise and Fall of Postwar American Liberalism*. New York : Alfred A. Knopf, 2004.
- \_\_\_\_\_. *Mad as Hell. The Crisis of the 1970s and the Rise of the Populist Right*. New York : Alfred A. Knopf, 2011.
- Sanders, Elizabeth. *Roots of Reform. Farmers, Workers, and the American State, 1877-1917*. Chicago : The University of Chicago Press, 1999.
- Schickler, Eric. *Disjointed Pluralism. Institutional Pluralism and the Development of the U.S. Congress*. Princeton : Princeton University Press, 2001.

- Schlesinger, Arthur M., Jr. *The Vital Center*. Boston : Houghton Mifflin, 1949.
- \_\_\_\_\_. *The Age of Roosevelt. The Politics of Upheaval*. Boston : Houghton Mifflin, 1960.
- \_\_\_\_\_. *The Politics of Hope*. Boston : Riverside Press, 1962.
- \_\_\_\_\_. *The Imperial Presidency*. Boston : Houghton Mifflin, 1973.
- \_\_\_\_\_. *The Cycles of American History*. Boston : Houghton Mifflin, 1986.
- Schlesinger, Joseph. *Ambition and Politics*. Chicago : Rand McNally, 1966.
- Schneider, Jerrold E. *Ideological Coalitions in Congress*. Westport : Greenwood Press, 1979.
- Schrecker, Ellen. *The Age of McCarthyism. A Brief History with Documents*. 2<sup>e</sup> édition. New York : Palgrave, 2002.
- Schulman, Bruce J. *The Seventies. The Great Shift in American Culture, Society, and Politics*. New York : Da Capo Press, 2001.
- Selfa, Lance. *The Democrats. A Critical History*. Édition révisée et mise à jour. Chicago : Haymarket Books, 2012.
- Shafer, Byron E. *The American Political Pattern. Stability and Change, 1932-2016*. Lawrence : University Press of Kansas, 2016.
- Shaffer, William R. *Party and Ideology in the United States Congress*. Washington : University Press of America, 1980.
- Shapiro, Ira. *The Last Great Senate. Courage and Statesmanship in Times of Crisis*. New York : PublicAffairs, 2012.

Shawki, Ahmed. *Black and Red : les mouvements noirs et la gauche aux États-Unis*.  
Ville Mont-Royal : M éditeur, 2012.

Sinclair, Barbara. *Congressional Realignment, 1925-1978*. Austin : University of  
Texas Press, 1982.

\_\_\_\_\_. *The Transformation of the U.S Senate*. Baltimore : The Johns Hopkins  
University Press, 1989.

\_\_\_\_\_. *Unorthodox Lawmaking. New Legislative Processes in the U.S. Congress*.  
4<sup>e</sup> édition. Los Angeles: SAGE, 2012.

Skocpol, Theda. *Protecting Soldiers and Mothers. The Political Origins of Social  
Policy in the United States*. Cambridge : The Belknap Press of Harvard  
University Press, 1992.

\_\_\_\_\_. *Boomerang. Clinton's Health Security Effort and the Turn against Government  
in U.S. Politics*. New York : W. W. Norton & Company, 1996.

\_\_\_\_\_, et Lawrence R. Jacobs. *Reaching for a New Deal. Ambitious Governance,  
Economic Meltdown, and Polarized Politics in Obama's First Two Years*. New  
York : Russell Sage Foundation, 2011.

\_\_\_\_\_, et Vanessa Williamson. *The Tea Party and the Remaking of Republican  
Conservatism*. New York : Oxford University Pressm 2012.

Skowronek, Stephen. *Building a New American State. The Expansion of National  
Administrative Capacities, 1877-1920*. New York : Cambridge University Press,  
1982.

Smith, Rogers M. *Civic Ideals. Conflicting Visions of Citizenship in U.S. History*. New  
Haven: Yale University Press, 1997.

- Smith, Steven S. *Call to Order. Floor Politics in the House and Senate*. Washington : The Brookings Institution, 1989.
- Smith, Tony. *Why Wilson Matters. The Origin of American Liberal Internationalism and Its Crisis Today*. Princeton : Princeton University Press, 2019.
- Sombart, Werner. *Why Is There No Socialism in the United States*. White Plains : M.E Sharpe, 1976.
- Sorman, Guy. *La révolution conservatrice américaine*. Paris : Fayard, 1983.
- Spikes, Daniel. *Angola and the Politics of Intervention. From Local Bush War to Chronic Crisis in Southern Africa*. Jefferson : McFarland & Co, 1993.
- Sprout, Harold, et Margaret Sprout. *The Ecological Perspective on Human Affairs. With Special Reference to International Politics*. Princeton : Princeton University Press, 1965.
- Starr, Paul. *The Social Transformation of American Medicine*. New York : Basic Books, 1982.
- Stimson, James A. *Tides of Consent. How Public Opinion Shapes American Politics*. 2<sup>e</sup> édition. New York : Cambridge University Press, 2015.
- Street, Paul, et Anthony DiMaggio. *Crashing the Tea Party. Mass Media and the Campaign to Remake American Politics*. Boulder : Paradigm Publishers, 2011.
- Sundquist, James L. *Politics and Policy. The Eisenhower, Kennedy, and Johnson Years*. Washington : Brookings Institution, 1968.
- Suskind, Ron. *Confidence Men. Wall Street, Washington, and the Education of a President*. New York : HarperCollins, 2011.



- Swers, Michele L. *Women in the Club. Gender and Policy Making in the Senate.* Chicago : The University of Chicago Press, 2013.
- Swift, Elaine K. *The Making of an American Senate. Reconstitutive Change in Congress, 1787-1841.* Ann Arbor : University of Michigan Press, 1996.
- Taylor, Dorceta E. *The Rise of the American Conservation Movement. Power, Privilege, and Environmental Protection.* Durham : Duke University Press, 2016.
- Teixeira, Ruy. *The Optimistic Leftist. Why the 21st Century Will Be Better than You Think.* New York : St. Martin's Press, 2017.
- \_\_\_\_\_. (dir.). *Red, Blue, and Purple America. The Future of Election Demographics.* Washington : Brookings Institution Press, 2008.
- Theriault, Sean M. *Party Polarization in Congress.* New York : Cambridge University Press, 2008.
- \_\_\_\_\_. *The Gingrich Senators. The Roots of Partisan Warfare in Congress.* New York : Oxford University Press, 2013.
- Thompson, Hunter S. *Fear and Loathing on the Campaign Trail '72.* San Francisco : Straight Arrow Books, 1973.
- Throntveit, Trugve. *Power Without Victory. Woodrow Wilson and the American Internationalist Experiment.* Chicago : University of Chicago Press, 2017.
- Thurber, Timothy N. *The Politics of Equality. Hubert H. Humphrey and the African American Freedom Struggle.* New York: Columbia University Press, 1999.
- Tichenor, Daniel J. *Dividing Lines. The Politics of Immigration Control in America.* Princeton : Princeton University Press, 2002.

- Tilly, Charles. *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons*. New York : Russell Sage Foundation, 1984.
- Unger, Irwin. *The Movement. A History of the American New Left, 1959-1972*. New York : Dodd, Mead & Co, 1974.
- Valeo, Francis R. *Mike Mansfield, Majority Leader. A Different Kind of Senate, 1961-1976*. New York : Routledge, 2000.
- Vallet, Élisabeth. *Comprendre les élections américaines : la conquête de la Maison-Blanche*. 3<sup>e</sup> édition. Québec : Septentrion, 2016.
- \_\_\_\_\_ (dir.). *La présidence des États-Unis : présidence impériale ou en péril?* Québec : Presses de l'Université du Québec, 2005.
- Vergniolle de Chantal, François. *L'impossible présidence impériale : le contrôle législatif aux États-Unis*. Paris : CNRS Éditions, 2016.
- Waldman, Tom. *Not Much Left. The Fate of Liberalism in America*. Berkeley : University of California Press, 2008.
- Waller, Douglas C. *Congress and the Nuclear Freeze. An Inside Look at the Politics of a Mass Movement*. Amherst : The University of Massachusetts Press, 1987.
- Watson, Robert P. (dir.). *George McGovern. A Political Life, A Political Legacy*. Pierre : South Dakota State Historical Society Press, 2004.
- Wawro, Gregory. *Legislative Entrepreneurship in the U.S. House of Representatives*. Ann Arbor : The University of Michigan Press, 2001.
- Weatherford, J. McIver. *Tribes on the Hill*. New York : Rawson, Wade Publishers, 1981.

- Welsh, Jennifer. *The Return of History. Conflict, Migration, and Geopolitics in the 21<sup>st</sup> Century*. Toronto : House of Anansi Press, 2016.
- White, William S. *Citadel. The Inside Story of the U.S. Senate*. New York: Harper & Row, 1957.
- Williams, Melissa S. *Voice, Trust, and Memory. Marginalized Groups and the Failings of Liberal Representation*. Princeton : Princeton University Press, 1988.
- Witcover, Jules. *Party of the People. A History of the Democrats*. New York : Random House, 2003.
- Withney, Catherine, *et al.* *Nine and Counting. The Women in the Senate*. New York : William Morrow, 2000.
- Witt, Linda, Karen M. Paget et Glenna Matthews. *Running as a Woman. Gender and Power in American Politics*. New York : The Free Press, 1995.
- Wittner, Lawrence S. *Toward Nuclear Abolition. A History of the World Nuclear Disarmament Movement, 1971 to the Present*. Stanford : Stanford University Press, 2003.
- Woods, Randall B. (dir.). *Vietnam and the American Political Tradition. The Politics of Dissent*. New York: Cambridge University Press, 2003.
- Young, James P. *Rediscovering American Liberalism. The Troubled Odyssey of the Liberal Idea*. Boulder : Westview Press, 1996.
- Zaretski Eli. *Left : essai sur l'autre gauche aux États-Unis*. Paris : Seuil, 2012.
- Zelizer, Julian E. *On Capitol Hill. The Struggle to Reform Congress and Its Consequences, 1948-2000*. New York : Cambridge University Press, 2004.

\_\_\_\_\_. *Governing America. The Revival of Political History*. Princeton : Princeton University Press, 2012.

\_\_\_\_\_. *The Fierce Urgency of Now. Lyndon Johnson, Congress, and the Battle for the Great Society*. New York : Penguin Press, 2015.

Zwirn, Jerrold. *Congressional Publications and Proceedings. Research on Legislation, Budgets, and Treaties*. 2<sup>e</sup> édition. Englewood : Libraries Unlimited, Inc., 1988.

#### *Articles scientifiques*

Abramson, Paul R., John H. Aldrich et David W. Rohde. « Progressive Ambitions Among United States Senators: 1972-1988 ». *The Journal of Politics* 49, 1 (Février 1987). Pages 3-35.

Adams, Greg D. « Abortion: Evidence of an Issue Evolution ». *American Journal of Political Science* 41, 3 (Juillet 1997). Pages 718-737.

American Political Science Association. « Toward a More Responsible Two-Party System: A Report of the Committee on Political Parties ». *The American Political Science Review* 44, 3 (Septembre 1950). Pages v-ix; 1-96.

Ansolabehere, Stephen, James M. Snyder, Jr. et Charles Stewart, III. « Candidate Positioning in House Elections ». *American Journal of Political Science* 45, 1 (Janvier 2001). Pages 136-159.

Barry, Colleen L., *et al.* « After Newtown – Public Opinion on Gun Policy and Mental Illness ». *The New England Journal of Medicine* 368, 12 (21 mars 2013). Pages 1077-1081.

Béland, Daniel, et Alex Waddan. « The Obama Presidency and Health Insurance Reform : Assessing Continuity and Change ». *Social Policy & Society* 11, 3 (2012). Pages 319-330.

- Bell, Duncan. « What Is Liberalism? ». *Political Theory* 42, 6 (2015). Pages 682-715.
- Bernstein, Robert A., et William W. Anthony. « The ABM Issue in the Senate, 1968-1970: The Importance of Ideology ». *The American Political Science Review* 68, 3 (Septembre 1974). Pages 1198-1206.
- Bernstein, Robert A., et Stephen R. Horn. « Explaining House Voting on Energy Policy: Ideology and the Conditional Effects of Party and District Economic Interests ». *The Western Political Quarterly* 34, 2 (Juin 1981). Pages 235-245.
- Billings, Leon G. « Edmund S. Muskie: A Man with a Vision ». *Maine Law Review* 67, 2 (2015). Pages 234-238.
- Binder, Sarah A. « Where Do Institutions Come From? Exploring the Origins of the Senate Blue Slip ». *Studies in American Political Development* 21, 1 (Printemps 2007). Pages 1-15.
- \_\_\_\_\_. « The Dysfunctional Congress ». *Annual Review of Political Science* 18, 7 (Décembre 2014). Pages 7.1-7.17.
- Birn, Anne-Emanuelle, *et al.*, « Struggles for National Health Reform in the United States ». *American Journal of Public Health* 93, 1 (Janvier 2003). Pages 86-91.
- Blais, André, *et al.* « Where Does Turnout Decline Come From? ». *European Journal of Political Research* 43, 2 (2004). Pages 221-236.
- Blomquist, Robert F. « What Is Past Is Prologue: Senator Edmund S. Muskie's Environmental Policymaking Roots as Governor of Maine, 1955-1958 ». *Maine Law Review* 51 (2002). Pages 87-128.
- \_\_\_\_\_. « Senator Edmund S. Muskie and the Dawn of Modern American Environmental Law: First Term, 1959-1964 ». *William and Mary Environmental Law and Policy Review* 26 (2002). Pages 509-550.

- Bonica, Adam. « Mapping the Ideological Marketplace ». *American Journal of Political Science* 58, 2 (avril 2014). Pages 367-386.
- Brady, David W., et Charles S. Bullock, III. « Is There a Conservative Coalition in the House? ». *The Journal of Politics* 42, 2 (Mai 1980). Pages 549-559.
- Bridges, Amy. « Path Dependence, Sequence, History, Theory ». *Studies in American Political Development* 14, 1 (Printemps 2000). Pages 109-112.
- Burden, Barry C. « United States Senators as Presidential Candidates ». *Political Science Quarterly* 117, 1 (Printemps 2002). Pages 81-102.
- \_\_\_\_\_, Gregory A. Caldeira et Tim Groseclose. « Measuring the Ideologies of U.S. Senators: The Song Remains the Same ». *Legislative Studies Quarterly* 25, 2 (Mai 2000). Pages 237-258.
- Cahn, Zachary, et Emily M. Johnston. « Clintoncare and Obamacare: Lessons for Gridlock Theory ». *Congress & the Presidency* 45,3 (2018). Pages 225-253.
- Carson, Richard T., et Joe A. Openheimer. « A Method of Estimating the Personal Ideology of Political Representatives ». *The American Political Science Review* 78, 1 (Mars 1984). Pages 163-178.
- Clemens, Elisabeth S., et James M. Cook. « Politics and Institutionalism: Explaining Durability and Change ». *Annual Review of Sociology* 25 (1999). Pages 441-466.
- Clinton, Joshua D., Simon Jackman et Doug Rivers. « “The Most Liberal Senator?” Analyzing and Interpreting Congressional Roll Calls ». *PS: Political Science and Politics* 37, 4 (Octobre 2004). Pages 805-811.
- Collie, Melissa P. « The Rise of Coalition Politics: Voting in the U.S. House, 1933-1980 ». *Legislative Studies Quarterly* 13, 3 (Août 1988). Pages 321-342.

- Collins, Randall. « Turning Points, Bottlenecks, and the Fallacies of Counterfactual History ». *Sociological Forum* 22, 3 (Septembre 2007). Pages 247-269.
- Collomb, Jean-Daniel. « Les périls de l'idéologie : la droite américaine et le dérèglement climatique ». *Politique américaine* 32, 1 (2019). Pages 189-213.
- Conger, Kimberly H. « A Matter of Context: Christian Right Influence in U.S. State Republican Politics ». *State Politics & Policy Quarterly* 10, 3 (Automne 2010). Pages 248-269.
- Daynes, Byron W., et Glenn Sussman. « President George W. Bush: "Pale Green" Responses to the Environment? ». *The American Review of Politics* 29 (Hiver 2008-2009). Pages 371-385.
- Dodds, Graham G. « Crusade or Charade? The Religious Right and the Culture Wars ». *Canadian Review of American Studies* 42, 3 (2012). Pages 274-300.
- Dombrink, John. « After the Culture War? Shifts and Continuities in American Conservatism ». *Canadian Review of American Studies* 42, 3 (2012). Pages 301-321.
- Downs, Anthony. « Up and Down with Ecology – The "Issue-Attention Cycle" ». *Public Interest* 28 (Été 1972). Pages 38-50.
- Dunlap, Riley E., et Peter J. Jacques. « Climate Change Denial Books and Conservative Think Tanks: Exploring the Connection ». *American Behavioral Scientist* 57, 6 (Juin 2013). Pages 699-731.
- Edwards, George C., III, et B. Dan Wood. « Who Influences Whom? The President, Congress, and the Media ». *The American Political Science Review* 93, 2 (Juin 1999). Pages 327-344.

- Fleisher, Richard, et John R. Bond. « The Shrinking Middle in the US Congress ». *British Journal of Political Science* 34, 3 (Juillet 2004). Pages 429-451.
- Foner, Eric. « Why Is There No Socialism in the United States? », *History Workshop* 17 (Printemps 1984). Pages 57-80.
- Franklin, Daniel Paul, et Michael P. Fix. « The Best of Times and the Worst of Times : Polarization, and Presidential Success in Congress ». *Congress & the Presidency* 43, 3 (2016). Pages 377-394.
- Gagnon, Frédérick. « Quelle guerre culturelle? Les médias américains et québécois et le mythe de la polarisation de la société américaine ». *Études internationales* 40, 3 (Septembre 2009). Pages 395-416.
- \_\_\_\_\_. « Le grand retournement: Obama et les *midterms* de 2010 ». *Politique américaine* 18 (Hiver 2010-2011). Pages 117-130.
- \_\_\_\_\_. « Introduction: Ceasefire or New Battle? The Politics of Culture Wars in Obama's Time ». *Canadian Review of American Politics* 42, 3 (2012). Pages 261-273.
- \_\_\_\_\_, et Julie Dufort. « Bienvenue à « Homeric » : les dessins animés américains et la politique de l'immigration non documentée et du mur à la frontière américano-mexicaine ». *Politique et sociétés* 31, 1 (2012). Pages 47-75.
- Garcia Bedolla, Lisa, et Kerry L. Haynie. « The Obama Coalition and the Future of American Politics ». *Politics, Groups, and Identities* 1, 1 (2013). Pages 128-133.
- Gerring, John. « APD from a Methodological Point of View ». *Studies in American Political Development* 17 (Printemps 2003). Pages 82-102.
- Gerstle, Gary. « The Protean Character of American Liberalism ». *The American Historical Review* 99, 4 (Octobre 1994). Pages 1043-1073.



- Gleiber, Dennis W., et Steven A. Shull. « Presidential Influence in the Policymaking Process ». *The Western Political Quarterly* 45, 2 (Juin 1992). Pages 441-467.
- Glenn, Brian J. « The Two Schools of American Political Development ». *Political Studies Review* 2, 2 (2004). Pages 153-165.
- Goldstein, Joel K. « Edmund S. Muskie: The Environmental Leader and Champion ». *Maine Law Review* 67, 2 (2015). Pages 226-232.
- Green, Jane, et Will Jennings. « Party Reputation and Policy Priorities: How Issue Ownership Shapes Executive and Legislative Agendas ». *British Journal of Political Science* 49, 2 (Avril 2019). Pages 443-466.
- Hacker, Jacob S. « The Historical Logic of National Health Insurance: Structure and Sequence in the Development of British, Canadian, and U.S. Medical Policy ». *Studies in American Political Development* 12 (Printemps 1998). Pages 57-130.
- \_\_\_\_\_. « The Road to Somewhere: Why Health Reform Happened. Or Why Political Scientists Who Write about Public Policy Shouldn't Assume They Know How to Shape It ». *Perspectives on Politics* 8, 3 (Septembre 2010). Pages 861-876.
- Hale, Jon F. « The Making of the New Democrats ». *Political Science Quarterly* 110, 2 (Été 1995). Pages 207-232.
- Hall, Peter A., et Rosemary C.R. Taylor. « La science politique et les trois néo-institutionnalismes ». *Revue française de science politique* 47, 3-4 (1997). Pages 469-496.
- Hall, Richard L. « Measuring Legislative Influence ». *Legislative Studies Quarterly* 17, 2 (Mai 1992). Pages 205-231.
- Harris, Paul G. « Beyond Bush: Environmental Politics and Prospects for US Climate Policy ». *Energy Policy* 37, 3 (Mars 2009). Pages 966-971.

- Haydu, Jeffrey. « Making Use of the Past: Time Periods as Cases to Compare and as Sequences of Problem Solving », *American Journal of Sociology* 104, 2 (Septembre 1998). Pages 339-371.
- Heclo, Hugh. « The Clinton Health Plan: Historical Perspective ». *Health Affairs* 14, 1 (Printemps 1995). Pages 86-98.
- Herrnson, Paul S., et Kelly D. Patterson. « Toward a More Programmatic Democratic Party? Agenda-Setting and Coalition-Building in the House of Representatives ». *Polity* 27, 4 (Été 1995). Pages 607-628.
- Hines, Mark C., et Michele L. Swers. « Ideological Warriors and Constituent Servants: Understanding the Determinants of Participation on Health Care Legislation in the Polarized Senate ». *Congress & the Presidency* 42, 2 (2015). Pages 147-180.
- Horowitz, Irving Louis. « Louis Hartz and the Liberal Tradition: From Consensus to Crack-Up ». *Modern Age* (Été 2005). Pages 201-209.
- Huitt, Ralph K. « The Outsider in the Senate: An Alternative Role ». *The American Political Science Review* 55, 3 (Septembre 1961). Pages 566-575.
- Jackson, John E., et John W. Kingdon. « Ideology, Interest Group Scores, and Legislative Votes ». *American Journal of Political Science* 36, 3 (Août 1992). Pages 805-823.
- Jacobs, Lawrence R., et Robert Y. Shapiro. « Don't Blame the Public for Failed Health Care Reform ». *Journal of Health Politics, Policy and Law* 20, 2 (Été 1995). Pages 411-423.
- Jenkins, Jeffery A., et Timothy P. Nokken. « Legislative Shirking in the Pre-Twentieth Amendment Era: Presidential Influence, Party Power, and Lame-Duck Sessions

of Congress, 1877-1933 ». *Studies in American Political Development* 22, 1 (Printemps 2008). Pages 111-140.

Jenkins, Jeffery A., Justin Peck et Vesla M. Weaver. « Between Reconstructions: Congressional Action on Civil Rights, 1891-1940 ». *Studies in American Political Development* 24, 1 (Avril 2010). Pages 57-89.

Jenkins, Jeffery A., Eric Schickler et Jamie L. Carson. « Constituency Cleavages and Congressional Parties: Measuring Homogeneity and Polarization, 1857-1913 ». *Social Science History* 28, 4 (Hiver 2004). Pages 537-573.

Johnson, Stephen D., et Joseph B. Tamney. « The Christian Right and the 1984 Presidential Election ». *Review of Religious Research* 27, 2 (Décembre 1985). Pages 124-133.

Kalt, Joseph P., et Mark A. Zupan. « Capture and Ideology in the Economic Theory of Politics ». *The American Economic Review* 74, 3 (Juin 1984). Pages 279-300.

Katznelson, Ira, et John S. Lapinski. « At the Crossroads: Congress and American Political Development ». *Perspective on Politics* 4, 2 (Juin 2006). Pages 243-260.

Kernell, Sam. « Is the Senate More Liberal Than the House? ». *The Journal of Politics* 35, 2 (Mai 1973). Pages 332-366.

Kersh, Rogan. « The Growth of American Political Development: The View from the Classroom ». *Perspectives on Politics* 3, 2 (Juin 2005). Pages 335-345.

Key, V.O. « A Theory of Critical Elections ». *The Journal of Politics* 17, 1 (Février 1955). Pages 3-18.

Koger, Gregory. « Position Taking and Cosponsorship in the U.S. House ». *Legislative Studies Quarterly* 28, 2 (Mai 2003). Pages 225-246.

- Kritzer, Herbert M. « Ideology and American Political Elites ». *The Public Opinion Quarterly* 42, 4 (Hiver 1978). Pages 484-502.
- Lee, Frances E. « Agreeing to Disagree: Agenda Content and Senate Partisanship, 1981-2004 ». *Legislative Studies Quarterly* 33, 2 (Mai 2008). Pages 199-222.
- Leff, Mark H. « Revisioning U.S. Political History ». *American Historical Review* 100, 3 (Juin 1995). Pages 829-853.
- Leuchtenburg, William E. « The Pertinence of Political History: Reflection on the Significance of the State in America ». *The Journal of American History* 73, 3 (Décembre 1986). Pages 585-600.
- Levitt, Steven D. « How Do Senators Vote? Disentangling the Role of Voter Preferences, Party Affiliation, and Senator Ideology ». *The American Economic Review* 86, 3 (Juin 1996). Pages 425-441.
- Lieberman, Robert C., Suzanne Mettler, Thomas B. Pepinsky, Kenneth M. Roberts et Richard Valelly. « The Trump Presidency and American Democracy: A Historical and Comparative Analysis », *Perspective on Politics* 17, 2 (Juin 2019). Pages 470-479.
- Londregan, John. « Estimating Legislators' Preferred Points ». *Political Analysis* 8, 1 (1999). Pages 35-56.
- Love, Bettina L., et Brandelyn Tosolt. « Reality or Rhetoric? Barack Obama and Post-Racial America ». *Race, Gender & Class* 17, 3-4 (2010). Pages 19-37.
- Mantel, Howard N. « The Congressional Record: Fact or Fiction of the Legislative Process ». *The Western Political Quarterly* 12, 4 (Décembre 1959). Pages 981-995.

- Manzo, Kate. « U.S. South Africa in the 1980s: Constructive Engagement and Beyond ». *Review of Policy Research* 6, 2 (Novembre 1986). Pages 212-221.
- Markel, Howard. « Give 'Em Health, Harry ». *The Milbank Quarterly* 93, 1 (2015). Pages 1-7.
- Matthews, Donald R. « The Folkways of the United States Senate: Conformity to Group Norms and Legislative Effectiveness ». *The American Political Science Review* 53, 4 (Décembre 1959). Pages 1064-1089.
- McAuliffe, Mary S. « Liberals and the Communist Control Act of 1954 ». *Journal of American History* 63, 2 (Septembre 1976). Pages 351-367.
- McKinney, Richard J. « An Overview of the Congressional Record and Predecessor Publications ». *Law Library Lights* 46, 2 (Hiver 2002). Pages 16-22.
- Mitchell, George J. « World Peace: The Legacy of Edmund S. Muskie ». *Cornell International Law Journal* 30 (1997). Pages 631-642.
- Mongan, James J. « Anatomy and Physiology of Health Reform's Failure ». *Health Affairs* 14, 1 (Printemps 1995). Pages 99-101.
- Moravcsik, Andrew. « Taking Preference Seriously: A Liberal Theory of International Politics ». *International Organization* 51, 4 (Automne 1997). Pages 513-553.
- Namenwirth, J. Zvi. « Wheels of Time and the Interdependence of Value Change in America ». *The Journal of Interdisciplinary History* 3, 4 (Printemps 1973). Pages 649-683.
- Newman, Howard N. « Medicare and Medicaid ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 399 (Janvier 1972). Pages 114-124.

- Peabody, Robert L., Norman J. Ornstein et David W. Rohde. « The United States Senate as a Presidential Incubator: Many Are Called but Few Are Chosen ». *Political Science Quarterly* 91, 2 (Été 1976). Pages 237-258.
- Peltzman, Sam. « Constituent Interest and Congressional Voting ». *Journal of Law and Economics* 27, 1 (Avril 1984). Pages 181-210.
- Peskowitz, Zachary. « Ideological Signaling and Incumbency Advantage ». *British Journal of Political Science* 49, 2 (Avril 2019). Pages 467-490.
- Peterson, Mark A. « It Was a Different Time: Obama and the Unique Opportunity for Health Care Reform ». *Journal of Health Politics, Policy and Law* 36, 3 (Juin 2011). Pages 429-436.
- Pierson, Paul. « Not Just What, but *When*. Timing and Sequence in Political Processes ». *Studies in American Political Development* 14, 1 (Printemps 2000). Pages 72-92.
- \_\_\_\_\_. « The Study of Policy Development ». *The Journal of Policy History* 17, 1 (2005). Pages 34-51.
- Polsby, Nelson W. « Contemporary Transformations of American Politics: Thought on the Research Agendas of Political Scientists ». *Political Science Quarterly* 96, 4 (Hiver 1981-1982). Pages 551-570.
- Poole, Keith T., et R. Stephen Daniels. « Ideology, Party, and Voting in the U.S. Congress, 1959-1980 ». *The American Political Science Review* 79, 2 (Juin 1985). Pages 373-399.
- Pugh, Graham. « Clean Energy from Bush to Obama ». *Issues in Science and Technology* 31, 3 (Printemps 2015). Pages 41-54.

- Resnick, David, et Norman C. Thomas. « Cycling Through American Politics ». *Polity* 23, 1 (Automne 1990). Pages 1-21.
- Ritchie, Melinda N., et Hye Young You. « Legislators as Lobbyists ». *Legislative Studies Quarterly* 44, 1 (Février 2019). Pages 65-95.
- Rocca, Michael S. « Nonlegislative Debate in the U.S. House of Representatives ». *American Politics Research* 35, 4 (Juillet 2007). Pages 489-505.
- Saldin, Robert P. « Healthcare Reform: A Prescription for the 2010 Republican Landslide? ». *The Forum* 8, 4, art. 10 (2010).
- Schickler, Eric, Kathryn Pearson et Brian D. Feinstein. « Congressional Parties and Civil Rights Politics from 1933 to 1972 ». *The Journal of Politics* 72, 3 (Juillet 2010). Pages 672-689.
- Schiller, Wendy J. « Senators as Political Entrepreneurs: Using Bill Sponsorship to Shape Legislative Agendas ». *American Journal of Political Science* 39, 1 (Février 1995). Pages 186-203.
- \_\_\_\_\_. « Building Careers and Courting Constituents: U.S. Senate Representation 1889-1924 ». *Studies in American Political Development* 20, 2 (Automne 2006). Pages 185-197.
- Schneider, Mark, et Paul Teske. « Toward a Theory of the Political Entrepreneur: Evidence from Local Government ». *The American Political Science Review* 86, 3 (Septembre 1992). Pages 737-747.
- Sellers, Patrick J. « Manipulating the Message in the U.S. Congress ». *The Harvard International Journal of Press/Politics* 5, 1 (2000). Pages 22-31.

- Sheingate, Adam D. « Political Entrepreneurship, Institutional Change, and American Political Development ». *Studies in American Political Development* 17 (Automne 2003). Pages 185-203.
- Sinclair, Barbara. « Senate Styles and Senate Decision Making, 1955-1980 ». *The Journal of Politics* 48, 4 (Novembre 1986). Pages 877-908.
- Skodvin, Tora, et Steinar Andresen. « An Agenda for Change in U.S. Climate Policies? Presidential Ambition and Congressional Powers ». *International Environmental Agreements: Politics, Law, and Economics* 9, 3 (Août 2009). Pages 263-280.
- Smith, Rogers M. « Beyond Tocqueville, Myrdal, and Hartz: The Multiple Traditions in America ». *The American Political Science Review* 87, 3 (Septembre 1993). Pages 549-566.
- \_\_\_\_\_. « Substance and Methods in APD Research ». *Studies in American Political Development* 17 (Printemps 2003). Pages 111-115.
- Soifer, Hillel David. « The Causal Logic of Critical Junctures ». *Comparative Political Studies* 45, 12 (2012). Pages 1572-1597.
- Steinmo, Sven, et Jon Watts. « It's the Institutions, Stupid! Why Comprehensive National Health Insurance Always Fails in America ». *Journal of Health Politics, Policy and Law* 20, 2 (Été 1995). Pages 329-372.
- Stevens, Athur G., Jr., Arthur H. Miller et Thomas E. Mann. « Mobilization of Liberal Strength in the House, 1955-1970: The Democratic Study Group ». *The American Political Science Review* 68, 2 (Juin 1974). Pages 667-681.
- Stevens, Robert D. « But Is the Record Complete? A Case of Censorship of the *Congressional Record* ». *Government Publications Review* 9 (1982). Pages 75-80.



- Stimson, James A., Michael MacKuen et Robert Erikson. « Dynamic Representation ». *American Political Science Review* 89 (Septembre 1995). Pages 543-565.
- Stone, Alec. « Le « néo-institutionnalisme » : défis conceptuels et méthodologiques ». *Politix* 5, 20 (1992). Pages 155-168.
- Tillery, Alvin B., Jr. « Foreign Policy Activism and Power in the House of Representatives: Black Members of Congress and South Africa, 1968-1986 ». *Studies in American Political Development* 20, 1 (Avril 2006). Pages 88-103.
- Toler, Deborah. « Constructive Engagement: Reactionary Pragmatism at Its Best ». *Issue. A Journal of Opinion* 12, 3-4 (automne/hiver 1982). Pages 11-18.
- Wainess, Flint J. « The Ways and Means of National Health Care Reform, 1974 and Beyond ». *Journal of Health Politics, Policy and Law* 24, 2 (Avril 1999). Pages 305-333.
- Walker, Jack L. « Setting the Agenda in the U.S. Senate: A Theory of Problem Selection ». *British Journal of Political Science* 7, 4 (Octobre 1977). Pages 423-445.
- Wawro, Gregory J., et Eric Schickler. « Reid's Rules: Filibusters, the Nuclear Option, and Path Dependence in the US Senate ». *Legislative Studies Quarterly* 43, 4 (Novembre 2018). Pages 619-647.
- Webb, Daryl. « Crusade: George McGovern's Opposition to the Vietnam War ». *South Dakota History* 28, 3 (1988). Pages 161-190.
- Weir, Margaret. « Institutional and Political Obstacles to Reform ». *Health Affairs* 14, 1 (Printemps 1995). Pages 102-104.
- \_\_\_\_\_. « States, Race, and the Decline of New Deal Liberalism ». *Studies in American Political Development* 19 (Automne 2005). Pages 157-172.

- Weisberg, Herbert F. « Scaling Models for Roll-Call Analysis ». *The American Political Science Review* 66, 4 (Décembre 1972). Pages 1306-1315.
- \_\_\_\_\_. « Dimensionland: An Excursion into Spaces ». *American Journal of Political Science* 18, 4 (Novembre 1974). Pages 743-776.
- Weissert, Carol S. « Policy Entrepreneurs, Policy Opportunists, and Legislative Effectiveness ». *American Politics Research* 19, 2 (Avril 1991). Pages 262-274.
- Welch, Reed L. « Was Reagan Really a Great Communicator? The Influence of Televised Addresses on Public Opinion ». *Presidential Studies Quarterly* 33, 4 (Décembre 2003). Pages 853-876.
- Wildavsky, Aaron. « Choosing Preferences by Constructing Institutions: A Cultural Theory of Preference Formation ». *The American Political Science Review* 81, 1 (Mars 1987). Pages 3-22.
- Williamson, Vanessa, Theda Skocpol et John Coggin. « The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism ». *Perspectives on Politics* 9, 1 (Mars 2011). Pages 25-43.
- Wittkopf, Eugene, et James McCormick. « When Congress Supports the President: A Multilevel Inquiry ». *Série Cahiers de l'Espace Europe* 13 (Mai 1999). Pages 15-40.
- Wolfensberger, Donald R. « The Return of the Imperial Presidency? ». *The Wilson Quarterly* 26, 2 (Printemps 2002). Pages 36-41.
- Woon, Jonathan. « Issue Attention and Legislative Proposals in the U.S. Senate ». *Legislative Studies Quarterly* 34, 1 (Février 2009). Pages 29-54.

*Chapitres de livre*

Abramowitz, Alan I. « Ideological Realignment among Voters ». In Stonecash, Jeffrey M. (dir.). *New Directions in American Political Parties*. New York : Routledge, 2010. Pages 126-147.

\_\_\_\_\_. « U.S. Senate Elections in a Polarized Era ». In Loomis, Burdett A. (dir.). *The U.S. Senate: From Deliberation to Dysfunction*. Los Angeles : SAGE, 2012. Pages 27-48.

Badger, Tony. « Albert Gore Sr., Liberalism and the South in the 1960s ». In Bell, Jonathan, et Timothy Stanley (dir.). *Making Sense of American Liberalism*. Urbana : University of Illinois Press, 2012. Pages 159-180.

Balthazar, Louis. « Le cadre culturel : le style national ». In David, Charles-Philippe (dir.). *La politique étrangère des États-Unis : fondements, acteurs, formulation*. 3<sup>e</sup> édition. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2015. Pages 107-146.

Baumer, Donald C. « Senate Democratic Leadership in the 101<sup>st</sup> Congress ». In Hertzke, Allen D., et Ronald Peters, Jr. (dir.). *The Atomistic Congress. An Interpretation of Congressional Change*. Armonk : M. E Sharpe, 1992. Pages 293-332.

Beer, Samuel H. « Liberalism and the National Idea ». In Goldwyn, Robert A. (dir.). *Left, Right, and Center. Essays on Liberalism and Conservatism in the United States*. Chicago: Rand McNally & Co, 1967. Pages 142-169.

Béland, Daniel, et Alex Waddan. « Health Politics and the Patient Protection and Affordable Care Act ». In Dumbrell, John (dir.). *Issues in American Politics. Polarized Politics in the Age of Obama*. New York : Routledge, 2013. Pages 44-56.

- Bell, Jonathan. « From Popular Front to Liberalism. Redefining the Political in California in the Post-World War II Era ». In Bell, Jonathan, et Timothy Stanley (dir.). *Making Sense of American Liberalism*. Urbana: University of Chicago Press, 2012. Pages 38-61.
- Berkowitz, Peter. « Introduction ». In Berkowitz, Peter (dir.). *Varieties of Progressivism in America*. Stanford : Hoover Institution Press, 2004. Pages xi-xx.
- \_\_\_\_\_. « The Liberal Spirit in America and Its Paradoxes ». In Jumonville, Neil, et Kevin Matton (dir.). *Liberalism for a New Century*. Berkeley : University of California Press, 2007. Pages 13-32.
- Binder, Sarah. « Legislating in Polarized Times ». In Dodd, Lawrence C., et Bruce I. Oppenheimer (dir.). *Congress Reconsidered*. 11<sup>e</sup> édition. Thousand Oaks : CQ Press, 2017. Pages 189-206.
- \_\_\_\_\_, et Forrest Maltzman. « Is Advice and Consent Broken? The Contentious Politics of Confirming Federal Judges and Justices ». In Dodd, Lawrence C., et Bruce I. Oppenheimer (dir.). *Congress Reconsidered*. 11<sup>e</sup> édition. Thousand Oaks : CQ Press, 2017. Pages 399-420.
- Brewer, Mark D. « Strategic Maneuvers: Political Parties and the Pursuit of Winning Coalitions in a Constantly Changing Electoral Environment ». In Stonecash, Jeffrey M. (dir.). *New Directions in American Political Parties*. New York : Routledge, 2010. Pages 22-43.
- Carter, Ralph G. « Congress and the Post-Cold War U.S. Foreign Policy ». In Scott, James M. (dir.). *After the End. Making U.S. Foreign Policy in the Post-Cold War World*. Durham : Duke University Press, 1998. Pages 108-137.

- Conlay, Richard S. « Congress, the Presidency, Information Technology, and the Internet. Policy Entrepreneurship at Both Ends of Pennsylvania Avenue ». In Thurber, James A., et Colton C. Campbell (dir.). *Congress and the Internet*. Upper Saddle River : Prentice Hall, 2003. Pages 135-160.
- Connor, George E., et Bruce I. Oppenheimer. « From Concept to Context: Representation in the Twentieth Century ». In Ahuja, Sunil, et Robert Dewhirst (dir.). *Congress Responds to the Twentieth Century*. Columbus : The Ohio State University Press, 2003. Pages 21-42.
- Converse, Philip E. « The Nature of Belief Systems in Mass Publics ». In Apter, David E. (dir.). *Ideology and Discontent*. New York : The Free Press of Glencoe, 1964. Pages 206-261.
- Cooper, Joseph. « The Modern Congress ». In Dodd, Lawrence C., et Bruce I. Oppenheimer (dir.). *Congress Reconsidered*. 10<sup>e</sup> édition. Washington : CQ Press, 2013. Pages 401-436.
- David, Paul. « Path Dependence, Its Critics, and the Quest for ‘Historical Economics’ ». In Garrouste, Pierre, et Stavros Ioannides (dir.). *Evolution and Path Dependence in Economic Ideas: Past and Present*. Cheltenham : Edward Elgar, 2000. Pages 15-39.
- Davidson, Roger H. « The Emergence of the Postreform Congress ». In Davidson Roger H. (dir.). *The Postreform Congress*. New York : St. Martin’s Press, 1992. Pages 3-23.
- \_\_\_\_\_, et Walter J. Oleszek. « From Monopoly to Management: Changing Patterns of Committee Deliberation ». In Davidson, Roger H. (dir.). *The Postreform Congress*. New York : St. Martin’s Press, 1992. Pages 129-141.

- Dochuk, Darren. « Evangelicalism Becomes Southern, Politics Becomes Evangelical: from FDR to Ronald Reagan ». In Knoll, Mark A., et Luke E. Harlow (dir.). *Religion and American Politics. From the Colonial Period to the Present*. 2<sup>e</sup> édition. New York : Oxford University Press, 2007. Pages 297-325.
- Dodd, Lawrence C., et Scot Schraufnagel. « Reconsidering Party Polarization and Policy Productivity: A Curvilinear Perspective ». In Dodd, Lawrence C., et Bruce I. Oppenheimer (dir.). *Congress Reconsidered*. 9<sup>e</sup> édition. Washington : CQ Press, 2009. Pages 393-418.
- Dunn, Marika, et Jane Junn. « Immigrants and Political Parties ». In Stonecash, Jeffrey M. (dir.). *New Directions in American Political Parties*. New York : Routledge, 2010. Pages 166-185.
- Edsall, Thomas Byrne. « The Changing Shape of Power: A Realignment of Public Policy ». In Fraser, Steve, et Gary Gerstle (dir.). *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*. Princeton : Princeton University Press, 1989. Pages 269-298.
- \_\_\_\_\_. « The Old and New Democratic Parties ». In Berkowitz, Peter (dir.). *Varieties of Progressivism in America*. Stanford: Hoover Institution Press, 2004. Pages 31-55.
- Edwards, Lee. « Les origines du mouvement conservateur américain contemporain ». In David, Charles-Philippe, et Julien Turreille (dir.). *Le conservatisme américain : un mouvement qui a transformé les États-Unis*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2007. Pages 14-25.
- Ericson, David F. « Liberalism and American Political Development ». In Valelly, Richard M., Suzanne Mettler et Robert C. Lieberman (dir.). *The Oxford Handbook of American Political Development*. New York : Oxford University Press, 2016. Pages 96-111.

- Escobar, Amélie. « Le développement du mouvement conservateur contemporain ». In Jacob, Rafael, et Julien Tourreille (dir.). *Le conservatisme à l'ère Trump*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2018. Pages 8-20.
- Fournier, Philippe. « Le conservatisme et le populisme d'extrême droite en Europe et aux États-Unis : divergences et convergences ». In Jacob, Rafael, et Julien Tourreille (dir.). *Le conservatisme à l'ère Trump*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2018. Pages 108-121.
- Frantzich, Stephen E. « Re-Presentation – The Intricate Dance of Congressional Representation ». In Doherty, Brendan J., et al. *Clash of Ideal. Cases in American Political Development*. Baltimore : Lanahan, 2010. Pages 45-69.
- Fraser, Steve, et Gary Gerstle. « Introduction ». In Fraser, Steve, et Gary Gerstle (dir.). *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*. Princeton : Princeton University Press, 1989. Pages ix-xxv.
- Frey, William H. « Race, Immigration, and America's Changing Electorate ». In Teixeira, Ruy (dir.). *Red, Blue, and Purple America. The Future of Election Demographics*. Washington : Brookings Institution Press, 2008. Pages 79-108.
- Fuchs, Dieter, et Hans-Dieter Klingemann. « The Left-Right Schema ». In Jennings, M. Kent, et al. *Continuities in Political Action. A Longitudinal Study of Political Orientations in Three Western Democracies*. Berlin: Walter de Gruyter, 1990. Pages 203-234.
- Gagnon, Frédérick, et Christophe Cloutier-Roy. « L'inextricable polarisation de la société américaine ». In Charillon, Frédéric, et Célia Belin. *Les États-Unis dans le monde*. Paris : CNRS Éditions, 2016. Pages 37-62.
- \_\_\_\_\_, et Guillaume Mascotto. « Le néoconservatisme ». In Macleod, Alex, et Dan O'Meara (dir.). *Théories des relations internationales : contestations et*

*résistances*. 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée. Outremont : Athéna Éditions, 2010. Pages 177-192.

Graham, Otis L., Jr. « Liberalism after the Sixties: A Reconnaissance ». In Chafe, William H. (dir.). *The Achievement of American Liberalism. The New Deal and Its Legacy*. New York : Columbia University Press, 2003. Pages 292-325.

Green, John C., et Nathan S. Bigelow. « The Christian Right Goes to Washington: Social Movement Resources and the Legislative Process ». In Herrnson, Paul S., Ronald G. Shaiko et Clyde Wilcox (dir.). *The Interest Group Connection. Electioneering, Lobbying, and Policymaking in Washington*. Washington : CQ Press, 2005. Pages 189-211.

Hanson, Russel. « Liberalism and the Course of American Social Welfare Policy ». In Dodd, Lawrence, et Calvin Jillson (dir.). *The Dynamics of American Politics. Approaches and Interpretations*. Boulder: Westview Press, 1994. Pages 132-159.

Harris, Richard. « Environmental Policy from the Great Society to 1980: A Coalition Comes Unglued ». In Glenn, Brian J., et Steven M. Teles (dir.). *Conservatism and American Political Development*. New York : Oxford University Press, 2009. Pages 119-153.

Haynie, Kerry L., et Candis S. Watts. « Blacks and the Democratic Party: A Resilient Coalition ». In Keffrey M. Stonecash (dir.). *New Directions in American Political Parties*. New York : Routledge, 2010. Pages 93-109.

Herrnson, Paul S., et James M. Curry. « Issue Voting in the 2006 Elections for the U.S. House of Representatives ». In Dodd, Lawrence C., et Bruce I. Oppenheimer (dir.). *Congress Reconsidered*. 9<sup>e</sup> édition. Washington : CQ Press, 2009. Pages 97-118.



- Hertzke, Allen D., et Ronald M. Peters, Jr. « Introduction: Interpreting the Atomistic Congress ». In Hertzke, Allen D., et Ronald Peters, Jr. (dir.). *The Atomistic Congress. An Interpretation of Congressional Change*. Armonk : M. E Sharpe, 1992. Pages 3-45.
- Huber, Gregory A. « Contingency, Politics, and the Nature of Inquiry. Why Non-Events Matter ». In Shapiro, Ian, et Sonu Bedi (dir.). *Political Contingency. Studying the Unexpected, the Accidental, and the Unforeseen*. New York : New York University Press, 2007. Pages 205-221.
- Huntington, Samuel P. « Congressional Responses to the Twentieth Century ». In Truman, David B. (dir.). *The Congress and America's Future*. 2<sup>e</sup> édition. Englewood Cliffs : Prentice-Hall, 1973. Pages 6-38.
- Jacobson, Gary C. « Partisanship, Money, and Competition: Elections and the Transformation of Congress Since the 1970s ». In Dodd, Lawrence C., et Bruce I. Oppenheimer (dir.). *Congress Reconsidered*. 11<sup>e</sup> édition. Washington : CQ Press, 2017. Pages 89-117.
- John, Richard R. « American Political Development and Political History ». In Valelly, Richard M., Suzanne Mettler et Robert C. Lieberman (dir.). *The Oxford Handbook of American Political Development*. New York : Oxford University Press, 2016. Pages 185-205.
- Jordan, Soren, Kim Quaile Hill et Patricia A. Hurley. « Constituency Representation in Congress: In General and in Periods of Higher and Lower Partisan Polarization ». In Dodd, Lawrence C., et Bruce I. Oppenheimer (dir.). *Congress Reconsidered*. 11<sup>e</sup> édition. Washington : CQ Press, 2017. Pages 119-137.
- Jumonville, Neil, et Kevin Mattson, « Liberalism, Past and Future Tense ». In Jumonville, Neil, et Kevin Mattson (dir.). *Liberalism for a New Century*. Berkeley, University of California Press, 2007. Pages 1-9.

- Katznelson, Ira. « Historical Approaches to the Study of Congress: Toward a Congressional Vantage on American Political Development ». In Schickler, Eric, et Frances E. Lee (dir.). *The Oxford Handbook of American Congress*. New York : Oxford University Press, 2011. Pages 115-137.
- Keeter, Scott. « Evangelicals and Moral Values ». In Campbell, David E. (dir.). *A Matter of Faith. Religion and the 2004 Presidential Election*. Washington : Brookings Institution Press, 2007. Pages 80-92.
- \_\_\_\_\_. « The Aging of the Boomers and the Rise of the Millennials ». In Teixeira, Ruy (dir.). *Red, Blue, and Purple America. The Future of Election Demographics*. Washington : Brookings Institution Press, 2008. Pages 225-257.
- King, Anthony. « The American Polity in the Late 1970s: Building Coalitions in the Sand ». In King, Anthony (dir.). *The New American Political System*. Washington : American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980. Pages 371-395.
- Layzer, Judith A. « Environmental Policy from 1980 to 2008: The Politics of Prevention ». In Glenn, Brian J., et Steven M. Teles (dir.). *Conservatism and American Political Development*. New York : Oxford University Press, 2009. Pages 223-260.
- Lee, Frances E. « Individual and Partisan Activism on the Senate Floor ». In Loomis, Burdett A. (dir.). *The U.S. Senate. From Deliberation to Dysfunction*. Washington : CQ Press, 2012. Pages 110-131.
- Légaré-Tremblay, Jean-Frédéric. « Essor et déclin du néoconservatisme au sein de l'administration Bush ». In David, Charles-Philippe, et Julien Turreille (dir.). *Le conservatisme américain : un mouvement qui a transformé les États-Unis*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2007. Pages 104-127.

- \_\_\_\_\_, et Sébastien Barthe, « L'influence des partis politiques, des leaders et des idéologies au Congrès ». In Gagnon, Frédérick (dir.). *Le Congrès des États-Unis*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2006. Pages 68-94.
- Lemelin, Bernard, et Christophe Cloutier-Roy. « Neuf grands débats historiques et les leçons à en tirer ». In David, Charles-Philippe, et Frédérick Gagnon (dir.). *Théories de la politique étrangère américaine : auteurs, concepts et approches*. 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2018. Pages 57-108.
- Levi, Margaret. « A Model, A Method, and a Map: Rational Choice in Comparative and Historical Analysis ». In Lichbach, Mark I., et Alan S. Zuckerman (dir.). *Comparative Politics. Rationality, Culture, and Structure*. Cambridge : Cambridge University Press, 1997. Pages 19-41.
- Mann, Thomas E. « Elections and Change in Congress ». In Mann, Thomas E., et Norman J. Ornstein (dir.). *The New Congress*. Washington : American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1981. Pages 32-54.
- \_\_\_\_\_, et Norman J. Ornstein. « Introduction ». In Mann, Thomas E., et Norman J. Ornstein (dir.). *Intensive Care. How Congress Shapes Health Policy*. Washington : American Enterprise Institute et The Brookings Institution, 1995. Pages 1-22.
- Mayhew, David R. « Events as Causes. The Case of American Politics ». In Shapiro, Ian, et Sonu Bedi (dir.). *Political Contingency. Studying the Unexpected, the Accidental, and the Unforeseen*. New York : New York University Press, 2007. Pages 99-137.
- McCarthy, Nolan. « Measuring Legislative Preferences ». In Schickler, Eric, et Frances E. Lee (dir.). *The Oxford Handbook of the American Congress*. New York : Oxford University Press, 2011. Pages 66-94.

- McKeever, Robert. « Bush, the Judiciary, and the Conservative Constitutional Counterrevolution: Close, but Non Cigar ». In Iwan Morgan et Philip Davis (dir.). *Assessing George W. Bush's Legacy. The Right Man?* New York : Palgrave, 2010. Pages 79-97.
- Mettler, Suzanne, et Richard M. Valelly. « Introduction: The Distinctiveness and Necessity of American Political Development ». In Valelly, Richard M., Suzanne Mettler et Robert C. Lieberman (dir.). *The Oxford Handbook of American Political Development*. New York : Oxford University Press, 2016. Pages 1-23.
- Mileur, Jerome M. « The Great Society and the Demise of New Deal Liberalism ». In Milkis, Sidney M., et Jerome M. Mileur (dir.). *The Great Society and the High Tide of Liberalism*. Amherst : University of Massachusetts Press, 2005. Pages 411-448.
- Miroff, Bruce. « From Friends to Foes. George McGovern, Hubert Humphrey, and the Fracture in American Liberalism ». In Bell, Jonathan, et Timothy Stanley (dir.). *Making Sense of American Liberalism*. Urbana: University of Chicago Press, 2012. Pages 90-109.
- Nye, Joseph S., Jr. « Introduction: The Decline of Confidence in Government ». In Nye, Joseph S., Jr., Philip D. Zelikow et David C. King (dir.). *Why People Don't Trust Government*. Cambridge: Harvard University Press, 1997. Pages 1-18.
- Oleszek, Walter J. « House-Senate Relations: A Perspective on Bicameralism ». In Davidson, Roger H. (dir.). *The Postreform Congress*. New York : St. Martin's Press, 1992. Pages 193-208.
- Olson, Laura R. « Religion, Moralism, and the Culture Wars: Competing Moral Visions ». In Stonecash, Jeffrey M. (dir.). *New Directions in American Political Parties*. New York : Routledge, 2010. Pages 148-165.

- Ornstein, Norman J. « The Elections for Congress ». In Ranney, Austin (dir.). *The American Elections of 1984*. Durham : Duke University Press, 1985. Pages 245-276.
- Orren, Karen, et Stephen Skowronek. « Beyond the Iconography of Order: Notes for a “New Institutionalism” ». In Dodd, Lawrence C., et Calvin Jillson (dir.). *The Dynamics of American Politics. Approaches and Interpretations*. Boulder : Westview Press, 1994. Pages 311-330.
- Patterson, Samuel C. « The Semi-Sovereign Congress ». In King, Anthony (dir.). *The New American Political System*. Washington : American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980. Pages 125-177.
- Pierson, Paul, et Theda Skocpol. « American Politics in the Long Run ». In Pierson, Paul, et Theda Skocpol (dir.). *The Transformation of American Politics. Activist Government and the Rise of Conservatism*. Princeton : Princeton University Press, 2007. Pages 3-16.
- \_\_\_\_\_. « Political Development and Contemporary American Politics ». In Pierson, Paul, et Theda Skocpol (dir.). *The Transformation of American Politics. Activist Government and the Rise of Conservatism*. Princeton : Princeton University Press, 2007. Pages 283-294.
- Plouffe, Joël, et Élisabeth Vallet. « Les commissions du Congrès ». In Gagnon, Frédérick (dir.). *Le Congrès des États-Unis*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2006. Pages 128-155.
- Polsby, Nelson W. « The Democratic Nomination and the Evolution of the Party System ». In Ranney, Austin (dir.). *The American Elections of 1984*. Durham : Duke University Press, 1985. Pages 36-65.

- Prados, John. « Prague Spring and SALT ». In Brands, H.W. (dir.). *The Foreign Policies of Lyndon Johnson. Beyond Vietnam*. College Station : Texas A&M University Press, 1999. Pages 19-36.
- Quirk, Paul J., et Sarah A. Binder. « Introduction: Congress and American Democracy: Institutions and Performance ». In Quirk, Paul J., et Sarah A. Binder (dir.). *The Legislative Branch*. New York : Oxford University Press, 2005. Pages xix-xxiii.
- Ragusa, Jordan. « An Examination of Congressional Efforts to Repeal the Affordable Care Act ». In Dodd, Lawrence C., et Bruce I. Oppenheimer (dir.). *Congress Reconsidered*. 11<sup>e</sup> édition. Thousand Oaks : CQ Press, 2017. Pages 237-258.
- Rapin, Alexis. « Les *think tanks* conservateurs, armada intellectuelle de la droite américaine ». In Jacob, Rafael, et Julien Turreille (dir.). *Le conservatisme à l'ère Trump*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2018. Pages 61-86.
- Reiter, Howard L. « Partisan Trends in the South and Northeast ». In Stonecash, Jeffrey M. (dir.). *New Directions in American Political Parties*. New York : Routledge, 2010. Pages 186-201.
- Rich, Andrew. « Think Tanks and the War of Ideas in American Politics ». In Kazin, Michael, et al. (dir.). *In Search of Progressive America*. Philadelphie: University of Pennsylvania Press, 2008. Pages 73-84.
- Rieder, Jonathan. « The Rise of the “Silent Majority” ». In Fraser, Steve, et Gary Gerstle (dir.). *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*. Princeton : Princeton University Press, 1989. Pages 243-268.
- Rioux, Christian. « Le conservatisme américain, au-delà des droits individuels ». In David, Charles-Philippe, et Julien Turreille (dir.). *Le conservatisme américain : un mouvement qui a transformé les États-Unis*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2007. Pages 148-156.

- Ritchie, Donald A. « Advice and Dissent: Mike Mansfield and the Vietnam War », In Woods, Randall B. (dir.). *Vietnam and the American Political Tradition. The Politics of Dissent*. New York : Cambridge University Press, 2003. Page 171-203.
- Rohde, David W. « Committees and Policy Formulation ». In Quirk, Paul J., et Sarah A. Binder (dir.). *The Legislative Branch*. New York : Oxford University Press, 2005. Pages 201-223.
- Roussel, Stéphane, et Dan O'Meara. « Le libéralisme classique ». In Macleod, Alex, et Dan O'Meara (dir.). *Théories des relations internationales : contestations et résistances*. 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée. Outremont : Athéna édition, 2010. Pages 131-151.
- Schaffner, Brian F. « Party Polarization ». In Schickler, Eric, et Frances E. Lee (dir.). *The Oxford Handbook of the American Congress*. New York : Oxford University Press, 2011. Pages 527-549.
- Schedler, Andreas. « Mapping Contingency ». In Shapiro, Ian, et Sonu Bedi (dir.). *Political Contingency. Studying the Unexpected, the Accidental, and the Unforeseen*. New York : New York University Press, 2007. Pages 54-78.
- Schickler, Eric. « Institutional Development of Congress ». In Quirk, Paul J., et Sarah A. Binder (dir.). *The Legislative Branch*. New York : Oxford University Press, 2005. Pages 35-62.
- \_\_\_\_\_. « The U.S. Senate in the Mid Twentieth Century ». In Loomis, Burdett A. (dir.). *The U.S. Senate. From Deliberation to Dysfunction*. Los Angeles : SAGE, 2012. Pages 11-26.
- \_\_\_\_\_, et Ruth Bloch Rubin. « Congress and American Political Development ». In Valelly, Richard M., Suzanne Mettler et Robert C. Lieberman (dir.). *The Oxford*

*Handbook of American Political Development*. New York : Oxford University Press, 2016. Pages 259-285.

\_\_\_\_\_, et Frances E. Lee. « Introduction ». In Schickler, Eric, et Frances E. Lee. *The Oxford Handbook of American Congress*. New York : Oxford University Press, 2011. Pages 3-8.

Schulzinger, Robert D. « Richard Nixon, Congress, and the War in Vietnam, 1969-1974 ». In Woods, Randall B. (dir.). *Vietnam and the American Political Tradition. The Politics of Dissent*. New York : Cambridge University Press, 2003. Pages 282-300.

Shapiro, Ian, et Sonu Bedi. « Introduction : Contingency's Challenge to Political Science ». In Shapiro, Ian, et Sonu Bedi (dir.). *Political Contingency. Studying the Unexpected, the Accidental, and the Unforeseen*. New York : New York University Press, 2007. Pages 1-18.

Sinclair, Barbara. « Spoiling the Sausages? How a Polarized Congress Deliberates and Legislates ». In Nivola, Pietro S., et David W. Brady (dir.). *Red and Blue Nation?* Vol. 2. Washington : Brookings Institution Press, 2008. Pages 55-87.

\_\_\_\_\_. « The New World of U.S. Senators ». In Dodd, Lawrence C., et Bruce I. Oppenheimer (dir.). *Congress Reconsidered*. 9<sup>e</sup> édition. Washington : CQ Press, 2009. Pages 1-22.

\_\_\_\_\_. « Senate Parties and Party Leadership, 1960-2010 ». In Loomis, Burdett A. (dir.). *The U.S. Senate. From Deliberation to Dysfunction*. Washington : CQ Press, 2012. Pages 85-109.

Skocpol, Theda. « Bringing the State Back In: Strategies of Analysis in Current Research ». In Evans, Peter B., Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol (dir.).



*Bringing the State Back In*. Cambridge : Cambridge University Press, 1985. Pages 1-37.

\_\_\_\_\_. « Analyzing American Political Development as It Happens ». In Valelly, Richard M., Suzanne Mettler et Robert C. Lieberman (dir.). *The Oxford Handbook of American Political Development*. New York : Oxford University Press, 2016. Pages 48-68.

Skowronek, Stephen, et Karen Orren. « Pathways to the Present: Political Development in America ». In Valelly, Richard M., Suzanne Mettler et Robert C. Lieberman (dir.). *The Oxford Handbook of American Political Development*. New York : Oxford University Press. Pages 27-47.

Smith, Mark A. « Economic Insecurity, Party Reputations, and the Republican Ascendance ». In Pierson, Paul, et Theda Skocpol (dir.). *The Transformation of American Politics. Activist Government and the Rise of Conservatism*. Princeton : Princeton University Press, 2007. Pages 135-157.

Smith, Steven S. « The Senate in the Postreform Era ». In Davidson, Roger H. (dir.). *The Postreform Congress*. New York : St. Martin's Press, 1992. Pages 169-192.

\_\_\_\_\_. « Parties and Leadership in the Senate ». In Quirk, Paul J., et Sarah A. Binder (dir.). *The Legislative Branch*. New York : Oxford University Press, 2005. Pages 255-278.

Stonecash, Jeffrey M. « Changing American Political Parties ». In Stonecash, Jeffrey M. (dir.). *New Directions in American Political Parties*. New York : Routledge, 2010. Pages 1-10.

\_\_\_\_\_. « Social Change in America: The Context for Parties ». In Stonecash, Jeffrey M. (dir.). *New Directions in American Political Parties*. New York : Routledge, 2010. Pages 13-21.

Thurber, James A. « New Rules for an Old Game: Zero-Sum Budgeting in the Postreform Congress ». In Davidson, Roger H. (dir.). *The Postreform Congress*. New York : St. Martin's Press, 1992. Pages 257-278. \_\_\_\_\_. « An Introduction to Presidential-Congressional Rivalry ». In Thurber, James A. (dir.). *Rivals for Power. Presidential-Congressional Relations*. 5<sup>e</sup> édition. Lanham : Rowman & Littlefield, 2013. Pages 1-26.

\_\_\_\_\_, et Antoine Yoshinaka. « Introduction ». In Thurber, James A., et Antoine Yoshinaka (dir.). *American Gridlock. The Sources, Character, and Impact of Political Polarization*. New York : Cambridge University Press, 2015. Pages 1-16.

Tourreille, Julien. « L'avenir des démocrates : surmonter l'obstacle du libéralisme ». In David, Charles-Philippe, et Julien Tourreille (dir.). *Le conservatisme américain : un mouvement qui a transformé les États-Unis*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2007. Pages 70-85.

Vandal, Gilles. « L'exceptionnalisme comme fondement moral de la politique étrangère ». In David, Charles-Philippe (dir.). *Théories de la politique étrangère américaine : auteurs, concepts et approches*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2012. Pages 67-112.

Walters, Ronald W. « The Issue Politics of the Jesse Jackson Campaign for President in 1984 ». In Morris, Lorenzo (dir.). *The Social and Political Implications of the 1984 Jesse Jackson Presidential Campaign*. Westport : Praeger, 1990. Pages 15-48.

Weingast, Barry R. « Fighting Fire with Fire: Amending Activity and Institutional Change in the Postreform Congress ». In Davidson, Roger H. (dir.). *The Postreform Congress*. New York : St. Martin's Press, 1992. Pages 142-169.

Wilson, James Q. « Realignment at the Top, Dealignment at the Bottom ». In Ranney, Austin (dir.). *The American Elections of 1984*. Durham : Duke University Press, 1985. Pages 297-310.

Wolfinger, Raymond E. « Dealignment, Realignment, and Mandates in the 1984 Election ». In Ranney, Austin (dir.). *The American Elections of 1984*. Durham : Duke University Press, 1985. Pages 277-296.

Yglesias, Matthew. « Democrats and the World ». In Kazin, Michael (dir.). *In Search of Progressive America*. Philadelphie : University of Pennsylvania Press, 2008. Pages 6-22.

Zelizer, Julian E. « Seizing Power : Conservatives and Congress Since the 1970s ». In Pierson, Paul, et Theda Skocpol (dir.). *The Transformation of American Politics. Activist Government and the Rise of Conservatism*. Princeton : Princeton University Press, 2007. Pages 105-133.

*Thèses de doctorat et mémoires de maîtrise*

Chamberlain, Lawrence H. *The President, Congress, and Legislation*. Thèse de doctorat. New York : Université Columbia, 1946.

Cloutier-Roy, Christophe. *Du New Deal à la Guerre froide, 1933-1947 : étude du discours anticommuniste à la Chambre des représentants*. Mémoire de maîtrise. Québec : Université Laval, 2012.

Collerette, Louis. *Rompre avec son commandant en chef : comment expliquer le comportement des sénateurs américains en politique étrangère*. Mémoire de maîtrise. Montréal : Université du Québec à Montréal, 2016.

Gagnon, Frédéric. *Les sénateurs qui changent le monde : l'évolution de l'influence du président de la Commission du Sénat sur les relations extérieures après 1945*. Thèse de doctorat. Montréal : Université du Québec à Montréal, 2008.

Jones, Clayton R. *Gaylord Nelson, Father of Earth Day. Bridging the Gap from Conservatism to Environmentalism*. Thèse de doctorat. Eau Claire : University of Wisconsin, 2009.

Lemieux, Miguel. *De la norme à l'insulte : la transformation du concept de libéralisme aux États-Unis depuis 1964*. Mémoire de maîtrise. Montréal : Université du Québec à Montréal, 2010.

Tourreille, Julien. *La résurgence des difficultés américaines dans l'apprentissage de la contre-insurrection*. Thèse de doctorat. Montréal : Université du Québec à Montréal, 2015.

*Notes, études et rapports de recherche*

Arrendale, T. « Air Pollution Countdown ». *Congressional Quarterly Researcher* (1987).

Barbour, Henry, *et al.* « The Growth and Opportunity Project ». *The Republican National Committee* (2013). 100 pages.

Belasco, Amy. « Congressional Restrictions on U.S. Military Operations in Vietnam, Cambodia, Laos, Somalia, and Kosovo: Funding and Non-Funding Approaches ». *Congressional Research Service* (16 janvier 2007).

Boucher, Vincent, et Christophe Cloutier-Roy. « À un an des *midterms* : enjeux et perspectives du rendez-vous électoral de novembre 2014 », *Chronique Observatoire sur les États-Unis – Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques* (12 novembre 2013).

\_\_\_\_\_. « Les relations énergétiques canado-américaines : le cas de Keystone XL et la place du Congrès des États-Unis dans le débat ». *Étude Raoul-Dandurand 30* (Décembre 2015).

Campbell, Colton. « Reorganization of the Senate: Modern Reform Efforts ». *Congressional Research Service* (15 octobre 2003).

Clemmitt, Marcia. « Climate Change: Is Tougher Action Needed to Slow Rising Temperatures? ». *Congressional Quarterly Researcher* 16, 4 (27 janvier 2006).

\_\_\_\_\_. « Universal Coverage ». *Congressional Quarterly Researcher* 17, 12 (30 mars 2007).

\_\_\_\_\_. « Health-Care Reform: Is the Landmark New Plan a Good Idea? ». *Congressional Quarterly Researcher* 20, 22 (11 juin 2010).

Cloutier-Roy, Christophe. « Trois démocrates qui pourraient battre Clinton lors des primaires de 2016 ». *Chronique Observatoire sur les États-Unis, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques* (18 mars 2014).

\_\_\_\_\_. « La polarisation au Congrès des États-Unis: causes, conséquences et perspectives ». *Chronique Observatoire sur les États-Unis, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques* (Octobre 2014).

\_\_\_\_\_. « Le Parti démocrate à l'heure de Trump : après la reconstruction, un avenir incertain, mais prometteur ». In Gagnon, Frédérick, Frédéric Heurtebize et Maud Quessard (dir.). *Les États-Unis divisés : la démocratie américaine à l'épreuve de la présidence Trump*. Étude de l'Institut de Recherche stratégique de l'École militaire, 68 (Septembre 2019). Pages 31-46.

Cooper, Mary H. « Ozone Depletion. Can Global Action Rescue the Deteriorating Ozone Layer? ». *Congressional Quarterly Researcher* (3 avril 1992).

\_\_\_\_\_, et S. Stencel. « Rising Cost of Health Care ». *Congressional Quarterly Researcher* (8 avril 1983).

- Dimock, Michael, *et al.* « Political Polarization in the American Public ». *Pew Research Center* (12 juin 2014).
- Galston, William, et Elaine Ciulla Kamarck. « The Politics of Evasion: Democrats and the Presidency ». *Progressive Policy Institute* (Septembre 1989).
- Gimlin, H. « Foreign Aid: A Declining Commitment ». *Congressional Quarterly Researcher* (23 septembre 1988).
- Glassman, Matthew E., et Amber Hope Wilhelm. « Congressional Careers: Service Tenure and Patterns of Member Service, 1789-2017 ». *Congressional Research Service* (3 janvier 2017).
- Glazer, S. « The Failure to Contain Medical Costs ». *Congressional Quarterly Researcher* (1988).
- \_\_\_\_\_. « Ozone Mystery ». *Congressional Quarterly Researcher* (10 avril 1987).
- Heitshusen, Valerie, et Richard S. Beth, « Filibusters and Cloture in the Senate ». *Congressional Research Service* (7 avril 2017).
- Karaim, Reed. « Climate Change: Will the Copenhagen Accord Slow Global Warming? ». *Congressional Quarterly Researcher* 4, 2 (Février 2010).
- Kim, Anne, et Will Marshall. « America's Resilient Center and the Road to 2020 – Results from a New National Survey ». *Progressive Policy Institute* (Novembre 2018).
- Lynch, Megan S., et James V. Saturno. « The Budget Reconciliation Process: Stages of Consideration ». *Congressional Research Service* (4 janvier 2017).
- Manning, Jennifer E. « Membership of the 115<sup>th</sup> Congress: A Profile ». *Congressional Research Service* (11 juillet 2018).

- Mantel, Barbara. « Mental Health Policy ». *Congressional Quarterly Researcher* 23, 18 (10 mai 2013).
- Moore, T.H. « Acid Rain: New Approach to Old Problem ». *Congressional Quarterly Researcher* (8 mars 1991).
- Parfomak, Paul W., *et al.* « Keystone XL Pipeline Project: Key Issues ». *Congressional Research Service* (2 décembre 2013).
- \_\_\_\_\_. « Keystone Pipeline: Overview and Recent Developments ». *Congressional Research Service* (1<sup>er</sup> avril 2015).
- Rovner, Julie. « Prescription Drug Prices ». *Congressional Quarterly Researcher* (17 juillet 1992).
- s.a. « Estimated Impact of the American Recovery and Reinvestment Act on Employment and Economic Output from October 2011 Through December 2011 ». *Congressional Budget Office* (Février 2012).
- \_\_\_\_\_. « Gender Differences in Voter Turnout ». *Center for American Women and Politics* (20 juillet 2017).
- \_\_\_\_\_. « Health Care: Pressure for Change ». *Congressional Quarterly Researcher* (10 août 1984).
- \_\_\_\_\_. « Shooting at Sandy Hook Elementary School. Report of the Office of the Child Advocate ». *Office of the Child Advocate, State of Connecticut* (21 novembre 2014).
- Saturno, James V. « The Congressional Budget Process: A Brief Overview ». *Congressional Research Service* (22 août 2011).

Schneider, Judy. « Committee Assignment Process in the Senate: Democratic and Republican Party Procedures ». *Congressional Research Service* (3 novembre 2006).

Sommeiller, Estelle, et Mark Price. « The New Gilded Age: Income Inequality in the U.S. by State, Metropolitan Area, and County ». *Economic Policy Institute* (19 juillet 2018).

Thompson, R., et W. Sweet, « Acid Rain ». *Congressional Quarterly Researcher* (7 mars 1986).

Weeks, Jennifer. « Energy Policy: Should the U.S Use More Clean-Energy Sources? ». *Congressional Quarterly Researcher* 21, 20 (20 mai 2011).

\_\_\_\_\_. « Climate Change : Will Governments Act to Curb Rising Temperatures? ». *Congressional Quarterly Researcher* 23, 22 (14 juin 2013).

Woodard, Colin. « Curbing Climate Change: Is the World Doing Enough? ». *Congressional Quarterly Global Researcher* 1, 2 (Février 2007).

Textes présentés dans le cadre de conférences scientifiques

Gagnon, Frédérick, et Christophe Cloutier-Roy. « His Life Before the Presidency: Barack Obama's Foreign Policy Activism in the 109<sup>th</sup> and 110<sup>th</sup> U.S. Senates ». 55<sup>e</sup> conférence annuelle de l'International Studies Association, Toronto (26-29 mars 2014).

\_\_\_\_\_ et Vincent Boucher. « Blame Canada : Congressional Foreign Policy Activism and Resistance to Canada-US Integration during the Obama Presidency ». 57<sup>e</sup> conférence annuelle de l'International Studies Association, Atlanta (16-19 mars 2016).



*Articles de journaux et de magazines*

Associated Press. « Reagan Proposes School Prayer Amendment ». *The New York Times* (18 mai 1982). Page A4.

Balz, Dan. « The GOP Revolution's Sobering Ride ». *The Washington Post* (4 novembre 1996). Page A1.

Bell, David A. « The Many Lives of Liberalism ». *The New York Review of Books* (17 janvier 2019). Pages 24-27.

Cloutier-Roy, Christophe. « La question de l'immigration aux États-Unis à l'aube de la présidentielle de 2016 ». *Les grands dossiers de Diplomatie* 31 (février-mars 2016). Pages 79-82.

\_\_\_\_\_. « Trump et les limites de la stratégie sudiste ». *La Presse +* (19 août 2017).

Clymer, Adam, Robert Pear et Robin Toner. « The Health Care Debate: What Went Wrong? How the Health Care Campaign Collapse ». *The New York Times* (29 août 1994). Page A1.

Coppins, McKay. « Newt Gingrich Says You're Welcome ». *The Atlantic* (Novembre 2018). Pages 50-60.

Cugliotta, Guy. « 'Year of the Woman' Becomes Reality as Record Number Wins Seats ». *The Washington Post* (4 novembre 1992). Page CA30.

Cusset, François. « Les États désunis de la gauche américaine ». *Mouvements* 5, 30 (2003). Pages 47-53.

Dewar, Helen. « Senate Approves Disabled Rights Bill: Bush Expected to Sign Landmark Legislation ». *The Washington Post* (14 juillet 1990). Pages A1 et A7.

- \_\_\_\_\_. « Brady Bill Reintroduced Amid Optimism ». *The Washington Post* (23 février 1993). Page A9.
- Dionne, E. J. « A Culture-War Cease-Fire ». *The Washington Post* (24 décembre 2009). Page A15.
- Fentress, Simmons. « Church: 'Entering the 1984 Decade' ». *Time* 105, 12 (24 mars 1975). Page 32.
- Fukuyama, Francis. « Against Identity Politics : the New Tribalism and the Crisis of Democracy ». *Foreign Affairs* 97, 5 (Septembre/octobre 2018). Pages 90-114.
- Green, Bob. « McGovern not Haunted by '72 Race ». *The Chicago Tribune* (9 août 1972).
- Hilts, Philip J. « Senate Backs Faster Protection of Ozone Layer as Bush Relents ». *The New York Times* (7 février 1992). Page A1.
- Huntington, Samuel P. « The Visions of the Democratic Party ». *The Public Interest* 79 (Printemps 1985). Pages 63-78.
- Judis, John B. « America the Liberal ». *The New Republic* 239, 9 (19 novembre 2008). Pages 20-22.
- Kelly, Michael. « Clinton Settles into Themes of Inclusion and Consensus ». *The New York Times* (24 octobre 1992). Page 9.
- King, Desmond. « Pour les Afro-Américains, amer bilan d'une présidence noire ». *Le monde diplomatique* (1<sup>er</sup> janvier 2015). Pages 4-5.
- King, Wayne. « Weapon Used by Deranged Man Is Easy to Buy ». *The New York Times* (19 janvier 1989). Page B6.

- Kondracke, Morton M. « Democrats' Next Chairman Must Unite Four 'Parties' ». *Wall Street Journal* (15 novembre 1984). Page 33.
- Krauthammer, Charles. « The Unipolar Moment ». *Foreign Affairs* 70, 1 (1990/1991). Pages 23-33.
- Langlois, Francis. « La NRA verrouille le débat sur le contrôle des armes à feu ». *Les grands dossiers de Diplomatie* 35 (Octobre-novembre 2016). Pages 24-25.
- Laurent, Sylvie. « Comment être un intellectuel de gauche aux États-Unis? ». *Le débat* 173 (2013). Pages 44-58.
- Lears, Jackson. « Intellectuals and Their America ». *Dissent* (Hiver 2010). Pages 30-32.
- MacPherson, Myra. « Harkin and Kerry, Back in a War Zone ». *The Washington Post* (23 avril 1985). Page E1.
- Mann, Judy. « Landmark Legislation for Women ». *The Washington Post* (25 juin 1997). Page C10.
- Menand, Louis. « Been There. The Presidential Election of 1968 ». *The New Yorker* (8 janvier 2018). Pages 69-75.
- Milligan, Susan. « In Obama, Democrats See their Future ». *Boston Globe* (27 juillet 2004). Page B8.
- Morgan, Dan. « GOP Hill Revolution Yields to Compromise ». *The Washington Post* (15 avril 1996). Page A1.
- Niebuhr, Reinhold. « Liberalism: Illusions and Realities ». *The New Republic* (1955).
- Obama, Barack. « Renewing American Leadership ». *Foreign Affairs* 86, 4 (Juillet-août 2007). Pages 2-16.

Ornstein, Norman J. « The Curse of the Six-Year Itch ». *The Atlantic Monthly* 257, 3 (Mars 1986). Pages 22-28.

Packer, George. « Make America Again ». *The Atlantic* 326, 3 (Octobre 2020). Pages 48-57.

Reinhold, Robert. « Effort to Ban Assault Rifles Gains Momentum ». *The New York Times* (28 janvier 1989). Pages 1 et 9.

Rich, Spencer. « White House Official Linked to Arms Deliveries to Contras ». *The New York Times* (15 octobre 1986). Page A6.

\_\_\_\_\_. « New Era for Kennedy and Social Initiatives ». *The Washington Post* (6 janvier 1987). Page A19.

\_\_\_\_\_. « Kennedy Vows to Push Effort on Long-Term Care of Elderly ». *The Washington Post* (23 mars 1988). Page A4.

s.a. « Showtime: Some Are on the Rise; Others Have Long Been Fixtures in the Firmament. A Galaxy of Bright Democratic Lights ». *Newsweek* (2 août 2004). Pages 48-51.

\_\_\_\_\_. « Democrats and Foreign Policy: There's Something Happening Here ». *The Economist* (4 mai 2019). Pages 21-22.

Scheer, Robert. « Reagan Views Issues at Home, Abroad ». *Los Angeles Times* (6 mars 1980). Page 17.

Squires, Sally. « The Kennedy Prescription: New Pragmatism in Health Politics ». *The Washington Post* (21 avril 1987). Pages H12-H16.

Stolberg, Sheryl Gay, et Carl Hulse. « Biden's 'Regret' for Hill's Pain Fails to Soothe ». *The New York Times* (29 avril 2019). Page A1.

Taylor, Paul. « Democrats' New Centrist Preen for '88 ». *The Washington Post* (10 novembre 1985). Page A1.

Tomasky, Michael. « The Real Legacy of the 1970s ». *The New York Times* (2 février 2019). Page SR9.

Tumulty, Karen. « Inside Man ». *Time* 169, 4 (22 janvier 2007). Pages 16-17.

Wolfe, Tom. « The "Me" Decade and the Third Great Awakening ». *New York* (23 août 1976).

Yost, Paula. « Tedious Meetings, Testy Exchanges Produced Disability-Rights Bill ». *The Washington Post* (7 août 1989). Page A4.

### *Webographie*

AFP. « Donald Trump tente de relancer l'oléoduc Keystone XL ». *Le Journal de Montréal* (30 mars 2019). <<https://www.journaldemontreal.com/2019/03/30/donald-trump-tente-de-relancer-l-oleoduc-keystone-xl-1>>. Page consultée le 23 mai 2019.

Altman, Alex. « Middle East Envoy George Mitchell ». *Time* (22 janvier 2009). <<http://content.time.com/time/world/article/0,8599,1873532,00.html>>. Page consultée le 11 juillet 2018.

Bacon, Perry, Jr. « The House Progressive Caucus Will Be Bigger Than Ever in 2019 ». *FiveThirtyEight* (29 novembre 2018). <<https://fivethirtyeight.com/features/the-houses-progressive-caucus-will-be-bigger-than-ever-in-2019/>>. Page consultée le 29 novembre 2018.

Beinart, Peter. « Breaking Faith ». *The Atlantic* (Avril 2017). <<https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2017/04/breaking-faith/517785/>>. Page consultée le 19 novembre 2018.

\_\_\_\_\_. « Elizabeth Warren Illuminates the Left's Foreign-Policy Divide ». *The Atlantic* (29 novembre 2018). <<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2018/11/what-elizabeth-warrens-foreign-policy-speech-means/576928/>>. Page consultée le 25 juillet 2019.

Berke, Jeremy, et Skye Gould. « State Where Marijuana Is Legal ». *Business Insider* (4 janvier 2019). <<https://www.businessinsider.com/legal-marijuana-states-2018-1>>. Page consultée le 6 février 2019.

Black, Eric. « Minnesota Senators' 'No' Votes on Iraq War – and Other 10<sup>th</sup> Anniversary Thoughts ». *MinnPost* (19 mars 2013). <<https://www.minnpost.com/eric-black-ink/2013/03/minnesota-senators-no-votes-iraq-war-and-other-10th-anniversary-thoughts/>>. Page consultée le 7 mai 2019.

Bolton, Alexander. « ObamaCare Gives Incumbent Democrats the Jitters ». *The Hill* (26 octobre 2013). <<https://thehill.com/homenews/senate/188144-obamacare-gives-incumbent-democrats-jitters>>. Page consultée le 5 juin 2019.

Borger, Julian. « Bush Kills Global Warming Treaty ». *The Guardian* (29 mars 2001). <<https://www.theguardian.com/environment/2001/mar/29/globalwarming.usnews>>. Page consultée le 22 mai 2019.

Brownstein, Ronald. « After 2016 Election, Will Millennials Know How to Use their Power? ». *The Atlantic* (22 mai 2015). <<https://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/05/after-2016-election-will-millennials-know-how-to-use-their-new-power/432054/>>. Page consultée le 15 novembre 2018.

Burnham, David. « Six Inquiries Seek the Lesson of Three Mile Island ». *The New York Times* (24 septembre 1979).

<<https://www.nytimes.com/1979/09/24/archives/six-inquiries-look-for-lessons-of-three-mile-island-10-million-for.html>>. Page consultée le 3 août 2018.

Cillizza, Chris. « Republicans Have Gained More than 900 State Legislative Seats Since 2010 ». *The Washington Post* (14 janvier 2015). <[https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2015/01/14/republicans-have-gained-more-than-900-state-legislative-seats-since-2010/?utm\\_term=.fdd516ad1dfb](https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2015/01/14/republicans-have-gained-more-than-900-state-legislative-seats-since-2010/?utm_term=.fdd516ad1dfb)>. Page consultée le 16 novembre 2018.

\_\_\_\_\_. « Joe Biden is Still Looking for a Good Answer on Anita Hill ». *CNN Politics – The Point* (29 avril 2019). <<https://www.cnn.com/2019/04/29/politics/joe-biden-anita-hill-2020/index.html>>. Page consultée le 30 avril 2019.

Cilluffo, Anthony, et Richard Fry. « An Early Look at the 2020 Electorate ». *Pew Research Center* (30 janvier 2019). <<https://www.pewsocialtrends.org/essay/an-early-look-at-the-2020-electorate/>>. Page consultée le 30 mai 2019.

Cirilli, Kevin. « Bill Clinton Fires Back at Critics of His Financial Regulatory Politics ». *The Hill* (14 mai 2014). <<https://thehill.com/policy/finance/206099-clinton-fires-back-at-critics-of-financial-regulatory-policies>>. Page consultée le 26 novembre 2018.

Cohen, Jon. « Run Hillary Run!: Majority Want a Clinton 2016 Candidacy ». *The Washington Post – The Fix*. <[https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2012/12/05/run-hillary-run-majority-want-a-clinton-2016-candidacy/?utm\\_term=.4dddf684403a](https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2012/12/05/run-hillary-run-majority-want-a-clinton-2016-candidacy/?utm_term=.4dddf684403a)>. Page consultée le 10 juin 2019.

Curry, Tom. « Chief Justice Shaped High Court Conservatism ». *NBC News* (4 septembre 2005). <[http://www.nbcnews.com/id/5304454/ns/us\\_news-the\\_changing\\_court/t/chief-justice-shaped-high-court-conservatism/](http://www.nbcnews.com/id/5304454/ns/us_news-the_changing_court/t/chief-justice-shaped-high-court-conservatism/)>. Page consultée le 16 juillet 2018.

Demby, Gene. « The Truth Behind the Lies of the Original ‘Welfare Queen’ ». *NPR* (20 décembre 2013).

<<https://www.npr.org/sections/codeswitch/2013/12/20/255819681/the-truth-behind-the-lies-of-the-original-welfare-queen>>. Page consultée le 1<sup>er</sup> mai 2018.

DeSilver, Drew. « More than a Decade Later, 9/11 Attacks Continue to Resonate with Americans ». *Pew Research Center* (14 mai 2014).

<<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/05/14/more-than-a-decade-later-911-attacks-continue-to-resonate-with-americans/>>. Page consultée le 28 novembre 2018.

Dimock, Michael. « Defining Generations: Where Millennials End and Post-Millennials Begin ». *Pew Research Center* (1<sup>er</sup> mars 2018).

<<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2018/03/01/defining-generations-where-millennials-end-and-post-millennials-begin/>>. Page consultée le 15 novembre 2018.

Dionne, E. J. « Greening of Democrats: An 80’s Mix of Idealism and Shrewd Politics ». *The New York Times* (14 juin 1989).

<<http://www.nytimes.com/1989/06/14/us/washington-talk-greening-democrats-80-s-mix-idealism-shrewd-politics.html>>. Page consultée le 20 septembre 2017.

Dufton, Emily. « The War on Drugs: How President Nixon Tied Addictions to Crime ». *The Atlantic* (26 mars 2012).

<<https://www.theatlantic.com/health/archive/2012/03/the-war-on-drugs-how-president-nixon-tied-addiction-to-crime/254319/>>. Page consultée le 14 février 2018.

Edsall, Thomas B. « The Culture War and the Job Crisis ». *The New York Times – Campaign Stops* (11 novembre 2012). <<https://campaignstops.blogs.nytimes.co>



m/2012/11/11/edsall-the-culture-war-and-the-jobs-crisis>. Page consultée le 31 janvier 2019.

Farrell, John A. « When a Candidate Conspired with a Foreign Power to Win an Election ». *Politico* (6 août 2017).

<<https://www.politico.com/magazine/story/2017/08/06/nixon-vietnam-candidate-conspired-with-foreign-power-win-election-215461>>. Page consultée le 3 avril 2019.

Fisher, Joseph. « Paul E. Tsongas's Historical Significance, Part I: Election to Congress and the Birth of NeoLiberalism ». *University of Massachusetts Lowell Libraries: Paul E. Tsongas Congressional Collection* (2010). <<http://library.uml.edu/tsongas/ptsig.html>>. Page consultée le 20 septembre 2017.

Fisher, Max. « Here's a Map of the Countries That Provide Universal Health Care (America's Still Not on It) ». *The Atlantic* (28 juin 2012). <<https://www.theatlantic.com/international/archive/2012/06/heres-a-map-of-the-countries-that-provide-universal-health-care-americas-still-not-on-it/259153/>>. Page consultée le 16 août 2017.

Ford, Gerald. « Address Before a Joint Session of the Congress Reporting on the State of the Union » (15 janvier 1975). *The American Presidency Project*. <<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=4938>>. Page consultée le 2 février 2018.

Frum, David. « A Forgotten Legacy of George H. W. Bush ». *The Atlantic* (3 décembre 2018).

<<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2018/12/george-h-w-bush-helped-reduce-acid-rain/577183/>>. Page consultée le 3 décembre 2018.

Fuller, Jaime. « Environmental Policy is Partisan. It Wasn't Always ». *The Washington Post – The Fix* (2 juin 2014). <[https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2014/06/02/support-for-the-clean-air-act-has-changed-a-lot-since-1970/?utm\\_term=.5f4709714f4b](https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2014/06/02/support-for-the-clean-air-act-has-changed-a-lot-since-1970/?utm_term=.5f4709714f4b)>. Page consultée le 6 août 2018.

Gaudiano, Nicole. « Senate Democrats Tap Bernie Sanders to Lead Outreach ». *USA Today* (16 novembre 2016). <<https://www.usatoday.com/story/news/2016/11/16/senate-democrats-tap-bernie-sanders-lead-outreach/93960822/>>. Page consultée le 22 janvier 2019.

Giambusso, David. « Cory Booker Shouts at Democratic National Convention: ‘We Choose Growing Together’ ». *NJ.com* (4 septembre 2012). <[https://www.nj.com/politics/index.ssf/2012/09/cory\\_booker\\_shouts\\_at\\_democrat.html](https://www.nj.com/politics/index.ssf/2012/09/cory_booker_shouts_at_democrat.html)>. Page consultée le 6 février 2019.

Gilbert, Curtis. « Thirty Years Ago It Was the Republicans’ Year », *MPR News* (30 mai 2008). <<https://www.mprnews.org/story/2008/05/29/massacre>>. Page consultée le 10 avril 2019.

Grunwald, Michael. « The Nation He Built ». *Politico Magazine* (6 janvier 2016). <<http://www.politico.com/magazine/story/2016/01/obama-biggest-achievements-213487>>. Page consultée le 22 juin 2017.

\_\_\_\_\_. « Is Cory Booker for Real? ». *Politico Magazine* (1<sup>er</sup> février 2019). <<https://www.politico.com/magazine/story/2019/02/01/cory-booker-president-2020-profile-newark-projects-224539>>. Page consultée le 2 février 2019.

Hamby, Alonzo L. « 1948 Democratic Convention: The South Secedes Again ». *Smithsonian Magazine* (Août 2008). <<https://www.smithsonianmag.com/history/1948-democratic-convention-878284/>>. Page consultée le 8 avril 2019.

Harkin, Tom. « Why We Have to Fight for Stem Cell Research ». *The Hill* (11 avril 2007). < <https://thehill.com/blogs/congress-blog/politics/28593-why-we-have-to-fight-for-stem-cell-research-sen-tom-harkin>>. Page consultée le 17 mai 2019.

Hatch, Orrin. « The Ted Kennedy I Knew ». *Politico* (26 août 2009). <<https://www.politico.com/story/2009/08/the-ted-kennedy-i-knew-026482>>. Page consultée le 20 juin 2018.

Hertzberg, Hendrick. « A Culture-War Waterloo ». *The New Yorker* (8 novembre 2012). <<https://www.newyorker.com/news/daily-comment/a-culture-war-waterloo>>. Page consultée le 31 janvier 2019.

Higdon, James. « Racial Justice and Legal Pot Are Colliding in Congress ». *Politico Magazine* (18 novembre 2018). <<https://www.politico.com/magazine/story/2018/11/18/criminal-justice-reform-hemp-marijuana-congress-222609>>. Page consultée le 19 novembre 2018.

Hohmann, James. « Landrieu Stands with Obama (or Not) ». *Politico* (1<sup>er</sup> décembre 2014). <<https://www.politico.com/story/2014/12/mary-landrieu-barack-obama-113242>>. Page consultée le 1<sup>er</sup> juin 2019.

Hunter, Duncan. « How Palin Came to the Top of the List ». *ABC News* (29 août 2008). <<http://blogs.abcnews.com/politicalradar/2008/08/how-palin-came.html>>. Page consultée le 17 mai 2019.

Jackson, David. « Biden: Bin Laden Dead, GM Alive ». *CNBC* (26 avril 2012). <<https://www.cnbc.com/id/47189546>>. Page consultée le 28 novembre 2018.

Jacobson, Louis. « 6 Questions Answered about ‘the Nuclear Option’, the Filibuster, and Supreme Court Nominations ». *Politifact* (3 février 2017).

<<http://www.politifact.com/truth-o-meter/article/2017/feb/03/6-questions-answered-about-nuclear-option-filibust/>>. Page consultée le 24 mai 2018.

Jones, David R. « Why the Democrats Won ». *CBS* (8 novembre 2006). <<https://www.cbsnews.com/news/why-the-democrats-won/>>. Page consultée le 4 octobre 2018.

Joseph, Peniel. « Obama's Effort to Heal Racial Divisions and Uplift Black American ». *The Washington Post* (22 avril 2016). <<https://www.washingtonpost.com/graphics/national/obama-legacy/racism-during-presidency.html>>. Page consultée le 20 mai 2019.

Kamarck, Elaine. « A History of 'Super-Delegates' in the Democratic Party ». *Harvard Kennedy School Belfer Center for Science and International Affairs* (14 février 2008). <<https://www.belfercenter.org/publication/history-super-delegates-democratic-party>>. Page consultée le 7 mai 2018.

\_\_\_\_\_. « 2018: Another 'Year of the Woman' ». *Brookings* (7 novembre 2018). <<https://www.brookings.edu/blog/fixgov/2018/11/07/2018-another-year-of-the-woman/>>. Page consultée le 29 avril 2019.

Keeter, Scott, *et al.* « Young Voters in the 2008 Election ». *Pew Research Center* (13 novembre 2008). <<http://www.pewresearch.org/2008/11/13/young-voters-in-the-2008-election/>>. Page consultée le 20 avril 2013.

Kessler, Glenn. « When Did McConnell Say He Wanted to Make Obama a 'One-Term President'? », *The Washington Post* (25 septembre 2012). <[https://www.washingtonpost.com/blogs/fact-checker/post/when-did-mcconnell-say-he-wanted-to-make-obama-a-one-term-president/2012/09/24/79fd5cd8-0696-11e2-afff-d6c7f20a83bf\\_blog.html?utm\\_term=.356230c53f76](https://www.washingtonpost.com/blogs/fact-checker/post/when-did-mcconnell-say-he-wanted-to-make-obama-a-one-term-president/2012/09/24/79fd5cd8-0696-11e2-afff-d6c7f20a83bf_blog.html?utm_term=.356230c53f76)>. Page consultée le 16 novembre 2018.

Kirkwood, Elizabeth. « 9/11 : The True Beginning of the 21st Century ». *Prospect* (11 septembre 2009). <<https://www.prospectmagazine.co.uk/other/911-the-true-beginning-of-the-21st-century>>. Page consultée le 1<sup>er</sup> juin 2019.

Kotkin, Joel. « The Changing Demographics of America ». *Smithsonian Magazine* (Août 2010). <<https://www.smithsonianmag.com/travel/the-changing-demographics-of-america-538284/>>. Page consultée le 13 novembre 2018.

Krogstad, Jens Manuel. « 2016 Electorate Will Be the Most Diverse in US History ». *Pew Research Center* (3 février 2016). <<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/02/03/2016-election-will-be-the-most-diverse-in-u-s-history/>>. Page consultée le 13 novembre 2018.

\_\_\_\_\_, Jeffrey S. Passel et D’Vera Cohn. « 5 Facts about Illegal Immigration in the U.S. ». *Pew Research Center* (28 novembre 2018). <<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2018/11/28/5-facts-about-illegal-immigration-in-the-u-s/>>. Page consultée le 4 février 2019.

Labott, Elise, et Dan Berman. « Obama Rejects Keystone XL Pipeline ». *CNN* (6 novembre 2015). <<https://www.cnn.com/2015/11/06/politics/keystone-xl-pipeline-decision-rejection-kerry/index.html>>. Page consultée le 23 mai 2019.

Lee, Carol E., et Jonathan Martin. « Obama : ‘I Am a New Democrat’ ». *Politico* (11 mars 2009). <<https://www.politico.com/story/2009/03/obama-i-am-a-new-democrat-019862#ixzz3o9jykSUE>>. Page consultée le 7 décembre 2018.

Lee, Frances E. « American Politics Is More Competitive than Ever. That’s Making Partisanship Worse ». *The Monkey Cage* (9 janvier 2014). <[https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2014/01/09/american-politics-is-more-competitive-than-ever-thats-making-partisanship-worse/?utm\\_term=.9545e819e9b8](https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2014/01/09/american-politics-is-more-competitive-than-ever-thats-making-partisanship-worse/?utm_term=.9545e819e9b8)>. Page consultée le 7 novembre 2018.

Levine, Marianne. « Senate Approves Trump-Backed Criminal Justice Overhaul ». *Politico* (18 décembre 2018).

<<https://www.politico.com/story/2018/12/18/criminal-justice-reform-bill-vote-1068268>>. Page consultée le 19 décembre 2018.

Maniam, Shiva, et Samantha Smith. « A Wider Partisan and Ideological Gap Between Younger, Older Generations ». *Pew Research Center* (20 mars 2017).

<<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/03/20/a-wider-partisan-and-ideological-gap-between-younger-older-generations/>>. Page consultée le 15 novembre 2018.

Mann, Thomas E., et Norman J. Ornstein. « Our Fantasy: A Congress that Gets Stuff Done ». *The Washington Post* (29 août 2013).

<[https://www.washingtonpost.com/opinions/our-fantasy-a-congress-that-gets-stuff-done/2013/08/29/e9829dde-0b54-11e3-b87c-476db8ac34cd\\_story.html?noredirect=on&utm\\_term=.f362eb475733](https://www.washingtonpost.com/opinions/our-fantasy-a-congress-that-gets-stuff-done/2013/08/29/e9829dde-0b54-11e3-b87c-476db8ac34cd_story.html?noredirect=on&utm_term=.f362eb475733)>. Page consultée le 15 décembre 2018.

Mattingly, Phil. « ‘All My Friends Are Running for President’: How Senate Democrats Are Navigating 2020 ». *CNN* (6 février 2019).

<<https://www.cnn.com/2019/02/06/politics/senate-democrats-navigating-2020/index.html>>. Page consultée le 5 avril 2020.

McGreal, Chris. « Why Joe Lieberman is Holding Barack Obama to Ransom Over Healthcare ». *The Guardian* (16 décembre 2009).

<<https://www.theguardian.com/world/2009/dec/16/joe-lieberman-barack-obama-us-healthcare>>. Page consultée le 17 mai 2019.

Meyerson, Harold. « Joe Lieberman Vs. the Democrats ». *The Washington Post*

(21 juin 2006). <<http://www.washingtonpost.com/wp->

dyn/content/article/2006/06/20/AR2006062001439.html>. Page consultée le 16 mai 2019.

Muravchik, Joshua. « ‘Scoop’ Jackson at One Hundred: the Conscience of a Neoconservative Giant ». *Commentary* (Juillet 2012).

<<https://www.commentarymagazine.com/articles/scoop-jackson-at-one-hundred/>>. Page consultée le 3 avril 2019.

Newport, Frank. « Americans Slightly Less Negative about Healthcare Law ». *Gallup* (13 décembre 2013). <<https://news.gallup.com/poll/166283/americans-slightly-less-negative-healthcare-law.aspx>>. Page consultée le 5 juin 2019.

Nixon, Richard. « Address Accepting the Presidential Nomination at the Republican National Convention (8 août 1968) ». *The American Presidency Project*. <<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25968>>. Page consulté le 24 janvier 2018.

Noah, Timothy. « “Acid, Amnesty, and Abortion”: The Unlikely Source of a Legendary Smear ». *New Republic* (22 octobre 2012). <<https://newrepublic.com/article/108977/acid-amnesty-and-abortion-unlikely-source-legendary-smear>>. Page consultée le 24 septembre 2017.

Obama, Barack. « Barack Obama’s 2002 Speech Against the Iraq War (October 2002) ». *Obama Speeches*. <<http://obamaspeeches.com/001-2002-Speech-Against-the-Iraq-War-Obama-Speech.htm>>. Page consultée le 7 décembre 2018.

\_\_\_\_\_. « Keynote Address at the 2004 Democratic National Convention ». *Obama Speeches* (2004). <<http://obamaspeeches.com/002-Keynote-Address-at-the-2004-Democratic-National-Convention-Obama-Speech.htm>>. Page consultée le 1<sup>er</sup> juin 2019.

O’Keefe, Ed. « Cory Booker, Rand Paul Team Up on Sentencing Reform Bill ». *The Washington Post* (8 juin 2014). <[https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2014/07/08/cory-booker-rand-paul-team-up-on-sentencing-reform-bill/?utm\\_term=.4be70fbce159](https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2014/07/08/cory-booker-rand-paul-team-up-on-sentencing-reform-bill/?utm_term=.4be70fbce159)>. Page consultée le 6 février 2019.

\_\_\_\_\_, David Weigel et Paul Kane. « Nancy Pelosi’s Filibuster-Style Speech Tops Eight Hours in Bid to Force Immigration Votes ». *The Washington Post – PowerPost* (7 février 2018). <[https://www.washingtonpost.com/powerpost/pelosi-launches-hours-long-filibuster-style-speech-in-bid-to-force-immigration-votes-in-the-house/2018/02/07/b98a25f4-0c33-11e8-8b0d-891602206fb7\\_story.html?utm\\_term=.b325fae130f2](https://www.washingtonpost.com/powerpost/pelosi-launches-hours-long-filibuster-style-speech-in-bid-to-force-immigration-votes-in-the-house/2018/02/07/b98a25f4-0c33-11e8-8b0d-891602206fb7_story.html?utm_term=.b325fae130f2)>. Page consultée le 9 février 2018.

Oldham, Kit. « Jackson, Henry M. ‘Scoop’ (1912-1983) ». *The Free Online Encyclopedia of Washington State History* (19 août 2003). <<https://www.historylink.org/File/5516>>. Page consultée le 3 avril 2019.

Oliphant, Baxter. « Support for Death Penalty Lowest in More than Four Decades ». *Pew Research Center* (29 septembre 2016). <<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/09/29/support-for-death-penalty-lowest-in-more-than-four-decades/>>. Page consultée le 17 juillet 2018.

Ornstein, Norman. « The Senate Shreds Its Norms ». *The Atlantic* (7 septembre 2018). <[https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2018/09/senate-kavanaugh/569596/?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=politics-daily-newsletter&utm\\_content=20180907&silverid-ref=MzEwMTU3MjM0MTE0S0](https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2018/09/senate-kavanaugh/569596/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=politics-daily-newsletter&utm_content=20180907&silverid-ref=MzEwMTU3MjM0MTE0S0)>. Page consultée le 7 septembre 2018.

Pew Forum on Religion and Public Life. « Religion Among the Millennials: Less Religiously Active than Older Americans, But Fairly Traditional in Other



Ways ». *Pew Research Center* (17 février 2010).

<<http://www.pewforum.org/Age/Religion-Among-the-Millennials.aspx>>. Page consultée le 20 avril 2019.

Picard Dumont, Marine, et Jean Garrigues. « C'est une spécificité française d'en appeler de façon systématique à la figure du sauveur ». *20 minutes* (1<sup>er</sup> février 2012). <<https://www.20minutes.fr/vousinterviewez/871602-20120201-c-specificite-francaise-appeler-facon-systematique-figure-sauveur>>. Page consultée le 1<sup>er</sup> juin 2019.

Plumer, Brad. « 9 Questions about the Keystone XL Pipeline Debate You Were too Embarrassed to Ask ». *Vox* (22 septembre 2015). <<https://www.vox.com/2014/11/14/7216751/keystone-pipeline-facts-controversy>>. Page consultée le 23 mai 2019.

Poole, Keith T. « The Decline and Rise of Party Polarization in Congress during the 20<sup>th</sup> Century ». *Social Science Research Network* (Octobre 2005). <[https://legacy.voteview.com/pdf/Carl\\_Albert\\_Extensions\\_essay\\_2005.pdf](https://legacy.voteview.com/pdf/Carl_Albert_Extensions_essay_2005.pdf)>. Page consultée le 13 juillet 2017.

Reed, Christopher. « Obituaries : Alan Cranston : High-Minded US Senator Brought Low by Scandal ». *The Guardian* (2 janvier 2001). <<https://www.theguardian.com/news/2001/jan/02/guardianobituaries>>. Page consultée le 8 août 2018.

Rich, Nathaniel. « Losing Earth : The Decade We Almost Stopped Climate Change ». *The New York Times Magazine* (1<sup>er</sup> août 2018). <<https://www.nytimes.com/interactive/2018/08/01/magazine/climate-change-losing-earth.html>>. Page consultée le 16 août 2018.

Roberts, David. « There's Now an Official Green New Deal. Here's What's in It ». *Vox* (7 février 2019). <<https://www.vox.com/energy-and->

environment/2019/2/7/18211709/green-new-deal-resolution-alexandria-ocasio-cortez-markey>. Page consultée le 26 février 2019.

Rogers, David. « A Mandela Backstory: Dick Clark ». *Politico* (26 décembre 2013). <<https://www.politico.com/story/2013/12/nelson-mandela-iowa-dick-clark-101545>>. Page consultée le 22 mars 2018.

Rosenfeld, Steven. « The NRA Once Supported Gun Control ». *Salon* (14 janvier 2013). <[https://www.salon.com/2013/01/14/the\\_nra\\_once\\_supported\\_gun\\_control/](https://www.salon.com/2013/01/14/the_nra_once_supported_gun_control/)>. Page consultée le 18 juillet 2018.

s.a.. « Census Regions and Divisions of the United States ». *United States Census Bureau* (s.d.). <[https://www2.census.gov/geo/pdfs/maps-data/maps/reference/us\\_regdiv.pdf](https://www2.census.gov/geo/pdfs/maps-data/maps/reference/us_regdiv.pdf)>. Page consultée le 15 avril 2019.

\_\_\_\_\_. « Changing Attitude on Gay Marriage ». *Pew Research Center* (26 juin 2017). <<http://www.pewforum.org/fact-sheet/changing-attitudes-on-gay-marriage/>>. Page consultée le 3 février 2019.

\_\_\_\_\_. « Corruption Named as Key Issue by Voters in Exit Polls ». *CNN* (8 novembre 2006). <<https://www.cbsnews.com/news/why-the-democrats-won/>>. Page consultée le 4 octobre 2018.

\_\_\_\_\_. « Extreme and Unpredictable: Is Ideology Collapsing in the Senate GOP? ». *The Math of Politics* (12 mai 2016). <<http://www.mathofpolitics.com/2016/05/12/extreme-and-unpredictable-is-ideology-collapsing-in-the-senate-gop/>>. Page consultée le 14 avril 2019.

\_\_\_\_\_. « Gender Differences in Voter Turnout ». *Center for American Women and Politics* (Juillet 2017).

<<https://www.cawp.rutgers.edu/sites/default/files/resources/genderdiff.pdf>>.

Page consultée le 13 avril 2019.

\_\_\_\_\_. « Growing Support for Gay Marriage: Changing Minds and Changing Demographics ». *Pew Research Center* (20 mars 2013). <http://www.people-press.org/2013/03/20/growing-support-for-gay-marriage-changed-minds-and-changing-demographics/>. Page consultée le 20 avril 2019.

\_\_\_\_\_. « House and Senate Polarization, 1879-2014 ». *Voteviewblog* (22 décembre 2014). <<https://voteviewblog.com/2014/12/22/house-and-senate-polarization-1879-2014/>>. Page consultée le 22 mars 2019.

\_\_\_\_\_. « Hyde Amendment ». *Planned Parenthood* (s.d.). <<https://www.plannedparenthoodaction.org/issues/abortion/hyde-amendment>>. Page consultée le 20 juillet 2018.

\_\_\_\_\_. « Justice and Public Safety ». *Cory Booker, United States Senator for New Jersey* (s.d.). <<https://www.booker.senate.gov/?p=issue&id=76>>. Page consultée le 6 février 2019.

\_\_\_\_\_. « Kill Bill: How Many Bills Are There? How Many Are Enacted? ». *GovTrack* (4 août 2011). <<https://govtracknews.wordpress.com/2011/08/04/kill-bill-how-many-bills-are-there-how-many-are-enacted/>>. Page consultée le 21 juillet 2017.

\_\_\_\_\_. « Longest Serving Senators ». *United States Senate* (s.d.). <[https://www.senate.gov/senators/longest\\_serving\\_senators.htm](https://www.senate.gov/senators/longest_serving_senators.htm)>. Page consultée le 7 mai 2019.

\_\_\_\_\_. « Obama Ends Stem Cell Research Ban ». *CBS News* (10 mars 2009). <<https://www.cbsnews.com/news/obama-ends-stem-cell-research-ban/>>. Page consultée le 31 janvier 2019.

- \_\_\_\_\_. « Presidential Approval Ratings – George W. Bush ». *Gallup* (s.d.). <<https://news.gallup.com/poll/116500/presidential-approval-ratings-george-bush.aspx>>. Page consultée le 3 mai 2019.
- \_\_\_\_\_. « Reelection Rates Over the Years ». *Opensecrets* (s.d.). <<https://www.opensecrets.org/overview/reelect.php>>. Page consultée le 22 mars 2019.
- \_\_\_\_\_. « Senate Legislative Process ». *United States Senate* (s.d.). <[https://www.senate.gov/legislative/common/briefing/Senate\\_legislative\\_process.htm](https://www.senate.gov/legislative/common/briefing/Senate_legislative_process.htm)>. Page consultee le 8 juin 2018.
- \_\_\_\_\_. « Title X Family Planning ». *U.S Department of Health and Human Services* (s.d.). <<https://www.hhs.gov/opa/title-x-family-planning/index.html>>. Page consultee le 20 juillet 2018.
- \_\_\_\_\_. « U.S. Gun Control: A History of Tragedy, Legislative Action ». *CBS News* (13 avril 2013). <<https://www.cbsnews.com/news/us-gun-control-a-history-of-tragedy-legislative-action/>>. Page consultee le 18 juillet 2018.
- \_\_\_\_\_. « What Is Political Science? ». *University of Washington – Department of Political Science* (s.d.). <<https://www.polisci.washington.edu/what-political-science>>. Page consultée le 2 avril 2019.
- \_\_\_\_\_. « Women in the Senate ». *United States Senate* (s.d.). <[https://www.senate.gov/artandhistory/history/common/briefing/women\\_senators.htm](https://www.senate.gov/artandhistory/history/common/briefing/women_senators.htm)>. Page consultee le 16 février 2018.
- \_\_\_\_\_. « Year of the Woman ». *United States Senate* (s.d.). <[https://www.senate.gov/artandhistory/history/minute/year\\_of\\_the\\_woman.htm](https://www.senate.gov/artandhistory/history/minute/year_of_the_woman.htm)>. Page consultee le 24 juillet 2018.

\_\_\_\_\_. « Young Voters Supported Obama Less, But May Have Mattered More ». *Pew Research Center* (26 novembre 2012). <<http://www.people-press.org/2012/11/26/young-voters-supported-obama-less-but-may-have-mattered-more/>>. Page consultée le 1<sup>er</sup> mars 2019.

Saad, Lydia. « U.S. Still Leans Conservative, but Liberals Keep Recent Gains ». *Gallup* (8 janvier 2019). <<https://news.gallup.com/poll/245813/leans-conservative-liberals-keep-recent-gains.aspx?version=print>>. Page consultée le 11 mars 2019.

Salmans, Sandra. « Abortion Opponents See Reagan as ‘Clear-Cut’ Choice in Campaign ». *The New York Times* (10 juin 1984). <<http://www.nytimes.com/1984/06/10/us/abortion-opponents-see-reagan-as-clear-cut-choice-in-campaign.html?mcubz=0>>. Consulté le 24 septembre 2017.

Schor, Elana. « President Obama Vetoes Keystone Bill; GOP Plans Override Vote ». *Politico* (24 février 2015). <<https://www.politico.com/story/2015/02/obama-vetoes-keystone-bill-115462>>. Page consultée le 23 mai 2019.

Schwartz, Ian. « Sen. McConnell : I am the “Grim Reaper” of the Democratic Socialist Agenda ». *RealClearPolitics* (14 juin 2019). <[https://www.realclearpolitics.com/video/2019/06/14/sen\\_mcconnell\\_i\\_am\\_the\\_grim\\_reaper\\_of\\_the\\_democratic\\_socialist\\_agenda.html](https://www.realclearpolitics.com/video/2019/06/14/sen_mcconnell_i_am_the_grim_reaper_of_the_democratic_socialist_agenda.html)>. Page consultée le 9 septembre 2019.

Serwer, Adam. « America’s Two Political Parties Are Asymmetrical ». *The Atlantic* (5 décembre 2018). <[https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2018/12/avenatti-was-never-going-be-democratic-trump/577387/?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=](https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2018/12/avenatti-was-never-going-be-democratic-trump/577387/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=)

politics-daily-newsletter&utm\_content=20181205&silverid-ref=MzEwMTU3MjM0MTE0S0>. Page consultée le 6 décembre 2018.

Sides, John. « Three Myths About Political Independents ». *The Monkey Cage* (17 décembre 2009).

<[http://themonkeycage.org/2009/12/three\\_myths\\_about\\_political\\_in/](http://themonkeycage.org/2009/12/three_myths_about_political_in/)>. Page consultée le 6 novembre 2018.

Silver, Nate. « Why Young Democrats Like Bernie Sanders ». *FiveThirtyEight* (8 février 2016). <<https://fivethirtyeight.com/features/why-young-democrats-love-bernie-sanders/>>. Page consultée le 23 août 2017.

Simon, Alex. « George McGovern 1922-2012 ». *The Huffington Post* (23 octobre 2012). <[https://www.huffingtonpost.com/alex-simon/george-mcgovern-interview\\_b\\_1997836.html](https://www.huffingtonpost.com/alex-simon/george-mcgovern-interview_b_1997836.html)>. Page consultée le 6 juin 2018.

Simon, Roger. « How a Murderer and a Rapist Became the Bush Campaign's Most Valuable Player ». *The Baltimore Sun* (11 novembre 1990). <[http://articles.baltimoresun.com/1990-11-11/features/1990315149\\_1\\_willie-horton-fournier-michael-dukakis](http://articles.baltimoresun.com/1990-11-11/features/1990315149_1_willie-horton-fournier-michael-dukakis)>. Page consultée le 17 juillet 2018.

Sitaraman, Ganesh. « The Emergence of Progressive Foreign Policy ». *War on the Rocks* (15 avril 2019). <<https://warontherocks.com/2019/04/the-emergence-of-progressive-foreign-policy/>>. Page consultée le 7 mai 2019.

Skelley, Geoffrey. « The Minnesota Twins: A Complete History of Double-Barrel Senate Elections ». *Sabato's Crystal Ball* (21 décembre 2017). <<http://www.centerforpolitics.org/crystalball/articles/the-minnesota-twins-a-complete-history-of-double-barrel-senate-elections/>>. Page consultée le 10 avril 2018.

Sokol, Jason. « How a Young Joe Biden Turned Liberals Against Integration ». *Politico* (4 août 2015). <<http://www.politico.com/magazine/story/2015/08/joe-biden-integration-school-busing-120968>>. Page consultée le 23 septembre 2017.

Stein, Jeff. « Bernie Sanders and 16 Senate Dems Just Released their New Single-Payer Plan ». *Vox* (13 septembre 2017). <<https://www.vox.com/2017/9/13/16303474/bernie-sanders-democrats-medicare>>. Page consultée le 25 juillet 2019.

Steinmetz, Katy. « See Obama's 20-Year Evolution on LGBT Rights ». *Time* (10 avril 2015). <<http://time.com/3816952/obama-gay-lesbian-transgender-lgbt-rights/>>. Page consultée le 3 février 2019.

Stelter, Brian. « Amazon's Best-Seller List Takes Dystopian Turn in Trump Era ». *CNN Business* (28 janvier 2017). <<https://money.cnn.com/2017/01/28/media/it-cant-happen-here-1984-best-sellers/>>. Page consultée le 22 juin 2019.

Sullivan, Sean. « Why Max Baucus Made Democrats Angry – In 5 Easy Steps ». *The Washington Post – The Fix* (24 avril 2013). <[https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2013/04/24/why-max-baucus-made-democrats-angry-in-5-easy-steps/?utm\\_term=.23ddeb394c20](https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2013/04/24/why-max-baucus-made-democrats-angry-in-5-easy-steps/?utm_term=.23ddeb394c20)>. Page consultée le 19 janvier 2019.

Tamkin, Emily, et Alexis Levinson. « Israel Will Be the Great Foreign Policy Debate of the Democratic Primary ». *BuzzFeedNews* (16 janvier 2019). <[https://www.buzzfeednews.com/article/emilytamkin/israel-dnc-bds-democrats-2020?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=politics-daily-newsletter&utm\\_content=20190116&silverid=MzEwMTU3MjM0MTE0S0](https://www.buzzfeednews.com/article/emilytamkin/israel-dnc-bds-democrats-2020?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=politics-daily-newsletter&utm_content=20190116&silverid=MzEwMTU3MjM0MTE0S0)>. Page consultée le 25 juillet 2019.

Taylor, Paul. « The Demographic Trends Shaping American Politics in 2016 and Beyond ». *Pew Research Center* (27 janvier 2016). <<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/01/27/the-demographic-trends-shaping-american-politics-in-2016-and-beyond/>>. Page consultée le 13 novembre 2018.

The Associated Press. « Howard M. Metzenbaum, 1917-2008. Ohio Senator Was a Champion of Labor and Master of Rules ». *Los Angeles Times* (13 mars 2008). <<http://articles.latimes.com/2008/mar/13/local/me-metzenbaum13>>. Page consultée le 9 février 2018.

Tyrell, Ian. « What Is American Exceptionalism ». (s.d.). <<https://iantyrell.wordpress.com/papers-and-comments/>> Page consultée le 28 décembre 2017.

Viser, Matt. « ‘Just a Lot of Alarmism’ : Trump’s Skepticism of Climate Science is Echoed Across GOP ». *The Washington Post* (2 décembre 2018). <[https://www.washingtonpost.com/politics/just-a-lot-of-alarmism-trumps-skepticism-of-climate-science-is-echoed-across-gop/2018/12/02/f6ee9ca6-f4de-11e8-bc79-68604ed88993\\_story.html?utm\\_term=.4b87a776b33d](https://www.washingtonpost.com/politics/just-a-lot-of-alarmism-trumps-skepticism-of-climate-science-is-echoed-across-gop/2018/12/02/f6ee9ca6-f4de-11e8-bc79-68604ed88993_story.html?utm_term=.4b87a776b33d)>. Page consultée le 21 mai 2019.

Wadman, Meredith. « US Senate Passes Stem-Cell Bill - Again ». *Nature* (12 avril 2007). <<https://www.nature.com/news/2007/070412/full/news070409-9.html>>. Page consultée le 31 janvier 2019.

Weigel, David. « Bernie Sanders Turns Focus to the White House and the World ». *The Washington Post – PowerPost* (1<sup>er</sup> décembre 2018). <<https://www.washingtonpost.com/powerpost/bernie-sanders-turns-focus-to-the-white-house-and-the-world/2018/12/01/dc01f7ae-f4f1-11e8-80d0->



f7e1948d55f4\_story.html?utm\_term=.bd5200856bbd>. Page consultée le 3 décembre 2018.

Williams, Juan. « Reagan, the South and Civil Rights ». *NPR* (10 juin 2004). <<https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=1953700>>. Page consultée le 29 juillet 2019.

Zeleny, Jeff. « Dean's 50-State Love-Fest ». *The Caucus* (2 décembre 2006). <<https://thecaucus.blogs.nytimes.com/2006/12/02/deans-50-state-love-fest/>>. Page consultée le 14 mai 2019.

Zhou, Li. « The Striking Parallels between 1992's "Year of the Woman" and 2018, Explained by an Historian ». *Vox* (2 novembre 2018). <<https://www.vox.com/2018/11/2/17983746/year-of-the-woman-1992>>. Page consultée le 29 avril 2019.

#### *Émissions de radio*

Prémont, Karine. « L'affaire Anita Hill ». *Aujourd'hui l'histoire*. Animation : Jacques Beauchamp. ICI Radio-Canada Première, 27 août 2018

#### *Ouvrages littéraires*

Faulkner, William. *Requiem for a Nun*. New York : Random House, 1951.

Lewis, Sinclair. *It Can't Happen Here*. New York : P.F. Collier, 1935.

Rand, Ayn. *Atlas Shrugged*. New York : Random House, 1957.

#### *Documents audios et audiovisuels*

Bank, Dylan, Daniel DiMauro et Morgan Pehme. *Get Me Roger Stone*. [Film en ligne]. *Netflix*, 2017.

Capra, Frank. *Mr. Smith Goes to Washington*. [DVD]. Burbank: Columbia Tristar Home Video, 1999 [1939].

Curry, Marshall. *Street Fight* [DVD]. Société de production inconnue. 2005.

Dylan, Bob. *The Times They Are a-Changin'*. [Disque compact]. New York : Columbia, 2005 [1964].

Guggenheim, David. *An Inconvenient Truth: A Global Warning*. [DVD]. Hollywood : Paramount, 2017 [2006].